

2021 N° 7 | ETUDES DU DEVELOPPEMENT | DEVELOPMENT STUDIES

eLivres de l'Institut Graduate Institute eBooks



Indonésie : l'envol mouvementé du Garuda Développement, dictature et démocratie

Jean-Luc Maurer

THE
GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

Indonésie : l'envol mouvementé du Garuda

Développement, dictature et démocratie

Jean-Luc Maurer

DOI : 10.4000/books.iheid.7876
Éditeur : Graduate Institute Publications
Lieu d'édition : Genève
Année d'édition : 2021
Date de mise en ligne : 19 janvier 2021
Collection : eLivres de l'Institut
ISBN électronique : 9782940600212



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Graduate Institute of International and Development Studies



Référence électronique

MAURER, Jean-Luc. *Indonésie : l'envol mouvementé du Garuda : Développement, dictature et démocratie*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2021 (généré le 25 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/7876>>. ISBN : 9782940600212. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.7876>.

Ce document a été généré automatiquement le 25 février 2021.

© Graduate Institute Publications, 2021
Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé - CC BY-NC-ND 3.0

Avec plus de 270 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé de la planète. Sur le plan politique, c'est aussi la troisième plus grande démocratie du monde et la seule et unique à ce jour dans le monde musulman auquel elle appartient et dont elle compte le plus de fidèles sur terre. Enfin, au niveau économique, elle regorge de ressources naturelles et fait partie du groupe des principaux pays émergents sur la scène internationale. Malgré cela, elle reste largement ignorée et est sûrement le plus méconnu des membres majeurs du concert des nations.

Cet ouvrage a précisément pour objectif premier de contribuer à combler cette lacune dans une littérature française encore assez mince sur ce pays majeur. Après avoir dressé le cadre naturel particulier du plus grand archipel volcanique du monde, évoqué sa diversité humaine et son riche passé précolonial puis évalué le poids décisif de sa longue et dure colonisation, il se concentrera sur l'histoire de son développement. L'analyse proposée couvrira donc surtout les 75 années écoulées depuis la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie, en août 1945, jusqu'à aujourd'hui, où le pays est confronté comme tous les autres aux ravages de la pandémie de COVID-19, en examinant les différentes phases du ce parcours de développement mouvementé.

Toutefois, ce livre se fixe un second objectif plus ambitieux : permettre au lecteur, à travers l'étude de cas emblématique indonésien, de mieux comprendre la dynamique du développement, ce processus de changement global qui se solde par la transformation économique, sociale, politique et même culturelle d'un pays. La nature emblématique du cas examiné résulte non seulement du fait que le pays, parti de très bas, a eu un certain succès en matière de développement, mais est aussi lié à la relation complexe et ambiguë entretenue par ce dernier avec la dictature et la démocratie, les deux régimes politiques qu'il a connus depuis son indépendance. L'analyse de ce lien constituera de fait le fil rouge de l'ouvrage, avec pour ambition de clarifier la question classique consistant à savoir lequel des deux régimes en question, de la dictature ou de la démocratie, a été le plus favorable ou nocif pour le développement de l'Indonésie.

Note sur la photo de couverture :

La photo d'une affiche murale de propagande politique représentant l'actuel président de l'Indonésie Joko « Jokowi » Widodo à bicyclette a été prise par l'auteur à l'aéroport Sentani de Jayapura, capitale de la province de Papua, le 18 septembre 2018. Elle essaye bien évidemment de donner l'image d'un homme du peuple simple et modeste conduisant en souriant son pays sur la voie du développement vers un avenir plus prospère.

JEAN-LUC MAURER

Jean-Luc MAURER est professeur honoraire en études du développement à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. Politologue de formation, il s'est spécialisé sur l'analyse des problèmes de développement économique social et politique des pays en développement. C'est aussi un spécialiste de l'Indonésie et plus généralement des pays de l'Asie du Sud-Est et de la région Asie-Pacifique. Il est l'auteur de plusieurs livres et de nombreux articles sur ces questions, en particulier sur l'Indonésie.

Au cours de sa carrière académique, il a notamment été directeur de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève de 1992 à 2004 et président de l'Association européenne des instituts de développement (EADI) de 2005 à 2011. Retiré de l'enseignement universitaire actif depuis 2012, il est associé au Centre de recherche Albert Hirschman sur la démocratie de l'IHEID et membre fondateur du Cercle Germaine de Staël de Genève qui travaille sur le déclin de la démocratie et la montée du national-populisme en Europe et dans le monde.

SOMMAIRE

Préambule. Origines d'une vocation pour l'étude du développement indonésien

Introduction. Des questions de méthode à la situation de l'Indonésie début 2020

Chapitre 1. L'époque précoloniale: une nature généreuse et une grande diversité humaine

Introduction

1.1. Le poids du milieu naturel : atouts et contraintes de l'insularité et du volcanisme

1.2. Le rôle du facteur humain : croissance et répartition de la population

1.3. La part de l'origine du peuplement et des influences exogènes précoloniales

Chapitre 2. Le lourd fardeau d'un héritage colonial de trois siècles et demi (1602-1949)

Introduction

2.1. De la colonisation en général à la particularité de celle des Pays-Bas en Indonésie

2.2. Les diverses phases de la politique coloniale et leurs conséquences économiques

2.3. Les effets politiques d'une domination coloniale croissante et sa fin peu glorieuse

Chapitre 3. Un début d'indépendance difficile sous la présidence de Sukarno (1950-66)

Introduction

3.1. 1950-59 : échec de la démocratie parlementaire d'inspiration occidentale

3.2. 1959-1965 : dérives de la Démocratie dirigée et montée des antagonismes

3.3. 1965-66 : énigme du G30S et prise du pouvoir par l'armée dans la terreur

Chapitre 4. Dictature et développement rapide sous l'Ordre nouveau de Suharto (1966-98)

Introduction

- 4.1. 1966–1975 : la construction du système autoritaire de l'Ordre nouveau
 - 4.2. 1976–1988 : l'Ordre nouveau à son apogée sur le plan politique et économique
 - 4.3. 1989–1998 : défis croissants, crise financière et fin de l'Ordre nouveau
-

Chapitre 5. Démocratisation dans la douleur : les débuts de l'ère de la Reformasi (1998-2004)

Introduction

- 5.1. 1998–99 : réformes dans l'urgence et risques d'implosion sous B.J. Habibie
 - 5.2. 1999–2001 : les péripéties de l'interrègne confus et erratique de Gus Dur
 - 5.3. 2001–2004 : le retour laborieux à une certaine stabilité générale sous Megawati
-

Chapitre 6. La présidence de SBY (2004-14) : consolidation ou stagnation démocratique ?

Introduction

- 6.1. Parcours de vie exemplaire et arrivée au pouvoir d'un challenger inattendu
 - 6.2. La sphère politico-institutionnelle : valse-hésitation entre progrès et régression
 - 6.3. Le domaine socio-économique : croissance stable et développement ambivalent
-

Chapitre 7. Jokowi au pouvoir (2014-) : de la stagnation à la régression démocratique ?

Introduction

- 7.1. Les élections de 2014 : craintes de régression, soulagement et espoirs soulevés
- 7.2. Le premier mandat de Jokowi (2014-19) : bilan mitigé et déception croissante
- 7.3. Les élections de 2019 et leurs lendemains : la démocratie indonésienne en sursis ?

Conclusion générale et autres éléments conclusifs

Conclusion. Leçons à tirer de l'histoire en « 3D » de l'Indonésie et comparaison régionale

Épilogue. L'Indonésie face à la pandémie de COVID-19 : risques accrus de dérive illibérale

Annexes

Glossaire

Bibliographie

Hommages et remerciements

Des sources d'inspiration aux soutiens décisifs

Préambule. Origines d'une vocation pour l'étude du développement indonésien

- 1 L'Indonésie est une nation importante à tout point de vue. C'est le plus grand archipel de la planète, composé de milliers d'îles s'étendant depuis l'océan Indien jusqu'en direction du Pacifique et situées dans un axe stratégique crucial entre l'Asie et l'Océanie. Sur le plan démographique, c'est aussi le quatrième pays le plus peuplé du monde. Ses ressources naturelles sont immenses et variées, sa diversité ethnique et culturelle sans équivalent. Toutes les principales religions y sont pratiquées, en premier lieu l'islam, très largement majoritaire. Cela en fait d'ailleurs le plus grand pays musulman du monde et, à ce jour, la plus grande et la seule démocratie du monde islamique. Incidemment, c'est aussi le troisième plus grand pays démocratique de la communauté internationale par la taille de sa population. Malgré tout cela, l'Indonésie demeure la plus méconnue des principales nations de la planète. La littérature qui lui est consacrée reste bien mince, comparée à toute celle traitant des autres pays dits « émergents ». Cette lacune est particulièrement frappante en langue française.
- 2 Ce livre a donc pour objectif premier de contribuer à combler ce vide en proposant sous une forme claire et accessible une large synthèse, issue de cinquante ans d'études personnelles sur l'évolution de ce grand pays. Il s'agit de rassembler ici et de mettre à disposition des lecteurs une somme de connaissances, témoignant de ce que l'auteur a vu, entendu, vécu et compris. Mais cet ouvrage se fixe aussi un autre objectif plus ambitieux : à travers l'analyse du cas emblématique indonésien, permettre au lecteur de mieux comprendre la dynamique du développement, ce processus complexe de changement global qui entraîne la transformation économique, sociale, politique et même culturelle des sociétés concernées. Bref, ce que nous offrons au lecteur, c'est une histoire du développement de l'Indonésie.
- 3 Il me faut tout d'abord replacer ce livre dans le parcours professionnel et intellectuel qui a fait de l'auteur un membre de la « tribu » académique des « indonésianistes », cette singulière internationale cosmopolite et pluridisciplinaire de chercheurs passionnés par l'étude du grand archipel insulindien, sous toutes ses composantes. C'est en effet en novembre 1972 que je suis arrivé à Java, où j'ai séjourné une première

fois dix-huit mois, jusqu'en juin 1974, pour y mener ma recherche de terrain dans le cadre d'une thèse de doctorat sur la modernisation agricole et le développement économique et social du pays. Le développement du Tiers-Monde était alors la grande affaire de ma génération et c'est à son étude que j'avais décidé de me consacrer. Je suis ensuite revenu pratiquement chaque année en Indonésie (parfois plusieurs fois par an, pour quelques semaines voire, deux ou trois mois) dans le cadre de missions d'identification ou d'évaluation de projets de développement. Ces missions ont été surtout effectuées pour la DDC (Direction du développement et de la coopération, l'agence suisse de coopération au développement), mais aussi pour le Centre de développement de l'OCDE, le BIT, la FAO ou la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Ces retours réguliers en Indonésie m'ont permis de poursuivre mes recherches sur divers aspects du développement économique, social et politique du pays, d'en découvrir et comprendre la diversité, en y faisant des séjours ailleurs qu'à Java : à Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, mais encore à Bali, Lombok, Timor, Flores et jusqu'aux Maluku et en Papua.

- 4 Pendant ces cinq décennies, ne pas revenir dans « mon pays d'adoption » au moins une fois par an me semblait impensable. Quand d'aventure la chose s'est produite (assez rarement il est vrai), je ressentais comme un manque jusqu'au prochain voyage. Toutefois, bien des choses ont changé en Indonésie depuis mon arrivée initiale à Java en 1972 et mes premières impressions, quand je me suis alors retrouvé, par une nuit étouffante, à l'aéroport de Jakarta - encore situé en plein centre-ville - avec mon épouse et notre petite fille âgée de deux ans. Au fil du temps, l'atmosphère si particulière et envoûtante du premier contact s'est estompée sous l'effet de la modernisation, de la globalisation et de l'uniformisation souvent désolante qui les accompagne. Cette longue fréquentation d'un demi-siècle avec l'Indonésie explique pourquoi cet ouvrage, qui est d'abord et surtout un travail de nature académique à l'intention d'un public aussi large que possible, revêt parfois des accents autobiographiques et un ton plus personnel, ne dédaignant pas un langage vivant et imagé.
- 5 On me demande souvent pourquoi avoir choisi l'Indonésie et y avoir consacré avec passion autant d'années et d'énergie. J'y vois plusieurs raisons objectives mais aussi, plus subjectives.
- 6 Au tout début des années 1970, lorsque j'étais encore étudiant en relations internationales me spécialisant sur les questions de développement à l'IUHEI de Genève, mon intérêt pour l'histoire de l'Asie du Sud-Est s'expliquait principalement en raison de la guerre du Vietnam, contre laquelle j'étais engagé - comme tant d'autres jeunes de mon âge. En cette période de guerre, il était bien évidemment impossible de réaliser au Vietnam le genre d'enquêtes de terrain de nature socio-économique et anthropologique que je voulais faire. L'alternative de prendre l'Indonésie comme objet d'étude s'est alors rapidement imposée. Le pays sortait à peine du premier quart de siècle troublé de son indépendance.
- 7 Le lecteur apprendra dans ce livre que peu après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient fait pression sur les Pays-Bas pour les obliger à libérer en 1949 leur précieux empire colonial. Les dirigeants américains avaient en effet l'espoir de faire de l'Indonésie le grand pays démocratique allié du bloc occidental en Asie du Sud-Est, qui ferait contrepoids au communisme ayant récemment triomphé en Chine et gagnant du terrain en Indochine. Dans cette perspective, ils avaient beaucoup investi pour mieux comprendre la complexité de la société indonésienne. Les principales fondations

privées Ford et Rockefeller avaient soutenu de grands projets de recherche, dont émergeront plus tard certaines des figures de proue des sciences sociales américaines, comme l'anthropologue Clifford Geertz et l'historien Benedict Anderson. Mais à partir de la fin des années 1950, la situation politique et économique s'était détériorée sous le régime de « Démocratie dirigée » mis en place par Sukarno de 1959 et 1965. L'Indonésie s'était alors rapprochée du bloc socialiste. On parlait même de la constitution d'un « axe Djakarta-Pékin ». Puis le pays avait sombré dans les terribles massacres anti-communistes de 1965-66. La recherche en sciences sociales, surtout menée par des chercheurs étrangers, avait été interrompue pendant plus de dix ans.

- 8 Au début des années 1970 et à la suite du coup d'État militaire du général Suharto ayant établi en 1966 son régime dictatorial baptisé « Ordre nouveau », l'Indonésie était peu à peu revenue dans le giron du bloc occidental. L'aide publique au développement et les investissements privés commençaient de nouveau à affluer dans l'archipel. Une nouvelle génération de jeunes chercheurs en sciences sociales se précipita alors sur ce grand pays fascinant, resté dans l'ombre depuis une décennie. Je fus au nombre de ceux-là. La CTS (Coopération technique suisse, qui deviendra plus tard la DDC) avait alors décidé de faire de l'Indonésie son pays prioritaire dans la région et était intéressée à financer la thèse de doctorat d'un jeune chercheur helvétique. Elle m'octroya une bourse qui me permit de faire mon terrain pendant un an et demi. C'est donc sur le terrain, une fois installé à Jogjakarta, que j'ai appris à parler le *bahasa indonesia*, alors que j'entendais causer le javanais toute la journée dans les villages et que les conversations du soir se déroulaient plutôt en anglais ou en français. Connaissant bien la situation sociale, économique et politique du pays et en parlant correctement la langue, j'allais devenir, pendant près de trente ans, consultant régulier de la DDC sur l'Indonésie. C'est ainsi que j'ai participé à de nombreuses missions d'évaluation et d'identification de projets dans le domaine de l'irrigation en milieu rural ou de l'adduction d'eau en ville, du renforcement des coopératives agricoles, de la formation professionnelle et technique pour le secteur industriel voire, sur l'impact socio-économique et socio-culturel du tourisme.
- 9 Deux autres éléments plus subjectifs ont également joué un rôle dans mon choix de l'Indonésie comme pays de spécialisation. Le premier d'entre eux est certainement ma fascination pour les milieux insulaires. On ne pouvait pas trouver mieux dans ce domaine que le grand archipel. Il me faut aussi mentionner un autre élément, certainement plus ambigu. Je dois en effet avouer que la personnalité de Sukarno, premier président du pays, n'y a pas été pour rien. Certes, non pas l'autocrate vieillissant, malade et pathétique, englué dans ses contradictions et obsessions, entraînant inexorablement l'Indonésie dans une impasse et vers la violence... Mais sans nul doute, le jeune leader nationaliste inspiré, affrontant avec courage les autorités coloniales, exilé pendant des années dans divers lieux éloignés de l'archipel ; et, aussi, le père de l'indépendance indonésienne, intellectuel brillant et orateur flamboyant, maîtrisant l'histoire et la littérature, à l'aise dans plusieurs langues. Sukarno a aussi été l'un des architectes du non-alignement, l'hôte de la Conférence de Bandung en 1955 et le porte-parole inlassable de la lutte des peuples colonisés contre le néocolonialisme et l'impérialisme. Son parcours ne pouvait pas laisser indifférent un jeune chercheur dont la motivation principale était de contribuer modestement au développement des pays alors dits du « Tiers-Monde » et à la cause d'une plus grande justice économique et sociale sur terre.

- 10 Tels sont les principaux facteurs qui ont dirigé mes pas vers l'Indonésie. Je n'ai jamais regretté ce choix. C'est une chance précieuse que d'avoir pu ainsi suivre l'évolution d'un pays aussi magnifique et diversifié, se réjouir de ses progrès et de ses succès, mais aussi, parfois, s'inquiéter devant ses dérives et ses crises. J'en mesure toute la portée.
- 11 Le lecteur l'aura donc compris : cet ouvrage n'est pas basé sur les résultats d'une recherche spécifique et ponctuelle récente, mais il est le fruit de l'expérience d'une vie entière de chercheur, consacré à l'analyse du processus de développement de l'Indonésie. Il porte sur un pays en particulier, peu connu de surcroît, mais dont l'étude peut constituer un exemple utile à beaucoup d'autres. La fréquentation régulière et assidue des campagnes et des villes du grand archipel m'a permis de suivre attentivement sa trajectoire de développement économique, social et politique, de pouvoir comprendre et même parfois anticiper ses problèmes de modernisation, d'en analyser les causes et conséquences. Or, cette trajectoire me semble emblématique à plus d'un titre, et représentative des écueils auxquels de nombreux pays du Sud ont été, sont ou seront confrontés.
- 12 Ce travail doit beaucoup aux nombreux séjours que j'ai encore effectué depuis 2012, notamment à Jogjakarta et à Jakarta, où j'ai rencontré de nombreuses personnes de tous horizons - académiques, gouvernementaux, privés ou des médias - mais aussi, des citoyens ordinaires des villes et des campagnes. J'ai eu avec toutes ces personnes des discussions approfondies sur des sujets nombreux et divers qui ont beaucoup alimenté ma réflexion. De même, j'ai mené des entretiens avec la plupart des membres les plus connus de la « tribu » académique des « indonésianistes » de l'Australian National University de Canberra, qui abrite le plus important centre d'études sur l'Indonésie dans le monde, ainsi qu'avec quelques-uns de mes principaux collègues européens spécialisés sur ce pays, en Hollande, en France et en Angleterre. Nous avons eu de fructueuses discussions sur plusieurs des aspects de l'expérience de développement du pays pour lequel nous partageons un intérêt commun et une égale passion. Je les cite, les remercie et leur rend hommage en fin d'ouvrage, ainsi que mes parents, mon épouse, mes enfants, ma famille et mes proches, toutes les personnes qui ont rendu possible la réalisation de ce gros travail.
- 13 Enfin, publier le livre que je préparais depuis longtemps sur l'histoire du développement de l'Indonésie est aussi pour moi une manière de rendre en partie à ce pays et à ses habitants tout ce qu'ils m'ont donné de bonheur et de satisfaction depuis bientôt cinquante ans.
- 14 J'espère que sa lecture vous intéressera.
- 15 Jean-Luc Maurer, Genève, 20 janvier 2021



L'auteur en juillet 1973 avec le *lurah* (chef de village) de Wukirsari (*Kecamatan Imogiri, Kabupaten Bantul, Daerah Istimewa Jogjakarta*)

Introduction. Des questions de méthode à la situation de l'Indonésie début 2020

- 1 L'Indonésie, dont la population vient de franchir la barre des 270 millions d'habitants, est le quatrième pays le plus peuplé du monde, après la Chine, l'Inde et les États-Unis. S'étendant sur une superficie émergée de presque 2 millions de km², elle est composée de plus de 16 000 îles. Sa place géopolitique est déterminante : c'est un pont entre l'Asie et l'Australie et une porte entre les océans Indien et Pacifique. Elle est aussi très riche en ressources naturelles et se classe parmi les principaux exportateurs mondiaux pour de nombreuses matières premières minérales et végétales. Cette myriade insulaire est par ailleurs un véritable creuset de diversité socioculturelle : on y compte 300 groupes ethniques 350 langues parlées et toutes les grandes religions de l'humanité y sont représentées. Au premier rang, l'islam regroupe environ 87% de la population, ce qui fait de l'Indonésie le plus grand pays musulman du monde. Sur le plan politique, après les décennies d'instabilité, de dictature et de violences qui ont suivi son indépendance, proclamée en 1945, le pays a fait sa révolution démocratique en 1998. À ce jour, l'Indonésie est donc la seule démocratie du monde islamique et, incidemment, vu la taille de sa population, le troisième plus grand pays démocratique du monde, derrière l'Inde et les États-Unis. Au niveau économique et social, après les soubresauts qui ont marqué son histoire indépendante, le pays participe pleinement à l'essor de l'Asie orientale, avec une croissance annuelle moyenne régulière de 5% depuis 2000. Il fait d'ailleurs partie du groupe des pays dits « émergents », mais aussi de ceux qui ont un revenu par habitant et un niveau de développement humain considérés comme « intermédiaires ». Enfin, l'Indonésie est aussi membre du G20 et le chef de file de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui constitue le cinquième « bloc économique » mondial, après l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Japon.
- 2 À tous ces niveaux d'analyse, l'Indonésie est donc un pays hors du commun. C'est en fait une puissance régionale majeure. Malgré cela, c'est probablement le plus méconnu des grands pays de la planète auprès du grand public. La littérature à son sujet reste d'ailleurs l'une des moins étoffées, parmi toutes celles traitant des principaux pays émergents. Ce constat est en l'occurrence encore plus vrai pour ce qui est du monde

francophone. Notre ouvrage a donc pour objectif de combler une partie des lacunes de connaissance sur ce pays passionnant.

- 3 Car l'Indonésie est véritablement un pays passionnant, non seulement pour son extraordinaire diversité socioculturelle, l'importance de ses ressources naturelles ou sa place sur l'échiquier de la géopolitique régionale et internationale, mais par l'histoire particulièrement fascinante de son développement politique, économique et social. Son parcours en dents-de-scie, avec ses succès et ses échecs, ses forces et ses faiblesses, ses avancées et ses reculades... est pour nous caractéristique des difficultés que rencontrent souvent les jeunes nations ayant accédé à l'indépendance au milieu du 20^e siècle et cherché leur voie en matière de politiques de développement et de démocratisation. Analyser l'histoire du développement de l'Indonésie depuis son indépendance en 1945 peut donc nous aider à mieux comprendre la trajectoire d'autres nations et les exigences contradictoires de progrès auxquelles elles sont confrontées. Appartenant à une région qui a été indianisée, la République d'Indonésie a choisi comme emblème national le Garuda, l'oiseau mythique du Mahabharata et la monture de Vishnu. Mais l'envol du pays s'est avéré particulièrement mouvementé et il ne s'est toujours pas entièrement concrétisé ni stabilisé. En fait, la véritable « émergence » de l'Indonésie reste en devenir. L'objectif de cet ouvrage est d'en analyser et comprendre les acquis, les obstacles et les enjeux. Il se fixe aussi un autre but, plus ambitieux : permettre au lecteur, à travers l'étude du cas indonésien, de mieux comprendre la dynamiques du développement.
- 4 Le cas indonésien est en réalité emblématique à plus d'un titre. D'une part, il n'est certes pas banal de passer, en moins de cinquante ans, de l'image d'une catastrophe en matière de développement, quand Sukarno a dirigé le pays, de 1945 à 1966, au statut de pays émergeant et de membre du G20, le club des vingt pays censés décider de l'avenir économique de la planète. De l'autre, il est également assez singulier qu'une démocratie née en 1998 des épreuves traversées pendant quarante ans d'autoritarisme et de dictature, dont trente-deux passées sous la houlette du général Suharto, de 1966 à 1998, s'essouffle au bout de vingt ans seulement et semble tentée par un retour au régime antérieur. Bref, en 75 ans d'indépendance, l'Indonésie a fait un chemin que peu de pays de son importance ont parcouru. Cette jeune nation semble avoir tout connu, du pire au meilleur, et elle a aussi survécu aux nombreuses catastrophes qui l'ont affligé, d'origines naturelles ou humaines.

Garuda, emblème de l'Indonésie.



Garuda, monture du dieu Vishnu dans la mythologie indienne et emblème de l'Indonésie, arborant les symboles de l'idéologie nationale des *Pancasila* (les Cinq principes) et la banderole de la devise du pays « *Bhinneka Tunggal Ika* » (Unité dans la diversité), sur fond des couleurs rouge et blanche du drapeau indonésien

Comment appréhender la problématique du développement de l'Indonésie ?

- 5 Pour un chercheur travaillant dans le domaine des études du développement, analyser la dynamique du changement global est un peu « la mère de toutes les questions de recherche », la plus fondamentale. Pour aborder cette question essentielle, il est nécessaire de présenter notre démarche et expliciter comment nous appréhendons le développement de notre pays de prédilection.
- 6 Le développement est un processus de changement global et complexe. Il consiste dans une transformation économique, sociale, politique et même culturelle d'un pays. Des myriades d'ouvrages et d'articles ont été consacré à la problématique du développement. Nous n'allons donc pas entrer en matière ici sur les querelles d'écoles qui ont agité le monde académique depuis plus de cinquante ans quant à la définition, la mesure, les mérites ou les méfaits de ce processus de changement global. Disons simplement que pour nous, le développement ne s'arrête pas à la seule croissance du PIB ou à la transformation de la structure productive d'un pays, indicateurs classiques qui ont trop longtemps dominé les études en ce domaine. Il englobe aussi les dimensions sociales de ce processus. Son succès se mesure notamment à la baisse, voire à l'éradication, de la pauvreté, à la réduction des inégalités ainsi qu'aux progrès réalisés en matière de santé et d'éducation. Bref, il s'agit d'un développement humain et pas seulement économique. D'ailleurs, l'indicateur qui s'approche le plus de notre conception en la matière est justement l'indice de développement humain (IDH)

élaboré en 1990 par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), visant à remettre en cause et même à remplacer les mesures du développement basées sur la seule croissance du PIB. Cette dernière reste toutefois incontournable. Dans cet IDH, elle demeure prise en compte (PIB par habitant mesuré en PPA, ou « parité de pouvoir d'achat »), mais se retrouve désormais combinée avec des indicateurs de santé (espérance de vie à la naissance) et d'éducation (durée moyenne de scolarisation) pour donner un indice composite plus proche de ce qu'est le développement humain. C'est en tous les cas cette conception et définition du développement qui nous sert de référence tout au long de notre ouvrage.

- 7 Par ailleurs, il est vrai que dans la littérature classique sur le développement, c'est la plupart du temps le facteur économique qui a été considéré comme déterminant. C'est notamment le cas dans la théorie de la modernisation qui a dominé les sciences sociales à partir du début des années 1950 et la publication des ouvrages majeurs de certains de ses premiers défenseurs comme Seymour Lipset (1959) ou Walt Rostow (1960). Dans cette théorie, le postulat de base est que la croissance économique est l'élément déterminant du développement. À n'importe quelle échelle qu'elle advienne, c'est la croissance de l'économie qui entraîne une mutation sociale graduelle mais profonde du milieu affecté et débouche, tôt ou tard, sur l'exigence d'un changement du système politique, allant normalement dans le sens d'une certaine démocratisation, et d'une modification de la culture traditionnelle. Cette théorie s'est même renforcée avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'écroulement du bloc socialiste qui a suivi, suscitant les envolées théoriques audacieuses, discutables et largement démenties par la suite, sur la « troisième vague de démocratisation » identifiée par Samuel Huntington (1991) ou sur la « fin de l'histoire » postulée par Francis Fukuyama (1992). Depuis lors, nous avons (ré)appris – avec la (re)montée inquiétante du national-populisme partout dans le monde – que ce déterminisme naïf est trompeur. L'histoire n'est jamais linéaire et encore moins finie : l'économie reste fluctuante, la société résistante, la culture résiliente et toute démocratie peut régresser, y compris dans les pays où elle était solidement établie de très longue date.
- 8 Sur la base de cette notion du développement, nous dégageons trois grands principes de méthode. Puisque le développement est un phénomène qui se construit au cours de l'histoire, l'Indonésie est étudiée à travers le temps : les chapitres sont donc présentés de manière chronologique. Mais surtout, la réalité de la société est appréhendée sous un triple éclairage assez communément utilisé de type ESP, Économique/Social/Politique, ou PES au choix, c'est à dire sans ordre déterministe préétabli qui donnerait la prééminence à l'une des trois dimensions sur les deux autres. Il a fallu toutefois nous résoudre à laisser largement de côté le C de la dimension culturelle, de manière à limiter un champ d'étude déjà très large. Ces trois dimensions sont imbriquées et en interaction. Nous les reprenons par conséquent de manière systématique dans les chapitres successifs de l'ouvrage et tentons de les faire résonner l'une avec l'autre. S'ensuit un troisième principe. Il nous a en effet aussi semblé plus raisonnable de limiter notre champ d'étude à une échelle d'analyse appropriée. Entre le niveau micro de la monographie villageoise (que nous avons pratiqué du temps de nos premiers travaux de recherche) et le niveau macro des conséquences de la mondialisation (sur lequel nous nous sommes concentré à la fin de notre carrière académique), nous avons décidé de travailler au niveau meso et intermédiaire.

- 9 Par ailleurs, tout au long de cet ouvrage, nous allons aussi accorder une attention spéciale au lien complexe et ambigu qu'entretient le développement avec la dictature et la démocratie : c'est ce que nous appelons l'approche en « 3D ». Cette approche rend l'étude de la dynamique du développement indonésien particulièrement intéressante, compte tenu de l'expérience singulière du pays. L'autoritarisme (sinon la dictature) a en effet largement dominé l'histoire de l'Indonésie depuis son indépendance. Or, il a été en même temps - à tour de rôle et selon la période considérée - un obstacle majeur, mais aussi, dans une certaine mesure, suivant les conditions et de manière paradoxale, un « atout » pour le développement, au moins dans quelques domaines. Cet autoritarisme a en effet parfois débouché sur un véritable marasme économique et une aggravation de la situation sociale ; il a aussi permis, à d'autres moments, des progrès économiques et sociaux indéniables dont a bénéficié la majorité de la population. Ne pas considérer cette réalité sous prétexte de vouloir rester « politiquement correct » reviendrait à se couper de l'appréhension de certains facteurs de développement sous-jacents et souvent peu étudiés. D'un autre côté, quand elle est advenue, il faut souligner que la démocratie s'est aussi avérée être très favorable au développement de l'Indonésie.
- 10 Dès lors, après avoir précisé notre conception du développement, la question qui reste en suspens pour cette analyse en « 3D » est bien de définir la démocratie et la dictature ou, à tout le moins, l'autoritarisme. Dans ce livre, nous donnons à cette question deux réponses complémentaires. D'une part, nous utiliserons la définition que donne aux notions de démocratie et de dictature le rapport annuel de l'*Economist Intelligence Unit* (EIU) de Londres, qui calcule chaque année, depuis 2006, l'indice démocratique de tous les pays du monde. Sur la base de 60 indicateurs entrant dans cinq catégories, un indice démocratique est calculé qui permet de classer les pays dans quatre groupes distincts : démocraties pleines, démocraties imparfaites, régimes hybrides et régimes autoritaires (allant jusqu'au régime militaire et/ou de type dictatorial). D'autre part, comme le niveau d'analyse national est privilégié, nous focalisons cette étude sur les décisions politiques prises à la tête de l'État postcolonial, par les dirigeants successifs de l'Indonésie et les acteurs politiques d'envergure nationale (ministres, députés et officiers supérieurs de l'armée, notamment). Quelles politiques et réformes ont-ils mis en place ? Quelles décisions cruciales ont-ils prises ? Nous nous intéresserons en particulier aux subtiles stratégies déployées par les présidents indonésiens depuis 1998 en vue de conquérir le pouvoir ou de le conserver, ainsi qu'aux tactiques des alliances entre partis politiques. Au passage, quelques éléments biographiques de ces chefs d'État éclaireront certaines de leurs pratiques politiques. Plus généralement, nous mettrons en évidence comment une élite politico-militaire oligarchique a su conserver le pouvoir malgré l'instauration de la démocratie.
- 11 Notre approche nous permettra aussi de montrer que les stratégies politiques étudiées sont empreintes de valeurs politiques traditionnelles, plus anciennes. Ceci nous amène à une autre question : comment caractériser une « démocratie à l'indonésienne » ? Il s'agira d'abord de montrer que ce système politique est passablement différent du modèle de démocratie parlementaire représentative propre aux pays occidentaux et ensuite, de souligner ses spécificités. Nous en mentionnons déjà trois. La « démocratie à l'indonésienne » reste dominée par l'élite politico-militaire oligarchique du pays et façonnée par des valeurs propres à la culture politique traditionnelle. De plus, la politique de l'argent demeure reine en Indonésie : corruption, collusion, népotisme,

clientélisme et dérives dynastiques restent des phénomènes généralisés. Enfin, fort heureusement, cette « démocratie à l'indonésienne » peut aussi s'appuyer sur deux autres caractéristiques de la société indonésienne, plus positives : une étonnante capacité de résilience de la population, mais aussi le maintien d'une forme de cohésion nationale, malgré les contextes économiques, socio-culturels, naturels et géographiques si divers dans le grand archipel.

L'Indonésie au début de l'année 2020 : une situation favorable mais incertaine

- 12 Afin de plonger le lecteur directement dans le contexte du pays qu'il va découvrir petit à petit dans notre ouvrage, nous avons choisi de lui donner un avant-goût des problèmes auxquels il est confronté en lui présentant succinctement, dès cette introduction, la situation qui est la sienne au début de l'année 2020. L'Indonésie est en effet alors dans une situation relativement favorable mais incertaine, tant sur le plan politique qu'économique. Quel est le futur du grand archipel ? La démocratie conquise en 1998 va-t-elle se renforcer ou serait-elle menacée par un renouveau autoritaire incarné par son président actuel Joko Widodo ? L'économie va-t-elle pouvoir continuer à se développer au rythme modéré mais stable qui a été le sien depuis vingt ans ou être capable d'accélérer sa croissance pour permettre une hausse substantielle du revenu moyen de la population et une éradication définitive des pires formes de pauvreté ? Bref, le pays fait face à un certain nombre d'enjeux majeurs et se retrouve à une nouvelle croisée des chemins décisive sur tous les plans.
- 13 Sur le plan politique, l'Indonésie a donc fait sa révolution démocratique en 1998, mais la route n'a pas été rectiligne jusque là, loin s'en faut, comme le lecteur le découvrira au fil des pages. Au terme d'un processus complexe, Joko Widodo (dit Jokowi) a été élu à la présidence en 2014, et réélu en 2019, par les partisans d'un approfondissement de la démocratie. Mais en fait, sous son égide, le phénomène de stagnation démocratique qui avait commencé à se manifester du temps de son prédécesseur s'est fortement aggravé et a pris la forme d'une véritable régression. De nombreux problèmes en suspens le confirment.
- 14 Par exemple, les mesures adoptées et les institutions créées depuis 1998 et le début de l'ère dite de la *Reformasi* et de la démocratisation du pays pour réduire et juguler la corruption ont connu un certain succès. Mais, elles ont suscité une opposition groupée de toute la classe politique dirigeante, dont de nombreux membres ont été mis en examen et se sont retrouvés sous les verrous. Cette situation a débouché fin 2019 sur l'adoption d'une nouvelle loi réduisant singulièrement les pouvoirs de la commission chargée de la lutte contre la corruption, ce qui a suscité un grand mouvement de protestation, notamment chez les étudiants.
- 15 D'autres dossiers s'avèrent tout aussi déterminants. C'est par exemple le cas du projet de loi sur la révision du code pénal, très influencé par les partis islamiques conservateurs, qui risque fort de porter atteinte aux libertés individuelles et au droit d'expression. Le parlement envisage en effet de criminaliser les relations sexuelles hors mariage ou entre même sexe et de pouvoir condamner les critiques envers le président, le gouvernement, la Constitution, la devise et l'idéologie nationales ou encore, la nature unitaire de l'État. Ce serait ouvrir la voie à la mise en place d'un régime policier. Face à cela, le président trouvera-t-il au contraire le courage de mieux faire respecter la

liberté religieuse, fortement mise à mal depuis des années, bien qu'elle soit garantie par la Constitution, et de faire amender une loi véritablement inique, sur le blasphème envers l'islam ? Tout semble dépendre de la manière dont il saura faire face aux initiatives de l'islamisme radical. Ce dernier résulte d'une ré-islamisation ardente de la société, datant du début des années 1990, qui a débouché sur la remontée en puissance de l'islam conservateur et dégénéré en attentats terroristes fréquents depuis vingt ans, dont le plus terrible a frappé Bali en 2002.

- 16 Encore plus crucial pour l'avenir : la décision d'abolir ou non les élections directes, tant locales que présidentielles. Sous prétexte qu'elles coûtent très cher, aggravent la corruption, créent des tensions et des conflits, certains partis politiques et un nombre important de parlementaires souhaitent en effet revenir au système autoritaire d'avant 1998 et l'avènement de la démocratie, plutôt que de chercher à améliorer les lois électorales existantes. Un tel retour en arrière équivaldrait à une régression fondamentale, faisant basculer à nouveau le pays dans la catégorie des régimes hybrides semi-autoritaires.
- 17 Il reste aussi à régler une autre question déterminante : celle de la création ou non d'une commission « vérité et réconciliation » visant à clarifier enfin les nombreux crimes contre l'humanité commis sous l'Ordre nouveau. Il s'agit en premier lieu du massacre de masse en 1965-66 de plus d'un demi-million de personnes suspectées d'être communistes, mais aussi de toutes les exactions commises en trente ans à Aceh, au Timor Oriental, en Papua et ailleurs. La création d'une telle instance a été évoquée depuis des années, avec pour objectif d'identifier les coupables et d'indemniser les victimes ainsi que leurs familles. Elle soulève cependant une forte opposition au sein de l'armée qui a perpétré ces crimes, de même que parmi certains partis politiques islamiques lui ayant prêté main-forte.
- 18 Enfin, la manière dont le gouvernement gèrera la question du séparatisme en Papua, où il est confronté à une véritable crise de décolonisation, constituera également un défi majeur dans les prochaines années.
- 19 Tous ces problèmes créent une insatisfaction croissante du public envers la démocratie, contribuant à l'essor d'un national-populisme inquiétant, alimentant les tendances les plus radicales et intégristes de l'islam et faisant peser de lourdes menaces sur l'avenir du pays. Ainsi, l'Indonésie se retrouve bien début 2020 à une nouvelle croisée des chemins décisive sur le plan politique.
- 20 C'est également le cas au niveau économique. Dans ce domaine, le pays revient aussi de loin. La route a été particulièrement ardue et chaotique, comme cela apparaîtra dans les chapitres de ce livre. Mais la situation est relativement bonne début 2020. Ainsi, la croissance économique a tourné en moyenne autour de 5% par an depuis 2000, ce qui place le pays parmi les plus performants de la région et même du monde, en la matière. Par ailleurs, l'inflation est restée modérée, la balance des paiements en général équilibrée et le commerce extérieur plutôt excédentaire. Les investissements étrangers ont aussi raisonnablement continué à affluer depuis le début de la *Reformasi*. Au bout du compte, le RNB (revenu national brut) par habitant a probablement été multiplié par plus de cinquante depuis le début des années 70, pour atteindre 4 050 US\$ en 2019, soit le double de celui de l'Inde, par exemple. Ces performances ont alors enfin permis à l'Indonésie d'intégrer la tranche supérieure des pays dits « à revenus intermédiaires ».
- 21 Parallèlement au développement économique, des progrès impressionnants ont eu lieu dans le domaine social. Indicateur le plus significatif et fiable du développement,

l'espérance de vie a gagné 25 ans en un demi-siècle, pour dépasser le niveau moyen de 70 ans en 2015 et friser les 73 ans en 2019. Par ailleurs, la très grande pauvreté qui caractérisait le pays et affectait plus des deux tiers de sa population au début des années 1970 a diminué de manière spectaculaire. Elle est tombée progressivement juste sous la barre des 10% en 2018. Il faut toutefois nuancer ce résultat. Ce taux signifie en effet que cette grande pauvreté touche encore tout de même 25 millions de personnes ! Autre précision : les inégalités de revenus et sociales de tout ordre, longtemps relativement modérées et stables en Indonésie, sont fortement à la hausse depuis le début de la démocratie, comme presque partout ailleurs dans un monde conquis par la globalisation néolibérale. Le coefficient de Gini, qui en constitue (comme nous le verrons plus loin) la mesure la plus commune a en effet franchi en 2010 le niveau critique de 0,4, mais il s'est stabilisé avec l'arrivée de Jokowi au pouvoir et est repassé juste en dessous de ce seuil depuis 2016. Enfin, les indicateurs de santé et d'éducation ont aussi beaucoup progressé au fil des ans, entraînant, en combinaison avec la croissance soutenue de l'économie, une hausse progressive de l'indice composite de développement humain (IDH). Ce dernier avait atteint 0,691 en 2016, plaçant là aussi l'Indonésie dans le groupe des pays affichant une performance intermédiaire en la matière. Le chômage a quant à lui continuellement diminué depuis 2005, pour se situer aux alentours de 5% de la population active (selon les estimations). Au total, le bilan de l'Indonésie s'avère donc aussi plutôt positif sur le plan économique et social, début 2020.

- 22 Néanmoins, le pays est encore loin d'avoir atteint un niveau de développement satisfaisant. En effet, malgré les progrès réalisés, la moitié des Indonésiens vit toujours avec moins de 2 US\$ par jour ! Par ailleurs, la mortalité maternelle et infantile reste encore très élevée en comparaison régionale. L'éducation nationale demeure de fort piètre qualité, selon tous les indicateurs internationaux classiques. De plus, les problèmes de l'Indonésie ne se cantonnent pas là. Pour ne citer ici que certains des plus préoccupants, le grand archipel n'a pas achevé sa transition agricole, il demeure profondément marqué par la « malédiction des ressources naturelles », n'a pas véritablement réussi son industrialisation et ses infrastructures restent encore très défaillantes, malgré les récents efforts entrepris pour les améliorer.
- 23 L'archipel est également traversé par un profond clivage. Ce dernier oppose une dizaine de provinces riches - essentiellement situées sur une île de Java surpeuplée et sa petite voisine touristique Bali, où se concentrent le développement et la richesse - à la majorité des 34 provinces du pays, dont les plus pauvres se trouvent dans la partie orientale.
- 24 Enfin, la situation est aussi caractérisée par une croissance sans création d'emplois qualifiés et salariés en nombre suffisant, ce qui cantonne une grande partie de la population active dans la précarité du secteur dit informel. Tout cela peut condamner l'Indonésie à stagner dans ce que les économistes appellent « la trappe des pays à revenus intermédiaires » et dans la catégorie de ceux qui plafonnent avec un indice de développement humain moyen.
- 25 Cela dit, ce risque de plafonnement peut aussi être surmonté en valorisant mieux les atouts existants, non négligeables. Par exemple, l'Indonésie présente le grand avantage d'avoir fait sa transition démographique, grâce à un développement soutenu et à un programme de planning familial intelligent adopté dans les années 1970. Étant donné la jeunesse de sa population, le pays se trouve face à une perspective favorable dans

laquelle certains voient la possibilité d'un « dividende démographique ». Mais pour en tirer profit, ainsi que pour continuer à progresser en termes d'IDH et de RNB par habitant et éradiquer la pauvreté absolue, il faut passer à la vitesse supérieure en matière de réformes servant à stimuler la croissance et à améliorer la distribution vers une moindre inégalité sociale. Tel est l'objectif visé par l'actuel président. De plus, ce dernier espère, d'ici le centenaire de l'indépendance du pays en 2045, que le PIB sera multiplié par sept, faisant au minimum de l'Indonésie la 5^e économie mondiale ; que le RNB par habitant atteindra 22 000 US\$, soit cinq fois et demi plus qu'en 2019 ; que la pauvreté aura totalement disparue et que le pays aura rejoint la catégorie des hauts revenus, avec un indice de développement humain élevé. Ce programme est évidemment très ambitieux. Il implique que le gouvernement prenne un tournant majeur, d'autant plus délicat à négocier dans une situation de véritable dilemme.

- 26 Ce dilemme est lié à une stratégie de développement ambivalente, essayant de concilier un nationalisme économique, né de la lutte anticoloniale et fonctionnant sur base de mesures protectionnistes et de subventions, avec un libéralisme accru, devenu impératif dans le cadre de la mondialisation néolibérale à l'œuvre depuis le début des années 1980. Le gouvernement en place doit faire adopter par le parlement des lois et des réformes administratives, économiques, sociales, éducatives et fiscales difficiles, pour augmenter la croissance. Si l'actuel président parvient à ses fins, cela lui permettra à la fois d'ouvrir plus largement l'économie aux investissements étrangers, qui sont souvent générateurs d'inégalités, et de garantir en contrepartie une protection sociale plus efficace pour éradiquer la pauvreté et assurer une meilleure répartition du revenu. Mais cela implique de trouver un meilleur équilibre, délicat à établir et à maintenir, entre les deux composantes contradictoires de sa politique de développement : en termes plus imagés, à ménager la chèvre du nationalisme et le chou du libéralisme. Il faudra donc suivre avec attention la réalisation des réformes en question d'ici 2024 et la fin du second mandat de Jokowi, lui qui avait réitéré lors de sa réélection sa ferme volonté d'accorder toute la priorité à la réalisation de ces objectifs de développement - fut-ce au prix de l'approfondissement démocratique requis. Bref, dans le domaine économique et social, l'Indonésie se retrouve là aussi à une croisée des chemins décisive, début 2020.
- 27 Il nous faut aussi considérer le rôle de l'environnement naturel sur le futur du grand archipel. L'Indonésie a la chance de bénéficier de conditions climatiques et pédologiques généralement favorables au développement des activités humaines, notamment pour l'agriculture et la pêche. Dans le même temps, elle détient probablement aussi le record du monde en matière de catastrophes naturelles. Tout y passe : tremblements de terre dévastateurs et à répétition à Sumatra, Java, Sulawesi ou ailleurs ; tsunami monstrueux, comme celui de Noël 2004 à Aceh ou d'octobre 2018 à Palu ; éruptions volcaniques fréquentes ; inondations gigantesques dans les grandes villes et glissements de terrain meurtriers ou sécheresses prolongées dans les zones rurales. De plus, de nombreuses régions côtières surpeuplées de l'archipel sont exposées à la montée des eaux résultant du réchauffement climatique. C'est notamment le cas de la capitale Jakarta, qui doit être transféré à Kalimantan Est à partir de 2024, selon la décision du président Jokowi. Les sécheresses prolongées résultant du même changement climatique entraînent la multiplication des terribles feux qui ravagent chaque année la forêt tropicale à Sumatra et Kalimantan, créant de graves problèmes écologiques et sanitaires pour le pays et ses voisins les plus proches, comme Singapour ou la Malaisie. De manière plus générale, il faudra donc aussi que l'Indonésie apprenne

à mieux gérer ces catastrophes et trouve le moyen de concilier sa poursuite d'une croissance économique élevée, nécessairement génératrice d'un impact environnemental négatif, avec les engagements pris au niveau international pour assurer un développement durable moins pollueur et plus vertueux, susceptible de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. L'avenir du pays dépendra donc aussi des aléas naturels.

Plan de l'ouvrage et avertissement technique au lecteur

- 28 Notre ouvrage est organisé en sept chapitres : ils s'enchaînent de manière logique et chronologique pour dresser le cadre géographique et retracer l'arrière-plan historique pré-colonial puis colonial, constituant le contexte nécessaire à la compréhension de la société postcoloniale, ses structures, ses institutions ainsi que ses évolutions politiques, sociales et économiques.
- 29 D'abord, nous analyserons les atouts et les contraintes du milieu naturel dans son interaction avec le facteur humain, tant dans sa dimension démographique que culturelle (Chapitre 1). Puis nous examinerons successivement le poids d'un héritage colonial très lourd à porter, du fait de sa nature spécifique et d'une durée particulièrement longue de 350 ans (Chapitre 2) ; les difficultés politiques et économiques de la première phase d'indépendance, sous la houlette de Sukarno, de 1950 à 1966 (Chapitre 3) ; enfin, les conditions et le « succès » du développement indonésien, de 1966 à 1998, sous l'Ordre nouveau de Suharto (Chapitre 4).
- 30 Ensuite, nous aborderons la période de transition démocratique qui a suivi la chute du dictateur, de 1998 à 2004 et durant laquelle la *Reformasi* a commencé. Durant ces années, trois présidents se sont succédés rapidement au pouvoir (Chapitre 5). Le pays a failli imploser mais la démocratie s'est consolidée et Soesilo Bambang Yudhoyono (dit SBY) a été élu président. Nous analyserons la décennie de 2004 à 2014 pendant laquelle ce dernier est resté au pouvoir (Chapitre 6). L'économie a alors retrouvé un rythme de croisière correct, mais la fièvre des réformes politiques est retombée et les premiers signes de stagnation, sinon de régression démocratique se sont manifestés.
- 31 Pour clore cette chronologie, nous nous pencherons sur le premier mandat quinquennal de l'actuel président Joko Widodo, de 2014 à 2019. Élu de justesse face à un représentant d'un national-populisme autoritaire, Jokowi, a soulevé beaucoup d'espoir et suscité nombre de déceptions. Son premier mandat s'est soldé par un bilan mitigé qui combine certaines avancées économiques cruciales et une poursuite de la régression démocratique. Cela n'a pas empêché sa réélection en avril 2019, face au même candidat, pour un second mandat, dont nous analyserons la première année d'exercice et dresserons les perspectives d'ici 2024 (Chapitre 7).
- 32 Dans la conclusion, nous tirerons les principales leçons de l'étude du processus de développement de l'Indonésie à travers son histoire, en essayant de renouer le fil rouge de l'approche en « 3D » (liens entre développement, dictature et démocratie) qui sous-tend l'ouvrage.
- 33 La nécessité s'est cependant imposée au dernier moment de rédiger un épilogue à cet ouvrage sur les implications de la pandémie de Covid-19. Après avoir commencé par en nier les effets, le président Jokowi et son gouvernement ont dû se résoudre à adopter, comme partout ailleurs, des mesures de distanciation physique et de confinement partiel qui ont mis l'économie largement à genoux, avec pour résultat une

augmentation dramatique du chômage et de la précarité au sein de la population. L'épilogue du présent ouvrage propose non seulement d'analyser les effets très graves de cette pandémie survenue à partir de février/mars 2020 sur la situation économique, sociale et politique du pays, mais aussi de montrer en quoi cette crise n'a fait que confirmer voire, renforcer plusieurs des évolutions en cours.

- 34 Avant de mettre le point final à cette introduction, il nous a semblé utile de rédiger un bref avertissement technique au lecteur. Bien que cet ouvrage prétende garder son caractère scientifique, il s'adresse en priorité à un public assez large de toutes les personnes qui ont un intérêt général pour l'Indonésie ou aux étudiant.e.s de premier et de deuxième cycle qui sont au début de leur apprentissage sur les réalités sociales, économiques et politiques du grand archipel. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de ne pas charger le corps du texte (à quelques rares exceptions près) des références de tous les nombreux livres ou articles sur lesquels s'appuie notre analyse, comme on se doit de le faire dans un ouvrage académique classique écrit à l'intention d'un public plus restreint de spécialistes.
- 35 Pour y pallier, nous avons choisi d'utiliser les notes de bas de page, elles aussi en nombre assez limité par rapport à l'usage académique habituel. En début ou dans le cours de chaque chapitre, selon la manière dont il sera organisé, nous donnerons donc, dans une ou plusieurs notes infra-paginales assez substantielles, la référence abrégée (nom et prénom de l'auteur, titre principal de sa contribution et année de parution) de tous les principaux ouvrages ou articles sur lesquels il s'appuie. En cas de citation ultérieure de l'un de ces travaux, la référence sera encore plus courte (nom de l'auteur, année de parution et si nécessaire, pagination).
- 36 Tous ces ouvrages et articles sont bien sûr répertoriés de manière complète dans la bibliographie, organisée par chapitres, afin que les lecteurs qui veulent approfondir les choses puissent s'y reporter facilement. À noter que les chapitres plus historiques de 1 à 5, pour lesquels on dispose de nombreux livres publiés comptent logiquement peu d'articles, ces derniers devenant plus nombreux dans les chapitres 6 et surtout 7, qui portent sur des faits plus récents sur lesquels il y a moins voire, pas encore d'ouvrages. Par ailleurs, nous utiliserons aussi ces notes de bas de page pour donner des précisions bibliographiques quand cela s'avérera nécessaire et pour procéder à certains développements ou fournir des informations additionnelles qui nous semblent utiles à une meilleure compréhension.
- 37 Également, par souci de ne pas alourdir le texte, nous avons décidé de ne donner la traduction indonésienne des nombreux sigles et acronymes qui apparaissent dans l'ouvrage que la première fois où ils sont utilisés, renvoyant le lecteur au glossaire quand il les retrouvera au fil des pages et ressentira le besoin de se rafraîchir la mémoire. En outre, seuls les mots et termes indonésiens (et quelques uns d'origine néerlandaise ou portugaise) sont en italique dans le texte. Nous avons par ailleurs opté pour l'usage le plus fréquent en français qui consiste à ne pas mettre de majuscule à la plupart des noms communs ou titres couramment utilisés (président, ministre, général, etc.). Enfin, nous avons aussi choisi de ne pas mettre systématiquement « entre guillemets » les termes qui reviennent fréquemment dans l'ouvrage comme « Démocratie dirigée » ou « Ordre nouveau », hormis la première fois où ils seront utilisés. Quant aux termes qui prêtent à interprétation ou confusion (comme la différence entre islamique et islamisme par exemple), ils seront précisés dans une note de bas de page dans le premier chapitre où leur usage deviendra fréquent.

- 38 Le lecteur doit également savoir que certains noms propres indonésiens peuvent s'écrire de différentes façons. C'est notamment le cas pour ceux qui contiennent le son « OU », en général dans la première syllabe, qui peut s'écrire « OE », sous sa forme ancienne inspirée de l'usage néerlandais, ou « U », sous sa forme moderne indonésienne, comme dans Soekarno ou Sukarno, Suharto ou Soeharto, etc. Nous avons choisi la forme moderne, sauf quand la personne intéressée continue elle-même à utiliser l'ancienne orthographe, comme Soesilo Bambang Yudhoyono. Enfin, il faut souligner que la ville de Jogjakarta peut aussi s'écrire Yogyakarta (voire Yogjakarta et même, à l'ancienne, du temps de la colonisation, Djogdjakarta), et nous avons opté pour la première forme, la plus simple. Il en va d'ailleurs de même pour tous les mots ayant la même consonance : Jakarta était encore Djakarta au début de l'indépendance du pays.
- 39 La bibliographie est aussi complète que possible. Vu le public cible visé, elle ne comprend pratiquement pas de références en *bahasa indonesia*. Elle est en revanche majoritairement constituée, on ne sera pas surpris, d'ouvrages et d'articles en anglais, la plupart écrits pas des membres de la prolifique équipe des « indonésianistes » australiens. Nous avons toutefois fait l'effort de toujours citer les auteurs francophones pertinents ayant publié sur l'Indonésie, notamment tous les membres de la féconde école française des spécialistes des études sur le monde malais. Finalement, nous avons aussi essayé de trouver les cartes, et photographies les plus appropriées pour accompagner et égayer le texte. C'est en effet l'un des avantages d'une publication électronique que de pouvoir y inclure de nombreuses illustrations en couleurs qui seraient trop chères pour un ouvrage imprimé.
- 40 Dernière remarque : ce livre a été conçu de manière à ce que les chapitres puissent se lire (et donc être reproduits) de manière relativement indépendante les uns des autres. Le lecteur plus intéressé par l'un d'entre eux peut donc se concentrer sur lui sans trop de difficultés de compréhension générale.

Carte 1 : Divisions administrative de l'Indonésie, avec le nom des principales îles et mers, des 34 provinces que compte le pays en 2020 et des capitales régionales



Les détails sur le processus de subdivision administrative progressif appelé *pemekaran* qui a amené à la création de ces 34 provinces sont fournis dans les notes explicatives au bas des tableaux 5, 8 et 10 se trouvant dans les annexes.

SOURCE : Site fr.123RF.com; Carte ID 31064173; Rainer Lesniewski.

Chapitre 1. L'époque précoloniale: une nature généreuse et une grande diversité humaine

Introduction

- ¹ L'objectif principal de cet ouvrage est, rappelons-le d'entrée de jeu, d'offrir au lecteur une histoire du processus de développement économique, social et politique de l'Indonésie depuis son indépendance, ainsi qu'une image claire de la situation actuelle du pays sur ces trois registres. En outre, l'auteur espère aussi pouvoir dévoiler la dynamique de l'évolution passée et dresser des perspectives d'avenir possibles à travers l'analyse en filigrane du lien existant ou pas entre le développement, la dictature et la démocratie. Avant d'aborder cette problématique complexe, il est toutefois nécessaire d'acquérir au préalable une idée relativement précise du cadre géographique, démographique et ethnologique dans lequel s'est déroulé ce processus¹. C'est ce que nous allons nous employer à offrir dans ce premier chapitre, en nous inspirant de l'approche de géographie humaine de nos principaux maîtres - dans laquelle les études de développement plongent au demeurant leurs racines². Pour cela, nous allons examiner dans trois parties distinctes le poids du milieu naturel, le rôle du facteur humain et la part de la diversité du peuplement et des influences exogènes précoloniales dans l'histoire du développement indonésien.
-

NOTES

1. Pour ce chapitre, l'auteur s'est donc principalement appuyé sur des ouvrages de géographes qui, comme tous ceux qui seront mentionnés au fil des pages, sont cités de manière complète dans la bibliographie. En arrière-plan, il y a bien sûr ceux, plus généraux mais toujours lumineux, de l'un de nos maîtres, Pierre Gourou : *Les pays tropicaux* (1948), *L'Asie* (1964), *Terres de bonne espérance* (1982) et *Riz et civilisations* (2000). Du fait que l'on trouve finalement peu de travaux de géographie spécialisés sur l'Indonésie, nous avons aussi eu recours à ceux d'auteurs qui traitent de l'Asie du Sud-Est en général, en consacrant un chapitre particulier à ce pays. C'est notamment le cas des chapitres sur l'Indonésie dans le volumineux ouvrage précurseur de Charles A. Fisher, *Southeast Asia, A Social, Economic and Political Geography* (1964), mais aussi dans le remarquable

travail de synthèse beaucoup plus récent de notre collègue et ami canadien Rodolphe de Koninck, *L'Asie du Sud-Est* (2005) ou dans l'essai très original d'un autre excellent collègue britannique, Jonathan Rigg, *Southeast Asia, The Human Landscape of Modernization and Development* (1997). Ajoutons à cela les publications plus ciblées de trois géographes spécialistes de l'Indonésie : l'ouvrage déjà ancien mais très stimulant de Geoff Missen, *Viewpoint on Indonesia : A Geographical Study* (1972) ; l'excellent chapitre de notre collègue et amie Muriel Charras (hélas trop tôt décédée en 2015), « L'Indonésie, le plus grand archipel du monde », in Benoît Antheaume, Joël Bonnemaison, Michel Bruneau et Christian Taillard (Eds), *Géographie Universelle, Volume Asie du Sud-Est et Océanie* (1995) ; enfin, le très utile et bel atlas historique de Robert Cribb, *Historical Atlas of Indonesia* (2000). Pour les questions démographiques, auxquelles on attache une grande importance, on s'est contenté, à ce stade, de puiser dans les statistiques officielles fournies par le BPS (*Badan Pusat Statistik* ou Office central des statistiques) indonésien, et de s'appuyer sur l'ouvrage de synthèse pionnier de Graeme Hugo, Terence Hull, Valerie Hull and Gavin Jones, *The Demographic Dimension in Indonesian Development* (1987). Enfin, concernant les aspects ethnologiques et culturels, on s'est principalement inspiré du chapitre qui date passablement mais reste incontournable de la célèbre anthropologue américaine Hildred Geertz, « Indonesian Cultures and Communities » in Ruth T. Mc Vey (Ed.), *Indonesia*, (1963), ainsi que des ouvrages du plus respecté des anthropologues indonésiens, R.M Koentjaraningrat, *Introduction to the Peoples and Cultures of Indonesia and Malaysia* (1975) et de James L. Peacock, *Indonesia : An Anthropological Perspective* (1973).

2. C'est en effet bien de la géographie, la plus interdisciplinaire des disciplines des sciences sociales, que les études de développement sont le plus proches. Cela leur a donc valu les mêmes déboires que la géographie, accusée d'être une science trop générale et superficielle, quand une frénésie de compartimentation et de spécialisation à outrance s'est emparée du monde académique à partir du début des années 90. Cette dérive a débouché sur une véritable aberration scientifique : pour dépasser les limites d'une approche pluridisciplinaire, stigmatisée pour former des étudiants ayant seulement acquis un certain nombre de connaissances sur beaucoup de choses, on a atteint parfois le comble du ridicule dans la spécialisation, en produisant de brillants technocrates qui savent absolument tout...sur presque rien (de bien important) !

1.1. Le poids du milieu naturel : atouts et contraintes de l'insularité et du volcanisme

Atomisation insulaire, mer omniprésente et topographie tourmentée

Carte 2 : Position de l'Indonésie sur le globe terrestre, pont entre l'Asie et l'Australie et porte entre les océans Indien et Pacifique



SOURCE : Wikipedia

- 1 Sur le plan géographique, l'Indonésie, offre un véritable pont entre l'Asie et l'Australie. C'est aussi une voie stratégique entre les océans Indien et Pacifique et donc, un pays de première importance. Sa superficie terrestre serait de 1 916 862 km², selon le dernier chiffre officiel¹, ce qui la place au 15^e rang des trente plus grands pays du monde dépassant un million de kilomètres carrés². C'est de loin le plus vaste pays de l'ASEAN, dont elle représente près de 43% de la superficie totale à elle seule, soit presque autant que celle des cinq autres plus grands membres réunis, le Myanmar, la Thaïlande, le Vietnam, la Malaisie et les Philippines³. Elle se compose de très exactement 16 056 îles⁴, dont un millier sont habitées. C'est aussi le plus vaste archipel de la planète, très loin devant son voisin les Philippines qui ne compte « que » 7 641 îles⁵. Il s'étend sur plus de 5 100 km en longitude (de 94°45' ouest à 141°05' est, soit la distance de Paris à Téhéran), ainsi que sur trois fuseaux horaires⁶, et près de 1 900 km en latitude (entre 6°08' nord et 11°15' sud, soit la distance de Stockholm à Naples). Cet archipel, qui « se tortille autour de l'équateur comme une ceinture d'émeraude »⁷, se caractérise par une atomisation insulaire croissante dans sa partie orientale. Il comporte cinq îles principales, dont certaines figurent parmi les plus grandes du monde. Trois d'entre elles sont situées dans sa partie occidentale : Sumatra avec 480 793 km², Kalimantan (la partie indonésienne de l'île de Bornéo) avec 544 150 km²⁸, et Java avec 129 442 km²⁹. Deux autres se trouvent dans sa partie centrale et orientale : Sulawesi (Célèbes) avec 188 203 km² et la Papua (autrefois, Irian Barat puis, Irian Jaya), la province indonésienne qui occupe la partie occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée, avec 421 991 km²¹⁰. L'archipel compte aussi, d'ouest en est, une quinzaine d'îles de taille moyenne, comme Nias (4 772 km²), Bangka (11 330 km²), Belitung (4 800 km²), Madura (5 290 km²)¹¹, Bali (5 780 km²), Lombok (5 435 km²), Sumbawa (15 448 km²), Sumba (11 153 km²), Flores (14 250 km²), Timor (16 510 km²)¹², puis Buru (9 505 km²), Seram (17 148 km²), Halmahera (17 780 km²) et Dolak (11 600 km²)¹³. Pour le reste, il s'agit d'une myriade de plus petites îles de moins de 4 000 km², mais dont seulement quelque 300 ont plus de 100 km². Des milliers d'autres sont minuscules et désertes. On imagine aisément ce qu'une telle atomisation insulaire peut créer de problèmes pour les transports et les communications. Il s'agit aujourd'hui encore d'un défi majeur de développement pour l'Indonésie.

Photo 1 : Insularité extrême dans l'archipel des Raja Ampat en Papua Ouest



SOURCE : Andre Djohar

- 2 En dépit de ces difficultés de communication, la mer est évidemment omniprésente dans l'archipel indonésien dont elle a toujours relié les îles plutôt qu'elle ne les a séparées. En dehors des côtes ouest de Sumatra et sud de Java, qui s'ouvrent sur le grand large d'un océan Indien redoutable, les mers intérieures séparant les grandes îles ou les archipels sont en effet peu profondes et facilement navigables. Les distances entre les îles sont en général modestes. Les principaux détroits de Malacca, de la Sonde, de Bali, de Lombok ou même de Makassar ont toujours constitué les voies de passage majeures entre les océans Indien et Pacifique, via la mer de Chine du Sud. Ils ne sont pas très larges non plus. Cela a créé les conditions d'une très forte symbiose entre la terre et la mer dans l'habitus et l'esprit des peuples de l'archipel, à telle enseigne que le concept de patrie se dit *Tanah Air* en indonésien, de *tanah*, la terre, et *air*, l'eau. L'Indonésie est déjà vaste par sa seule superficie terrestre de presque 2 millions de km². Elle l'est quatre fois plus si l'on ajoute le territoire maritime correspondant à sa zone économique exclusive de 6,2 millions de km², la septième du monde en importance¹⁴. Cet ensemble dépasse alors les 8 millions de km². Les importantes réserves halieutiques de ces eaux et les richesses minérales du sous-sol marin renforcent singulièrement le potentiel économique du pays. S'il fallait encore insister sur l'importance de l'élément maritime pour l'archipel, on peut mentionner le fait que son littoral côtier correspondrait à deux fois et demie la circonférence de la terre puisqu'il est officiellement donné comme dépassant les 100 000 kilomètres de long¹⁵. Enfin, les seules frontières terrestres que l'Indonésie partage avec la Malaisie orientale à Sarawak et Sabah, la Papua Niugini et Timor-Leste ne dépassent pas les 3 000 km, contre des dizaines de milliers pour les frontières maritimes la séparant de ses huit voisins (Inde, Malaisie, Singapour, Philippines, Timor-Leste, Papua Niugini, Palau et Australie). Bref, l'atomisation insulaire et l'omniprésence de la mer constituent des éléments déterminants de l'histoire et du développement de l'archipel indonésien.

Carte 3 : L'Indonésie et les pays voisins d'Asie du Sud-Est et d'Océanie.



SOURCE : 123RF.com; carte ID 49256635 (dikobrazik)

- 3 La topographie joue également un rôle non négligeable. Contrairement à la puissance coloniale hollandaise qui l'a occupée, l'Indonésie n'est pas un « plat pays ». Elle est au contraire dotée d'un relief très vigoureux. L'archipel est en effet traversé du nord-ouest au sud-est par une haute chaîne montagneuse qui culmine à 5 030 mètres en Papua. Là, un toupet de neiges éternelles couronne le Puncak Jaya qui n'est pourtant qu'à 4° au sud de l'équateur. Par ailleurs, de nombreux sommets, pour la plupart des volcans actifs, dépassent les 3 000 mètres d'altitude à Java, notamment avec l'imposant Semeru qui culmine à 3 676 m, mais aussi à Sumatra, avec le Kerinci (3 805 m), à Bali avec le Gunung Agung (3 142 m) et à Lombok avec le superbe Rinjani (3 726 m)¹⁶. Une grande partie de la superficie de ces îles, située au-dessus de 2 000 mètres, est par conséquent impropre à l'agriculture et ne peut supporter de fortes densités de population.

Carte 4 : Géographie physique de l'Indonésie



SOURCE : 123RF.com; carte ID 90144380 (bogdanserban)

- 4 Ce phénomène est particulièrement frappant à Java où vit toujours 60% de la population indonésienne environ. L'île ressemble à un long rectangle d'environ 1 000 km de long sur seulement 200 km de large en moyenne. Elle est coupée en deux dans le sens de la longueur par une chaîne montagneuse dépassant les 2 000 mètres d'altitude de part et d'autre de laquelle s'entassent les populations dans les zones planes, moins accidentées et plus propices à une agriculture intensive. Depuis 1830, Java connaît une explosion démographique et a rapidement atteint les limites de sa frontière agricole écologiquement viable : en moins d'un siècle, elle a été cultivée sur les deux tiers de son territoire, sans laisser un seul hectare de terre cultivable. Tout cela a des conséquences économiques et sociales non négligeables. Ainsi, les habitants des régions d'altitude (*uplands*) sont habituellement très pauvres, car leur agriculture de montagne l'est aussi. Une grande partie des populations considérables agglutinées dans les zones plus basses (*lowlands*) et fertiles n'est guère plus favorisée, car la majorité des familles n'y possèdent aucune terre ; ou la superficie dont ils disposent s'avère si petite qu'ils ne peuvent en vivre. Par ailleurs, cette topographie tourmentée n'a pas facilité l'extension du réseau routier. De nombreuses régions hautes de l'intérieur de l'île restent encore relativement isolées de nos jours.
- 5 La situation est différente dans les quatre autres grandes îles de l'archipel. À Sulawesi, dont les sommets ne dépassent en moyenne pas 2 000 mètres, le relief est en lui-même un peu moins contraignant, mais les quatre bras de cette île en forme de pieuvre ou d'orchidée sont étroits, tourmentés et divisés, ce qui complique singulièrement les transports terrestres. On change de décor à Kalimantan : la partie indonésienne de Bornéo est bien séparée du nord de l'île et de Sarawak, Brunei et Sabah par une chaîne de montagnes d'une hauteur moyenne de 2 000 mètres aussi¹⁷, mais la majeure partie du territoire indonésien est essentiellement plat et couvert à l'origine d'une forêt tropicale dense et impénétrable, ou de zones marécageuses, le tout sillonné d'un réseau de grandes rivières qui constituent les voies de communication naturelles. La Papua

cumule quant à elle toutes les difficultés géographiques : ses vastes régions plates de forêt tropicale et de marécages sont couronnées par une chaîne centrale de montagnes dont les hautes vallées ont toujours été difficilement accessibles. Pour Sumatra, les choses sont aussi plus compliquées : une chaîne montagneuse élevée court de Aceh à Lampung et occupe toute la côte ouest de l'île, la séparant nettement de la partie occidentale plus vaste, plate et couverte à l'origine de forêts tropicales et de zones marécageuses ou de mangroves peuplant les berges des très nombreuses rivières qui se jettent dans le détroit de Malacca. On comprend donc bien combien la topographie de l'archipel, très variée mais souvent contraignante, a pu jouer un rôle majeur dans le développement de l'Indonésie et de ses régions.

La « bénédiction déguisée » du volcanisme actif

- 6 Cela est d'autant plus le cas que cette topographie complexe se double d'un phénomène très marqué en Indonésie, encore plus déterminant pour son développement passé, présent et futur. La majeure partie des montagnes du pays sont en fait des volcans. Le cercle de feu du Pacifique traverse en effet de part en part la partie méridionale de l'archipel, de Aceh à Flores, bifurquant depuis là au nord en direction des Philippines. Sur les quelques 400 volcans qu'il y a formés, environ 150 sont encore actifs : 35 à Sumatra, 45 à Java, presque une trentaine dans les petites îles de la Sonde, à Bali, Lombok, Sumbawa et Flores, une quinzaine à Sulawesi et le reste, dans différentes îles de l'archipel des Maluku (Moluques) comme Banda Neira, Ternate, Tidore ou Halmahera¹⁸. Ce volcanisme actif est un phénomène naturel particulièrement ambivalent. Quand une éruption majeure advient, elle est bien sûr d'abord source de destructions massives et de misères humaines. Des historiens, et non des moindres¹⁹, pensent que certaines éruptions peuvent avoir influencé le cours de la préhistoire et de l'histoire. Un scientifique américain soutient par exemple que l'explosion il y a 75 000 ans du super-volcan Toba, dont le grand lac du même nom au nord de Sumatra occupe aujourd'hui le cratère, aurait entraîné un très fort refroidissement du climat de la planète et pu constituer un « goulot d'étranglement » de l'espèce humaine²⁰.
- 7 Moins loin de nous, il n'est pas impossible que l'explosion du Merapi, survenue en 1006 au centre de Java, ait joué un rôle dans le transfert énigmatique du pouvoir politique et d'une part importante de la population de la région de Jogjakarta vers la partie orientale de l'île²¹. Plus connue, l'éruption en 1815 du Tambora à Sumbawa est considérée comme la plus puissante advenue historiquement. On estime qu'elle a été huit fois supérieure à celle du Vésuve qui détruisit Pompei en l'an 79, soit l'équivalent de 10 000 fois les bombes de Hiroshima et Nagasaki réunies²². Le volcan implosa littéralement, tombant d'une altitude estimée à 4 000 mètres à celle de 2 850 mètres qui est la sienne aujourd'hui. Cette explosion tua directement et indirectement quelque 92 000 personnes. Elle envoya aussi autour du globe un nuage de cendres qui en fit plusieurs fois le tour et est à l'origine de ce qui est connu en Europe comme « l'année sans été » et de la grande famine de 1816, qui fit 200 000 victimes²³. Encore plus célèbre est l'éruption en 1883 du Krakatoa, situé dans le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra. Son explosion colossale, entendue dans un rayon de 4 000 kilomètres jusqu'en Inde et en Australie, déclencha un énorme tsunami et une vague de plus de 40 mètres de haut qui engloutit tout sur les deux rives du détroit et causa la mort de plus de 36 000 personnes²⁴. Parmi les éruptions les plus récentes, celle du Gunung Agung à Bali en 1963 fit près de 1 200 victimes²⁵.

- 8 C'est toutefois à Java, où se trouve la plus grande concentration de volcans actifs en Indonésie, que sont aussi localisés les plus dangereux d'entre eux comme le Kelut, dans l'ouest de l'île, le Semeru, dans la partie orientale, et surtout le magnifique Merapi dans le centre, qui trône à près de 3 000 mètres d'altitude, juste au nord de la ville de Jogjakarta. Il est de loin le plus régulier par son activité, avec une estimation de quelque 80 éruptions depuis l'an 1000, dont deux particulièrement fortes et destructrices, en 1672 et en 1930²⁶. La plus récente de ses éruptions a eu lieu en 2010, tuant près de 350 personnes, nécessitant l'évacuation de plus de 100 000 autres et faisant des dégâts estimés à plus de 500 millions d'euros²⁷. Il est aussi considéré comme le plus dangereux des volcans indonésiens du simple fait qu'il est situé dans la région la plus peuplée de Java, avec des densités qui dépassent souvent les 2 000 habitants au kilomètre carré. De fait, il menace directement plus d'un million de personnes vivant dans son entourage immédiat. Cela dit, ce n'est évidemment pas un hasard si les régions volcaniques sont aussi peuplées. Au-delà des pertes humaines et des destructions matérielles qui résultent dans l'immédiat de leurs éruptions, les volcans ont en général à plus long terme un effet très bénéfique sur leur environnement naturel, dont ils enrichissent les sols. Comme les deltas alluviaux des grandes rivières d'Indochine, les terres situées aux pieds des volcans d'Indonésie sont beaucoup plus fertiles que la plupart des autres sols tropicaux, généralement pauvres²⁸, et donnent des rendements agricoles plus élevés qui peuvent nourrir une population plus nombreuse. À courte vue, les volcans sèment la mort et la désolation mais, dans la longue durée, ils donnent la vie. Ils constituent en réalité une véritable « bénédiction déguisée » pour le pays.

Photo 2 : Activité volcanique dans le massif du Bromo et du Semeru à Java Est



Source : Manamana

- 9 Si les éruptions volcaniques sont le résultat de l'activité tectonique intense qui agite un sous-sol indonésien particulièrement instable, situé sur la ligne de subduction des plaques indienne et australienne, elles n'en constituent hélas pas les seules

manifestations. D'autres phénomènes naturels n'ont pas ce même caractère ambivalent qui rend les volcans utiles à long terme, au tout premier chef les tremblements de terre. Il est difficile de faire le compte exact de ces séismes car la terre indonésienne tremble souvent et parfois, très fort²⁹. Cela a notamment été le cas avec le terrible tremblement de terre du 26 décembre 2004 qui s'est produit au large de la côte nord-ouest de Sumatra et a atteint l'intensité record de 9,2 sur l'échelle de Richter. Il a déclenché un tsunami monstrueux dans tout l'océan Indien avec une vague atteignant 35 mètres localement qui a fait près de 170 000 morts en Indonésie seulement, principalement dans les villes de Banda Aceh et de Meulaboh, sur la côte ouest de Aceh, et sur la petite île de Nias, qui a compté à elle seule un peu plus de 1 000 victimes³⁰. Les dégâts matériels ont été colossaux : près de 2 700 ponts, 2 300 écoles et 600 centres de santé étant par exemple rayés de la carte³¹. La fréquence de ces catastrophes est aussi à la hausse puisqu'un nouveau très fort séisme de magnitude 8,6 s'est déclenché le 28 mars 2005 au large de Nias, provoquant un tsunami de moindre envergure qui a encore fait pas loin de 1 000 victimes³². Le 30 septembre 2009, un autre séisme de magnitude 7,6 a frappé la province de Sumatra Ouest, détruisant largement sa capitale Padang et y laissant plus de 500 morts³³. Les tremblements de terre ne déclenchent heureusement pas toujours de tsunamis, qui sont particulièrement meurtriers, mais quand ils adviennent dans des régions très peuplées, ils peuvent aussi faire beaucoup de victimes, même s'ils sont de moindre intensité. Ainsi, le séisme d'une intensité de 6,3 qui s'est produit le 27 mai 2006 à Java Centre, au sud de Jogjakarta, a fait près de 6 000 morts et détruit plus de 100 000 maisons³⁴ dans le district le plus touché de Bantul³⁵. Bref, on le voit, l'Indonésie n'est pas seulement championne de la diversité ethnique et culturelle comme il en sera question plus loin, mais hélas aussi des catastrophes naturelles.

Climat tropical favorable, fertilité des sols et abondance des ressources naturelles

- 10 Le climat joue également un rôle important dans le domaine des catastrophes. D'un point de vue général, il est pourtant plutôt favorable. L'archipel indonésien bénéficie en effet d'un climat tropical chaud et humide particulièrement propice pour l'agriculture. Les températures moyennes diurnes dans les régions de plaine tournent autour de 26-28 degrés, avec des maximums de 35°, et les taux d'humidité moyens varient entre 70 et 90%³⁶. Cela dit, ce climat n'est évidemment pas uniforme vu la taille et la diversité du pays ainsi que sa nature archipélagique. On observe de fortes variations de températures, d'humidité et surtout de pluviométrie en fonction de la latitude, de la longitude et de l'altitude. Concernant la pluviométrie, la donnée la plus importante pour notre propos, disons, pour simplifier, qu'il existe trois sous-types majeurs de climat et de régions³⁷. Un premier sous-type équatorial couvre une large bande horizontale s'étendant de part et d'autre de l'équateur, et traversant Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, les Maluku et la Papouasie, dans lequel il n'y a pas vraiment de saison sèche : il y pleut presque tous les mois et certaines régions d'altitude reçoivent plus de 4 mètres de précipitations par année. Un deuxième sous-type tropical humide, avec deux saisons, pluviale et sèche bien mieux équilibrées, caractérise notamment la plus grande partie de Java ainsi que Bali et Lombok, toutes situées plus au sud, où il pleut en moyenne 2 à 3 mètres par année. Un troisième sous-type tropical sec devient plus marqué au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans les petites îles de la Sonde et que l'on se rapproche du grand désert australien, qui fait sentir son influence. La saison

des pluies y est beaucoup plus courte et il pleut en général moins de 2 mètres par année, comme à Flores et Timor. Des trois, c'est bien évidemment le sous-type médian du climat tropical humide qui est le plus propice au développement des activités agricoles et humaines. Il n'est donc pas surprenant que ce soit essentiellement à Java, qui bénéficie aussi des terres volcaniques les plus fertiles et étendues ainsi que d'une topographie plus favorable à la construction de réseaux d'irrigation, en comparaison avec les autres grandes îles de l'archipel, que ce soient établies les premières formations étatiques à base agraire, capables de nourrir une population croissante mais aussi de tirer profit de son travail.

- 11 Aussi bénéfique soit-il en général pour l'Indonésie, le climat y a aussi malheureusement ses caprices intermittents, comme partout ailleurs dans le monde. Cependant, compte tenu des spécificités du milieu naturel mentionnés plus haut et des très fortes densités humaines concernées, ces aléas climatiques y ont fréquemment des conséquences catastrophiques. Ainsi en va-t-il des pluies qui font la richesse de l'agriculture du pays mais sont aussi source de malheur pour sa population quand elles sont trop abondantes et violentes. Cela donne régulièrement lieu à des inondations monstrueuses qui affectent surtout la plaine nord de Java, dont la boue des rizières se perd dans les eaux d'une mer peu profonde. Les grandes quantités d'eau qui dévalent des régions de montagne du centre de l'île n'arrivent alors pas à s'écouler et envahissent toutes les zones situées sous le niveau de la mer. C'est hélas le cas de beaucoup d'entre elles situées dans la capitale Jakarta, où de nombreux quartiers inondables ont été construits de manière sauvage, sans tenir compte des risques liés à la rapide croissance démographique de la ville et au boom immobilier de nature souvent spéculatif qu'elle y a déclenché depuis le début des années 1980. En conséquence, les inondations de la région au cœur de laquelle se trouve la capitale indonésienne, qui est la deuxième plus grande mégapole du monde après Tokyo et où vivent plus de 30 millions d'habitants³⁸, sont toujours plus fréquentes et graves. Les pires furent enregistrées en 2007 quand 450 000 personnes durent être évacuées et 57 perdirent la vie³⁹. En janvier 2013, les inondations ont une nouvelle fois battu tous les records en la matière : la moitié de la ville a été touchée, certains quartiers se retrouvant parfois sous deux mètres d'eau noire et polluée. L'état d'urgence a été déclaré, 250 000 personnes ont dû être évacuées, 18 000 se sont retrouvées sans abri et au moins une vingtaine, principalement des enfants, ont perdu la vie⁴⁰. Ailleurs dans le pays, les mêmes pluies diluviennes entraînent fréquemment des glissements de terrain qui font aussi de nombreuses victimes. Inversement, des sécheresses prolongées peuvent affecter de temps à autre des régions entières, ruiner les récoltes et provoquer de graves problèmes d'approvisionnement alimentaire. Ces fortes variations climatiques se sont aggravées avec le renforcement depuis une vingtaine d'années du phénomène ENSO⁴¹, lui-même exacerbé par le changement climatique global : les années El Niño sont en effet marquées par une sécheresse accrue, comme en 2008 et 2009, et sont suivies par des années dites La Niña, avec des pluies trop abondantes, comme de 2010 à 2012⁴². Une nouvelle fois, sans tomber dans le déterminisme géographique et encore moins souscrire à une forme moderne de la théorie des climats, tous ces éléments ont eu et continuent à avoir une influence considérable. Ils aident à expliquer et à mieux comprendre certains des problèmes majeurs auxquels l'Indonésie doit faire face dans son développement.

- 12 Néanmoins, dans son ambivalence fondamentale et avant de se montrer parfois cruelle, la nature a d'abord été très généreuse avec l'archipel indonésien. Elle l'a largement doté de sols fertiles porteurs d'une richesse et d'une diversité des espèces culturelles parmi les plus grandes du monde⁴³. En permettant la domestication précoce et l'extension de nombreuses cultures vivrières, en tout premier lieu celle du riz, qui est la base de toutes les grandes civilisations asiatiques, cette richesse a longtemps été facteur de prospérité économique pour la population locale. Mais elle a aussi été à l'origine de son malheur politique lorsqu'elle est tombée sous la coupe des puissances coloniales européennes qui se sont précipitées dès le 16^e siècle sur les îles à épices indonésiennes des Moluques, pour faire main basse sur la production du clou de girofle et de la noix de muscade. Devenus rapidement maîtres des lieux, les Hollandais développeront les cultures d'exportation dans leur précieux jardin tropical : notamment, celles du café et du poivre aux 17^e et 18^e siècles, puis de la canne à sucre, de l'indigo et du tabac aux 18^e et 19^e, enfin les plantations de caoutchouc et de palmier à huile au 20^e siècle.
- 13 Héritant de cette structure extravertie, les gouvernements indonésiens successifs accentueront le développement des cultures d'exportation. Aujourd'hui, l'Indonésie est un producteur majeur et parfois l'un des premiers exportateurs mondiaux de différentes matières premières végétales comme l'huile de palme, le caoutchouc, le café, le thé, le cacao, le poivre, le tabac, le clou de girofle et diverses autres épices. Il faut ajouter à cette liste impressionnante le fait que l'archipel abrite, après les bassins fluviaux de l'Amazone et du Congo, l'une des plus grandes zones de forêt tropicale de la planète, notamment concentrée à Kalimantan et Sumatra ou en Papua. Cette forêt tropicale est malheureusement en voie d'épuisement rapide, menacée par la demande insatiable du marché mondial en bois précieux et surtout rasée pour faire place aux plantations industrielles de palmiers à huile. Si la terre des îles d'Indonésie est source de richesse, leur sous-sol ne l'est pas moins. Découvertes et mises en valeur dès l'époque coloniale, différentes matières premières minérales majeures ont vu leur production se développer jusqu'à aujourd'hui, faisant également de l'Indonésie un des principaux producteurs, - souvent doublé du rôle d'exportateur, - de pétrole, de gaz naturel, de bauxite, de cuivre, d'étain, de nickel, de charbon, d'argent, d'or et de plusieurs autres minéraux de moindre importance.
- 14 Ces richesses peuvent représenter une importante source de recettes financières pour le pays. Mais elles posent aussi souvent de sérieux problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Sur le plan économique, cette abondance de ressources naturelles est à la base de la malédiction du même nom (*natural resource curse*), aussi appelé le « mal hollandais » (*dutch disease*)⁴⁴, dont souffre le pays depuis son indépendance. Du point de vue social, les plantations industrielles et les exploitations minières ne créent pas nécessairement beaucoup d'emplois et se développent souvent au détriment des populations locales. Enfin, sous l'angle écologique, la plupart des entreprises impliquées dans des activités de ce genre, n'ayant pour seul objectif que la recherche du profit maximum et immédiat, entretiennent un souverain mépris pour l'environnement qu'elles saccagent allègrement et très souvent, en toute impunité⁴⁵.
- 15 Pour conclure sur ce qui relève de la géographie, on voit donc clairement combien elle a été prépondérante dans l'histoire passée de l'Indonésie et continue à l'être pour son développement futur. L'incertitude qui caractérise la situation actuelle du pays et pèse sur son avenir est en bonne partie déterminée pas le fait que la nature l'a doté de vastes

richesses. Ces dernières peuvent être exploitées en faveur du développement. Mais la nature peut aussi anéantir en un tournemain tous ces efforts, quand elle se déchaîne. Il est bien sûr impossible de prédire de quoi sera fait l'avenir en la matière, d'autant que les temps se suivent et ne se ressemblent pas. Ainsi, le 19^e siècle a été marqué par des catastrophes naturelles majeures, comme avec les éruptions du Tambora en 1815 et du Krakatoa en 1883. En revanche, le 20^e siècle a été frappé par des catastrophes de moindre gravité mais a surtout été le cadre de conflits armés et de violence politique, encore plus coûteux en vies humaines et en destructions. Quant au 21^e siècle, il a commencé fort mal en ce qui concerne les catastrophes naturelles de tout ordre. Cette série noire va d'ailleurs hélas se prolonger, comme on le verra, avec plusieurs séismes importants, notamment en 2018 à Lombok et Sulawesi. Compte tenu du réveil des activités tectoniques de la zone de subduction entre les plaques australienne et indienne, il est malheureusement à craindre que d'autres catastrophes semblables adviennent. C'est en tous les cas avec cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes que les Indonésiens doivent vivre, et tenter de développer leur pays.

NOTES

1. La superficie terrestre de l'Indonésie a en effet étrangement varié au fil du temps, entre un maximum de 2 027 millions de km² en 1970 et un minimum de 1 890 million de km² en 2000. L'annexion de Timor Oriental en 1975, et son intégration comme ce qui devint alors pour un temps la 27^e province du pays, puis sa perte en 1999, après le vote par référendum pour son indépendance devenue officielle en 2002 sous le nom de Timor-Leste, ne suffisent pas à expliquer cette variation puisque son territoire n'est que de 15 400 km². Elle ne s'explique que par des évaluations plus précises que les Indonésiens ont fait, au fil du temps, de leur propre territoire national, en mesurant à nouveau la superficie de chacune des îles de l'archipel et surtout la myriade des tout petits îlots souvent inhabités. Cela dit, et malgré le fait que l'administration indonésienne a plutôt la réputation d'avoir un appareil statistique relativement fiable, une telle variation sur une donnée aussi fondamentale et symbolique que la superficie du territoire national en dit long sur la prudence dont il faut faire preuve envers les données chiffrées officielles sur lesquelles on s'appuiera nécessairement dans cet ouvrage. À vrai dire, le problème n'est pas spécifique à l'Indonésie. Une telle prudence devrait être de mise quel que soit le pays concerné, au lieu de prendre les statistiques pour des vérités établies, comme le font de trop nombreux chercheurs en sciences sociales, tout particulièrement les économistes qui s'appuient largement sur elles pour essayer de hisser leur discipline au rang de science exacte. Ils devraient se souvenir de ce que disait le grand écrivain et humoriste américain Mark Twain : « Il y a trois sortes de mensonges, les petits, les grands et les statistiques » ! Quoi qu'il en soit, le chiffre officiel de la superficie du territoire national retenu ici provient du dernier annuaire statistique national disponible au moment de la révision finale de cet ouvrage : *Statistik Indonesia 2019*, Jakarta, Badan Pusat Statistik (BPS), July 2019, p. 10. À moins que cela soit précisé différemment, les nombreuses données statistiques fournies dans ce chapitre sur la géographie physique et humaine de l'Indonésie proviennent de cette même source.

2. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Liste des pays et territoires par superficie ». Par commodité, nous avons souvent emprunté dans ce chapitre à cette source d'information des plus

pratiques, surtout quand il s'agit de données factuelles et de faire des comparaisons internationales.

3. Selected Basic ASEAN Indicators, *ASEAN Statistics*, Jakarta, 2008.

4. *Statistik Indonesia 2019*, p.10

5. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Philippines ».

6. En fait, le gouvernement indonésien a longtemps envisagé de les supprimer et de mettre tout le pays à la même heure, comme l'a fait dès 1949 la Chine, qui s'étend pourtant sur cinq fuseaux horaires, afin d'améliorer la gestion administrative, la circulation de l'information et le développement économique, mais depuis l'adoption des lois de décentralisation en 1999, la question n'est plus à l'ordre du jour.

7. Selon la belle expression formulée par Edouard Douwes Dekker, écrivain et homme politique social-démocrate néerlandais de la fin du 19^e siècle, pour la dédicace qu'il fit au Roi Guillaume III dans la conclusion de son fameux ouvrage *Max Havelaar*, le premier roman anticolonial de l'histoire, publié en 1860 sous son nom de plume de Multatuli. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

8. Bornéo dans son ensemble, y compris les deux provinces de Malaisie orientale de Sarawak et Sabah ainsi que le petit Sultanat de Brunei, est, avec plus de 743 000 km², la troisième plus grande île du monde, juste après la Nouvelle-Guinée qui compte 775 000 km², mais loin derrière le Groenland qui s'étend sur plus de 2 130 000 km². *Wikipédia*, « Liste d'îles par superficie ».

9. *Statistik Indonesia 2019*, p.10.

10. La partie orientale de la Nouvelle-Guinée fait partie de l'État indépendant de Papua Niugini (PNG) qui occupe le reste de l'île, soit quelque 365 000 km², et un grand nombre d'autres îles dont la plus grande, la Nouvelle-Bretagne, est environ dix fois plus petite.

11. Qui fait administrativement partie de la province de Java Est et dont la superficie est donc incluse dans celle de Java en tant que somme des six provinces qui la composent. C'est dans ce sens que nous parlerons plutôt de Java dans les pages qui suivent, ce qui implique le fait d'additionner la superficie des deux îles qui atteignent alors 130 912 km². Si l'on ajoute à cela toutes les petites îles proches de Java qui font également partie de l'une de ses six provinces (notamment Panaitan à Java Ouest, l'archipel des Pulau Seribu pour le DKI Jakarta, l'archipel des Karimun à Java Central, Bawean et l'archipel des Kangean à Java Est), on arrive alors à la superficie de 132 000 km² qui est habituellement utilisée dans la littérature classique sur Java. Malgré cela, le recensement de 2010 donne pour les six provinces composant Java, y compris toutes ces petites îles adjacentes, une superficie totale de 129 438 km². Sans tenter d'élucider cette énigme statistique supplémentaire, on en restera donc là en considérant, pour arrêter de tergiverser, que Java a une superficie d'environ 130 000 km².

12. L'île de Timor dans son ensemble a une superficie de presque de 31 000 km², la partie orientale de l'île constituant depuis 2002 l'État indépendant de Timor-Leste, qui en occupe plus de la moitié, après avoir fait partie pendant près de 25 ans de l'Indonésie qui l'avait brutalement annexée en 1975 au moment du départ du Portugal, l'ancienne puissance coloniale, alors en pleine « Révolution des œillets ».

13. À titre comparatif, la Corse, plus grande île française, a une superficie de 8 680 km².

14. Derrière les États-Unis et la France, qui sont loin devant avec un peu plus de 11 millions de km² chacun, suivis de l'Australie avec 9 millions, la Russie avec 7,5 millions, le Royaume-Uni avec 6,8 millions, la Nouvelle-Zélande avec 6,7 millions et devant le Canada avec 5,6 millions, le Japon avec 4,8 millions et la Chine avec 3,9 millions de km². Source : *Wikipédia*, article sur « Zone économique exclusive ».

15. *Trends of Selected Socio-economic Indicators of Indonesia*, Jakarta, Badan Pusat Statistik, July 2012.

16. Cribb (2000 : 4-5).

17. Elle culmine toutefois dans sa partie nord-est à plus de 4 000 mètres au Mont Kinabalu situé à Sabah.

18. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Liste des volcans d'Indonésie ».
19. Nous avons ainsi eu le plaisir d'assister le 8 avril 2013 à une conférence donnée à notre Institut de hautes études internationales et du développement de Genève par notre collègue et ami le Professeur Anthony Reid, l'un des plus éminents historiens de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est en général, sur le thème assez surprenant pour lui de : « Indonesia : living on the ring of fire, past and present dangers ». Il y a posé l'hypothèse originale et novatrice selon laquelle les grandes catastrophes naturelles qui sont advenues par le passé en Indonésie pourraient avoir eu une influence déterminante sur certains des événements majeurs de son histoire.
20. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Théorie de la catastrophe de Toba ».
21. Voir N.C. van Setten van der Meer, *Sawah cultivation in ancient Java* (1979 : 12-14).
22. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Tambora ». La plupart des informations qui y sont données proviennent d'un article scientifique de B.D. De Jong Boers, « Mount Tambora in 1815 : A Volcanic Eruption in Indonesia and its Aftermath », *Indonesia*, No 60, October 1995, pp. 37-60. Toutefois, la contribution la plus complète sur cette catastrophe et ses conséquences à l'échelle mondiale est l'ouvrage récent de Gillen D'Arcy Wood, *Tambora, The Eruption that Changed the World* (2015).
23. Cette éruption est aussi à l'origine de l'écriture par Mary Shelley de son chef d'œuvre *Frankenstein ou le Prométhée moderne*. Résidant en 1816 avec son époux, le poète anglais Percy Shelley, dans la Villa Diodati, propriété de leur ami commun le célèbre Lord Byron, à Cologny, près de Genève, et ne pouvant pas faire les habituelles excursions en montagne ou virées sur le lac Léman en raison d'un temps exécrable et d'une pluie incessante, elle décida en effet, pour passer le temps, d'écrire cet ouvrage sorti de son imagination qui aura un succès planétaire intemporel.
24. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Krakatoa » consulté en avril 2013. Il s'appuie en grande partie sur le passionnant ouvrage de Simon Winchester, *Krakatoa, The Day the World Exploded* (2000). À noter que cette catastrophe célèbre fit même en 1969 l'objet d'un film hollywoodien intitulé de manière assez cocasse « Krakatoa, East of Java », alors que le volcan est situé dans le détroit de la Sonde...exactement à l'ouest de cette île. Le réalisateur ne devait pas avoir de carte de géographie sous la main !
25. Cribb (2000 : 15).
26. *Ibid.*
27. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Merapi ».
28. Sur cette question, la meilleure référence reste le « père » de la géographie tropicale française dans son ouvrage de base sur les pays tropicaux, Pierre Gourou (1948 : 20-39).
29. Selon les chiffres officiels, il n'y aurait ainsi pas eu moins de 4 300 tremblements de terre en 2011, la majorité d'entre eux de faible intensité et peu profonds, dont une centaine de grande profondeur et 200 supérieur à 5 sur l'échelle de Richter. Source : *Statistik Indonesia 2012*, Jakarta, BPS, 2013, p.12.
30. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Séisme du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien » ainsi que le très bon dossier sur la question préparé par Christopher Gomez, Franck Lavigne, Raphaël Paris et Sylvianne Tabarly, « Séisme du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien : de la catastrophe environnementale et humaine de décembre 2004 à la reconstruction », *Géoconfluences*, septembre 2010, 16 pages.
31. *Ibid.*
32. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Nias ».
33. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Padang ».
34. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Séisme de mai 2006 à Java ».
35. Où j'ai au demeurant effectué l'essentiel de ma recherche de terrain en 1972-73.
36. *Statistik Indonesia 2012*, p.21.
37. Gourou (1964 : 393-94) ainsi que Cribb (2000 : 21).

38. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Liste des aires urbaines les plus peuplées du monde ».
39. Source: *Bulletin of Indonesian Economic Studies (BIES)*, Vol. 49, No 1, April 2013, p. 9.
40. *Ibid* ainsi qu'un article de RFI du 10 janvier 2013, accessible sur internet.
41. ENSO signifie El Niño-Southern Oscillation.
42. Source : *Wikipédia*, articles intitulés « El Niño » et « La Niña ».
43. Il faut peut-être rappeler ici que le grand botaniste et généticien russe Nikolaï Vavilov considérait l'archipel insulindien comme le plus riche des sept berceaux d'origine des plantes cultivées qu'il avait identifié dans ses travaux.
44. Cela ne résulte pas du fait que l'Indonésie a été colonisée par les Hollandais comme on le verra plus loin.
45. Le meilleur exemple de cette manière de faire est le sinistre cas de la catastrophe dite *Lapindo*, du nom de l'entreprise du magnat Aburizal Bakrie, l'un des principaux oligarques multimilliardaires du pays dont on reparlera dans cet ouvrage, qui a totalement saccagé toute une région de Java Est proche de Sidoarjo en déclenchant, par ses forages intempestifs, une coulée de boue volcanique ininterrompue depuis des années et ayant submergé des dizaines de villages dont des milliers d'habitants ont dû être évacués.

1.2. Le rôle du facteur humain : croissance et répartition de la population

- 1 L'évolution démographique joue également un rôle primordial, pouvant expliquer cette part d'incertitude à laquelle est confrontée l'Indonésie concernant son avenir. Ce pays est en effet aussi un géant en termes de population, estimée aux environs de 265 millions d'habitants en 2018¹. Il franchira à coup sûr la barre des 270 millions lors du recensement de 2020, ce qui en fait le quatrième plus grand pays du monde par sa population. Pour être plus précis, nous dirions plutôt que c'est un « petit géant » : il reste placé loin derrière les deux monstres démographiques asiatiques que sont la Chine et l'Inde, seuls à dépasser le milliard d'habitants, mais relativement proche des États-Unis qui n'ont franchi le cap des 300 millions que depuis 2006. À l'heure actuelle, l'Indonésie précède encore largement les dix autres pays dont la population est supérieure à 100 millions d'habitants : dans l'ordre, le Pakistan, le Brésil, le Nigéria, le Bangladesh, la Russie, le Mexique, le Japon, les Philippines, l'Éthiopie et l'Égypte². C'est aussi de loin le plus peuplé des dix pays de l'ASEAN : il représente à lui seul plus de 42% de la population de l'association régionale, soit nettement plus que les populations réunies des Philippines et du Vietnam, qui viennent respectivement de passer en 2018 et 2016 la barre des 107 et des 91 millions. Pourtant, l'Indonésie n'est ni un pays surpeuplé, ni l'un de ceux dont la croissance démographique trop élevée serait source de difficultés majeures pour l'avenir.
- 2 Les résultats officiels des deux recensements décennaux effectués en 2000 et 2010 ont respectivement donné une population indonésienne d'un peu plus de 206 et 237 millions d'habitants³. Toutefois, il est admis que le recensement de 2000 s'est soldé par un sous-comptage important du fait des conditions politiques pour le moins agitées dans lesquelles il a été réalisé au début de l'ère de la *Reformasi*. Il est donc vraisemblable que la population ait déjà approché les 214 millions en 2000 et, par voie de conséquence, dépassé les 246 millions en 2010, ce qui donnerait, sur cette base corrigée, une croissance démographique entre 2000 et 2010 légèrement supérieure à 1,4 % par année⁴. C'est nettement en dessous du taux brut de reproduction de la population universellement admis de 2,1% au-dessus duquel le pays se situait encore trente ans

plus tôt, puisque la croissance démographique avait été supérieure à 2,3% entre 1970 et 1980⁵. Il est probable que le recensement de 2020 enregistrera une nouvelle baisse en la matière. Cette spectaculaire diminution est certainement à mettre en partie au crédit de la politique de planification familiale (*Keluarga Berencana* ou KB) initiée dès le début de l'Ordre nouveau, mais elle reflète surtout le succès du développement indonésien et l'amélioration du niveau de vie de la majorité de la population. Encore plus remarquable, l'Indonésie a achevé sa transition démographique, probablement commencée en 1830, en exactement un siècle et demi, puisque c'est à partir de 1980 que son taux de croissance est descendu sous la barre fatidique des 2,1%, pour tomber à 1,4% depuis. L'accroissement de sa population ne constitue donc plus un véritable problème pour le développement du pays. Au contraire, comme d'autres pays d'Asie avant lui, il est déjà engagé sur la voie d'un vieillissement de la population, ce qui pourrait représenter un important défi d'une autre nature, dans un avenir proche⁶.

Faire parler les densités démographiques⁷

- 3 Par ailleurs, on peut difficilement considérer que l'Indonésie soit surpeuplée si l'on considère la taille de sa population par rapport à celle de son territoire. La densité moyenne de population n'était en effet que de 124 habitants au kilomètre carré (hab/km²) en 2010⁸ et devait avoir tout juste dépassé les 140 hab/km² en 2019⁹. Par comparaison, à cette même date, les deux autres pays membres de l'ASEAN ayant la plus forte densité de population étaient respectivement les Philippines, avec près de 358 hab/km², et le Vietnam, avec plus de 291 hab/km² pour¹⁰. La situation de l'Indonésie en matière de densité de population est en fait très comparable à celle de la Thaïlande, qui avait alors un peu plus de 134 hab/km², ou même de la Chine, qui dépassait de peu 145 hab/km². Elle était en tout cas infiniment moins préoccupante que celles de pays comparables comme l'Inde, avec 413 hab/km², et surtout le Bangladesh, qui est le plus densément peuplé du monde¹¹ avec 1 176 hab/km² en 2019¹².
- 4 En fait, le principal problème démographique auquel est confronté l'Indonésie ne réside pas dans la taille absolue de sa population mais dans son inégale répartition parmi les principales îles de l'archipel. En effet, selon le recensement de 2010, Java comptait alors 133,6 millions d'habitants, soit 56,2% de la population indonésienne totale, sur à peine 130 000 km², représentant moins de 7% du territoire national, ce qui correspond à une densité moyenne colossale de 1 032 habitants au kilomètre carré¹³ ! L'île de Java est donc presque aussi densément peuplée que le Bangladesh ! Toutefois, contrairement à ce pays, dont le territoire national de 147 570 km²¹⁴ est à peine plus grand que celui de Java, l'Indonésie ne se résume pas à son île centrale. Elle en compte plus de 16 000 autres. Parmi les îles de taille moyenne, Bali est aussi très densément peuplée, avec près de 3,9 millions d'habitants en 2010, soit une densité de 676 hab/km²¹⁵. En revanche, toutes les autres grandes îles de l'archipel sont beaucoup moins peuplées que Java. Leur situation est résumée dans le Tableau 1 ci-dessous¹⁶. On y voit clairement qu'il y a d'énormes différences d'une île à l'autre. Ainsi, Sumatra est dix fois moins densément peuplée que Java, ce qui est également le cas de la Papua par rapport à Sulawesi. Par ailleurs, Sumatra et Sulawesi sont très comparables de ce point de vue et sont quatre à cinq fois plus peuplées que Kalimantan.

Tableau 1 . Différences de peuplement entre les cinq principales îles de l'archipel en 2010 (superficies, populations et densités)

	Superficie		Population		Densité
	Millions de km2	%	Millions d'habitants	%	hab/km2
Java	129 442	6,75	133,610	56,22	1 032
Sumatra	480 793	25,08	50,631	21,30	105
Kalimantan	544 150	28,38	13,785	5,81	25
Sulawesi	188 203	9,81	17,371	7,31	92
Papua	421 991	22,01	3,593	1,52	8
Indonésie	1 916 931	100,0	237,641	100,0	124

SOURCE : *Statistik Indonesia 2012*, Jakarta, Badan Pusat Statistik, pp. 78-79, pour les chiffres de la population et *Statistik Indonesia 2020*, p. 10, pour ceux des superficies.

- 5 En descendant au niveau des provinces listées dans le Tableau 13 qui se trouve en annexe, on peut procéder à des regroupements intéressants par rapport au facteur densité de population. Si l'on prend la densité nationale moyenne de 124 habitants au kilomètre carré en 2010 comme ligne médiane, la distribution des 33 provinces existant alors¹⁷ est la suivante :
- 6 seules 7 d'entre elles sont très densément peuplées : le *DKI* Jakarta (14 518), Java Ouest (1 222) ; Banten (1 106), Java Central (989), Java Est (786), le *DI* Yogyakarta (1 107) et Bali (676) ;
 - 6 autres, ayant une densité située entre la moyenne nationale de 124 et son double (248), sont relativement densément peuplées par rapport au reste du pays : Sumatra Nord (179), les îles Riau (206), Lampung (220), NTB¹⁸(243), Sulawesi Nord (164) et Sulawesi Sud (173) ;
 - 10 autres, ayant une densité entre la moyenne nationale de 124 et sa moitié (62), sont relativement peu densément peuplées par rapport au reste du pays : Aceh (78), Sumatra Ouest (116), Riau (64), Sumatra Sud (82), Bangka-Belitung (75), NTT¹⁹ (97), Kalimantan Sud (94), Gorontalo (93) et Sulawesi Ouest (69) ;
 - les 10 dernières sont peu densément peuplées : Jambi (62), Kalimantan Ouest (30), Kalimantan Centre (14), Kalimantan Est (17), Sulawesi Central (43), Sulawesi Sud-Est (59), Maluku (33) et Maluku Nord (33), la Papua (9) et la Papua Ouest (8) l'étant même très peu.
- 7 On voit donc que seules Java et Bali sont très densément peuplées, NTB ainsi que trois provinces à Sumatra et deux de Sulawesi l'étant relativement plus que le reste du pays, alors que les autres dans ces deux dernières grandes îles ainsi que toutes celles de Kalimantan, des Maluku et de la Papua ont des densités modestes voire faibles.

Carte 5 : Densité de population dans les 34 provinces du pays en 2018



SOURCES : *Statistik Indonesia 2019*, Badan Pusat Statistik, 2019, p.4.

L'interaction homme-nature et la diversité des paysages

- 8 Ces importantes différences de peuplement entre les îles et les provinces indonésiennes ne sont pas le résultat du hasard mais d'une subtile dialectique entre le potentiel offert par la nature et la manière dont l'homme en a tiré parti au fil de l'histoire. Elles constituent également un mélange complexe d'opportunités et de contraintes pour le développement de chacune de ces îles. Une des meilleures manières de comprendre tout cela est bien de faire parler les densités, comme nous l'enseigne Pierre Gourou²⁰. Ainsi, la densité de population élevée de Java s'explique, comme on l'a vu, par le fait que le milieu naturel s'est montré plus favorable au développement d'une riziculture irriguée historiquement précoce. Cela a permis une double récolte annuelle capable de nourrir de plus grandes masses humaines et contribué à la floraison de formations étatiques agraires prospères. Ces dernières dépendaient d'ailleurs principalement de leur capacité à contrôler la population, à l'organiser et à la taxer sous forme d'impôts ou de corvées. Il ne faut pas oublier qu'avant d'être considérée, à partir de la fin du 19^e siècle, dans une vision malthusienne, comme un fardeau pour le développement du fait de l'explosion démographique touchant en particulier de nombreuses régions d'Asie, la population a constitué la principale source de richesse des royaumes et empires qui se sont succédés dans l'histoire et son contrôle, leur principale préoccupation²¹.

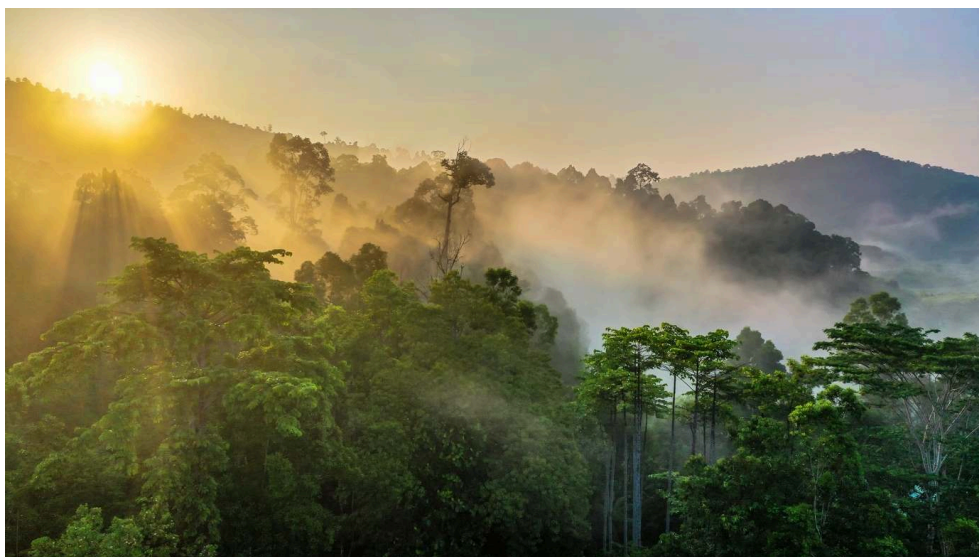
Photo 3 : Rizières irriguées (*sawah*) en terrasses à Bali



Source : Markos 5

- 9 Ailleurs dans l'archipel, hormis certaines poches écologiques favorables relativement restreintes où le même processus est advenu et souvent plus tardivement, comme à Bali ou le pays Minangkabau de Sumatra Ouest et le pays Bugis de Sulawesi Sud, c'est une agriculture pluviale ou itinérante sur brûlis faisant reculer la frontière forestière par essartages successifs qui a dominé jusqu'à tout récemment. Il serait donc faux d'opposer, comme cela est parfois fait de manière caricaturale, la fourmilière javanaise au désert indonésien. La situation est plus complexe et nuancée. Même dans les régions où la forêt tropicale humide est encore très présente, en dépit de la déforestation sauvage des dernières décennies pour laisser la place aux plantations de palmier à huile, comme à Kalimantan ou en Papua, la terre n'est pas vide d'hommes. Elle supporte simplement des densités humaines beaucoup plus faibles correspondant à la « capacité de charge » du milieu ambiant, aux opportunités que la nature offre pour permettre à des groupes ethniques plus clairsemés, comme les Dayak ou les tribus papoues, de pouvoir en tirer leur subsistance. Néanmoins, le clivage démographique entre Java et les autres îles de l'archipel demeure bien réel, ce d'autant plus qu'il recouvre largement un dualisme écologique entre la civilisation du *sawah*, la rizière irriguée, et celle du *ladang*, le champ sec pluvial ou essarté.

Photo 4 : Canopée dans la forêt tropicale de Bornéo (Kalimantan)



SOURCE : Borneo Rimbawan

- 10 Dans un premier temps, comme on le verra, la colonisation hollandaise s'est coulée, dans ce modèle agro-écologique et elle a renforcé le clivage préexistant en déclenchant la transition démographique de Java au début du 19^e siècle. Ce n'est que vers le début du 20^e siècle que la tendance a commencé à s'inverser, quand il est apparu que Java avait fait le plein de population et que l'économie coloniale, désormais basée sur l'exploitation minière et l'extension des grandes plantations, avait besoin de main-d'œuvre, principalement à Sumatra, riche en ressources minérales et en terres prétendument libres. Les Hollandais se lancèrent alors dès 1908 dans une politique de colonisation agricole (*kolonisatie*) passant par la migration organisée de milliers de travailleurs javanais. Cette politique visait à la fois à disposer de la main-d'œuvre nécessaire à Sumatra et à soulager Java de sa surpopulation. La continuité primant aussi en matière de politiques de développement, elle fut poursuivie après l'indépendance par les gouvernements successifs de Sukarno et Suharto sous le nom de *transmigrasi*. Coûteuse, coercitive et inefficace, elle a été abandonnée depuis la fin de l'Ordre nouveau, mais les migrations internes spontanées qui avaient toujours existé dans l'archipel ont pris depuis lors une dimension beaucoup plus grande. Tout cela a déclenché un processus séculaire de rééquilibrage démographique qui est toujours en cours dans l'archipel et pourrait soulager en partie et à terme l'Indonésie de l'un de ses principaux problèmes de développement. En effet, Java, qui a probablement concentré près de 73% de la population indonésienne en 1900, n'en comptait plus que 68% en 1930, 64% en 1960, 60% en 1990 et 56% en 2010²². Cette tendance va se poursuivre car, compte tenu de la saturation du marché de l'emploi à Java et des opportunités de travail et de vie meilleure dans certaines autres îles, la dynamique démographique des différentes provinces travaille dans ce sens, comme cela apparaît clairement dans le Tableau 13 situé en annexe. En prenant le taux d'accroissement démographique annuel moyen ajusté entre 2000 et 2010 de 1,49% pour l'ensemble du pays comme ligne médiane, la distribution des 33 provinces alors existantes est la suivante :

- seules 3 d'entre elles ont une croissance démographique très faible inférieure à 1% par an : Java Central (0,37), Java Est (0,76) et Kalimantan Ouest (0,91) ;

- 7 autres ont une croissance démographique faible, inférieure à la moyenne nationale et se situant entre 1 et 1,4% par année : Sumatra Nord (1,10), Sumatra Ouest (1,34), le *DKI* Jakarta (1,41), le *DI* Yogyakarta (1,04), NTB (1,17), Sulawesi Nord (1,28) et Sulawesi Sud (1,17) ;
 - 10 provinces ont une croissance démographique assez élevée, supérieure à la moyenne nationale et se situant entre 1,4 et 2,1% par année : Sumatra Sud (1,85), Bengkulu (1,67), Lampung (1,74), Java Ouest (1,90), Bali (2,15), NTT (2,07), Kalimantan Centre (1,79), Kalimantan Sud (1,99), Sulawesi Centre (1,95) et Sulawesi Sud-Est (2,08)
 - enfin, les 13 dernières ont une croissance démographique élevée, supérieure au taux de renouvellement de la population de 2,1% par année : Aceh (2,36), Riau (3,58), les îles Riau (4,95), Jambi (2,56), Bangka-Belitung (3,14), Banten (2,78), Kalimantan Est (3,81), Gorontalo (2,26), Sulawesi Ouest (2,68), Maluku (2,80), Maluku Nord (2,47), Papua Ouest (3,71) et Papua (5,39)
- 11 Il en ressort qu'à l'exception de Banten, province industrielle et résidentielle en plein boom adjacente à Jakarta, qui attire encore beaucoup de monde, la population de Java a tendance à diminuer. Cette diminution est encore assez légère à Java Ouest, plus nette pour le *DKI* Jakarta ou très forte comme à Java Central, pour le *DI* Jogjakarta et à Java Est. À l'opposé, toutes les provinces qui ont une croissance démographique très élevée se trouvent en dehors de Java. C'est le cas des six provinces qui ont un taux supérieur à 3%. Trois d'entre elles, Riau, les îles Riau et Bangka-Belitung, sont situées dans des régions minières et frontalières de Sumatra proches de Singapour et de la Malaisie qui attirent beaucoup de travailleurs venus du reste de l'archipel, dont une partie vit d'ailleurs de trafics divers liés à cette proximité. Les trois autres, Kalimantan Est et les deux Papua, se trouvent dans des régions où le front forestier et les industries extractives offrent des opportunités de travail importantes aux migrants internes.
- 12 En concluant sur ce qui relève de la démographie, on voit donc aussi clairement que pour la géographie combien elle a été déterminante dans l'histoire passée de l'Indonésie et continue à l'être pour son développement futur. Au rythme actuel, le rééquilibrage démographique en cours verra probablement la population de l'Indonésie être répartie par moitié entre Java et le reste de l'archipel dans courant du 21^e siècle. Cependant, le problème actuel de sa répartition toujours très inégale reste préoccupant et influence largement les choix en matière de politique économique et sociale, sans parler de ses incidences politiques.

NOTES

1. *Statistik Indonesia 2019*, p 2.

2. Les estimations les plus récentes donnent : le Pakistan 5^e avec 207,8 millions (2017), le Brésil 6^e avec juste 207 millions (2017), le Nigéria 7^e avec 190,6 millions (2017), le Bangladesh 8^e avec 160,3 millions (2016), la Russie 9^e avec 146,5 millions (2016), le Mexique 10^e avec 126.6 millions (2019), le Japon 11^e avec 126,4 millions (2018), les Philippines 12^e avec 107 millions (2018), l'Éthiopie 13^e avec 102,3 millions (2016) et l'Égypte, qui vient juste de franchir la barre des 100 millions en 2019, au 14^e rang. Source : *Wikipédia*, article intitulé « Liste des pays par population ».

3. *Statistik Indonesia 2012*, p. 48.

4. Le lecteur plus particulièrement intéressé à creuser ces questions démographiques pourra se reporter au bel article de synthèse de mon ami Terence Hull, « The Indonesian Population Revolution », rédigé pour l'ouvrage de *Mélanges en mon honneur*, préparé sous la direction de Christophe Gironde, Jean-Pierre Jacob et Benjamin White, qui devrait être publié par le Graduate Institute en 2021.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. C'était là une des méthodes de travail privilégiées et une expression favorite de Pierre Gourou.

8. Si l'on en croit l'estimation du site *PopulationData.net* consulté le 25 décembre 2019.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*

11. Sauf à considérer des Cités-États ou entités minuscules comme Hong Kong, Singapour, Macao, Malte, Gibraltar, Monaco ou le Vatican, ainsi que deux petits pays insulaires surpeuplés comme les Maldives et les Bermudes.

12. *PopulationData.net* cité précédemment.

13. *Statistik Indonesia 2012*, pp. 8-9 et 77-78.

14. *PopulationData.net* cité précédemment

15. *Statistik Indonesia 2012*, pp. 9 et 78-79.

16. Il a été consolidé sur la base du Tableau 2 beaucoup plus détaillé situé en annexe, donnant les mêmes informations en 2019 pour les 34 provinces que compte actuellement le pays, et du Tableau 13 qui se trouve aussi en annexe et fournit les résultats du recensement officiel de population de 2010, le dernier en date avant celui organisé en 2020, qui devrait être disponible quand paraîtra cet ouvrage.

17. La 34^e, Kalimantan Nord, ayant été créé en 2013.

18. NTB est l'abréviation de Nusa Tenggara Barat et comprend essentiellement les deux îles occidentales de la Sonde de taille moyenne que sont Lombok et Sumbawa, ainsi que quelques centaines d'autres plus petites.

19. NTT est l'abréviation de Nusa Tenggara Timur et comprend essentiellement les trois îles orientales de la Sonde de taille moyenne que sont Flores, Sumba et Timor (sa partie occidentale), ainsi que quelques centaines d'autres.

20. Gourou (1948 : 1-9)

21. Malgré une vision malthusienne catastrophiste souvent présente dans le discours sur le développement, la population reste en effet selon nous encore aujourd'hui la principale richesse des nations, ce qui était d'ailleurs aussi largement le point de vue d'Adam Smith. En Asie du Sud-Est par exemple, comment expliquer le succès phénoménal depuis son indépendance en 1965 de Singapour, petite île surpeuplée et privée de toute ressource naturelle, sinon par sa formidable position stratégique, mais aussi par le travail et le talent de sa population, ainsi que la mise en valeur extrêmement intelligente de ses « ressources humaines », comme on le dit hélas maintenant dans la novlangue du développement.

22. Hugo, Hull, Hull and Jones (1987: 31 et 42-43), ainsi que et *Statistik Indonesia 2001*, p. 47 et *Statistik Indonesia 2012*, p. 78.

1.3. La part de l'origine du peuplement et des influences exogènes précoloniales

- ¹ L'archipel indonésien est certainement le paradis terrestre de la diversité culturelle, linguistique et ethnique. Certains auteurs y ont reconnu plus de 300 groupes ethniques différents, chacun avec une identité culturelle propre, et plus de 250 langues distinctes¹. C'est le résultat d'une dynamique de peuplement complexe qui s'est déroulée au fil des siècles dans un univers insulaire atomisé. À vrai dire, pour ce qui est de l'origine des groupes humains ayant peuplé l'Indonésie, la diversité reste limitée car deux grandes vagues migratoires seulement se sont déployées dans l'archipel depuis la préhistoire. La première, formée de populations australo-mélanésiennes, ayant probablement une origine africaine lointaine, s'est répandue dans la région avant la fin de la dernière période glaciaire entamée il y a quelque 17 000 ans. Le niveau des eaux était alors beaucoup plus bas qu'aujourd'hui et la plupart des grandes îles indonésiennes comme Sumatra, Bornéo et Java étaient encore rattachées au continent asiatique, ce qui a permis aux populations de traverser à pied sec la majeure partie de la région et de franchir des distances maritimes restreintes pour s'installer en Nouvelle-Guinée, dans le reste de la Mélanésie et en Australie². Outre ces deux dernières régions, leurs descendants dans l'archipel indonésien peuplent aujourd'hui essentiellement la Papua et ont laissé des traces dans certaines des îles d'Indonésie orientale qui en sont proches, comme Seram ou Timor. La deuxième vague migratoire, beaucoup plus tardive, est formée de populations mongoloïdes dites austronésiennes qui se sont déployées dès environ 4 000 ans avant le début de l'ère chrétienne, à partir de la Chine méridionale. Transitant par Taiwan et les Philippines, elle ont progressivement peuplé, en quelque milliers d'années et jusque passé l'an 1 000, toutes les grandes îles indonésiennes et au-delà : du côté du levant, la myriade insulaire formant la Micronésie et la Polynésie, définie par les trois pointes de son triangle entre la Nouvelle-Zélande, l'archipel des Hawaii et l'île de Pâques (Rapa Nui) au large de l'Amérique du Sud ; du côté du couchant, la grande île de Madagascar, proche de la côte orientale de l'Afrique³. Les Austronésiens ont ainsi certainement réalisé la plus grande épopée migratoire de l'histoire humaine.

- 2 La grande majorité de la population indonésienne actuelle est donc d'origine austronésienne et les langues des différents groupes qui la composent appartiennent à cette famille linguistique. C'est d'ailleurs le cas de l'ensemble des peuples du monde malais, qui comprend aussi la Malaisie et les Philippines, à l'exception de quelques petits groupes ethniques très restreints d'origine australo-mélanésienne comme les Semang de la péninsule malaise ou les Aetas de Luzon. Toutefois, les archéologues et linguistes spécialistes de cette région distinguent deux épisodes migratoires parmi les populations malaises d'origine austronésienne : ceux qui sont arrivés en premier et ceux qui sont venus plus tard, raison pour laquelle ils ont longtemps été qualifiés de proto et deutero malais. Les principaux groupes ethniques peuplant l'intérieur montagneux ou forestier des grandes îles d'Indonésie occidentale, notamment les Batak de Sumatra, les Dayak de Kalimantan et les Toradja de Sulawesi, ont à priori fait partie de la première vague migratoire, alors que les grandes ethnies majoritaires des plaines et des côtes comme les Javanais, les Sundanais, les Madurais, les Balinais, les Minangkabau de Sumatra Ouest, les Bandjar de Kalimantan Sud, les Bugis de Sulawesi Sud ou les Sassak de Lombok, appartiennent à la seconde. Selon un modèle de peuplement répandu, il est probable que les nouveaux arrivants, plus dynamiques et puissants, ont soit assimilé ceux qui étaient déjà installés avant eux, soit les ont repoussés plus loin, à l'intérieur des grandes îles d'Indonésie occidentale ou vers les plus petites de la partie orientale de l'archipel. L'Indonésie est donc une mosaïque ethnique dérivant de cette double origine de peuplement avec, arrivés bien plus tard, l'ajout d'un certain nombre d'éléments exogènes, comme les membres de ce qui forme aujourd'hui l'importante minorité sino-indonésienne.

Une immense diversité ethnique, linguistique et culturelle de base

- 3 Ce processus historique de différenciation ethnique est à l'origine de la très grande diversité linguistique du pays. Les progrès de la linguistique permettent en fait de dénombrer plus de 350 langues dans l'archipel⁴, dont plus de 200 d'origine austronésienne et près de 150 se rattachant au tronc papou australo-mélanésien. En effet, les groupes de migrants qui parlaient à l'origine la même langue se sont divisés, ont vécu pendant des siècles séparément dans des habitats isolés les uns des autres et dans des régions initialement peu peuplées où leurs langues ont suivi une évolution propre et sont finalement devenues mutuellement inintelligibles. Mais les configurations linguistiques locales varient aussi en fonction d'événements historiques majeurs, comme l'émergence de grandes formations étatiques, étendant leur domination unificatrice sur de vastes espaces. Ainsi, l'extrême diversité linguistique de la Papouasie est liée au fait qu'elle est restée sous-peuplée, par de tous petits groupes humains isolés dans de hautes vallées montagneuses ou des régions côtières marécageuses inatteignables. Il n'y a donc jamais eu d'unité politique entre des tribus qui entretenaient plutôt une hostilité réciproque permanente, débouchant régulièrement sur des vendettas et des conflits, au demeurant peu meurtriers. Dans une moindre mesure, il en va de même pour Kalimantan avec ses petits groupes de Dayak nomadisant dans la forêt.
- 4 Au contraire, le javanais est parlé par plus de la moitié de la population de l'île de Java et partout où les Javanais ont émigré dans l'archipel. Il s'agit donc aujourd'hui de la principale langue régionale d'Indonésie, et de loin ; mais aussi, de l'une des plus importantes d'Asie avec 50 à 70 millions de locuteurs⁵. Cela résulte principalement du

fait que des formations étatiques indianisées à base agraire se sont développées dès le 6^e siècle à Java, aménageant de vastes périmètres rizicoles irrigués permettant de nourrir une population croissante. Elles ont ensuite culminé du 8^e au 10^e siècle déjà, avec les avatars successifs du grand royaume de Mataram, qui a imposé la langue de la cour à toutes les régions sous sa domination. Le processus est un peu comparable pour Sumatra où la puissante thalassocratie de Srivijaya, qui a dominé une grande partie de l'Indonésie occidentale du 7^e au 11^e siècle, a facilité l'expansion de la langue malaise, qui était parlée sur les deux rives du détroit de Malacca, à toute la partie centrale de l'île sous son contrôle direct. Cette langue, qui était déjà la *lingua franca* de tous les marchands, marins et pèlerins commerçant dans l'archipel ou transitant entre l'Inde et la Chine par cette voie maritime incontournable, s'est encore renforcée avec l'arrivée dans la région au 13^e siècle de l'islam, dont elle est devenue l'idiome véhiculaire. Cela explique qu'elle ait été pratiquée ou tout du moins comprise un peu partout dans le pays et que les jeunes nationalistes indonésiens, confrontés en 1928 au choix délicat d'une langue nationale, aient pris la décision stratégique très clairvoyante de privilégier le malais côtier, devenu *bahasa indonesia*, au lieu du javanais, parlé par le groupe ethnique majoritaire qui dominait aussi la scène politique. Aujourd'hui, tout le monde parle donc la langue nationale indonésienne et une ou plusieurs langues régionales. Les plus importantes après le javanais sont le malais à proprement parler (environ 20 millions de locuteurs), le sundanais (15 millions), le madurais (6 millions), le minangkabau (5 millions), le balinais (2,6 millions) et le buginais (2,3 millions)⁶. C'est une belle illustration sur le plan linguistique du fait que la devise nationale de *Bhinneka Tunggal Ika* ou « Unité dans la diversité » n'est pas lettre morte. Cela dit, hormis le *bahasa indonesia*, seuls le javanais, le sundanais et le balinais sont encore vraiment utilisés à une échelle restreinte au niveau des publications.

- 5 Cette grande diversité linguistique correspond naturellement à une non moins grande diversité culturelle, chaque groupe ethnique ayant développé une identité et des formes d'organisation politique, économique et sociale ou d'expression artistique propres. Sur le plan politique, l'éventail des types d'organisation est très large. Il va des grands et puissants royaumes ou sultanats de nature féodale des Javanais, fortement hiérarchisés et caractérisés par des rituels de cour raffinés sinon alambiqués, aux minuscules et modestes tribus papoues, placées sous l'égide du binôme traditionnel formé par un chef et un sorcier, en passant par toutes les formes intermédiaires comme les vastes réseaux claniques des Batak de Sumatra Nord ou les fédérations de principautés des Minang de Sumatra Ouest⁷.
- 6 Sous l'angle économique, la diversité est également grande, chaque groupe ayant développé des types d'activités particuliers et des préférences spécifiques. Certes, par nécessité, tous ont d'abord été dépendants de ce qu'offrait la nature. Mais que l'on pense simplement au fait que coexistent encore jusqu'à aujourd'hui dans l'archipel, et parfois dans la même île, les trois modes de subsistance traditionnels que sont la chasse-cueillette, pratiquée par certaines tribus papoues, l'agriculture itinérante par essartage et sur brûlis de beaucoup d'autres groupes ethniques, des Kubu de Sumatra aux Dayak de Kalimantan, et la riziculture irriguée de très haute intensité des Javanais ou des Balinais⁸. À côté de cela, chaque groupe a effectivement développé, à travers son histoire ou son mode d'organisation social propre, certaines préférences pour les autres secteurs de l'économie. Les Javanais peuplent ainsi largement les rangs des fonctionnaires de l'administration publique et les Batak, ayant continué presque jusqu'à la fin de la colonisation à pratiquer leurs farouches vertus guerrières,

rejoignent volontiers ceux de l'armée. De leur côté les Minang, habitués à devoir partir de chez eux pour acquérir expérience et richesse (*merantau*), sont des commerçants hors pair, comme les Bugis de Sulawesi Sud, qui contrôlent aussi le transport maritime traditionnel grâce à leurs grands et majestueux voiliers traditionnels (*pinisi*). Ces formes de spécialisation économique sont également déterminées par les modes d'organisation sociale ou familiale. Si l'on continue à comparer les cas des Javanais et des Minang, il est par exemple intéressant de noter que les premiers ont un mode d'organisation familial patrilinéaire classique, alors que les seconds, dont l'islam est pourtant beaucoup plus rogoureux, sont restées fidèles à un système matrilineaire. Tous deux pratiquent par ailleurs, comme la vaste majorité des peuples de la région, la matrilocalité, souvent considérée comme étant favorable à des relations sociales plus équitables⁹.

- 7 Du point de vue culturel à proprement parler, les contrastes de manières et de comportements sont très grands d'un groupe ethnique à l'autre. Il est par exemple assez courant d'opposer la culture javanaise, raffinée à l'extrême, au point de comporter trois niveaux de langages en fonction de la position hiérarchique de son interlocuteur¹⁰, et le style plus direct et même parfois brusque des Batak, qui ne s'encombrent en général pas de circonvolutions excessives pour s'exprimer. Mais c'est au niveau des formes d'expression culturelles comme l'architecture et l'artisanat que la diversité de l'archipel est la plus visible et spectaculaire. Ainsi, l'Indonésie est certainement un terrain de recherche sans égal pour les spécialistes de l'habitat traditionnel. Conceptions, formes et matériaux utilisés varient énormément : de la grande maison communautaire des Batak Karo de Sumatra Nord ou des « maisons longues » (*longhouses*) des familles élargies Dayak de Kalimantan aux diverses cases des tribus des Maluku ou de Papua, en passant par les palais princiers des Javanais, les superbes constructions à faîtiers multiples des Minang, les petits bungalows des hameaux fermés des Balinais, les maisons individuelles sur pilotis des Malais ou des Bugis, les magnifiques structures au toit en forme de coque de navire (*tongkonan*) des Toradja des hautes terres de Sulawesi Sud ou les habitations contigües réparties en villages-rues de Nias, de Flores ou de Sumba¹¹.

Photo 5 : Maison traditionnelle des Toradja (*tongkonan*) à Sulawesi Sud



SOURCE : Javarman

- 8 Quant à l'artisanat traditionnel, il est d'une richesse et d'une diversité unique incomparable dans tout le sud-est asiatique. Partout dans l'archipel sont mis valeur de manière superbe et variée tous les matériaux disponibles : on façonne l'or, l'argent ou le cuivre, on sculpte la pierre et le bois, on s'adonne à la peinture sur des supports divers et l'on travaille surtout magnifiquement les textiles sous de multiples formes, que ce soit à base de coton ou de soie. Pour ne se concentrer que sur l'artisanat du textile, rappelons que l'art du *batik* a atteint des sommets de raffinement à Java ou que celui des tissages teints par la technique de l'*ikat* est pratiqué depuis des lustres dans tout l'archipel indonésien et revêt une diversité de motifs et de couleurs particulièrement grande dans les petites îles de la Sonde comme Flores, Sumba ou Timor¹².

Les influences exogènes précoloniales : indianisation et islamisation

- 9 Une telle diversité culturelle, linguistique et, au bout du compte, en partie ethnique est évidemment d'abord et surtout le produit de l'histoire telle qu'elle s'est exercée dans cet univers insulaire complexe. Avant la colonisation occidentale, deux phénomènes majeurs d'influence culturelle exogène venant de ce que Pierre Gourou aurait appelé des « grandes civilisations » ont marqué profondément l'archipel : l'indianisation et l'islamisation. La première a commencé à s'exercer vers le début de notre ère sur pratiquement toute l'Asie du Sud-Est, hormis les Philippines, qui en resteront largement à l'écart, et le nord du Vietnam, qui demeurera dans l'orbite culturelle chinoise. Bien qu'il ait donné lieu à de furieuses controverses historiques, ce phénomène d'indianisation de l'archipel indonésien et de la péninsule indochinoise n'a pas été le fait de conquêtes militaires venues d'Inde, mais a pris une forme pacifique et a surtout été véhiculé par des marchands et des pèlerins¹³. En fait, les populations

austronésiennes de la région étaient déjà fort développées à l'époque, pratiquant la riziculture humide, maîtrisant la métallurgie et étant impliquées dans le commerce maritime régional grâce à d'excellentes techniques de navigation. Mais elles étaient encore organisées sous forme de chefferies relativement simples étendant leur contrôle sur des territoires restreints. C'est alors qu'elles ont commencé à jouer, de par leur situation géographique privilégiée, un rôle important d'intermédiaires dans les relations commerciales et religieuses en pleine croissance entre l'Inde et la Chine, dont les marins et les marchands étaient par ailleurs, comme ceux du Moyen-Orient ou d'Europe méditerranéenne, attirés par la réputation de richesse de cette région connue comme le « Cherchonèse d'or ». La voie terrestre à travers l'isthme de Kra, où la péninsule malaise est la plus étroite, a d'abord constitué pendant les premiers temps celle par laquelle ont transité hommes et marchandises, faisant la richesse du premier grand royaume indianisé de la région, le Funan, situé dans le delta du Mékong, qui fait aujourd'hui partie du Vietnam. Toutefois, dès le 4^e siècle, la voie maritime contournant la péninsule malaise s'impose. Elle passe nécessairement par le détroit de Malacca, qui est alors devenu une sorte de « route de la soie » des mers. Des marchands et des pèlerins indiens, mais aussi chinois et arabes, ont dès lors fréquenté régulièrement les ports de la côte orientale de Sumatra, de la péninsule malaise, de la côte nord de Java et de la côte occidentale de Kalimantan, séjournant parfois sur place pendant de nombreux mois en attendant les courants favorables de la mousson, informant les autochtones sur leur religion et leur culture, notamment les modes d'organisation politique et les facteurs à la base de leur prospérité économique, en particulier les techniques d'irrigation.

- 10 Certains chefs locaux, ayant peut-être visité l'Inde mais s'étant certainement enrichis dans ce commerce inter-asiatique, ont vu la possibilité de justifier, de renforcer et d'étendre leurs pouvoirs en empruntant ce qui faisait à leurs yeux la richesse de la culture indienne : la relation étroite entre le pouvoir séculier d'un monarque et les divinités religieuses. Les nouvelles croyances religieuses se sont mélangées et surimposés sans grande difficulté aux vieux rites animistes préexistants. Les chefs locaux se sont mués en rajas et c'est ainsi que des royaumes indianisés autochtones sont apparus dans cette région à partir des premiers siècles de notre ère. Pour reprendre le concept préféré de Pierre Gourou, ces formations étatiques ont emprunté les « techniques de production et d'encadrement » indiennes et elles ont bientôt revêtu deux types de formes radicalement différentes¹⁴. Le premier type est celui de formations étatiques à base marchande qui établissent un port et des entrepôts à un endroit stratégique de la côte pour capter une partie du commerce inter-asiatique. Ces ports entretiennent des relations avec leur hinterland immédiat¹⁵ et tout un réseau de comptoirs dans l'archipel afin de s'approvisionner en produits tropicaux rares et rentables. Parmi toutes celles qui se sont succédées au fil des siècles, la thalassocratie de Srivijaya, située dans le sud de Sumatra, est la plus intéressante et constitue un peu un archétype en la matière. Le second type de formation étatique est celui de royaumes à base agraire, développant les techniques hydrauliques et étendant progressivement le périmètre rizicole irrigué sous leur contrôle ainsi que leur domination sur les populations paysannes, dont la main d'œuvre est la source de leur prospérité. Entre toutes celles qui ont vu le jour depuis leur émergence initiale dans la région, l'archétype est certainement le royaume agraire de Mataram, localisé dans le centre méridional de Java. Voyons rapidement comment ces formations étatiques fort dissemblables ont fonctionné et en quoi cela a déterminé les relations politiques,

économiques et sociales de l'époque ainsi que les évolutions ultérieures de leurs régions d'influence respectives.

- 11 L'empire de Srivijaya, véritable thalassocratie dont le pouvoir dépend de la mer, a probablement été fondé par un chef javanais de la dynastie des Sailendra adhérant au bouddhisme mahayana et ayant trouvé refuge à Sumatra. Cet empire apparaît vers 670, dans les environs de l'actuelle ville de Palembang, à l'embouchure de la rivière Musi. Sa prospérité étant essentiellement basée sur le commerce, il a pour stratégie de contrôler les deux détroits de Malacca et de la Sonde, qui verrouillent l'entrée et la sortie de la mer de Chine du Sud. Il étendra donc sa domination à la fois sur les deux côtes de Sumatra et de Malaisie mais aussi, sur une partie de l'ouest de Java. Cela dit, il entretiendra également jusqu'à la fin de sa domination des relations pacifiques de partenariat économique avec Mataram, basées sur la complémentarité étroite existant avec ce royaume exclusivement agraire, notamment quand une branche de la dynastie des Sailendra s'y empare du pouvoir. Le secret du système mis en place par Srivijaya est de drainer les produits rentables comme l'or, le poivre ou le camphre de l'intérieur de Sumatra et les autres denrées tropicales précieuses du reste de l'archipel, comme le clou de girofle et la noix de muscade des Moluques ou le bois de santal de Timor, dans les entrepôts du port central. Cela attire des marchands venus de toute l'Asie pour y acheter ces biens ou les troquer contre d'autres, notamment de la soie, des porcelaines, du jade ou des textiles, qui seront à leur tour écoulés à travers les mêmes réseaux. Formation étatique marchande située dans une région peu peuplée et guère propice à une agriculture intensive, Srivijaya n'a pas laissé de vestiges archéologiques importants, bien qu'elle ait été un grand centre d'études du bouddhisme.
- 12 Sans base agricole solide, cet empire était donc relativement fragile. Il dépendait uniquement de sa capacité à défendre sa domination commerciale contre la convoitise de tous les rivaux potentiels qui voulaient aussi tirer profit des échanges inter-asiatiques. Au 11^e siècle, Srivijaya verra son pouvoir décliner après avoir été attaqué, des deux côtés, à la fois par le nouveau royaume hindouiste de Java Est en 992 et surtout par la puissante dynastie rivale des Chola du Sud de l'Inde en 1025. La grande thalassocratie qui avait dominé tout le monde malais pendant plus de trois siècles disparaîtra sans laisser beaucoup de traces¹⁶. Elle sera remplacée au fil des siècles par des formations étatiques de même nature qui se succéderont dans la région des deux détroits, d'abord, suite à l'arrivée de l'islam à la fin du 13^e siècle, avec les sultanats de Malacca, sur la côte occidentale de la péninsule Malaise, au 14^e-15^e siècles, puis de Banten, à Java-Ouest, au 16^e et de Aceh, à l'extrémité nord de Sumatra, au 17^e. Ensuite, après l'intrusion coloniale occidentale dans l'archipel, ce sera le tour de Batavia, établi par les Hollandais en 1619, jusqu'à la fin du 18^e et de Singapour, fondé en 1819 par le britannique Thomas Stamford Raffles, qui dominera tout le commerce régional au 19^e et 20^e siècles.
- 13 En ce qui concerne Mataram, ce grand royaume indianisé à base agricole établira sa domination dans la fertile plaine de Kedu, voisine de l'actuelle ville de Jogjakarta, en 732, couronnant la succession de plusieurs formations étatiques plus petites qui avaient vu le jour dès la fin du 6^e siècle. Son fondateur, chef local converti à l'hindouisme de rite shivaïte, sera cependant rapidement supplanté par la dynastie rivale bouddhiste des Sailendra régnant déjà sur Srivijaya, qui lèguera à l'humanité le magnifique stupa du Borobudur construit au début du 9^e siècle. Cette dynastie sera elle-même bientôt remplacée par les descendants de Mataram, qui la repousseront définitivement à

Sumatra et rétabliront le culte initial de Shiva en construisant le superbe complexe rival des temples de Prambanan au début du 10^e siècle. Voilà qui montre l'étroitesse des relations existant entre Java et Sumatra dès cette période très ancienne. Cette fièvre constructive reflète aussi l'âpreté des luttes pour le pouvoir local, y compris sur le plan symbolique. Quoiqu'il en soit, l'existence de ces monuments religieux admirables prouve que cette région fertile de Java était déjà assez fortement peuplée par des communautés paysannes pratiquant une riziculture irriguée intensive et fournissant la main d'œuvre nécessaire à leur construction à travers les corvées que leur imposait l'aristocratie au pouvoir¹⁷.

Photo 6 : Vue aérienne du temple stupa bouddhiste du Borobudur à Java Central



SOURCE : Sad Agus

- ¹⁴ Pour des raisons encore mal élucidées, peut être en partie liées à une catastrophe naturelle (éruption violente du volcan Merapi, tremblement de terre majeur ou épidémie de grande envergure), le centre du pouvoir à Java se déplacera à partir de 927 de la région centrale de Jogjakarta vers la partie orientale de l'île, dans la vallée de la rivière Brantas, pas très loin de son embouchure, où se trouve aujourd'hui le grand port de Surabaya, deuxième ville du pays par sa population. Étant désormais tourné vers la mer, le pouvoir javanais, dont la prospérité reposait jusque-là principalement sur la riziculture irriguée, aura dès lors un meilleur accès au commerce. Cette diversification lui assure une plus grande stabilité économique car, en se rapprochant de la production des épices rares des Moluques, il va supplanter Srivijaya, avec qui la complémentarité s'était transformée en rivalité. Deux siècles de grande confusion politique s'ensuivent, au cours desquels se succèdent dans cette région plusieurs royaumes indianisés comparables et où une invasion navale des Mongols sera même repoussée en 1293. Juste après cet épisode, on verra émerger l'empire de Majapahit, le dernier et plus grand d'entre eux¹⁸. Les nationalistes indonésiens auront ensuite tendance à en exagérer la

puissance pour démontrer que cet empire avait étendu sa domination à l'ensemble du territoire colonial hollandais qu'ils revendiquaient. Il est néanmoins certain que Majapahit a exercé son influence sur une très grande partie de l'archipel, notamment au milieu du 14^e siècle, sous l'égide de son célèbre premier ministre Gadjah Mada. Ce sera toutefois aussi le début de son déclin et du pouvoir des royaumes indianisés de Java. Ils vont être successivement gagnés par l'islam, arrivé par le détroit de Malacca dès la fin du 13^e siècle, religion à laquelle ils vont se convertir. L'hindouisme sera progressivement repoussé au 15^e siècle dans la partie la plus orientale de l'île et trouvera finalement refuge à Bali, d'où il ne sera jamais délogé. À l'arrivée des Hollandais à Java au début du 17^e siècle, le pouvoir sera revenu dans sa région d'origine au centre de l'île, après un épisode long et confus de divisions puis de réunification. Il sera alors aux mains du sultan Agung, le grand monarque du sultanat de Mataram qui va essayer sans succès de repousser les colonisateurs.

- 15 Une seconde influence culturelle exogène précoloniale marque donc profondément l'organisation de la société et de la vie politique dans l'archipel indonésien : son islamisation. Comme l'indianisation qui l'avait précédée, l'expansion de l'islam sera d'abord un phénomène commercial, notamment véhiculé par des marchands musulmans venus d'Inde. Leurs partenaires des ports de Sumatra et Java, bien trop heureux de se libérer du joug des royaumes indianisés devenus trop centralisateurs et coercitifs, embrassèrent rapidement la nouvelle religion. La voie ayant été ouverte par les marchands, les petits *rajas* locaux se convertirent aussi à l'islam et se muèrent l'un après l'autre en sultans. Dès 1290, le royaume indianisé de Pasai et tout le pays d'Aceh, formant la pointe nord de Sumatra, auquel il appartient sont les premiers à afficher leur ralliement à la foi du prophète. Ce phénomène de conversion se répandra ensuite comme une trainée de poudre dans tout l'archipel, depuis Sumatra et la Malaisie péninsulaire, où émergera dès 1410 le grand sultanat de Malacca, qui prendra la relève de Srivijaya dans la région et dominera le commerce inter-asiatique jusqu'à l'arrivée des Européens un siècle plus tard. Il gagnera alors les îles à épices des Moluques où l'on voit l'islam s'imposer à Ternate dès 1460, en passant par la côte nord de Java où le puissant sultanat de Demak établira et élargira son autonomie à partir de 1480, suivi de ceux de Banten et Cirebon à l'ouest en 1525 et des régions de Kediri, Malang et Pasuruan à l'est autour de 1530, puis enfin Java Central vers 1580¹⁹.
- 16 À la fin du 16^e siècle, la partie occidentale, littorale et la plus économiquement utile de l'Indonésie est musulmane - en dehors de Bali, où s'est réfugié l'hindouisme, et des régions montagneuses ou de forêt dense de l'intérieur de Sumatra, de Kalimantan et de Sulawesi ainsi que les îles les plus orientales de la Sonde comme Sumba, Flores et Timor, ou la plupart de celles de l'archipel des Moluques et la Papoua, toutes relativement peu peuplées, qui seront christianisées sous la colonisation. Toutefois, la nouvelle religion est venue se surimposer aux anciens mythes et rituels hérités de l'indianisation et aux croyances animistes encore plus anciennes, en se mélangeant dans de savantes et changeantes proportions selon les régions touchées. Elle revêt donc une forme plus ou moins forte et rigoureuse en fonction de la prégnance et de la nature des expressions religieuses antérieures. Là où l'indianisation avait été très profonde, comme dans les régions appartenant depuis plusieurs siècles aux royaumes agraires de Java, l'islam a recouvert le vieux fonds animiste et hindouiste préexistant et donné naissance à une variante syncrétique et tolérante. Cette tendance s'est aussi développée du fait que le soufisme a joué un grand rôle dans l'islamisation de l'île. Autrement dit,

on y a adopté l'islam, mais on l'a aussi adapté à ce qui existait auparavant. Cet islam s'est ancré plus profondément ailleurs, là où l'indianisation avait été plus superficielle et n'avait pas débouché sur des cultes élaborés ou la construction de monuments somptueux, comme à Java Ouest, dans la majeure partie de Sumatra et de Sulawesi ou sur les côtes de Kalimantan. Dans ces régions, il a donné naissance à une pratique religieuse plus proche de sa forme moyen-orientale originelle, plus rigoureuse et nettement moins syncrétique ou tolérante.

Un bilan sur l'époque précoloniale en trois leçons

- 17 Pour conclure ce premier chapitre, on peut dire que ce sont tous ces éléments de nature géographique, démographique, linguistique, ethnique et religieuse qui se sont combinés pour façonner la diversité culturelle extrême de l'Indonésie. Ils expliquent aussi les grandes différences que l'on observe au niveau du peuplement et de la mise en valeur du territoire ou des formes d'organisation politique, économique et sociale des peuples de l'archipel. Trois leçons nous semblent pouvoir être tirées des analyses développées.
- 18 Premièrement, en évitant une nouvelle fois de tomber dans le déterminisme de la géographie, il faut bien reconnaître que cette dernière joue un rôle majeur pour expliquer les différences dans les dynamiques politiques et économiques qui ont vu le jour dans l'archipel indonésien et se sont développées pendant la période précoloniale. Ainsi, l'émergence au 7^e siècle de l'empire de Srivijaya sur la côte orientale de Sumatra, l'imposition de son contrôle économique sur le commerce inter-asiatique transitant dans la région et de sa domination politique sur toute la partie occidentale du monde malais pendant plusieurs siècles (avant d'être remplacé par des avatars successifs voisins, du sultanat de Malacca au 15^e à la Cité-État de Singapour au 19^e), s'explique en grande partie par une position stratégique privilégiée, au débouché des deux détroits verrouillant l'accès à la mer de Chine du sud. De même, l'apparition du royaume indianisé de Mataram dans la partie centrale et méridionale de Java au 8^e siècle, ainsi que la succession d'événements qui vont déplacer le centre du pouvoir javanais dans la partie orientale et septentrionale de l'île du 10^e ou 14^e, pour l'y ramener au 15^e sous l'égide du sultanat du même nom, s'expliquent largement par la fertilité de sols volcaniques et les facilités d'irrigation rendant possibles le développement d'une riziculture intensive. Indirectement, ce sont aussi ces éléments de la géographie qui permettent de comprendre les différences de peuplement entre une île de Java, où l'on trouve déjà de manière continue de fortes concentrations de population dès le 10^e siècle, et les autres îles de l'archipel, qui vont rester largement sous-peuplées jusqu'au 20^e siècle, hormis certaines enclaves côtières ou minières pendant des périodes restreintes. Ces deux modèles de développement économique impliquent également des formes sensiblement différentes d'organisation du pouvoir politique et des relations sociales en général. Toutefois, au-delà de ces différences, le point commun fondamental à toutes les régions concernées est que des formations étatiques que l'on pourrait qualifier de « développementalistes » apparaissent très tôt dans l'histoire précoloniale de l'Indonésie : les unes tirent principalement leur richesse du commerce inter-asiatique, comme Srivijaya, les autres d'une agriculture intensive, comme Mataram, et certaines d'une combinaison plus équilibrée et stable des deux secteurs économiques, comme Majapahit. Cette tradition de l'État développementaliste va

constituer un atout important pour l'avenir du pays. Elle est aussi à l'origine d'un certain nombre de ses handicaps.

- 19 Deuxièmement, il est intéressant de noter que l'histoire s'est adaptée à ces structures géographiques et s'y est même en quelque sorte coulée en les renforçant, voire en les exacerbant, au fil des siècles. Comme nous l'avons vu, cela a été le cas pour les influences culturelles exogènes précoloniales que sont l'indianisation et l'islamisation. Toutes deux ont constitué des phénomènes marchands et religieux de nature essentiellement pacifique. L'indianisation a certainement été la plus déterminante en termes structurels à long terme sur le plan politique et économique. Elle s'est en effet accompagnée du double emprunt de techniques d'encadrement et de production, étant ainsi non seulement à l'origine de l'émergence des premières formations étatiques dans l'archipel mais également, d'une agriculture irriguée intensive capable de supporter de plus fortes densités populations. L'islamisation a certainement été moins déterminante sur le plan infrastructurel de l'économie, ne faisant que s'adapter aux conditions préexistantes et renforcer plus particulièrement le secteur commercial. Cependant, elle a aussi profondément bouleversé ce qui relève du niveau de la superstructure : les relations sociales et l'organisation du pouvoir politique. D'ailleurs, l'islam indonésien, malgré sa spécificité et sa grande diversité, va constituer la force de ralliement majeure pour mobiliser la population contre la colonisation hollandaise. Ce sera le cas dès le sultanat d'Agung, au début du 17^e siècle, jusqu'à la création des premières organisations politiques du mouvement nationaliste, au début du 20^e. On verra dans le prochain chapitre que la colonisation occidentale, qui constitue la troisième des grandes influences culturelles exogènes s'étant exercées sur l'archipel indonésien, a fortement divergé des deux précédentes par la violence qui s'est exprimé lors de la conquête puis au cours de la longue période de domination. Sinon, elle a procédé exactement de la même manière que l'indianisation ou l'islamisation, en se coulant dans les structures économiques et politiques existantes pour en renforcer et en exacerber certains des aspects dominants. En examinant l'histoire indonésienne depuis son origine à travers un vaste coup d'œil rétrospectif, la continuité semble donc le disputer au changement.
- 20 Troisièmement, l'histoire précoloniale des sociétés indonésiennes démontre leur grande ouverture et leur infinie capacité de différenciation, d'emprunt, de réinterprétation, d'assimilation et de syncrétisme. On emprunte ce qui est utile et peut être assimilé et réinterprété selon les valeurs propres et dans des termes locaux, on laisse le reste de côté. Par exemple, l'indianisation ne débouchera pas à Java sur l'adoption d'un système de castes comparable à celui de l'Inde et la forme qu'il revêt aujourd'hui encore dans la société balinaise est très édulcorée par rapport au modèle originel. De même, l'indianisation et l'islamisation qui suivront ne remettront pas fondamentalement en cause le statut économique et social important dont jouissaient en général les femmes dans la plupart des sociétés traditionnelles du monde malais. Elles ont continué à être activement impliquées dans toutes les activités économiques, sociales et politiques de leur société, bien au-delà de la sphère domestique, de l'agriculture aux arts, en passant par l'artisanat et l'industrie, le commerce, l'administration et même l'armée ou la guerre. Jusqu'à ce jour, à l'inverse de la tradition européenne de la dot, c'est le mari qui doit dédommager ses beaux-parents pour prendre épouse et c'est lui qui va, selon le principe dominant de matrilocalité, s'installer dans la maison de sa femme plutôt que l'inverse, alors que garçons et filles restent en général égaux devant l'héritage, y compris pour ce qui est de la propriété

foncière. Cette forte capacité de syncrétisme des sociétés indonésiennes, allié à une grande créativité, participe beaucoup de leur immense diversité et fonde leur originalité intrinsèque. L'un des meilleurs exemples de cet état de fait est le théâtre d'ombre javanais (*wayang kulit*), largement basé sur l'épopée indienne du *mahabharata* mais truffé de personnages, d'intrigues et d'histoires annexes sortis de l'imagination locale et des croyances animistes pré-hindouistes, au point qu'il serait difficilement compréhensible en Inde²⁰.

- 21 Il est donc très important de prendre en compte l'héritage d'une histoire précoloniale riche et variée s'inscrivant dans un cadre géographique très différencié, pour saisir les enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels auxquels est confrontée l'Indonésie contemporaine. Cela a parfois donné lieu à des exagérations, comme celle que les nationalistes donneront à la grandeur passée pour lutter contre le colonialisme. C'est bien dans cette histoire précoloniale que se trouve aussi l'origine précoce d'une tradition étatique qui sera un atout déterminant pour le développement du pays depuis son indépendance, même si certaines des traditions qui l'accompagnent ont également constitué des handicaps difficiles à surmonter par le passé et continuent à faire peser des incertitudes sur l'avenir. C'est encore cet héritage précolonial qui explique très largement la diversité culturelle et religieuse probablement sans égale de l'Indonésie. Cette dernière constitue un déterminant fondamental de sa situation actuelle, est à l'origine d'une identité complexe et reste la source de tensions et de conflits multiples dont on verra qu'ils ont failli déboucher plusieurs fois sur l'implosion du pays et qui continuent à menacer son unité. La devise nationale incantatoire qui prône l'« Unité dans la diversité » (*Bhineka Tunggal Ika*) est certes admirable, mais bien difficile à mettre en œuvre. Car les Indonésiens sont infiniment divers. Comment par exemple arriver à concilier les valeurs et aspirations d'un Javanais de l'aristocratie, héritier d'une culture de cour raffinée, vivant à Jakarta et ayant fait son doctorat en économie aux États-Unis, parlant parfaitement la langue nationale indonésienne, sa propre langue maternelle plus compliquée et l'anglais et travaillant comme cadre supérieur dans une compagnie multinationale au 20^e étage d'un building hypermoderne du centre-ville, avec celles d'un Korowäi, membre d'une minuscule tribu papoue animiste isolée dans une région de forêt marécageuse impénétrable, vivant dans une hutte perchée à 20 mètres au sommet de la canopée, totalement illettré, ne parlant que l'idiome de son groupe ethnique restreint et survivant grâce à la chasse et la cueillette ? Il s'agit là d'un grand écart un peu schizophrénique ! Néanmoins, une bonne partie de l'enjeu du développement national se situe bien là. Mais par ailleurs, les facteurs d'unité entre les peuples de l'archipel sont bel et bien existants, pour le meilleur et pour le pire. Ainsi, au-delà de leur diversité culturelle, linguistique et religieuse, ils partagent aussi, dans leur grande majorité, une culture politique ancienne comparable, dont certaines composantes sont d'ailleurs la cause des problèmes de patrimonialisme, d'oligarchie, de népotisme, de dérive dynastique et de corruption qui rendent difficile un développement économique harmonieux et équitable, une plus grande justice sociale et l'approfondissement de la démocratie. Mais à l'inverse, cette même culture est porteuse d'espoir car elle est pétrie des idéaux dont le respect devrait justement permettre d'atteindre ces mêmes buts. C'est bien là le dilemme auquel l'Indonésie est actuellement confrontée.

- 22 Après avoir vu comment elle a absorbé avec un génie syncrétique sans pareil les vagues d'influences culturelles exogènes successives de l'indianisation puis de l'islamisation, examinons maintenant comment l'Indonésie a assumé le poids d'un héritage colonial

aussi long que lourd qui a eu une influence profonde sur les structures économiques, le mode de gestion du pouvoir politique et l'organisation sociale du pays.

NOTES

1. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter au chapitre de Hildred Geertz sur les questions de diversité culturelle du pays cité précédemment inclus dans l'ouvrage dirigé par Ruth Mc Vey, *Indonesia* (1963 : 24).
2. Ces quelques informations succinctes proviennent de Cribb (2000 : 29-30). Pour plus de détails sur la question, il faut toutefois se reporter à la somme monumentale de Peter Bellwood, *Man's Conquest of the Pacific, The Prehistory of Southeast Asia and Oceania* (1978).
3. *Ibid*, ainsi que Peter Bellwood, James J. Fox and Darrell Tryon (Editors), *The Austronesians* (1995).
4. Une estimation plus récente de 2011 en a même identifié 652 !
5. Cribb (2000 : 31-37).
6. *Ibid*.
7. Outre le chapitre de Hildred Geertz mentionné précédemment, nous nous sommes beaucoup inspiré, pour ces quelques considérations sur les questions de diversité ethnique et culturelle, des ouvrages de R.M. Koentjaraningrat (1975) et de Peacock (1973)
8. Sur cette question de comparaison des modes de subsistance dans l'archipel, le chapitre de Karl Pelzer, « The Agricultural Foundation », publié dans le même ouvrage classique mentionné plusieurs fois et dirigé par McVey (1963 : 118-154), reste incontournable. Voir également, du même auteur, son classique et magnifique *Pioneer Settlement in the Asiatic Tropics, Studies in Land Utilization and Agricultural Colonization in Southeastern Asia* (1948). En français l'ouvrage le plus important, lui aussi classique sur ces questions, reste celui de Charles Robequain, *Le monde malais* (1946).
9. Sur ce sujet, se reporter à l'impressionnante somme sur la parenté dans le monde du démographe français Emmanuel Todd, *L'origine des systèmes familiaux* (2011 : 255-302).
10. Pour en savoir plus sur la culture javanaise, dont nous aurons l'occasion de beaucoup reparler dans cet ouvrage vu son importance dans la politique nationale indonésienne, il est indispensable de consulter l'ouvrage de base encore inégalé à ce jour de Koentjaraningrat, *Javanese Culture* (1985).
11. Voir à ce sujet le riche et magnifique ouvrage de Roxana Waterson, *The Living House* (1990).
12. Vu leur richesse, de très nombreux et superbes ouvrages ont été consacrés aux textiles d'Indonésie. Parmi les plus intéressants et mieux illustrés, mentionnons ceux de Mattiebelle Gittinger, *Splendid Symbols* (1990), et de Michael Hitchcock, *Indonesian Textiles*, (1991).
13. Sur l'indianisation de l'Asie du Sud-Est, le meilleur ouvrage reste à ce jour le chef d'œuvre de Georges Coèdes, *Les états hindouisés d'Indochine et d'Indonésie* (1964). Pour une mise au point plus récente sur la question, on peut aussi se reporter à l'excellent chapitre 4 du volume 1 de la monumentale *Cambridge History of Southeast Asia* (1993) édité par Nicholas Tarling, rédigé en l'occurrence par Kenneth Hall « History of Early Southeast Asia » (183-275).
14. Notre collègue Michel Bruneau a publié un excellent et très utile ouvrage sur ces questions intitulé *Asie d'entre Inde et Chine* (2006) dans lequel il fait la synthèse de ses réflexions de géographe sur la diversité des formations étatiques en Asie du Sud-Est.

15. C'est ce que certains historiens ont théorisé comme étant la relation dite *hulu-hilir* (amont-aval d'une rivière ou, par extension, régions intérieures vs. zones côtières) que l'on retrouve tout au long de l'histoire à Sumatra et aussi à Kalimantan.

16. Le grand historien de Srivijaya reste Oliver W. Wolters, *Early Indonesian Commerce, A Study of the Origins of Srivijaya*, (1967). Toutefois, on s'est essentiellement basé pour cette synthèse sur Srivijaya sur Kenneth Hall (1993 : 196-202).

17. L'archétype du royaume agraire indianisé reste l'empire angkorien du Cambodge qui régna sur une bonne partie de la péninsule indochinoise du 8^e au 14^e siècles. Sur le Cambodge angkorien les nombreux travaux des Groslier, père et fils, George et Bernard-Philippe, restent la meilleure source de connaissances et d'analyses. Pour des synthèses plus récentes, l'auteure la plus intéressante et prolifique est Madeleine Giteau, ancienne conservatrice du Musée National de Phnom Penh.

18. Le meilleur historien de l'indianisation de Java reste N.J. Krom qui a publié en 1931 une somme de deux volumes sur la question intitulée *Hindoe-Javaansche geschiedenis* dont les principales interprétations ont ensuite été beaucoup critiquées par ses successeurs. Pour une synthèse plus récente sur cette période, la meilleure référence reste le chapitre 2 intitulé « The Kingdoms of Java and Sumatra » dans l'ouvrage moins ancien de l'historien B.H.M. Vlekke, *Nusantara* (1965 : 35-58). Sur Majapahit, on peut aussi consulter Slametmuljana, *A Story of Majapahit* (1976). Cependant, on s'est essentiellement basé pour cette synthèse sur Mataram et les royaumes agraires javanais également sur Kenneth Hall (1993: 202-26).

19. Cribb (2000 : 44-45).

20. De nombreux ouvrages ont été consacrés à l'art du *wayang kulit* dont le plus accessible reste celui de H. Ulbricht, *Wayang Purwa, Shadows of the Past* (1970). Toutefois, pour une analyse profonde de sa signification, il est fondamental de revenir au fascinant essai de Benedict Anderson, *Mythology and the Tolerance of the Javanese*, (1965). Pour une réflexion plus récente mais tout aussi riche, voir Ward Keeler, *Javanese Shadow Plays, Javanese Selves* (1987).

Chapitre 2. Le lourd fardeau d'un héritage colonial de trois siècles et demi (1602-1949)

Introduction

- ¹ Avant d'analyser la dynamique du développement de l'Indonésie depuis son indépendance, il importe de faire le bilan des presque trois siècles et demi de colonisation qu'elle a subi. Après tout, le présent n'est que le résultat, dans le grand archipel comme ailleurs, d'une longue évolution historique. Le passé y a laissé une empreinte profonde, comme l'a magistralement démontré Denys Lombard dans son chef d'œuvre sur l'histoire de Java¹. Autrement dit, il est illusoire de vouloir analyser et encore moins comprendre les problèmes et les enjeux de développement politique, économique, social de l'Indonésie contemporaine sans examiner l'histoire qui est à l'origine de nombre d'entre eux². Cet éclairage sur la période d'avant l'indépendance est peut-être encore plus indispensable pour ce pays, compte tenu de la grande diversité des sociétés indonésiennes et de la forme très spécifique qu'a prise ici la colonisation occidentale, essentiellement hollandaise. Nous allons donc examiner dans ce chapitre le poids très lourd de l'héritage colonial³. Après une première partie sur la colonisation en général et celle des Pays-Bas en particulier, on examinera plus en détail dans une deuxième les diverses phases de la politique coloniale hollandaise et l'éventail de leurs conséquences économiques, sociales et démographiques, avant de reprendre dans la troisième une analyse sous l'angle politique et institutionnel des effets de cette longue domination jusqu'à sa fin peu glorieuse face à la montée du mouvement nationaliste, la conquête japonaise et la victoire finale de la cause indépendantiste.
-

NOTES

1. Denys Lombard, *Le carrefour javanais* (1990).

2. Nous espérons ainsi modestement honorer la mémoire de Denys Lombard, grand historien dans la tradition de l'École des annales et fondateur des études indonésiennes en France, qui fut l'un des membres de notre jury de thèse en 1983 et est hélas décédé précocement en 1998, à tout juste 60 ans. Il avait en effet l'habitude de nous taquiner en nous demandant si nous ne voudrions

pas « travailler sur des choses plus sérieuses que le développement »... pour nous consacrer à l'histoire, bien sûr.

3. Pour être vraiment fidèle à l'enseignement de Denys Lombard, il faudrait même remonter beaucoup plus loin, à la période précoloniale, que nous nous sommes juste contenté d'effleurer dans la troisième partie du précédent chapitre et que nous évoquerons encore, par petites touches, dans celui-ci.

2.1. De la colonisation en général à la particularité de celle des Pays-Bas en Indonésie

Position de principe sur la colonisation

- 1 Sur la colonisation de manière générale et où qu'elle se soit manifestée, notre point de vue a toujours été proche de celui de Marc Ferro, l'historien français qui a le plus travaillé de manière comparative sur la question. Au terme de ses recherches sur le fait colonial, cet éminent spécialiste conclut sobrement qu'il se solde par un bilan « globalement négatif »¹. Il nous semble en effet évident que toute société ayant été colonisée dans la durée a dû surmonter le poids de la domination, à la fois tangible et symbolique, dont elle a été victime. C'est d'ailleurs ce qui a toujours été la position de la plupart des spécialistes critiques les plus connus de la colonisation. Toutefois, depuis une trentaine d'années, une nouvelle génération d'historiens s'est donné pour tâche de réécrire l'histoire coloniale à la lumière d'éléments inédits ou parce qu'ils estiment qu'elle a été falsifiée et qu'il faut la débarrasser des miasmes idéologiques que les idées en vogue, voire la doxa officielle des mouvements de libération nationale, ont en général eu tendance à lui inspirer. Leur démarche est certes légitime car réécrire l'histoire est après tout le devoir des historiens, mais elle nous semble très souvent aller trop loin. Sans leur faire l'injure de les amalgamer en bloc aux auteurs de certaines des thèses récentes les plus extrêmes et ambiguës sur les « bienfaits de la colonisation », dans lesquelles un certain snobisme postmoderniste le dispute au révisionnisme pur et simple, notre sentiment est que beaucoup de ces « nouveaux historiens » ont tendance à forcer le trait par souci d'originalité et d'anticonformisme. Dans leur zèle à débusquer les idées préconçues et la pensée ordinaire, ils donnent parfois l'impression de vouloir réhabiliter une expérience historique restant finalement tragique et traumatisante. En lisant certains d'entre eux, on a même parfois l'impression que la colonisation a été une bien belle aventure !
- 2 Tel n'est évidemment pas notre point de vue. Nous restons par exemple sceptique devant les calculs d'apothicaires de certains historiens économiques quantitativistes

obsédés par la pensée comptable et convaincus que seul ce qui est mesurable est scientifique. Ils tentent de démontrer que la colonisation a coûté au colonisateur plus qu'elle ne lui a rapporté, en ne considérant souvent qu'une partie des flux financiers et sans jamais prendre en considération son coût social et humain. Un bilan crédible de tout processus colonial impliquerait d'abord que ces comptes de l'histoire mettent en regard les transferts publics par rapport aux profits privés, rarement pris en considération². Cela nécessiterait aussi qu'ils cessent de reléguer dans la catégorie commode des « externalités » tout ce qui ne peut pas se mesurer, les coûts non matériels et par conséquent non-quantifiables, comme la désintégration sociale ou la perte d'identité culturelle, si bien compris et analysés par Franz Fanon³ ou Albert Memmi⁴. Ajoutons à cela la dégradation de l'environnement, toujours superbement ignorée. En l'occurrence, le bilan de la colonisation est une chose trop complexe et sérieuse, comme beaucoup d'autres quand il s'agit d'expliquer et de comprendre les phénomènes de développement des sociétés, pour être laissé aux seuls économistes. Il nécessite en effet une approche multidimensionnelle et pluridisciplinaire encore bien lacunaire. Une chose semble en tout cas certaine : jamais ni nulle part le fardeau de l'héritage colonial n'a été simple à porter ni facile à surmonter. L'Indonésie ne fait pas exception à la règle.

- 3 Ayant clairement établi cette position de principe, il faut aussi reconnaître le caractère profondément ambivalent de la colonisation. Il est vrai qu'elle a aussi constitué un moment important de l'histoire du monde. Elle a déclenché, souvent pour le pire, mais parfois dans le sens du meilleur, certains processus de modernisation favorables et présidé à des évolutions politiques, économiques ou sociales qui ne sont pas toutes néfastes. Bref, le bilan demeure « globalement négatif », mais ce simple énoncé reconnaît implicitement qu'il est la plupart du temps mitigé et empreint de certains aspects positifs. Néanmoins, loin de nous inciter à entonner le petit refrain entendu fréquemment depuis trente ans sur les bienfaits de la colonisation, nous aurions plutôt tendance à lui appliquer le vieil adage de la sagesse populaire, selon lequel « à quelque chose malheur est toujours bon ». Il nous semble particulièrement approprié dans le cas de l'Indonésie comme nous allons le voir en détail tout de suite⁵.

Les spécificités de l'héritage colonial légué par les Hollandais

- 4 L'ambivalence de la colonisation est en effet particulièrement marquée en Indonésie. D'une part, elle a profondément traumatisé les sociétés autochtones affectées, interrompant des processus historiques en cours, renforçant les différences régionales et les facteurs de division, en créant même de nouveaux, affaiblissant et supplantant les pouvoirs politiques établis, bouleversant les structures économiques et sociales existantes et introduisant les ferments de changement culturels aux conséquences durables. C'est ce qu'ont analysé avec brio la plupart des grands auteurs ayant marqué de leur empreinte le champ des études indonésiennes au fil du 20^e siècle, qu'ils soient historiens ou spécialistes des sciences sociales⁶. Toutefois, cette même colonisation a aussi introduit par ailleurs des éléments nouveaux qui vont s'avérer utiles et même précieux pour l'émergence et la survie du pays nouvellement indépendant, contribuant à la modernisation et la diversification de son économie, suscitant l'apparition de nouveaux acteurs sociaux et politiques déterminants, introduisant les méthodes d'administration d'un État moderne et, par-dessus tout, apportant les conditions de la création et de l'unité d'un État-nation embryonnaire baptisé Indonésie. Sans aller

jusqu'à édulcorer certains des épisodes les plus sombres de cette histoire coloniale, comme ont tendance à le faire quelques-uns des nouveaux historiens spécialistes de ce pays⁷, il est donc nécessaire de faire la part des choses et de séparer les quelques bons grains perdus dans l'ivraie⁸.

- 5 Dans l'ensemble, l'héritage colonial hollandais nous semble donc avoir constitué un handicap de départ très pesant au moment où le pays a obtenu son indépendance. Cela a d'abord été le cas pour une économie indonésienne dont la colonisation a largement déterminé la nature, l'orientation, les structures et les premières difficultés de développement, dont certaines n'ont toujours pas été surmontées de nos jours. Mais cela est également vrai pour une société en partie mise en esclavage et décimée par l'exploitation coloniale dont la démographie, l'organisation et la hiérarchie ont été profondément bouleversées. En revanche, sur le plan politique, le bilan est plus nuancé car l'on peut aussi considérer que la colonisation hollandaise a contribué à casser l'ordre féodal et patrimonial préexistant et, d'une certaine manière, à forger une unité nationale qui n'était inscrite ni dans la géographie, ni dans l'histoire de l'archipel. Comme ses rivales britannique ou française, la colonisation hollandaise a même fourni tardivement au mouvement nationaliste les outils qui lui ont permis de se constituer, de se renforcer et finalement de se débarrasser d'elle. Certains de ces apports positifs ont donc indéniablement été déterminants pour la construction de l'État-nation et pour son développement ultérieur.
- 6 Cela dit, afin de clarifier l'ambivalence de cet héritage colonial, il faut à notre sens aller au-delà de la simple opposition entre ses conséquences négatives et positives en introduisant une distinction entre celles qui résultent directement et entièrement de l'intrusion coloniale et celles qu'elle a déclenché ou renforcé de manière indirecte et partielle. La colonisation hollandaise n'a en effet pas totalement bouleversé l'ordre préexistant, loin s'en faut. En fait, pour l'essentiel, elle s'est largement coulée au début dans le système économique, social et politique précolonial, qui était lui-même le fruit d'une histoire longue et complexe, en l'utilisant à son profit, le modifiant, l'altérant de l'intérieur, accélérant ou au contraire empêchant certaines évolutions et surtout en renforçant voire en exacerbant certaines de ses composantes. Du point de vue structurel de l'histoire sur la longue durée, c'est donc la continuité qui prime plutôt que le changement entre les deux périodes considérées. Cela dit, elle a aussi apporté, souvent de manière progressive voire tardive, des variables entièrement nouvelles, surtout sur le plan institutionnel et administratif. Au moment du bilan sur l'héritage, il faut donc bien faire la différence entre ce que la colonisation hollandaise a modifié de l'intérieur et ce qu'elle a apporté de l'extérieur en Indonésie. En combinant ces deux dimensions complémentaires des conséquences - positives ou négatives d'une part, directes ou indirectes de l'autre - qu'elle a eu pour le développement politique, économique et social ultérieur du pays, on peut se faire, il nous semble, une idée plus claire et précise sur la nature du fardeau colonial dont on souhaite évaluer le poids.
- 7 Si l'on examine maintenant de plus près cet héritage colonial, il est évident pour nous que les aspects négatifs l'emportent de loin sur ceux qui sont plus favorables et qu'il n'est donc pas outrancier de parler du poids et même du fardeau de la colonisation. Avant de passer en revue les divers aspects de cette dernière qui ont constitué un lourd handicap au moment où l'Indonésie a obtenu son indépendance réelle fin 1949, mentionnons pour commencer le plus déterminant de ceux qui sont à porter au bilan positif des Hollandais. Il remplit pratiquement à lui seul ce que les historiens ayant une

vision de la colonisation comme étant « un verre à moitié plein » peuvent porter à son crédit. Dit sans ambages, la probabilité est grande que l'Indonésie telle qu'on la connaît aujourd'hui n'aurait pas existé sans la colonisation hollandaise ! Étant donné l'atomisation insulaire de cette région, sa diversité ethnique et culturelle extrême et les dynamiques politiques et économiques diverses et concurrentes qui étaient à l'œuvre avant la colonisation, il est vraisemblable de penser que plusieurs pays indépendants auraient pu voir le jour dans l'archipel, en lieu et place d'une Indonésie unitaire. Comme l'a brillamment démontré Anthony Reid⁹, c'est la colonisation qui a forgé l'identité et l'unité nationales en Indonésie, comme dans tout le reste de l'Asie du Sud-Est. C'est particulièrement évident pour ce qui est du territoire national revendiqué par les Indonésiens. Il s'inscrit exactement dans les limites de celui progressivement consolidé par le colonisateur du 17^e au 20^e siècles pour constituer son « empire » des Indes néerlandaises, s'étendant de Sabang, à l'extrémité septentrionale de Sumatra, à Merauke, à la frontière sud-est de la Papouasie/Nouvelle-Guinée¹⁰. Bref, au moment où ils arrachent de haute lutte fin 1949 leur indépendance réelle, les Indonésiens héritent donc des Hollandais d'un pays qui n'aurait peut-être pas vu le jour sans eux. Toutefois, il se caractérise aussi par un grand nombre de problèmes majeurs également légués par le colonisateur dont le poids va constituer un handicap de départ non négligeable. Avec le recul, on peut réduire ces problèmes au nombre de six.

- 8 Le premier d'entre eux relève du fait que l'intrusion coloniale a été très précoce dans l'archipel indonésien. Elle a aussi été extraordinairement « différentielle ». Certaines îles ou régions comme Java Ouest ou Amboine et Banda dans l'archipel des Moluques ont en effet été affectées dès la fin du 16^e siècle, alors que d'autres comme Bali, pourtant adjacente à Java, ou Aceh, à la pointe septentrionale de Sumatra, ne sont véritablement entrées dans le giron colonial qu'au tournant du 20^e siècle. Jusque-là, le soi-disant « empire » des Indes néerlandaises se résume essentiellement à Java et quelques enclaves côtières, dans ce que les Hollandais appelaient d'ailleurs de manière parlante les « îles extérieures ». Cet écart dans le temps de l'entrée effective sous la tutelle coloniale (plus de trois siècles dans certains cas) s'est ajouté à certaines différences marquées déjà existantes dans cet archipel immense et pluriel, mais il les a renforcées, voire exacerbées, créant les conditions d'un profond clivage entre Java et les autres îles. C'est sur le plan de la démographie, comme toujours particulièrement déterminant pour le développement des sociétés, que ce clivage nous semble avoir été le plus lourd de conséquences. Au moment de l'indépendance du pays, il va se manifester par un déséquilibre fondamental entre une île de Java, déjà beaucoup plus peuplée que les autres depuis longtemps, et le reste de l'archipel, en moyenne nettement moins habité, certaines régions étant même encore pratiquement vides de population. Compte tenu de l'importance cruciale de ce phénomène démographique pour le développement national, nous présenterons les principales étapes de la croissance de la population javanaise et indonésienne au fil des pages de ce chapitre.
- 9 Le deuxième problème en question est directement lié au précédent. Cette intrusion précoce et différentielle de la colonisation occidentale a en effet interféré, perturbé et interrompu un processus de développement commercial et économique dynamique et prometteur dans lequel était engagé le monde malais depuis fort longtemps et qui s'était accéléré à partir du 15^e siècle. La plupart des historiens de l'Asie du Sud-Est concordent sur ce point avec l'analyse développée par Anthony Reid dans son magistral ouvrage sur « l'âge du commerce » (1990) démontrant que le monde malais a traversé au fil d'un « long 16^e siècle » une phase de forte croissance et de grande prospérité.

Formé de diverses entités politiques concurrentes mais complémentaires, il était déjà fortement intégré dans le réseau commercial inter-asiatique et mondial. Par certains aspects, il semblait être à un véritable stade de développement proto-capitaliste et, sans l'intervention coloniale, les évolutions endogènes auraient peut-être donné naissance à un processus de développement économique de type capitaliste et à l'émergence de formations étatiques post-traditionnelles, sinon modernes, dans la région. Cela n'aurait d'ailleurs pas nécessairement débouché sur la création d'une Indonésie ou d'une Malaisie dans leurs frontières actuelles. À la place de cela, l'intervention coloniale hollandaise en Indonésie (et britannique en Malaisie, de l'autre côté du détroit de Malacca) a coupé dans le tissu des réseaux économiques et commerciaux existants, isolant Java du reste du monde malais. Cela a contribué à renforcer, à défaut de l'avoir véritablement créé, ce clivage avec le reste de l'archipel indonésien.

- 10 Le troisième problème tient à la nature des politiques économiques adoptées par les Pays-Bas pendant plus de trois siècles de domination pour mettre en valeur et exploiter les vastes richesses végétales et minérales de l'archipel, ainsi qu'à l'influence profonde que cela a eu sur la transformation ou la stagnation des structures économiques et sociales du pays. En dépit de la grande variation dans les politiques économiques mises en œuvre, notamment en ce qui concerne la prédominance, à tour de rôle, du secteur privé et des forces du marché ou de l'investissement public et du rôle de l'État, l'objectif prioritaire a toujours été constant: la maximisation du profit pour la métropole et la subordination des intérêts du pays colonisé et de ses populations, sauf pendant une très brève période au début du 20^e siècle, à la toute fin de la domination hollandaise. Quelle que soit leur inclinaison idéologique libérale ou dirigiste, ces politiques ont eu le même double effet. D'une part, elles ont renforcé l'extraversion économique initiale d'un archipel indonésien surtout administré comme un réservoir de produits tropicaux exportables et victime, dès l'origine, de la « malédiction des ressources naturelles »¹¹. D'autre part, en dépit des efforts tardifs pour inverser la vapeur, elles ont entraîné une paupérisation croissante de la population et une différenciation sociale de plus en plus marquée en son sein. Le pays subit encore aujourd'hui les conséquences négatives de ces deux phénomènes.
- 11 Le quatrième problème découle du type d'administration coloniale que les Hollandais ont adopté pour gérer cet immense archipel. Entre les deux modèles-types d'administration indirecte des Britanniques en Inde et d'administration directe des Français en Indochine, elle relève un peu des deux catégories. Il s'agit d'une sorte de synthèse hybride dans laquelle la métropole gouvernait largement par l'intermédiaire des autorités autochtones, mais en intervenant fortement dans leurs affaires internes, notamment en divisant activement pour régner. En fait, d'abord essentiellement indirecte jusqu'au début du 19^e siècle, cette administration coloniale va devenir de plus en plus directe pour prendre la forme d'un état bureaucratique (*Beamtenstaat*) quasi développementaliste dans la première moitié du 20^e siècle. On peut se demander si ce système hybride n'a pas combiné le pire des deux mondes, en empruntant les aspects les plus problématiques et qui plus est difficilement conciliables des deux grands modèles-types dominants d'administration coloniale. D'un côté, combinant autoritarisme et paternalisme, les Hollandais ont en effet progressivement instrumentalisé à leur profit une élite aristocratique traditionnelle qui a développé une connivence croissante avec le colonisateur, devenant purement parasitaire et même collaborationniste. De l'autre, ils ont empêché, ou à tout le moins largement retardé,

l'émergence d'une élite moderne suffisamment nombreuse et compétente pour assumer la gestion des affaires du pays au moment de l'indépendance. Ces deux dimensions de « gouvernance » vont poser de graves problèmes à l'Indonésie dès l'origine qui continuent à peser sur la vie politique contemporaine.

- 12 Un cinquième problème majeur mérite d'être mis en évidence séparément. En effet, la manière dont les politiques adoptées ont été mises en œuvre dans l'administration de l'archipel indonésien est largement lié au fait que les Indes néerlandaises ont été à partir du début du 19^e siècle la seule colonie majeure sur laquelle les Pays-Bas ont continué à régner. Cette situation quasiment « mono-coloniale », très différente de celle de la France et surtout de la Grande-Bretagne, a permis aux Hollandais de concentrer tous leurs efforts sur la gestion de leur précieux et prolifique « jardin tropical ». Cette administration méticuleuse, qui a culminé dans une forme presque scientifique au 19^e siècle, a d'ailleurs suscité une certaine admiration. Elle a été citée en exemple voire, érigée en modèle, par plusieurs auteurs anglo-saxons ou français friands de comparaisons en matière de politiques coloniales. Mais cette « médaille » a son revers. En effet, on peut penser qu'il a été relativement plus défavorable pour les Indonésiens d'être dominés par une petite nation sans ressources comme la Hollande, dont la survie dépendait beaucoup de sa seule dépendance outre-marine d'importance, que par une plus grande puissance économique contrôlant un vaste empire colonial, comme la France et surtout la Grande-Bretagne.
- 13 Le sixième et dernier de ces grands problèmes découle directement du précédent mais constitue une catégorie en soi. C'est en effet l'importance économique et politique de leur seule grande colonie qui explique l'acharnement des Pays-Bas pour en conserver à tout prix le contrôle et la domination à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils n'ont pas hésité à se lancer dans une guerre de reconquête coloniale particulièrement violente et destructrice, se soldant par la mort absurde de beaucoup de jeunes Indonésiens éduqués, pourtant peu nombreux, et réduisant à l'état de cendres une bonne partie des infrastructures économiques constituant un des seuls atouts tangibles pouvant être légué au nouveau pays indépendant. Sur le plan économique, l'effort de reconstruction que cela a nécessité est largement responsable du retard pris au démarrage par le développement indonésien. Au niveau social et politique, le fait que l'Indonésie ait gagné son indépendance à travers une révolution anticoloniale violente, et ne l'ait pas obtenue de manière pacifique et concertée, comme la Malaisie voisine par exemple, a également été très déterminant par rapport à certaines évolutions ultérieures, notamment pour ce qui est du rôle prépondérant de l'armée, les dérives autoritaristes de ses dirigeants et la faiblesse de la société civile. Examinons maintenant en détail ces six problèmes majeurs.

NOTES

1. Marc Ferro, *Histoire des colonisations : des conquêtes aux indépendances* (1994) et, sous la direction du même auteur, *Le livre noir du colonialisme* (2003). La pensée de ce grand historien, bientôt

centenaire et auteur à ce jour de 65 ouvrages, est résumée dans un article intitulé « Un bilan globalement négatif » paru dans *Le Nouvel Observateur* du 8 décembre 2005.

2. Voir dans le dernier article mentionné l'argument de Marc Ferro à l'égard de Jacques Marseille, chef de file des historiens économistes hexagonaux, qui s'est lancé dans une œuvre de réhabilitation de la colonisation française, notamment en Algérie.

3. Frantz Fanon, *Les damnés de la terre* (1961).

4. Albert Memmi, *Portrait du colonisé précédé du portrait du colonisateur* (1957).

5. Ce chapitre historique n'est à l'évidence pas le fruit de recherches personnelles nouvelles. C'est une tentative, peut-être trop ambitieuse et certainement risquée, de faire une synthèse, en quelque trente pages, de près de quatre siècles d'histoire économique sociale et politique de l'Indonésie avant son indépendance, sur la base des travaux, pour la plupart récents, de nos collègues « indonésianistes » spécialistes de l'histoire de l'archipel. Une nouvelle fois, plutôt que de couper le texte d'inserts bibliographiques fastidieux, je préfère, sauf citation ou information spécifique, donner crédit et rendre hommage ici aux principaux auteurs auxquels j'ai emprunté des données et parfois des idées, dont les ouvrages figurent tous de manière complète dans la bibliographie. Pour les questions démographiques: Widjojo Nitisastro, *Population Trends in Indonesia* (1970); Peter Boomgaard, *Children of the Colonial State: Population Growth and Economic Development in Java* (1989); Peter Boomgaard and A.J. Gooszen, *Population Trends 1795-1942, Volume 11 Changing Economy in Indonesia* (1991); A. J. Gooszen, *A Demographic History of the Indonesian Archipelago, 1880-1942* (1999). Pour les questions économiques: Anne Booth, *Agricultural Development in Indonesia* (1989), *Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries: A History of Missed Opportunities* (1997) et *Colonial Legacies, Economic and Social Development in East and Southeast Asia* (2007); Peter Boomgaard, *op.cit.*, (1989); Angus Maddison and Gede Prince (Eds), *Economic Growth in Indonesia 1820-1940* (1989); Anne Booth, Anna Weidemann and William O'Malley, *Indonesian Economic History in the Dutch Colonial Era* (1990); Pierre van der Eng, *Agricultural Growth in Indonesia: Productivity Change and Policy Impact since 1880* (1996); Howard Dick, Vincent Houben, Thomas Linblad and Thee Kian Wie, *The Emergence of a National Economy, An Economic History of Indonesia 1800-2000* (2002). Concernant les questions administratives, sociales et politiques, en plus de tous les auteurs précédemment cités : Robert Van Niel, *The Emergence of the Modern Indonesian Elite* (1960) et Heather Sutherland, *The Making of a Bureaucratic Elite : The Colonial Transformation of the Javanese Priyayi* (1979). À noter qu'une grande partie des données statistiques précises sur la période coloniale que la plupart de ces auteurs nous fournissent proviennent de l'extraordinaire source d'informations chiffrées qu'est la monumentale somme de 16 volumes intitulée *Changing Economy in Indonesia* ou *CEI*, initiée en 1936 par William Mansvelt, continuée après-guerre par Peter Creutzberg et largement menée à son terme par Peter Boomgaard et d'autres collègues, dont le premier volume a paru en 1975 et le dernier en 1994 ! Enfin, j'ai aussi pris la peine de vérifier certains des points d'interprétation historique les plus délicats en consultant, quand c'était nécessaire, la superbe *Cambridge History of Southeast Asia* publiée sous la direction de Nicholas Tarling (1992).

6. Nous pensons ici principalement à: Clive Day, *The Policy and Administration of the Dutch in Java* (1904); John S. Furnivall, *Netherlands India : A Study of a Plural Economy* (1939) et *Colonial Policy and Practice, A Comparative Study of Burma and the Netherlands India* (1948); D.H Burger, *Structural Change in Javanese Society* (1939); Wilhelm F. Wertheim, *Indonesian Society in Transition*, (1956); Julius H. Boeke, *Indonesian Economics: the Concept of Dualism in Theory and Practice* (1961); Clifford Geertz, *Agricultural Involution, The Processes of Ecological Change in Indonesia* (1963); Bernard H.M. Vlekke, *Nusantara, A History of Indonesia* (1965); Bertram J.O. Schrieke, *Indonesian Sociological Studies* (1966); Sartono Kartodirdjo, *Protest Movements in Rural Java: A Study of Agrarian Unrest in the Nineteenth and Early Twentieth Centuries* (1973); Benedict R. O'G Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (1983); Denys Lombard, *op. cit.* (1990); Anthony Reid, *Southeast in*

the Age of Commerce 1450-1680 (1990) et *Imperial Alchemy, Nationalism and Political Identity in Southeast Asia* (2010).

7. Nous avons en l'occurrence principalement à l'esprit Cornelis Fasseur, *The Politics of Colonial Exploitation, Java, the Dutch and the Cultivation System* (1992) et Robert Elson, *Village Java under the Cultivation System 1830-1870* (1994), qui tous deux vont dans le sens d'une certaine « réhabilitation » du fameux *Cultuurstelsel* ou « système des cultures » dont on parlera plus loin.

8. C'est au demeurant l'approche nuancée des historiens économiques majeurs évoqués plus haut comme Booth (1998), Boomgaard (1989) et Dick, Houben, Lindblad and Thee (2002), sur lesquels je me suis surtout appuyé pour la rédaction de ce chapitre.

9. Anthony Reid, *Imperial Alchemy, Nationalism and Political Identity in Southeast Asia* (2010).

10. Malgré la rhétorique nationaliste qui présente l'Indonésie indépendante comme l'héritière directe d'une glorieuse tradition remontant à Srivijaya au 10^e siècle et à Majapahit au 14^e, l'unité nationale du pays est en effet essentiellement le fruit de la politique coloniale que les Hollandais ont adopté très tardivement. C'est à partir du traité de Berlin de 1885, déclenchant la ruée impérialiste sur les derniers réduits du monde encore à coloniser, qu'ils ont fait ce qu'il fallait pour occuper et contrôler le territoire des Indes néerlandaises, précisément de Sabang à Merauke, sous la menace des Allemands, qui étaient alors en train de s'y tailler sur le tard un empire colonial, notamment en Nouvelle-Guinée.

11. À laquelle le célèbre hebdomadaire libéral britannique *The Economist* a donc aussi donné en 1977 le nom de « *Dutch Disease* », le mal hollandais, en référence au déclin de l'industrie manufacturière des Pays-Bas suite à la découverte de grandes réserves de gaz naturel, au large de Groningen, à la fin des années 1950. L'ironie est donc que l'Indonésie ait souffert depuis bien longtemps du même mal que celui qui a été diagnostiqué beaucoup plus tard à son ancien colonisateur, comme si les deux pays étaient prédestinés à partager le même sort.

2.2. Les diverses phases de la politique coloniale et leurs conséquences économiques

Une colonisation « différentielle » aggravant le clivage existant de l'archipel

- 1 Bien qu'ils ne soient pas les premiers Européens à débarquer dans le monde malais, les Hollandais y sont arrivés très tôt. Mais ils y ont été précédés par les deux puissances ibériques qui, se précipitant dans la course à la colonisation et à l'évangélisation du monde que la papauté avait lancé en parrainant le traité de Tordesillas de 1489, sont parties à la conquête par des voies maritimes opposées pour s'y retrouver face à face. Les Portugais, plus proches, venant de Goa en Inde où ils sont déjà installés, s'emparent dès 1511 du sultanat de Malacca, sur la côte occidentale de la péninsule malaise, qui se partageait alors avec son rival d'Aceh le contrôle du détroit stratégique éponyme commandant l'essentiel du commerce inter-asiatique entre la Chine et l'Inde. Après avoir traversé l'océan Pacifique à partir du détroit de Patagonie qui porte son nom, Magellan arrive quant à lui dix ans plus tard, en 1521, aux Philippines, nommées ainsi en l'honneur du roi castillan qu'il servait, où il est tué mais où les Espagnols prennent pied et fondent Manille en 1571. Les capitaines des navires marchands des deux puissances ibériques rivales apprennent bientôt à fréquenter tous les ports des îles indonésiennes où ils peuvent s'approvisionner en épices précieuses, notamment le clou de girofle et la noix de muscade, raison principale de leur convoitise. Parmi ces ports, celui du sultanat de Banten, sur la côte nord-ouest de Java, est alors le lieu d'un important négoce.
- 2 C'est là qu'une flottille de quatre navires affrétés par des marchands bataves et placée sous le commandement de Cornelis de Houtman accoste en 1596¹. Contrairement aux Espagnols ou aux Portugais, ils ne sont pas motivés par un devoir de prosélytisme religieux et d'évangélisation des populations locales, mais sont venus uniquement pour commercer et engranger des profits². Plus dynamiques et mieux organisés, disposant aussi de plus de moyens financiers et de techniques de navigation plus avancées, ils

unissent bientôt leurs forces pour créer en 1602 la Compagnie unie des Indes orientales (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie* ou *VOC*) hollandaise. Après avoir fondé Batavia en 1619, sur l'emplacement d'un petit port côtier appelé Jacatra, qui deviendra Jakarta à l'indépendance, rien ne leur résiste plus pendant tout le 17^e siècle³. Dès lors, les Hollandais vont en effet s'ingénier à se débarrasser, par la ruse ou par la force, de toute concurrence dans l'archipel indonésien pour y imposer leur domination sur le commerce des épices des Moluques qui, pour leur malheur, en sont alors les seules et uniques productrices. Fondateur de Batavia et premier gouverneur-général de la *VOC*, le cynique et sanguinaire Jan Pieterszoon Coen s'y illustre de manière particulièrement brutale pour imposer le monopole de la Hollande sur la production desdites épices, en se livrant à l'un des premiers génocides coloniaux de l'histoire dans l'archipel de Banda en 1621 et en se débarrassant radicalement de la concurrence par le massacre de tous les marchands des puissances rivales à Amboine en 1623⁴. Ce sinistre événement constitue une première manifestation, sous une forme singulière, de la « malédiction des ressources naturelles », à laquelle l'Indonésie sera constamment confrontée jusqu'à nos jours. La *VOC* parachève sa domination sur le commerce du monde malais en chassant en 1641 les Portugais de Malacca et en laissant ce port périliter, au bénéfice de Batavia.

Photo 7 : Batavia et le fort des Hollandais vers 1656



SOURCE : commons.wikimedia.org (peintre Andries Beckman, Rijksmuseum Amsterdam)

- 3 Il apparaît donc que les Moluques et la partie occidentale de Java ont été affectées très tôt dans l'histoire coloniale. Elles passent progressivement sous la tutelle hollandaise à partir de la première moitié du 17^e siècle. En revanche, d'autres régions de l'archipel indonésien comme Aceh, à la pointe nord de Sumatra, et même Bali, sans parler de la majeure partie des grandes îles de Sumatra, de Bornéo, de Célèbes ou de la Nouvelle-Guinée occidentale ne le sont qu'à la toute fin du 19^e siècle, voire au début du 20^e, au moment de la ruée impérialiste sur tous les territoires échappant encore à la

domination coloniale que déclenche la signature en 1885 du traité de Berlin. Dans le cas de Aceh, cela coûtera aux Hollandais deux guerres de conquête, meurtrières et dispendieuses, dans lesquelles les Achinais démontreront le farouche esprit d'indépendance qui les anime. Pour Bali, cela passera par le tragique *puputan*, sorte de suicide collectif de la cour royale de Badung, rendu célèbre par un roman populaire d'avant-guerre⁵. L'intérieur de Bornéo ou de la Nouvelle-Guinée occidentale ne seront quant à eux vraiment explorés qu'au 20^e siècle, certaines tribus papoues restant même totalement isolées et continuant à pratiquer un mode de vie très traditionnel jusque dans les années 1950. En fait, ce n'est que lors des cinquante dernières années d'une épopée coloniale de trois siècles et demi que les Hollandais ont véritablement exercé un contrôle administratif réel sur l'ensemble de leur « empire » des Indes néerlandaises, ces dernières s'étant auparavant longtemps résumées pour l'essentiel à Java et quelques enclaves extérieures secondaires comme Ambon, dans le sud de l'archipel des Moluques, ou Manado, à l'extrême nord de l'île des Célèbes.

Photo 8 : Jan Pieterszoon Coen (1587-1629), 1^{er} gouverneur-général de la VOC



SOURCE : commons.wikimedia.org (peintre Jacob Waben, Westfries Museum)

Photo 9 : Vestiges du Fort Belgica de la VOC sur l'île de Banda aux Moluques



SOURCE : commons.wikimedia.org (photo David Stanley, 2019)

- 4 Certes, des différences fondamentales existaient déjà avant la colonisation entre toutes les îles et les peuples innombrables regroupés progressivement dans l'empire des Indes néerlandaises. À une extrémité, la cour raffinée du royaume javanais de Mataram, héritier d'une tradition indo-bouddhique séculaire et brillante recouverte du voile assez léger de l'islam à partir du 15^e siècle, dont l'économie était basée sur une riziculture irriguée très intensive, un artisanat d'une très grande richesse et un commerce florissant. De l'autre côté de l'éventail, les populations nomades des Dayak de Bornéo, pratiquant une agriculture itinérante sur brûlis ou les tribus de chasseurs-cueilleurs de Nouvelle-Guinée, vivant encore comme à l'âge de pierre. La distance était déjà énorme, mais, par la différence de plusieurs siècles qui a marqué son imposition effective entre certaines de ces régions, la colonisation hollandaise a encore grandement renforcé les disparités existantes et les a même exacerbées. Ces dernières ont indubitablement rendu beaucoup plus difficile la consolidation d'une unité nationale et d'un État-nation au moment de l'indépendance. Elles sont aussi à l'origine de certaines des difficultés les plus sérieuses auxquelles se sont confrontées depuis lors les politiques de développement national. Parmi celles-ci, nous verrons notamment combien l'adoption dès le début du 19^e siècle des premières mesures de santé publique par des campagnes de vaccination puis, l'imposition définitive à Java après 1830 de la *Pax Neerlandica* et la mise en place du *Cultuurstelsel* (« système des cultures »), auront un impact majeur sur la baisse de la mortalité, déclenchant une transition et un boom démographique qui sont à l'origine du déséquilibre de population structurel avec le reste de l'archipel. Ainsi, même en partant d'une estimation de départ relativement haute se situant entre 7 et 8 millions à son début, - beaucoup plus élevée que ce qu'avait estimé Raffles en 1816 -, la population Javanaise a quadruplé au 19^e siècle pour

atteindre près de 29 millions à sa fin, soit une densité déjà très importante proche de 220 habitants/km².

- 5 Une deuxième raison majeure explique le poids particulier de l'héritage colonial en Indonésie. Elle relève de la nature des politiques économiques mises en œuvre par les Hollandais pour tirer un profit maximum des richesses de leur jardin tropical. Ces politiques contribuèrent en effet à transformer profondément la structure économique et sociale du pays dont héritèrent les Indonésiens quand ils obtinrent leur indépendance : une économie exagérément centrée sur l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles et une société profondément chamboulée. Assez comparables quant à leurs motivations de fond à celles des autres puissances coloniales, la maximisation du profit, elles en différencient toutefois pour ce qui est des méthodes employées. C'est dans le côté extrêmement systématique de la mise en application de ces politiques, confinant parfois à une quasi-rigueur scientifique, que se situe selon nous la différence. Car, pour le reste, comme cela a toujours été le cas dans l'histoire du développement économique, on a assisté à une alternance de périodes libérales, pendant lesquelles le marché et les intérêts privés ont dominé dans un climat de « laissez-faire », et de phases dirigistes, où l'État colonial a mis en œuvre des politiques publiques contraignantes⁷. Quelle qu'ait été la couleur idéologique des politiques mises en œuvre, c'est toujours l'intérêt de la métropole qui a primé sur celui du pays colonisé et de ses populations. Voyons plus en détail comment cela s'est manifesté à travers la succession des différentes phases de la politique coloniale des Pays-Bas pendant plus de trois siècles de domination de l'archipel indonésien.

La VOC (1602-1799) : du mercantilisme brutal à la corruption générale

- 6 Les Hollandais commencent au début du 17^e siècle par appliquer la politique purement mercantiliste en vogue à l'époque à travers laquelle la VOC, entreprise privée à but essentiellement lucratif, même si elle agit avec l'aval du pouvoir politique, adopte des mesures coercitives pour contrôler et accroître la production de denrées tropicales exportables. Cela commence par un mercantilisme sauvage et s'achève dans la corruption générale et la faillite de la VOC à la fin du 18^e. Dans un premier temps, il s'agit essentiellement pour cette dernière d'imposer son monopole complet sur la production et la commercialisation d'un certain nombre de denrées tropicales précieuses. Cela s'applique d'abord pendant presque tout le 17^e siècle aux épices rares des Moluques, le clou de girofle et la noix de muscade, qui atteignaient alors des prix faramineux sur le marché des villes d'Europe. Puis, après avoir ravagé l'ordre social ancien des Moluques et ce monopole s'étant érodé au fil du temps, on assiste à partir du début du 18^e siècle à une forme de mercantilisme moins brutal mais encore plus pernicieux dans ses effets avec l'adoption du système dit des « contingentements » et des « livraisons forcées », appliqué des deux côtés du détroit de la Sonde, à Java et Sumatra. Il s'agit alors tout simplement d'obliger la paysannerie à consacrer non seulement une partie de ses terres agricoles mais aussi de son temps de travail pour cultiver des denrées exportables, en l'occurrence du café et du poivre, à Priangan, la partie occidentale de Java passée sous contrôle de la VOC dès 1647, et à Lampung, l'extrémité la plus méridionale de Sumatra, puis à livrer ces produits à un prix fixé. Cela ne va pas sans résistance de la part des autochtones, surtout au tout début, lors des deux vaines tentatives en 1628-29 du sultan Agung, le souverain de Mataram, la

principauté javanaise dominante, pour déloger les Hollandais de leur forteresse de Batavia moins de dix ans après sa fondation. Mais les rivalités incessantes entre les potentats locaux, combinées à la plus grande puissance militaire et surtout à la ruse des Hollandais, qui savent diviser pour régner, permettent aux colonisateurs de s'imposer et d'élargir progressivement leur domination. D'abord rétive à intervenir dans les affaires locales, la VOC s'immisce effectivement de plus en plus dans les luttes de pouvoir fratricides, manipulant les principautés javanaises au point d'imposer sa tutelle sur les sultanats de Banten et Mataram dès 1678-80, de prendre le contrôle de la côte nord de l'île en 1743 et de parachever l'extension de son contrôle sur presque tout Java au moment de la partition du sultanat de Mataram en 1755. A ce moment-là, l'extraversion de l'économie javanaise a déjà été grandement renforcée. Le mouvement va s'amplifier.

Photo 10 : Sultan Agung (1593-1645), 3^e souverain du sultanat de Mataram



SOURCE : commons.wikimedia.org (peintre Basoeki Bawono, 2008)

- 7 Cette phase de mercantilisme forcené s'accompagne d'une perte progressive du contrôle central de la VOC et d'une autonomisation croissante de ses représentants sur place. Ces derniers travaillent de plus en plus à leur propre compte, en fonctionnant comme une « bureaucratie patrimoniale » et pratiquant un « despotisme oriental » guère différent de celui des principautés javanaises auxquelles la compagnie s'était surimposée. Gangrenée par la corruption généralisée et le coulage à haut niveau, l'aventure de la glorieuse VOC s'achève donc dans une pitoyable déconfiture générale en 1799. Deux des historiens les plus éminents de l'histoire coloniale hollandaise ont analysé avec une certaine « admiration » la manière dont ce petit pays a imposé sa loi pendant si longtemps à un aussi vaste archipel. Ils reviennent longuement sur cette phase de déclin et les dérives qui la caractérisent⁸.

Photo 11 : Hôtel de ville de Batavia de 1710, devenu Musée de la Ville de Jakarta



SOURCE : Cynthia Djuardi, 2015

Période de transition (1800-1830) : l'inter règne Daendels-Raffles et les guerres de Java

- 8 La faillite de la VOC correspond aussi à la défaite de la monarchie de la maison d'Orange régnant sur les Pays-Bas devant la poussée des forces républicaines bataves. Ces forces sont inspirées par le succès de la révolution de 1789 en France et bientôt alliées de cette dernière dans le conflit à travers lequel Napoléon Bonaparte va mettre le feu à toute l'Europe⁹. C'est dans ce contexte de véritable mondialisation avant la lettre que la République batave, après un moment de flottement dû aux circonstances troubles qui prévalent tant en Hollande que dans l'archipel indonésien, dépêche en 1808 un nouveau gouverneur-général pour reprendre les choses en main, en la personne de William Daendels. Ce dernier, pétri des idéaux de la révolution française et de ses principes jacobins, se lance alors avec énergie dans cette tâche. Après la faillite de l'entreprise privée ayant dominé tant bien que mal l'archipel pendant deux siècles, on assiste en effet au retour en force de la puissance publique et à l'apparition d'un véritable « État développeur ». Commencant à réduire le système des cultures obligatoires et initiant de nombreuses autres réformes allant dans le sens d'une certaine libéralisation de l'économie, Daendels s'emploie à améliorer les infrastructures en se lançant dans la construction d'une route transjavanaise reliant Batavia à Surabaya¹⁰. La paysannerie, libérée du fardeau des « livraisons forcées », se voit toutefois mobilisée pour des corvées de travaux publics qui ne lui prennent pas moins de temps ni d'énergie. Elles s'avèrent hélas aussi beaucoup plus coûteuses en vies humaines. Le règne de Daendels est toutefois de courte durée car l'Angleterre, en guerre sur tous les fronts avec l'Empire napoléonien, attaque les alliés de ce dernier et n'hésite pas à le faire aussi dans leur colonies. Les Britanniques lancent alors une expédition militaire pour s'emparer

de Java et d'autres îles des Indes néerlandaises, qui sont un peu le chaînon manquant dans leur empire colonial planétaire, entre les Indes et l'Australie. Ils y installent Thomas Stamford Raffles comme gouverneur-général en 1811.

- 9 Ce dernier se révèle être un brillant administrateur. En outre, c'est aussi un esprit scientifique doté d'un certain génie visionnaire. Il va beaucoup marquer l'histoire de Java pendant les cinq ans où il va y officier. Tout d'abord, il étudie la situation et organise notamment le premier comptage de population, qui donnera pour résultat un chiffre de 4,6 millions d'habitants, probablement très largement sous-estimé¹¹. Sur la base de ses études, il publiera en 1816 *The History of Java*, premier ouvrage à caractère scientifique sur lequel vont pouvoir s'appuyer tous ceux qui étudieront cette île ultérieurement, sous n'importe quel angle que ce soit. Mais surtout, il renforce les réformes initiées par son éphémère prédécesseur, en abolissant définitivement le système des « livraisons forcées » et des monopoles, véritable hérésie pour ce grand libéral, et en le remplaçant en 1813 par une taxe foncière. L'idée est de simplifier le système de taxation et de promouvoir la liberté d'entreprendre, en partant du principe que le développement de la production se ferait si les paysans y trouvaient un intérêt. Ce faisant, Raffles pose les bases d'une véritable administration coloniale moderne de Java. Il lance aussi les premières campagnes de vaccination contre la variole. En 1816, il doit toutefois, à son grand regret, quitter l'île car, après le Congrès de Vienne, la maison d'Orange remonte sur le trône des Pays-Bas et réussit, non sans mal, à récupérer ses possessions coloniales des Indes néerlandaises. Ce sera une grande désillusion pour Raffles, qui rêvait d'être celui qui permettrait à l'Angleterre de régner sur un empire allant sans discontinuer du Moyen-Orient au Pacifique. Il se vengera brillamment en fondant en 1819 la ville de Singapour, sur l'emplacement d'un village de pêcheurs situé à la pointe sud de péninsule malaise. Supplantant rapidement tous ses avatars précédents, ce port deviendra le principal emporium marchand de la région, portant notamment un coup très dur aux Hollandais revenus s'installer à Batavia.

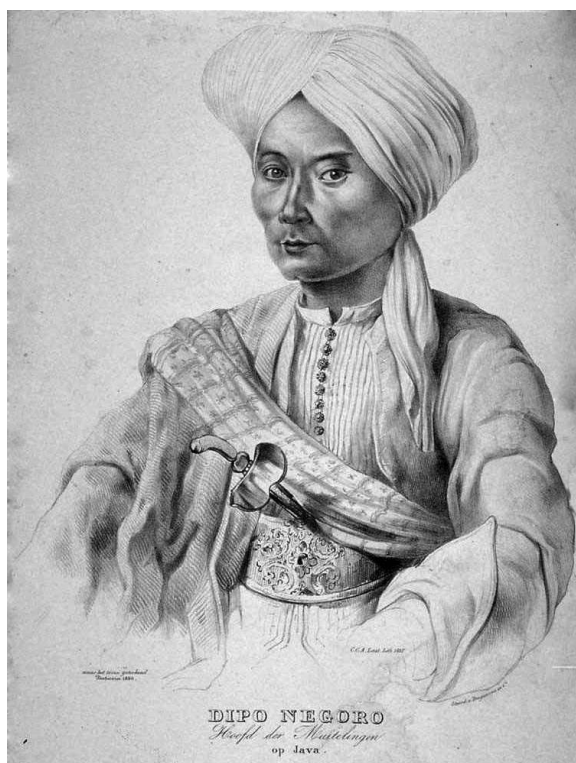
Photo 12 : Thomas Stamford Raffles (1781-1826), gouverneur de Java (1811-16)



SOURCE : commons.wikimedia.org (gravure de James Thompson, 1824)

- 10 C'est donc la puissance étatique des Pays-Bas qui prend la succession de la VOC, compagnie purement privée, pour administrer les possessions coloniales des Indes néerlandaises. Dans un premier temps, les Hollandais conservent quelques années l'héritage libéral de Raffles, pourtant cordialement détesté, notamment son système de taxe foncière. Mais cela ne rapporte pas suffisamment à leurs yeux et qui plus est, débouche sur une révolte majeure d'une partie de l'aristocratie javanaise, qui avait profité de l'intermède historique pour reprendre des forces. Sous l'égide du prince Diponegoro, cette révolte déclenche en 1825 le principal soulèvement à grande échelle depuis les offensives du sultan Agung sur Batavia au début du 17^e siècle. La « Guerre de Java », qui va durer cinq ans, sera très dure, faisant quelque 200 000 morts et semant la désolation dans une bonne partie du centre de l'île¹². On peut considérer qu'elle constitue la première manifestation de « protonationalisme » indonésien. C'est aussi la première fois que la religion musulmane est convoquée pour justifier un combat visant à se débarrasser du colonisateur occidental, stigmatisé comme « infidèle ».

Photo 13 : Le prince Diponegoro (1785-1855), héros de la lutte anticoloniale



SOURCE : commons.wikimedia.org (lithographie de C.C. A. Last, 1835)

Capitalisme d'État et mise en œuvre du « système des cultures » (1816-1870)

- 11 Quand les Hollandais arrivent enfin à vaincre Diponegoro en 1830, la situation de l'économie coloniale n'est pas brillante. Au lent déclin de la VOC au 18^e siècle et à sa déconfiture finale a succédé une période de trente ans avec l'épisode jacobin, l'intermède britannique et un conflit dévastateur. De plus, l'épisode des guerres napoléoniennes a coûté cher à une Hollande exsangue qui, si elle a pu récupérer les Indes néerlandaises a dû céder aux Anglais plusieurs des autres possessions coloniales majeures qui lui restaient (Ceylan en 1796, Le Cap en 1806, Malacca en 1824, échangé contre Bencoolen à Sumatra, etc.), après les pertes déjà enregistrées auparavant¹³. Bref, en dehors du Surinam, vide de population et sans intérêt économique majeur, et quelques petites îles des Antilles, les Pays-Bas ne disposeront plus à partir de 1830 que d'une seule grande et riche colonie, les Indes néerlandaises. Ils vont donc se concentrer avec une attention toute particulière sur cette dernière pour en rentabiliser l'exploitation. Pour cela, le gouverneur-général Johannes van den Bosch, alors nommé à Batavia, élabore et met en œuvre dès 1830 une politique de développement dirigiste plaçant Java sous coupe réglée afin d'en tirer un profit maximum. Elle est passée à la postérité sous le nom de *Cultuurstelsel* ou « système des cultures ».

Photo 14 : Préparation des semis dans une plantation de thé de Java Ouest



SOURCE : Wikimedia/Collectie Tropenmuseum Amsterdam

- 12 Ce *Cultuurstelsel* est une forme élaborée de l'ancien système des « livraisons forcées » de la VOC, mais il va être appliqué de manière systématique et scientifique, avec toute la force coercitive de la puissance publique. En fait, on assiste alors à la mise en place d'un véritable système d'administration coloniale moderne. Il consiste à obliger la paysannerie javanaise à consacrer un cinquième de son temps et de ses terres à la culture de denrées industrielles pouvant être exportées comme le café, la canne à sucre ou l'indigo. Au fil des ans, la rigueur du système s'accroît et dans certaines régions, les paysans sont obligés de consacrer jusqu'à la moitié de leur temps et de leurs terres à ces cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières. Cela se solde par une croissance économique soutenue de l'économie coloniale pendant trente à quarante ans, mais est aussi à l'origine de grandes misères pour la population et de plusieurs famines entre 1840 et 1850¹⁴. Les auteurs les plus fameux ayant théorisé les problèmes de développement économiques et sociaux à partir de leur étude du cas de Java ont pratiquement tous rendu le « système des cultures » responsable des difficultés ultérieures rencontrées. C'est notamment le cas pour Julius Boeke, le père de la théorie du « dualisme économique » indonésien (1961), dans laquelle il oppose un secteur moderne formé d'enclaves, tourné vers l'exportation et dominé par le colonisateur hollandais dans les plantations et les mines, à un secteur traditionnel, où la majorité de la population autochtone végète dans une agriculture de subsistance. C'est encore le cas de Clifford Geertz, considérant que le *Cultuurstelsel* est à l'origine de l'« involution agricole » (1963) qu'il estime avoir bloqué le développement de l'économie javanaise.
- 13 Toutefois, des analyses plus récentes de cette expérience historique présentent un bilan plus nuancé. Elle aurait revêtu une grande diversité de formes d'une région de l'île à l'autre. Il y aurait eu comme toujours quelques gagnants¹⁵ à côté de la multitude de perdants et l'imposition du « système des cultures » aurait au contraire constitué un

facteur utile de la modernisation économique et politique ultérieure de la société javanaise. Ce qui est certain, c'est que cela a renforcé l'extraversion de l'économie insulaire et son intégration au marché international, ainsi que sa plus grande monétisation. Le *Cultuurstelsel* aurait aussi fortement accru la pression sur la terre et sur la demande de travail et consolidé le pouvoir des élites locales, notamment des régents (*bupati*) et des chefs de village (*lurah*), responsables de son application. Les abus répétés perpétrés par ces derniers et les dérives générales du « système des cultures » prendront une telle dimension que cela alertera l'opinion publique hollandaise, sensibilisée au sort lamentable de la paysannerie javanaise par la publication en 1860 du premier roman anticolonial de l'histoire écrit sous un nom de plume par un ancien fonctionnaire colonial social-démocrate, Edouard Douwes Dekker¹⁶. Cela apportera aussi de l'eau au moulin des partis politiques d'obédience libérale, alors en plein essor aux Pays-Bas, qui critiqueront la politique de « dirigisme étatique » lourde et coûteuse appliquée depuis 1830. Selon eux, il faut y mettre fin car il entrave les initiatives des entrepreneurs privés hollandais et d'une population javanaise de plus en plus nombreuse et misérable. Cette croissance démographique résulte de la *Pax Neerlandica* imposée en 1830, de l'extension progressive des campagnes de vaccination à la typhoïde et au choléra dans les années 1850 et de la demande accrue de travail dans les campagnes, se soldant par une baisse de la population en milieu urbain, beaucoup plus insalubre et mortifère¹⁷. La première énumération sérieuse de la population javanaise organisée en 1880 donne en effet un chiffre de 19,8 millions d'habitants, soit un doublement en 35 ans par rapport à l'estimation plausible de quelque 10 millions faite en 1845¹⁸.

Épisodes de libéralisme économique (1870-1900) et de « politique éthique » (1900-1930)

- 14 Dès 1870, après quarante ans d'un capitalisme d'État porteur de croissance, le balancier de la politique coloniale repart dans le sens opposé vers un libéralisme économique qui va être dominant jusqu'en 1900. Il est au demeurant dans l'air du temps de cette fin de 19^e siècle et correspond à la période du « rush impérialiste » sur ce qui reste du monde à coloniser et sur la prise de contrôle des territoires encore faiblement exploités et peuplés. Pour y parvenir, l'État colonial hollandais fait adopter en 1870 une nouvelle loi agraire qui offrira des conditions très favorables aux entreprises prêtes à louer de vastes concessions foncières et à investir dans leur mise en valeur. Elles y ont les coudées franches et ne lésinent pas non plus devant les abus de toute sorte envers les populations locales. Cela concerne bien sûr Java et son industrie sucrière, mais aussi les « îles extérieures », notamment Sumatra. On y a en effet découvert du pétrole en 1884. La demande d'autres ressources minérales comme l'étain est en plein boom. Par ailleurs, la production du tabac est très profitable dans la région de Medan et on réalise que la culture de l'hévéa y est particulièrement propice, à une époque où l'industrie automobile naissante va bientôt faire exploser la demande de caoutchouc. Mais cela implique aussi que les entreprises puissent disposer de la main d'œuvre nécessaire. Quand elle n'est pas disponible sur place, on s'organise pour la faire venir.
- 15 Les vingt dernières années du 19^e siècle sont en effet celles de l'infâme « *coolie trade* » par lequel les Hollandais importent des dizaines de milliers de travailleurs sous contrat de l'immense réservoir de main d'œuvre qu'offre la Chine, alors en pleine déconfiture politique. Ce faisant, ils renforcent grandement l'importance numérique de la minorité

chinoise, ce qui va avoir aussi des conséquences majeures pour le développement du pays. Cette dernière, implantée dans l'archipel avant même la période coloniale, y a déjà fortement prospéré du temps de la VOC, qui l'a longtemps utilisé pour jouer un rôle d'intermédiaire avec la population indigène, avant de s'inquiéter de son pouvoir croissant et d'organiser avec cynisme son massacre sur une large échelle à Batavia en 1740¹⁹. Cette communauté a toutefois progressivement retrouvé son rôle traditionnel et l'arrivée en grand nombre, à partir de 1880, de nouveaux venus fuyant les guerres et la misère en Chine va la renforcer. Comme partout ailleurs dans la région Asie-Pacifique, ces pauvres immigrants rejoignent en effet rapidement, par leur travail acharné et leur sens de l'épargne, la classe des commerçants aisés. Ce phénomène est à l'origine du problème récurrent auquel l'Indonésie indépendante sera confrontée : le poids disproportionné de la minorité chinoise dans l'économie et sa spécialisation dans le secteur commercial et financier. Cela détermine d'ailleurs le caractère dit « plural » de la société et de l'économie indonésienne, un concept forgé et développé par John Furnivall (1939) qui va marquer les études coloniales et explique certaines des difficultés auxquelles le pays va devoir faire face dans sa phase de construction nationale.

- 16 C'est aussi pendant cet épisode libéral de la politique coloniale que les Hollandais systématisent leurs campagnes de vaccination. Les progrès faits au niveau de l'irrigation, du drainage, de l'assainissement et des infrastructures routières pour augmenter la production des denrées exportables depuis la période du *Cultuurstelsel* portent leurs fruits et entraînent une forte diminution de la mortalité. La natalité restant toujours aussi élevée, la transition démographique est enclenchée à Java. Par rapport à des taux de croissance démographiques traditionnels qui sont toujours inférieur à 1% et tournent en général plutôt autour de 0,5%, on aurait en effet eu à Java une augmentation annuelle moyenne de la population de 1,4% pendant tout le 19^e siècle, à raison de 1,25% de 1800 à 1850 et de 1,6% de 1850 à 1900²⁰. En 1900, la population de Java atteint 28,7 millions, alors que celle de tout le reste de l'archipel est estimée être cinq fois moindre avec seulement 6,5 millions²¹!
- 17 Ce boom démographique et l'application de politiques coloniales à tour de rôle libérales ou interventionnistes, mais ayant pour objectif commun de maximiser le profit de la métropole, se solderont par une paupérisation croissante de la population javanaise. Il faut dire que les trente années de réformes libérales ayant succédé au « système des cultures » ont été marquées par une croissance économique faible. L'île traverse alors en cette fin de 19^e siècle une des périodes les plus sombres de son histoire. Une multitude de gens pauvres errent dans les campagnes à la recherche de travail et d'un moyen de survie. Beaucoup n'ont pas d'autre alternative que de s'engager comme « coolie » pour aller travailler dans les plantations ou les mines de Sumatra. D'autres prennent même le risque d'une aventure plus lointaine en s'embarquant à l'aveuglette pour le Surinam ou la Nouvelle-Calédonie, territoires coloniaux lointains peu peuplés mais également en plein boom économique, où la demande de main d'œuvre est forte²². Face à tout cela, le vent politique tourne à nouveau aux Pays-Bas, où une opinion publique de plus en plus influencée par les idées socialistes s'émue du sort réservé aux peuples colonisés. La reine Wilhelmine ordonne même en 1901 que soit organisée une grande enquête sur « le bien-être diminuant de la population indigène de Java et Madura ». Elle sera dévastatrice !

- 18 La politique coloniale hollandaise change alors à nouveau de cap et entre dans une nouvelle phase, la dernière, qui passera à la postérité sous le nom de « politique éthique ». Au nom de la « dette d'honneur » (*ereschuld*) que la métropole a contracté à l'égard de son empire colonial, elle sanctionne le retour en force de l'État qui adopte des politiques sociales pour corriger les effets négatifs d'un développement économique à l'origine de l'aggravation de la pauvreté et des inégalités. Il s'agit en fait d'une véritable politique de développement avant la lettre, considérant l'amélioration du bien-être (*welfare*) de la population comme étant indispensable à l'intérêt économique de la métropole et à la stabilité sociale et politique des possessions coloniales. Le changement d'orientation n'est en effet pas totalement désintéressé en ce sens qu'il est devenu important que le pouvoir d'achat et le niveau de vie des Indonésiens augmente afin qu'ils puissent devenir des consommateurs solvables de produits industrialisés exportés par les Pays-Bas. Cela dit, des mesures importantes sont prises et de gros investissements consentis pendant les trois premières décennies du 20^e siècle pour développer les infrastructures d'irrigation et de communication, ou pour améliorer la santé et l'éducation, cette dernière ayant été totalement délaissée jusqu'à la fin du 19^e siècle. Jusqu'à la grande crise de 1929, la croissance économique s'en trouve fortement stimulée. Elle s'accompagne en plus d'une grande diversification des activités. Conscients du déséquilibre démographique qui s'est aggravé, les Hollandais lancent aussi en 1905 une nouvelle politique de colonisation agraire baptisée *kolonisatie* qui vise en parallèle à soulager Java de sa surpopulation et à mettre en valeur des régions moins peuplées de l'archipel, à commencer par Lampung dans le sud de Sumatra²³. Il en résultera aussi des conséquences majeures et durables pour l'avenir du pays.
- 19 Mais toutes ces interventions se manifestent « trop peu et trop tard ». Le monde a changé, il est à la veille de bouleversements majeurs. C'est tout d'abord la Première Guerre mondiale, qui est la scène d'une épouvantable boucherie et de destructions colossales dans toute l'Europe. Elle est immédiatement suivie en 1918 par une épidémie de grippe espagnole encore plus meurtrière. Tout cela va enrayer les ardeurs des Pays-Bas à œuvrer en priorité au bien-être des populations de ses dépendances coloniales. A ce contexte s'ajoute en 1905 la défaite de la marine tsariste à Tsushima devant les forces japonaises et la révolution russe de 1917. Ces deux autres événements historiques considérables vont marquer le réveil des peuples colonisés d'Asie et l'émergence du mouvement nationaliste en Indonésie et dans de nombreux autres pays. Survient ensuite la grande crise de 1929, qui met à bas l'économie mondiale ainsi que celle de la métropole hollandaise et de sa principale dépendance coloniale. C'est notamment le cas de l'industrie sucrière de Java et du secteur des plantations à Sumatra. Cette crise va priver les Hollandais des moyens de leur « politique éthique ».
- 20 Pendant ce temps, la démographie continue à faire son œuvre et le clivage structurel qui oppose Java au reste de l'archipel se creuse. Lors du recensement de 1930, la population indonésienne est de 60,7 millions, dont 41,7 millions à Java, soit 69% du total et une densité de quelques 316 habitants/km², contre tout juste 19 millions pour tout le reste de l'archipel, soit à peine 31%, correspondant à une densité moyenne de 10 habitants/km² et de respectivement 17,5 à Sumatra, seulement 4 à Kalimantan et moins de 2 en Papouasie occidentale²⁴. L'augmentation en trente ans de 13 millions de personnes de plus vivant à Java représente un taux de croissance annuel tournant autour de 1,5%. Toutefois, le remplissage progressif de Java et la migration organisée

vers Sumatra d'un peu plus de 200 000 personnes entre 1905 et 1941²⁵, la majorité à Lampung, - ce qui est une goutte d'eau dans l'océan, - mais surtout l'émigration spontanée de centaines de milliers d'autres dans tout l'archipel ou à l'étranger, commencent à avoir un effet sur la répartition de la population. Le pourcentage de ceux qui vivent dans l'île centrale semble en effet s'être stabilisé et a même commencé à retomber depuis le début du siècle.

- 21 La décennie précédant la seconde guerre mondiale et la conquête japonaise est une période de transition essentiellement marquée par la lutte et la répression contre le mouvement nationaliste, pendant laquelle l'économie coloniale retrouve un certain dynamisme, notamment caractérisé par un début d'industrialisation tardive, alors que la démographie continue à déployer ses effets. Lors de l'arrivée des troupes nippones en 1942, la population de Java est supérieure à 45 millions²⁶, presque dix fois plus que la première énumération, certes très sous-estimée, de Raffles en 1816, mais correspondant en tous les cas à un probable quintuplement en un siècle par rapport à l'estimation de Bleeker en 1845²⁷. Le déclenchement d'une transition démographique précoce se caractérisant par une véritable explosion démographique, accompagnée d'une répartition très inégale de la population entre Java et le reste de l'archipel, constitue donc bien le premier des principaux héritages de la colonisation hollandaise et des politiques économiques et sociales mises en œuvre en Indonésie, sinon dès 1619, du moins depuis 1830²⁸.

La profonde transformation de l'économie et de la société indonésienne

- 22 Le second de ces grands héritages coloniaux sur lequel nous avons moins insisté jusqu'à présent est une économie très fortement extravertie et dépendante de l'exploitation des ressources naturelles minérales et végétales de l'archipel et de leur exportation sur le marché international. C'est là peut-être plus que partout ailleurs que la colonisation s'est coulée dans les structures précoloniales existantes pour les renforcer et les exacerber. En effet, les îles de l'archipel indonésien étaient largement ouvertes au commerce extérieur et à l'échange inter-asiatique bien avant l'arrivée des Hollandais et même des Portugais. Que ce soit les principaux royaumes javanais à base agraire comme Mataram au 9-10^e siècle puis Majapahit au 14^e ou la grande thalassocratie sumatranaise de Srivijaya du 8^e au 10^e et les sultanats côtiers de Java, de Sumatra et de la péninsule Malaise qui lui ont succédé, toutes les formations étatiques précoloniales dépendaient, à des degrés variables et divers, du commerce extérieur. La relation entre la région côtière où se situaient les ports marchands, en général à l'embouchure d'une rivière (*hilir*), et celles en amont de cette dernière (*hulu*), à l'intérieur des îles où était produit l'essentiel des denrées tropicales prisées par le marché international, est une des caractéristiques économiques classiques du monde précolonial asiatique. Ce système d'interdépendance est à la base de la richesse du commerce précolonial dans la région²⁹. Toutefois, les plus durables et brillantes de ces formations étatiques précoloniales, notamment à Java, disposaient d'abord et surtout d'une importante base agraire. Leur stabilité économique reposait en premier lieu sur une riziculture irriguée intensive, base de leur autosuffisance alimentaire. C'est la raison pour laquelle, à l'époque où l'île était encore peu peuplée, le contrôle de la population est longtemps

resté plus important que celui d'un espace abondant dont la mise en valeur dépendait du facteur travail et de la main d'œuvre disponible.

- 23 Les Hollandais vont donc se couler dans ce modèle préexistant, mais en l'exacerbant au profit des cultures d'exportation et au détriment des autres. Du temps de la VOC, on l'a vu, l'accent est d'abord mis au 17^e siècle sur le monopole de la production du clou de girofle et de la noix de muscade, dont les îles Moluques étaient alors les seules productrices, puis au 18^e, sur la culture et les livraisons forcées de café et du poivre à Java Ouest et dans le sud de Sumatra. Mais c'est bien sûr avec la mise en place d'une véritable administration coloniale étatique au moment de l'adoption du *Cultuurstelsel* en 1830 que cette extraversion de l'économie indonésienne se renforce de manière très significative. Entre 1800 et 1880, la production de sucre et de café à Java est multipliée respectivement par près de 50 et de 20 fois, alors que celle de riz ne fait que tripler³⁰. La tendance à l'extraversion économique se poursuit et s'amplifie de 1870 à 1900 lors de la période libérale, avec le développement des plantations commerciales et du secteur minier à Sumatra, et la politique dite « éthique » des années 1900-1930 ne l'inverse pas. La décennie avant la grande crise de 1929 voit en fait une accélération de la croissance des exportations à plus de 8% par année, ces dernières représentant en moyenne plus de 20% du PIB annuel³¹. En 1928, les Indes néerlandaises atteignent leur production maximale avec près de 3 millions de tonnes de sucre, dont elles sont alors le premier producteur mondial, 233 000 tonnes de caoutchouc, 140 000 tonnes de tabac, 130 000 tonnes de café et 73 000 tonnes de thé, dont l'essentiel est exporté³². La production de pétrole dépasse quant à elle le cap des 5 millions de tonnes en 1929, plus de la moitié partant à l'exportation³³. Malgré l'effondrement de l'industrie exportatrice et notamment du secteur sucrier javanais, cette structure extravertie se rétablira après avoir passé le creux de la récession. Elle perdurera jusqu'à la seconde guerre mondiale.
- 24 Du côté des cultures vivrières, on assiste aussi à une hausse de la production, quoique nettement moins spectaculaire. La production de riz, principalement concentrée sur Java, bénéficie de l'amélioration du réseau d'irrigation destinée à augmenter celle de la canne à sucre. Vraisemblablement encore inférieure à 1 million de tonnes (mt) de paddy (*padi*) avant 1830 pour la seule île de Java, elle dépasse 1,5 mt autour de 1850 et atteint les 3 mt dans les années 1870³⁴. Jusque-là, cette hausse de la production rizicole javanaise correspond plus ou moins à celle de la population. Ensuite, elle poursuit sa progression pour dépasser 4,6 mt en 1880, s'approcher de 5,8 mt en 1900 et atteindre 7,3 mt en 1930³⁵. Mais entre 1880 et 1930, la population javanaise a augmenté à un rythme plus élevé, de 19,8 à 41,7 millions d'habitants³⁶, et la disponibilité de riz par tête diminue donc fortement, de 232 à 175 kilos de paddy³⁷. Certes, la situation alimentaire est nettement moins mauvaise dans les « îles extérieures » dont la production de paddy s'élève à environ 4,5 mt de paddy en 1930³⁸ pour une population de 19 millions³⁹, soit une disponibilité de presque 237 kilos par tête. Toutefois, l'intégration économique des Indes néerlandaises n'est toujours pas très grande, les communications interinsulaires encore faibles et une bonne partie du surplus est vendu sur Singapour ou en Malaisie, plutôt que d'être écoulé à Java. On assiste alors sur l'île centrale à une formidable extension des cultures vivrières secondaires (*palawija*) comme le maïs, le manioc ou la patate douce, qui sont moins exigeantes en eau et surtout en travail; et ceci, jusqu'aux limites du dernier hectare cultivable. Alors que la superficie récoltée en *padi* double à peine, d'un peu moins de 2,2 millions d'hectares en 1880 à un peu plus de 4 millions en 1940, largement grâce à l'intensification de la pratique de double récolte, celle

consacrée aux trois *palawija* évoquées plus haut quadruple quant à elle de 640 000 à plus de 3,2 millions d'hectares pendant le même laps de temps⁴⁰. Au total, la surface arable cultivée de Java a pratiquement doublé en 60 ans, de 4,4 à 8,7 millions d'hectares entre 1880 et 1940 pour couvrir 65,5% de la superficie de l'île en 1940⁴¹! À la veille de la Seconde Guerre mondiale, cultivée sur près des deux tiers de sa superficie, jusqu'aux limites de ce qui est cultivable et même au-delà de ce qui est écologiquement raisonnable, Java n'a plus le moindre hectare de terre disponible.

- 25 Cela dit, l'Indonésie est bien plus vaste que Java, où une très nombreuse population essentiellement rurale essaye de survivre comme elle le peut d'une agriculture de subsistance. Le reste de l'archipel est beaucoup moins peuplé. Il est aussi réputé plus riche en ressources naturelles multiples. Toutefois, contrairement à l'idée reçue, les « îles extérieures », catégorie fourre-tout dans laquelle elles ont toutes été regroupées selon la nomenclature coloniale, ne sont pas sous-peuplées, loin de là. Il n'y a rien de plus faux que d'opposer la fourmilière javanaise à un archipel indonésien considéré comme étant vide de population. À l'exception de quelques enclaves d'agriculture intensive comme le sud de Bali, l'ouest de Lombok, le pays Minangkabau de Sumatra ouest ou la région côtière du sud-ouest de Sulawesi, la moindre fertilité des sols de ces îles ne leur permet pas de supporter des écosystèmes très productifs ni des fortes densités de population. Comme s'est évertué à le répéter tout au cours de sa longue vie Pierre Gourou, les sols tropicaux sont généralement pauvres⁴². La luxuriance de la forêt dense qui les recouvre est illusoire car, une fois ce couvert végétal détruit, ils sont lessivés par les fortes pluies de mousson et se transforment rapidement en cuirasses latéritiques impropres à l'agriculture⁴³. Bref, si ces îles et régions étaient moins peuplées que Java, c'est tout simplement qu'elles ne pouvaient pas l'être plus. L'économie de plantations et de mines qui s'est développée dans certaines enclaves à Sumatra et Kalimantan à partir de la fin du 19^e siècle a certes créé de la richesse et de l'emploi, mais elle ne pouvait en aucun cas absorber l'énorme surplus de population et de main d'œuvre de Java.
- 26 La seule solution aurait résidé dans une industrialisation vigoureuse. Or, cette dernière est tardive et limitée, émergeant seulement dans le dernier tiers du 19^e siècle, surtout dans le domaine agricole et minier, et ne se renforçant de manière substantielle qu'au début du 20^e siècle dans le secteur textile, principalement après la grande crise de 1929 et lors des dix dernières années de la colonisation. Jusque-là, les Hollandais n'avaient eu aucun intérêt à développer la production industrielle des Indes néerlandaises. Ils voulaient surtout en exploiter les richesses naturelles et y écouler leurs propres produits manufacturés sur un marché domestique émergent. Quand ils réalisent que cela pourrait permettre d'absorber une partie de la vaste main d'œuvre javanaise, dont le coût était particulièrement bas et compétitif, et de créer ainsi dans la région du sud-est asiatique une base d'exportation vers le Japon, alors en plein essor économique, ils accélèrent le pas. Néanmoins, là aussi, cela s'avère être « trop peu et trop tard ». Malgré une augmentation substantielle qui verra sa part dans le PIB augmenter de quelque 5% à 12% entre 1880 et 1940, l'industrie manufacturière restera un secteur secondaire, au sens véritable du terme, et n'emploiera guère plus de 12,5% de la force de travail de l'archipel juste avant l'arrivée des Japonais, contre 10,4% en 1930⁴⁴. Toutefois, par rapport à 1870, où la vaste majorité de la population tirait encore l'essentiel de ses revenus de l'agriculture, une forte proportion de ménages ruraux, souvent privés de

terre, subsiste désormais grâce à de activités non-agricoles, dans ce que l'on appellera plus tard le « secteur informel ».

- 27 Pour compléter le tableau de l'héritage que les Hollandais léguèrent aux Indonésiens au moment de l'indépendance de leur pays, il faut aussi souligner le fait que cette industrialisation tardive s'accompagna tout naturellement d'une faible urbanisation. En fait, après avoir assisté à une dés-urbanisation relative de Java pendant la période du *Cultuurstelsel*, du fait que les principales activités économiques s'étaient concentrées en milieu rural, autour des raffineries sucrières du centre et de l'est de l'île⁴⁵, la période coloniale tardive va voir une ré-urbanisation progressive prendre place. Elle reste toutefois très limitée, puisque le recensement de 1930 donne une population urbaine de 6,7% seulement⁴⁶ et que Batavia, capitale politique des Indes néerlandaises depuis l'origine, qui a progressivement supplanté Surabaya comme principale ville industrielle et centre économique du pays à partir de la fin du « système des cultures », a triplé sa population depuis 1900, mais ne compte toujours que 435 000 habitants à cette date⁴⁷.
- 28 Rétrospectivement, il est intéressant d'examiner l'impact que ces politiques économiques coloniales d'inspiration tantôt dirigiste tantôt libérales ont eu sur la croissance économique depuis le début du 19^e siècle, quand les historiens commencent à disposer de données leur permettant de faire une estimation fiable de cette dernière. On découvre alors qu'il n'y a aucune correspondance étroite entre la politique économique adoptée et la croissance qui en résulte. En combinant les tentatives de périodisation de Boomgaard (1989) et de Booth (1998), on peut ainsi distinguer quatre périodes distinctes en la matière. Après un 18^e siècle s'étant soldé par la faillite de la VOC et de sa gestion privée de plus en plus corrompue, la première période, allant de 1800 à 1830-35, se caractérise par une grande confusion politique, source d'instabilité marquée et une faible croissance économique sous l'égide d'un État colonial balbutiant qui introduit des mesures de libéralisation. Elle s'achève sur un effondrement général de l'économie lors de la « Guerre de Java », de 1825 à 1830. La deuxième période, allant de 1830-35 à 1870-75, est marquée par une croissance économique soutenue résultant de la politique particulièrement dirigiste mise en œuvre par un État colonial entrepreneur à travers l'imposition du « système des cultures ». Lors de la troisième période, qui va de 1870-75 à 1895-1900, la politique libérale adoptée débouche sur une croissance économique très faible voire, une véritable stagnation. Enfin, la quatrième et dernière période, allant de 1895-1900 à 1942, est d'abord marquée par une forte croissance et un début de diversification de l'économie sous l'égide d'un État développementaliste, qui met en place une « politique éthique » de type « *welfare* » encore fortement teinté de libéralisme jusqu'à la grande crise de 1929 et la brutale récession qui s'ensuit ; puis, par la reprise progressive d'une croissance soutenue dans les années 30 à travers un protectionnisme de plus en plus fort. Au bout du compte, on ne peut éviter de souligner que les phases où l'État colonial a adopté une politique dirigiste ont donné lieu à une croissance économique nettement plus forte que celles où le libéralisme a dominé et a laissé la place aux forces du marché libre.
- 29 Qu'en est-il de l'impact de ces politiques coloniales sur le bien-être de la population et sur les questions de pauvreté et d'inégalités pendant toute cette longue histoire complexe et très différenciée ? C'est le dernier des aspects du développement économique et social qu'il nous semble indispensable d'examiner plus en détail, pour faire un bilan complet de l'héritage colonial. C'est certainement là que le diagnostic d'ensemble sur le bilan « globalement négatif » de la colonisation est le plus clair. Loin

de nous l'intention d'idéaliser, comme le font certains anthropologues un peu romantiques, la situation des sociétés précoloniales de l'archipel indonésien où les populations vivaient en général d'une petite économie de subsistance, comme le décrit Raffles dans son ouvrage publié sur Java en 1817. Elles subissaient en effet aussi l'exploitation et les violences d'une élite traditionnelle vivant sur leur dos en tirant bénéfice du surplus agricole ou du commerce marchand à travers l'impôt, les corvées et l'esclavagisme. Mais la colonisation s'est aussi accompagnée des mêmes phénomènes de domination. Elle s'est soldée par une paupérisation et une marginalisation croissantes d'une majorité de la population. Il n'y a pas non plus ici de correspondance bien nette entre la croissance et l'amélioration ou la détérioration du bien-être économique et social des gens. Malgré les efforts déployés par certains historiens pour prouver le contraire, notamment Fasseur (1992) ou Elson (1994), le *Cultuurstelsel* a certes été à l'origine d'une croissance économique soutenue entre 1830 à 1870, mais il a aussi déclenché l'explosion démographique de Java et une paupérisation croissante de sa population.

30 L'indicateur le plus clair dont nous disposons sur la longue période pour juger de cette détérioration du bien-être est le calcul de la production et de la consommation annuelle rizicole par habitant. Partant d'une estimation de production annuelle moyenne d'environ 260 kilos de *padi* par tête en 1815, Boomgaard développe une argumentation dans ce sens en montrant que cette dernière était tombée à 190 kilos en 1836⁴⁸. Les mesures prises par le gouvernement pour contrecarrer l'impact dévastateur de ce nouveau système imposé de manière brutale et des famines importantes par lesquelles il se solde à partir de 1840 du côté de Jepara, Demak et Grobongan ne font remonter cette production par tête qu'à 205 kilos en 1846⁴⁹. Du côté de la consommation, les choses sont encore plus nettes puisque la disponibilité annuelle par tête aurait chuté de 103 kilos de riz en 1850 à seulement 96 kilos en 1865, pour remonter ensuite à 120 kilos en 1880⁵⁰, bien en dessous des quelques 170 kilos de 1815. Toujours mesuré par le même indicateur, la situation alimentaire de la population se dégrade à nouveau fortement pendant la période libérale avec une consommation de riz retombant à tout juste 100 kilos en 1905⁵¹. Cela correspond d'ailleurs bien au diagnostic établi en 1901 sur le « bien-être diminuant » des gens. Après une légère embellie due aux mesures prises pendant la courte période où la « politique éthique » est réellement appliquée, qui voit cette consommation de riz par tête remonter à 117 kilos en 1915, c'est un réel effondrement qui suit la crise de 1929, avec 87 kilos en 1930 et un record au plus bas de 82 kilos en 1935⁵², moins de la moitié du chiffre estimé pour 1815.

31 Sur cette base, il nous semble difficile de nier que la colonisation a entraîné une sérieuse aggravation de la pauvreté ! Certes, il n'y a pas que le riz et nous avons vu combien les cultures alimentaires secondaires s'étaient développées à partir de la fin du 19^e siècle à Java, mais cela constitue précisément aussi un signe d'appauvrissement de la population et de sa nutrition. On peut aussi utiliser d'autres indicateurs non-alimentaires et arguer, comme le font certains, que la consommation de textile, l'utilisation des nouveaux transports publics comme le chemin de fer, l'accès à l'éducation de base ou le nombre de pèlerinages à la Mecque sont tous à la hausse dans la première moitié du 20^e siècle. Mais cela concerne au bout du compte une toute petite minorité de la population. En effet, seule en bénéficie une classe autochtone privilégiée et hétéroclite formée de l'élite aristocratique traditionnelle, de la minorité chinoise de vieille souche dominant le commerce et la finance, des entrepreneurs et marchands

musulmans ayant émergé en petit nombre dans le milieu urbain et des petits fonctionnaires ou salariés divers pouvant compter sur des revenus fixes et décents.

- 32 Bref, pour conclure cette deuxième partie du chapitre sur les politiques coloniales et le changement économique et social qu'elles ont induit, les Indes néerlandaises se caractérisent au début des années 1940 par une économie fortement extravertie et donc exposée et fragile, une production vivrière insuffisante, une île de Java surpeuplée où la frontière agricole a été atteinte et une population en plein boom en majorité appauvrie. Alors que l'histoire de l'archipel va basculer et mener le pays à l'indépendance, on ne peut pas prétendre que le bilan de la colonisation soit très positif ni nier que le poids de son héritage ne se révèle comme étant particulièrement lourd à assumer.

NOTES

1. L'historien français Romain Bertrand a publié sur ce sujet un ouvrage des plus remarquables dans lequel il rend compte par le menu des conditions et des perceptions de cette première rencontre entre les Hollandais et les Indonésiens, sur la base d'une étude en parallèle, époustouflante d'érudition, des deux sources historiques occidentales et javanaises. Outre la démonstration que l'histoire officielle, écrite, là comme ailleurs, par les vainqueurs, mérite d'être reconsidérée en tenant compte du point de vue des vaincus, l'auteur y souligne aussi avec malice que les plus « civilisés » des deux protagonistes de cette rencontre précoce ne sont peut-être pas ceux que cette histoire officielle a fait passer à la postérité. C'est un ouvrage majeur qui se situe dans la tradition des études historiques française initiée par Fernand Braudel et donne une interprétation fascinante de l'histoire indonésienne par un jeune universitaire des plus doués : Romain Bertrand, *L'histoire à parts égales* (2011).

2. Leur volonté de faire des affaires dans les îles à épices et d'y supplanter les puissances ibériques qui les avaient précédées fût renforcée par le fait que ces dernières avaient décidé, après l'union des couronnes espagnole et portugaise en 1580, de fermer un an plus tard le port de Lisbonne aux navires venus des Provinces-Unies du nord de la Hollande pour les punir d'avoir prononcé, en 1581, leur indépendance par rapport à l'empire hérité de Charles Quint dont elles faisaient partie. Cette décision ne fit que stimuler l'ardeur des marchands bataves à unir leurs forces pour mobiliser le capital requis et investir dans des expéditions au long cours ainsi que dans la technologie maritime et la construction de navires plus puissants et rapides, capables de naviguer directement vers les Indes orientales. On voit que cet avatar précoce de la politique des sanctions, déjà pratiquée à l'époque par la couronne espagnole, se retourna rapidement contre elle. Il est vrai que s'opposaient aussi deux logiques mercantilistes, l'une placée sous l'égide de la couronne en Espagne et au Portugal, l'autre purement privée, aux Pays-Bas. Bien que la rébellion des Provinces-Unies commencée en 1566, qui déclenchera la guerre de 80 ans se terminant par le traité de Westphalie en 1648, ait été largement inspirée par l'esprit de la réforme calviniste contre la très catholique couronne espagnole, les marchands bataves, contrairement à leurs homologues ibériques, n'avaient pas à s'encombrer de considérations religieuses. Pas de missionnaires jésuites ou franciscains parmi eux pour les rappeler à leurs devoirs de bons catholiques et dénoncer les exactions commises contre les autochtones, comme le fera Saint François Xavier pour les Portugais à Malacca. Juste des marchands calvinistes, durs en affaires et

sans état d'âme, qui avaient investi leur fortune dans des expéditions coûteuses et comptaient bien en tirer le profit maximum par tous les moyens.

3. Sur l'extraordinaire saga maritime et commerciale batave en Asie orientale et dans pratiquement toutes les autres régions du monde (Antilles, Amérique du Nord, Brésil, Afrique, Arabie, Inde, Chine, Japon, Océanie et Mer Baltique), il est essentiel de se reporter à l'ouvrage monumental et passionnant du grand historien britannique Charles P. Boxer, *The Dutch Seaborne Empire 1600-1800* (1965). L'auteur y démontre de manière approfondie et convaincante comment un si petit pays, dépourvu de ressources naturelles et en lutte incessante avec la mer, est devenu la plus grande puissance maritime et commerciale du monde au 17^e siècle, celui que les historiens néerlandais qualifient de *Gouden Eeuw*, le « siècle d'or ». Les Hollandais furent même les seuls à pouvoir continuer à commercer avec un Japon, restant par ailleurs hermétiquement fermé, à travers l'enclave de l'île artificielle de Dejima à Nagasaki, jusqu'en 1853, quand arriva la canonnière du Commodore Perry.

4. Concernant ces deux événements particuliers et plus généralement pour une analyse détaillée et équilibrée de l'histoire indonésienne, de la période précoloniale des royaumes indianisés jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale et la conquête japonaise, l'ouvrage incontournable malgré son âge reste celui du grand historien hollandais Vlekke, *Nusantara, A History of Indonesia* (1965). Pour un point de vue également très nuancé, on peut aussi se reporter à l'ouvrage plus récent déjà cité, publié pour la première fois au début des années 1980 et maintes fois mis à jour et réédité depuis, de Merle Ricklefs, *A History of Modern Indonesia* (4^e édition 2008). L'auteur y fait débiter son histoire de l'Indonésie seulement avec l'arrivée de l'islam, aux alentours de 1200-1300, mais il la déroule en revanche presque jusqu'à la fin de la première décennie du 21^e siècle. Tous deux relatent un épisode historique croustillant ayant pris place un peu plus tard, en 1664, en plein milieu de la guerre anglo-néerlandaise de 1652-1678 qui fait alors rage en Europe, dans laquelle les redoutables marchands bataves se sont montrés moins inspirés et ont montré leurs limites. Les Hollandais, obsédés par l'idée d'imposer leur monopole mercantile sur la production des épices, arriveront en effet finalement à déloger les Anglais du minuscule îlot de Run qu'ils tenaient encore dans l'archipel des Banda, en l'échangeant contre l'une de leurs autres possessions alors jugée de moindre valeur sur la côte orientale d'Amérique du nord... l'île de Manhattan ! Cela montre bien sûr que les Hollandais, pourtant réputés imbattables en négoce, ont parfois été les dindons de la farce, mais plus fondamentalement que la « globalisation » n'est pas une chose aussi nouvelle que nous le présentent ses thuriféraires.

5. Vicky Baum, *Sang et volupté à Bali*, Paris (première édition de 1937, réédité en 1985).

6. Widjojo (1970); Hugo, Hull, Hull and Jones (1987). Toutes les données démographiques fournies dans ce chapitre sont compilées dans le Tableau 3 qui se trouve en annexe.

7. Cela démontre la persistance de ce clivage, si présent dans l'histoire récente du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la succession des « trente glorieuses », sous l'égide d'un État tout puissant, et de la « révolution néolibérale », dans laquelle le marché est triomphant.

8. C'est tout d'abord le cas de Clive Day, auteur d'un ouvrage classique et indispensable sur la colonisation hollandaise. Selon lui, la corruption de la VOC était si proverbiale qu'elle donnait lieu à de nombreuses plaisanteries dont il relate l'une des plus courantes de la manière suivante : « There is an anecdote of a man who inquired the meaning of the initials G.D.H carved over the gate in the Castle in Batavia. He was told they stood for the name of one of the governors general. 'Then I have been misinformed', replied the stranger, 'for I understood that they meant *Geef De Helft!* (Give up half!)' ». (Day, 1904 : 104). Et John Furnivall, dans son étude tout aussi

fondamentale, d'ajouter sur le même registre: « (...) The corruption reached such lengths that shortly before the fall of the Company, officers were taxed on their illicit gains (...). It is not surprising then that the failure of the Company was attributed to corruption and its initials, V.O.C (*Vereenigde Oost-indische Compagnie*), were interpreted as *Vergan Onder Corruptie* (Perished by corruption)! » (Furnivall, 1948 : 48-49). Compte tenu de l'importance que vont revêtir les problèmes de corruption dans l'Indonésie indépendante, tout particulièrement sous l'Ordre nouveau de Suharto, il est à la fois cocasse et tragique de constater que l'héritage colonial a également été lourd dans un domaine où l'on ne s'attend pas nécessairement à le voir jouer de rôle particulier ! Comme la mondialisation ou le débat entre étatsisme et libéralisme, la corruption est universelle et aussi vieille que l'humanité.

9. Il placera d'ailleurs l'un de ses frères, Louis Bonaparte, sur le trône des Pays-Bas qui régnera sous le nom de Louis 1^{er} de 1806 à 1810, avant d'abdiquer face aux exigences de plus en plus dictatoriales d'un empereur devenu insatiable qui annexera alors purement et simplement la Hollande à la France.!

10. Cet épisode de l'interrègne de Daendels de 1808 à 1811 est parmi les plus méconnus de l'histoire coloniale indonésienne. C'est regrettable, car certains historiens considèrent que Daendels a été le grand réformateur injustement oublié de ce début de 19^e siècle, au profit d'un Raffles ayant essentiellement adopté et renforcé les mesures déjà prises, mais « raflé » la gloire de leur initiateur !

11. Pour une discussion sur cette estimation, on se reportera en tout premier lieu au père des études démographiques indonésiennes, devenu ensuite le mentor de l'équipe chargée par Suharto de mettre le développement national sur les rails, qui est décédé fin 2011, Widjojo (1970). La plupart des auteurs ayant travaillé après lui sur cette question de démographie historique situent la population javanaise du début du 19^e siècle entre 6 et 10 millions. Le chiffre intermédiaire de 7 à 8 millions retenu précédemment semble donc le plus plausible. Pour une analyse détaillée de ces estimations, voir la précieuse et remarquable étude de Boomgaard (1989).

12. Vlekke, 1965 : 287.

13. Alors que le « siècle d'or » hollandais touchait à sa fin et que l'Angleterre montait en puissance et allait bientôt dominer le monde, les Pays-Bas avaient en effet déjà dû céder du terrain en Afrique et en Amérique du Sud. Pour l'Afrique, en dehors du Ghana, où ils resteront jusqu'en 1872, ce fut progressivement le cas de toutes leurs implantations de la côte occidentale africaine ainsi que de l'île Maurice en 1710. Pour l'Amérique du Sud, ils rendront Pernambouc et le Nordeste du Brésil aux Portugais dès 1654 et ne conserveront finalement que le Surinam. En Amérique du Nord, ils cédèrent aux Anglais en 1664, au terme de l'épisode cocasse relaté à la note 18, leur colonie de Nieuw Amsterdam, « achetée » par Peter Minuit en 1626 aux indiens Algonquins pour 24 dollars (!), qui la rebaptisèrent New York.

14. Sur ces questions de croissance économique et de pauvreté accrue de la population, voir notamment Boomgaard (1988) et Booth (1998).

15. C'est toutefois bien sans conteste la métropole qui demeure le principal gagnant de cette colossale expérience d'ingénierie économique et sociale. En fait, le *Cultuurstelsel* permettra non seulement aux Hollandais de pouvoir renflouer les caisses vides de la métropole après la faillite de la VOC et trente ans de conflit en Europe et à Java, mais aussi de financer largement la seconde phase de leur révolution industrielle.

16. Multatuli, *Max Havelaar* (1968).

17. Batavia aura ainsi longtemps la réputation d'être le « cimetière des Hollandais ».

18. Widjojo (1970 : 5-6).

19. Vlekke (1965 : 213-15).

20. Boomgaard (1989 :171).

21. Widjojo (1970 : 9).

22. On peut se reporter à ce sujet à l'ouvrage que j'ai consacré à ce phénomène d'émigration indonésienne en Nouvelle-Calédonie : Jean-Luc Maurer, *Les Javanais du Caillou* (2006).
23. Sur la *kolonisatie* lancée par les Hollandais, qui deviendra la *transmigrasi* de l'Indonésie indépendante, on doit se reporter en priorité si l'on veut en apprendre plus à l'excellent ouvrage de Patrice Levang, *La terre d'en face*, La transmigration en Indonésie (1997).
24. Widjojo (1970 : 75).
25. Hardjono (1977 :19).
26. Gooszen (1999 : 43).
27. Widjojo (1970 : 75).
28. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil au Tableau 3 situé en annexe.
29. C'est une des principales thèses développées dans l'ouvrage majeur de Anthony Reid (1988).
30. Boomgaard (1989 : 84).
31. Booth (1998: 38).
32. CEI (Vol.1: 53).
33. CEI (Vol. 8: 151).
34. CEI (Vol. 10 : 109-121).
35. Van der Eng (1996 : 295-300).
36. Widjojo (1970 : 6).
37. Rappelons ici que le paddy (*padi* en indonésien) est le riz non décortiqué encore entouré de sa balle. Une fois décortiqué, un quintal de riz donne aujourd'hui 65 kilos de riz comestible (*beras* en indonésien), mais les pertes étaient plus élevées avec les méthodes traditionnelles de décortilage de l'époque.
38. Van der Eng (1996 : 297).
39. Widjojo (1970 : 6).
40. Van der Eng (1996 : 303-306).
41. Maurer (1991 : 368).
42. À l'exception des sols volcaniques, précisément comme à Java ou Bali, et des sols alluvionnaires des rives des grands fleuves de l'Asie du Sud-Est péninsulaire et de leurs deltas, comme ceux de l'Irrawady et de la Salween en Birmanie, de la Chao Praya en Thaïlande et du Mékong ou du Fleuve Rouge au Vietnam.
43. Il faut lire et relire les ouvrages de ce grand géographe né en 1900 avec le 20^e siècle et décédé en 1999 à la veille du 21^e, quelques mois avant de fêter son centenaire. Citons notamment une nouvelle fois celui qui constitue un peu son testament scientifique : *Terres de bonne espérance* (1982).
44. Booth (1998 : 45).
45. Boomgaard (1989 : 111).
46. Franck (1993 : 22).
47. Abeyasekere (1987 : 88).
48. Boomgaard (1989 : 98).
49. Booth (1998 : 93).
50. Booth (1998 :95).
51. Booth (1998 : 95).
52. *Ibid.*

2.3. Les effets politiques d'une domination coloniale croissante et sa fin peu glorieuse

De l'enclave mercantile à l'état bureaucratique totalitaire (1619-1945)

- 1 On a vu que les marchands bataves arrivés à l'aube du 17^e siècle à Banten étaient venus pour commercer avec les autochtones et faire du profit ; ils n'avaient aucunement l'intention d'imposer leur domination sur de vastes territoires. Toutefois, face à la compétition acharnée qui les opposait à leurs semblables venus des pays rivaux et la ruse déployée par la cour locale pour les diviser, ils comprirent rapidement qu'il leur fallait posséder leurs propres facilités portuaires et entrepôts, pouvoir les protéger et les défendre, et ils fondèrent en conséquence Batavia en 1619. Ce faisant, ils mirent le pied dans un engrenage qui va les amener à devoir administrer des territoires de plus en plus étendus et éloignés afin d'assurer leur contrôle sur la production. La VOC intervint donc de manière croissante dans les affaires locales, d'abord pour asseoir sa présence puis pour imposer son monopole sur la production des épices aux Moluques ou l'organisation des livraisons forcées de café et de poivre à Java. Disposant de peu d'hommes pour générer et gérer des profits qu'elle entend bien maximiser, la Compagnie adopte et pratique sans le dire une forme d'administration indirecte qui consiste à gouverner par l'intermédiaire des élites traditionnelles locales. Cela passe par leur « domestication » progressive. Après avoir résisté au tout début, elles vont rapidement être submergées par le volontarisme et la brutalité des marchands bataves, ces derniers utilisant savamment les divisions et conflits internes pour imposer petit à petit leur domination. À Java, leur mainmise est quasiment achevée dès la fin du 18^e siècle, la VOC se surimposant aux différents sultanats en adoptant purement et simplement leur mode de fonctionnement traditionnel « patrimonialiste », comme le qualifie Boomgaard (1989). Progressivement instrumentalisées et subordonnées, les élites locales vont donc commencer à collaborer avec la puissance coloniale, développant avec elle une relation de complémentarité ambiguë, faite de connivence et

de répulsion, mais lui permettant aussi de partager les immenses bénéfices tirés d'une exploitation dédoublée et croissante de la population.

- 2 Ce n'est qu'à partir du début du 19^e siècle, d'abord avec l'intermède de Daendels et de Raffles, qui introduit ses réformes d'inspiration libérale et un système de taxe foncière ; puis, surtout, dès la reprise en main des possessions coloniales par la couronne hollandaise et la mise en œuvre du *Cultuurstelsel* de Van den Bosch, que l'État colonial bureaucratique moderne (*Beamtenstaat*) se met en place. Il faut toutefois souligner que, dans l'intervalle, on aura assisté avec la « Guerre de Java », de 1825 à 1830, à la dernière tentative de résistance anticoloniale menée par un membre de l'aristocratie traditionnelle javanaise, le prince Diponegoro, qui est aussi la première expression du protonationalisme indonésien. Dès lors, le système d'administration indirecte des Hollandais va à la fois se renforcer et changer de nature. D'une part, la politique dirigiste du « système des cultures » implique à l'évidence une intervention croissante dans les affaires locales et se solde de fait par une administration indirecte de plus en plus directe ! De l'autre, le colonisateur va pourtant bien continuer à gouverner et même de plus en plus intensément par l'intermédiaire de l'aristocratie traditionnelle javanaise (*priyayi*), dont les membres sont même cooptés dans les rangs subalternes de l'administration coloniale, du niveau de régents de districts (*bupati*) à celui de chef de village (*lurah*). Ces derniers deviennent en réalité les supplétifs des Hollandais qui leur laissent le champ libre pour administrer la population et l'exploiter en lui extrayant la rente maximale. Cela donnera lieu à de très graves abus qui seront dénoncés dès la seconde moitié du 19^e siècle par Douwes Dekker et les milieux sociaux-démocrates néerlandais.
- 3 Cette administration indirecte, à la fois paternaliste et interventionniste, va devenir de plus en plus directe à la fin du 19^e siècle lors de l'intermède libéral des années 1870-1900, avec l'arrivée en plus grand nombre de métropolitains venus pour gérer l'économie coloniale, notamment les plantations commerciales, les exploitations minières et les usines qui se multiplient. La tendance va encore se renforcer au début du 20^e siècle pendant la période de la « politique éthique » volontariste inaugurée en 1901, qui essaye, au moins dans un premier temps, de promouvoir le développement économique et social au bénéfice de la population, notamment à travers les grands travaux d'infrastructures (irrigation, routes, chemin de fer), et a donc aussi besoin d'ingénieurs et d'administrateurs. Lors du recensement de 1930, les Hollandais ne représentent toutefois que 0,4% de la population de l'archipel, mais c'est plus que les Anglais en Inde ou les Français en Indochine¹. Cela n'empêche pas l'aristocratie traditionnelle indonésienne de continuer à être de plus en plus étroitement associée à l'œuvre coloniale, - et à en devenir même une partie prenante -, dans un processus que l'on peut difficilement qualifier autrement que de « collaboration ». Cette collusion lui permet de se moderniser et s'enrichir, comme l'ont montré deux ouvrages classiques remarquables ayant marqué les études indonésiennes, ceux de Sutherland (1979) et de Van Niel (1984). En fait, au contact du colonisateur, cette aristocratie traditionnelle se « hollandise », parle le néerlandais et envoie ses enfants dans les écoles fréquentées par ceux des métropolitains. Mais ce faisant, elle y perd aussi progressivement son âme et sa légitimité aux yeux de la population. Elle sera totalement compromise au moment où la cause du nationalisme va gagner du terrain. Un seul de ses membres majeurs en rejoindra les rangs, le sultan Hamengkubuwono IX de Jogjakarta.

Photo 15 : Tri des feuilles dans le séchoir d'une plantation de tabac à Java Central



SOURCE : Wikipédia-Wikiwand/Collectie Tropenmuseum Amsterdam

- 4 Ce système d'administration colonial hybride et assez unique que les Hollandais ont progressivement élaboré, à la fois indirect dans ses fondements et de plus en plus direct dans la pratique, va être considéré par de nombreux auteurs de l'époque comme un véritable modèle idéal pour la gestion efficace d'une colonie d'outremer. Ce sera notamment très tôt le cas d'un auteur britannique majeur (Money, 1861), fort admiratif de l'impeccable rigueur du *Cultuurstelsel*, mais surtout d'auteurs français (Chailley-Bert, 1907 ; Angoulvant, 1926) ou américains (Day, 1904). Leur pays respectif étant intervenu beaucoup plus tardivement en Asie du Sud-Est, seulement dans la seconde moitié du 19^e siècle, ils proposent tous de s'inspirer du mélange de libéralisme et d'interventionnisme développementaliste des Hollandais pour asseoir leur système d'administration coloniale, en Indochine pour les uns et aux Philippines pour les autres. Cela dit, l'exemplarité du « modèle colonial néerlandais » peut s'expliquer. Il faut en effet rappeler qu'au fil du temps, les Pays-Bas, puissance marchande primordiale présente aux quatre coins de la planète au 17^e siècle (son glorieux « siècle d'or »), vont perdre l'une après l'autre presque toutes leurs autres possessions d'outremer et se retrouver à la fin du 19^e siècle en situation quasi « monocoloniale » : une puissance européenne mineure à la tête d'un vaste « empire » tropical... se résumant essentiellement aux seules Indes néerlandaises. C'est pourquoi il est d'ailleurs exagéré de parler d'un « empire » colonial hollandais. Contrairement aux Britanniques et aux Français, qu'une rivalité de domination planétaire opposa aux 18^e et 19^e siècles sur tous les continents et océans du globe et dont l'empire colonial respectif était constitué de nombreuses possessions, les Hollandais n'eurent jamais ni une telle ambition ni un pareil souci. Après le Congrès de Vienne de 1815, ils se replièrent rapidement sur la gestion d'un « empire » colonial moins complexe et divers dont les Indes néerlandaises, qu'ils récupérèrent in extremis, furent le principal fleuron. Ils consacrèrent dès lors toute leur attention à la gestion efficace du seul vrai joyau de leur couronne coloniale, « ... le magnifique Empire d'Insulinde qui se tortille

autour de l'équateur, comme une ceinture d'émeraudes », pour reprendre l'expression fameuse de Douwes Dekker dans sa dédicace finale de *Max Havelaar* au roi Wilhelm III²

- 5 En fait jusqu'à la fin du *Cultuurstelsel*, c'est surtout Java que les Hollandais ont administré, à côté de quelques enclaves stratégiques restreintes à l'extérieur (Amboine, Makassar, Manado, Medan, etc), mais en laissant de vastes zones de leur territoire colonial continuer à se gérer de manière relativement autonome. Ce n'est qu'à partir du Congrès de Berlin de 1885, qui sonne le coup d'envoi de la ruée impérialiste sur ce qui reste du monde à coloniser, que les Hollandais s'emploient à occuper effectivement l'intégralité du territoire qu'ils revendiquent comme faisant partie des Indes néerlandaises, « de Sabang à Merauke » - de peur que d'autres ne s'y installent, notamment les Allemands arrivés en Nouvelle-Guinée voisine - et à y appliquer leur administration. Cela donnera en particulier lieu aux guerres de Aceh pendant le dernier quart du 19^e siècle et à la conquête définitive de Bali en 1906. Ce sera aussi l'époque de l'exploration de l'intérieur de Bornéo et de la Papouasie occidentale. Bref, pendant près de 150 ans, les Pays-Bas n'eurent à gérer dans les faits qu'une seule grande colonie dont ils voulurent tirer le maximum de profit et ils le firent avec une opiniâtreté et une rationalité étonnantes.
- 6 De manière incidente, il est intéressant de souligner que cette situation quasi « monocoloniale » des Pays-Bas rend moins complexe la mesure de ce que la colonisation a rapporté à la métropole, par rapport à des puissances plus importantes comme la Grande-Bretagne ou la France, aux empires coloniaux vastes et divers. La plupart des historiens hollandais critiques ayant consacré leur vie aux études indonésiennes comme Vlekke (1965) ou Wertheim (1956) s'accordent d'ailleurs sur le fait que l'exploitation des Indes néerlandaises a rapporté plus à la métropole qu'elle ne lui a coûté. Une fois que l'État a formellement repris en main la gestion de la colonie au début du 19^e siècle, le transfert du surplus budgétaire provenant de Batavia a probablement même permis aux Pays-Bas de financer une bonne partie leur révolution industrielle. Ainsi, pour ne prendre que l'exemple de la phase du « système des cultures », le trésor néerlandais a reçu entre 1831 et 1877 quelque 823 millions de guilden de transfert de sa colonie indonésienne, soit une moyenne de 18 millions par année, alors que le budget annuel de la Hollande ne dépassait pas 60 millions à l'époque³.

Photo 16 : L'*Istana* (palais) de Bogor à Java Ouest, résidence-villégiature d'altitude des gouverneurs-généraux des Indes Néerlandaises et des présidents indonésiens



SOURCE : Shutterstock No 1750644950 (Photogeratphy, 2020)

- 7 À l'opposé, cette focalisation obsessionnelle de la métropole sur une seule possession d'outremer majeure n'a certainement pas été à l'avantage du pays colonisé et de ses habitants. Nous avons déjà vu combien les politiques libérales ou dirigistes mises en œuvre au fil des siècles ainsi que le type d'administration coloniale hybride adopté avaient résulté en ce que nous avons qualifié de bilan « globalement négatif » sur le plan démographique, économique et social. Qu'en est-il pour ce qui est des aspects plus administratifs, politiques et culturels de cet héritage colonial ? D'un côté, en associant l'élite traditionnelle indonésienne de manière croissante à la gestion des affaires coloniales, surtout dans la dernière phase de leur présence qui donne naissance à un véritable *Beamtenstaat*, un « État bureaucratique », les Hollandais ont jeté les bases de ce qui deviendra l'administration publique du futur État indonésien indépendant. Cela dit, le bilan de la colonisation hollandaise est particulièrement pitoyable dans ce domaine, malgré les quelques efforts tardivement consentis à partir de la toute fin du 19^e siècle et surtout pendant les deux décennies avant la crise de 1929, quand la « politique éthique » a été effectivement appliquée, pour donner un accès à une minorité d'Indonésiens à un système d'éducation moderne. Il est bien plus mauvais que celui des Britanniques en Inde, en Birmanie et en Malaisie, ou même, des Français en Indochine.
- 8 Au bout du compte, quelques milliers de jeunes Indonésiens vont fréquenter les écoles hollandaises qui leur entrebâilleront leurs portes - principalement, les enfants de l'élite traditionnelle associée au colonisateur. Quelques centaines achèveront même un parcours universitaire, parfois aux Pays-Bas. Mais ce sera une goutte d'eau dans l'océan des besoins en personnes qualifiées et compétentes dont l'Indonésie manquera cruellement à son indépendance. Le pays ne disposera alors par exemple que d'une poignée d'ingénieurs, dont le plus connu est Sukarno, le leader du mouvement nationaliste qui proclamera en 1945 l'indépendance et en deviendra le premier président. Cette toute petite élite privilégiée, très bien formée, ayant bénéficié d'une

éducation supérieure de type occidental, rejoindra d'ailleurs majoritairement les rangs du mouvement nationaliste anticolonial et lui donnera certains de ses plus brillants leaders comme Mohammed Hatta ou Soetan Sjahir. Car, comme dans de nombreux autres pays colonisés, on retrouve bien sûr pour l'Indonésie ce paradoxe classique : c'est la petite élite occidentalisée qui s'élève en premier contre la colonisation. En l'occurrence, ce que les Hollandais entreprennent timidement à partir de 1901 pour améliorer la situation économique et sociale de leurs administrés à travers leur « politique éthique », ne s'avère pas seulement intervenir à nouveau « trop peu et trop tard ». Cela se révèle aussi particulièrement contre-productif pour calmer le jeu et éteindre le feu qui couve depuis longtemps. Or, depuis le tournant du siècle, plusieurs événements majeurs survenus à l'échelle locale et sur le plan international en ont attisé les braises.

L'émergence et la consolidation du mouvement nationaliste (1908-1942)

- 9 La montée de la contestation anticoloniale et l'éveil nationaliste des peuples d'Asie au tournant des 19^e et 20^e siècles est souvent expliqué en faisant référence aux causes externes majeures : victoire des Japonais sur la Russie tsariste lors de la bataille navale de Tsushima en 1905, participation de nombreux ressortissants des colonies à la boucherie de la Première Guerre mondiale de 1914-18, coup de tonnerre de la révolution bolchévique de 1917, qui en a précédé l'épilogue. Il faut ajouter, pour un pays majoritairement musulman comme l'Indonésie, l'influence de la pensée réformatrice, née au Moyen-Orient à la même époque, qui vise à refonder et moderniser l'islam afin qu'il soit capable de faire face aux puissances occidentales chrétiennes. Enfin, de nombreux éléments internes combinent leurs effets pour renforcer le mouvement nationaliste naissant. Parmi eux, la formation de la petite élite occidentalisée et la motivation de certains membres éclairés de l'aristocratie javanaise à définir un système d'éducation indonésien basé sur des valeurs identitaires. Mais il faut aussi évoquer la frustration de la classe marchande des musulmans urbains devant la concurrence jugée injuste de la minorité chinoise, et la lassitude générale d'une population dont la vaste majorité continue à croupir dans une pauvreté abjecte.
- 10 L'histoire va alors s'accélérer⁴ avec la création en 1908 du *Boedi Oetomo*, un club d'intellectuels javanais ayant pour objectif un renouveau culturel national ; puis, en 1912 de la *Muhammadiyah*, qui est restée à ce jour la principale organisation islamique moderniste du pays ; enfin, du *Sarekat Islam*, une association de marchands musulmans qui se propose de défendre les intérêts économiques des entrepreneurs autochtones. Cette dernière élargit d'ailleurs rapidement son champ d'action à la population en général pour se scinder en 1920 et donner naissance au Parti communiste indonésien (PKI). Suivent bientôt la formation par Sukarno du Parti nationaliste indonésien (PNI) en 1928 et la prononciation la même année du fameux « Serment de la jeunesse » (*Sumpah pemuda*) qui adopte notamment le principe de la création d'une nation baptisée Indonésie et d'une langue nationale, le *bahasa indonesia*⁵. Entre-temps, le PKI, pensant que la situation était mûre pour accélérer la lutte anticoloniale, lance les révoltes de 1926-27 à Java et Sumatra, considérées comme la première erreur historique majeure des communistes, qui en commettront deux autres encore plus funestes. Ces révoltes sont écrasées brutalement. Elles débouchent sur l'interdiction du Parti communiste, l'arrestation de plus de 10 000 de ses sympathisants et la déportation d'un millier

d'entre eux dans un camp d'internement pour prisonniers politiques de sinistre mémoire, spécialement construit pour cette l'occasion à Boven Digul, dans les hautes terres inhospitalières de la Nouvelle-Guinée hollandaise.

- 11 Une page importante se tourne alors car, face au réveil nationaliste, les Hollandais ne trouvent pas mieux que de se lancer aveuglément dans une répression politique impitoyable qui durera jusqu'à la fin de la colonisation. Cela marque d'ailleurs le début de la fin pour leur « politique éthique » inaugurée en 1901, qui est définitivement enterrée avec la crise de 1929. Malgré la reprise économique due à l'adoption des mesures protectionnistes, les années 1930 se caractérisent donc par une régression sociale marquée et une répression politique accrue. Tous les principaux leaders nationalistes en font l'expérience, Sukarno et Hatta passant notamment la majeure partie de cette décennie en exil interne, le premier à Bengkulu et Flores, le second à Banda et Boven Digul. Les Indes néerlandaises traversent alors une période léthargique et un peu surréaliste où une petite société coloniale de moins de 250 000 personnes vit confortablement et apparemment de manière insouciant, dans un pays comptant une population proche de 70 millions d'habitants dont la majorité reste misérable. Un véritable système de ségrégation raciale ne disant pas son nom s'est établi après la fin de la Première Guerre mondiale, avec l'arrivée d'expatriés beaucoup plus nombreux qu'auparavant et venus en famille pour y travailler comme fonctionnaires de l'administration et participer au développement de l'archipel, ou pour y faire fortune dans le secteur privé. Il se renforce de manière spectaculaire⁶. En fait, on assiste à une sorte de lente sclérose dans laquelle les Pays-Bas semblent s'endormir sur leur précieux « empire » des Indes néerlandaises, comme l'avait fait la VOC à la fin du 18^e siècle, sans être capables de trouver une solution pour sortir de l'impasse et enrayer le lent pourrissement de la situation ni même, d'imaginer que leur longue domination peut avoir une fin. Rétrospectivement, on a le sentiment qu'un calme léthargique a régné pendant la décennie qui a précédé le déclenchement de la tempête.
- 12 Après leur attaque contre les États-Unis à Pearl Harbour en décembre 1941, les Japonais se lancent à la conquête de l'Asie du Sud-Est, qu'ils convoitent pour ses ressources naturelles abondantes et considèrent comme faisant partie de leur « sphère de co-prospérité ». Ils se concentrent en priorité sur les colonies de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas qui leur ont déclaré la guerre en même temps que les Américains, alors que la France a déjà été défaite par leurs alliés Allemands en juin 1940 et que le régime de Vichy conservera, dans un premier temps, un contrôle nominal de l'Indochine, sous tutelle japonaise. La campagne de Malaisie lancée dès janvier 1942 est expéditive et Singapour, considéré comme imprenable, tombe dans leurs mains le 15 février. En même temps, les Japonais s'emparent des régions productrices de pétrole de Sumatra et de Kalimantan ainsi que de Bali, encerclant Java où ils débarquent le 1^{er} mars 1942. Preuve supplémentaire de la sclérose larvée qui rongait depuis longtemps les Indes néerlandaises, les troupes coloniales hollandaises sont défaites en une semaine et Batavia capitule le 8 mars 1942.

L'occupation japonaise et la proclamation d'indépendance (1942-1945)

- 13 Les Japonais sont accueillis en libérateurs par une population indonésienne qui s'est laissée convaincre par leur propagande et voit en eux les « grands frères orientaux »

venus les aider à se débarrasser de la domination occidentale. Elle va très vite déchanter, réalisant que la seule motivation des Nippons est d'exploiter les ressources naturelles et humaines de l'Indonésie pour soutenir leur effort de guerre et d'intégrer l'archipel dans leur plan de domination régionale. L'occupation japonaise dure à peine plus de trois ans, mais elle est décisive à plus d'un titre et va presque faire regretter, par sa terrible répression et ses exactions en tout genre, trois siècles et demi de colonisation hollandaise⁷ ! Les Indonésiens subissent toutes les avanies d'un régime militaire à la fois brutal et incompetent. Environ 2,5 millions de Javanais, soit 10% de la population active, sont ainsi enrôlé comme *romusha* dans le travail forcé en 1944. Environ 200 000 d'entre eux sont d'ailleurs expédiés pour travailler à la construction de la célèbre et funeste route de Haute Birmanie dont beaucoup ne reviendront pas. À Java, la ration calorique moyenne tombe aux 2/3 de ce qu'elle était avant l'arrivée des Japonais et la disette se généralise dans les régions rurales les plus vulnérables⁸.

- ¹⁴ Malgré cela, et hormis les socialistes et les communistes, la plupart des principaux leaders nationalistes indonésiens comme Sukarno et Hatta, extirpés de leurs geôles dès la capitulation hollandaise, collaborent avec les Japonais, espérant que l'indépendance de leur pays est au bout du chemin. Et de fait, la cause nationaliste va gagner du terrain pendant cette occupation. Ce sont même les Japonais qui formeront - dans les rangs des diverses milices d'autodéfense qu'ils créent pour consolider leur occupation - les futurs cadres de l'armée révolutionnaire qui va combattre les Hollandais. Beaucoup de ces cadres deviendront les officiers supérieurs de l'armée indonésienne. Alors que la déroute militaire se précise pour l'Empire du Soleil Levant, les Américains ayant largué leur bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945, et que le danger d'un retour du colonisateur hollandais se profile à l'horizon, Sukarno et Hatta proclament le 17 août l'indépendance du pays à Batavia, qui reprend officiellement son ancien nom de Jakarta comme capitale du pays. Ils le font d'ailleurs non sans quelque hésitation et un peu sous la contrainte des jeunes nationalistes les plus impatients, mais avec l'accord tacite des autorités japonaises, trop heureuses de mettre des bâtons dans les roues des Alliés.

Photo 17 : Proclamation d'indépendance par Sukarno et Hatta le 17 août 1945



SOURCE : commons.wikimedia.org (Department of Information, Djakarta, 17.8.1945)

- 15 À la suite des travaux de la commission préparatoire pour l'indépendance créée avec leur assentiment quelques mois plus tôt, Sukarno et Hatta sont tous deux respectivement président et vice-président désignés d'une république d'Indonésie unitaire. Elle est dotée d'une constitution de type présidentiel et repose sur une idéologie étatique unanimiste baptisée *Pancasila*, qui vise à écarter le projet d'un état islamique souhaité par certains des musulmans les plus conservateurs⁹. Sur le plan politique, l'héritage de la courte occupation nipponne n'est pas mince. Elle accouche en effet de l'espoir d'indépendance qu'elle avait suscité chez les nationalistes. En revanche, elle a fait faire un immense pas en arrière à l'économie du nouveau pays, qui est dans un état lamentable, même si les infrastructures ont été peu affectées par le conflit, alors que la population est épuisée et la société, traumatisée et divisée.
- 16 La révolution nationale face au retour du colonisateur (1945-1949)
- 17 Les Pays-Bas sont également sortis exsangues de la seconde guerre mondiale. Ils n'acceptent absolument pas une indépendance indonésienne proclamée par des leaders nationalistes accusés de « collaboration » avec les Japonais. En outre, ils n'imaginent pas de pouvoir se passer d'un « empire » colonial placé depuis si longtemps sous leur domination, qui a été si déterminant dans la construction historique de leur propre prospérité et sur lequel ils comptent beaucoup pour leur reconstruction économique. Avec la complicité des forces britanniques arrivées en premier sur place pour recevoir la capitulation japonaise, ils se lancent donc dans une tentative de « reconquête » brutale et inepte qui démontre un acharnement aveugle à reprendre possession de « ce qu'ils avaient déjà perdu »¹⁰. Renouant avec leur politique coloniale traditionnelle du « diviser pour régner », ils entament cette « reconquête » par les marges de l'archipel, rétablissant progressivement leur pouvoir, avec la complicité des élites aristocratiques locales, sur pratiquement toute les « îles extérieures ». L'Indonésie va alors traverser pendant quatre années une guerre de révolution nationale qui reste dans les mémoires comme le temps difficile mais glorieux de la *Revolusi*. L'objectif des Hollandais est

d'encercler puis d'étouffer Java, où se trouvent le gouvernement républicain et le gros de ses forces armées, avant de lancer l'assaut final pour s'en débarrasser. Deux opérations militaires dites « de police », - pour faire avaliser l'idée que les indépendantistes sont des rebelles, - sont successivement lancées sur Java en mars 1947 et en décembre 1948. Leur coût sera énorme, tant au niveau des pertes humaines importantes subies par les Indonésiens que des destructions physiques, puisque les forces républicaines en retraite adoptent une tactique de « terre brûlée » et de sabotage des infrastructures. Ces opérations se soldent par une défaite militaire pour les Indonésiens, dont l'armée révolutionnaire est submergée, malgré son héroïsme, par la puissance supérieure des Hollandais. Le gouvernement est fait prisonnier à Jogjakarta, où il s'était réfugié, faisant de la ville la capitale provisoire de la république. Il faut aussi dire que les forces indépendantistes sont divisées entre plusieurs tendances nationalistes, islamiques et communistes. Ces derniers commettent leur deuxième erreur historique majeure en tentant de s'emparer du pouvoir en septembre 1948 lors du coup de Madiun, qui voit leur défaite et une nouvelle disparition provisoire du PKI de la scène politique. Malgré cela, les Pays-Bas perdront sur le tapis vert ce qu'ils avaient gagné sur le terrain militaire. Car, la situation internationale a évolué rapidement.

- 18 La guerre froide bat déjà son plein. Les États-Unis se retrouvent désormais principalement mobilisés contre le danger que représente l'URSS et ses alliés communistes partout dans le monde mais notamment, en Asie, en Chine, où Mao Tse Toung est sur le point de s'emparer du pouvoir, ainsi qu'en Corée ou au Vietnam qui sont aussi menacés. Ils voient donc dans une Indonésie républicaine et démocratique où les forces communistes ont été éliminées le grand pays d'Asie orientale qui pourrait faire contrepoids à l'avancée du marxisme dans la région. De plus, l'opinion publique américaine et australienne, scandalisée par la politique réactionnaire et répressive des Hollandais, démontre une sympathie croissante et active avec les Indonésiens. Les États-Unis menacent d'ailleurs bientôt les Pays-Bas de leur couper l'aide d'un Plan Marshall vital pour leur reconstruction. Le Conseil de sécurité des Nations unies intervient aussi en janvier 1949 pour condamner la politique hollandaise et exiger la libération du gouvernement indonésien. Face à tout cela, les Hollandais vont lâcher prise et abandonner le rêve de conserver leur précieux « empire » colonial. Après la libération de Sukarno et Hatta en juillet, un cessez-le-feu est conclu début août. Il est suivi, du 23 août au 2 novembre 1949, par la table-ronde de La Haye qui débouche sur un compromis entre la délégation indonésienne et le gouvernement néerlandais. Cet accord, aussi bancal qu'inique, portait en lui les germes de la plupart des difficultés majeures qui vont accabler d'entrée de jeu le nouvel État indépendant auquel la souveraineté est finalement transférée officiellement le 27 décembre 1949. Au bout de presque cinq années de très dures épreuves, l'Indonésie a obtenu son indépendance réelle, mais elle aborde en 1950 le tournant du demi-siècle dans une situation politique, économique et sociale très préoccupante. Elle est délabrée, exsangue, divisée et misérable. L'avenir du nouveau pays ne s'annonce donc pas des plus faciles.
- 19 En conclusion de ce chapitre sur le poids de l'héritage colonial hollandais en Indonésie, rappelons brièvement les principales raisons qui nous ont amené à annoncer d'emblée dans l'introduction qu'il avait été globalement négatif. Du point de vue démographique, le pays, qui n'a pas encore achevé sa transition, approche déjà de la barre des 80 millions d'habitants en 1950¹¹ et le taux de croissance de la population repart à la hausse car il émerge d'une période troublée de dix ans d'épreuves et de pertes

humaines entraînant toujours une augmentation de la fertilité. De plus, il est marqué par un clivage démographique profond entre une partie centrale de l'archipel déjà trop densément peuplée, Java pour l'essentiel, qui vient de franchir le seuil des 50 millions, et une périphérie regroupant l'ensemble des « îles extérieures », dont certaines sont encore largement sous-occupées. Sur le plan économique, l'Indonésie hérite d'une structure dualiste très déséquilibrée caractérisée par un tout petit secteur moderne tourné vers l'exportation, mais surtout concentré dans le domaine des mines et des plantations commerciales, avec fort peu d'industries manufacturières, et un très grand secteur traditionnel, dominé par une agriculture essentiellement de subsistance et des activités secondaires non agricoles de type informel. Par ailleurs, une bonne partie des infrastructures construites par les Hollandais, raffineries sucrières et minières au premier chef mais aussi réseau routier ou canaux d'irrigation, a été largement endommagée pendant les quatre années de la guerre d'indépendance. Au niveau social, le pays se caractérise par une structure polarisée avec, d'un côté, une toute petite élite ayant reçu une éducation moderne et acquis les compétences requises pour gouverner le pays, issue des rangs de l'aristocratie traditionnelle et de la petite bourgeoisie administrative et commerçante naissante, et, de l'autre, un prolétariat embryonnaire dans le secteur des plantations et de l'industrie sucrière ou des chemins de fer, la masse de la population, toujours largement paysanne, très pauvre et illettrée, se situant entre les deux. De plus, se pose aussi le problème de la gestion délicate d'une diversité culturelle, ethnique et linguistique immense ainsi que de la nature plurielle d'une société où la minorité chinoise dispose d'un pouvoir économique disproportionné par rapport à sa taille. Enfin, pour ce qui est de la sphère politique, précisément en raison de cette diversité extrême, l'unité nationale de l'Indonésie est particulièrement fragile. Les institutions d'inspiration démocratique occidentale, imposées lors de la table-ronde de La Haye, ne sont guère plus solides, ne correspondant absolument pas à la culture politique locale, les partis politiques sont déjà très divisés sur les options à prendre dans pratiquement tous les domaines et l'administration est peu préparée à faire face à la situation très difficile auquel le pays est confronté. En fait, un seul acteur a profité des circonstances pour se renforcer au fil des dix années écoulées : l'armée. Elle va continuer à le faire devant la tournure que vont prendre les événements, pour finalement s'emparer du pouvoir en 1965.

NOTES

1. Maddisson (1989 : 31).
2. Multatuli (1968 : 325).
3. Vlekke (1965 : 291-92).
4. Toutes les informations factuelles qui suivent s'appuient essentiellement sur la synthèse historique de Merle Ricklefs (2008) déjà citée précédemment et mentionnée dans la bibliographie. Toutefois, l'ouvrage classique incontournable sur la naissance et la consolidation du mouvement nationaliste indonésien est le chef d'œuvre du père des études indonésiennes aux

États Unis et en particulier à Cornell University, George McTurnan Kahin, *Nationalism and Revolution in Indonesia* (1952).

5. Il faut souligner la grande intelligence politique liée au choix fait à cette occasion d'adopter le *bahasa indonesia*, langue véhiculaire issue du malais côtier parlé par les populations vivant des deux côtés du détroit de Malacca mais devenue aussi au fil des siècles celle des marchands et des échanges dans tout l'archipel, plutôt que le javanais, parlé par le groupe ethnique majoritaire et politiquement dominant. Cela a indéniablement facilité la construction de l'unité nationale qui aurait autrement été encore plus difficile sinon impossible. Les jeunes nationalistes indonésiens réunis à cette occasion adoptèrent également un hymne national, *Indonesia Raya*, la « Grande Indonésie ». Il contient non seulement l'idée de la grandeur d'un pays définitivement baptisé Indonésie, « les îles indiennes » selon la racine latine dont le nom est formé, mais également de son étendue à toute la superficie du territoire colonial des Indes néerlandaises. En fait ce concept territorial nationaliste et identitaire était même plus large puisqu'il incluait tout le « monde malais », à commencer par la Malaisie péninsulaire et la partie britannique de Bornéo.

6. Les Hollandais en Indonésie, comme les Britanniques en Inde, ont contracté beaucoup moins d'intermariages avec des femmes indigènes que les Français en Indochine ou les Portugais au Brésil et les Espagnols aux Philippines, probablement en raison de différences religieuses et culturelles plus marquées de part et d'autre. Ces unions ont toutefois été nettement plus fréquentes du temps de la VOC, selon Leonard Blussé, dans *Strange Company, Chinese settlers, mestizo women and the Dutch in VOC Batavia* (1988), où les hommes portaient « aux colonies » en célibataires, qu'à partir du 19^e siècle, où ils sont venus de plus en plus nombreux et souvent accompagnés de leurs épouses voire de leurs enfants. Combiné avec la naissance du mouvement nationaliste, c'est ce qui a contribué à l'apparition d'une véritable ségrégation raciale à la fin de la colonisation. Cette ségrégation, sans être aussi radicale qu'en Afrique du Sud, où les Boers hollandais en ont été les artisans zélés, a pris la forme d'une stratification sociale à base ethnique de plus en plus marquée (Lindblad *et. al.*, 2002 : 113). Si l'on en croit les chiffres disponibles, le nombre de résidents « européens » a nettement augmenté à la fin de la colonisation, passant de moins de 12 000 en 1830, à environ 50 000 en 1870, 130 000 en 1913 et 230 000 en 1930 (Maddison and Prince, 1989 : 35). Selon ces auteurs, le nombre de résidents « étrangers asiatiques », c'est-à-dire principalement Chinois, est quant à lui passé de moins de 120 000 en 1830, à environ 280 000, 740 000 en 1913 et plus de 1,3 million en 1929 en 1870 (*Ibid*). Comme ils ont joué le rôle d'intermédiaire que l'on sait, cela a renforcé la stratification ethnique en question et les bases de la « société plurale » et fortement stratifiée analysée par Furnivall (1939).

7. Nous avons notamment identifié et analysé ce phénomène très paradoxal dans un article intitulé « A New Order Sketchpad of Indonesian History » paru dans un livre édité par Michael Hitchcock et Victor King, *Images of Malay-Indonesian Identity* (1997). Du temps de l'Ordre nouveau suhartien, d'immenses panneaux peints étaient exhibés chaque année à l'occasion de la célébration du jour de l'indépendance sur la place Merdeka à Jakarta. Dans la collection de ceux qui le furent lors du 40^e anniversaire en août 1985, il est en effet intéressant de constater que trois siècles et demi de colonisation hollandaise apparaissaient timidement dans le coin de l'un de ces panneaux, alors que les quatre années d'occupation japonaise étaient présentées avec force détail sur les brutalités et exactions auxquelles elles avaient donné lieu sur une gigantesque peinture voisine. La plus cocasse était de voir passer devant ce panneau les Toyotas noires de nombreux expatriés japonais qui faisaient semblant de ne pas le voir!

8. Dick (2002).

9. Les *Pancasila*, ou les « cinq principes » de la philosophie étatique indonésienne imaginés par Sukarno dès les années 1930 pour forger l'unité nationale d'un archipel d'une immense diversité ethnique, culturelle et religieuse sont : la croyance en dieu, le nationalisme, l'humanitarisme, la justice sociale et la démocratie. Pour plus de détails sur leur genèse, leur signification et leur instrumentalisation, il faut se reporter à l'excellent ouvrage collectif publié par Archipel,

Pantjasila, Trente années de débats politiques en Indonésie (1980). L'adoption de cette idéologie étatique a donné lieu à d'intenses et âpres débats entre les nationalistes sécularistes comme Sukarno et les musulmans partisan d'un État islamique. Cela a débouché sur l'adoption d'un document annexe connu sous le nom de « Charte de Jakarta » (*Piagam Jakarta*) qui est arrivé, du point de vue confessionnel, à la formulation générale unanimiste de « croyance en dieu », sans préciser lequel, avec l'obligation pour les seuls musulmans de suivre la loi islamique de la *shariah*. Ce document fut ensuite sciemment oublié et ses principes, jamais mis en application, malgré les protestations récurrentes jusqu'à ce jour des islamistes.

10. Selon l'expression bien trouvée de Howard Dick (2006).

11. Widjojo (1970 : 124).

Chapitre 3. Un début d'indépendance difficile sous la présidence de Sukarno (1950-66)

Introduction

- 1 Les quinze premières années d'indépendance de l'Indonésie sont placées sous la présidence de Sukarno. Elles vont être marquées par des difficultés politiques, économiques et sociales croissantes et s'achever en 1965-66 sur un épisode particulièrement obscur et délibérément occulté d'une « guerre froide » alors à son paroxysme. Ce sombre épisode a donné lieu à l'un des plus grands massacres de population civile de la seconde moitié du 20^e siècle. Certes, les hommes ont commis encore pire depuis, notamment au Cambodge, de 1975 à 1979, et au Rwanda, en 1994. L'opinion publique internationale, blasée et amnésique, a donc oublié que l'Indonésie a inauguré la période de l'Ordre nouveau qui va alors émerger du chaos par un monstrueux crime contre l'humanité, véritable tâche originelle indélébile.
- 2 Pourtant, s'il est inexcusable, l'épilogue atroce de cette période troublée est parfaitement explicable tant l'histoire de ces quinze années se lit rétrospectivement comme l'implacable déroulement d'une tragédie grecque au dénouement inexorable. En poursuivant la métaphore par une référence culturelle locale plus appropriée, on assiste, comme dans le théâtre d'ombres javanais (*wayang kulit*), à la montée des tensions et des dangers qui débouchent sur une explosion de violence, dans laquelle certains ont vu un amok collectif, avant que l'ordre ne soit rétabli et que le calme ne revienne. La seule différence est que Sukarno, qui pour la plupart de ses concitoyens était le maître du jeu et du spectacle, le *dalang* de la cérémonie politique dont ils étaient les acteurs ou les figurants, va perdre le fil de l'intrigue qu'il avait tissé depuis l'indépendance. Lui-même victime d'une situation de plus en plus confuse et truffée des alliances changeantes et des sombres luttes de pouvoir qu'il pensait comprendre et maîtriser, il sera obligé de laisser en 1966 la direction du pays à un certain général Suharto. Ce dernier, acteur remplaçant jusque-là discret et méconnu, attendait dans les coulisses le moment propice pour monter sur le devant de la scène. Il va se saisir des circonstances pour s'emparer du pouvoir.
- 3 Le recul permet de mieux distinguer la trame de la pièce tragique qui va se dérouler sous la présidence de Sukarno. L'enchaînement des événements mais aussi la dialectique étroite qui lie le domaine de l'économie à la sphère du politique engendrent un cercle vicieux dans lequel s'enfonce l'Indonésie dès son indépendance réelle début 1950 et qui va la précipiter dans un véritable maelstrom, quinze ans plus tard. Bien qu'il y ait largement continuité au niveau des principaux acteurs concernés, cette pièce, -

des plus classique dans sa dramaturgie, - se divise en trois actes distincts correspondant chacun à une des parties de ce chapitre. Le premier acte, de 1950 à 1959, se solde par l'échec de la tentative de greffe d'un système de démocratie parlementaire d'inspiration occidentale qui était probablement prématurée vu la culture politique traditionnelle du pays et le manque d'expérience des forces en présence. Le second acte voit l'adoption, de 1959 à 1966, d'un régime présidentiel plus autoritaire, censé mieux correspondre à la culture politique indonésienne, qui prendra le nom de Démocratie dirigée. Le troisième acte est dominé par l'épouvantable explosion de violence qui va marquer la fin de l'année 1965 et le début de l'année 66, constituant une chute paroxysmique dont on ne possède toujours pas à ce jour toutes les clefs d'interprétation.

3.1. 1950-59 : échec de la démocratie parlementaire d'inspiration occidentale

Solder les séquelles politiques et économiques de la colonisation hollandaise

- 1 Début 1950, l'Indonésie est donc finalement indépendante, mais son avenir s'annonce problématique. Tout d'abord, au risque de se répéter un peu (mais en partant du principe que c'est nécessaire compte tenu de l'importance de certains facteurs qui vont avoir un poids déterminant sur l'évolution de la situation), il faut rappeler que les conditions de départ auxquelles sont confrontées les autorités du nouvel État pour lancer le développement du pays sont particulièrement difficiles. Sans que cela les exonère de leurs responsabilités, le pays est dans une situation particulièrement compliquée. Du point de vue de la géographie physique, l'insularité n'est pas le moindre facteur de cette complexité, marquée qu'elle est de surcroît par des disparités majeures de richesses naturelles. Par ailleurs, cela se double comme on le sait sur le plan de la géographie humaine par un déséquilibre démographique majeur et une distribution très inégale de la population entre Java et les autres îles. Enfin, la diversité culturelle, ethnique et religieuse extrême de la société, si elle est une formidable source latente de richesse pour l'avenir, est d'abord et surtout au départ un facteur de division. Bref, d'un bout à l'autre de l'archipel, les niveaux, les problèmes et les potentiels de développement sont très différents et variés. Un tel contexte ne facilite pas la mise en œuvre d'un processus de développement national. Comparée à la Chine ou à l'Inde, l'Indonésie est certes moins grande et peuplée, mais elle est probablement encore plus complexe que chacun de ces pays, tous deux plus homogènes du point de vue géographique et même sur le plan culturel et humain pour ce qui est du premier (les Han représentent plus de 90% de la population).
- 2 Ensuite, il faut aussi rappeler que l'héritage colonial des Hollandais va peser très lourd dans la balance. Le système de domination qu'ils ont mis en place dans l'archipel indonésien a donné naissance à un pays indépendant aux structures démographiques

déséquilibrées, dont les infrastructures ont été largement détruites, l'économie est délabrée, les caisses sont vides et qui ne dispose pas des ressources humaines formées en quantité et en qualité suffisantes pour assurer la gestion adéquate des affaires publiques et du développement national. Finalement forcés d'accorder l'indépendance aux nationalistes indonésiens, les Pays-Bas vont s'ingénier à mettre en place tous les obstacles possibles et imaginables pour tenter de faire échouer l'unification politique et la reconstruction économique du nouvel État. C'est un acte de vengeance mesquine qui ne les honore pas. En effet, lors de la table ronde de La Haye, les négociateurs indonésiens ont certes arraché l'indépendance du pays, mais au prix de quatre concessions majeures, deux sur le plan politique et deux dans le domaine économique, qui limitent fortement la souveraineté nationale, vont empoisonner le début de la vie de la jeune république et avoir des conséquences déterminantes sur son évolution¹.

- 3 Sur le plan politique, l'accord conclu à La Haye prévoyait tout d'abord que les Pays-Bas transféreraient la souveraineté sur l'ensemble de l'archipel indonésien à une « République des États-Unis indonésiens (RUSI) ». Les deux principaux leaders nationalistes ayant proclamé l'indépendance en août 1945 et dirigé la lutte depuis lors seraient placés à sa tête, Sukarno comme président et Mohamad Hatta comme vice-président. Il était aussi convenu que le nouvel État indépendant garderait un vague lien avec l'ancienne métropole à travers une union, comparable au Commonwealth britannique, dont la reine Wilhelmine resterait le chef symbolique. Fidèles à leur politique de division, les Hollandais espéraient ainsi, en imposant une structure fédérale artificielle et floue, continuer à régner indirectement sur les nombreuses régions de l'Indonésie où ils avaient entretenu des fidélités et des dissensions pendant la période de guerre contre les nationalistes, pour y sauvegarder en priorité leurs intérêts économiques. Par ailleurs, la Nouvelle-Guinée hollandaise était exclue de l'accord et devait faire l'objet de négociations ultérieures, ce qui allait constituer durablement la principale pomme de discorde entre les deux pays.
- 4 En revanche, le premier problème va trouver assez rapidement une issue, non sans peines ni tentatives de déstabilisation. Ainsi, le tristement célèbre capitaine Raymond « Turk » Westerling, qui s'était déjà illustré par de nombreuses exactions criminelles et auquel on prête plusieurs milliers de victimes à Sulawesi Sud pendant les quatre années de la *Revolusi*², se livrera à des manœuvres aventureuses pour favoriser la sécession de plusieurs membres de la fédération (dont l'État du Pasundan, recouvrant le pays sundanais de la partie occidentale de l'île de Java, avec Bandung pour capitale), essayer de s'emparer de Jakarta et se débarrasser par la force du gouvernement. Elles seront déjouées et le Pasundan sera dissous, exemple que suivront très vite successivement et spontanément tous les autres membres de la fédération, construction artificielle et discréditée qui cessera d'exister fin mars et n'aura donc survécu que trois mois. Toutefois, l'Indonésie indépendante devra encore faire face à une dernière difficulté de même nature dans la partie orientale de l'archipel, avec la tentative de sécession de la République des Moluques du Sud, proclamée à Ambon fin avril 1950 par le Dr. Sumokil, leader des chrétiens d'Amboine. Comme les *harkis* en Algérie, ces derniers avaient en effet occupé depuis longtemps les rangs subalternes de l'armée coloniale et étaient terrorisés à l'idée d'être intégré dans une république unitaire, essentiellement aux mains de Javanais musulmans. Cette tentative de sécession sera également vaincue, donnant d'ailleurs lieu à l'exode massif de milliers d'Amboinois trouvant refuge aux Pays-Bas où ils poseront un problème politique majeur à la fin des années 1970³.

- 5 Le 17 août 1950, à l'occasion du cinquième anniversaire de la déclaration d'indépendance, Sukarno prononce la fin de l'expérience éphémère de construction d'un État indonésien basé sur le fédéralisme. Ce principe d'organisation est d'ailleurs resté suspect jusqu'à ce jour du fait de sa « tâche originelle » de division et de collaboration. Cela débouche donc sur la création d'un État unitaire reposant sur une constitution de type parlementaire d'inspiration occidentale, dans laquelle le président avait, à son grand dam, assez peu de pouvoir. Mais le problème de la Nouvelle-Guinée néerlandaise, rebaptisée Irian par les Indonésiens, reste entier. Il perdure jusqu'en 1962, quand les Hollandais acceptent enfin de s'en retirer sous la pression des Américains, et qu'une solution de transfert indirect complexe est alors adoptée. Elle trouvera son épilogue provisoire lors d'un « referendum d'autodétermination » très contestable organisé en 1969. Il faut se souvenir que les nationalistes indonésiens ont adopté une définition du territoire national qui recouvre entièrement celui de l'ancien « empire » colonial des Indes néerlandaises, allant « de Sabang à Merauke »⁴. Cette définition va constituer dans l'intervalle l'outil principal dont Sukarno va se servir pour mobiliser la population contre le néocolonialisme et parachever la révolution, faisant ainsi monter la tension et renforçant à la fois les clivages politiques et le rôle de l'armée tout au long du processus. Les choses auraient sûrement été différentes si les Hollandais avaient eu la clairvoyance d'inclure d'emblée la Nouvelle-Guinée dans les accords de La Haye.
- 6 Sur le plan économique, les deux concessions faites par la délégation indonésienne vont aussi créer d'énormes difficultés à la jeune république et avoir un impact tout aussi déterminant sur l'évolution de la situation pendant les premières années d'indépendance. La première d'entre elles est certainement la plus inique puisque, invoquant une interprétation surréaliste de la continuité étatique, les Hollandais imposaient à l'Indonésie d'accepter la responsabilité d'éponger, avec un intérêt de 3% et d'ici 1964, la dette extérieure énorme des Indes néerlandaises envers les Pays-Bas. Cette dette est fixée à 4,3 milliards de florins, soit 1 130 millions de dollars⁵ la somme correspondant de facto « aux coûts de la tentative hollandaise d'écraser la révolution »⁶! C'est là un cas probablement unique dans l'histoire de la décolonisation que le dominé se voit obligé de payer aussi ouvertement le coût de la résistance à sa domination ! Aucune ancienne colonie n'a eu à subir une telle avanie ! Comme le formule un des meilleurs spécialistes de l'histoire économique indonésienne⁷ : « ...the Netherlands was able to liquidate its colonial establishment largely at Indonesia's expense »⁸. De manière assez surprenante, mais probablement tout à sa joie d'avoir obtenu la libération du pays, le gouvernement indonésien fera preuve d'un étonnant manque de combativité en la matière. Il s'acquittera presque entièrement avec diligence et rapidité de cette dette. Quand, face au blocage de la situation sur la Nouvelle-Guinée, l'Indonésie dénoncera en 1955 les accords de La Haye, il ne lui restait en effet plus que 171 millions de dollars à rembourser⁹. Les réserves en devises étrangères de la République Indonésienne étaient alors estimées à seulement 142 millions de dollars en 1949¹⁰, tandis que les besoins de reconstruction s'avéraient colossaux dans tout l'archipel. Les quelques 1 000 millions de dollars consacrés au remboursement de cette dette auraient sûrement pu être utilisés plus efficacement pour le développement national et éviter au pays certaines des graves difficultés économiques auxquelles il va être confronté.

- 7 La seconde des concessions économiques consenties est a priori moins spectaculaire et scandaleuse, mais elle va avoir des conséquences négatives encore plus profondes que la première. Lors de la table ronde, les Pays-Bas avaient en effet obtenu la garantie que leurs intérêts économiques et ceux de leurs entreprises privées dans l'archipel ne seraient pas affectés par le transfert de souveraineté et que leurs affaires pourraient continuer à prospérer selon un principe de « *business as usual* ». Or, les entreprises hollandaises publiques et privées contrôlaient presque entièrement l'économie indonésienne, des transports maritimes et ferroviaires jusqu'aux mines et aux plantations, en passant par les grandes maisons de commerce. Près de 80% du capital investi en dehors du secteur primaire était dans leurs mains¹¹. La part des Hollandais dans le secteur moderne de l'économie indonésienne représentait 25% du PIB. Certes, la possibilité de procéder à des nationalisations n'était pas exclue, mais elles devaient correspondre à un intérêt national avéré, être agréées d'un commun accord et faire l'objet d'indemnisations financières correspondant à la valeur réelle des entreprises concernées. Enfin, comble de tout, l'Indonésie s'engageait à consulter les Pays-Bas, à chaque fois que sa politique monétaire et fiscale affecterait les intérêts économiques de l'ancienne métropole dans l'archipel ! Pour paraphraser un des économistes indonésiens les plus respectés ayant analysé le problème : « l'Indonésie avait obtenu une indépendance politique sans indépendance économique »¹² ! Et même cette indépendance politique était encore limitée par le fait que, dans un premier temps, 17 000 fonctionnaires hollandais intégrèrent tout bonnement les rangs d'une fonction publique indonésienne à l'égard de laquelle ils n'entretenaient évidemment pas une loyauté débordante.
- 8 Tout cela suscita de sérieux désaccords au sein du groupe des responsables politiques nationaux et à y renforça les divisions héritées de l'occupation japonaise et des années de la *Revolusi*. D'un côté, se distingue le groupe des réalistes pragmatiques, proches du vice-président Mohammad Hatta. Il s'agit pour la plupart de nationalistes sincères animés, à son instar, d'idées démocratiques et socialisantes mais comptant aussi, avec lui, parmi les rares responsables politiques indonésiens dotés de véritables compétences économiques. C'est le cas de Sjafruddin Prawiranegara, membre du grand parti musulman réformiste libéral *MASJUMI*¹³, ou de Sumitro Djojohadikusumo, appartenant au petit mais influent Parti socialiste indonésien (*PSI*). Ils pensent qu'il faut accepter temporairement la domination économique des Hollandais pour éviter la fuite des capitaux, acquérir les compétences techniques et gestionnaires requises et relancer l'économie nationale et la reconstruction du pays, avant de pouvoir prendre progressivement les choses en main et organiser son développement. De l'autre, le groupe des leaders nationalistes plus radicaux est surtout animé par des membres du grand Parti nationaliste indonésien (*PNI*) de Sukarno, mais aussi par le premier chef de gouvernement de la période révolutionnaire, Soetan Sjahrir, leader du *PSI*. Ils n'ont pas nécessairement les mêmes valeurs sur le plan politique mais estiment, avec le président, que cette limitation de la souveraineté nationale est intolérable. Ils veulent « indonésianiser » l'économie du pays le plus vite possible. Deux indonésianistes reconnus et témoins directs des débuts de la République indonésienne, l'économiste canadien Benjamin Higgins¹⁴ et le politologue australien Herbert Feith¹⁵, identifieront aussi clairement ces deux groupes, le premier en opposant les administrateurs aux « faiseurs de solidarité », et le second les leaders conscients que le rétablissement économique était prioritaire à ceux pour lesquels l'histoire et la poursuite de la « révolution nationale » devait primer sur tout¹⁶. Le clivage entre ces deux groupes ira

croissant jusqu'à la rupture en 1957-58 et la très grave crise politique qui mettra en question la survie de la nation, Sjafruddin et Sumitro se retrouvant ensemble dans la rébellion. Ce conflit n'aurait peut-être pas eu lieu d'être ou, du moins, ne se serait pas envenimé de la sorte sans les obstacles mis en place par les Hollandais pour créer la dissension.

- 9 Au départ, un accord est cependant trouvé par les deux groupes sur le fait qu'il est nécessaire que la république reprenne au moins le contrôle de sa souveraineté monétaire, objet d'intérêt national suprême par excellence. Un processus de négociation ardu est donc lancé en avril 1951 avec les Hollandais pour nationaliser la Banque de Java, qui avait fait fonction de réserve centrale du temps de la colonisation. Cela sera chose faite en décembre de la même année, par rachat progressif des parts des actionnaires domestiques et étrangers, en l'occurrence majoritairement Hollandais. Le nom de l'institution change et devient Banque d'Indonésie en 1953, avec Sjafruddin Prawingara comme premier gouverneur. D'autres entreprises en mains néerlandaises fournissant des services publics d'intérêt national, comme les compagnies d'électricité et de distribution d'eau ou des chemins de fer de Java, sont également nationalisées au tout début des années 50 de manière négociée avec les Pays-Bas, mais contre une indemnisation conséquente. Il en va de même pour la compagnie aérienne domestique hollandaise *K(NI)LM*, qui deviendra la *GARUDA* en 1954. Toutefois, les négociations vont bloquer sur le cas emblématique de la compagnie maritime *KPM*, dominant l'essentiel du trafic interinsulaire, dont le contrôle relève pourtant à l'évidence de l'intérêt national dans un archipel aussi vaste et éclaté que l'Indonésie. Le gouvernement indonésien sera obligé de créer sa propre compagnie nationale *PELNI* et de se lancer dans une concurrence difficile avec la *KPM*, plus puissante et mieux établie.
- 10 Mais au-delà, toutes les entreprises privées ne relevant pas de ce qui est considéré comme étant l'intérêt national resteront dans les mains des Hollandais, notamment les plantations, les mines, les industries et le commerce d'import-export. Le gouvernement indonésien adoptera certes des mesures pour essayer de stimuler l'entrepreneuriat national et prendre, pas à pas, le contrôle de l'économie du pays, comme le programme *Benteng* lancé en 1950 par Sumitro, la création de deux banques de crédit pour l'industrie (*BIN*) et le commerce (*BNI*) ou d'une compagnie centrale de commerce (*CTC*), mais cela se fera de haute lutte. Le succès ne sera pas au rendez-vous et les Pays-Bas conserveront leur mainmise sur l'économie. Enfin, l'accord de principe entre les deux parties signataires de l'accord sur « l'indonésianisation » du personnel des entreprises leur faisant obligation d'employer 70% d'autochtones et de les former pour les promouvoir à des postes de responsabilité, restera largement lettre morte. Face à cela, la frustration et l'impatience vont augmenter parmi les responsables politiques indonésiens, les pragmatistes perdant du terrain et les nationalistes plus radicaux en gagnant. Les autorités indonésiennes vont trouver la parade en adoptant des mesures pour réduire de manière drastique le nombre de permis de travail octroyés aux citoyens hollandais : illimités en 1950, ils seront fixés à 1 000 en 1953¹⁷! Cela va dès lors fortement pénaliser les entreprises hollandaises, dont de nombreux employés seront obligés de quitter l'Indonésie, et accélérer la détérioration des relations entre les deux pays.
- 11 Toutefois, plus que la montée des tensions sur le plan économique, c'est le blocage complet de la situation politique en relation avec la négociation sur la question de la Nouvelle-Guinée qui va envenimer irrémédiablement les choses. L'instabilité politique

consubstantielle au modèle constitutionnel adopté en 1950 est avivée par les frustrations et dissensions résultant de la posture mesquine et revancharde des Hollandais, qui porte atteinte à la souveraineté et à la dignité nationale des Indonésiens, et va accélérer une valse de gouvernements où les nationalistes plus radicaux vont sans surprise prendre le pas sur les réalistes pragmatiques. En février 1955, il en résulte d'abord l'abrogation unilatérale par la partie indonésienne des clauses économiques des accords de la table ronde de La Haye. Quand l'Indonésie échoue en novembre 1957 dans sa tentative d'obtenir une résolution des Nations unies obligeant les Pays-Bas à négocier une solution de transfert pour l'Irian, qu'elle considérait comme sa province, le *PNI* et le *PKI* ainsi que les syndicats leur étant affiliés organisent début décembre de grandes manifestations à Jakarta. Après quelques jours, elles débouchent sur le début de l'occupation et la saisie des entreprises hollandaises. La *KPM* est la première touchée¹⁸, suivie rapidement par toutes les autres à l'exception de la *Royal Dutch Shell*, partiellement britannique. Par ailleurs, le gouvernement annonce sa décision en décembre 1957 d'expulser tous les citoyens néerlandais du pays, ce qui entraîne l'exode précipité de près de 45 000 d'entre eux¹⁹. Enfin, devant la saisie unilatérale des entreprises par les manifestants, le général Nasution, chef d'état-major des forces armées (*ABRI*)²⁰, décida que ces dernières en prenaient le contrôle et en assureraient la gestion, formalisant ainsi l'intrusion massive des militaires dans les affaires économiques du pays.

- 12 Toutes ces entreprises hollandaises seront formellement nationalisées en 1959. Elles deviendront propriété de l'État indonésien, contribuant ainsi à créer un vaste secteur public. Or, le nouvel État n'a pas la capacité de le gérer efficacement, ce qui va être à l'origine de graves problèmes liés notamment au rôle économique de l'armée et à l'aggravation de la corruption. Bref, placées sous des augures exécrables du fait d'une position de départ des Pays-Bas manquant fondamentalement de grandeur et de vision, les relations de la jeune République d'Indonésie avec l'ancienne puissance coloniale vont tourner en quelques années au règlement de compte amer. Dans ce face-à-face, le point de vue des plus radicaux va supplanter celui des modérés, ce qui va avoir des conséquences déterminantes sur l'évolution du rapport de force politique interne et le changement de cap du pays sur le plan de ses institutions et de ses relations extérieures.
- 13 En fait, avec le recul, on peut distinguer deux phases de durée comparable mais de nature très différente dans cette première décennie de l'indépendance indonésienne allant de 1950 à 1959. La première, qui va de 1950 à 1955, est dominée par les nationalistes modérés et les administrateurs gestionnaires qui essayent de faire fonctionner une démocratie parlementaire et de relancer l'économie. Les élections législatives de 1955 en constituent le point tournant car elles ne dégageront aucune majorité viable et ne permettront pas de mettre un terme à l'instabilité politique. Elles déboucheront tout naturellement sur une seconde phase allant de 1956 à 1959, dans laquelle les nationalistes plus radicaux vont prendre le dessus et qui va se caractériser par une confusion politique et un marasme économique croissants.
- 14 Les Hollandais ne sont évidemment pas seuls responsables de cette détérioration. Les Indonésiens portent aussi de lourdes responsabilités dans les dérives de leur propre histoire. Parmi toutes celles qui pourraient être mentionnées, nous n'en citerons que quatre, les plus fondamentales à notre avis : les divisions politiques, la personnalité de Sukarno, la place de l'islam et le rôle de l'armée. Toutefois, elles sont si intimement

entremêlées qu'il est impossible de les traiter de manière complètement séparée. Les divisions politiques n'ont hélas pas attendu l'indépendance du pays pour s'exprimer. Elles sont apparues dès l'origine du mouvement nationaliste et se sont même renforcées au fil du temps, contribuant certainement à son affaiblissement : après s'être fortement cristallisées sous la forme d'un clivage radical du temps de l'occupation japonaise, entre ceux qui acceptèrent de « collaborer » et les autres, la situation s'est encore complexifiée pendant la période de la *Revolusi*.

Élections législatives de 1955 et résurgence du rôle dominant de Sukarno

- 15 Pour clarifier les choses, il est nécessaire de dresser le tableau des forces politiques en présence, quand les partis se (ré)organisent et (ré)apparaissent sur la scène nationale au début des années 50. Deux d'entre eux la dominent : le MASJUMI et le PNI. Le premier, créé fin 1943 à l'instigation des Japonais, regroupe de manière inclusive toutes les tendances très diverses de l'islam indonésien. Il inclut notamment la très grande organisation traditionnaliste du Nahdatul Ulama (NU) créée en 1926 et principalement implantée dans le monde rural javanais, surtout dans le centre et l'est de l'île. Figure aussi dans ses rangs le mouvement moderniste, tout aussi important, de la Muhammadiyah, fondé en 1912 à Jogjakarta, mais surtout répandu dans les milieux marchands des grandes villes et dans les autres îles de l'archipel, en particulier dans l'ouest Sumatra et le sud de Sulawesi. Le second est le Parti Nationaliste Indonésien (PNI) fondé en 1928 par Sukarno qui regroupe la plupart des tenants de la tendance séculariste non-communiste du mouvement nationaliste. Quant au Parti communiste indonésien (PKI), plus ancien et fondé en 1920, il est alors encore très discret au début des années 1950 car il commence juste à ré-émerger de la répression qui l'a frappé après sa tentative de prise du pouvoir avortée de septembre 1948 à Madiun, interprétée comme un coup de poignard dans le dos de la *Revolusi*. Les autres partis politiques sont nettement moins importants. Toutefois, l'un d'entre eux, le Parti socialiste indonésien (PSI), de tendance social-démocrate, fondé en 1948, va avoir une grande influence. Il regroupe en effet des personnalités politiques de premier ordre parmi lesquelles son fondateur, Soetan Sjahrir, qui dirigera le tout premier des gouvernements après la proclamation d'indépendance, et Sumitro Djojohadikusumo, considéré comme le meilleur économiste indonésien, qui va jouer un rôle déterminant dans le développement de son pays.
- 16 Ces quatre partis occupaient en mars 1951 plus de la moitié des 232 sièges de la représentation parlementaire unicamérale non élue issue du compromis politique de la période tendue entre l'abolition de la fédération et la proclamation d'une république unitaire, à raison de 49 sièges pour le MASJUMI, 36 pour le PNI, 17 pour le PSI, 13 pour le PKI, les 14 autres formations se répartissant le reste.²¹ Les partis dominants ayant des positions de principe souvent très éloignées sur de nombreux sujets, les sources de tensions et de désaccord se multiplient face aux nombreuses difficultés rencontrées. L'absence de majorité au parlement engendre une grande instabilité politique. On assiste alors à une véritable valse des cabinets gouvernementaux de coalition entre 1950 et 1957 : pas moins de sept se succèdent, parfois pour quelques mois seulement²². En 1952, le NU se sépara du MASJUMI pour créer sa propre formation politique et le PKI continua à se renforcer dans l'intervalle. Les premières élections législatives sont finalement organisées en septembre 1955²³. Ces quatre partis se partagent plus de 78%

des voix des presque 38 millions d'électeurs, et 77% des 257 sièges du parlement : respectivement, 22,3% et 57 pour le PNI, 20,9% et 57 pour le MASJUMI, 18,4% et 45 pour le NU et 16,4% et 39 pour le PKI²⁴. La vie politique du pays se cristallise autour de quatre grands courants de pensée (aliran) historiques majeurs : nationalisme (PNI), religion islamique de tendance moderniste (MASJUMI) ou traditionnaliste (NU) et communisme (PKI). Ces élections auraient pu apporter l'espoir d'une certaine stabilité politique au pays mais elles sonnent paradoxalement le glas de la démocratie parlementaire en Indonésie. L'instabilité politique et gouvernementale se perpétue. De son côté, Sukarno, doté d'un pouvoir restreint dans le cadre de la constitution de 1950, n'est pas resté inactif pour renforcer sa position aux dépens d'un système de démocratie parlementaire qui lui a été imposé et auquel il ne croit pas. Au terme de ces élections, il apparaît de plus en plus comme le garant de l'unité du pays et le recours possible pour sortir de l'impasse.

- 17 Quand on essaye de faire la part des responsabilités dans la crise politique et économique de plus en plus sérieuse dans laquelle s'est enfoncée l'Indonésie entre 1950 et 1966, on réalise que beaucoup des auteurs ayant analysé la question en font porter le poids principal sur les épaules de Sukarno. Cette position nous semble un peu trop simpliste et convenue. L'intéressé a en effet « bon dos » car, outre ce qui a été dit précédemment sur le rôle de la colonisation, cette responsabilité est en fait partagée par l'ensemble de la classe politique de la génération de 1945, comme on l'appelle en Indonésie. Mais il est vrai que Sukarno en est la figure de proue, qu'il a été le principal acteur politique indonésien pendant près d'un demi-siècle, du début des années 20 à la fin des années 60, et qu'on peut lui reprocher d'avoir fait de nombreuses erreurs, certaines hélas tragiques. Avec la perspective que donne le recul du temps, son rôle apparaît en réalité comme très ambivalent : il a tout à la fois trouvé des solutions originales pour aider son pays à surmonter certaines de ses principales difficultés, mais il a aussi créé des problèmes gigantesques difficiles à résoudre²⁵. Sans vouloir le réhabiliter, examinons en quoi le verre a été à moitié plein avant de nous pencher sur sa partie restée vide.
- 18 Tout d'abord, il faut bien reconnaître que sans Sukarno, l'Indonésie telle qu'elle existe aujourd'hui n'aurait probablement jamais vu le jour. Que cela soit un bien ou un mal peut être débattu, mais c'est un fait difficilement contestable. S'il n'est pas le seul père de l'indépendance nationale, comme on le présente souvent, puisque Mohammed Hatta et beaucoup d'autres responsables politiques indonésiens en partagent la co-paternité, il est certainement celui d'entre eux qui a lutté le plus longtemps et obstinément pour l'obtenir. Tout au long de sa vie politique, il a en effet poursuivi la même obsession : sauvegarder l'unité nationale et parachever la révolution indonésienne. Pour cela, il fera usage de tous les atouts dont il dispose : une grande intelligence, un fort charisme, un charme indéniable et un don oratoire hors pair. Il dépensera aussi des trésors d'imagination et d'ingéniosité pour arriver à son but. Homme de son temps, imprégné de sa double culture javanaise et balinaise mais aussi formé dans le système d'éducation hollandais, dont il sortira comme l'un des rares ingénieurs de sa génération, esprit cosmopolite et cultivé, pétri des grandes idées philosophiques de l'Orient et de l'Occident, il a su faire preuve d'un véritable génie politique pour incarner et promouvoir inlassablement la synthèse de nature syncrétique permettant de concilier les divergences de point de vue et éviter de mettre en péril l'unité nationale.

Photo 18 : Sukarno (1901-1979), président de 1945 à 1967



SOURCE : commons.wikimedia.org (photo officielle cc. 1950)

- 19 C'est dans son esprit fertile qu'a germé le concept des *Pancasila*, les cinq principes énoncés en 1945 qui constituent depuis lors l'idéologie étatique officielle de l'Indonésie²⁶. Quatre de ces principes, le nationalisme, la démocratie (adaptée à la culture politique indonésienne), l'humanité (ou solidarité internationale) et la justice sociale sont somme toute assez banals et consensuels. Le premier, la croyance en Dieu, sans spécifier lequel dans un pays majoritairement musulman mais largement multiconfessionnel, est une trouvaille lumineuse : plus que tous les autres, il a contribué à la sauvegarde de l'unité nationale. Quant à la « démocratie à l'indonésienne », elle ne doit pas selon lui singer le modèle parlementaire occidental qui voit une courte majorité imposer sa loi à une large minorité, mais être basée sur des valeurs propres à la culture politique traditionnelle locale, comme la délibération (*mufakat*) pour trouver un consensus (*musjawarah*) et l'entraide mutuelle (*gotong royong*), plutôt que la compétition. Plus tard, quand les tensions politiques iront croissantes après le début de la Démocratie dirigée et toujours pour éviter que l'unité nationale n'éclate, Sukarno ressortira de son arsenal de concepts syncrétiques celui de NASAKOM, forgé dès 1926, pour concilier les trois grands courants de pensée dominant la scène politiques indonésienne, le nationalisme (*NASionalism*), la religion (*Agama*) et le marxisme (*KOMmunis*)²⁷. Cela n'évitera pas une polarisation croissante entre des forces politiques intrinsèquement antagonistes, qui débouchera sur l'explosion de violence de 1965-66. En parallèle, ce génie politique prolix est habituellement critiqué comme ayant été doublé d'un piètre gestionnaire. Il considère que l'économie est subordonnée aux exigences supérieures de la révolution nationale. De son propre aveu, certainement exagéré, il ne comprenait pas grand-chose aux complexités économiques. Ce qui est

certain, c'est que la situation s'est effectivement dégradée sous sa présidence, au point d'amener le pays au bord de la faillite.

- 20 En fait, pour mieux cerner le rôle de Sukarno et faire un bilan plus nuancé de son héritage, il est nécessaire de l'appréhender en fonction des phases de l'histoire qu'il a traversé pendant les cinquante ans où il a été politiquement actif. On s'aperçoit alors qu'il a connu plusieurs fois des phases de gloire sans partage et d'éclipse totale, au gré des péripéties de l'histoire, mais que, tel le phœnix, il saura toujours renaître de ses cendres jusqu'à sa chute finale. Pendant toute la période coloniale, le moins que l'on puisse dire est qu'il a payé de sa personne. Tout d'abord, Sukarno a été celui qui a le mieux formulé l'aspiration d'indépendance des Indonésiens, notamment dans sa fameuse plaidoirie de 1930 lors de son grand procès politique²⁸, et il a déployé des trésors d'imagination pour inventer un modèle qui permette à ses concitoyens de vivre ensemble. Par ailleurs, il a aussi passé la majeure partie des années 30 en détention et en exil interne dans différentes îles et provinces éloignées de l'archipel. Son rôle est plus ambigu pendant l'occupation japonaise, puisqu'il appartient au camp des leaders nationalistes qui ont choisi de « collaborer » à leur manière avec l'armée nippone pour renforcer la cause de l'indépendance indonésienne. Cette collaboration lui sera amèrement reprochée, non seulement par ses adversaires politiques qui ont fait le choix inverse, notamment Soetan Sjahrir et les sociaux-démocrates, mais également par les Hollandais qui l'accuseront d'être un traître à la cause des forces alliées en lutte contre le totalitarisme. En fait, il s'avère pour l'occasion un homme pragmatique et prudent qui louvoie et pratique l'art du possible dans la seule perspective d'atteindre son objectif final: l'indépendance nationale et la libération de son pays du joug colonial. Cela apparaît bien quand on le voit hésiter à proclamer l'indépendance au moment de la capitulation japonaise de 1945, par crainte de déclencher leur répression, et ne le faire que contraint et forcé par les jeunes nationalistes plus radicaux²⁹.
- 21 Pendant la *Revolusi*, malgré la menace de l'ennemi colonial commun, les divisions politiques du mouvement nationaliste indonésien vont s'exacerber et Sukarno va jouer les équilibristes entre les différentes tendances. Face à l'offensive militaire victorieuse des Hollandais pour écraser la jeune République, il devra à nouveau louvoyer entre les modérés comme Hatta ou Sjahrir, qui ne voient pas d'autre issue que de négocier avec eux, ce qui débouchera sur les trêves négociées dans les accords de Linggadjati en novembre 1946 et du *Renville* en janvier 1948. Elles sont toutes deux rompues par l'agresseur colonial et les radicaux de divers courants, dont ceux du *PKI* prenant leur ordres à Moscou ou les musulmans fondamentalistes luttant pour un état islamique, qui refusent tout compromis. Habile, Sukarno saura surmonter des épreuves majeures comme la tentative de coup d'État communiste de Madiun à Java Est, en septembre 1948, et le déclenchement à Java Ouest, quelques mois plus tôt, de la rébellion du *Darul Islam*, un mouvement extrémiste, partisan d'un État islamique, qui perdurera jusqu'en 1963. Il assurera son rôle de président dans une ambiance délétère, malgré le mépris de ceux que son caractère autoritaire et vaniteux, son comportement erratique et ses idées irrationnelles horripilent, comme Soetan Sjahrir, ou de ceux qui estiment qu'il est nocif et veulent se débarrasser de lui pour prendre sa place, comme Tan Malaka, le leader des communistes nationalistes. Ce sera également difficile pour Sukarno de se faire respecter par une armée hétéroclite, elle-même très divisée et indisciplinée, qui l'accuse d'avoir manqué de combativité et de courage face au danger, notamment lors de la reprise de Jogjakarta par les Hollandais en décembre 1948 où il sera fait prisonnier

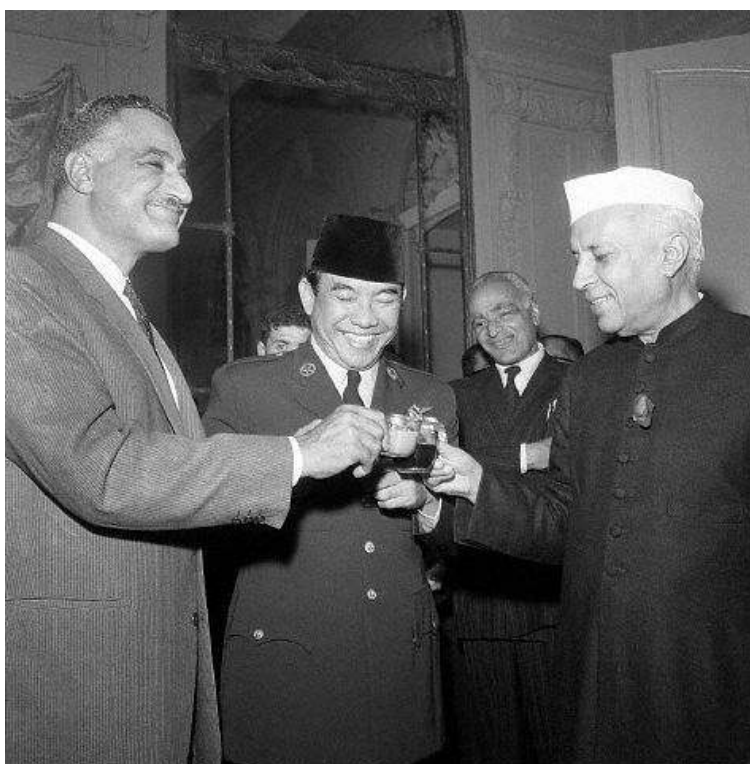
avec tout le gouvernement républicain. Malgré tout, il survivra à toutes ces épreuves et émergera en 1949 comme le leader nationaliste le plus populaire, celui qui personifie le mieux la lutte victorieuse pour l'indépendance, le père de la Nation, une sorte de Moïse qui a su amener son peuple vers la terre promise de la *merdeka*, la liberté.

- 22 Mais l'enthousiasme du départ ne va pas persister longtemps. Les huit années que va durer l'expérience de démocratie à l'occidentale vont en fait être très frustrantes pour tous les Indonésiens, particulièrement pour le premier d'entre eux. Comme on l'a vu, la constitution imposée en 1949 lors des accords de La Haye et à peine amendée en 1950 pour correspondre à l'adoption d'une forme d'organisation unitaire de l'État, était de nature parlementaire : un gouvernement responsable devant le parlement et un président ayant peu de pouvoir. Cela ne correspondait guère au tempérament de Sukarno. Il va ronger son frein et assumer officiellement son rôle, mais s'employer en coulisse à dénigrer le système en place et à préparer le terrain pour que ses idées et ses conceptions politiques prévalent. Bien qu'il soit toujours obsédé par le fait de renforcer l'unité nationale pour parachever la révolution, il va donc jouer de sa popularité et de son talent pour opposer les principaux acteurs du jeu politique les uns aux autres et reprendre la main : en d'autres termes, diviser pour régner.
- 23 À cet égard, le divorce en 1952 entre les deux tendances traditionnaliste et moderniste de l'islam national³⁰ avait déjà arrangé les affaires du président et il jouera souvent de l'une contre l'autre. En effet, les responsables du NU sont des musulmans javanais traditionnalistes et conservateurs qui présentent la particularité paradoxale d'être à la fois très imprégnés des valeurs culturelles javanaises largement pré-islamiques, sur lesquelles Sukarno a bâti toute son idéologie politique, tout en étant pour beaucoup partisans de l'imposition des règles de la *shariah* à leurs coreligionnaires et de l'avènement d'un État islamique. Pour celui que l'unité nationale obsède, c'est la pire des choses envisageables. Il s'est d'ailleurs savamment ingénié à l'éviter en 1945 lors des négociations pour élaborer la Constitution en acceptant de n'y faire référence que dans la fameuse « Charte de Jakarta » dont les principes devaient être mentionnés dans le préambule, mais seront finalement absents. Il n'en sera pas fait état non plus dans la Constitution de 1949, modifiée en 1950. De leur côté, les responsables du MASJUMI ne sont pas mobilisés sur l'application de la loi islamique car ce sont des musulmans modernistes non-javanais de tendance social-démocrate, dont beaucoup ont été formés en Hollande comme le Minangkabau Mohammad Natsir ou le Sundanais Sjafruddin Prawingara. Ils sont surtout préoccupés par la mise en œuvre de la démocratie politique et la relance économique. C'est bien pour cela qu'ils ne s'entendent guère avec Sukarno. Ils sont finalement plus proches des socialistes du PSI que des musulmans traditionnalistes du NU, qui partagent quant à eux finalement plus avec les nationalistes sécularistes d'un PNI véhiculant la pensée syncrétique et unanimiste de Sukarno.
- 24 Au-delà des aspects religieux, pourtant cruciaux, on retombe donc sur le clivage entre les administrateurs gestionnaires, qui veulent construire un État moderne, et ceux pour qui la consolidation de l'unité nationale passe par l'adoption de valeurs et de règles issues de la tradition. Cette divergence fondamentale va traverser chacun des cabinets gouvernementaux, leur rendre la tâche impossible et finalement créer l'instabilité politique croissante à laquelle on a assisté de fin 1949 à début 1957. Le président Sukarno va s'appuyer sur cet échec de la démocratie parlementaire d'inspiration occidentale, dont il n'a rien fait pour assurer le succès, pour réintroduire à partir de

1955 ses idées sur un changement de cap radical et la nécessité d'adopter un système politique et économique plus proches des traditions indonésiennes. Il le baptisera Démocratie dirigée et il imposera finalement en 1959.

- 25 À partir des élections législatives de 1955, dont beaucoup espéraient qu'elles permettraient la stabilisation de la vie politique du pays, les choses qui n'allaient déjà pas bien tourneront encore plus mal, sur tous les plans. Jusque-là engoncé dans un costume constitutionnel trop petit pour lui, Sukarno se réveille et passe à l'action. Le fait qu'il ait été l'hôte de la première conférence du Mouvement des non-alignés à Bandung en avril 1955, où il avait pu se pavaner aux côtés de Chou En Lai, de Nehru, de Nasser, de Nkrumah ou de Tito et faire usage de cette formidable tribune internationale pour lancer des attaques contre le néocolonialisme en général

Photo 19 : Nasser, Sukarno et Nehru à Bandung en avril 1955



SOURCE : commons.wikimedia.org (pas d'auteur, domaine public))

- 26 et celui que les Hollandais continuaient à pratiquer dans le cas de la Nouvelle-Guinée en particulier, lui a certainement redonné l'énergie de passer à l'offensive sur le plan interne. Dans le discours qu'il prononce le 17 août 1955, lors du dixième anniversaire de l'indépendance, il dénonce le système multipartiste adopté en 1945 sous l'influence de Mohammad Hatta, annonce que les élections prévues le mois suivant ne régleront pas les problèmes du pays et qu'il est nécessaire d'adopter un modèle différent en conformité avec l'esprit des Pancasila et la culture politique indonésienne. Orateur hors-pair, il sait utiliser ces occasions pour mobiliser l'opinion publique autour de ses idées, enflammant les foules avec de longs discours émaillés de références à la culture indonésienne, mais aussi aux grands philosophes occidentaux, souvent cités dans leur langue, avec des mots et un style qui parlent autant au petit peuple qu'aux gens éduqués. Au-delà de ce don oratoire, doté d'un grand charisme, d'un physique

avantageux et d'un charme ravageur, il n'est jamais autant à son avantage que dans ce genre de situation. En ouvrant en mars 1956 la session du parlement très divisé issu des urnes, il en sabote d'emblée la légitimité en réitérant sa dénonciation de la « démocratie occidentale à 50% » et en plaidant à nouveau pour le passage à un système politique authentiquement indonésien, basé sur les principes du mufakat, de la musjawarah et du gotong royong. Son travail de sape accompli, il s'envole pour une première grande tournée des capitales du monde qui le mènera notamment à Washington, Moscou, Pékin, Tokyo, Londres et Paris, pendant laquelle il déploie son charme et égrène partout, dès qu'il le peut, les principes sur lesquels il estime qu'une démocratie indonésienne authentique devrait être fondée. À son retour, la scène politique est toujours aussi instable et la situation économique se dégrade. L'histoire va alors s'accélérer.

Rébellions régionales de 1957-58 et fin de la démocratie parlementaire

- 27 Le fait marquant l'épilogue du déclin de la démocratie parlementaire en Indonésie est certainement la démission de Mohamad Hatta du poste de vice-président en juillet 1956. Après des années de vaines tentatives pour faire fonctionner le système parlementaire, s'ouvre alors une période de confusion et de conflit dans laquelle l'Indonésie semble être sur le point d'imploser. Elle débouchera sur la promulgation de la Démocratie dirigée en juillet 1959. Véritable démocrate, ayant jusque-là constitué l'élément modérateur dans ce couple présidentiel mal assorti, mais frustré et consterné devant la tournure des événements, Hatta jette l'éponge et laisse la voie libre à Sukarno. Son origine Minangkabau et sa position de musulman moderniste modéré fait que son départ consacre aussi un peu plus la coupure entre les élites de Sumatra et celles de Java, qui dominent la vie politique nationale. Plus généralement, cela reflète le mécontentement croissant des régions périphériques par rapport au centre qui siphonne l'essentiel des revenus tirés de l'exploitation de leurs ressources naturelles pour financer la classe politique se disputant le pouvoir à Jakarta, le coût de la surpopulation javanaise et de la grande misère qui l'afflige. Ce mécontentement se confirme dès la fin de la même année avec la prise du pouvoir par certains commandants militaires régionaux, comme les colonels d'origine batak Lubis ou Simbolon, des mains des civils, à Sumatra Nord et Ouest, où ils arrêtent leurs opposants politiques locaux, notamment les communistes, et mettent en place un système économique parallèle court-circuitant les canaux nationaux pour commercer directement avec Singapour.
- 28 En février 1957, Sukarno pousse un peu plus ses pions en proposant de manière très détaillée son concept de Démocratie dirigée, mieux adaptée selon lui au caractère national indonésien et ses idées, ainsi qu'aux changements à introduire sur le plan politique et économique³¹. Sans surprise, le PNI, le NU et le PKI lui apportent son soutien, alors que le MASJUMI et le PSI font savoir leur opposition. En mars, le dernier cabinet de la période parlementaire démissionne et Sukarno, passant outre aux règles constitutionnelles, nomme en avril un gouvernement technique dirigé par Djuanda, ingénieur compétent sans appartenance partisane. Deux mois plus tard, une Assemblée constituante sera formée pour élaborer une nouvelle Constitution allant dans le sens des idées présidentielles. Cela renforce le mécontentement régional qui gagne du

terrain, Sulawesi se joignant alors au mouvement de rébellion parti de Sumatra. Ajouté à l'insécurité endémique que le Darul Islam continue à entretenir à Java Ouest et à l'irréductibilisme permanent de Aceh, tout cela ravive la menace d'implosion de la République qui semble se déliter. Face à ce danger, Sukarno imposera en mars 1957 la loi martiale, de connivence avec le général Nasution, offrant ainsi un formidable tremplin aux forces armées et à leur chef et contribuant à renforcer leur pouvoir qui ira croissant sous la Démocratie dirigée. La tentative d'assassinat dont le président est victime fin novembre 1957, selon toute vraisemblance de la part de membres du Darul Islam, et dont il sort indemne, lui permet de donner encore plus de légitimité à cette décision, en même temps qu'elle renforce sa popularité et sa réputation d'indestructibilité. La loi martiale durera six ans, jusqu'en 1963.

- 29 Dans les deux grandes îles périphériques, la rébellion s'organise alors sous le nom de PRRI-PERMESTA³². Elle se renforcera avec le ralliement de certains des leaders civils du groupe des nationalistes qui se sont employés sans succès à sauvegarder la démocratie et à promouvoir le développement économique, notamment Sjafruddin Prawingara du MASJUMI et Sumitro Djojohadikusumo du PSI. Elle se manifestera par la formation d'un gouvernement insurgé à Sumatra Ouest en février 1958 et elle recevra même pendant un certain temps l'appui timide des États-Unis³³ et de leurs alliés dans la région, la Malaisie et Singapour, inquiets devant le nationalisme de plus en plus agressif de Sukarno et sa proximité croissante avec les communistes du PKI, mais elle sera finalement matée en mai 1958 par l'armée républicaine. Dans l'intervalle, les élections régionales organisées fin 1957 auront vu le renforcement très spectaculaire du PKI qui gagne sur tous les autres partis et inquiète singulièrement les formations d'obédience islamique et l'armée.
- 30 Tout cela contribue précisément à renforcer peu à peu le poids de l'armée dans les affaires politiques et bientôt dans l'économie du pays. Elle avait pourtant elle aussi émergé particulièrement divisée de la période de la Revolusi pendant laquelle une grande anarchie avait régné. Plusieurs partis politiques ou mouvements religieux avaient organisé leurs propres milices armées à côté des forces régulières de la République et parfois étaient entrés même en conflit avec elles, comme lors du coup communiste de Madiun ou du déclenchement de la rébellion du Darul Islam. Le général Sudirman, commandant en chef des forces républicaines et héros national de la guérilla menée contre les Hollandais aurait peut-être eu l'aura nécessaire pour imposer la discipline et intégrer tout ce monde dans une armée régulière, mais il était décédé de tuberculose début 1950, au lendemain de la table ronde de La Haye. Les autres officiers supérieurs se répartissaient en trois groupes rivaux aux trajectoires, aux légitimités et même parfois aux visions différentes³⁴. Le premier était constitué de ceux qui avaient reçu une solide formation militaire dans l'armée coloniale hollandaise, comme les généraux Nasution et T.B. Simatupang. Le deuxième était formé par une génération un peu plus jeune, rapidement formée au métier des armes par les Japonais, dans les troupes paramilitaires qu'ils avaient organisées à la fin de leur occupation, comme Suharto par exemple. Le troisième regroupait tous les citoyens ordinaires qui avaient rejoint les rangs de l'armée républicaine ou des autres groupes armés pour lutter contre les Hollandais et avaient acquis leurs compétences militaires sur le tas. C'est une armée révolutionnaire largement issue du peuple mais très hétéroclite et indisciplinée.
- 31 À l'indépendance, les véritables militaires de carrière du premier groupe vont rapidement prendre le dessus avec pour premier objectif de donner une discipline à

cette armée faite de bric et de broc. Ils vont y être aidés par les circonstances. L'unité de l'armée indonésienne va se forger au feu de ses interventions sur le terrain pour éviter l'éclatement de la République, en premier lieu face au mouvement séparatiste des Moluques du Sud en 1950-52. Ensuite, la rébellion du Darul Islam va lui permettre de continuer à se renforcer. Mais c'est surtout à partir de 1957, après l'instauration de la loi martiale, qu'elle joue un rôle politique et économique croissant. Lors de la rébellion du PRRI-PERMESTA en 1957-58, dans laquelle sont également impliqués des responsables militaires régionaux, elle démontre, à l'exemple de Nasution, sa loyauté à la République et à son président et devient de facto un allié majeur de Sukarno et un acteur politique incontournable. Lors de la rupture fin 1957 avec les Pays-Bas à cause du blocage sur la question de la Nouvelle-Guinée et de la saisie des biens hollandais par les manifestants nationalistes et communistes, Nasution sautera sur l'occasion pour les placer sous la responsabilité de l'armée qui deviendra gestionnaire des entreprises nationalisées. Elle (re)trouvera ainsi les moyens économiques qu'elle avait eu pendant la révolution et dont elle était privée depuis l'indépendance. Ensuite, sous la Démocratie dirigée, la mobilisation pour la libération de l'Irian et la politique de « confrontation » de Sukarno envers la Malaysia continueront à faire son jeu. L'origine populaire de l'armée indonésienne et son rôle politique et économique croissant sous la présidence de Sukarno amèneront Nasution à formuler, dès 1957, la théorie de la « voie moyenne »³⁵, dans laquelle il esquisse l'idée qu'elle ne peut pas rester cantonnée à ses seules activités de défense du pays. Puis en 1966, au début de l'Ordre nouveau, à l'avènement duquel il avait largement participé, Nasution développera sa pensée et proposera le concept la dwifungsi, où il revendique ouvertement pour cette dernière un double rôle militaire et civil, tant sur le plan politique qu'économique.

32 Malgré les grandes difficultés de départ, aggravées en raison de la politique revancharde et irresponsable des Hollandais, de l'instabilité politique régnante et des conflits de nature diverse auquel le pays doit faire face, la période 1950-59 se solde finalement par un bilan économique qui n'est certes pas brillant, mais pas non plus aussi mauvais qu'on le présente souvent. C'est après 1959 que la situation va vraiment se dégrader. En fait, jusqu'en 1956, les quelques excellents économistes dont dispose le pays, comme Hatta, Sjafruddin et Sumitro, vont s'employer avec un certain succès à reprendre le contrôle économique des mains des Hollandais et à lancer un programme de réhabilitation et de développement. Ils mettent en place un système de planification indicative et de marché régulé de type socialiste. Au début, l'Indonésie est aidée par le boom des matières premières lié à la guerre de Corée, mais il va être de courte durée. Ensuite, les plans et programmes de développement mis en place ne vont pas être facilités, en raison de l'instabilité politique et des changements de gouvernements. Le cas le plus connu est le programme Banteng (forteresse) lancé en 1950 pour favoriser l'émergence et le renforcement d'une classe d'entrepreneurs indonésiens face à la mainmise des maisons commerciales hollandaises et de la minorité chinoise, notamment en leur donnant la préférence pour l'octroi de licences d'importation. Il sera toutefois détourné de ses objectifs par la corruption et finalement interrompu en 1957³⁶. Autre exemple édifiant : un premier plan quinquennal de développement 1956-60, qui butera vite sur les mêmes difficultés et sera abandonné, dès 1958, à cause des problèmes budgétaires rencontrés et de l'accélération de l'inflation³⁷.

33 Et pourtant, en dépit de toutes ces avanies, l'économie indonésienne montre des signes de redémarrage encourageants jusqu'en 1956. Alors que le niveau de production de 1950 était de loin inférieur à celui qu'il avait atteint en 1940, il le retrouve et le dépasse

en quelques années dans tous les secteurs et pour certains des principaux produits stratégiques. C'est notamment le cas dans l'agriculture, qui représente en 1950 plus de 50% du PIB et occupe toujours les $\frac{3}{4}$ de la population active. Pour le secteur vivrier, le cas de la production rizicole est emblématique à cet égard. Elle avait atteint près de 9 millions de tonnes (mt) pour la seule île de Java en 1940, était retombée à 6,84 mt en 1947 pour ne remonter qu'à 7,52 mt en 1950, mais atteint 9,26 mt en 1954³⁸. On retrouve la même tendance du côté des cultures commerciales, notamment pour le caoutchouc, principal produit d'exportation du pays, puisque la production des grandes plantations (283 000 tonnes en 1940, contre seulement 14 000 en 1947), remonte à 288 000 en 1954. La chose est d'ailleurs encore plus spectaculaire pour les petits planteurs dont la production double de 266 000 à 517 000 tonnes entre 1940 et 1954. Dans le secteur minier, la production de pétrole montre aussi des signes de retour à la normale, le volume de 8 mt atteint en 1940 et retombé à 1 mt à 1947, se retrouve à 6 mt en 1950 et 11 mt en 1954. En revanche, les choses vont plus lentement pour la plupart des autres produits minéraux, comme l'étain et la bauxite, ou pour les cultures alimentaires secondaires (palawija), comme le manioc et la patate douce, ainsi que pour les denrées d'exportation, comme le café, le thé, l'huile de palme et surtout, la canne à sucre. Alors que la production de cette dernière s'était élevée à 1,6 mt en 1940 pour pratiquement disparaître en 1947, elle n'est toujours que de 600 000 tonnes en 1954³⁹.

34 Il est donc difficile de nier qu'un certain redémarrage économique ait eu lieu jusqu'en 1956. Selon les chiffres de la Banque mondiale, la croissance du PIB aurait été de 5,6% de 1950 à 1955. Les Nations unies donnent un chiffre comparable de 5% pour la période 1953-57⁴⁰. Certes, cette croissance est essentiellement due à la réhabilitation de l'appareil de production, très amoindri pendant les dix années d'occupation des Japonais et de conflit avec les Hollandais ; mais l'Indonésie retrouve alors largement son niveau de développement économique d'avant-guerre. Cela montre aussi que, contrairement à la réputation qu'il a lui-même contribué à se forger par ses dires, Sukarno ne sous-estime pas complètement les questions économiques. Elles restent toutefois subordonnées dans son esprit aux problèmes politiques de sauvegarde de l'unité nationale et de parachèvement de la révolution. Or, après les élections législatives nationales de 1955, qui ne résolvent rien, ces problèmes reprennent nettement le dessus dès l'année suivante, portant un coup d'arrêt à la timide reprise économique, entraînant une inversion de la tendance et une nouvelle détérioration de la situation économique qui accompagne jusqu'en 1959 l'agonie de la démocratie parlementaire.

35 Sur le plan social, la situation des Indonésiens s'améliore aussi un peu pendant les quelques années du début de l'indépendance. Il faut dire qu'elle ne pouvait pas être pire qu'auparavant ! Toutefois, si les mesures prises pour reprendre le contrôle de l'économie nationale ont bien débouché sur une redistribution des cartes entre les Indonésiens et les étrangers, notamment au moment de l'expulsion des Hollandais fin 1957, elles ont surtout profité à une petite élite oligarchique en phase de recomposition appartenant aux milieux politiques et militaires, ainsi qu'à leurs partenaires en affaires de la minorité chinoise, qui arrivent à contourner les obstacles pour sauvegarder leurs intérêts et même les faire fructifier. En dépit du fait que le revenu par habitant et les indicateurs de consommation des ménages soient sensiblement à la hausse, notamment sur le plan alimentaire, la vaste majorité de la population indonésienne reste infiniment pauvre. De plus, l'inflation commence à augmenter à partir du milieu des années 1950. Elle dépasse chaque année les deux chiffres et la surévaluation de la

rupiah, la monnaie nationale, renchérit le prix des produits de première nécessité importés et rogne les avantages tirés de l'adoption des politiques de relance et de restructuration⁴¹.

- 36 Mais au bout du compte, c'est surtout l'instabilité politique croissante et l'impasse institutionnelle dans laquelle se trouve le pays qui va définitivement prêter tout espoir de développement économique soutenu. Ce sont d'ailleurs ces blocages qui désespèrent finalement les réformateurs compétents qui ont été les artisans de cette politique de réhabilitation et de ce début de reprise, les amenant à faire défection et à rejoindre en 1957 les rangs des provinces qui se sont rebellées contre le pouvoir centralisateur, incompetent et corrompu de l'élite politique au pouvoir à Jakarta. Cette rébellion des provinces exportatrices de Sumatra et Sulawesi a également des causes et des conséquences économiques : elles sont lassées de voir l'essentiel de leurs revenus être siphonnés par Java. D'où leur décision d'établir des relations commerciales directes avec Singapour, où leur production est vendue en contrebande, ce qui affaiblit en retour les chances de consolidation de la reprise au niveau national. Cette situation tendue est évidemment peu propice à la tenue des élections législatives nationales programmées pour 1959 : beaucoup redoutent de voir le PKI émerger encore plus fort. Sur la base d'un large consensus entre toutes les autres forces politiques, ces élections seront d'abord repoussées, puis finalement annulées.
- 37 Le président Sukarno profite de ce contexte pour avancer ses idées et ses pions. Les travaux de l'Assemblée constituante étant perturbés par le jeu d'opposition classique des grands partis politiques, l'idée de revenir à la Constitution de 1945 fait lentement son chemin. Elle est farouchement combattue par le MASJUMI et le PSI, qui sont en perte de vitesse et déconsidérés pour leur implication dans le mouvement du PRRI-PERMESTA, et soutenue par un PNI en déclin et un PKI en pleine ascension. Mais elle recueille aussi le soutien de l'armée et de son chef d'état-major le colonel Nasution, sorti auréolé de sa victoire sur le mouvement rebelle et promu lieutenant-général en juillet 1958, le premier depuis Sudirman, qui renforce encore son ascendant en mettant un terme provisoire en mai 1959 à l'interminable rébellion du Darul Islam à Aceh. C'est le NU qui va faire capoter ce retour à la Constitution de 1945 par la voie législative en essayant de profiter de l'occasion pour tenter d'y inclure la sempiternelle « Charte de Jakarta », passée à la trappe au moment de l'indépendance. Devant ce blocage, Nasution souffle à Sukarno l'idée de prononcer le retour à cette constitution par décret présidentiel. C'est ce qu'il fait le 5 juillet 1959, faisant basculer le pays dans la Démocratie dirigée, ouvrant une sorte de quarantaine autoritaire au sens plein du terme puisqu'il n'en sortira effectivement que près de quarante ans plus tard, à la chute de Suharto en 1998.

NOTES

1. La principale source d'information de ce chapitre sur les aspects politiques des quinze premières années d'indépendance du pays est le remarquable ouvrage de Ricklefs (2008), qui reste la meilleure synthèse sur l'histoire du pays, de l'arrivée de l'islam à nos jours, notamment

sur la période concernée. Pour ce qui est des aspects économiques et sociaux, nous nous sommes toutefois beaucoup appuyés sur les excellents ouvrages également cités plus haut de Booth, (1998), de Dick *et. al.* (2002) et de Thee (2012), qui couvrent aussi cette période.

2. Ricklefs (2008 :291).

3. Leur action la plus spectaculaire sera la prise d'assaut à De Punt en 1977 d'un train dont 40 des passagers seront retenus en otage pendant vingt jours.

4. Pour une analyse plus élaborée de ce fascinant problème de « continuité historique », on peut relire le très bel article de Jacques Leclerc, « La circonscription : remarques sur l'idéologie du territoire national en Indonésie », paru initialement en 1975 dans l'excellente revue de l'Université Catholique de Louvain *Culture et Développement*, hélas disparue depuis longtemps, et republié en 2000 dans un ouvrage collectif de Françoise Cayrac-Blanchard, Stéphane Doyet et Frédéric Durand, *Indonésie : un demi-siècle de construction nationale*, paru à Paris, chez L'Harmattan, en hommage à son auteur malheureusement trop tôt décédé en 1995 à l'âge de 60 ans.

5. Thee (2012 : 5-6).

6. Ricklefs (2008 : 220).

7. Il s'agit de Howard Dick in Dick *et. al.*, (2002 : 171).

8. On trouve déjà là l'expression du sens aigu de ses « intérêts bien compris » qui a fait la réputation des Pays-Bas tout au long de leur histoire. Ils en ont encore fait preuve en 2020, dans leur farouche opposition à la mutualisation de la dette énorme générée par l'Union Européenne pour surmonter la crise économique et sociale catastrophique résultant de la pandémie de COVID-19, en prenant la tête du groupe des pays qualifiés avec élégance de « frugaux », que beaucoup n'hésitent pas à appeler plus crûment « radins ».

9. Thee (2012 : 6).

10. Booth (1998 : 53).

11. Thee (2012 : 7).

12. Thee (2012 : 6).

13. MASJUMI est l'acronyme de *MAjelis SJUro Muslimin Indonesia* ou Conseil des associations musulmanes d'Indonésie.

14. Benjamin Higgins (1912-2001) fut parmi les premiers conseillers économiques du gouvernement indonésien au sein d'une mission d'assistance technique des Nations unies dépêchée à Djakarta en 1952-53. Il dirigea ensuite à partir de 1954 le fameux *Indonesia Project* du MIT financé par la Fondation Ford dans lequel de nombreux indonésianistes firent leurs premières armes, dont l'anthropologue Clifford Geertz qui deviendra très célèbre. Parmi de nombreux ouvrages et articles, il est l'auteur de : *Indonesia's Economic Stabilization and Development* (1957) et, avec sa femme, Jean Higgins, d'un petit opuscule intitulé *Indonesia : the crisis of the millstones* (1963), sur lesquels nous nous sommes également appuyés pour la rédaction de la première partie de ce chapitre.

15. Herbert Feith (1930-2001), né à Vienne et ayant émigré en Australie en 1939, travailla aussi dès le début des années 50 en Indonésie, mais comme volontaire au sein du ministère de l'information, avant de devenir l'un des plus célèbres indonésianistes australiens en tant que professeur à l'Université Monash de Melbourne. Il est l'auteur de ce qui reste le meilleur ouvrage de science politique sur cette période de l'histoire indonésienne, dont nous nous sommes aussi beaucoup inspiré pour la rédaction de la première partie de ce chapitre : *The Decline of Constitutional Democracy in Indonesia* (1962).

16. Thee (2012 : 44). En dehors de cet opuscule intitulé *Indonesia's Economy Since Independence* publié en 2012 (réunissant certains des principaux articles de Thee Kian Wie), nous nous sommes appuyés pour retracer cette partie de l'histoire économique indonésienne sur les deux ouvrages souvent cités précédemment de Booth (1998) ou Dick *et. al.* (2002), ainsi que sur les sources d'information et d'analyse très riches que sont les chapitres de Douglas S. Pauuw, « From Colonial

to Guided Economy » in Ruth T. McVey (Ed.), *Indonesia*, (1963) et de James A.C. Mackie, « The Indonesian Economy, 1950-1963 » in Bruce Glassburner (Ed.), *The Economy of Indonesia* (1971).

17. Thee (2012 : 12).

18. Toutefois, la plupart des navires étant alors en mer, ils reçurent l'ordre d'aller se mettre à l'abri dans le port de Singapour et échappèrent par conséquent à la saisie des Indonésiens, ce qui aggrava encore les problèmes de communication. Pour plus de détails sur cet épisode, voir le deuxième chapitre du livre de Howard Dick, *The Indonesian Interisland Shipping Industry, An Analysis of Competition and Regulation*, (1987 : 23-25).

19. Dick (2001 : 184).

20. Depuis 1960, après la proclamation de la Démocratie dirigée par Sukarno, et jusqu'en 1998, avec la fin de l'Ordre nouveau de Suharto et l'avènement de la démocratie, l'ABRI (*Angkatan Bersendjantara Republik Indonesia* ou Forces armées de la République d'Indonésie) a toujours regroupé les trois « armes » traditionnelles, l'armée de terre, la marine et l'aviation, plus la police. Avec l'avènement de la démocratie, cette organisation sera abolie et la police sera détachée des forces armées.

21. Feith (1962 : 128).

22. Les sept cabinets en question sont les suivants :

- Cabinet Mohammad Hatta (basé sur une coalition multipartite), de décembre 1949 à août 1950 ;
- Cabinet Mohammad Natsir (*MASJUMI*), de septembre 1950 à mars 1951 ;
- Cabinet Sukiman Wirjosandjojo (*MASJUMI*), d'avril 1951 à février 1952 ;
- Cabinet Wilopo (*PNI*), d'avril 1952 à juin 1953 ;
- Cabinet Ali Sastroamidjojo (*PNI*), de juillet 1953 à juillet 1955 ;
- Cabinet Burhanuddin Harahap (*MASJUMI*), de août 1955 à mars 1956 ;
- Cabinet Ali Sastroamidjojo (*PNI*), de mars 1956 à mars 1957.

Pour une analyse détaillée de cette période politique troublée, il est indispensable de revenir à l'ouvrage majeur de Herbert Feith (1962).

23. Qui seront aussi les dernières élections générales libres jusqu'à celle organisées 44 ans plus tard, en juin 1999, après presque quatre décennies de régime autoritaire, les quelques sept années de Démocratie dirigée de Sukarno, entre 1959 et 1966, et les 32 ans de l'Ordre nouveau de Suharto, de 1966 à 1998.

24. Feith (1962 : 434-35). Le résultat détaillé de ces premières élections législatives indonésiennes apparaît dans le Tableau 4 qui se trouve en annexe.

25. Cette analyse sur la personnalité de Sukarno et son rôle dans l'histoire indonésienne constitue une synthèse personnelle des points de vue souvent contradictoires développés dans les trois principaux ouvrages qui lui ont été consacrés : Bernhard Dahm, *Sukarno and the Struggle for Indonesian Independance* (1969 ; John D. Legge, *Sukarno : A Political Biography*, Harmondsworth (1972) ; Christian L.M. Penders, *The Life and Time of Sukarno* (1974). Son autobiographie, *Sukarno, An Autobiography as told to Cindy Adams* (1965), reste toutefois aussi une source d'information indispensable et fascinante.

26. Voir *Pantjasila, Trente années de débats politiques en Indonésie* (1980).

27. Ce texte fondamental se trouve, comme beaucoup d'autres, dans l'ouvrage très utile de sources et références compilées par Herbert Feith and Lance Castles (Eds), *Indonesian Political Thinking, 1945-1965* (1970).

28. Cette formidable pièce d'anthologie de la lutte anticoloniale intitulée « *Indonesia menggugat !* » a été traduite par Roger Paget et publiée sous le titre de *Indonesia Accuses ! Soekarno's Defense Oration in the Political Trial of 1930* (1975).

29. Kahin (1970: 134-36).

30. La littérature sur l'islam indonésien est très abondante, pour ne pas dire pléthorique depuis la chute de l'Ordre nouveau et le début l'ère de la *Reformasi*, accompagné du processus de ré-islamisation intense qui a caractérisé le pays depuis lors. Il suffit de visiter n'importe où dans l'archipel la première librairie venue, où elle occupe toujours des rayons entiers, pour s'en rendre compte. Parmi les innombrables ouvrages qui lui ont été consacrés, nous nous sommes appuyé en priorité sur ceux de deux collègues indonésianistes français qui comptent au nombre des meilleurs connaisseurs mondiaux de l'islam indonésien : Andrée Feillard et Rémy Madinier. Outre le fait qu'ils ont été publiés en France et sont donc plus facilement accessibles au lecteur francophone, leurs ouvrages présentent aussi l'avantage de proposer des synthèses historiques claires et utiles avant d'aborder les différents aspects plus particuliers auxquels ils sont consacrés. De plus, Andrée Feillard a surtout travaillé sur l'islam traditionnaliste et le NU alors que Rémy Madinier s'est spécialisé sur l'islam moderniste et ses différentes expressions politiques. Pour l'islam traditionnaliste on consultera donc Andrée Feillard, *Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine* (1995). Pour l'islam moderniste, on se reportera à Rémy Madinier, *L'Indonésie entre démocratie musulmane et islam intégral, Histoire du parti Masjumi (1945-1960)* (2012). Ils ont aussi rédigé ensemble ce que beaucoup considèrent comme le meilleur ouvrage sur les problèmes contemporains de l'islam indonésien : Andrée Feillard et Rémy Madinier, *La fin de l'innocence ? L'islam indonésien et la tentation radicale de 1967 à nos jours* (2006). D'ailleurs, preuve de son excellence, il a été traduit en anglais et publié en 2011 par les presses de la NUS (National University of Singapore) sous le titre identique de *The End of Innocence ? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism*. Le lecteur qui souhaite aller plus loin dans sa compréhension de l'islam indonésien doit aussi consulter les ouvrages des auteurs majeurs indonésiens, hollandais ou anglo-saxons ayant publié en anglais qui sont cités dans la bibliographie et, prioritairement, par ordre chronologique : Clifford Geertz, *The Religion of Java* (1960) ; Deliar Noer, *The Modernist Muslim Movement in Indonesia 1900-1942* (1973) ; B.J. Boland, *The Struggle of Islam in Modern Indonesia* (1982) ; Robert Hefner, *Civil Islam : Muslims and Democratization in Indonesia* (2000) ; Marcus Mietzner, *Military Politics, Islam and the State in Indonesia , From Turbulent Transition to Democratic Consolidation* (2009) ; Merle Ricklefs, *Islamization and its Opponents in Java : A Political, Social, Cultural, and Religious History, c. 1930 to the present* (2012) ; et Martin van Bruinessen, *Contemporary Development in Indonesian Islam : Explaining the 'Conservative Turn'* (2013).

31. Feith (1962) et Ricklefs, (2008 : 294-97).

32. Le PRRI ou *Pemerintah Revolutioner Republik Indonesia* (Gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie) annoncé officiellement en février 1958, a été lancé dès fin 1956 et début 1957 par le colonel Simbolon, commandant en chef de l'armée de terre pour tout Sumatra, avec l'appui de certains de ses officiers subalternes dans plusieurs régions de la grande île. Ce n'était pas un mouvement sécessionniste et son objectif politique n'était pas le démantèlement de la République indonésienne, mais l'adoption d'une large autonomie régionale permettant à chaque province d'utiliser ses ressources pour son propre développement. Le PERMESTA ou *Piagam Perjuangan Semesta* (Charte pour une lutte universelle), lancé en mars 1957 à Menado sous la direction des colonels Sumual et Kawilarang, était quant à lui un mouvement séparatiste qui visait l'instauration d'une entité politique indépendante en Indonésie orientale couvrant notamment Sulawesi et les Maluku. Bien qu'ils aient eu des objectifs différents, ces deux mouvements de rébellion établirent des contacts et surtout se virent rapidement associés sous le nom de PRRI-PERMESTA dans la stratégie que Sukarno et Nasution lancèrent pour les liquider du fait qu'ils reçurent tous deux un appui des USA et de la CIA, comme nous l'expliquons à la note suivante.

33. La politique américaine à l'égard de l'Indonésie a été particulièrement ambiguë et erratique sous la présidence de Sukarno. D'abord rappelons que ce sont les États-Unis qui ont obligés les Pays-Bas à octroyer l'indépendance à l'Indonésie en 1949. Dans la foulée, pendant toute la première partie des années 1950, alors que la guerre froide s'intensifie, l'Indonésie est devenue la

pièce angulaire de la politique américaine en Asie du Sud-Est pour faire contrepoids à la Chine communiste et à l'influence du bloc socialiste dans la région. Les États-Unis n'ont donc pas ménagé leurs efforts, à travers de très importants financements publics et privés, pour aider la jeune République à devenir l'exemple de démocratie parlementaire et de libéralisme économique qu'ils espéraient voir émerger dans cette région du monde et dans les nouvelles nations indépendantes en général. Cependant, devant l'échec de leurs espérances et ce qu'ils considèrent comme la dérive nationaliste gauchisante de Sukarno et le danger de voir le PKI se renforcer dans le processus en cours et arriver au pouvoir, l'administration républicaine du président Dwight Eisenhower, élue en pleine vague maccarthiste, change diamétralement de politique sous la houlette des frères Dulles, John Foster et Allen, respectivement secrétaire d'État et directeur de la CIA. Elle va commettre l'erreur majeure d'accorder un soutien militaire et financier aux mouvements de rébellion PRRI-PERMESTA. Cela n'ira pas très loin et tournera vite à la débâcle. Un pilote américain, Allen Pope, étant même abattu en mai 1958 au-dessus de Ambon aux commandes de son B-26, fournissant la preuve tangible de l'appui des Américains et de la CIA aux rebelles, ce que Sukarno ne leur pardonnera jamais. Pour une analyse détaillée de cet épisode peu glorieux de l'histoire des États-Unis, il faut consulter le livre passionnant du premier grand historien indonésianiste américain et de son épouse : Audrey R. Kahin and Georges McTurnan Kahin, *Subversion as Foreign Policy, The Secret Eisenhower and Dulles Debacle in Indonesia* (1995). Comme nous le verrons dans la seconde partie de ce chapitre, la politique des États-Unis vis à vis de l'Indonésie effectuera un second changement radical de cap au début des années 60, au moment de la Démocratie dirigée, entre les administrations démocrates des présidents John F. Kennedy, qui tentera d'amadouer Sukarno en l'aidant à récupérer la province d'Irian, et Lyndon Johnson, qui se retournera contre lui pour soutenir la prise du pouvoir par Suharto et les militaires, avec des conséquences bien plus graves que la première fois.

34. À propos de l'armée indonésienne, c'est sur deux ouvrages classiques déjà cités que nous nous sommes essentiellement appuyé, celui de Kahin (1952), pour ce qui est de sa formation pendant la révolution anticoloniale, et de Feith (1962), concernant l'évolution de sa situation pendant la phase de déclin de la démocratie parlementaire, ainsi que sur le chapitre intitulé « Dynamics of Guided Democracy » que ce dernier a rédigé, dans la référence de base sur l'Indonésie éditée par Ruth McVey (1963), pour cerner le renforcement de l'armée pendant cette seconde période de la présidence de Sukarno. Après l'avènement de l'Ordre nouveau de Suharto, de très nombreux ouvrages ont été entièrement consacrés à l'armée indonésienne et à son rôle politique, mais ils comportent habituellement un chapitre introductif dressant une synthèse rétrospective très utile. Parmi ceux dont nous avons fait usage, mentionnons les deux ouvrages classiques de Harold Crouch, *The Army and Politics in Indonesia* (1978) et de Ulf Sundhausen, *The Road to Power, Indonesian Military Politics 1945-1967* (1982) ainsi que le livre de Françoise Cayrac-Blanchard, *Indonésie : l'armée et le pouvoir* (1991).

35. Cette voie moyenne est dans son esprit celle qui se situe entre un pouvoir politique entièrement aux mains des civils ou des militaires (« Between civilians supremacy and outright military rule »).

36. Dick *et al.* (2002 : 178).

37. Mackie in Glassburner (1971: 48-50).

38. Booth (1998 : 51), basé sur des chiffres fournis par Van der Eng (1994).

39. *Ibid.*

40. Booth (1998: 53).

41. Comme cela apparaît à travers les références données dans le corps du texte, les principales sources d'information utilisées dans cette synthèse des problèmes économiques et sociaux de l'Indonésie pendant la période de déclin de la démocratie parlementaire, comme dans celle de Démocratie dirigée qui va suivre, sont les mêmes que celles qui ont déjà mentionnées plus haut :

Paauw *in* McVey (1963), Mackie *in* Glassburner (1971), Booth (1998), Dick et al. (2002) et Thee (2012).

3.2. 1959-1965 : dérives de la Démocratie dirigée et montée des antagonismes

- ¹ S'appuyant sur la Constitution de 1945 dans laquelle le Parlement n'a finalement que peu de pouvoir, la Démocratie dirigée¹ est de fait un régime présidentiel autoritaire dont Sukarno est la clef de voute. Comme les rajas ou les sultans javanais de la période précoloniale, il est au centre d'un système de pouvoir dont les autres acteurs de la scène politique doivent se rapprocher pour profiter de sa protection et de son rayonnement. Ce système constitue une synthèse éminemment syncrétique de l'histoire indonésienne car il n'emprunte pas seulement à la gloire des formations étatiques précoloniales, mais aussi à l'État bureaucratique (*beamtenstaat*) mis en place par le colonisateur Hollandais à partir de 1830 et au type de régime autoritaire et militariste pratiqué par les Japonais pendant leur brève occupation du pays lors de la Seconde Guerre mondiale². La grande différence est que, contrairement à ces avatars antérieurs, Sukarno n'a pas vraiment de plan bien précis sur la direction à donner au pays à travers l'imposition de ce système, tant du point de vue politique que sur le plan économique, hormis son obsession de sauvegarder l'unité nationale et de parachever la révolution indonésienne, dont il estime être le seul garant. De plus, il est vaniteux, fantasque et autoritaire, n'écoute pas les avis dissidents et s'entoure de cliques et de coteries qui le flattent. En fait, il va naviguer à vue en tissant les alliances qui lui semblent nécessaires pour pousser ses pions et rester au pouvoir, jouant les principaux acteurs de la scène politique les uns contre les autres et polarisant progressivement une situation jusqu'à son point de rupture. Répétons-le, il a certainement cru pouvoir jouer le rôle subtil du *dalang*, le maître de cérémonie du théâtre d'ombre (*wayang kulit*) javanais, qui connaît par cœur l'épopée, en déroule les péripéties tout au long de la représentation nocturne et en dénoue les intrigues jusqu'à l'épilogue final du petit matin, où le bien l'emporte toujours sur le mal. Mais il n'est pas resté maître du jeu. Le fil de l'histoire lui a échappé et elle va au contraire se terminer horriblement mal pour le pays, le faisant passer pour un apprenti sorcier irresponsable aux yeux de la postérité. Voyons comment les choses se sont déroulées aux différents niveaux habituels d'analyse, politique, économique et social.

Tensions politiques croissantes au plan national et sur la scène régionale

- 2 Sur le premier plan, on va à la fois assister à une simplification de la vie politique du pays prenant la forme d'une triangulation à géométrie variable et à une dangereuse montée des tensions entre les trois seuls véritables acteurs restant en présence sur le devant de la scène : Sukarno, le PKI et l'armée. Pour ce qui est des partis politiques qui ont participé à la tentative de mise en place d'une démocratie parlementaire, ils sortent tous affaiblis de l'échec enregistré. C'est bien sûr au premier chef le cas du MASJUMI et du PSI, qui ont été impliqués la rébellion du PRRI-PERMESTA contre le pouvoir central. Ils sont considérés comme traîtres à la cause nationale et vont simplement être interdits d'activité en août 1960. Cela aura pour principale conséquence de mettre durablement sur la touche la tendance réformiste et modérée de l'islam politique indonésien, celle qui était plutôt favorable à la démocratisation et à l'ouverture économique du pays, mais aussi de priver ce dernier de certains de ses meilleurs cerveaux. Le NU et le PNI ne sont guère mieux lotis. Le premier, portant les couleurs de l'islam traditionnaliste est frustré de n'avoir toujours pas pu faire adopter la « Charte de Jakarta » mais n'a guère d'autre choix au début que de soutenir Sukarno pour éviter d'être encore plus marginalisé. Le second, bien qu'il contribue principalement à la mise en place de l'appareil idéologique de la Démocratie dirigée à travers certains de ses principaux porte-paroles comme Chairul Saleh et Roeslan Abulganjani ou Subandrio, ministre des affaires étrangères, se retrouve aussi en perte de vitesse car Sukarno, qui en est pourtant son fondateur, se rapproche de plus en plus du PKI pour asseoir sa politique interne et extérieure.
- 3 Le PKI est le seul parti politique qui ressort vainqueur de cet épisode de démocratie parlementaire avortée pendant lequel il n'a pas été associé au pouvoir. Après avoir passé plusieurs années à se remettre de sa seconde erreur historique commise à Madiun en 1948 et interprétée comme un coup de couteau dans le dos de la république, il avait dans l'intervalle redoré son blason en s'opposant sur le terrain à tous les mouvements de rébellion sécessionnistes des années 1950. Par ailleurs, la situation économique et sociale ne s'étant guère améliorée pour la majorité de la population, il était rapidement redevenu le porte-parole des plus défavorisés, en nombre croissant. Cela était clairement apparu lors des élections régionales de fin 1957, notamment à Java Central et Est, où il avait obtenu 34% des voix, contre 29% pour le NU, 26% pour le PNI et seulement 11% pour le MASJUMI³. Mais à partir de là, il va continuer à se renforcer, en jouant habilement la carte du soutien à la politique de Sukarno, qui souhaite le voir entrer au gouvernement, et en lui devenant indispensable. La radicalisation de la politique interne et extérieure poursuivie par le président va aussi grandement l'aider. Sur le plan interne, le PKI va s'employer à mobiliser l'immense masse des paysans sans terre pour l'application de la loi agraire, adoptée en 1960 mais restée dans un premier temps lettre morte, en lançant des « actions unilatérales » de saisie des terres dans les campagnes de Java, - où ses militants se heurtent violemment aux propriétaires terriens, pour la plupart proches des partis d'obédience islamique et surtout du NU, - et dans les plantations de Sumatra, - où ils font face aux officiers de l'armée qui en assurent la gestion. Sur le plan extérieur, il va être à l'avant-garde des grandes manifestations organisées d'abord pour récupérer l'Irian des mains des Hollandais, et bientôt, pour s'opposer, à travers la politique dite de Konfrontasi lancée par Sukarno, à

la création de la Fédération de Malaysia. Le PKI est donc le grand gagnant du moment parmi les acteurs institutionnels civils⁴.

- 4 Le second vainqueur n'est pas un parti politique: il s'agit des forces armées. Affaiblie et divisée au début de l'indépendance, l'armée indonésienne va en effet profiter des années troublées où elle intervient aux quatre coins de l'archipel pour se donner - sous la houlette du général Nasution, homme de devoir et d'honneur qui restera loyal à Sukarno presque jusqu'au bout, tout en s'efforçant de mettre en œuvre sa vision personnelle du rôle des militaires dans la société indonésienne - l'image du sauveur de la république et le garant de son intégrité. Depuis 1957, avec la prise en main des entreprises saisies aux Hollandais puis nationalisées et l'imposition de la loi martiale, l'armée a acquis une grande autonomie économique et un poids politique majeur. Cela porte ombrage à Sukarno qui ne peut pas ouvertement s'opposer à elle, mais fait en coulisse tout ce qui est en son pouvoir pour essayer de juguler sa montée en puissance. Cela inquiète aussi beaucoup tous les partis politiques qui craignent un coup d'État militaire - comme ceux advenus à la même époque en Thaïlande, en Birmanie ou au Pakistan - et apportent leur soutien à Sukarno, dans lequel ils voient le seul rempart capable de faire contrepoids aux forces armées. Par ailleurs, bien que certaines unités de la marine et de l'aviation aient été gagnées aux idées du PKI, l'armée de terre est dans sa grande majorité viscéralement anti-communiste. On voit donc se mettre en place le triangle infernal qui va mener l'Indonésie à sa perte : un président Sukarno coincé entre deux protagonistes aussi indispensables qu'antagonistes et s'appuyant de plus en plus sur un PKI que l'armée de terre rêve d'éliminer.
- 5 À partir de la seconde moitié de l'année 1959, les événements survenant sur la scène domestique et internationale vont combiner leurs effets dans une sorte de spirale dialectique qui va mener au désastre. Après avoir proclamé par décret la Démocratie dirigée, Sukarno nomme en juillet un cabinet ministériel non partisan et technique. Il est dirigé par Djuanda, économiste modéré et compétent qui avait été l'un des principaux artisans du Plan Benteng avorté du début des années 1950⁵, mais l'homme fort en est Nasution puisqu'il devient ministre de la défense, tout en restant à la tête des forces armées. Le 17 août 1959, le président prononce à l'occasion du 14^e anniversaire de l'indépendance un grand discours connu sous l'acronyme barbare de Manipol-USDEK⁶ dans lequel il expose les principes et les objectifs de la Démocratie dirigée. Cela marquera le début d'une dangereuse fuite en avant dans les discours et les slogans révolutionnaires visant à l'élaboration d'une improbable synthèse idéologique consensuelle. Alors qu'une véritable lutte de classe se développe dans les campagnes dès le début des années 60 entre le PKI et les propriétaires terriens proches du NU à Java ou du PNI à Bali, l'armée intervient de plus en plus directement dans la vie politique et économique du pays. C'est ainsi que Nasution interdit, contre la volonté de Sukarno et du PKI, aux membres de la minorité chinoise de résider et de faire des affaires en milieu rural, ce qui va entraîner le retour de 120 000 d'entre eux vers la terre de leurs ancêtres et tendre les relations avec la Chine⁷. Cela contribue aussi à désorganiser le commerce de détail et à accélérer la hausse de l'inflation. La situation économique se détériore dès lors rapidement. Ce n'est pas l'adoption en 1960 d'un nouveau plan de développement de huit ans, à la fois irréaliste et surréaliste, qui va améliorer les choses⁸. Après l'avoir maintenu quelques temps dans un état léthargique, Sukarno dissout le Parlement en 1960 et adopte le budget par décret. Il réorganise alors la vie politique du pays, nommant un Parlement d'un genre nouveau, dit d'« entraide mutuelle » (gotong royong). La moitié des ses membres sont issus des « groupes

fonctionnels » (golongan karya) de nature économique ou sociale et l'autre moitié des partis politiques traditionnels qui n'ont pas été interdits et dont les fonctionnaires n'ont pas le droit de devenir membres. Toujours à la recherche de l'impossible synthèse politique syncrétique et bien décidé à faire entrer son nouvel allié du PKI au gouvernement, dont l'armée veut le tenir éloigné, il propose de mettre en application son vieux concept de NASAKOM énoncé en 1926, l'alliance entre le nationalisme (NASionalisme) la religion (Agama) et le communisme (KOMmunisme)⁹.

- 6 Les événements internationaux vont aider Sukarno à précipiter les choses. Devant la tentative des Hollandais de créer un État indépendant de Papouasie occidentale, l'Indonésie rompt en 1960 ses relations diplomatiques avec les Pays-Bas et se rapproche de l'URSS, trop heureuse en pleine guerre froide de lui fournir une aide et une assistance militaires, notamment des navires de guerre et des avions de combat. Cela donne à Sukarno la possibilité de se concentrer sur ce front et de faire de la libération de ce dernier vestige significatif de l'empire colonial néerlandais un objectif utile pour mobiliser la population loin de ses préoccupations journalières et de conditions de vie de plus en plus difficiles, afin de parachever la révolution nationale. Cette nouvelle stratégie va être facilitée à partir de 1961 par le fait que la rébellion du Darul Islam est enfin jugulée à Java Ouest et que les derniers membres du mouvement du PRRI-PERMESTA se rendent aussi à Sumatra et Sulawesi. Les forces armées indonésiennes peuvent donc entièrement se concentrer sur cet objectif de reconquête de l'Irian, confié par Nasution à un certain lieutenant-colonel Suharto. Toutefois, devant le risque de voir le pouvoir de ce dernier en ressortir encore renforcé, Sukarno s'attache à l'affaiblir en nommant, contre sa volonté, des officiers qu'il croit plus fidèles et dociles : le major-général Yani à la tête de l'armée de terre et le vice-maréchal Omar Dhani à celle de l'aviation. Inquiète de la radicalisation du régime et du rapprochement avec l'URSS, mais voulant aussi se faire pardonner son soutien passager aux mouvements de rébellion du PRRI-PERMESTA et n'ayant pas abandonné l'idée que l'Indonésie puisse devenir le grand pays démocratique d'Asie du Sud-Est capable de faire contrepoids à la Chine de Mao, la nouvelle administration américaine arrivée au pouvoir avec l'élection de John Fitzgerald Kennedy à la présidence en 1960 va s'impliquer dans la recherche d'une solution négociée pour l'Irian¹⁰. De fait, Washington va faire une nouvelle fois pression sur les Pays-Bas, comme au moment de l'octroi de l'indépendance en 1949, pour que l'ancienne puissance coloniale se plie à ses volontés et à celles des nationalistes indonésiens. C'est Robert Kennedy en personne, frère du président et ministre de la justice, qui va s'y atteler, obtenant en août 1962 un accord sur le retrait des troupes hollandaises de la Nouvelle-Guinée occidentale. Cette dernière sera d'abord placée quelques mois sous mandat des Nations unies avant de revenir en mai 1963, sous son nouveau nom d'Irian, dans le giron des Indonésiens, qui se sont engagés en contrepartie à organiser un referendum d'autodétermination avant 1969.
- 7 C'est une grande victoire pour Sukarno, mais aussi pour l'armée indonésienne, qui a gagné sans vraiment combattre, et pour le PKI, qui a soutenu de toutes ses forces l'action présidentielle. Les trois principaux protagonistes du drame triangulaire à venir semblent donc renforcer leurs positions, alors que l'on assiste à la montée du profond antagonisme qui va les opposer. De son côté, Sukarno est apparemment au sommet de sa gloire et de sa popularité. Plus que jamais considéré comme le père de la Nation, le grand leader de la cause nationale et le garant de l'équilibre des forces politiques en présence, il se comporte en despote vaniteux, sourd aux conseils de prudence stratégique, peu sensible devant les réalités économiques et de plus en plus obsédé par

la poursuite de ses fantasmes : parachever la révolution indonésienne et combattre le néocolonialisme. En fait, il se voit vraiment comme le roi juste (Ratu Adil) de la légende javanaise qui mène son peuple vers une liberté (merdeka) complète et véritable¹¹. Les forces armées sont pour leur part mieux équipées, plus puissantes et prospères que jamais. Certains de ses principaux gradés vivent d'ailleurs de manière luxueuse à Jakarta. Quant au PKI, il revendique en 1962 plus de 3 millions de membres, ce qui en fait le troisième parti communiste du monde après ceux de Chine et d'URSS. Il compte aussi 15 millions de sympathisants à travers ses syndicats paysan (BTI) ou ouvrier (SOBSI) et autres associations fonctionnelles de femmes (Gerwani) ou de jeunes (Pemuda Rakjat) qui lui sont associées¹². C'est cependant un géant aux pieds d'argile. En fait, la stratégie développée depuis la fin des années 1950 par son secrétaire-général, D.N. Aidit, et ses collègues du Politburo pour reconstruire et fortifier le PKI est dangereuse car le sort du parti communiste dépend alors trop étroitement de la protection de Sukarno. Or, la position de ce dernier est elle aussi beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît car il s'enfonce dans une fuite en avant mortifère sur le plan de la politique intérieure et internationale. Il multiplie les défis risqués et les ennemis jurés. Par ailleurs, la situation économique du pays se dégrade à grande vitesse. Enfin, le président se retrouve gravement atteint dans sa santé pour avoir usé la vie par les deux bouts. Finalement, l'armée n'est pas non plus aussi forte qu'il y paraît : malgré les efforts déployés par Nasution depuis l'indépendance pour renforcer son unité et sa discipline ainsi que les succès politiques et économiques enregistrés, elle reste profondément divisée tant par ses origines historiques et ethniques diverses, que par des options idéologiques différentes et des ambitions ou rivalités personnelles¹³. Bref, la lutte pour le pouvoir oppose en fait trois adversaires ayant chacun des forces et des faiblesses. Alors que les nuages noirs s'amoncellent au-dessus de l'archipel et que l'antagonisme monte entre les protagonistes, on a là tous les ingrédients d'une crise politique majeure dont il est difficile de prévoir qui sortira vainqueur.

- 8 Sans attendre d'avoir engrangé le succès de la réintégration de l'Irian dans le giron national, rebaptisé pour l'occasion Irian Jaya, Sukarno, fidèle à lui-même, a déjà identifié un autre objectif pour mobiliser l'énergie du peuple dans la poursuite de la révolution nationale indonésienne : il lance son pays dans une nouvelle aventure extérieure. L'objet de sa vindicte est maintenant la Malaisie, à laquelle la puissance coloniale britannique, confrontée à des difficultés financières et voulant se débarrasser des derniers vestiges de son empire colonial en Asie, a octroyé l'indépendance en 1957, sans que ce pays ait eu à lutter pour l'obtenir, contrairement à l'Indonésie qui la regarde un peu de haut pour cette raison¹⁴. Or, après être difficilement venue à bout en 1959 d'une insurrection communiste, surtout soutenue par des membres de sa vaste communauté chinoise avec l'appui de leur mère-patrie, Kuala Lumpur annonce en 1961 étudier avec Londres le projet de création d'une fédération de Malaysia. Ce projet vise à régler plusieurs problèmes épineux du même coup en incluant Singapour et les territoires de nord Bornéo, Sarawak, Brunei et Sabah, encore sous tutelle britannique. De son côté, Sukarno caresse le rêve de rallier la Malaisie et les Philippines à l'idée d'un monde malais réunifié sous la bannière de l'Indonésie. Il perçoit ce projet, soutenu par les Britanniques et les Américains, au moment où ces derniers s'engagent dans la guerre du Vietnam, comme une tentative de plus du néocolonialisme occidental pour conserver sa mainmise sur la région. Avec le soutien des Soviétiques et des Chinois, il s'y oppose avec véhémence, proclamant une politique de Konfrontasi (Confrontation).

Photo 20 : Discours de Sukarno pour haranguer la foule à l'époque de la *Konfrontasi*



SOURCE : commons.wikimedia.org (pas d'auteur, domaine public)

- 9 Toutefois, pendant un certain temps, la tension semble se calmer car en même temps Sukarno espère aussi obtenir le soutien financier des États-Unis. Ces derniers n'ont pas encore abandonné l'idée de le ramener à la raison et d'endiguer sa radicalisation et son rapprochement avec les ennemis du camp socialiste de Moscou et Pékin, pour sauver du naufrage une économie en pleine déconfiture¹⁵. Il donne même son accord à une visite d'une mission du FMI qui vient à Jakarta en novembre 1962 pour étudier la situation et formuler un plan d'aide qui comporte des mesures de rigueur drastiques pour relancer l'économie¹⁶. Sur cette base, Sukarno fera en mars 1963 une « déclaration économique » laissant espérer qu'il semble accorder désormais une véritable attention à ces questions. Cela débouchera deux mois plus tard sur la formulation par Djuanda, qui a réussi à le convaincre de l'urgence de la situation, d'un sévère programme de stabilisation en quatorze points¹⁷. Signe supplémentaire de détente, la loi martiale, en vigueur depuis mars 1957, est même abrogée en mai 1963. Mais cette embellie sera de courte durée car la Malaisie, ignorant les menaces de Sukarno, annonce la création de la fédération de Malaysia pour le 16 septembre 1963¹⁸. La fureur populaire des Indonésiens s'exprime alors dans des démonstrations massives orchestrées par le PKI qui débouchent sur le saccage des ambassades de Grande-Bretagne et de Malaisie à Jakarta et la coupure des relations diplomatiques avec Kuala Lumpur et Singapour. Déchaîné, Sukarno déclare qu'il va « avaler la Malaysia » (*Ganyang Malaysia*) et n'en faire qu'une bouchée¹⁹. Des opérations militaires sont organisées à partir de là contre la Malaisie, principalement sur la frontière commune aux deux pays dans les forêts de Bornéo. L'opportunité de voir l'Indonésie s'orienter vers la voix de la conciliation politique et du redressement économique a été manquée. Les deux dernières années de la présidence de Sukarno vont être celles d'une radicalisation progressive.
- 10 Ces événements résultant des tensions sur la scène régionale et internationale viennent envenimer les relations domestiques de plus en plus compliquées et tendues entre, d'une part, Sukarno et l'armée, fortement appuyée par l'URSS qui la fournit en armes et munitions, et de l'autre, l'état-major militaire, dont la plupart des officiers supérieurs

ont été formés aux États-Unis (où ils ont gardé des relations et des amitiés), et la direction du *PKI*, qui se rapproche de plus en plus de la position de la Chine (alors que Moscou et Pékin trouvent en Indonésie un autre moyen d'alimenter leur brouille historique naissante). L'équilibre est très fragile et tout mouvement peut précipiter les choses. Le premier à bouger est Sukarno. Pour affaiblir Nasution, dont le pouvoir croissant lui porte ombrage, il nomme son rival Achmad Yani, qu'il croit lui être plus fidèle, à la tête des forces armées. Il laisse aussi ce dernier placer Suharto, qui s'est illustré dans la campagne pour la libération de l'Irian, à la tête de sa réserve stratégique immédiatement opérationnelle appelée *KOSTRAD* et cantonnée à Jakarta. De son côté, le *PKI* essaye de pousser ses avantages en accélérant la véritable lutte de classes qui se développe dans les campagnes à partir de 1963 autour de la mise en œuvre de la loi agraire de 1960 et de la saisie des terres auprès des propriétaires fonciers²⁰. Il se lance aussi dans une stratégie d'infiltration des forces armées en essayant de gagner des officiers supérieurs et des régiments à sa cause, notamment au sein de la marine et de l'aviation. Cela dit, il est bien conscient de sa vulnérabilité en cas de conflit avec les militaires car, contrairement à ce qui était le cas pendant la *Revolusi*, il ne dispose pas de ses propres forces armées. C'est la raison pour laquelle, profitant de la politique de *Konfrontasi* qu'il soutient activement car elle lui est favorable, il commence à militer auprès de Sukarno pour la création d'une cinquième force, celle de milices populaires armées pour lutter contre la Malaysia. L'armée régulière y est bien évidemment opposée et s'emploie de son côté à mobiliser à Java et Bali les membres du *NU* et du *PNI*, dont les paysans les plus riches sont souvent membres, ainsi que tous les éléments anti-communistes de la société que la montée en puissance du *PKI* effraie, et à les soutenir pour la formation de leurs propres milices. Par ailleurs, il est même probable qu'elle tente d'infiltrer le *PKI* en se préparant au pire.

- 11 Alors que les troupes indonésiennes et malaisiennes s'affrontent à Bornéo, les États-Unis font une dernière tentative pour reprendre la main et réussissent à imposer en janvier 1964 un cessez-le-feu entre les deux pays, en promettant leur aide économique à l'Indonésie. Il sera cependant vite rompu par Sukarno qui dira en mars aux Américains « d'aller au diable avec leur aide »²¹. Or, ces derniers sont à cette époque de plus en plus éparpillés sur les multiples fronts de la guerre froide qui les opposent aux Soviétiques dans le Tiers Monde. Ils commencent à s'embourber au Vietnam et, redoutant l'émergence d'un axe hostile supplémentaire Jakarta-Pékin dans la région, ils abandonnent définitivement l'espoir de gagner l'Indonésie à leur cause. Changeant alors de stratégie, ils entreprennent la mobilisation de leurs réseaux au sein de l'armée indonésienne et commencent à programmer de possibles opérations secrètes²². Bref, la situation se tend à l'extrême et les adversaires fourbissent leurs armes en consolidant leurs alliances en vue d'une explication finale qui semble inéluctable.

Marasme économique et détérioration du niveau de vie de la population

- 12 Pendant ce temps, l'économie s'effondre bel et bien. Après l'espoir entrevu pendant quelques mois, d'octobre 1962 à septembre 1963, de voir l'Indonésie adopter un plan de redressement et s'attaquer enfin à ses problèmes de développement, l'aggravation de la *Konfrontasi* avec la Malaysia a amené Sukarno à changer radicalement d'orientation. En avril 1964, il a en effet annoncé une nouvelle stratégie économique, d'inspiration chinoise voire nord-coréenne, baptisée *Berdikari*. Elle prendra plus tard le nom de self-

reliance dans la littérature sur le développement et consiste à compter sur ses propres forces²³. Ce sera le coup de grâce. Après des années de négligence, de planification irréaliste voire romantique et de mauvaise gestion, la situation de l'économie nationale est désastreuse. La croissance économique est tombée à une moyenne de 1,7% entre 1959 et 1965²⁴. Or la population, qui dépasse 97 millions lors du recensement de 1961 (le premier organisé depuis l'indépendance), dont plus de 63 millions à Java, exactement 65% du total, croît désormais à un taux de 2,2% à 2,3% par année. Elle franchit donc la barre des 100 millions en 1963²⁵. Résultante logique de cet état de fait, le revenu moyen par habitant décline et la pauvreté s'aggrave. Le fait que l'inflation s'accélère et atteigne déjà 167% en 1962²⁶ y contribue pour beaucoup car elle rogne le pouvoir d'achat des ménages²⁷. Partant d'une base 100 en 1953, l'indice du coût de la vie se situe déjà à 280 en 1959 mais grimpe à 367 en 1960, 487 en 1961 et explose à 1 324 en 1962²⁸. Comble de malchance, les conditions atmosphériques sont défavorables pendant toute la première moitié de la décennie 1960, qui est marquée presque chaque année, par une sécheresse élevée affectant une bonne partie des meilleures régions agricoles de l'archipel. L'agriculture en souffre beaucoup, notamment dans le secteur vivrier et surtout pour ce qui est du riz, principale denrée alimentaire, dont la production annuelle plafonne nettement en dessous de 10 millions de tonnes (mt). Le déficit alimentaire s'accroît et l'Indonésie devient à partir de 1960 le premier importateur de riz du monde avec plus de 1 mt par an, le dixième de sa propre production²⁹.

- 13 Faute d'investissements et compte tenu du climat économique, social et politique détestable, la production stagne également et régresse même parfois pour les principales cultures d'exportation, notamment pour le caoutchouc dont le volume de recettes s'effondre de plus de 600 millions de dollars en 1959 à moins de 400 en 1965³⁰. Il en va de même dans le secteur minier où les recettes d'exportations d'étain par exemple chutent de plus de 50 millions de dollars en 1960 à moins de 20 en 1963³¹. Cette tendance est aggravée, il est vrai, par le fait que les termes de l'échange du pays se sont fortement détériorés pendant cette période, au point de contracter la croissance annuelle du PIB de 1,7% à 0,6% sur la période 1960-67 si l'on tient compte de ce facteur³². Cela dit, la chute des recettes d'exportations et la hausse des dépenses d'importations ont naturellement un effet délétère sur la balance des paiements dont le déficit devient chronique pendant toutes ces années. Pour couvrir le déficit budgétaire, qui atteindra 300% en 1965, le gouvernement fait tourner allègrement la planche à billets, ce qui alimente l'inflation : elle dépassera les 600% en 1965³³. La valeur de la rupiah dégringole rapidement, passant de 800 à 7 200 contre le dollar américain entre les mois d'octobre 1962 et 1965³⁴. En même temps, la dette extérieure explose car l'Indonésie a emprunté à tour de bras, principalement auprès de ses nouveaux alliés du bloc socialiste et pour financer l'équipement de son armée, engagée dès l'indépendance dans la sauvegarde de l'unité nationale et depuis le début de la Démocratie dirigée, dans des conflits internationaux coûteux. En 1965, cette dette sera proche de 2,4 milliards de dollars dont 1,4 envers l'URSS et les pays satellites du Pacte de Varsovie³⁵. En fait, l'Indonésie semble même s'être caractérisée pendant cette période par ce que Douglas Paauw a appelé une forte « rétrogression structurelle », phénomène assez rare dans l'histoire économique d'un pays, qui a vu la part du secteur industriel manufacturier dans le PIB décliner de 12% en 1940 à 10% en 1960 et 7% en 1965³⁶! Face à cela, on comprend que Benjamin Higgins ait considéré, dans un ouvrage d'économie politique paru en 1968, que l'Indonésie était « l'échec numéro 1 parmi les principaux pays sous-développés », un véritable « basket case », « un cas à jeter au panier », pour

reprendre une expression peu élégante ou charitable souvent utilisée. En tous les cas, une chose est certaine, même en essayant de lui trouver des circonstances atténuantes liées à la lourdeur de l'héritage ou au contexte difficile, il est indéniable que les politiques menées par Sukarno pendant la période de la Démocratie dirigée ont amené l'économie indonésienne au bord de la ruine.

- 14 Il est évident que la situation sociale est tout aussi mauvaise. Le niveau de vie de la population ne s'est pratiquement pas amélioré depuis dix ans. Avec environ 3 387 rupiah par personne en 1965, les dépenses annuelles de consommation ne sont guère plus élevées qu'en 1955, où elles atteignaient 3 126 rupiah³⁷. Une estimation crédible exprimée en valeur de 1991 donne un PIB par habitant de 190 US\$ au début des années 60³⁸, alors que la disponibilité en riz par tête est retombée à 92 kilos en 1963, à peu près le même niveau que dans les années 1930³⁹. La misère est surtout concentrée à Java où plus de 60% de la population entrerait dans la catégorie des gens très pauvres à la même époque, avec 8% de plus ayant un niveau juste suffisant (*cukupan*), ces chiffres étant toutefois nettement moins catastrophiques dans le reste de l'archipel avec respectivement 10% et 36%⁴⁰. Le problème majeur de Java résulte de sa surpopulation et de sa faible industrialisation : la densité démographique moyenne s'approche alors du seuil des 500 habitants par kilomètre carré, plus de 70% de sa population réside en milieu rural et presque le même pourcentage des actifs y travaille dans l'agriculture⁴¹. Il en résulte qu'environ 40% des ménages agricoles de Java sont des sans-terre et que plus de la moitié de ceux qui ont accès à la propriété foncière possèdent moins de 0,5 hectare⁴². La situation est moins tendue pour l'ensemble du pays, dont 85% de la population reste rurale et 72% employée dans le secteur primaire selon le recensement de 1961⁴³. Avec un taux d'urbanisation inférieur à 15% et moins de 6% de la population active employée dans le secteur industriel manufacturier, l'économie indonésienne n'a même pas commencé sa transformation structurelle. Bien que le taux de chômage de 5,4% ressortant du recensement de 1961 ait sûrement été très largement en dessous de la réalité, c'est surtout l'immense sous-emploi chronique lié à une telle réalité démographique qui constitue l'une des causes majeures de la grande pauvreté.
- 15 Pour revenir aux secteurs sociaux de base, malgré certains progrès réalisés en matière de santé et d'éducation depuis l'indépendance, la situation restait là aussi très préoccupante. Indicateur crucial s'il en est, l'espérance de vie moyenne des Indonésiens est toujours inférieure à 50 ans en 1964, très exactement 46 ans pour les hommes et 49 ans pour les femmes, alors que le taux de mortalité infantile reste très élevé à 142 pour mille la même année⁴⁴! Concernant le taux d'illettrisme, l'Indonésie partait certes de fort bas puisqu'il était de 81% en 1942, mais, malgré les efforts indéniables fait sous la présidence de Sukarno pour améliorer la scolarisation, il est encore de 61% en 1961 et même de 74% pour les femmes⁴⁵. Bref, après vingt ans d'indépendance, la vaste majorité des Indonésiens se débat toujours dans une très grande pauvreté et survit comme elle peut, grâce à la débrouillardise individuelle et à la solidarité familiale. Malgré leur infinie patience face à l'incurie gestionnaire et à l'arrogante corruption de la classe politique, on comprend que beaucoup soient gagnés par une frustration croissante prête à s'exprimer sous une forme violente à la moindre occasion. Et le déroulement des événements entre le début de l'année 1964 et septembre 1965 va la leur donner.

Accélération de la polarisation politique et marche vers l'affrontement

- 16 Début 1964, tout va donc de plus en plus mal dans le pays⁴⁶. Le premier ministre Djuanda, dernier personnage réaliste pouvant influencer Sukarno, est décédé en novembre précédent et laisse le président entouré d'une équipe ministérielle peu compétente dirigé par Subandrio et Chairul Saleh, dont les choix sont surtout dictés par des options idéologiques et des ambitions politiques personnelles. Chacun des trois principaux protagonistes du drame qui se noue continue à placer ses pions en vue de l'explication finale. De son côté Sukarno continue à penser qu'il est le garant de l'unité de la nation et de l'équilibre des forces en présence. Pour lui, la mobilisation interne du pays autour du concept unanimiste de NASAKOM et d'objectifs extérieurs liés à la lutte contre le néocolonialisme sont le moyen d'entretenir l'esprit de la révolution indonésienne et de se renforcer pour mener cette dernière à son terme. Ce faisant, il est conscient du fait que cette mobilisation permanente tous azimuts continue à renforcer le pouvoir énorme que l'armée a acquis depuis l'indépendance. Cela menace aussi le sien en tant que juge arbitre suprême et capitaine d'un navire dont il pense qu'il est le seul à pouvoir lui faire éviter les écueils. Sukarno navigue donc à vue, en donnant des coups de barre à droite et à gauche pour les éviter.
- 17 C'est essentiellement la raison pour laquelle il a pris des mesures depuis 1959 pour protéger et renforcer le PKI face à l'armée de terre, dont la plupart des hauts gradés sont viscéralement anti-communistes et souhaitent son interdiction. Après tout, la syllabe KOM est bien constitutive de son concept de NASAKOM et il pense que sa mise en œuvre est vitale pour le pays. Par ailleurs, déçu du PNI, de ses divisions, de son manque de combativité et de son embourgeoisement, il voit dans le PKI la seule formation politique capable de porter ses idéaux nationalistes. Il s'efforce donc de contenir le pouvoir de l'armée, en lui fixant à partir de fin 1963 des objectifs externes ambitieux difficiles à atteindre dans le cadre de la Konfrontasi avec la Malaysia. Après avoir mis fin quelques mois plus tôt à la loi martiale, dont il était conscient qu'elle était pleinement à son avantage et qu'elle avait été utilisée régulièrement contre le PKI dans plusieurs provinces de Sumatra et Sulawesi, il procède aussi à des nominations et des mutations au sein de l'état-major militaire. Il divise pour régner et limiter la marge de manœuvre de Nasution, dont il se méfie beaucoup. De l'autre côté, il manœuvre habilement pour faire entrer le PKI de plain-pied dans le jeu politique en lui confiant des responsabilités exécutives et gouvernementales. Compte tenu de son passé et de ses valeurs, il est difficile de penser qu'il veut amener le PKI au pouvoir et faire de l'Indonésie une démocratie populaire communiste. Mais Sukarno est vieillissant. Il est atteint dans sa santé et de plus en plus sacralisé par une camarilla de courtisans qui l'isolent de la réalité, quand ils ne la lui cachent pas. Sa vanité naturelle devient envahissante, il se croit tout puissant et reste convaincu qu'il peut maîtriser les forces en présence et orienter le déroulement des événements vers l'épilogue auquel il aspire pour le pays. Il va probablement jusqu'à penser qu'il est assez fort et adroit pour retourner le PKI et le convertir à l'idéologie unanimiste du NASAKOM et du Pancasila, malgré le fait que le premier des cinq principes soit la croyance en Dieu !
- 18 Et c'est là où il se trompe car, en bon parti révolutionnaire, le PKI a probablement pour véritable objectif la conquête du pouvoir. Compte tenu des événements passés, il revient de loin et a fait un long chemin depuis le début de l'indépendance, redevenant

une force politique majeure en cours de route. Toutefois, il se sent encore fragile et, pour atteindre son but, profite de la protection de Sukarno pour se renforcer et être capable de pouvoir supplanter ses ennemis politiques nationalistes ou islamiques et neutraliser l'hostilité de l'armée. Mais il est aussi dans l'erreur. La protection que lui procure Sukarno est ambivalente. Certes, elle est vitale pour sa sécurité et son renforcement, mais elle est aussi mortifère car, comme un python le fait avec sa proie, elle l'entoure pour mieux le neutraliser et l'étouffer. Elle le dénature aussi en l'obligeant à faire des compromis et des choix qui sont parfois éloignés de ce qu'exigerait une logique révolutionnaire basée sur une pure dialectique marxiste. Autrement dit, en se plaçant sous l'aile protectrice de Sukarno pour se protéger et se renforcer, le PKI se compromet et s'affaiblit. Malgré les 3 millions de membres et les 20 millions de sympathisants qu'il revendique en 1964, c'est un géant aux pieds d'argile. Certes, il est assez puissant pour accélérer la mobilisation des masses d'ouvriers agricoles qu'il contrôle à travers le BTI dans des « actions unilatérales » d'occupation foncière afin de mettre en œuvre la loi agraire de 1960, aussi bien dans les campagnes de Java dominés par les propriétaires proches du NU ou du PNI que dans les plantations commerciales de Sumatra gérées par l'armée. Mais sa principale faiblesse réside dans le fait que, contrairement à ce qui était le cas pendant la période révolutionnaire, où il s'est lancé dans une rébellion avortée à Madiun, il ne dispose pas de forces armées propres. Profitant de la mobilisation nationale dans le cadre de la Konfrontasi, il milite donc à partir de 1964 pour la création d'une « cinquième force » à côté des quatre qui composent l'armée indonésienne¹⁹, une milice populaire armée pouvant selon lui prêter main forte à ces dernières en cas de nécessité. Des contacts sont pris à cet effet avec la Chine, dont l'Indonésie se rapproche de plus en plus dans sa politique de combat contre le néocolonialisme. Toutefois, bien conscient qu'il s'agit là d'un pas très dangereux à ne pas franchir, Sukarno tergiversera et ne donnera pas ouvertement son feu vert à une mesure contre laquelle l'armée s'oppose farouchement. Cette dernière est néanmoins très inquiète de la montée en puissance du PKI.

19 Il faut dire que l'armée indonésienne, qui s'est également beaucoup renforcée grâce à la politique de Sukarno, est, elle aussi, moins solide et unie qu'il n'y paraît. D'abord, malgré les efforts déployés par Nasution pour l'unifier et la consolider, elle reste traversée par des ambitions personnelles et surtout divisée en groupes de différente origine géographique et ethnique, ayant souvent des sensibilités culturelles et religieuses dissemblables, et appartenant de surcroît à plusieurs générations dont l'expérience, les responsabilités et les sensibilités ne sont pas les mêmes. La première ligne de partage oppose les officiers javanais des divisions de l'armée de terre Diponegoro de Java Central et Brawidjaya de Java Est ou ceux de la marine, de l'aviation et de la police (qui sont essentiellement des musulmans de sensibilité abangan et des partisans convaincus de la politique nationaliste de Sukarno, envers lequel ils ont une grande loyauté), aux officiers sundanais et sumatranais de la division Siliwangi. Ces derniers sont fortement représentés dans les différentes forces opérationnelles spéciales de l'armée, qui se méfient du grand leader et sont souvent des musulmans rigoureux de type santri, plus proches de l'ancien MASJUMI que du NU. À quelques exceptions près, Nasution n'étant pas la moindre, on retrouve d'ailleurs là le clivage à l'origine de la rébellion du PRRI-PERMESTA, ce qui démontre si besoin était que l'histoire à la vie dure.

20 Le second élément de clivage oppose des officiers de la génération de 1945, déjà formés dans l'armée coloniale hollandaise comme Nasution ou du temps de l'occupation

japonaise comme Suharto, qui occupent les postes les plus élevés dans l'état-major central à Jakarta ou les positions les plus lucratives à la tête des entreprises nationalisées gérées par l'armée et connaissent par cœur les forces et les faiblesses de Sukarno, aux officiers plus jeunes, formés depuis l'indépendance. Ces derniers ont souvent des positions subalternes dans les divisions régionales, sont offusqués par le style de vie luxueux et la corruption qui règnent en haut lieu dans la capitale et très sensibles au discours de pureté révolutionnaire et nationaliste du président.

- 21 Le troisième facteur de division est lié au fait qu'après l'indépendance, beaucoup des officiers de l'armée de terre ont reçu dans les années 1950 une formation aux États-Unis, à l'académie militaire de Fort Bragg, quand les relations avec l'Indonésie étaient encore bonnes, alors que de nombreux officiers de la marine et de l'aviation ont été formés depuis le début des années 1960 en URSS, qui leur a fourni l'essentiel de leur équipement en navires et avions. Par ailleurs, un autre élément de faiblesse des forces armées évoqué plus haut résulte de leur implication étroite dès la nationalisation des entreprises hollandaises en 1954 dans la gestion des entreprises étatiques. Nombre d'officiers y ont appris à manier de l'argent, plutôt que le fusil. Ils ont troqué la défense idéaliste de la république pour celle de leur corps de rattachement et surtout, de leurs propres intérêts. Nombre d'entre eux n'ont donc plus rien à envier aux politiciens corrompus qui vivent sur le dos du peuple et que dénonce sans arrêt le PKI.
- 22 À partir du milieu de l'année 1964, le climat se tend de jour en jour à Jakarta, où les rumeurs vont grand train. Il est clair pour tous les observateurs qu'un conflit frontal apparaît de plus en plus inévitable, chacun des protagonistes s'employant à conforter ses positions. Cela passe notamment par des manœuvres d'infiltration réciproque entre l'armée et le PKI, ce dernier s'efforçant de faire progresser sa cause au sein des divisions Diponegoro et Brawidjaja, ainsi que dans la marine et l'aviation, où il a déjà des partisans. En parallèle, le service du renseignement de l'armée de terre, dirigé par le cynique et calculateur général Ali Murtopo (qui sera l'architecte de la réorganisation de la vie politique nationale dans les années 1970), tente de s'informer sur ce qui se trame afin de manipuler le PKI, notamment par l'intermédiaires d'un personnage mystérieux dénommé Sjam que l'on retrouvera bientôt au cœur de l'action. Par ailleurs, les services secrets américains et britanniques, qui travaillent désormais main dans la main en rêvant de se débarrasser du PKI et de Sukarno, ne restent pas inactifs. Ils s'emploient à mobiliser leurs réseaux et à propager les rumeurs pour semer la panique⁴⁸. Pendant ce temps, le grand leader poursuit imperturbable sa politique de combat pour la révolution indonésienne. Après avoir rejeté l'aide américaine en mars 1964, il se rapproche de plus en plus de la Chine dont il s'inspire pour annoncer un mois plus tard la nouvelle stratégie de self-reliance économique du Berdikari. Toujours plus ardent voire, à la limite délirant, dans son rôle de chef de file des NEFOs (New Emerging Forces) contre le NEKOLIM (NEoKOLonialisme-IMperialisme) des OLDEFOs (OLD DEclining Forces) et tentant de justifier les sacrifices de sa politique de Konfrontasi avec la Malaysia, il prononce le 17 août 1964, à l'occasion de la fête nationale et devant une foule immense acquise à sa cause, l'un de ses discours les plus flamboyants et hélas prémonitoire intitulé TAVIP, pour TAHun Vivere Pericoloso, ou « l'année du vivre dangereusement »⁴⁹. Le PKI, frustré et inquiet de ne pas pouvoir obtenir la création de sa cinquième force, se sent vulnérable. Il tente de freiner la mobilisation de ses partisans dans les campagnes où les propriétaires fonciers résistent aux saisies de leurs

terres et lancent même une contre-offensive, avec l'appui de la milice Ansor du NU, qui fait déjà de nombreuses victimes parmi les sans-terre⁵⁰.

- 23 Pour tenter d'organiser l'opposition au PKI, l'armée essaye d'allumer un contre-feu en établissant en octobre 1964 un Secrétariat conjoint des « groupes fonctionnels » baptisé Sekber Golkar, qui jouera bientôt un rôle important dans la vie politique du pays. Par ailleurs, consciente de devoir compter sur toutes ses forces pour faire face à l'explication imminente qui l'attend avec le PKI, elle s'engage avec un enthousiasme modéré dans les opérations militaires menées à Bornéo dans le cadre de la Konfrontasi avec la Malaysia et les forces armées britanniques. Ses divisions internes l'affaiblissent néanmoins. Une minorité des officiers « progressistes » proches du PKI le sentent et semblent déjà se mobiliser en conséquence, alors que la majorité, très anticommuniste, est partagée en deux camps. Le premier regroupe ceux qui sont proches de Nasution, qui est à bout de patience envers Sukarno et Subandrio et semble prêt à agir, mais continue à se méfier des Américains et des Anglais. Le second réunit ceux qui sont aux ordres de Yani, plus perméable aux sirènes de Washington, mais craignant encore le président et trop attaché à la belle vie qu'il mène à Jakarta pour prendre un tel risque. En janvier 1965, l'Indonésie franchit un pas supplémentaire dans sa politique de rupture avec le monde occidental et de rapprochement avec la Chine en se retirant de l'ONU pour protester contre l'élection de la Malaysia au Conseil de sécurité⁵¹. Certains y voient une preuve que Sukarno, dont le rôle d'arbitre suprême est plus crucial que jamais mais dont la santé se dégrade à grande vitesse, a perdu complètement le sens des réalités en s'enfermant dans ses chimères et est atteint par des crises de sénilité précoce. L'hypothèse de la disparition du grand leader précipite la mobilisation des deux autres acteurs du trio infernal qui se dispute le pouvoir depuis 1959. Le PKI, qui vit sous sa protection, y voit en effet un danger mortel alors que l'armée craint que le pays ne retombe dans les vieux démons de ses divisions passées. Le 17 août 1965, pour le 20^e anniversaire de l'indépendance nationale, son dernier en tant que président, Sukarno prononce un nouveau discours enflammé et inspiré qu'il baptise « Atteindre les étoiles ». Et c'est un prémonitoire car, en fait, c'est le ciel qui va tomber sur la tête des Indonésiens six semaines plus tard.

NOTES

1. Confronté à un choix cornélien pour harmoniser et simplifier notre texte au moment de sa correction, nous avons finalement décidé d'écrire Démocratie dirigée et Ordre nouveau sans mettre entre guillemets ces deux étiquettes politiques, malgré le fait que cela permette de montrer une prise de distance avec les notions peu claires et ambiguës qu'elles recouvrent.

2. Ricklefs (2008 : 294-95).

3. Ricklefs (2008 : 24).

4. En dehors des ouvrages plus généraux déjà mentionnés, la meilleure source d'information et d'analyse sur le PKI pendant la période de « démocratie dirigée » reste Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno, Ideology and Politics, 1959-1965* (1974).

5. Thee (2012 : 24-37).

6. MANIPOL est l'acronyme de *MANifesto POLitik* et USDEK celui de *Undang-undang dasar 1945* (Constitution de 1945), *Socialisme ala Indonesia* (Socialisme à l'indonésienne), *Demokrasi terpimpin* (Démocratie dirigée), *Ekonomi terpimpin* (Économie dirigée), *kepribadian Indonesia* (Identité indonésienne). Pour plus de détails, voir Ricklefs (2008 : 304) ainsi que certains des discours ou textes originaux sur la question dans l'ouvrage de sources cité précédemment de Feith and Castles (1970).

7. De très nombreux écrits ont aussi été consacrés à la minorité chinoise d'Indonésie. Outre les chapitres que l'on trouve dans *The Encyclopedia of the Chinese Overseas*, édité par Lynn Pan (1998), mais surtout dans l'incontournable classique de Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia* (1980/1951) ainsi que celui de G. William Skinner dans la référence de base sur l'Indonésie éditée par Ruth McVey (1963), nous renvoyons le lecteur intéressé à l'ouvrage plus récent de Charles C. Coppel, *Indonesian Chinese in Crisis* (1983), aux très nombreux écrits sur la question de Leo Suryadinata, dont la plupart ont été publiés à l'ISEAS de Singapour, ainsi qu'aux innombrables articles de Claudine Salmon, la grande spécialiste française des Chinois d'Indonésie, parus en majorité dans la revue *Archipel*.

8. Rien ne donne une meilleure idée du côté irréaliste et surréaliste de ce plan national de développement que de rappeler qu'il était rédigé en 8 volumes, 17 chapitres et 1945 articles, pour symboliser la date de l'indépendance nationale indonésienne ! Après la création d'un Conseil national de la planification en juillet 1959 (c'est ce *DEPERNAS* qui deviendra, comme nous le verrons, le puissant *BAPPENAS* sous l'Ordre nouveau de Suharto), cela montre néanmoins que Sukarno ne négligeait par entièrement les questions économiques comme on l'en accuse habituellement. Pour plus de détails sur ce plan, voir les chapitres déjà cités précédemment de Pauw in McVey (1963) et de Mackie in Glassburner (1971) ou de T.K. Tan, « Sukarnian Economics » in T.K. Tan (Ed), *Sukarno's Guided Indonesia*, (1967 : 29-45).

9. On peut trouver le texte original de Sukarno dans l'ouvrage de référence de Feith and Castle (1970).

10. Plus généralement, l'administration Kennedy a repris l'idée de base qui avait été adoptée et développée par celle de son prédécesseur Eisenhower depuis le début des années 50 à l'égard de l'Indonésie, jusqu'au changement de cap aussi radical que stupide de 1958. Cette idée provenait des travaux des universitaires américains ayant développé la théorie de la modernisation et du développement comme Seymour Lipset ou Walt W. Rostow, qui deviendra bientôt dominante dans les sciences sociales. Il s'agissait de faciliter le développement des pays nouvellement indépendants, afin que leur pauvreté ne les entraîne pas à basculer dans le camp communiste, en formant leurs élites dans les meilleures universités américaines aux idées de la démocratie parlementaire occidentale et du libéralisme économique, selon une idée formulée dès 1952 par Dean Rusk (qui deviendra en 1960 secrétaire d'État sous John Kennedy puis Lyndon Johnson). C'est dans cette perspective que des programmes de formation et de recherche spécifiques pour et sur l'Indonésie, conçus par certains universitaires proches de la CIA comme Max Millikan et Guy Pauker et financés par les fondations Ford et Rockefeller, furent mis sur pied dans les années 1950 à Harvard, à Cornell à Berkeley et au MIT. Ils permirent notamment au professeur Sumitro Djojohadikusumo, fondateur et doyen de la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie à Jakarta et l'un des principaux conseillers économiques du gouvernement indonésien depuis l'indépendance, avant qu'il ne rejoigne en 1958 les rangs de la rébellion du *PRRI-PERESTA*, d'y envoyer ses meilleurs élèves pour y faire leurs doctorats. Ce sont eux, les Widjojo Nitisastro, Ali Whardana, Emil Salim, Mohammad Sadli, Subroto et d'autres qui formeront plus tard la fameuse « Mafia de Berkeley » des technocrates travaillant, dans une alliance étroite avec les militaires, à la mise en place de l'Ordre nouveau de Suharto et au « succès » économique des « trente glorieuses » qui lui est attribué et il dont nous parlerons au prochain chapitre. Toutefois, à partir de la fin des années 1950, alors que la guerre froide devient de plus en plus chaude, devant les difficultés rencontrées par la démocratie parlementaire pour prendre racine dans la plupart des

pays nouvellement indépendants, y compris l'Indonésie, et y permettre l'adoption d'un modèle de développement économique de type libéral, le Département d'état et la CIA élaborèrent, avec la caution intellectuelle d'universitaires américains réputés comme Lucian Pye ou Edward Shils, une nouvelle approche dite de la « modernisation militaire ». Cette dernière postulait que les forces armées, souvent l'acteur politique et social le plus organisé et discipliné dans chacune de ces jeunes nations, pouvaient jouer un rôle de catalyseur du développement, au moins à titre temporaire, fut-ce au prix d'un certain autoritarisme, a priori peu compatible avec la démocratie. Sur cette base, des programmes de formation spécifiques pour initier les officiers militaires à la gestion des affaires civiles furent aussi mis en place et la plupart des hauts gradés indonésiens passèrent dans les années 1950 dans les académies militaires américaines. L'administration Kennedy les reprit à son compte et les développa avec à l'idée que si l'armée s'impliquait dans le développement de la société civile, elle serait mieux appréciée de la population mais aussi, mieux informée de ses problèmes. Elle pourrait alors plus efficacement prévenir des évolutions politiques jugées dangereuses ou développer une contre-insurrection face à des phénomènes révolutionnaires. C'est cette stratégie qui fut alors mise en œuvre en Indonésie et ailleurs dans ce que l'on appelait encore le Tiers Monde. Sur tous ces aspects peu connus mais fondamentaux, nous nous sommes appuyés sur le passionnant ouvrage de Bradley R. Simpson, *Economists with Guns, Authoritarian Development and U.S.-Indonesia Relations, 1960-1968* (2008), qui a travaillé à partir du dépouillement d'archives récemment déclassifiées.

11. Voir à ce sujet Dahm (1969) et Legge (1972).

12. Ricklefs (2008 : 259).

13. Ainsi, pour l'armée de terre, outre l'opposition entre les quelques officiers formés du temps des Hollandais ou seulement pendant l'occupation japonaise voire, pour les plus jeunes après l'indépendance, il faut savoir que les trois divisions couvrant le territoire javanais sont pour deux d'entre elles, Diponegoro à Java Central et Bradwijaya à Java Est, presque exclusivement formées de Javanais, alors que la troisième, Siliwangi à Java Ouest, regroupe des Sundanais et des Sumatranais, principalement des Batak. D'un point de vue idéologique, cette dernière est viscéralement anticommuniste, alors que les deux premières comptent un bon nombre de sympathisants du PKI, comme la marine et surtout l'aviation. Enfin, il y a un problème de générations entre les officiers supérieurs qui sont aux postes lucratifs et se remplissent les poches, alors que les jeunes officiers vivent chichement de leur solde.

14. Il faut dire aussi que la Malaisie et Singapour ont fourni un appui et donné refuge aux rebelles indonésiens pendant la période du PPRI-PERMESTA, ce que Sukarno ne leur a pas pardonné. De plus, le tempérament du fougueux nationaliste et leader populiste du Mouvement des non-alignés et du combat contre l'impérialiste et le néocolonialisme qu'est Sukarno est diamétralement opposé à celui de l'aristocratique et très modéré premier ministre malaisien, Tunku Abdul Rahman, qui se méfie des visées expansionnistes de son grand voisin.

15. Après avoir facilité à Jakarta la récupération de l'Irian Jaya, l'administration Kennedy espère bien s'être fait pardonner le faux pas que celle de Eisenhower a commis quand elle a accordé son soutien à la rébellion du PPPRI-PERMESTA. L'unité nationale indonésienne étant désormais acquise, elle ne désespère pas de pouvoir amener Sukarno à donner désormais la priorité au développement économique et social du pays, à ancrer ce dernier, d'une importance stratégique et politique cruciale pour elle, dans le camp capitaliste, en éloignant ainsi le spectre de ce qui est perçu comme son rapprochement de plus en plus dangereux avec le bloc socialiste.

16. Il s'agissait en fait, ni plus ni moins, de ce que le FMI et la Banque mondiale baptiseront ultérieurement un PAS (Plan d'ajustement structurel), quand elles en imposeront un à de très nombreux PVD (Pays en voie de développement) d'Afrique et d'Amérique latine. D'inspiration néolibérale, ce programme visait à rétablir les grands équilibres macro-économiques du pays et à relancer la croissance en l'ouvrant aux investisseurs étrangers, censés être attirés par les immenses ressources naturelles de l'archipel.

17. Cette « déclaration économique » est passée la postérité sous son acronyme indonésien de *Dekon* (sur lequel il serait facile mais inapproprié pour un francophone facétieux de faire de l'humour car, pour une fois, elle abordait sérieusement les problèmes du pays dans ce domaine). Le programme de stabilisation qui s'ensuivit démontre à nouveau que, malgré ses propres dires sur le fait qu'il était d'abord un homme politique et ne comprenait pas grand-chose à l'économie ou qu'il ait été systématiquement brocardé par tous les indonésianistes qui ont écrit sur lui comme étant parfaitement incompétent en la matière, Sukarno n'était pas totalement irresponsable. Il se rendait bien compte de la gravité de la situation et de la nécessité de faire quelque chose pour la surmonter. Il n'était en revanche certainement pas disposé à accepter des conditions drastiques portant atteinte à la souveraineté nationale et, au moment de choisir, toujours enclin à subordonner les exigences économiques à la réalisation de ses objectifs politiques. En l'occurrence, c'est hélas l'aggravation de la *Konfrontasi* avec les Malaisiens qui va prendre le pas sur la nécessité de relever l'économie indonésienne. Pour plus de détails sur cet aspect des choses, on lira avec intérêt dans l'ouvrage de Castles and Feith (1970 : 392-395) le discours édifiant prononcé par Sukarno le 17 août 1963 pour l'anniversaire de l'indépendance nationale, dans laquelle il déclare notamment : « ...But let me be frank, I am not an economist....I am a revolutionary, and I am just a revolutionary in economic matters ».

18. Le Sultanat de Brunei refusera de s'y intégrer et restera sous la tutelle britannique jusqu'à son indépendance en janvier 1984. De son côté, Singapour en sera rapidement poussé dehors par les autres États malaisiens, qui craignent sinon de voir les Chinois devenir majoritaires et obtenir le pouvoir politique, en plus de leur mainmise sur l'économie. La petite Cité-État deviendra indépendante sous la houlette de son premier ministre Lee Kuan Yew en août 1965. Il est à souligner que les États-Unis ont alors essayé à tout prix d'accommoder les Indonésiens en favorisant des rencontres avec les Malaisiens et même les Philippines, au point que la création d'une éventuelle association régionale regroupant les trois pays, baptisée MAPHILINDO, a même été envisagée en juin 1963. Mais les Britanniques ont tout fait pour jeter de l'huile sur le feu en encourageant Tunku Abdul Rahman à être intransigeant et pousser la provocation avec un Sukarno, qui n'a pas hésité à y céder. En fait, il apparaît même que la « perfide Albion », fidèle à sa réputation, a délibérément décidé de faire monter l'intensité de la *Konfrontasi* pour rendre impossible un rapprochement entre l'Indonésie et les États-Unis. Tout cela est désormais bien établi et parfaitement analysé dans l'excellent ouvrage de Bradley Simson (2008).

19. Ricklefs (2008 : 310-11).

20. Cette loi agraire était pourtant très modérée puisqu'elle fixait le plafond d'expropriation à 5 hectares de rizières irriguées (*sawah*) dans les régions les plus densément peuplées de Java, ou très peu de paysans disposaient d'une telle superficie, et qu'il était prévu que la majeure partie des terres redistribuées soient prélevées sur le domaine étatique. Pour plus de détails, le lecteur intéressé peut se reporter à l'ouvrage tiré de ma thèse de doctorat, *Modernisation agricole, développement économique et changement social : le riz, la terre et l'homme à Java* (1986 : 41-44) et aux références bibliographiques plus précises qui y sont données. Sur le changement de stratégie du PKI au moment où il décide de se lancer dans cette phase plus offensive des « actions unilatérales » (*aksi sepihak*), voir l'ouvrage de Rex Mortimer (1974).

21. « To hell with your aid ! We can do without aid. We'll never collapse ! ». Voir Simpson (2008 : 132).

22. Il faut dire qu'entretemps le vent a changé de cap en novembre 1963. Sur le plan interne, la voix modérée que représentait Djuanda s'est tue, car il est alors décédé d'une crise cardiaque. Il a été remplacé par Subandrio, qui devient le conseiller le plus influent de Sukarno auquel il rêve probablement de succéder au cas où ce dernier, de plus en plus atteint dans sa santé, viendrait à disparaître. Sachant que l'armée s'y opposera, il se rapproche dans cette perspective du PKI, dont il espère le soutien. Sur le plan externe, événement encore plus tragique et déterminant pour la suite des événements, Kennedy a été assassiné en novembre 1963 à Dallas. Il est remplacé par

Lyndon Johnson, littéralement exaspéré par Sukarno, qui laisse rapidement le champ libre à son secrétaire d'État Dean Rusk pour initier une nouvelle politique envers l'Indonésie visant délibérément à se débarrasser du président de ce pays à la première occasion.

23. *Berdikari* est d'ailleurs l'acronyme du discours de Sukarno intitulé *Banting Stir Untuk Berdiri diatas Kaki Sendiri* qui signifie « Conduire afin de pouvoir se tenir sur ses propres pieds ». Pour plus de détails sur le contenu de cette nouvelle stratégie, voir notamment T.K. Tan (1967 : 40-41).

24. Booth (1998 : 65).

25. Hunter in Glassburner (1971 :183). Pour les résultats détaillés de ce recensement de 1961, voir le Tableau 5 figurant en annexe.

26. Dick (2002 :192).

27. Ce mal endémique de l'inflation auquel l'Indonésie a fait face pratiquement depuis son indépendance, entraînant la baisse du pouvoir d'achat des ménages et la paupérisation d'une part croissante de sa population, avait donné lieu à plusieurs dévaluations. La plus drastique a laissé le souvenir le plus cuisant dans l'esprit des gens. Elle a eu lieu en août 1959, quand il fut décidé du jour au lendemain que les billets de 1 000 *rupiah* ne vaudraient plus que 1 *rupiah* (!), réduisant à néant les économies de millions de petits épargnants. Voir à ce sujet Pauw in Ruth McVey (1963 : 203-206).

28. Tan (1967 : 149).

29. Maurer (1985 : 98).

30. Tan, 1967 : 154.

31. *Ibid.*

32. Booth, citant les calculs de Sundrum (1988 : 69)

33. Hill (1996 : 3).

34. Tan (1967 : 152).

35. Tan (1967 : 163).

36. Booth (1998 : 71).

37. Booth (1998 : 117)

38. Hill (1996 :5).

39. Booth (1998 : 95 et 117).

40. Hill (1996 : 5).

41. Hunter in Glassburner (1971 : 183-191).

42. Maurer (1986 : 35-44).

43. Hunter in Glassburner (1971 : 185 et 191).

44. Hugo *et al* (1987 : 373-74).

45. Van der Eng (1996 :120).

46. Les informations données et analyses développées dans les pages qui suivent sur la dégradation de la situation politique pendant les deux dernières années de la présidence de Sukarno sont notamment basées sur les divers travaux déjà cités précédemment de Feith in Mc Vey (1963), Legge (1972), Mortimer (1974), Crouch (1976) et Ricklefs (2008).

47. Rappelons à ce stade au lecteur que la police est l'une des quatre composantes des forces armées depuis 1960.

48. À partir de ce moment-là, les États-Unis et la Grande-Bretagne commencent à partager ouvertement l'idée que la meilleure manière de dénouer la situation en leur faveur serait que le PKI commette une troisième erreur historique en prenant l'initiative d'essayer de prendre le pouvoir. Cela obligerait une armée qu'ils considèrent comme trop timorée et attentiste à réagir contre lui en espérant qu'elle « sauve » ainsi le pays du danger communiste et se débarrasse dans la foulée de Sukarno pour mettre fin à la *Konfrontasi* et ramener l'Indonésie dans la giron occidental. L'ambassadeur des USA à Jakarta, Howard Jones, est sans équivoque à ce sujet quand il dit en mars 1965 lors d'une conférence des chefs de missions diplomatiques américaines dans la région organisée aux Philippines : « From our viewpoint, of course, an unsuccessful coup attempt

by the *PKI* might be the most effective development to start a reversal of political trends in Indonesia ». Voir à ce sujet Bradley Simpson, *Economists with Guns* (2008 : 157). Comme on le verra plus loin, il est plus que troublant que ce soit exactement la manière dont les choses se sont déroulées quelques mois plus tard.

49. Cela a d'ailleurs donné à l'écrivain australien C.J. Koch l'occasion d'écrire l'un de ses meilleurs romans, *The Year of Living Dangerously* (1978), qui sera adapté à l'écran par son compatriote metteur en scène très connu Peter Weir dans un excellent film portant le même titre, avec Mel Gibson et Sigourney Weaver en vedettes ainsi que la formidable Linda Hunt dans le rôle du nain Billy Kwan, déçu de Sukarno et épris de justice sociale.

50. Au bout du compte, la mise en œuvre de la loi agraire de 1960 résultera seulement dans la distribution d'environ 1 million d'hectares, pour l'essentiel provenant du domaine de l'État, à quelques 500 000 nouveaux exploitants. Voir à ce sujet Jean-Luc Maurer (1986 : 42-44).

51. C'est d'ailleurs la seule fois où une telle chose s'est produite dans l'histoire de l'ONU !

3.3. 1965–66 : énigme du G30S et prise du pouvoir par l'armée dans la terreur

Les événements confus du 30 septembre et du 1^{er} octobre 1965

- 1 Alors que les manifestations prévues pour la journée de célébration annuelle des forces armées du 5 octobre approchent et qu'un certain nombre de bataillons des différentes divisions régionales sont venues à Jakarta pour l'occasion, la capitale est parcourue depuis des semaines de rumeurs de coup d'État préparé par un « conseil des généraux » anticommunistes. Le *PKI* est bien sûr très inquiet de cette possibilité et, n'ayant pas encore réussi à obtenir l'armement des ouvriers et des paysans pour participer officiellement aux combats de la *Konfrontasi*, il n'en a pas moins commencé à organiser la formation militaire des membres des jeunesses communistes à la base aérienne de Halim, siège de l'armée de l'air où plusieurs bataillons provinciaux sont stationnés. Plus tard, le bruit courra que des armes en provenance de Chine auraient été délivrées à la suite d'un voyage récent à Pékin du ministre des affaires étrangères Subandrio et du maréchal de l'air Omar Dani. De son côté, Sukarno n'a pas l'air d'être plus préoccupé que cela par cette lourde atmosphère et vaque à ses occupations de président. Il donne notamment un discours le 30 septembre lors duquel il a un léger malaise, ce qui ravive la crainte que sa maladie empire, mais après quelques minutes d'interruption, il revient devant l'assemblée et le termine. C'est cette nuit-là que le pire advient¹. Un détachement de sept camions chargés de soldats quitte la base de Halim et se rend au domicile des sept généraux les plus gradés de l'armée de terre soupçonnés de faire partie du complot ourdi. Leurs ordres sont apparemment de les enlever et de les ramener à Halim ou de les abattre en cas de résistance. Trois d'entre eux, les généraux Yani, Panjaitan et Hardjono sont tués à leur domicile, alors que trois autres, les généraux Parman, Supradjo et Sujoto sont ramenés à Halim où ils seront exécutés, après avoir été prétendument torturés et mutilés par des membres des *Pemuda Rakjat*, les jeunesses communistes, et surtout des *Gerwani*, le mouvement des femmes du *PKI*, selon la version gouvernementale officielle qui prévaut encore jusqu'à aujourd'hui. Le septième des généraux visés et le plus important d'entre eux, Nasution, échappe au

massacre en sautant le mur de la maison voisine, résidence de l'ambassadeur d'Irak, mais il se brisera la cheville et restera caché dans le jardin jusqu'au petit matin. Son aide de camp, le capitaine Tendean, pris à sa place, aura moins de chance et sera tué dans l'échange de coups de feu, alors que sa fille, Annie, âgée de six ans, sera gravement blessée et décèdera quelques temps après. Les corps des six généraux et du capitaine seront ensuite jetés dans un puits désaffecté proche de Halim situé à un endroit appelé Lubang Buaya, « le trou aux crocodiles », où ils seront retrouvés trois jours plus tard.

- 2 À 7h du matin le 1^{er} octobre, Radio Jakarta, aux mains des auteurs des enlèvements, annonça qu'un « Mouvement du 30 septembre » (*Gerakan 30 September*, qui allait passer à la postérité sous son acronyme de G30S), dirigé par un certain lieutenant-colonel Untung, l'un des officiers du régiment Tjakrabirawa assurant la garde présidentielle, avait agi de manière préventive pour empêcher un coup d'État contre le président que préparait un « conseil des généraux » pour le 5 octobre. Il était annoncé qu'un Conseil révolutionnaire allait être établi à Jakarta et dans les régions où des militaires s'étaient ralliés au G30S, notamment à Semarang, la capitale de Java Central, et à Jogjakarta. Contrairement à la vérité, il était aussi affirmé que le président était sous la protection du mouvement, alors que Sukarno était encore chez sa dernière femme, Dewi, où il avait passé la nuit et venait d'être informé des événements. Hésitant à aller au palais présidentiel, situé sur la place Merdeka, au centre-ville, du fait de la présence de troupes apparemment liées au mouvement en question mais dont il ignorait les intentions, il décida de se rendre directement à la base aérienne de Halim, où un avion l'attendait au cas où il faudrait qu'il parte se mettre à l'abri hors de Jakarta. Il y retrouva à 10h le maréchal de l'air Omar Dani, dont les sympathies ainsi que celle de l'aviation dans son ensemble semblaient aller au mouvement, ainsi que le brigadier-général Supardjo, qui s'y était rallié, en était apparemment devenu le porte-parole et avait vainement essayé de le joindre au palais présidentiel plus tôt le matin pour l'informer des événements et obtenir son soutien. En revanche, il n'y rencontra apparemment pas le colonel Abdul Latief, chef de la garnison de l'armée de terre à Jakarta, ni le major Soejono, chef de la garde de la base de Halim, les deux autres responsables militaires officiels du G30S avec le lieutenant-colonel Untung. Il ne vit pas non plus les deux civils membres de cette conjuration du nom de Sjam et Pono, des personnages au rôle énigmatique, cadres du PKI et chargés de son bureau spécial des activités de propagande et d'intelligence au sein de l'armée. Tous semblent bien avoir été présents sur la base, mais dans des lieux différents de celui où Sukarno rencontra Omar Dani et Supardjo. En dépit du fait que le secrétaire général du PKI Aidit ait été aussi sur place, dans un troisième endroit voisin avec certains de ses proches collaborateurs, Sukarno ne l'a pas rencontré non plus et n'était même probablement pas informé du fait qu'il était là. Il est maintenant aussi établi que Sukarno refusa de donner son soutien au mouvement qui avait débouché sur le lamentable massacre de pratiquement tout l'état-major de l'armée de terre et ordonna même à Supardjo de faire ce qu'il fallait pour arrêter les effusions de sang.
- 3 Au même moment, le major-général Suharto, commandant de la réserve stratégique du KOSTRAD, le plus haut gradé de l'armée dont le nom ne faisait pas partie de la liste des officiers que les conjurés voulaient neutraliser, apprenait ce qu'il s'était passé, notamment que le général Nasution avait été blessé, et prenait les choses en main. Après avoir identifié que les troupes sous les ordres des responsables du G30S placées aux points stratégiques du centre-ville, appartenant pour l'essentiel aux bataillons 454

de la division Diponegoro de Java Central et 530 de la division Brawidjaja de Java Est, étaient en nombre limité et ne dépassaient guère plus de 1 000 soldats, il commença à négocier pour obtenir leur reddition. A 14h, Untung fit une seconde déclaration radiophonique dans laquelle il annonça « l'arrestation » des généraux enlevés dans la nuit et la composition d'un conseil révolutionnaire hétéroclite, dont la plupart des membres n'avaient pas été consultés et qui incluait notamment le vice-premier ministre Subandrio, mais sans pouvoir mentionner le fait qu'il avait l'aval de Sukarno. Ce dernier, ne semblant, il est vrai, apparemment pas avoir été dévasté par l'annonce de la mort des six généraux qui complotaient contre lui, se garda bien de donner son appui au mouvement, mais ne le condamna pas non plus fermement, disant que « ce genre d'événement arrivait dans les révolutions ». En fait, après avoir temporisé pour jauger la situation et voir comment elle évoluait en passant sa journée à conférer à Halim avec Supardjo et Omar Dani, il comprit vite que l'aventure était vouée à l'échec. Voyant que Suharto ne se plaçait pas sous les ordres du major-général Pranoto, l'un des assistants de Yani qui n'était pas non plus sur la liste des conjurés du G30S et qu'il avait nommé dès 13h30 en tant que commandant en chef pour le remplacer à la tête de l'armée de terre, il se rangea au conseil ferme qui lui était prodigué par celui qui semblait reprendre en main la situation de quitter la base de Halim. Il se rendit à sa résidence secondaire à Bogor où il arriva à 10h du soir. Dans l'intervalle, Suharto avait effectivement repris le contrôle du centre-ville sans tirer un coup de feu. Les principaux responsables militaires du G30S, comprenant que la situation tournait en leur défaveur et qu'un assaut était en préparation sur la base aérienne de Halim, où ils ne disposaient pas de plus d'un millier d'hommes supplémentaires, quittèrent tous les lieux les uns après les autres dans la nuit pour aller se cacher dans Jakarta ou se réfugier à Madiun et Jogjakarta, où Aidit fut également pour organiser la résistance du PKI à Java Central. Le 2 octobre au matin, les troupes de Suharto reprirent sans combattre le contrôle de la base de Halim, ce dernier forçant Sukarno à le nommer immédiatement chef de l'armée de terre et à lui confier la restauration de l'ordre public. C'est aussi ce même jour que le quotidien communiste *Harian Rakjat* publia, à retardement, un éditorial suicidaire apportant son soutien au G30S présenté comme une affaire interne à l'armée et une action préventive et salutaire de jeunes officiers progressistes contre les généraux réactionnaires qui se préparaient à renverser Sukarno et à éliminer le PKI. Cela allait sceller l'arrêt de mort de ce dernier.

Photo 21 : Le major-général Suharto à Lubang Buaya le 1^{er} octobre 1965



SOURCE : commons.wikimedia.org, Initiative communiste

- 4 Au-delà du fait de comprendre ce qu'il s'est véritablement passé pendant ces 36 heures tragiques et opaques qui ont fait basculer le pays dans l'horreur, deux séries de questions majeures se posent. La première concerne le *PKI* : a-t-il organisé le *G30S* et sinon, jusqu'à quel niveau y a-t-il été impliqué, de son plein gré ou à son insu ? La seconde porte sur le rôle de Sukarno : savait-il ce qui se préparait et sinon, jusqu'à quel point s'y est-il impliqué ou compromis ? Des dizaines de livres, des centaines d'articles et des milliers de pages ont été écrites pour apporter des éclairages sur ces questions. Malgré cela, il n'y a toujours pas de réponses claires et nettes et, les protagonistes étant maintenant tous morts, il est hélas probable qu'il n'y en aura jamais. Pour ce qui est du rôle du *PKI*, quatre interprétations différentes du *G30S* s'opposent².
- 5 La première est la version officielle de l'Ordre nouveau, celle qui prévaut toujours de nos jours dans les livres d'histoire indonésiens, selon laquelle le *G30S* est un coup d'État préparé et exécuté par le *PKI* en tant qu'institution politique pour se débarrasser de ses principaux ennemis au sein de l'armée, asseoir son pouvoir comme principal soutien de Sukarno et être en position de force au moment de sa disparition³. Mais si tel est le cas, comment expliquer que toute la chose ait été aussi mal organisée, avec aussi peu de moyens et que le sort du *PKI* ait été scellé aussi facilement ?
- 6 La deuxième est celle présentée par les deux grands indonésianistes américains Benedict Anderson et Ruth McVey, dans le fameux « *Cornell Paper* » de 1966. Ils y défendent l'idée que le *G30S* fut un règlement de compte interne à l'armée dans lequel des jeunes officiers nationalistes et progressistes, certains proches du *PKI*, ont voulu se débarrasser d'une clique de généraux réactionnaires et corrompus qui se préparaient à renverser Sukarno et à se retourner contre son allié communiste⁴. Elle ne permet toutefois pas de comprendre pourquoi le *PKI* est si proche du lieu de l'action, comment il se laisse impliquer dans une aventure aussi désastreuse et se compromet dans le soutien tardif qu'il lui accorde.
- 7 La troisième interprétation est celle développée par le professeur W.F. Wertheim, grand historien et sociologue hollandais spécialiste de l'Indonésie aux idées progressistes connues. Il soutient que le *G30S* a été entièrement pensé et manipulé de main de maître

par Suharto et quelques officiers anticomunistes qui voulaient se débarrasser de Sukarno, éliminer le *PKI*, éloigner l'Indonésie du camp socialiste et la ramener dans le giron occidental. Il l'aurait fait en utilisant un certain nombre d'agents doubles, au tout premier chef le mystérieux Sjam⁵. En contact avec ce dernier, Suharto aurait éventuellement encouragé le *PKI* à intervenir pour empêcher le coup d'État que préparait le Conseil des généraux, éliminer Nasution, Yani et la plupart des officiers qui étaient au-dessus de lui, et avoir les mains libres pour prendre le pouvoir. Au minimum, il aurait été mis au courant par les responsables du *G30S* et les aurait laissé faire, avant de se retourner contre eux. Mais elle implique quand même un niveau de duplicité extraordinaire de la part Suharto et une naïveté inimaginable du côté du *PKI*.

- 8 La quatrième interprétation majeure est celle du politologue australien Harold Crouch⁶, sorte de synthèse entre deux des trois précédentes, qui soutient que le *G30S* a principalement été une affaire interne à l'armée, mais que le *PKI* y a été fortement impliqué en tentant de manipuler les événements à son avantage. Cela dit, comme les autres, elle ne permet pas non plus de comprendre toute l'énigme.
- 9 Dans son ouvrage de synthèse beaucoup plus récent sur la question, John Roosa (2006) a repris entièrement l'enquête pour démêler les fils de l'énigme du *G30S* qu'il qualifie de « cube de Rubik ». Il y montre que dans la dangereuse triangulation du pouvoir caractérisant le Démocratie dirigée en 1965, les deux protagonistes rivaux qui encadraient Sukarno, garant de l'équilibre des forces antagonistes en présence, étaient confrontés à un dilemme cornélien. Fallait-il agir préventivement pour prendre les choses en main, ou laisser l'adversaire prendre l'initiative pour se retourner contre lui ? De son côté, le *PKI* était convaincu que les généraux conservateurs de l'armée de terre et leurs alliés de certains partis politiques préparaient une action pour neutraliser Sukarno et lancer l'offensive contre ses membres et sympathisants. Le choix était d'attendre qu'ils le fassent et de mobiliser les masses populaires contre les renégats, forts de l'appui du président et des éléments progressistes des forces armées, mais avec les risques d'échec que cela impliquait, compte tenu du fait que la tentative d'armer une milice populaire avait échoué, ou de prendre les devants en les neutralisant. Pour leur part, les généraux hésitaient entre le fait de passer à l'action ou d'attendre que le *PKI* fasse une fausse manœuvre pour lui tomber dessus. Bref, comme dans le jeu enfantin bien connu, les deux ennemis se tenaient par la barbichette et attendaient que le premier bouge pour lui asséner une tapette, en l'occurrence le coup de grâce. Selon Roosa, c'est bien le *PKI* qui aurait décidé de passer à l'action, non pas en tant que parti politique ayant opté de manière concertée pour cette stratégie, comme le prétendra la version officielle de l'Ordre nouveau qui va émerger du chaos, mais à la suite de l'initiative personnelle de son secrétaire général Aidit et de quelques-uns de ses fidèles collaborateurs comme Sjam, qui est pour lui l'acteur clef du mouvement. Contrairement à ce que proposent Anderson et Mc Vey ainsi que Crouch, le *G30S* n'aurait donc pas été un règlement de comptes entre militaires de différentes sensibilités dans lequel le *PKI* se serait imprudemment compromis ou dont il aurait volontairement tenté de tirer profit. Ce serait bien une action délibérée pensée par Aidit et exécutée par l'intermédiaire de Sjam et Pono, qui ont été les éléments moteurs du groupe des cinq responsables directs du *G30S*, et non pas les trois officiers de l'armée Untung, Latief et Soejono, obéissant à leurs ordres. Enfin, l'auteur conteste l'idée avancée par Wertheim selon laquelle Sjam aurait été un agent infiltré par l'armée au sein du *PKI* afin de le pousser à la faute et soutient qu'il aurait en fait été le fidèle inspirateur et exécutant de la stratégie pensée par Aidit. Le projet initial n'était

certainement pas de massacrer les généraux, mais de les enlever, de les neutraliser et de présenter à Sukarno les preuves de leur trahison pour obtenir, avec l'appui des masses populaires, son soutien et celui du reste des forces armées qui lui demeuraient fidèles. Toutefois, mal préparée et exécutée, l'aventure a tourné au fiasco et à la débâcle. Cela montre combien le PKI était vulnérable malgré sa force apparente.

- 10 La troisième erreur historique du PKI, après celles de 1927 et de 1948, sera aussi la dernière puisque le Parti communiste va être éliminé en 1966 de la scène politique indonésienne et n'y a toujours pas fait sa réapparition, à ce jour. Quant à Sukarno, il est à peu près certain qu'il n'a pas été mêlé à la préparation du G30S, qu'il ne lui a pas apporté son soutien, mais que refusant de condamner le rôle de son allié politique du PKI à titre institutionnel et s'élevant contre la chasse aux sorcières qui s'organise dans le pays, il va bientôt être accusé de connivence et de complicité. L'énigme reste cependant entière sur le rôle ambigu de Suharto qui, connaissant bien certains des officiers progressistes impliqués dans le mouvement et, sans jouer nécessairement les aiguillons pour les pousser à agir, a pu être informé par ses propres services de renseignements, dirigés par son âme damnée Ali Murtopo, de ce qui se tramait et laisser faire, en se préparant à intervenir pour retourner la situation et prendre les choses en main. Malgré les efforts louables de Roosa pour reconsidérer scrupuleusement les faits et traquer les acteurs du G30S pour tenter de résoudre l'énigme du « cube de Rubik » qu'il représente, beaucoup d'éléments sont donc encore énigmatiques et le resteront⁷.

L'écrasement du Parti communiste et les massacres de fin 65-début 66

- 11 Quoiqu'il en soit, les événements tragiques de la nuit du 30 septembre et de la journée du 1^{er} octobre 1965 vont déclencher une répression épouvantable envers le PKI. Ses membres et sympathisants vont être massacrés dans les villes et les campagnes, principalement à Java et Bali, mais aussi à Sumatra et ailleurs, dans une sorte de furie meurtrière collective où certains observateurs ont cru, à tort, voir s'exprimer un amok à grande échelle, déterminé par une forme de violence aveugle propre à la culture malaise. En fait, la destruction totale et systématique du PKI a été ordonnée par Suharto en personne et fidèlement exécutée par un certain nombre de ses officiers supérieurs, dépêchés sur le terrain pour inciter et encourager la population à massacrer tous les communistes, en armant les gens, en les encadrant dans l'action et en supervisant la manœuvre. Dans les quelques mois de la fin 1965 et de début 1966, des centaines de milliers d'Indonésiens vont ainsi perdre la vie. D'autres dizaines de milliers seront arrêtées et emprisonnées puis déportées pour des années sur la sinistre île de Buru, dans l'archipel des Maluku. Certains des auteurs ayant travaillé sur les massacres à grande échelle dans l'histoire estiment que l'on peut parler en l'occurrence d'un génocide. Pourtant, comme on l'a déjà évoqué, l'humanité ayant fait pire depuis, notamment au Cambodge et au Rwanda, les massacres de 1965-66 en Indonésie ont presque été oubliés. Cela a été d'autant plus facile que le régime de l'Ordre nouveau qui va émerger sous l'égide de Suharto, après avoir sciemment organisé l'holocauste, fera tout ce qu'il peut pour en effacer les traces et l'existence. Il s'agit pourtant là de l'un des pires massacres de la seconde partie d'un 20^e siècle riche en événements sinistres de cette nature.

- 12 Encore aujourd'hui, il est difficile de dire combien d'Indonésiens ont perdu la vie à cette sombre époque. Le chiffre généralement retenu par la plupart de ceux qui ont essayé d'établir par diverses méthodes un bilan approximatif tourne autour 500 000 victimes, mais certains pensent qu'il peut avoir atteint le million⁸. Ces dernières ont principalement été les cadres ou les membres actifs du PKI, mais aussi les simples sympathisants ainsi que de nombreux nationalistes progressistes partisans de Sukarno. Toutefois, des personnes qui n'avaient rien à voir avec la politique mais avaient le malheur d'avoir eu un différend avec leurs voisins ou suscité leur envie furent aussi massacrées. La vaste majorité des gens tués le furent dans les campagnes de Java Central ou Est et à Bali, ainsi que dans les zones de plantations de Sumatra où le PKI était bien implanté, loin des villes et des témoins gênants. À Java, ce sont surtout les organisations de jeunesse des partis politiques d'obédience islamique, comme Ansor dépendant du NU, qui firent la sale besogne. À Bali, île hindouiste où il y avait très peu de musulmans, ce furent les milices organisées par les propriétaires terriens de haute caste, en général membres du PNI, qui s'en chargèrent. À Sumatra Nord, beaucoup de chrétiens y participèrent aussi. Car si de nombreuses victimes firent les frais des conflits qui avaient déjà ensanglanté les campagnes depuis 1963 du fait des actions de saisies unilatérales de terres lancées par le PKI, l'élément religieux a aussi joué un rôle déterminant. Ne pas avoir de religion reconnue fut assimilé au fait d'être athée et donc, communiste. En novembre 1965, la Muhammadiyah proclama même que l'extermination du PKI relevait du jihad, de la guerre sainte, que combattre les communistes était un devoir pour tout musulman et que mourir en les combattant était un passeport pour le paradis. En fait, de nombreux musulmans nominaux abangan des villages de Java, souvent ouvriers agricoles sans-terre, furent ainsi massacrés par leurs voisins santri pratiquant un islam rigoureux, en général propriétaires terriens prospères.

Photo 22 : Arrestations de personnes présumées membres du PKI en octobre 1965



SOURCE : Initiative communiste

- 13 Mais on sait aussi que des commandos militaires aux ordres d'officiers supérieurs anticomunistes, comme le lieutenant-colonel Sarwo Edhie ou le brigadier-général Kemal Idris⁹, ont été actifs sur le terrain dès début octobre de cette année-là pour

attiser la haine, organiser la répression, la chasse aux sorcières et le massacre. La propagande de l'armée, véhiculée par une presse aux ordres du nouveau pouvoir, fit également beaucoup pour susciter la fureur meurtrière envers le *PKI*, notamment en donnant les détails les plus horribles sur le massacre des généraux dans la nuit du 30 septembre et en répétant à l'envi les informations fallacieuses sur le fait qu'ils avaient été torturés et mutilés par des membres de l'organisation des femmes du *PKI*, le *Gerwani*, devenues des furies avides de sang et de sexe. Toutefois, dans les faits, la vaste majorité des gens ne furent pas exécutés par des soldats mais par leurs voisins proches. Ils furent immolés comme dans une boucherie sanglante, avec des instruments simples, des couteaux, des machettes et des bâtons, très peu d'armes à feu. Dans des régions de Java où le *PKI* était très puissant, des hameaux entiers furent exterminés, hommes, femmes, enfants et même animaux domestiques compris. À Klaten et Boyolali, les deux districts situés entre Jogjakarta et Solo les plus peuplés de l'île, où la majorité des gens étaient de pauvres ouvriers agricoles, la rivière gorgée de cadavres fut rouge de sang pendant des semaines. On assista d'ailleurs à cette époque à des conversions massives au christianisme dans certains villages *abangan*, pour se placer sous la protection d'une religion reconnue et échapper à la fureur des milices islamiques¹⁰. Cette effroyable hécatombe fut de courte durée. Elle cessa au bout de six mois, aussi subitement qu'elle avait éclaté et avait largement prit fin en mars 1966¹¹.

- ¹⁴ Dans cet épisode parmi les plus terribles de l'histoire de l'Indonésie¹², on a sciemment et cyniquement dressé une partie de la population contre l'autre, n'hésitant pas à menacer de mort ceux qui refusaient de tuer, afin que le crime collectif soit partagé par une grande quantité de gens et devienne de ce fait même quasi anonyme. Cinquante-cinq ans après, l'impunité est restée entière pour ces crimes massifs. Les gouvernements indonésiens successifs n'ont toujours pas mis sur pied une commission « Vérité et réconciliation » du type de celle organisée en Afrique du Sud ou dans certains pays d'Amérique latine ayant souffert des dictatures militaires, afin de permettre aux parents et descendants des victimes de faire leur deuil et au pays de tourner la page¹³. Il continue donc à vivre dans l'amnésie de cette tâche indélébile. Cela constitue un handicap non négligeable pour toute consolidation démocratique¹⁴.

La mise à l'écart de Sukarno et la transmission du pouvoir à Suharto

- ¹⁵ Revenons pour conclure ce chapitre sur la présidence de Sukarno aux six derniers mois qui vont marquer la fin de la Démocratie dirigée et le début de la dictature militaire. Pendant que la terreur se répand dans les campagnes de Java et Bali, les événements politiques se précipitent à Jakarta. Le 3 octobre 1965, les corps des généraux assassinés sont découverts à Lubang Buaya. Le pays leur organise des obsèques nationales de héros le 5 octobre, jour des forces armées, qui deviendra aussi désormais celui de la lutte sacrée contre le communisme. Car le *PKI* est dénoncé pour être entièrement responsable du G30S, rebaptisé GESTAPU (GERakan September TigAPUluh ou Mouvement du 30 septembre) dans la propagande que l'armée développe à son égard pour l'assimiler à la Gestapo allemande, en perpétuant notamment les accusations fallacieuses sur les tortures et mutilations infligées aux nouveaux héros nationaux. Ayant été chargé par Sukarno de rétablir l'ordre, Suharto institutionnalise la fonction en créant le KOPKAMTIB (Komando Operasi Pemulihan Keamanan dan Ketertiban ou Commandement opérationnel pour la restauration de la sécurité et de l'ordre), un sigle menaçant qui va terroriser les Indonésiens pendant plus de vingt ans. L'armée organise

aussi dès fin octobre la formation des associations d'étudiants KAMI et d'écoliers KAPPI, pour la plupart issus des milieux musulmans et chrétiens, dont les manifestations massives contre le PKI et bientôt contre Sukarno vont désormais rythmer pendant des mois la vie de Jakarta¹⁵. La capitale ne sera pas gagnée par les massacres. Ils s'intensifient cependant dans les campagnes et n'épargnent même pas les plus hauts cadres du PKI, puisque Aidit sera froidement exécuté sur son lieu d'arrestation le 22 novembre. Plus de 10 000 de ses membres et sympathisants vont être arrêtés, parmi eux Pramoedya Ananta Toer, le plus grand écrivain du pays¹⁶. Certains d'entre eux seront rapidement jugés par les cours militaires spéciales mises en place dès décembre et systématiquement condamnés à mort, comme Untung, qui sera exécuté le 7 mars suivant. Cependant, la plupart seront incarcérés sans jugement et formeront l'immense foule des prisonniers politiques indonésiens, les tristement célèbres TAPOL (TAhanan POLitik), dont le nombre dépassera encore les 100 000 dix ans plus tard. Beaucoup seront exilés dans les sinistres camps de concentration de Buru dont ils ne sortiront qu'au bout de quinze ans comme Pramoedya, libéré en 1979 seulement. Un petit nombre des personnes jugées principalement responsables du G30S pourriront même en prison plus longtemps, avant d'être exécutés tardivement comme Sjam, arrêté en mars 1967, condamné à mort en 1968 et fusillé en septembre 1986, ou Subandrio et Omar Dhani, qui échapperont à la mort mais resteront en prison presque trente ans, de 1966 à 1995.

- 16 Devant la dégradation de la situation, Sukarno essaye de garder les commandes et de calmer le jeu. Il condamne avec force les massacres atroces perpétrés sans même donner une sépulture décente aux victimes et les arrestations arbitraires, mais n'est plus écouté. En novembre, il prend encore la défense du PKI en soulignant le rôle majeur qu'il joue pour la poursuite de la révolution indonésienne. Ce dernier étant en voie d'extermination, cela montre combien il a perdu le sens des réalités. Sans faire de bruit, Suharto pousse quant à lui ses pions et affirme sa mainmise sur le pouvoir. Il le fait d'abord au sein de l'armée, où il supplante insidieusement son supérieur hiérarchique Nasution dans le couple militaire ayant pris en main la répression contre les communistes et que le PKI désigne sous l'acronyme de NATO (NASution-SuharTO) pour dénoncer leur connivence avec le bloc occidental et le soutien qu'il en reçoivent. Les États-Unis et leur allié britannique jouent sans doute un rôle non négligeable en coulisses pour soutenir la prise du pouvoir par les militaires de droite. Ils les encouragent à éliminer le PKI et à se débarrasser de Sukarno. Leur soulagement et leur satisfaction devant la tournure des événements sont particulièrement odieux, puisqu'ils vont même jusqu'à se féliciter de l'hécatombe qui se déroule sous leurs yeux. Toutefois, c'est surtout dans la manière de mettre progressivement Sukarno sur la touche que Suharto démontre tout son art. Le président et grand leader de la révolution a totalement sous-estimé les capacités d'un officier supérieur discret et effacé dans lequel il semble avoir eu confiance, mais avec lequel il n'avait guère d'atomes crochus. Il est vrai qu'on peut difficilement imaginer deux personnalités aussi différentes. Suharto est un homme secret et introverti, fils d'un petit paysan des environs de Jogjakarta, ayant arrêté l'école au niveau du secondaire inférieur avant de s'engager dans les rangs de la milice PETA mise en place par les Japonais et rejoindre les rangs de l'armée républicaine pendant la révolution. C'est aussi un abangan javanais typique, adepte d'un islam synchrétique et des pratiques mystiques du kebatinan, fidèle sujet d'un sultan qu'il admire. Sa personnalité est donc aux antipodes de Sukarno : d'apparence terne et modeste, c'est un piètre orateur, ayant très peu lu et été exposé

aux idées universelles ou au cosmopolitisme de la capitale. Il ne parle ni ne comprend aucune langue étrangère¹⁷. Et c'est pourtant lui qui va prendre le dessus, s'emparer sans coup férir du pouvoir et le garder pendant trente-deux ans !

- 17 Dans un premier temps, il est possible qu'il ait d'abord songé pouvoir seulement réorienter la Démocratie dirigée, sans se débarrasser de Sukarno. Mais ce dernier ne semble pas vouloir reconnaître la situation nouvelle, ni abandonner la poursuite de ses chimères. Il appelle même en janvier 1966 la nation à se réunir derrière lui pour poursuivre les conquêtes de la « grande révolution indonésienne ». Le machiavélique Suharto va alors s'employer avec un sens politique remarquable et une implacable détermination à discréditer Sukarno et à le dépouiller de son pouvoir. Ce sont les cours militaires spéciales fonctionnant à plein régime qui vont commencer à jeter l'opprobre sur ce dernier en insinuant qu'il a été complice du G30S/GESTAPU. Subtilement manipulées et bien encadrées, les manifestations étudiantes vont dès lors s'emparer de ce mot d'ordre pour exiger que le président rende des comptes. Ce dernier lutte encore et essaye de sauver ce qui peut l'être, en remaniant en février son cabinet, dans lequel Nasution perd le ministère de la défense mais qui inclut toujours Subandrio et Omar Dhani, dont l'armée ne veut plus à aucun prix. Les manifestations de rue contre le PKI et l'implication du président dans le G30S/GESTAPU - ainsi que pour exiger l'adoption de réformes immédiates permettant d'enrayer la dégringolade d'une situation économique de plus en plus catastrophique, - redoublent d'intensité. Elles débouchent sur des violences avec les partisans de Sukarno qui sont bien utiles à Suharto pour intensifier la répression anticomuniste. L'ordre donné par Sukarno d'interdire l'association estudiantine KAMI et de fermer l'Université d'Indonésie est souverainement ignoré, avec l'assentiment de l'armée. Se sentant assez fort, Suharto passe alors à l'offensive en présentant le 5 mars à Sukarno une liste des ministres à évincer de son gouvernement, dont Subandrio et Omar Dhani, ce que ce dernier rejette. Le conflit est désormais ouvert et le dénouement, proche.
- 18 Il aura lieu le 11 mars 1966. Ce matin-là, des manifestations monstres se déroulent autour du palais présidentiel où se tient la réunion ministérielle. Elles provoquent l'intervention des commandos parachutistes de l'omniprésent colonel Sarwo Edhie, dont la vindicte n'est pas apaisée. Prenant peur, Sukarno fuit en hélicoptère à Bogor avec Subandrio et Chaerul Saleh. Le soir même, trois généraux, qui occuperont plus tard d'importantes responsabilités, Basuki Rachmat, Mohammad Jusuf et Amir Machmud, l'y rejoignent et le persuadent de signer un Décret présidentiel donnant l'autorité entière à Suharto « pour prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité, le calme et la stabilité du fonctionnement du gouvernement et du cours de la révolution » ainsi que de préserver la sécurité personnelle du président. Cet acte est passé à la postérité sous le nom de SUPERSEMAR (Surat PERintah SEbelas MAREt pour Décret présidentiel du 11 mars). Il marque de fait la passation du pouvoir entre Sukarno et Suharto et peut difficilement être contesté. Il faisait en effet aussi référence à Semar, le clown aux apparences grotesques mais au pouvoir et à la popularité immenses, intervenant au milieu de toute représentation de wayang kulit pour faire bénéficier le peuple de sa grande sagesse. Comment résister à un décret portant le nom d'un demi-dieu naturel que le préfixe de « super » élève à une condition encore plus haute, quasi surnaturelle ?

Photo 23 : Transmission du pouvoir de Sukarno à Suharto en mars 1966



SOURCE : *Bali Gazette*

- 19 Grâce à *SUPERSEMAR*, Suharto va avoir les mains libres pour asseoir définitivement son pouvoir. Il fera interdire dès le 12 mars le *PKI* et ses associations affiliées ou ce qu'il en reste. Il marginalisera progressivement Sukarno, qui mourra le 16 juin 1970 dans son palais résidentiel de Bogor où il était effectivement en résidence surveillée. Le nouvel homme fort du pays mettra un terme à la Démocratie dirigée, tout en conservant certains de ses aspects les plus coercitifs pour imposer un régime politique encore plus autoritaire. Né dans un bain de sang, ce qui allait bientôt être connu comme l'Ordre nouveau (*Orde Baru* ou *ORBA*), pour le distinguer de l'Ordre ancien (*Orde Lama* ou *ORLA*) de Sukarno, allait durer trente-deux ans. A sa tête, un quasi dictateur, Suharto, qui allait régner par la ruse, la force et la répression mais aussi, présider à un très impressionnant processus du développement économique et social.

NOTES

1. Les événements tragiques relatés dans les pages qui suivent ont été exposés et analysés depuis lors par de très nombreux auteurs dont la plupart des ouvrages sont cités dans la bibliographie. Toutefois, nous nous sommes essentiellement appuyés dans ce paragraphe sur l'un des plus récents d'entre eux, le remarquable et passionnant livre de l'historien canadien John Roosa, *Pretext for Mass Murder, The September 30th Movement & Suharto's Coup d'État in Indonesia* (2006), qui tire profit d'un recul salutaire pour examiner à nouveau le rôle des principaux acteurs et remettre à plat tous les événements de cette terrible affaire sur la base d'éléments d'information déclassés et/ou nouvellement accessibles.

2. Dans *Pretext for Mass Murder* (2006), John Roosa présente chacune des quatre interprétations et en fait une évaluation critique avant de livrer sa propre vision et analyse du G30S.
3. Parmi les principaux auteurs anglo-saxons soutenant cette interprétation, tous des anticommunistes viscéraux notoires, voir notamment, Guy Pauker, *The Rise and Fall of the Communist Party of Indonesia* (1969); Arnold Brackman, *The Communist Collapse in Indonesia* (1969); Justus M. van der Kroef, *Indonesia since Sukarno* (1971).
4. Benedict Anderson and Ruth McVey, *A Preliminary Analysis of the October 1, 1965 Coup in Indonesia*, (1971). À noter que les auteurs utilisent délibérément la date du 1^{er} octobre 1965 pour bien souligner qu'il s'agit en l'occurrence à leurs yeux essentiellement d'un coup d'État militaire ayant permis à Suharto de s'emparer du pouvoir. Ce sera aussi la position de Sukarno qui persistera à utiliser l'acronyme de *GESTOK* (*GE*raikan *SA*Tu *OK*tobre ou Coup du 1^{er} octobre) au lieu de *G30S*. (Coup du 30 septembre).
5. Voir notamment ses deux articles célèbres : « Suharto and the Untung Coup. The Missing Link », *Journal of Contemporary Asia*, Vol 1, No 1, 1970, pp. 50-57 et « Whose Plot ? New Lights on the 1965 Events », *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 9, No 2, pp. 197-215.
6. Crouch (1978: 97-134).
7. Toutefois, un autre livre majeur publié en 2008 après le sien, celui de Bradley R. Simpson, *Economists with Guns* (2008) permet de soulever une nouvelle fois certains doutes sur l'affaire du G30S, à défaut de pouvoir y répondre, faute que la documentation sur la question n'ait pas encore été entièrement déclassifiée par la CIA. Ces événements sont exactement ce que souhaitaient les Américains et les Britanniques : on peut légitimement se demander si le travail de désinformation entrepris par la CIA et le Foreign Office de Londres à partir de 1964 pour propager des rumeurs de préparation d'un coup d'État du « Conseil des généraux » pro-occidentaux contre Sukarno n'a pas été sciemment organisé pour pousser Aidit et Sjam à la faute. En effet, ce faux-pas du PKI était l'occasion dont ils rêvaient depuis longtemps pour que l'armée indonésienne, trop indécise à leurs yeux, ait une raison d'intervenir, d'éliminer les communistes et de se débarrasser d'une manière ou d'une autre de Sukarno pour prendre le pouvoir. L'objectif visé était que le nouveau régime militaire mettrait fin au rapprochement de l'Indonésie avec le bloc socialiste et à la politique de *Konfrontasi* avec la Malaysia, pour rejoindre le camp occidental. Il pourrait alors s'atteler, avec son soutien économique et financier, au type de « modernisation autoritaire » du pays déjà envisagée du temps de l'administration Eisenhower, mise en sourdine sous celle de JFK, où c'est l'espoir de voir des réformes économiques favorables au marché qui avait primé, mais revenue en odeur de sainteté avec l'arrivée à la présidence de Lyndon Johnson. Ce dernier craignait en effet plus que tout de se retrouver face à une Indonésie dominée par le PKI au moment où il s'engageait au Vietnam dans un conflit difficile et incertain contre un régime communiste. Par ailleurs, Bradley Simpson nous dit aussi que l'appétit des grandes entreprises américaines pour les vastes richesses naturelles inexploitées de l'archipel, notamment son pétrole, son gaz et ses autres ressources minérales, a joué un grand rôle dans la volonté du gouvernement américain de voir l'Indonésie revenir dans son giron. Il attire enfin notre attention sur le fait que cette même stratégie de « modernisation militaire » a rencontré à l'époque un succès fulgurant dans plusieurs pays d'une importance comparable dans le Tiers-Monde, à commencer par le Brésil, où le président Goulart fut renversé par l'armée en mars 1964 ! En tous les cas, la joie avec laquelle l'administration américaine a reçu l'information de ce qui s'était alors passé à Jakarta, qualifié par certains de « meilleure nouvelle pour l'Ouest depuis longtemps dans la région » est à la fois parlante et suspecte. Bref, tout cela laisse à penser qu'une manipulation subtile du PKI afin de le convaincre qu'il devait agir préventivement pour empêcher un coup d'état imminent du « Conseil des généraux » contre Sukarno aurait bien pu être organisée pour donner à l'armée le prétexte de se retourner contre lui, de le « détruire jusqu'à la racine » comme cela sera dit ultérieurement, de discréditer Sukarno pour sa complicité et de permettre à Suharto de s'emparer du pouvoir. Il faudra attendre la « déclassification » des

documents de la CIA auxquels Bradley Simpson n'a pas encore eu accès pour savoir si cette hypothèse est justifiée. Peut-être y apprendra-t-on alors que l'énigmatique Sjam était en fait un agent double ? Sans pouvoir se prononcer sur cette question, le journaliste américain Vincent Bevins, correspondant en Asie du Sud-Est du *Washington Post*, a publié tout récemment un ouvrage dévastateur avalisant l'hypothèse de l'implication de la CIA non seulement dans les événements qui ont abouti à un coup d'État militaire et au massacre des communistes en Indonésie, mais également dans les épisodes fort comparables qui se sont déroulés auparavant ou ensuite dans le monde. Selon lui, cela a principalement été le cas en Asie, de la Corée du Sud en 1948-50 aux Philippines de 1972 à 1986, en passant par le Vietnam en 1968-1972 et la Thaïlande en 1973, mais aussi en Amérique latine, du Guatemala dès 1953-54 à l'Argentine et l'Uruguay en 1976, en passant par le Brésil en 1964 et surtout le Chili en 1973. Il faut une nouvelle fois rappeler que le coup d'État militaire du général Pinochet contre le régime démocratiquement élu de Salvador Allende du 11 septembre 1973 et le massacre des militants de gauche qui a suivi avait été sinistrement baptisé, de manière aussi abjecte que troublante, « Opération Jakarta » ! Sur cette litanie de coups d'état militaires et de massacres des sympathisants communistes fomentés par la CIA pendant la guerre froide, on doit donc consulter l'ouvrage en question que son auteur à d'ailleurs intitulé : *The Jakarta Method, Washington's Anticommunist Crusade & the Mass Murder Program that Shaped Our World* (2020).

8. Sur cette macabre arithmétique et les terribles circonstances des massacres, voir John Roosa, *Pretext for Mass Murder* (2006) ainsi que l'ouvrage encore plus récent de Douglas Kammen and Katherine McGregor (Ed), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-68* (2012). On peut aussi se reporter aux travaux plus anciens de Robert Cribb (Ed.), *The Indonesian Killings of 1965-1966 : Studies from Java and Bali* (1990) ainsi que du même auteur « Genocide in Indonesia, 1965-1966 », *Journal of Genocide Research*, Vol. 3, No 2, 2001, pp. 219-239. Le lecteur voulant mieux comprendre cet épouvantable épisode de l'histoire indonésienne doit aussi absolument visionner le film documentaire sorti sur les écrans en 2013, à la fois formidable et bouleversant, de Joshua Oppenheimer, *The Act of Killing*, dans lequel le réalisateur a retrouvé certains des tueurs, dont un certain Anwar Congo, qui a exécuté des centaines de personnes à Medan et ses environs, et leur fait expliquer en détail non seulement pourquoi ils ont pu agir ainsi mais aussi comment ils s'y sont pris.

9. Sarwo Edhie a commis l'essentiel de ses exactions à Java Central puis à Bali alors que Kemal Idris a sévi à Medan et dans les plantations de Sumatra Nord. Ayant chacun des milliers de morts sur la conscience, ils ont non seulement jamais eu de compte à rendre et sont décédés paisiblement dans leur lit, mais sont même encore aujourd'hui considérés comme des héros nationaux. Toutefois, peu avant sa mort, Sarwo Edhie a reconnu ses responsabilités et semble avoir eu des regrets pour tous les gens qu'il a fait exécuter, articulant même à cette occasion le chiffre le plus élevé qui ait jamais été reconnu concernant le nombre de victimes de cette sauvage répression : « Three millions were killed, most of them on my orders », Kammen and McGregor (2012 : 9). Pour avoir une idée du degré d'impunité qui mine jusqu'à aujourd'hui les fondements de la société indonésienne et de la capacité de reproduction de l'oligarchie militaro-technocratique au pouvoir, il suffit de mentionner que Soesilo Bambang Yudhoyono, qui a été président de 2004 à 2014, est le gendre de Sarwo Edhie, dont il a épousé la fille Annie !

10. J'ai moi-même travaillé en 1973 dans le cadre de la recherche entreprise pour ma thèse de doctorat dans un village de Klaten où la majorité des familles s'était convertie au catholicisme à cette époque-là.

11. Les travaux historiques les plus récents sur lesquels on s'est appuyé pour rédiger ce chapitre montrent que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont encouragé et même activement soutenu cette extermination du PKI, non seulement en fournissant de l'équipement de transmission et des armes légères à l'armée pour qu'elle les distribue à la population mais, encore pire, comble de la disgrâce et de l'infamie, en lui fournissant des listes de personnalités communistes à exécuter.

Les trois ouvrages déjà cités de Roosa (2008), Simpson (2006) et Kammen and McGregor (2012) sont hélas sans équivoque à ce sujet.

12. Alors que nous étions en train de relire les chapitres de notre ouvrage, une très longue et intéressante note de lecture intitulée « 1965 : l'heure de l'histoire ? » est parue en juillet 2020 dans le numéro 99 de la revue *Archipel* sous la plume de Jean-Louis Margolin, l'un des meilleurs spécialistes français des problèmes politiques en Asie du Sud-Est. Il y analyse de manière (parfois très) critique tous les ouvrages récents sur la question et remet notamment en cause certaines des conclusions ou interprétations de John Rossa. Sa note se termine par les conclusions personnelles qu'il tire sur les principaux points d'histoire toujours controversés. C'est une lecture très utile pour tous ceux qui voudraient aller plus loin sur cette page sombre de l'histoire indonésienne.

13. Face à ce déni de justice, un groupe de militants défenseurs des droits de l'homme, mené notamment par la juriste indonésienne Nursyahbani Katjasungkaya et l'anthropologue hollandaise Saskya Wieranga, ont institué un « International People's Tribunal on the 1965 Genocide and Crimes against Humanity » pour marquer le 50^e anniversaire de ces terribles événements. Ce dernier a siégé en novembre 2015 à La Haye et, après une série de « hearings » éprouvants et émouvants de certains survivants et témoins, a conclu ses travaux par un verdict de culpabilité et de responsabilité à l'égard de Suharto, des principaux officiers de l'armée impliqués et de l'Ordre Nouveau en général. Cette expérience a fait l'objet d'un ouvrage publié en 2019 chez Routledge par Saskya Wieringa et deux autres co-auteurs.

14. Néanmoins, Ariel Heryanto, sociologue indonésien original et courageux, désormais basé à l'Université Monash de Melbourne, s'emploie depuis des années à travailler sur l'amnésie et l'impunité qui constituent selon lui l'un des principaux obstacles pour le développement politique et social harmonieux de son pays. Voir notamment Ariel Heryanto, *State, Terrorism and Political Identity in Indonesia: Fatally Belonging*, (2006). Il semble aussi que le film de Joshua Oppenheimer évoqué précédemment, qui a délibérément été distribué gratuitement sur internet, a déclenché le débat salutaire qui pourrait peut-être amener les Indonésiens à regarder leur histoire en face. Cela a semble-t-il suscité un très fort regain d'intérêt pour élucider ces événements tragiques et a débouché depuis lors sur la réalisation de plusieurs autres films et documentaires ainsi que la publication d'un nombre important d'ouvrages qui sont présentés et analysés dans le numéro 99 de la revue *Archipel* et dans la note de lecture de Jean-Louis Margolin déjà mentionnée.

15. Voir à ce sujet Raillon (1984).

16. Né en 1925 et mort en 2006, il est l'auteur d'une œuvre littéraire majeure dont les quatre volumes de l'extraordinaire *Buru Quartet*, composés de mémoire en détention, quand il n'avait pas de quoi écrire, et rédigés après sa libération. Cette œuvre humaniste monumentale et profonde aurait certainement dû lui devoir le prix Nobel de littérature, pour lequel son nom a souvent été évoqué, mais ses idées progressistes et son compagnonnage jamais renié avec le communisme ne sont certainement étrangers au fait qu'il ne l'ait jamais obtenu.

17. Tous ces éléments apparaissent clairement dans la meilleure biographie consacrée à ce personnage à la fois fascinant et sinistre que nous a livré Robert Elson, *Suharto, A Political Biography* (2011).

Chapitre 4. Dictature et développement rapide sous l'Ordre nouveau de Suharto (1966-98)

Introduction

- 1 Sous la présidence de Sukarno de 1950 à 1966, les seize premières années ayant suivi l'indépendance du pays ont donc été marquées par une forte instabilité politique puis par une polarisation croissante accompagnée d'une rapide dégringolade de l'économie qui a débouché sur une terrible explosion de violence et un changement de régime. Ensuite, sous l'égide de Suharto, l'Indonésie connaît entre 1966 et 1998 une période exactement deux fois plus longue de grande stabilité politique et de fort développement économique et social. Le retournement complet de la situation du pays ainsi que de sa perception à l'étranger sont des plus spectaculaires. Au début des années 1960, l'Indonésie est en effet considérée comme un allié politique de plus en plus proche du bloc socialiste, mais aussi comme le plus grave échec économique parmi les grands pays en développement de la planète. Dès 1966, elle devient un des alliés asiatiques les plus fidèles du monde capitaliste et de ses politiques de développement au libéralisme croissant puis, dans les années 1980, rejoint le club des « pays émergents » et est même bientôt considérée en 1993 par la Banque mondiale comme participant au « miracle de l'Asie orientale »¹. Le développement de l'Indonésie durant cette phase historique n'est donc pas banal : elle passe en trente ans du statut de cas désespéré à celui d'élève exemplaire. En fait, elle est sans doute un des seuls pays au monde à avoir vécu une telle expérience². C'est d'ailleurs bien ce qui rend encore plus intéressante et emblématique l'étude de son processus de développement. De plus, une autre originalité de ce processus s'avère tout aussi singulier. Cette longue période stable d'un tiers de siècle s'est en effet achevée en 1998 dans une crise multidimensionnelle profonde qui a vu le miracle économique tourner à la débâcle et un régime autoritaire, apparemment indéboulonnable, s'effondrer comme un château de cartes - une nouvelle fois dans la violence - pour donner naissance à la troisième plus grande démocratie de la planète³. Cela fait bien de l'Indonésie un cas unique dans l'histoire du développement des pays de ce qu'il fut longtemps convenu d'appeler le Tiers-Monde.
- 2 Dans ce chapitre, nous allons donc tenter la gageure d'analyser une expérience longue et complexe de développement politique, économique et social à laquelle des centaines d'ouvrages et des milliers d'articles ont été consacrés⁴. Or, le quasi tiers de siècle qu'a duré l'Ordre nouveau ne constitue bien sûr pas une période monolithique et a été marqué par des événements d'ordre économique et politique, sur le plan interne ou à

l'échelle internationale, qui ont entraîné des ajustements et même des changements de cap de la part du régime. Il est donc nécessaire pour y voir plus clair de diviser cette longue période historique en différentes phases. Cependant, il n'est pas aussi facile de choisir une périodisation appropriée pour la période où Suharto a présidé aux destinées du pays que cela a été le cas pour celle où ce fut Sukarno. Ce n'est pas seulement lié au fait que la période considérée est deux fois plus longue, mais résulte surtout de la difficulté à concilier le temps des historiens et politologues avec celui des économistes. Déterminés par leur logique disciplinaire, les uns et les autres n'utilisent en effet pas les mêmes critères pour choisir les événements majeurs qui marquent, selon eux, des changements de cap importants, et cela débouche sur des périodisations sensiblement différentes. Dans l'approche pluridisciplinaire qui est la nôtre, il faut donc essayer de combiner les deux et faire des choix en privilégiant tel événement politique ou économique sur tel autre. Au final, nous avons toutefois décidé de donner en l'espèce la priorité au politique sur l'économie.

- 3 Cela nous amène à différencier, trois phases majeures d'environ une décennie chacune dans l'histoire de l'Ordre nouveau qui correspondent à chacune des parties de ce chapitre. La première est celle de la mise en place du régime qui commence début 1966, avec l'instruction présidentielle dite *SUPERSEMAR*, et va jusqu'à l'annexion de Timor Oriental fin 1975. La deuxième correspond à l'apogée de l'Ordre nouveau, tant sur le plan politique qu'économique, période pendant laquelle Suharto contrôle entièrement le système autoritaire mis en place et qui débute en 1976 pour s'achever en 1988, au moment où le bloc socialiste dominé par l'URSS a commencé à se désagréger et où la guerre froide touche à sa fin. La dernière est celle d'enjeux internes et internationaux nouveaux pour le régime, de la remise en question croissante de la légitimité de Suharto et de la crise financière asiatique de 1997-98 qui va mettre l'économie du pays à bas et mener à la fin de l'Ordre nouveau⁵.

NOTES

1. *The East Asian Miracle* (1993). On aura l'occasion de revenir ultérieurement sur ce célèbre rapport et l'analyse que l'on peut en faire par rapport à l'Indonésie.

2. Toutes proportions gardées, car le pays est bien plus petit et la durée des phases historiques comparables qui se sont succédées beaucoup moins longues, le Chili constitue probablement le principal autre cas intéressant à cet égard. D'ailleurs, le coup d'État militaire du général Augusto Pinochet contre le régime démocratique du président Salvador Allende le 11 septembre 1973 s'est inspiré de l'expérience indonésienne de Suharto contre Sukarno en 1965-66. Il s'en réclamait même ouvertement puisqu'il avait, assez sinistrement, été baptisé « Opération Jakarta ». Les deux pays sont par ailleurs comparables par rapport au fil rouge de notre ouvrage sur le lien entre le développement, la dictature et la démocratie.

3. Derrière l'Inde et les États-Unis d'Amérique. On parle bien sûr en termes de taille de la population et de l'électorat et non de caractéristiques ni encore moins de qualité de la démocratie, au demeurant en très forte régression ces dernières années dans les deux pays concernés.

4. Il y a finalement peu d'ouvrages de synthèse qui couvrent l'intégralité de la période de l'Ordre nouveau, en dehors de celui beaucoup plus large déjà mentionné précédemment de Merle Ricklefs (2008), qui y consacre trois chapitres sur les 25 que compte son livre. Le seul que je connaisse et qui soit, quant à lui, entièrement et exclusivement consacré à l'analyse des 32 années pendant lesquelles Suharto a exercé le pouvoir est l'intéressant ouvrage de synthèse richement illustré publié par la Fondation Lontar en 2005 sous la direction de John H. Mc Glynn *et. al.*, *Indonesia in the Soeharto Years, Issues, Incidents and Images*. Sinon, pour ce qui est de la dimension politique, la plupart des ouvrages incontournables ne couvrent qu'une partie de cette période et nous les citerons donc au fil des épisodes particuliers qui la jalonnent. En revanche, pour ce qui est du domaine économique et social, plusieurs ouvrages portent sur l'intégralité ou presque de l'Ordre nouveau et nous pouvons donc déjà les mentionner ici. Il s'agit en tout premier lieu de la remarquable synthèse de Hal Hill, *The Indonesian Economy since 1966, Southeast Asia's Emerging Giant*, paru en 1996 (par manque de chance juste deux ans avant l'effondrement économique du pays !). Mais nous nous sommes aussi appuyés sur l'excellent article de Thee Kian Wie, « The Soeharto era and after: stability, development and crisis, 1966-2000 », publié dans l'ouvrage collectif de Howard Dick *et. al.* (1998) dont il est l'un des co-éditeurs, ainsi que sur celui dans lequel il a réuni une quinzaine de ses articles, *Indonesia's Economy since Independance* (2012). Nous avons aussi puisé dans le très bel essai historique déjà cité précédemment de notre collègue Anne Booth (1997) et sur le plus récent *opus* de Jan Luiten van Zanden and Dan Marks, *An Economic History of Indonesia, 1800-2010*, (2012). On a également fait usage des ouvrages plus anciens couvrant une partie variable de la durée de l'Ordre nouveau édités par nos collègues Peter McCawley and Anne Booth, *The Indonesian Economy during the Soeharto Era* (1981) ou *The Oil Boom and After, Indonesian Economic Policy and Performance in the Soeharto Era*, (1992). Enfin on a aussi fait usage de l'ouvrage publié par l'un des principaux conseillers économiques de l'Ordre nouveau dans les années 70, Gustav Papanek (Ed.), *The Indonesian Economy* (1980).

5. C'est d'ailleurs le découpage adopté par Merle Ricklefs (2008) et c'est le plus simple et logique. Il faut toutefois mentionner le fait que l'ouvrage susmentionné de McGlynn *et. al.* (2005) distingue quant à lui huit phases distinctes au cours de cette période de 32 ans.

4.1. 1966–1975 : la construction du système autoritaire de l'Ordre nouveau

- 1 Lors de la signature le 11 mars 1966 de l'emblématique *SUPERSEMAR*, Sukarno se voit obligé de transmettre tous les pouvoirs à Suharto pour rétablir l'ordre et la sécurité dans le pays. Dès le lendemain, ce dernier commence à mettre progressivement mais très systématiquement en place ce qui va devenir le système de l'Ordre nouveau. Cette tâche va lui prendre une dizaine d'années et sera parachevée en 1975. Dans un premier temps, jusqu'en 1969, le régime va imposer les mesures d'urgence qu'il estime nécessaires pour stabiliser la situation politique et enrayer la dégringolade économique. Sur le plan politique, le *PKI* est formellement interdit le 12 mars. Si les massacres de masse dans les campagnes diminuent, la chasse aux sorcières continue à battre son plein, surtout dans les grandes villes, où des dizaines de milliers de sympathisants communistes et de nationalistes de gauche sont arrêtés et incarcérés. Au bout du compte, ces derniers constitueront une masse énorme de plus de 100 000 prisonniers politiques, les tristement célèbres *TAPOL* (*TAhanan POLitik*). Le sinistre *KOPKAMTIB*, formé en octobre 1965, au lendemain du *G30S*, pour rétablir l'ordre, va pour sa part s'employer à purger l'armée, l'administration et la société des éléments jugés douteux et à démanteler avec pugnacité les vestiges de la Démocratie dirigée de Sukarno. Jusqu'à son abolition en septembre 1988, il fera régner un climat de suspicion et de peur dans le pays. Les ministres accusés d'être impliqués dans le *G30S* comme Subandrio ou Omar Dhani sont expulsés du nouveau cabinet formé le 27 mars, puis arrêtés et jugés, ainsi que les proches de l'ancien président. Un triumvirat est formé pour assurer le pouvoir. Il est constitué du général Suharto, qui prend en main les affaires politiques internes du pays, du sultan Hamengkubuwono IX de Jogjakarta, qui se voit chargé de remettre en route l'économie, et de Adam Malik, dernier ministre du commerce en exercice, auquel on confie les affaires étrangères. Par rapport au sultan, le général a alors l'admiration et le respect d'un sujet envers son suzerain. Quant au troisième personnage, c'est un des jeunes activistes nationalistes ayant forcé Sukarno et Hatta à proclamer l'indépendance en août 1945 ; il a ensuite été ambassadeur à

Moscou. C'est toutefois bien Suharto qui domine ce triumvirat et va émerger comme le personnage central de l'Ordre nouveau.

La trajectoire singulière d'un nouvel homme fort inattendu issu du peuple

- 2 L'arrivée au pouvoir de Suharto¹ est un événement inattendu qui demeure surprenant. Cet homme discret et effacé, assez peu connu et sans grand charisme est resté largement dans l'ombre jusqu'aux événements du G30S. Il a alors surgi sur le devant de la scène pour prendre énergiquement les choses en main, renverser la situation en deux jours, s'emparer du pouvoir en quelques mois et le conserver pendant plus de trente ans. On a déjà dit deux mots précédemment des origines et de la personnalité de celui qui va devenir le deuxième président du pays. Il est né le 8 juin 1921 à Kemusuk², un hameau du village (desa) d'Argomulyo, situé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Jogjakarta, dans le sous-district (kecamatan) de Sedayu³ et le district (kabupaten) de Bantul. Il est le premier enfant (possiblement illégitime) d'une mère issue d'un milieu paysan pauvre et d'un père ayant un modeste travail de fonctionnaire villageois. Ses parents ont divorcé cinq semaines après sa naissance, se sont remariés chacun de leur côté et ont eu par la suite une nombreuse progéniture. Il a dès lors été ballotté d'un membre de sa famille étendue et d'un lieu de résidence à l'autre, toujours dans les environs de Jogjakarta, et a certainement eu une jeunesse difficile faite d'un mélange entre le manque de véritable affection et l'absence de sécurité. L'un de ses tuteurs l'initie très tôt au mysticisme javanais et à la pratique du kebatinan, la « voie de l'intériorité » qui permet de mobiliser ses forces à travers la méditation pour faire face à sa destinée. Cette pratique est probablement à l'origine de sa tendance à compter sur lui-même plutôt que sur les autres et de son caractère renfermé et secret, dans lequel certains ont cru déceler une « autarcie émotionnelle ». Plus tard, Suharto ne manquera jamais de souligner les affres de sa jeunesse. Toutefois, son enfance a probablement été moins dure qu'il ne l'a laissé entendre, puisqu'il a tout de même réussi à terminer sa scolarité secondaire en 1939, dans une des écoles de type MULO que les Hollandais avaient mis sur pied à la fin de la colonisation pour la population indigène, ce qui n'était pas commun pour un fils de pauvres villageois. Ensuite, sans emploi, il s'engage en juin 1940 dans la KNIL, l'armée coloniale hollandaise, où il fait sa formation de soldat et même de sergent, mais où il sert fort peu de temps, jusqu'à ce qu'elle capitule en mars 1942, face à l'invasion des Japonais. Puis à partir de novembre de la même année, sans état d'âme particulier et surtout en quête de sécurité et de moyens d'existence, il rejoint les rangs de la police que le nouvel occupant nippon a créée, avant d'intégrer, en octobre 1943, ceux de la PETA, la force d'autodéfense indigène mise en place pour combattre le retour éventuel du colonisateur hollandais dans l'archipel.
- 3 C'est ainsi qu'il acquiert ses compétences militaires, mais développe aussi son sentiment nationaliste et anticolonial contre les Hollandais et les Japonais, comme la plupart des jeunes Indonésiens dans la même situation que lui. De fait, dès la proclamation d'indépendance en 1945, il rejoint avec beaucoup d'autres les rangs de l'armée républicaine que tente à grande peine de mettre sur pied le général Sudirman⁴. Sans avoir joué pendant la Revolusi un rôle aussi héroïque et déterminant que celui qu'il s'attribue dans son autobiographie et que ses hagiographes et thuriféraires lui ont prêté a posteriori, il n'a pas non plus été aussi insignifiant que le prétendent ses

adversaires. En fait, il a rapidement pris du galon. Après ces quatre années de guérilla, il est promu lieutenant-colonel et il commande une brigade, principalement autour de Jogjakarta, dans le district sud de Bantul qui était sous sa responsabilité. De même, à défaut d'avoir conçu l'opération, comme il le soutient, il semble avéré qu'il a en partie supervisé et coordonné l'attaque sur Jogja du 1^{er} mars 1949, pendant laquelle la ville a été « reprise » symboliquement aux Hollandais pour quelques heures. Bref, au terme de cette période révolutionnaire difficile, il a acquis la réputation d'un officier compétent et courageux, d'un soldat professionnel peu intéressé par les questions politiques et d'un homme réservé et modeste qui ne semble pas dévoré d'ambition. Il est en tous cas très apprécié par ses supérieurs hiérarchiques, que ce soient des militaires, comme le général Sudirman, ou des civils, comme le sultan Hamengkubuwono IX⁵, entre lesquels il semble d'ailleurs avoir joué à l'occasion un rôle d'intermédiaire. De surcroît, il est respecté de ses hommes avec lesquels il est ferme mais juste de l'avis général.

- 4 Confirmé après l'indépendance à son rang de lieutenant-colonel, il assure divers commandements en province au fil des années 50 : d'abord brièvement à Makassar (Sulawesi Sud), pour lutter contre certains mouvements de rébellion au sein de l'armée, puis ensuite essentiellement à Java. Il termine son ascension provinciale à la tête de la division Diponegoro de Java Central où il est nommé en septembre 1956, peu de temps avant d'être promu colonel. Là, il va démontrer sa capacité à réorganiser et diriger la troupe avec compétence, mais aussi un grand sens des affaires. Il crée des fondations pour recueillir de l'argent et développe des liens étroits et des activités lucratives avec des commerçants chinois locaux, d'une part pour assurer l'approvisionnement et la solde de ses hommes et, d'autre part pour soutenir le développement des populations locales, comme il l'avait déjà fait à plus petite échelle à l'époque de la Revolusi⁶. Soupçonné de s'être aussi un peu enrichi au passage à titre personnel, il rencontre de graves problèmes. En effet le général Nasution, chef des forces armées et ministre de la défense, mais aussi homme intègre de religion protestante réputé presque puritain, décide de s'attaquer à l'affairisme débridé et à la contrebande à grande échelle qui s'est développée au niveau de la plupart des divisions régionales. Ainsi, Suharto se voit retirer le commandement de la division Diponegoro fin 1959 et est rappelé à Jakarta, puis envoyé au vert, à Bandung, pour se faire oublier en accomplissant en 1960 une année de formation à l'école des cadres de l'armée⁷. Il y est d'ailleurs bientôt promu au rang de brigadier-général, ce qui montre que sa disgrâce était toute relative. La formation alors reçue contribuera beaucoup à le sensibiliser au rôle plus important que l'armée pourrait jouer dans le développement économique du pays et à la fonction double (*dwifungsi*) qu'elle devrait avoir dans la société et la vie politique.
- 5 Après ses classes, il revient à Jakarta pour poursuivre dorénavant sa carrière au niveau national et assume des responsabilités plus importantes, en prenant le commandement de la réserve stratégique de l'armée nouvellement créée et conçue pour disposer d'une force opérationnelle capable d'intervenir rapidement en cas de besoin. Même s'il n'a guère le goût pour cela, il fréquente désormais les hautes sphères du pouvoir politique de la capitale. En janvier 1962, Sukarno lui fait suffisamment confiance pour lui confier le commandement de l'opération militaire baptisée Mandala qui vise à ramener la Nouvelle-Guinée néerlandaise dans le giron national et à parachever l'unification du pays. Avec la reprise de Jogja en 1949, cette campagne militaire a été érigée en fait d'arme décisif à sa gloire⁸, alors que l'affaire s'est réglée dès le mois d'août suivant sur le tapis vert des négociations, grâce à la médiation des États-Unis, et que les quelques escarmouches qui ont eu lieu avec les Hollandais n'ont pas été à l'avantage des

Indonésiens. Par la suite, il est malgré tout promu major-général⁹. Il reprend ensuite le commandement de la réserve stratégique de l'armée, rebaptisée dans l'intervalle KOSTRAD. De par sa position opérationnelle, il assure aussi en cas d'absence la suppléance du chef des forces armées, poste auquel Sukarno vient de nommer en 1962 le général Yani, supposé plus docile que Nasution. Cela en fait l'un des hommes les plus puissants du pays, même s'il reste dans l'ombre et n'est pas très connu du grand public.

- 6 En fait, discret et peu ostentatoire, contrairement à d'autres officiers supérieurs menant grand train, il se satisfait d'une vie relativement simple et modeste avec sa femme, Siti Hartinah, dite Ibu Tien, épousée en 1947, et leurs six enfants. Il reste profondément imprégné de sa culture javanaise qui incite à composer une apparence modeste et à dissimuler ses sentiments, mais a aussi beaucoup appris d'une expérience de commandement militaire et de courage face à l'adversité, nécessairement source d'assurance et de fermeté. Prudent et respectueux de l'autorité et de la hiérarchie, il est aussi intelligent, réfléchi et certainement très calculateur, prenant le temps de se forger une opinion, mais très entêté une fois qu'elle est arrêtée. Dès lors, il est capable de prendre des décisions difficiles, des risques et de faire preuve d'une grande détermination, voire même de pouvoir se montrer brutal et impitoyable pour atteindre ses objectifs, comme la suite de l'histoire le démontrera. Il reste neutre dans le conflit larvé qui oppose Nasution, de plus en plus ouvertement hostile à la politique intérieure et extérieure de Sukarno, et Yani, que le premier juge trop accommodant avec le président. De manière générale, Suharto ne prend pas de position bien marquée sur les grandes affaires marquant la vie politique agitée du pays. Il ne fait cependant pas de doute qu'il fait partie du groupe des officiers fort peu enthousiastes face à la nouvelle politique de Konfrontasi contre la Malaysia et très préoccupés par la montée en puissance du PKI. C'est à son poste de commandant du KOSTRAD que le surprennent donc les événements du G30S où il va s'avérer selon ses thuriféraires comme étant « the right man, at the right place, at the right moment ».

Constitution de la nouvelle équipe dirigeante et renflouage de l'économie

- 7 On a effectivement vu comment Sukarno a dû se résigner à nommer Suharto chef des forces armées le 14 octobre 1965 et à le promouvoir deux jours plus tard au rang de lieutenant-général. Ce dernier a aussitôt pris les choses en mains pour écraser le PKI et manœuvrer pour se voir donner le 11 mars 1966, par l'instruction présidentielle SUPERSEMAR, le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre. Dominant le nouveau cabinet formé le 27 mars, il va s'y employer, dans un mélange de détermination et de subtilité. Car malgré tout ce qui s'est passé, et le fait qu'il ait été blessé par l'indifférence apparente de Sukarno face au massacre de ses camarades d'armes¹⁰, puis par son refus obstiné de condamner le PKI et ses tentatives répétées d'arrêter voire d'inverser le cours des événements, il reste respectueux de l'autorité et de la hiérarchie, ne voulant pas brusquer ni encore moins humilier le président, dont la fonction doit être préservée à ses yeux. Mais il avance résolument dans la mise en œuvre de ce que lui et ses principaux soutiens estiment être la nouvelle direction dans laquelle doit désormais s'orienter le pays, tant pour ce qui est de sa politique interne qu'extérieure. Au plan international, sous la direction du nouveau ministre des affaires étrangères, Adam Malik, les décisions s'enchaînent très vite puisque l'Indonésie revient dans le giron de l'ONU en avril 1966, et annonce en mai la

fin de la politique de Konfrontasi envers la Malaisie, avec laquelle les relations diplomatiques sont rapidement rétablies. Ce changement radical de cap débouche en août 1967 sur la formation de l'ASEAN, l'association des pays alliés de l'Occident dans une Asie du Sud-Est divisée par le conflit qui ravage le Vietnam et devenue le principal terrain d'opposition frontale avec le bloc socialiste dans une guerre froide atteignant son paroxysme. Après le Brésil en avril 1964, le retour de l'Indonésie dans le camp occidental capitaliste, à travers une prise de pouvoir par les militaires en octobre 1965, constitue d'ailleurs une source de satisfaction et de soulagement majeure pour Washington et ses alliés. Le « camp capitaliste », dans sa nouvelle stratégie, considère l'armée comme le seul acteur politique organisé et discipliné pouvant jouer un rôle de vecteur modernisateur et capable de « faire le travail ». À la suite des échecs répétés des tentatives de démocratisation à l'occidentale, il espère ainsi favoriser le développement économique et social des pays nouvellement indépendants.

- 8 Au niveau interne, Suharto place progressivement des hommes qui lui sont loyaux aux postes de responsabilité, d'abord au sein de l'armée, sur laquelle il n'a pas encore entièrement établi sa mainmise, ensuite dans les rangs de l'administration publique, en priorité au plan national, mais aussi à celui des gouverneurs de provinces et des maires (walikota) des principales grandes villes du pays ainsi qu'à celui des chefs de district ruraux (bupati). Puis, il se convainc que le moment est venu de pousser progressivement le président en place vers la sortie de manière légale et constitutionnelle. Il est soutenu par ceux qui veulent accélérer le mouvement, notamment les étudiants du KAMI et des collégiens du KAPPI, (parfaitement bien mobilisés et manipulés par son « âme damnée » Ali Murtopo), qui continuent à manifester régulièrement dans les rues de Jakarta et à demander la destitution et le jugement de Sukarno. C'est la raison pour laquelle il convoque en session extraordinaire fin juin 1967 le MPRS, l'Assemblée consultative provisoire du peuple, regroupant les deux chambres du parlement et alors composée de 532 membres. Il s'agit d'abord d'avaliser l'instruction présidentielle dite SUPERSEMAR lui donnant le pouvoir de rétablir l'ordre, afin qu'elle ne puisse pas être révoquée par Sukarno, puis de placer ce dernier dans la situation embarrassante de fournir des explications et justifications sur toute l'affaire du G30S et de ses suites. Mécontent du message délivré par le chef de l'État, qui n'exprime pas le moindre remord pour la tournure qu'ont pris les événements et conserve toute sa morgue, le MPRS adopte les premières mesures de représailles en lui retirant son titre de président à vie, puis en décidant que le décret qu'il a signé donne à Suharto le pouvoir d'agir en tant que président en exercice et de former un nouveau gouvernement, en attendant l'organisation d'élections générales fixées à juillet 1968. Le cabinet de nature fonctionnelle baptisé Ampera¹¹ qui en émerge reste dominé par le triumvirat Suharto-Hamengkubuwono-Malik et est largement constitué de militaires et de technocrates. En outre, Suharto, promu général à part entière quelques jours plus tard, complète son équipe en plaçant le trio, Murtopo-Sugama-Humardani, et un certain nombre d'autres hommes fidèles et fiables, à des postes de responsabilité militaires et civils.
- 9 Alors que ce remaniement gouvernemental permet de prendre les premières mesures de stabilisation et de relance de l'économie, les mois suivants vont encore faire l'objet d'une lutte intense entre les diverses tendances qui ont soutenu le changement et l'avènement d'un nouveau régime. Les plus extrémistes veulent en effet juger Sukarno et abolir ce qui reste du système des grands partis politiques traditionnels, alors que

certains modérés souhaitent simplement un retour au modèle d'avant la Démocratie dirigée. Fidèle à sa nature et à sa méthode, Suharto temporise et louvoie, en avançant ses pions prudemment et en optant pour la voie médiane qui lui semble la plus adéquate dans les circonstances indécises qui prévalent. Il juge inutile et même dangereux de faire un procès public à celui qui est toujours légalement le président du pays car les conditions ne lui semblent pas encore favorables à une réorganisation en profondeur de la vie politique nationale et du rôle des partis. Il adopte une attitude assez subtile dans l'arène politique et se positionne de manière différenciée à l'égard des partis d'obédience islamique, qui ont été les complices actifs de l'armée dans l'élimination physique du PKI et s'attendent à une certaine reconnaissance pour s'être « sali les mains » et à pouvoir tirer avantage de cette alliance. D'un côté, il laisse la bride sur le cou aux traditionalistes du NU, plus proche de sa vision du monde. En revanche, il s'oppose tout d'abord, en mai 1967, à la recréation du MASJUMI, le parti des modernistes interdit depuis dix ans par Sukarno pour avoir soutenu les rébellions du PRRI-PERMESTA, qu'il considère comme des traîtres ayant mis en danger l'unité de la république. Finalement, il les autorise quand même à se regrouper sous la bannière d'un nouveau parti politique baptisé PARMUSI, qui voit le jour en février 1968. À l'égard du PNI, qui est ressorti très affaibli des événements du G30S et se trouve dans une position délicate vu sa proximité avec le président en exercice, Suharto adopte temporairement une position conciliante. En effet, il a besoin des nationalistes pour faire contrepoids aux partis islamiques et n'a donc pas intérêt à lui porter le coup de grâce, se contentant de le purger de ses éléments les plus favorables à Sukarno.

- 10 De toute façon, les difficultés politiques rencontrées font que le parlement décide de repousser les élections prévues en 1968 à juillet 1971 au plus tard, ce qui donne encore du temps à Suharto pour parfaire la mise en place du système de l'Ordre nouveau. Un pas additionnel décisif est toutefois franchi quand le MPRS élit formellement Suharto comme président à part entière pour cinq ans lors de sa session de mars 1968. Cela dit, ce n'est pas lui qui aura précipité les choses, puisqu'il lui aura tout de même fallu deux ans et demi depuis octobre 1965 pour prendre la place de son prédécesseur. Trente ans plus tard, comme on le verra, la démission à laquelle il sera forcé en mai 1998 sera beaucoup plus expéditive. Quant à Sukarno, déjà de facto en résidence surveillée dans son palais de Bogor depuis plusieurs mois, il est destitué de tous ses titres ou fonctions et, gagné par la maladie mais aussi miné par son exil intérieur, il décède en juin 1970. Là aussi Suharto joue finement, accordant des obsèques nationales à celui qui est le père de l'indépendance, mais refusant qu'il soit enseveli selon ses dernières volontés à Bogor, trop proche à son goût de Jakarta, avec le risque de voir sa tombe devenir un lieu de pèlerinage. Finalement, Sukarno sera enterré près de sa mère, dans la lointaine petite ville de Blitar, à Java Est, et le nouvel homme fort du pays n'assistera pas à la cérémonie.
- 11 Début 1968, le système politique militaro-technocratique de l'Ordre nouveau commence à se mettre en place. Le général Suharto a été élu chef de l'État par le parlement et l'armée. Il est vraiment aux commandes puisque 17 des 25 provinces du pays ont pour gouverneur un militaire et que c'est aussi bientôt le cas pour la majorité des chefs de district ruraux et des maires de municipalités urbaines. Pour le nouveau pouvoir, ce quadrillage militaire se justifie par le fait que la sécurité n'est pas encore entièrement rétablie. Les principaux responsables du PKI comme Aidit, Njoto ou Lukman ont été soit froidement assassinés sur le terrain dès fin 65, soit arrêtés, sommairement jugés, condamnés à mort en 1967 et exécutés plus tard, parfois très

longtemps après. Mais il reste encore dans la région de Blitar certaines poches de résistance du parti qui sont écrasées à la mi-1968. Le même sort a d'ailleurs été réservé quelques mois plus tôt à la secte des Saministes, mouvement traditionnaliste d'inspiration millénariste assimilé par commodité au communisme, implanté à Blora, dans le nord-est de Java Central. Un ordre d'airain va dès lors régner dans le pays et le système politique étant largement établi, le nouveau pouvoir peut se concentrer entièrement sur les problèmes liés au renflouage de l'économie et à son développement.

- 12 Toutefois, il n'a pas attendu jusque-là pour commencer à s'attaquer cette tâche herculéenne. On a vu que, dès mai 1966, l'Indonésie est redevenue membre du FMI et de la Banque mondiale, dont elle a besoin pour financer son rétablissement. À l'instigation des États-Unis, les pays occidentaux ont aussi vite compris l'urgence qu'il y avait à soutenir ce nouvel et important allié asiatique quasiment inespéré dans une guerre froide de plus en plus chaude. C'est la raison pour laquelle ils se regroupent en 1967 au sein de l'IGGI (Inter-Governmental Group on Indonesia), le consortium d'aide qui va désormais largement financer le pays. Car la situation économique héritée de Sukarno est vraiment catastrophique. La croissance est nulle, l'inflation galope, le déficit budgétaire est abyssal, la dette extérieure monstrueuse, le déséquilibre de la balance commerciale est croissant, les importations de riz atteignent un sommet, le niveau de vie d'une majorité de la population est lamentable et la pauvreté touche de plus en plus de gens. En fait, dans le nouveau cabinet formé en mars 1966, le sultan Hamengkubuwono IX et Adam Malik occupent des places éminentes. Le premier prend des mesures de stabilisation sur le plan interne, le second au niveau international. En août 1966, un séminaire intensif sur les questions économiques organisé au SESKOAD, l'école de l'état-major de l'armée de terre à Bandung, à laquelle Suharto semble avoir participé, joue un rôle déterminant pour orienter la politique du nouveau régime en la matière. Ce séminaire est animé par une équipe de cinq jeunes professeurs de la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie à Jakarta constituée de Widjojo Nitisastro, Ali Wardhana, Mohammed Sadli, Emil Salim et Subroto qui devient connu sous le nom collectif quelque peu péjoratif de « Mafia de Berkeley », la célèbre université californienne libérale où plusieurs d'entre eux ont étudié et fait leur thèse de doctorat. Cet éminent quintette de technocrates s'efforce d'expliquer aux hauts gradés la mauvaise situation économique du pays et la manière de l'améliorer. Dès septembre, Suharto demande à ce groupe de préparer un programme de stabilisation et de réhabilitation qui est adopté début octobre par le parlement.
- 13 Ces économistes, formés à l'américaine et dûment chaperonnés par les conseillers du FMI et de la Banque mondiale, sont donc partisans d'une économie de marché et croient fermement aux vertus de cette dernière pour tirer leur pays du sous-développement¹². Mais ce ne sont pas des néolibéraux du type de ceux qui imposeront progressivement leur vision sur l'économie mondiale à partir de la « révolution libérale » de Thatcher et Reagan au début des années 80. Inspirés par l'exemple du Japon et les succès déjà probants des fameux quatre « petits dragons asiatiques » (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour), ils sont acquis à l'idée de réguler intelligemment le marché plutôt que de le subir passivement. Ils peuvent être considérés comme des sociaux-libéraux, plus proches des idées de John Maynard Keynes que de Friedrich Hayek ou Milton Friedman. La meilleure preuve en est qu'ils avalisent l'adoption d'un système de planification indicative et souple, véritable hérésie fleurant le collectivisme pour de purs économistes libéraux. Cette stratégie permet à

l'Indonésie de lancer et de consolider son processus de développement à partir de la fin des années 60¹³. De retour au pays, leur ancien professeur à l'Université d'Indonésie et mentor à tous, Sumitro Djojohadikusomo, parti en exil après avoir participé aux rébellions de 1957-58 contre Sukarno, est nommé ministre du commerce et vient chapeauter cette équipe d'économistes réformateurs.

- 14 Le programme de stabilisation et de réhabilitation élaboré est tout ce qu'il y a de plus orthodoxe en matière de politique monétaire et fiscale. Il s'agit en fait d'un programme d'ajustement structurel (PAS) avant la lettre qui consiste à administrer une cure d'austérité drastique au pays, en espérant que le patient survivra à la potion de cheval supposée magique ingurgitée. Concrètement, il s'agit en priorité de réduire les déficits, pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements, en renégociant et réduisant la dette extérieure, et d'équilibrer le budget, en diminuant les dépenses et augmentant les recettes. Mais il faut aussi juguler rapidement l'inflation, en dévaluant la monnaie et en contrôlant la masse monétaire, équilibrer la balance commerciale, en coupant dans les importations et en stimulant les exportations, et réformer le code des investissements pour attirer les capitaux étrangers. L'objectif principal est de stimuler la croissance. En fait, le dernier gouvernement de Sukarno avait anticipé sur cette politique d'austérité en décrétant en décembre 1965 une dévaluation de 1 000% la monnaie nationale (les billets de 1 000 rupiah ne valant plus que 1 rupiah !), ruinant par la même occasion des millions de petits épargnants. Des mesures semblaient donc bien avoir été mis en œuvre pour libéraliser et relancer l'économie.
- 15 Dès 1968, l'essentiel du travail de renflouage économique est parachevé et les premiers résultats sont au rendez-vous. L'appareil de production est reparti, l'hyperinflation, qui caracolait encore à quelque 1 500% deux ans plus tôt (!), a été jugulée et est retombée aux alentours de 15%, alors que la croissance, pratiquement nulle depuis des années, enregistre une hausse spectaculaire de plus de 10%¹⁴. Dans l'intervalle, la dette de l'Indonésie a été réaménagée, assortie d'un large moratoire, y compris avec les pays de l'Est, qui étaient les principaux créanciers du pays. Les nouveaux bailleurs occidentaux, regroupés au sein de l'IGGI, ont commencé à lui octroyer une généreuse enveloppe annuelle, faite principalement de prêts mais aussi de dons, et les investissements étrangers reviennent dans les secteurs traditionnellement attractifs, au premier rang desquels ceux des mines et des plantations.
- 16 En 1969, la situation est suffisamment stabilisée pour que soit lancé le premier plan quinquennal de développement (REPELITA 1-1969/74)¹⁵. Sa première priorité est de relancer la production rizicole et agricole pour atteindre dès que possible une autosuffisance en la matière. Pour cela, d'importants efforts d'investissements sont prévus, principalement pour réhabiliter le système d'irrigation, totalement négligé depuis des lustres, et procéder à son extension, en priorité à Java, le grenier rizicole du pays, mais aussi commencer à améliorer le réseau de routes rurales pour désenclaver les campagnes. Par ailleurs, un programme d'intensification rizicole, testé sous différentes versions dès 1966, est massivement imposé à la paysannerie javanaise à partir de 1968. Dès 1969, il constitue, sous le nom de BIMAS-INMAS, la poutre maîtresse du premier REPELITA. C'est un programme classique de « révolution verte », inspiré de ceux déjà adoptés dans des pays voisins. Il consiste à systématiser l'usage de nouvelles semences rizicoles à hauts rendements, les HYV (High Yielding Varieties) mises au point par le fameux IRRI (International Rice Research Institute) de Los Baños aux Philippines, qui nécessitent d'avoir recours à une quantité adéquate d'engrais chimiques et de

pesticides. En outre, un système de crédit subventionné à faible taux d'intérêt, 1% par mois, est élaboré et administré par la principale banque agricole et rurale du pays, la BRI (Bank Rakjat Indonesia), pour permettre aux paysans d'acquérir ce paquet technologique lors de chaque saison culturale. Enfin, le gouvernement jette aussi les bases d'une filière rizicole assez bien pensée, allant des petites unités locales de décortilage du paddy aux centres de stockage régionaux et nationaux du BULOG, l'agence stratégique gouvernementale en charge de la régulation du marché des denrées alimentaires. L'objectif visé est de stabiliser le marché du riz, principale denrée alimentaire du pays. Il s'agit d'une part d'acheter massivement à un prix plancher garanti aux producteurs, au moment de la récolte, quand les prix ont traditionnellement tendance à s'effondrer, et d'autre part de revendre à un prix plafond pour le consommateur, au moment critique de la soudure, pour éviter qu'ils ne flambent¹⁶.

Photo 24 : La « révolution verte » à Bali, l'île aux meilleurs rendements rizicoles



SOURCE : photo par drone de Brestlavtsev

- 17 Au bout de deux ans seulement, cette nouvelle stratégie porte déjà ses fruits et les premiers succès sont enregistrés, puisque la production rizicole atteint un niveau record de 12,8 millions de tonnes (mt) en 1971, soit 4 mt de plus qu'en 1965 et 300 000 tonnes au-dessus des prévisions du plan. Par ailleurs, de nombreux domaines connaissent cette tendance à la hausse de la production. Il s'agit d'une part des denrées alimentaires comme le maïs, le soja et le sucre, d'autre part des principaux produits agricoles d'exportation que sont le caoutchouc, l'huile de palme et le café, mais encore des matières premières minérales, telles que l'étain, la bauxite ou le nickel. Quant au pétrole, sa production triple d'environ de 100 millions de barils à plus de 300 entre 1966 et 1971, faisant de l'Indonésie le 10^e producteur mondial. Pour stimuler cette reprise et les exportations, le gouvernement décide de procéder à une nouvelle dévaluation de près de 10% en 1971, accrochant la *rupiah* à la devise américaine au taux de change fixe de 415 Rp pour un US\$. La confiance semble donc bel et bien revenue et le régime, né dans la violence extrême, assoit sa légitimité politique sur ces premiers succès économiques.

La réorganisation de la vie politique et l'annexion de Timor Oriental

- 18 En parallèle, Suharto élabore un système politique machiavélique mais subtil qui va lui permettre de diriger le pays à sa guise, tout en offrant l'apparence d'une démocratie parlementaire élective. Il finit de purger l'armée et l'administration des éléments considérés comme ayant eu des sympathies communistes ou même nationalistes et jugés trop fidèles à Sukarno. Ensuite, il fait en effet adopter en 1969 une nouvelle loi électorale par ce qui reste de la précédente Assemblée consultative provisoire du peuple (MPRS). Cette loi fixe le nombre de représentants du nouveau parlement, le DPR (Dewan Perwakilan Rakjat ou Conseil des représentants du peuple), à 460 membres : 360 d'entre eux élus lors des élections législatives prévues chaque cinq ans et 100 nommés par le gouvernement, dont 75 pour l'armée et 25 pour l'administration. Viennent s'ajouter à ceux-là 460 autres représentants (dont 207 militaires et fonctionnaires nommés par le président, 131 élus par les parlements régionaux, 112 désignés par les principaux partis politiques et 10 par les plus petites formations) pour former une sorte de congrès faîtière de 920 membres, le MPR (Majelis Perwakilan Rakjat ou Assemblée consultative du peuple), qui est chargé d'élire le président selon le même rythme quinquennal. Au bout du compte le gouvernement désigne donc directement 22% des sièges du DPR et 33% de ceux du MPR, suffisamment pour bloquer tout amendement constitutionnel ou contestation de son pouvoir. De plus, il annonce en 1970 que tous les employés gouvernementaux doivent respecter une loyauté totale à son égard et il les oblige à devenir membre du GOLKAR, une structure établie en 1964 par l'armée (Sekber Golkar ou Secrétariat conjoint des groupes fonctionnels) pour coordonner les relations entre les institutions militaires et civiles, qui va devenir une puissante organisation de masse et dominer toute la vie politique de l'Ordre nouveau jusqu'à sa chute¹⁷.
- 19 Lors des élections législatives de juillet 1971¹⁸, le GOLKAR est opposé aux neuf autres partis politiques ayant survécu aux événements de 1965-66, le PKI ayant été éliminé et banni. Il s'agit là seulement de la deuxième consultation de ce type à être organisée dans le pays depuis celle de 1955. Les résultats des élections sont conformes aux objectifs visés puisque le GOLKAR remporte 62,8% des suffrages lui permettant d'obtenir 236 des 360 sièges électifs du DPR, contre 18,7% au NU (Nahdatul Ulama), le vieux parti des musulmans traditionnalistes, seulement 6,9% au PNI, le parti nationaliste épuré fondé par Sukarno, 5,4% au PARMUSI, la nouvelle organisation autorisée pour représenter les musulmans modernistes, et une poussière de voix aux autres formations mineures¹⁹. Sur cette base, le MPR se réunit en mars 1973 pour réélire Suharto à la présidence du pays pour un deuxième mandat quinquennal, cinq ans exactement après l'avoir porté à cette fonction en mars 1968, respect des formes oblige. Il en profite pour repourvoir le poste de vice-président qu'occupait Mohammad Hatta du temps de Sukarno, en le confiant au sultan Hamengkubuwono IX, homme très proche de Suharto et respecté de lui, ainsi que de la plupart des Indonésiens. Malgré ce succès écrasant, l'Ordre nouveau ira alors encore un pas plus loin dans la réorganisation autoritaire de la vie politique du pays en obligeant aussi tous les partis existants à se regrouper, dès 1973, en deux grandes coalitions hétéroclites pour faire face au GOLKAR à l'avenir : le PPP (Partai Persatuan Pembangunan ou Parti uni du développement), réunissant les frères ennemis du NU et du PARMUSI avec les autres petites organisations d'obédience islamique, et le PDI (Partai Demokrasi Indonesia ou Parti démocratique indonésien), mettant dans le même sac tous les autres, à commencer par le PNI et les deux formations représentant les protestants et les

catholiques²⁰. Cette version améliorée et nettement plus efficace de la Démocratie dirigée inventée par Sukarno va permettre à Suharto de régner sur le pays jusqu'en 1998.

- 20 À ce stade, il n'est pas inutile de rappeler que la mise en œuvre du nouveau système politique national élaboré par l'Ordre nouveau s'accompagne du fait que l'Indonésie rentre dans le rang au plan international. Après avoir officiellement décrété la fin de la politique de Konfrontasi avec la Malaisie, elle reprend en 1966 sa place au sein de l'ONU et réintègre le FMI et le groupe de la Banque mondiale. Puis elle se joint en 1967 à ses quatre plus proches voisins d'Asie du Sud-Est, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines, pour former l'ASEAN. C'est une organisation régionale essentiellement soudée par l'anticommuniste de ses membres et soutenue par les États-Unis, qui veulent constituer un front uni face au Vietnam, où ils sont en train de s'embourber dans une guerre atroce qui ne prendra fin qu'en 1975 avec leur défaite. Fort de sa place retrouvée au sein du bloc occidental et de la complaisance envers elle de ce dernier, trop heureux de cette aubaine inespérée, l'Indonésie en profite pour organiser en 1969 le référendum d'autodétermination prévu dans les accords de 1962 afin de décider du statut et du sort de l'Irian. La mascarade électorale organisée pour consulter la population locale, passée à la postérité sous le nom plus qu'abusif de « act of free choice », voit l'Ordre nouveau réunir environ un millier de chefs traditionnels papous des différentes régions de cette province immense, dûment cornaqués et probablement soudoyés, qui décident, sans surprise, de rejoindre le giron indonésien, plutôt que de proclamer l'indépendance de leur pays. La Papouasie hollandaise devient alors la 26^e province indonésienne sous le nom d'Irian Barat²¹. Mais ce déni de démocratie suscitera l'émergence de l'OPM (Operasi Papua Merdeka ou Organisation de la Papua libre), un mouvement indépendantiste qui va entretenir une résistance armée de faible intensité n'ayant guère de chance de succès du fait de son isolement et de la puissance de l'adversaire, mais qui va empoisonner la vie du pays jusqu'à ce jour²².
- 21 Sur le plan social, la situation reste difficile. Le recensement décennal de la population organisé en 1971 donne une population nationale de 119,2 millions d'habitants, soit 22 millions de plus qu'en 1961²³. Cela représente un taux de croissance annuel relativement modéré de 2,1%, résultant probablement des difficultés économiques qu'a traversé le pays depuis dix ans et surtout des massacres de 1965-66, que certains vont jusqu'à chiffrer à près d'un million. Le principal problème démographique du pays reste que sa population continue à être concentrée à près de 64% sur Java, qui compte plus de 76 millions d'habitants en 1971, 13 millions de plus qu'en 1961. Comme c'est surtout Java qui a souffert des épreuves évoquées plus haut, cela correspond sans surprise à un taux annuel d'accroissement encore plus bas de 1,9%. Par ailleurs, cela signifie aussi que la densité moyenne de population atteint déjà 575 habitants au kilomètre carré sur l'île centrale. Face à cela, le gouvernement organise la transmigration (transmigrasi) vers Sumatra ou Kalimantan, qui s'avère jusque-là peu efficace et devient de plus en plus coûteuse et contre-productive. De plus, le gouvernement de l'Ordre nouveau met en place, dès 1971, les bases d'une politique de planning familial, devenue célèbre dans tout le pays sous le nom KB (Keluarga Berencana), qui est appliquée et développée de manière efficace à partir de 1974. Cette politique s'avère beaucoup moins coercitive que les mesures adoptées à Singapour et en Chine (dans des registres et selon des modalités toutefois bien différents) ou que les décisions prises en Inde, sous Rajiv Gandhi, comprenant la pratique des stérilisations forcées. Elle encourage les Indonésiens à limiter la taille de leur famille à deux

enfants²⁴, en mettant à leur disposition l'éventail des moyens contraceptifs disponibles²⁵. Le KB va rencontrer un assez beau succès.

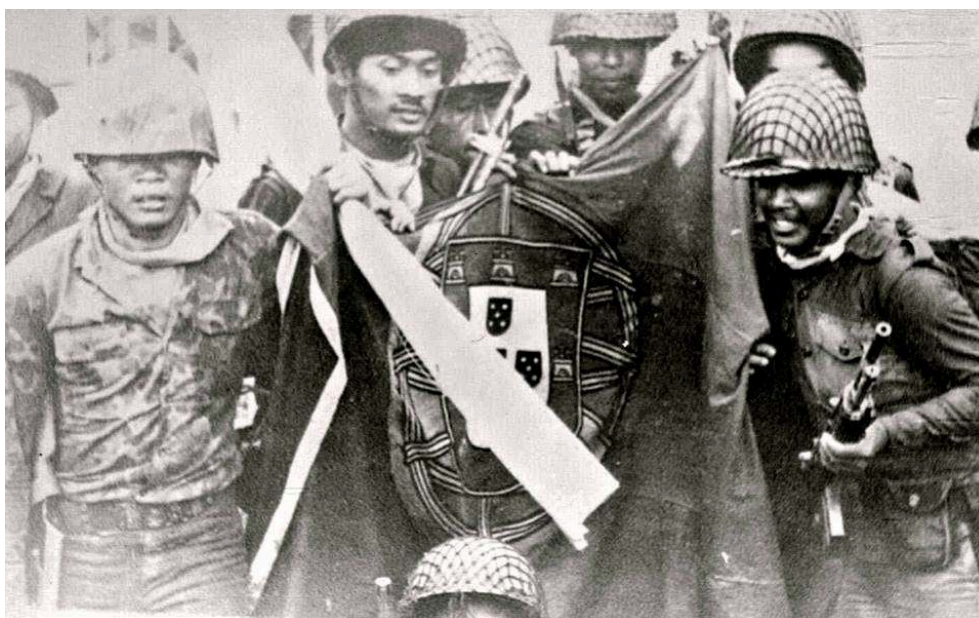
- 22 Le premier REPELITA, qui s'achève en 1974, montre des résultats très encourageants. La croissance économique est répartie de manière soutenue et enregistre une moyenne annuelle d'environ 8% sur la durée du plan. Elle est stimulée par les investissements et par un début de hausse du niveau de vie et de la consommation. L'objectif central d'autosuffisance rizicole constitue la priorité du plan quinquennal, or il est sur le bon chemin. Si la production stagne de 1970 à 1972, - du fait des difficultés de mise en œuvre du programme BIMAS-INMAS et des mauvaises conditions atmosphériques -, elle décolle ensuite pour atteindre 15,3 millions de tonnes (mt) en 1974. Il s'agit d'une hausse de près de 25% et de 3 mt de plus par rapport à la production de l'année 1969. Il faut dire que le gouvernement a bénéficié vers la fin du REPELITA 1 d'un coup de pouce inespéré avec la première étape du double boom pétrolier des années 70, qui voit le prix du baril plus que quadrupler en passant de moins de 3 US\$ en avril 1973 à 12,60 US\$ en juillet 74, suite à la guerre entre Israël et les pays arabes d'octobre 1973. A cette période éclate la première grosse affaire de corruption d'un Ordre nouveau, qui va en connaître bien d'autres, avec la faillite de PERTAMINA, la compagnie pétrolière nationale dirigée par le flamboyant Ibnu Sutowo. Véritable empire ayant très peu de compte à rendre au gouvernement, cette énorme entreprise est assise sur une montagne de dette, une gestion chaotique et une corruption effrénée. Elle s'avère incapable de faire face à ses obligations et sera finalement placée en 1975 sous la tutelle de l'État, qui devra couvrir sa dette estimée de plus de 10 milliards de dollars.
- 23 Quoi qu'il en soit, la manne pétrolière donne au gouvernement les moyens d'investir encore plus massivement dans la poursuite de ses objectifs prioritaires, notamment dans la réhabilitation et l'extension des infrastructures d'irrigation et du réseau des routes villageoises, qui sont indispensables pour atteindre l'autosuffisance rizicole et stimuler le développement rural. Il faut saluer à ce niveau la décision intelligente de Suharto et des économistes auxquels il a confié la politique de développement national consistant à investir en priorité leurs pétrodollars dans l'agriculture, le secteur primaire et le monde rural, dont et où vit la vaste majorité de la population. En ne commençant pas par une stratégie d'industrialisation coûteuse et risquée, l'Indonésie s'est distinguée d'autres pays producteurs de pétrole placés à la même époque dans une situation comparable, comme l'Algérie, le Nigeria et le Mexique. Le fait que Suharto soit le fils d'une petite famille de paysans javanais et qu'il reste très attaché à ses origines rurales n'y est évidemment pas étranger. Sur cette base encourageante, le REPELITA 2 (1974-79) est lancé et a pour principal objectif de consolider les acquis du premier avec nettement plus de moyens à disposition.
- 24 En revanche, sur le plan politique, les premières difficultés apparaissent. Elles résultent d'une combinaison de facteurs relevant à la fois de l'opposition qui commence à se manifester face à la politique gouvernementale, notamment dans les cercles islamiques modernistes, et des divisions internes qui émergent entre des factions rivales de l'Ordre nouveau. Dans les deux cas, au cœur du problème, se trouvent la corruption croissante du régime et l'enrichissement éhonté de ses principaux dignitaires et de leurs partenaires financiers, appartenant pour la plupart à la minorité sino-indonésienne, qui commencent à constituer ensemble une véritable oligarchie²⁶. La principale offensive envers cette dernière provient des milieux islamiques modernistes, volontiers puritains, qui sont scandalisés de voir la corruption s'étaler au grand jour. La

contestation prend une tournure religieuse. Des étudiants islamiques tirent en effet avantage d'un projet de loi très controversé, visant à autoriser les mariages inter-confessionnels, pour contester le gouvernement et le faire reculer sur cette question en septembre 1973. Ce projet de loi est soutenu par Ali Murtopo, l'un des trois membres du trio des conseillers spéciaux de Suharto, considéré comme le principal partisan au sein du régime d'une politique anti-islamique du fait de sa proximité avec les milieux catholiques. Par ailleurs, de nombreuses voix commencent aussi à critiquer la politique économique du gouvernement faisant appel massivement aux capitaux étrangers, notamment à ceux du Japon, qui est son premier créancier. De plus, la moitié des exportations de l'Indonésie est absorbée par l'économie nippone et, dans l'autre sens, le quart des importations en Indonésie vient du pays du Soleil levant. Le feu des critiques est concentré à ce niveau sur Sudjono Humardani, un autre membre du trio des conseillers en question, que beaucoup disent être aussi le guide mystique de Suharto, qui est l'un des principaux courtiers des intérêts japonais dans l'archipel.

- 25 Pour ce qui est des dissensions internes au régime Ali Murtopo et Sudjono Humardani ont un ennemi commun en la personne du général Sumitro, pourtant chef du KOPKAMTIB et donc gardien de la sécurité nationale. Ce haut gradé se dit en effet ouvert au dialogue avec ceux critiquant la corruption du régime et la trop grande dépendance du pays envers les investissements étrangers. La crise qui couve, se manifestant notamment par une floraison de blagues anti-gouvernementales²⁷, éclate en janvier 1974 à l'occasion de la visite du premier ministre Tanaka à Jakarta. Lors de ce que le régime appellera l'affaire MALARI (MALApetaka JanuarI ou Désastre de janvier), des émeutes éclatent dans la capitale qui voient de jeunes manifestants, venant des milieux universitaires et des quartiers défavorisés, piller et brûler bâtiments, boutiques et voitures affichant une identité japonaise. La répression violente de ces manifestations par les forces armées le 17 janvier, fait 11 morts et 200 blessés et se solde par des centaines d'arrestations, notamment dans les milieux islamiques modernistes. De plus, le général Sumitro est mis à l'écart car jugé trop conciliant. La leçon portera ses fruits et réduira au silence toute opposition ouverte au régime pendant plus de dix ans.
- 26 Sur la scène régionale et internationale, la situation a aussi beaucoup changé depuis le début des années 1970. Le rapprochement entamé entre les États-Unis et la Chine, avec la visite de Richard Nixon à Pékin, en février 1972, avait déjà suscité quelques inquiétudes du côté de l'Indonésie et de ses voisins de l'ASEAN, résolument anticomunistes. Puis, les accords de Paris de janvier 1973, scellant le début du retrait américain au Vietnam, n'avaient fait qu'augmenter les craintes du côté de Jakarta, en dépit d'une aide militaire accrue de Washington. Enfin la débâcle américaine honteuse qui avait suivi deux ans plus tard, avec la prise de Phnom Penh par les Khmers Rouges et la chute de Saïgon aux mains des Bo Doi du Vietnam du Nord en avril 1975, rendit l'avenir très incertain aux yeux de Suharto et de ses généraux.
- 27 Néanmoins, cette première période ayant permis à l'Ordre nouveau de s'établir et de se consolider s'achève par un coup d'éclat et un succès d'envergure avec l'annexion de Timor Oriental en décembre 1975. Menée par les officiers progressistes, la « Révolution des œillets », a entraîné la chute de la dictature Salazar à Lisbonne en avril 1974. Très loin de Jakarta, ce bouleversement politique provoque un retrait désordonné et peu glorieux de toutes les colonies encore sous la coupe du Portugal. Cela s'applique non seulement aux grands pays africains comme l'Angola et le Mozambique, (qui vont hélas

rentrer dans de longues phases de guerres civiles dévastatrices), mais aussi aux petites colonies portugaises Extrême-Orient, Macao et Timor Oriental. Pour des raisons complexes dont l'histoire a le secret, la partie orientale de l'île de Timor est en effet restée une possession portugaise depuis le 16^e siècle, alors que les Pays-Bas imposaient progressivement leur domination à tout l'archipel indonésien. Isolée à l'autre bout du monde et enclavée entre l'Indonésie et l'Australie, Timor Oriental a été particulièrement négligé par une métropole peu généreuse avec ses colonies du fait de sa propre pauvreté. Le départ précipité des Portugais y déclenche comme ailleurs une âpre lutte pour le pouvoir au sein de l'élite locale entre les trois partis politiques en présence qui avaient des idées bien différentes sur la manière de gérer la situation: indépendance immédiate pour le FRETILIN (Frente Revolucionaria Timor Leste Independente ou Front révolutionnaire du Timor de l'Est indépendant), le plus radical d'obédience marxiste ; transition graduelle pour l'UDT (Unita Democratica Timorese ou Union démocratique timoraise), représentant la bourgeoisie modérée ; réunification avec la partie occidentale de l'île et par conséquent incorporation dans l'Indonésie voisine pour le plus petit d'entre eux, l'APODETI (Associacao Popular Democratica Timorese ou Association populaire démocratique timoraise). Vers le milieu de l'année 1975, le FRETILIN est sur le point de l'emporter quand l'UDT tente de s'emparer du pouvoir par la force, ce qui déclenche une guerre civile dans laquelle il était évident que le premier, plus discipliné et mieux entraîné, allait avoir le dessus. Or, l'Ordre nouveau n'a aucunement l'intention de tolérer un micro-État aux sympathies marxistes à sa frontière orientale.

Photo 25 : Invasion des troupes indonésienne à Timor Oriental en décembre 1975



SOURCE : Wikipedia

- 28 L'armée indonésienne déclenche donc l'invasion de Timor Oriental le 7 décembre 1975, au lendemain de la visite officielle à Jakarta du président américain Gerald Ford et de son secrétaire d'État Henry Kissinger, qui ont à l'évidence donné leur feu vert à Suharto. L'intervention, mal préparée et mal exécutée par une armée indonésienne, qui n'a finalement comme seule compétence que le maintien de la sécurité et la répression

internes, donne lieu à des exactions atroces et se solde par la mort de quelque 60 000 civils, soit 10% de la population timoraise. En Juillet 1976, la dernière colonie portugaise est formellement annexée par l'Indonésie, dont elle devient la 27^e province sous le nom de *Timor Timur* (qui sera vite abrégé en *TimTim*) ou Timor Est.

- 29 En dehors du Portugal, peu de pays font entendre leur voix pour s'opposer à cet « *anschluss* » tropical. Tous les alliés occidentaux et bailleurs de fond de l'Ordre nouveau placent leurs intérêts politiques et économiques bien au-dessus de leur hypocrite défense des droits de l'homme, au nom de la « *realpolitik* ». Au premier rang d'entre-eux, l'Australie voisine est particulièrement peu enthousiaste à l'idée de voir un régime communiste s'établir à Dili, la capitale timoraise, située à une heure de vol de Darwin. Le *FRETILIN* se retirera dans les montagnes d'où, mené par ses leaders militaires Nicolau Lobato, puis Xañana Gusmao, il entretiendra une guérilla courageuse dont l'armée indonésienne, pourtant grosse de plus de 30 à 35 000 hommes au plus fort des combats, ne parviendra pas vraiment à venir à bout. De son côté, José Ramos-Horta, son infatigable ministre des affaires étrangères et futur Prix Nobel de la Paix, bataillera aux Nations unies et sur la scène internationale pour faire valoir les droits de son petit pays²⁸. Voulant imposer la paix par le développement économique, Jakarta engouffrera des fortunes dans sa nouvelle province, sans conquérir le cœur des Timorais. Pendant plus de 25 ans, Timor Est restera donc à la fois un boulet sur le plan domestique et une honte au niveau international pour l'Indonésie, qui continuera à y commettre de nombreuses atrocités, avant de finalement obtenir son indépendance en 2002 sous le nom de Timor Leste, après la chute de Suharto.

NOTES

1. Le nom de l'homme qui va présider le pays pendant si longtemps peut s'écrire de deux manières, à l'ancienne, Soeharto, ou sous sa forme plus moderne, Suharto. Nous avons choisi la seconde.
2. Les principales sources d'information sur la vie et la carrière de Suharto sont l'ouvrage hagiographique et complaisant de O.G. Roeder, *The Smiling General, President Soeharto of Indonesia* (1969) ainsi que l'autobiographie évidemment peu objective de l'intéressé, Soeharto, *Pikiran, Ucap, dan Tindakan Saya* (1989), mais surtout l'excellente biographie très fouillée et nuancée de Robert Elson, *Suharto, A Political Biography* (2001). Il est aussi très utile de consulter l'ouvrage collectif cité précédemment de John H. McGlynn *et al.*, *Indonesia in the Soeharto Years*, (2005).
3. Un des quatre *kecamatan* du district de Bantul où j'ai fait ma recherche de terrain en 1973.
4. Qui avait quant à lui atteint le rang de commandant de bataillon (*daichando*) dans la *PETA*.
5. Javanais traditionnel très respectueux de la hiérarchie, Suharto, avait une grande admiration pour ces deux hommes et en particulier pour son commandant en chef le général Sudirman, dont il aura l'honneur de se voir confier l'organisation du convoi funéraire quand ce dernier, très malade pendant toute la période de la *Revolusi*, mourra de tuberculose en janvier 1950.
6. En fait, il défend depuis les années 50 l'idée que la meilleure manière de financer l'armée, dont le budget est chroniquement en déficit, tout en favorisant le développement du pays et l'amélioration du niveau de vie de la population, est de former des coopératives militaires. À

noter que c'est aussi à l'époque où il commande la division Diponegoro que Suharto forme l'équipe rapprochée des « trois mousquetaires » et officiers fidèles qui vont l'accompagner tout au long de sa carrière militaire et politique et l'aider à construire et à consolider l'Ordre nouveau : Ali Murtopo, Yoga Sugama et Sujono Humardani. C'est également à ce moment là qu'il établit une fructueuse relation de « business » avec des hommes d'affaire de la minorité chinoise, comme Bob Hasan et Liem Sioe Liong, qui vont le soutenir dans son ascension au pouvoir et dans la mise en œuvre de sa politique de développement économique.

7. Contrairement à la plupart des autres officiers supérieurs de l'armée indonésienne comme Nasution et Yani, il n'a jamais été envoyé aux États-Unis pour y parfaire sa formation pendant toute cette époque.

8. Cet épisode est suffisamment important à ses yeux pour qu'il nomme le cinquième de ses six enfants, un fils né en juillet 1962, Hutomo Mandala Putra. Plus connu ultérieurement sous le diminutif de Tommy, il s'illustrera tristement comme étant le pire des enfants de la famille Suharto, en tous les cas le plus avide et violent, quand le père sera à l'apogée de son règne.

9. En 1962, il n'y a que trente généraux dans l'armée indonésienne. Seul Nasution a plein rang de général, deux de ses subalternes sont lieutenant-généraux alors que Suharto est l'un des huit major-généraux existants, comme Yani (Elson, 2001)-

10. Dont il aurait dit que c'était « une ride sur l'océan de la révolution », une déclaration particulièrement insensible compte tenu de l'émotion que ce massacre avait soulevé dans l'opinion publique.

11. L'adoption du qualificatif *Ampera*, dont la connotation est l'idée de nouveauté, a pour objectif de rompre avec les précédents gouvernements nommés par Sukarno depuis le début de la *Konfrontasi* en 1964 qui portaient tous le nom de *Dwikora*, un acronyme véhiculant le message de ce dernier sur la nécessité de suivre un soi-disant « double commandement du peuple » censé correspondre à la volonté populaire.

12. Pour mieux comprendre la genèse de cette collaboration étroite entre l'administration et les universités américaines et les militaires ou technocrates de l'Ordre nouveau en charge du développement économique indonésien, on apprendra beaucoup en se reportant à l'ouvrage particulièrement décapant cité précédemment de Simpson (2008).

13. Le meilleur moyen et la meilleure source pour comprendre le cheminement intellectuel de cette équipe d'économistes est de consulter l'ouvrage regroupant les principaux écrits et discours de leur chef de file, Widjojo Nitisastro, *The Indonesian Development Experience, A Collection of Writings and Speeches* (2011).

14. La variation des chiffres de la croissance économique annuelle pendant toute la période allant de 1966 à 1998 apparaît dans le Graphique 1 qui se trouve en annexe. Ces chiffres, comme la plupart des statistiques fournies dans ce chapitre et les suivants, proviennent en règle générale de la très utile et remarquable base ouverte de données de la Banque mondiale.

15. Cet acronyme, qui va envahir le vocabulaire relatif au développement national pendant trente ans, résume bien le goût des Indonésiens pour cet exercice de contraction de phrases ou de formules souvent compliquées en simples mots-choc, censés marquer les esprits, mieux véhiculer les messages et donc être gage d'une plus grande efficacité. Il est en l'occurrence la contraction de *REncana PEmangunan Lima TAHUN*, soit, tout bonnement, Plan quinquennal de développement.

16. Pour tout ce qui touche à la « révolution verte » indonésienne, il existe une abondante littérature en anglais, mais le plus simple, ma modestie dû-t-elle en souffrir, est de se reporter à l'ouvrage en français issu de ma thèse de doctorat : Jean-Luc Maurer (1986). On pourra aussi consulter mon article de synthèse sur la question publié dans la revue française *Etudes Rurales*, « La mutation de l'agriculture indonésienne » (1985 : 87-113), celui paru dans un numéro spécial de la revue *Archipel* sur l'Ordre nouveau, « L'Ordre nouveau et le monde rural indonésien » (1993 : 131-152), ou le chapitre moins ancien publié dans l'ouvrage de *Mélanges en l'honneur de*

Gilbert Etienne, « La déesse du riz et la 'révolution verte' à Java. Modernisation et développement d'une grande tradition agricole » (1998 : 119-150).

17. Pour plus de détails sur la véritable machine de guerre politique qu'a constitué le GOLKAR pendant toute la durée de l'Ordre nouveau, et même au-delà, voir : David Reeve, *GOLKAR of Indonesia, An Alternative to the Party System* (1985).

18. Le Tableau 6 qui se trouve en annexe permet au lecteur de faire une comparaison immédiate des résultats des six scrutins organisés par l'Ordre nouveau en 1971, 1977, 1982, 1987, 1992 et 1997 lors des quels le parti gouvernemental GOLKAR l'a toujours emporté avec un score de 2/3 à 3/4 des voix.

19. L'ouvrage édité par Oey Hong Lee (Ed), *Indonesia after the 1971 Elections* (1974) donne les résultats détaillés de ces premières élections de l'Ordre nouveau et offre un certain nombre d'analyses pertinentes à leur sujet. Pour plus de détails, voir aussi le Tableau 6 en annexe.

20. Le même Oey Hong Lee n'hésitera pas d'écrire à ce propos un article intitulé « The Emasculation of Political Parties » dans un ouvrage très critique de l'Ordre nouveau qui fera grand bruit au moment de sa publication, Malcolm Caldwell (Ed.), *Ten Years' Military Terror in Indonesia* (1975).

21. Pour clarifier les choses à cet égard, la Nouvelle-Guinée néerlandaise, appelée Irian dès la fin des années 50 par les Indonésiens, deviendra la province d'Irian Barat (Ouest) en 1969 puis celle d'Irian Jaya (victorieux/glorieux) en 1973, avant de prendre le nom de Papua en 2002 sous la présidence de Gus Dur.

22. On trouvera tous les détails sur la manière dont la Papua occidentale a été intégrée à l'Indonésie dans Robin Osborne, *Indonesia's Secret War, The Guerilla Struggle in Irian Jaya* (1985).

23. Les résultats des trois recensements décennaux de population réalisés sous l'Ordre nouveau, en 1971, 1980 et 1990, sont donnés dans le Tableau 8 qui se trouve en annexe.

24. Le slogan qui fleurira pendant des années sur tous les murs de tous les villages (*desa*) et des quartiers urbains (*kampong*) du pays est « Dua, cukup ! », c'est à dire, « Deux (enfants), c'est assez ! ».

25. Concernant le programme de planning familial indonésien, voir l'ouvrage déjà cité de Graeme J. Hugo et al., (1987: 139-48) ainsi que Anke Niehof and Firman Lubis, *Two is Enough, Family Planning in Indonesia under the New Order 1968-1998* (2003). Pour une excellente vue d'ensemble historique sur le passage du planning familial à la santé reproductive, voir Terence H. Hull and Valerie J. Hull, « From Family Planning to Reproductive Health Care. A Brief History » in Terence Hull (2005 : 1-69).

26. Le concept d'oligarchie va devenir l'un des principaux thèmes d'analyse sur la concentration du capital et du pouvoir en Indonésie et en Asie du Sud-Est en général. L'ouvrage qui a lancé cette tradition est celui de Richard Robison, *Indonesia, The Rise of Capital* (1986). Son analyse sera développée ultérieurement dans : Richard Robison and Vedi R. Hadiz, *Reorganizing Power in Indonesia, The Politics of Oligarchy in an Age of Markets* (2004). Cette approche sera théorisée encore plus récemment par Jeffrey A. Winters, *Oligarchy* (2011), qui qualifie le système mis en place en Indonésie sous Suharto « d'oligarchie sultanistique ».

27. Étant une des seules manières de pouvoir manifester son mécontentement et ses frustrations, cette pratique perdurera jusqu'à la fin de l'Ordre nouveau. Ayant pris l'habitude de collecter ces blagues lors de mes fréquents voyages en Indonésie, j'ai décidé de les regrouper dans un article : « Playing or Juggling with Words ? Jokes and Puns as Political Protests in Indonesia » in Frans Hüsken & Huub de Jonge (Eds.), *Violence and Vengeance, Discontent and Conflict in New Order Indonesia*, (2002: 31-51).

28. Une importante littérature a été consacrée à l'affaire de Timor Oriental, pour l'essentiel en anglais et en portugais. L'ouvrage en français le plus complet reste celui de Gabriel Defert, *Timor Est : le génocide oublié, Droit d'un peuple et raisons d'États* (1992).

4.2. 1976–1988 : l'Ordre nouveau à son apogée sur le plan politique et économique

- ¹ En 1976 débute une deuxième période d'une douzaine d'années pendant lesquelles l'Ordre nouveau arrive à son apogée à tout point de vue. Sur le plan politique, le système mis en place n'est pas une dictature dure dans laquelle toute forme d'opposition serait interdite. C'est un régime autoritaire qui offre, avec une certaine subtilité et une réelle duplicité, les apparences d'un jeu démocratique partiel. Pendant la période considérée, il va ainsi organiser tous les cinq ans - en 1977, 1982 et 1987 - des élections législatives très encadrées voire manipulées dont le parti gouvernemental *GOLKAR* sortira à chaque fois largement vainqueur avec 2/3 à 3/4 des suffrages¹. Cela va lui permettre de garder sa totale mainmise sur le *DPR* et de garantir l'année suivante la réélection rituelle par le *MPR* de Suharto pour un nouveau mandat présidentiel quinquennal. En fait, le pouvoir intervient lourdement dans la vie interne des trois coalitions en présence. Il s'agit d'abord et surtout d'éviter que l'islam politique incarné par le *PPP*, au sein duquel ont été amalgamées de force les différentes sensibilités, n'émerge trop ouvertement comme principale force d'opposition, ensuite de garantir que le *PDI* reste marginal et enfin que le *GOLKAR* demeure sous contrôle. En outre, toute activité politique est interdite en dessous du niveau régional entre chaque consultation électorale, afin de ne pas perturber une population qui doit se consacrer au développement économique et social du pays, selon l'invraisemblable « théorie » dite de la « masse flottante » inventée par le machiavélique Ali Murtopo². Enfin, la liberté de la presse est sévèrement limitée et les syndicats sont interdits. Bref, il s'agit bien d'une démocratie dirigée, au plein sens du terme cette fois.

Répression politique accrue et accélération du développement économique

- ² Au niveau économique, l'Indonésie confirme son décollage, affichant une croissance forte et soutenue au cours de son deuxième plan quinquennal (*REPELITA 2* - 1974/79) et la première moitié de son troisième (*REPELITA 3* - 1979/84)³. Toutefois, elle est

confrontée dès le début des années 80 à la baisse des prix du pétrole et de la manne qu'il procure, ainsi qu'au tournant ultralibéral imposé à l'économie internationale par l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 et de Ronald Reagan aux États Unis en 1981, chantres d'une « révolution conservatrice » qui va durablement bouleverser le cours des affaires du monde. Dès lors, l'Indonésie change radicalement de politique dès 1982, quand sa croissance s'effondre brusquement, et surtout à partir de 1986, en plein milieu de son quatrième plan quinquennal (REPELITA 4 - 1984-89). Sur le plan social en revanche, la politique poursuivie ne tarde pas à porter ses fruits et montre des progrès continus. Parti il est vrai de très bas, le niveau de vie de la majorité de la population s'améliore fortement : tous les indicateurs sociaux sont à la hausse, notamment en matière de santé ou d'éducation, et la pauvreté baisse de manière spectaculaire. Par ailleurs, cette période voit l'émergence et la consolidation d'une classe moyenne indonésienne qui va jouer un rôle croissant, tant au niveau économique que politique. Parallèlement, l'Indonésie retrouve, sur la scène régionale et internationale, la place correspondant à son importance démographique et stratégique. Dirigeant le plus grand pays musulman du monde, Suharto combine une politique visant à limiter le rôle de l'islam et à imposer un anticommunisme viscéral. Il devient pendant toute cette deuxième période l'allié favori de l'Occident en Asie du Sud-Est, et il est montré en exemple pour le succès de sa stratégie de développement et son rôle central au sein de l'ASEAN. Examinons successivement plus en détail l'évolution de chacun des trois volets politique, économique et social de la nouvelle situation du pays.

- 3 Pour ce qui est du domaine politique, l'année 1976 commence en fanfare avec l'organisation en février du premier sommet de l'ASEAN à Bali, où il est décidé que Jakarta accueille dorénavant le secrétariat général de l'organisation régionale. Le lieutenant-général Hartono Dharsono, ancien commandant de la fameuse division Siliwangi, fer de lance dans la répression anticommuniste, est nommé à sa tête. Lors des élections législatives de 1977, le GOLKAR fait face pour la première fois aux deux nouvelles coalitions politiques formées pour l'occasion. Il les remporte facilement avec 62,1% des voix, un score quasi inchangé par rapport à 1971, devant le PPP qui obtient 29,3%, le PDI ne récoltant qu'un maigre 8,6%. Fort de la présence du NU dans ses rangs, le PPP émerge donc comme principale force d'opposition, alors que le PDI, groupement particulièrement hétéroclite formée autour d'un PNI affaibli, est laminé dans l'exercice. En fait, les stratégies de l'Ordre nouveau avaient bien anticipé ce phénomène, ayant compris qu'une fois le danger communiste éradiqué au prix humain que l'on sait, l'islam apparaîtrait naturellement comme force politique rivale à juguler. Dans la perspective des élections, Ali Murtopo, l'âme damnée du régime, s'était d'ailleurs employé à manipuler certains milieux extrémistes proches de l'ancien Darul Islam, partisan d'un État islamique. Il les avait laissé se regrouper sous le nom peu crédible Komando Jihad pour mieux pouvoir les écraser, espérant ainsi jeter le discrédit sur l'islam en général et le PPP en particulier. Le succès n'avait guère été probant au vu du score respectable de ce dernier dans les urnes. Mais Suharto a également utilisé la stratégie inverse consistant à amadouer les milieux islamiques en faisant, dès 1977, son petit pèlerinage (usroh) à la Mecque et en commençant à subventionner la construction de mosquées. Par cette décision politico-religieuse, il visait à atténuer sa réputation de fervent adepte des pratiques mystiques javanaises de kebatinan auxquelles il s'adonnait. Il voulait aussi démentir ainsi les allégations selon lesquelles il avait l'intention de donner un statut de quasi-religion à ses croyances mystiques. Quoiqu'il en soit, c'est donc sans surprise que Suhaarto est réélu en 1978 par le MPR pour un

troisième mandat présidentiel de cinq ans, avec cette fois Adam Malik à la vice-présidence.

- 4 Malgré la répression ayant suivi l'affaire MALARI, les étudiants ont repris timidement leur contestation des choix économiques du régime et surtout de la corruption croissante du président et de ses proches, notamment de son envahissante famille. Un ancien fonctionnaire de tendance mystique et un peu illuminé, du nom de Sawito Kartowibowo, rejoint les étudiants pour dénoncer cette corruption et fait circuler en 1976 une pétition de protestation signée par plusieurs personnalités politiques respectées, dont l'ancien vice-président Mohammad Hatta, dans laquelle il prétend avoir été appelé pour sauver le pays. Il est arrêté, jugé et lourdement condamné, mais le procès de l'affaire Sawito donne lieu à de nouvelles dénonciations du mal qui ronge le pays. Un fameux article paru dans le Newsweek en novembre de la même année, - qui lui vaut d'être interdit de parution -, souligne la gravité de ce problème de corruption et le coût que cela représente pour l'économie nationale. Ce montant est alors estimé à environ 30% des dépenses gouvernementales et de l'aide extérieure, et il est resté d'ailleurs à ce niveau pour toute la durée de l'Ordre nouveau. C'est un véritable fléau pour le pays, que l'affaire de la compagnie pétrolière PERTAMINA avait déjà mis en évidence l'année précédente.
- 5 L'autre ombre majeure au tableau pour l'Ordre nouveau dans cette fin des années 1970 est son image déplorable en matière de respect des droits de l'homme. Non seulement le régime reste (et restera pour toujours) entaché par la faute originelle qu'a constitué le massacre de centaines de milliers de personnes en 1965-66, mais il a commis des atrocités lors de l'invasion de Timor Oriental en 1975/76. De plus, il détient encore en 1977, dix ans après les événements du G30S, entre 50 000 et 100 000 prisonniers politiques, dont une bonne partie d'entre eux détenus sur la sinistre île prison de Buru, dans l'archipel des Maluku. Or en 1976, Jimmy Carter a été élu président des États-Unis sur un programme qui propose de ne plus considérer les droits de l'homme comme une question négligeable. Sentant le vent tourner et voulant se débarrasser d'un boulet encombrant, Suharto a finalement relâché la majorité de ces prisonniers en 1980, ceux des catégories dites B et C qui ne sont pas considérés comme ayant été directement compromis avec le PKI. C'est notamment le cas du plus grand écrivain indonésien Pramoedya Ananta Toer, arrêté en 1966 en tant que simple membre du LEKRA (Lembaga Kebudayaan Rakyat ou Institut culturel du peuple), une association considérée comme trop proche des idées communistes⁴.

Photo 26 : Suharto (1921-2008), président de 1967 à 1998



Source : Wikipedia (photo officielle)

- 6 En revanche, l'armée indonésienne ne s'est pas embarrassée de ce genre de considérations pour « finir le travail » à Timor Est dans l'intervalle, en traquant et éliminant 80% des forces du *FRETILIN* encore actives dans le maquis. Cette répression impitoyable a été menée par deux officiers supérieurs dont on reparlera plus loin, le général Wiranto et le lieutenant-général Prabowo Subianto, tous deux suspectés de crimes de guerre⁵. Par ailleurs, la répression contre toute opinion divergente, qu'elle vienne des étudiants, des islamistes ou des journalistes, ne faiblit pas. Pour mieux imposer sa mainmise et contrôler les paroles et les pensées, l'Ordre nouveau lance même en 1978 une campagne d'endoctrinement dite du *P4* pour renforcer la compréhension et la pratique de l'idéologie nationale du *Pancasila* au sein de la population. Pendant plusieurs années, tout le monde subit donc de fastidieuses sessions de formation au sein de l'administration publique, des écoles et des universités ou des entreprises privées. Cela devint vite un objet de risée pour beaucoup. Dans la même veine, une nouvelle loi sur les villages (*desa* ou *kelurahan*) est adoptée en 1979 par laquelle les membres de l'administration villageoise, à commencer par le maire (*lurah*), ne sont plus élus par la population, comme auparavant, mais choisis par les échelons supérieurs du sous-district (*kecamatan*), du district (*kabupaten*) et de la province (*propinsi*), dans une liste de candidats qui leur est soumise. Dorénavant, ces fonctionnaires villageois sont donc nommés de manière autoritaire et hiérarchique pour veiller à l'application de la politique gouvernementale au niveau local. Cette centralisation administrative renforcée se double d'un quadrillage sécuritaire accru avec la décision de mettre en œuvre en 1980 la politique baptisée « *ABRI masuk desa* » (l'armée entre dans les villages). À partir de là, les militaires doublent toute la structure de l'administration territoriale afin de mieux surveiller et endoctriner la

population, tout en s'occupant de développement, en construisant des routes rurales, des écoles et des dispensaires.

- 7 Malgré ce système de contrôle accru, la contestation perdure devant les dérives du régime, au tout premier chef sa corruption. Les étudiants restent les premiers mobilisés. C'est pour y faire face que le gouvernement entreprend dès 1978 une campagne de « normalisation » des campus, en y interdisant toute activité ou discussion politique, surtout celles qui sont animées par les milieux ou partis islamiques. Les mosquées deviennent alors le principal centre de la contestation. Les stratégies politiques de l'Ordre nouveau intensifient par conséquent leurs interventions au sein du PPP et surtout du NU, en y suscitant dissensions et suspicions afin de diviser pour régner. Cela va rapidement porter ses fruits. Dès 1980, une partie du NU envisage de se retirer de la vie politique et de revenir à sa vocation religieuse et à ses activités sociales traditionnelles dans le domaine de l'éducation et de la santé. Mais, un début de remise en question voit également le jour au sein de la « grande muette ». Certains officiers supérieurs retraités sont effarés par la corruption galopante du régime et sont opposés à la manière dont Suharto utilise l'armée et l'idéologie des *Pancasila* à des fins politiciennes pour asseoir son pouvoir et sa mainmise sur le GOLKAR. En mai 1980, ces hauts gradés publient la « Pétition des 50 », signée notamment par une brochette de généraux à la retraite aussi prestigieux et respectés que Nasution, le seul survivant de la nuit des longs couteaux du G30S, Ali Sadikin, gouverneur réformiste de Jakarta de 1966 à 1977, ou Hartono Dharsono, le premier secrétaire général de l'ASEAN, ainsi que des anciens ministres opposants à Sukarno comme Mohamad Natsir, Burhanuddin Harahap ou Syarifuddin Prawiranegara. La presse intimidée n'en parle guère et cette pétition est balayée d'un revers de la main par Suharto.
- 8 Toutefois, les fortes tensions générées par cette mise sous coupe réglée de la société indonésienne finissent par déboucher sur la violence lors des émeutes antichinoises qui font huit morts et d'énormes dégâts matériels à Solo, en novembre 1980. Cela ira même plus loin en mars 1981. Cinq extrémistes islamistes ont détourné un avion de la compagnie nationale *Garuda* sur l'aéroport de Bangkok. Ce groupuscule a été liquidé par un commando anti-terroriste de l'armée indonésienne dépêché sur place, qui a libéré tous les otages, sans autres dommages. Toutes les péripéties marquant l'évolution de la situation politique pendant cette période sont symptomatiques du climat de mise au pas et de répression féroce qui règne dans le pays. Mais on est en pleine guerre froide et l'Ordre nouveau n'a guère de reproches à craindre de ses alliés occidentaux qui ferment les yeux sur ce type d'exaction. En effet, en 1979, les Russes envahissent l'Afghanistan et la révolution islamique amène la chute du *shah* Pahlavi et l'arrivée au pouvoir de l'*ayatollah* Khomeini en Iran, événements majeurs auprès desquels la violation des droits de l'homme en Indonésie compte bien peu.
- 9 En ce qui concerne l'économie, la période allant de 1976 à 1981 est particulièrement bénéfique⁶. La croissance économique moyenne est supérieure à 7% par an et approche même les 10% en 1980⁷. Il faut dire que la conjoncture est favorable puisque les prix du pétrole font encore plus que doubler pour frôler les 35 US\$ le baril en 1979, en raison de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Depuis 1974, ils auront donc été multipliés par plus de dix en l'espace de cinq ans, ce qui procure au pays une manne pétrolière salubre pour financer son développement. L'exploration pétrolière et gazière va d'ailleurs bon train et l'Indonésie conserve son 10^e rang mondial de producteur et exportateur de pétrole, mais se hisse au premier pour ce qui est du gaz naturel liquéfié (LNG), devenant alors

un membre actif de l'OPEP. Tout le reste du secteur minier est également en plein boom, production et exportation des principales matières premières produites dont regorge le sous-sol de l'archipel (bauxite, nickel, étain, charbon, or, argent, etc.) étant aussi en hausse. La valeur des exportations atteint d'ailleurs le chiffre record de presque 24 milliards de US\$ en 1980, un triplement par rapport à 1975 et vingt fois plus qu'en 1971 ! Sans surprise, la balance commerciale montre également en 1980 un excédent qui ne sera jamais plus égalé de plus de 13 milliards de US\$, cent fois plus qu'en 1971 ! De son côté, la balance des paiements devient aussi excédentaire, mais la dette extérieure commence à augmenter de manière préoccupante et l'inflation reste relativement élevée, tournant toujours aux alentours de 15% en 1980.

- 10 L'effort d'investissement prioritaire dans le développement agricole et rural, qui a continué à être consenti grâce aux revenus d'exportation pendant toute la durée du *REPELITA 2*, porte ses fruits. Il se traduit principalement dans le secteur rizicole où la production continue à augmenter pour franchir la barre des 20 millions de tonnes (mt) de riz décortiqué en 1980 et faire un bond impressionnant à 22,3 mt en 1981. Cela représente une disponibilité annuelle théorique de 140 kilos par personne, une augmentation de près de 50% par rapport aux années 60 de pénurie. Cette quantité est considérée comme correspondant aux besoins alimentaires minimaux de chacun en riz. Par ailleurs, la production de toutes les autres cultures alimentaires secondaires (*palawija*) comme le soja, l'arachide, le manioc, la patate douce et le maïs est également à la hausse. La récolte de maïs passe notamment la barre des 5 mt en 1983, un doublement en vingt ans. La tendance est identique dans le secteur des plantations pour tous les principaux produits végétaux d'exportation (caoutchouc, huile de palme, café, thé, cacao, poivre, coprah, etc.).
- 11 Du côté du secteur secondaire, le gouvernement a choisi de privilégier dans le *REPELITA 2* une stratégie d'industrialisation par substitution des importations, en tablant sur une main d'œuvre bon marché. Globalement, les résultats sont moins probants. Néanmoins, l'industrie textile, - première étape et passage obligé de tout pays en développement au début de son processus d'industrialisation - est en pleine expansion et il en va de même pour celle des biens d'équipement. Ces changements économiques apparaissent clairement dans la transformation rapide et profonde de la structure productive du pays entre 1971 et 1980. La part du secteur industriel dans le PIB progresse très peu, de 9,4% à 11,6%, tandis que celle du secteur minier quadruple, de 6,5% à 25,7% et que la part du secteur primaire chute presque de moitié, de 43,6% à 24,8%.
- 12 Ce développement économique rapide s'accompagne de très significatives retombées sociales pour les Indonésiens. Le recensement de 1980 montre que la population s'élève désormais à 147,5 millions, soit un taux de croissance démographique de 2,3% l'an par rapport à 1971. Malgré le fait qu'il soit encore moins élevé à Java, où il dépasse à peine les 2%, l'île centrale compte dorénavant plus de 91 millions d'habitants, presque 62% du total, correspondant à une densité de 690 hab/km² ! Cette croissance relativement modérée est largement due aux progrès rapides du planning familial (*KB*) récemment mis en place qui commence à produire des résultats puisque la fertilité moyenne baisse de plus de 5,6 enfants par femme en 1971 à moins de 4,3 en 1980. Pour ce qui est du déséquilibre démographique entre Java et le reste de l'archipel, la *transmigrasi* n'a quant à elle que bien peu d'effet, car elle n'a finalement touché qu'à peine plus d'un demi-million de personnes pendant toute la durée des années 70, 210 000 pendant le *REPELITA 1* et 340 000 pendant le *REPELITA 2*⁹. La population reste majoritairement

rurale, mais l'urbanisation du pays progresse vite, le pourcentage des gens vivant dans les villes passant de 17,2% à 22,4% entre 1971 et 1980. Cela entraîne le gonflement des grandes villes de l'archipel autour desquelles se concentrent l'industrie et les services, surtout à Java où la capitale Jakarta approche des 8 millions d'habitants en 1980, alors que Surabaya et Bandung dépassent déjà chacune la barre des 2 millions.

- 13 Par ailleurs, la stabilisation puis le développement de l'économie ont eu des effets majeurs sur le niveau de vie de la vaste majorité de la population, dont le revenu est en forte hausse puisqu'on estime que le PIB par habitant est de 470 US\$ par habitant en 1980, près de sept fois plus qu'en 1971. Une classe moyenne de plus en plus importante et visible, à défaut d'être audible, se manifeste par son style de vie et sa consommation. Cela apparaît clairement dans les grandes villes où les belles maisons, magasins de luxe et voitures de marque se multiplient, mais aussi jusque dans un monde rural en pleine transformation. Les routes asphaltées et l'électricité pénètrent dans les villages, les briques, les tuiles et le ciment y remplacent le matériau végétal traditionnel des habitations et l'on voit de plus en plus de gens circuler sur des motocyclettes ou posséder des radios et des télévisions. Certes la pauvreté reste élevée, mais elle enregistre une baisse rapide et importante, passant de 40,1% en 1976 à 26,9% en 1981, et elle va continuer à décliner au même rythme pour se situer à 21,6% en 1984. De leur côté, les inégalités restent encore stables puisque le coefficient de Gini¹⁰ se maintient autour de 0,33-0,34. Des progrès substantiels ont aussi été enregistrés dans les secteurs sociaux de l'éducation¹¹ et de la santé,¹² car le gouvernement utilise généreusement ses ressources financières accrues pour multiplier le nombre des écoles et des dispensaires dans tout l'archipel. Le taux d'alphabétisation augmente ainsi d'environ 40% en 1971 à 61,4% en 1980, alors que le pourcentage des citoyens indonésiens ayant eu accès pendant le même laps de temps au système d'éducation, quel que soit le niveau finalement atteint, passe de 54,8% à 68,1%. De fait, la scolarisation des enfants dans le primaire se généralise, s'accompagnant de l'usage de plus en plus répandu du *bahasa indonesia*, la langue nationale. Dans le domaine de la santé, les succès sont plus lents, la mortalité infantile ne tombant par exemple que de 132 à 102 pour mille naissances entre 1971 et 1982, ce qui reste encore très élevé en comparaison avec les pays voisins comme la Thaïlande ou les Philippines, où elle est moitié moindre la même année. Mais au bout du compte, jusqu'en 1982, le bilan économique et social est largement positif.

Changement de cap économique et premiers signes de contestation politique

- 14 Or, comme un coup de tonnerre dans un ciel clair, à mi-chemin du REPELITA 3 qui semble pourtant bien parti, on assiste en 1982 à une brutale inversion de la tendance économique qui voit la croissance s'effondrer à 2,2%, suite à la baisse marquée et durable des prix du pétrole brut et du gaz naturel¹³. Comme ces deux produits d'exportation représentent alors environ 70% des revenus extérieurs du pays et financent à peu près 60% du budget de l'État, le coup est très rude. Ainsi les recettes d'exportation tombent-elles de plus de 25 à moins de 15 milliards de US\$ entre 1981 et 1986. Le contexte de crise mondiale qui se dessine à l'horizon n'arrange évidemment pas les choses. En effet, jusque-là fortement subventionnés grâce aux pétrodollars, les produits industriels et agricoles indonésiens sont en moyenne peu compétitifs sur le marché international, qui est de plus particulièrement défavorable à certaines des principales exportations du pays. C'est notamment le cas pour les textiles dont toute la

branche tombe dans un profond marasme. De fait, le secteur industriel indonésien dans son ensemble est gravement affecté par un tel renversement de conjoncture. Ce dernier tombe très mal, peu de temps après que le gouvernement se soit lancé dans une nouvelle politique économique ambitieuse et risquée. Dès le début du REPELITA 3 en 1979, le pays a en effet commencé à négocier le virage délicat menant d'une politique d'industrialisation coûteuse, basée sur la substitution des importations, à celle jugée plus efficace, qui s'appuie sur la promotion des exportations. Cette conversion se fait sous la pression de la Banque mondiale et du FMI, dont les politiques de financement s'infléchissent pour répondre au nouveau mot d'ordre du libéralisme économique imposé alors au monde entier par la « révolution » conservatrice de Reagan et Thatcher.

- 15 Dans le domaine agricole, sujet de satisfaction appréciable vu le contexte morose, la production de riz continue à augmenter et va atteindre 25,8 millions de tonnes (mt) en 1984, à la fin du REPELITA 3. Cela représente plus qu'un doublement en l'espace de trois plans quinquennaux, puisqu'elle se situait à 12,2 mt en 1969, au début du REPELITA 1. Cette forte augmentation de la production permet d'ailleurs à Suharto de proclamer que le pays a atteint l'objectif d'autosuffisance rizicole tant espéré, ce qui lui vaudra en 1985 d'être récompensé une première fois par la FAO pour le succès de sa politique agricole et alimentaire. Paradoxalement, ce fleuron de l'économie nationale, dont le succès est largement dû aux fortes subventions à la production octroyées par le gouvernement, est confronté à des difficultés inattendues : le surplus rizicole dégagé est invendable sur le marché international déjà saturé où les prix du riz sont d'environ 50% inférieurs à ceux payés au paysan javanais.
- 16 Plus généralement, pendant toute la première moitié des années 80, l'urgente nécessité pour le pays de réduire sa dépendance à l'or noir et de diversifier ses sources externes de revenus, en développant l'exportation de matières premières non-pétrolières, se heurte aux prix déprimés, fluctuants et parfois même en chute libre sur le marché mondial de la plupart des principaux autres produits traditionnels indonésiens comme le caoutchouc, le café, l'étain ou le nickel. Face à tout cela, la politique de développement de l'Ordre nouveau se trouve remise en cause et les objectifs du REPELITA 3 et surtout du REPELITA 4 sont fortement révisés à la baisse. Certains grands projets de prestige sont même purement et simplement abandonnés et le gouvernement doit réduire drastiquement les importations de 17 à tout juste 10 milliards de US\$ entre 1982 et 1985. En fait, après avoir dépensé sans trop compter pendant des années, le régime doit tout d'abord apprendre à faire des économies. Deux premières mesures timides d'ajustement sont alors prises dans le domaine monétaire et financier : d'une part une dévaluation initiale de 28% de la rupiah par rapport au dollar en mars 1983, d'autre part une nouvelle politique fiscale et budgétaire plus rigoureuse. Toutefois, cela ne suffit pas. Malgré une légère reprise en 1983 et 1984, la récession persiste et la croissance s'effondre à nouveau à 2,5% en 1985.
- 17 C'est seulement à partir de ce moment-là que le gouvernement se lance dans une nouvelle étape d'ajustement structurel et de libéralisation de l'économie. Ainsi, après avoir imposé, dès avril 1985, une remise en ordre et une réorganisation fondamentale de son système douanier, particulièrement affecté par la corruption, en faisant appel pour cela à la réputée SGS (Société générale de surveillance) de Genève, il adopte en mai 1986 un premier train important de réformes touchant à la politique commerciale, qui abolit en particulier un certain nombre de monopoles et de taxes au niveau des

importations et des exportations. Les nouveaux responsables de l'économie nationale, de tendance nettement plus libérale que leurs prédécesseurs, espèrent que ces quelques mesures de libéralisation, combinées avec une nouvelle dévaluation de 30% de la rupiah en septembre de la même année, vont stimuler les investissements, la productivité, les exportations et la croissance. Il y a effectivement urgence en la matière, car la chute des recettes d'exportation a rendu l'Indonésie de plus en plus dépendante de l'aide étrangère. Cela a fortement augmenté le poids de la dette extérieure qui a presque doublé de 22,7 à 42,1 milliards de US\$ entre début 1981 et fin 1986 ! C'est la plus élevée et lourde d'Asie et son seul service quadruple presque d'environ 8% à 35% pendant le même laps de temps.

- 18 Avec un prix du brut à 13,50 US\$ le baril en 1986, la seule possibilité pour augmenter les recettes extérieures et inverser cette dangereuse tendance consiste à rapidement diversifier les exportations de matières premières non-pétrolières et de produits manufacturés, ainsi qu'à développer le tourisme. Certains progrès sont accomplis dans tous ces domaines. Le tourisme, concentré sur l'île de Bali, enregistre plus de 825 000 visiteurs étrangers en 1986 et rapporte environ 600 millions de US\$ au pays. Les exportations de matières premières non-pétrolières connaissent une hausse de la production et une modeste reprise des cours. Malgré cela, la situation économique s'aggrave encore en 1987 à cause de l'effondrement du marché boursier mondial et de la crise financière internationale qui entraînent une forte dépréciation du dollar par rapport au yen. Or, 90% des exportations de l'Indonésie lui sont payées en monnaie américaine, alors que 40% de sa dette extérieure a été contractée en devise japonaise ! Le gouvernement ne voit donc pas d'autre alternative que d'intensifier la dérégulation. Un deuxième train important de réformes monétaires et commerciales est adopté dans le dernier trimestre de 1987. Cette politique d'ajustement progressif aux chocs externes s'accompagne d'une austérité budgétaire de plus en plus marquée. Dans le budget 1987/88, des coupes de 50 à 100% ont été effectuées dans certaines des principales subventions sur le riz, les engrais ou le pétrole lampant. Les premiers signes de reprise commencent alors à se faire sentir et la croissance remonte à 5,7% en 1988, confortant le gouvernement dans sa politique radicalement nouvelle et fondée sur la flexibilité et le pragmatisme.
- 19 Si l'économie indonésienne a souffert et s'est reconvertie, la situation politique elle aussi a beaucoup évolué pendant ces cinq années. Pourtant, tout débute de la plus banale des façons avec les élections législatives de 1982. Le GOLKAR renforce encore un peu plus sa domination habituelle du DPR sur les deux autres coalitions en obtenant 64,3% des suffrages, deux points de plus qu'en 1977, contre seulement 27,8% pour le PPP et 7,9% pour le PDI, en baisse de 1 à 2% chacune¹⁴. Cependant, la campagne a été marquée par des violences et les organes de presse qui s'en sont fait l'écho ont été interdits de parution. C'est notamment le cas du principal quotidien islamique Pelita et du plus réputé des hebdomadaires indonésiens, Tempo, fondé par l'un des intellectuels les plus respectés du pays, Goenawan Muhamad. En mars 1983, Suharto est réélu rituellement pour un quatrième mandat présidentiel et choisit cette fois comme vice-président un militaire à la retraite du sérail qui lui est fidèle, le général Umar Wirahadikusumah. Cet ancien commandant de la division Siliwangi lui a succédé à la tête du KOSTRAD et est devenu chef d'état-major des forces armées (ABRI) en fin de carrière. Tout semble donc parfaitement sous contrôle, mais la société bouge en profondeur, même parmi les principaux acteurs soutenant le régime.

- 20 Une nouvelle volée d'officiers remplace les anciens de la « Génération de 45 » aux postes de commandement¹⁵. Se méfiant de la relève, Suharto nomme des gens qu'il estime lui être fidèles. C'est ainsi que Benny Murdani, javanais catholique et homme réputé à la fois dur et intègre, (qui s'avérera bien moins docile que prévu), est nommé en 1983 à la tête de l'armée, qui compte alors 350 000 hommes et engloutit 10% du budget de la nation. Il présente aussi l'avantage de ne pas être un rival trop dangereux car sa religion lui interdit de pouvoir briguer la présidence du pays. Mais on voit aussi certains officiers de rang subalterne faire une ascension fulgurante, comme Prabowo Subianto, fils de l'ancien ministre rebelle de Sukarno devenu gourou de l'économie indonésienne, Sumitro Djojohadikusumo, et gendre de Suharto, dont il a épousé la deuxième fille, Titiek. C'est un personnage brutal et ambitieux, qui a fait la majeure partie de sa carrière militaire au sein des redoutables Bérêts rouges (KOPASSUS), les forces spéciales de l'armée (RPKAD), et qui va beaucoup s'illustrer plus tard de manière peu flatteuse, comme on le verra plus loin. Quoi qu'il en soit, voulant rester seul maître du jeu et renforcer sa main-mise sur le GOLKAR, parti gouvernemental mammoth traversé de différentes tendances et ambitions, Suharto s'arrange aussi en 1983 pour que Sudharmono, son affidé et gourou mystique, secrétaire d'État depuis 1973, prenne les rênes de la machine à gagner les élections.
- 21 Toutefois, l'Ordre nouveau identifie à juste titre l'islam politique comme la principale force d'opposition, à affaiblir et à marginaliser. Le régime s'emploie ingénieusement à diviser pour mieux régner. Le point de départ va être la décision du gouvernement en 1983 d'imposer à tous les partis politiques indonésiens la reconnaissance des Pancasila comme idéologie nationale commune. Cela souleva naturellement un grand émoi parmi les partis formant la coalition du PPP, pour lesquels rien ne peut prétendre être supérieur voire même égal à l'idéologie islamique, et notamment au sein de sa principale composante le NU. Cependant, cette organisation de plus de 30 millions de membres, adepte d'un islam traditionnel, syncrétique et majoritaire au sein de la paysannerie javanaise de Java Est et Central, qui a souvent été qualifiée de « plus grande ONG du monde », était alors aussi traversée de fortes tensions entre une tendance conservatrice et une autre plus progressiste. Après d'âpres luttes internes, fortement attisées par le pouvoir, le NU a pris la décision de se retirer de la vie politique active, et donc de la coalition du PPP, pour revenir à sa tradition originelle d'organisation religieuse à but social, active dans le domaine de l'éducation et de la santé. Ce virage consacra l'élection au poste de secrétaire général du NU du principal partisan de la tendance progressiste et d'une voie pragmatique et tolérante, Abdurhaman Wahid, dit Gus Dur¹⁶, intellectuel islamique respecté, fils de Wachid Hasjim, ministre des affaires religieuses du temps de Sukarno, et petit-fils du fondateur du NU, Hasjim Asjari. Soulignons ici d'ores et déjà qu'il deviendra en 1999 le premier mais éphémère président élu de l'ère de la « Reformasi », après la chute de Suharto. Par la même occasion, le NU accepta de se plier aux desiderata du pouvoir concernant la soumission à l'idéologie nationale des Pancasila. Il est bientôt imité dans cette stratégie de retrait de la vie politique et de soumission apparente à l'Ordre nouveau par le PARMUSI, la seconde formation politique majeure du PPP, grâce à l'influence de Nurcholish Madjid, à l'époque la principale figure intellectuelle de ce parti. Ce dernier représente l'aile moderniste de l'islam, il est affilié à l'autre grande organisation islamique nationale, la Muhammadiyah, surtout ancrée dans les zones urbaines de Java et à Sumatra.

- 22 Paradoxalement, malgré ce qui pourrait être considéré comme une capitulation de l'islam politique face au pouvoir, les affirmations de l'identité et de la piété religieuses sont croissantes dans l'archipel¹⁷. En effet, du fait du retour de très nombreux musulmans « nominaux »¹⁸, principalement javanais, vers une pratique plus rigoureuse de leur religion, on observe une fréquentation de plus en plus massive des mosquées, et une multiplication de ces édifices dans le paysage. Cela s'accompagne de la généralisation des signes de piété religieuse, notamment du voile (hijab ou jilbab) chez les femmes, en premier lieu au sein de la classe moyenne urbaine et sur les campus universitaires. C'est le prélude à la véritable réislamisation de l'Indonésie qui va s'accélérer dans les années 90 et dont les causes sont probablement surtout à chercher dans le désarroi et la frustration d'une majorité de la population devant l'autoritarisme et la répression d'un régime qui subordonne tout au seul développement économique, porteur de valeurs essentiellement matérielles. Être un bon musulman devient une manière de manifester son opposition à l'Ordre nouveau de Suharto. Les autres religions minoritaires présentes dans l'archipel ne sont d'ailleurs pas en reste : catholiques et protestants attirent de nouveaux convertis, principalement dans les grandes villes de Java et parmi la communauté chinoise, selon le recensement de population de 1990. Face à ces religions minoritaires, également en pleine expansion, la frange la plus radicale de l'islam exprime ses soupçons et sa colère. Elle est tombée sous l'influence de prédicateurs fondamentalistes de descendance arabe comme Abdullah Sungkar ou Abu Bakar Ba'asyir, qui ont des liens étroits avec le salafisme et l'Arabie Saoudite, dont ils reçoivent un généreux soutien pour financer leurs écoles coraniques (pesantren). Ces imam(s) radicaux sont à l'origine du terrorisme islamiste qui va se déclencher dans l'archipel après la fin de l'Ordre nouveau.
- 23 C'est déjà un islam radicalisé qui est à l'origine, en septembre 1984, des plus grandes émeutes depuis l'affaire MALARI, dix ans plus tôt. Les manifestants mettent à feu et à sang le quartier de Tandjung Priok, dans la zone portuaire de Jakarta. Ils protestent certes contre leurs conditions de vie misérables, mais aussi contre la corruption du régime, la mainmise de la minorité chinoise sur l'économie, l'imposition autoritaire du Pancasila aux partis politiques islamiques et défilent en chantant « Allahu akbar » (Dieu est grand). La répression est sanglante. L'armée ouvre alors le feu sur la foule, et fait officiellement 28 morts, probablement beaucoup plus en réalité. Dans la foulée, des pamphlets commencent à circuler dans tout Java pour appeler les musulmans à défendre leur foi. D'autres violences sporadiques éclatent aussi par endroits et une bombe explose à Jakarta au siège de la BCA (Bank Central Asia), propriété du magnat Liem Sioe Liong, plus grand cukong du pays et vieux partenaire en affaires de Suharto et de sa famille. Les instigateurs sont condamnés à de lourdes peines de prison. On en profitera pour juger certains des signataires de la pétition des 50 qui avait circulé quatre ans plus tôt, dont l'ancien commandant de la division Siliwangi et premier secrétaire général de l'ASEAN, Dharsono, qui sera condamné à dix ans de prison.
- 24 La répression tourne à la terreur en 1986, selon toute vraisemblance avec l'accord de Suharto, lors de l'exécution de la sinistre opération PETRUS (PEmembakan misTeRiUS ou Tueries mystérieuses), au cours de laquelle quelque 5 000 criminels et petits trafiquants ou délinquants sont nuitamment exécutés, sans autre forme de procès, et leurs dépouilles laissées en évidence dans les lieux publics pour l'exemple. Mais cela ne calme nullement les milieux islamistes radicaux qui font symboliquement exploser une bombe en janvier 1985 sur le site du fameux stupa bouddhiste du Borobodur, à Java

Central, et boutent le feu à plusieurs galeries marchandes à Jakarta ainsi qu'au siège de la RRI (Radio Republik Indonesia). Dans un engrenage infernal, la répression du régime s'accroît encore avec l'exécution, en 1986, de neuf anciens leaders du PKI, dont apparemment le mystérieux Sjam, acteur au rôle obscur et témoin gênant du G30S. La censure politique se montre également de plus en plus impitoyable. En effet, le régime décide de fermer en octobre de la même année l'un des principaux quotidiens indonésiens, le très respecté et populaire Sinar Harapan (Rayon d'espoir), proche des milieux protestants, qui reparaitra toutefois immédiatement sous son nouveau nom de Suara Pembaruan (La voix du renouveau). La chute en février 1986 de son voisin et ami Marcos, arrivé à la présidence des Philippines 20 ans plus tôt comme lui et renversé par la révolte populaire menée par Cory Aquino, incite Suharto à une vigilance accrue.

- 25 C'est donc dans un climat plus répressif que jamais et sur une scène politique largement matée et sous contrôle que se tiennent les élections générales de 1987, au terme desquelles le GOLKAR obtiendra un score record de 73,3% des suffrages, tout de même 9% de plus qu'en 1982, alors que le PPP, gravement affaibli par la défection du NU, perdra plus de douze points pour s'effondrer à un maigre 16% et que le PDI en profitera pour en gagner deux en atteignant 10,9%¹⁹. Avec un islam apparemment dompté, une population que l'on a tout fait pour intimider et les principaux dissidents jugés et condamnés, l'Ordre nouveau semble à son apogée. En 1988, le MPR réélit d'ailleurs comme un seul homme Suharto pour un cinquième mandat. Pour parachever sa totale mainmise sur le pouvoir, le président impose alors comme vice-président son fidèle Sudharmono, militaire bureaucrate, pourtant peu apprécié au sein de l'armée. Il confie par la même occasion le commandement suprême de l'armée à un jeune général qui lui est soumis, Tri Sutrisno, en remplacement de Benny Murdani, partisan d'un retrait des hommes en uniforme de la sphère politique, jugé trop indépendant. Estimant que la situation politique est suffisamment sous contrôle, il décide même d'abolir en 1988 le sinistre KOPKAMTIB, considéré comme une arme trop puissante aux mains de celui qui la détient (en l'occurrence Benny Nurdani, qu'il veut évincer). Mais il le remplacera par une officine similaire placée directement sous son autorité et baptisée du nom encore plus épouvantable de BAKORSTANAS (Badan Kordinasi Pemantapan STabilitas NASional ou Organe de coordination pour le maintien de la stabilité nationale), un véritable sommet dans la novlangue pourtant prolifique de l'Ordre nouveau.
- 26 Au moment où la deuxième période de l'Ordre nouveau touche à sa fin, l'Indonésie a aussi fortement redoré son image sur la scène régionale et internationale, où elle joue un rôle actif et apprécié. L'année 1985 est un peu une apothéose en la matière pour le régime. D'une part, l'affaire de Timor Oriental, de sa brutale invasion, des atrocités qui y ont été (et y sont toujours) commises et de son annexion dix ans plus tôt, disparaît progressivement des media. Le combat mené sous l'égide du Portugal pour faire condamner l'Indonésie perd de son intensité et le vote sur la question par l'Assemblée générale des Nations unies recueille chaque année un peu moins de voix à New York. Un très rude coup est même porté à la cause quand l'Australie voisine du premier ministre travailliste Bob Hawke reconnaît officiellement, cette année-là, l'annexion de Timor Est comme 26^e province indonésienne. D'autre part, le succès du développement économique et social de l'Indonésie est montré en exemple au reste des pays en développement, Suharto étant même invité à Rome en octobre 1985 à la conférence de

la FAO sur l'alimentation mondiale comme porte-parole des nations du Sud et alter ego de François Mitterrand, représentant celles du Nord.

- 27 De plus, en 1985, l'Indonésie organise aussi en grande pompe le 30^e anniversaire de la célèbre conférence de Bandung, fondatrice du Mouvement des non-alignés, dont elle retrouve bientôt la présidence. Finalement, elle consolide aussi son rôle de leader de l'ASEAN en offrant ses bons offices pour trouver une solution à la crise cambodgienne. En effet, le Vietnam est intervenu, fin 1978, pour chasser Pol Pot et les Khmers Rouges du pouvoir, et pour mettre un terme à leur folie meurtrière. Les efforts diplomatiques entrepris par Jakarta pour résoudre le problème s'intensifient avec l'arrivée, en 1988, d'un remarquable nouveau ministre des affaires étrangères, en la personne de Ali Alatas, qui force le respect de la communauté internationale. Cette médiation débouche sur l'organisation en 1989 de la conférence de Paris, qui se conclut en 1991 sur un accord entre les deux frères ennemis communistes²⁰. Malgré la contestation encore limitée et facilement contrôlable au sein de l'armée ou des universités, tout semble donc aller au mieux à tous les niveaux pour l'Ordre nouveau. Et pourtant, la situation va changer radicalement avec la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et la fin de la guerre froide (sinon de l'histoire !) que cela signifie. Déjà obligée depuis bientôt dix ans de s'adapter à l'atmosphère de néolibéralisme qui régit l'économie internationale, l'Indonésie va aussi devoir apprendre à gérer le fait de ne plus être un partenaire régional privilégié de Washington et de ses alliés dans le combat mené contre le bloc communiste, et de se passer des privilèges que cela comportait.
- 28 Cette deuxième phase de l'histoire de l'Ordre nouveau est donc celle d'une véritable consolidation du régime dont Suharto émerge en pleine possession de ses moyens et en ayant apparemment acquis la maîtrise des principaux paramètres permettant d'asseoir son pouvoir. Sur le plan politique, la réorganisation de la vie partisane lui permet d'organiser tous les cinq ans un rituel électoral pseudo-démocratique qui sauve les apparences et dont le parti gouvernemental GOLKAR, à ses ordres, sort toujours largement vainqueur, alors que l'islam semble être sous contrôle et que toute autre forme d'opposition subit une répression impitoyable. Au niveau économique, le changement radical de politique permet de relancer la croissance et l'Indonésie, donnant l'exemple d'un rétablissement réussi aux yeux du FMI et de la Banque mondiale, va désormais figurer dans le club restreint des « pays émergents » dont le « décollage » semble se confirmer. Du point de vue social, certainement le plus déterminant pour l'avenir du pays, même s'il est le moins visible, ce développement économique accéléré entraîne des conséquences en profondeur : amélioration rapide et générale du niveau de vie, notamment de la santé et de l'éducation, baisse spectaculaire des formes les plus aiguës de la pauvreté, urbanisation croissante et émergence d'une classe moyenne, vivant pour l'essentiel dans les grandes villes, qui a désormais les moyens de satisfaire son désir de consommation, mais qui commence aussi à avoir des aspirations moins prosaïques. À l'échelle internationale, l'Indonésie a donc le vent en poupe car elle réunit toutes les valences prisées par le camp occidental capitaliste, offrant une image particulièrement valorisante, celle d'un pays anti-communiste, contrôlant son islam politique, respectant les apparences d'un jeu démocratique minimal, mettant en pratique une stratégie de développement exemplaire et jouant les bons offices sur la scène régionale. Jamais la situation du grand archipel n'a paru aussi favorable.

NOTES

1. Voir Tableau 6 en annexe.
2. Selon cette « théorie » fumeuse mais funeste, privée d'activités politiques qui la distrairaient de ses tâches quotidiennes, liées à la famille, à la vie communautaire, au travail de production et au développement du pays, la masse de la population « flotte » donc entre deux élections générales.
3. Voir Graphique 1 en annexe.
4. Interné dans un camp à Buru, c'est là qu'il a imaginé l'extraordinaire quadrilogie désormais célébrée comme le « Buru Quartet ». Privé de machine à écrire et même de crayon et de papier, il a effectivement imaginé de tête cette saga littéraire passionnante et foisonnante couvrant la fin de la période coloniale, en la réécitant à ses codétenus pour ne pas l'oublier. Ce n'est qu'après sa libération qu'il l'a couchée sur le papier. Son œuvre est restée cependant très longtemps interdite en Indonésie. Pour avoir eu l'honneur de le rencontrer et de m'entretenir avec lui lors d'une conférence donnée à Genève au début des années 90, quand il fut autorisé à voyager hors du pays, j'ai mieux compris combien cette privation de liberté l'a marqué de manière indélébile. Il l'a expliqué plus tard dans un ouvrage de mémoires : *The Mute Soliloquy* (1999). Né en 1925 à Blora, il est mort en 2006 à Jakarta, sans avoir pardonné à Suharto et ses sbires de l'avoir privé de liberté pendant quatorze ans, brisant sa vie ainsi que celle de tant de ses concitoyens.
5. C'est ainsi que le président du FRETILIN, Nicolau Lobata, qui a dirigé la guérilla dans le maquis face à l'armée indonésienne, a été assassiné le 31 décembre 1978 par un para-commando de « Bérets Rouges » (KOPASSUS) placé précisément sous les ordres de Prabowo.
6. Outre les ouvrages en anglais mentionnés précédemment à la note 4 du présent chapitre, j'ai beaucoup puisé pour les données économiques et sociales chiffrées mais aussi ainsi pour le déroulement des événements politiques de cette deuxième période de l'Ordre nouveau, dans l'une de mes propres publications : Jean-Luc Maurer, « L'Indonésie » in Gilbert Etienne, Jean-Luc Maurer et Christine Renaudin, *Suisse-Asie, Pour un nouveau partenariat, Inde-Pakistan-Chine-Indonésie* (1992 : 83-128).
7. Voir Graphique 1 en fin de chapitre.
8. Voir Tableau 8 en annexe.
9. Pour plus de détails sur la *transmigrasi*, de ses origines coloniales à la fin de l'Ordre nouveau, le lecteur francophone a la chance de pouvoir se reporter à la synthèse remarquable déjà évoquée plus haut de Patrice Levang (1997).
10. C'est la mesure la plus communément utilisée pour mesurer les inégalités de revenus dans une société donnée et elle porte le nom de son inventeur, le statisticien italien Corrado Gini (1884-1965).
11. Afin d'approfondir la réflexion sur les problèmes d'éducation, consulter : Naohiro Ogawa, Gavin W. Jones and Jeffrey G. Williamson, *Human Resources in Development along the Asia-Pacific Rim* (1993) ainsi que Gavin W. Jones and Terence H. Hull, *Population and Human Resource* (1997).
12. Sur les questions de santé, voir : Gavin W. Jones and Terence H. Hull (1996) et Januar Achmad, *Hollow Development, The Politics of Health in Soeharto's Indonesia* (1999).
13. Voir Graphique 1 en fin de chapitre.
14. Voir Tableau 6 en annexe.
15. Le lecteur qui souhaite aller plus loin sur le rôle de l'armée dans la politique indonésienne pendant la période de l'Ordre nouveau se reportera en priorité au livre pionnier de Harold Crouch (1978). Mais il peut aussi consulter l'ouvrage de synthèse plus récent de Robert Lowry, *The Armed Forces of Indonesia* (1996). Enfin, pour une analyse très poussée couvrant la période allant au-delà de l'Ordre nouveau et couvrant en partie celle de la démocratisation du pays,

l'étude incontournable est celle de Marcus Mietzner, *Military Politics, Islam, and the State in Indonesia, From Turbulent Transition to Democratic Consolidation* (2009). Cela dit, répétons encore que le lecteur francophone dispose aussi sur la question du très bon ouvrage de Françoise Cayrac-Blanchard (1991).

16. Comme on reparlera souvent de cet homme politique atypique et attachant dans le chapitre suivant en utilisant son diminutif *Gus Dur*, il est nécessaire de préciser au lecteur que *Gus* est le titre de respect javanais que l'on donne à l'héritier d'une famille appartenant à l'élite religieuse, « Dur » étant l'abréviation de son nom *AbDURahman*.

17. Ce phénomène est évidemment analysé dans les principaux ouvrages consacrés à l'islam indonésien depuis le début de l'Ordre nouveau qui sont mentionnés dans la note 30 du chapitre 3 : Feillard (1995), Hefner (2000), Feillard et Madinier (2006), Mietzner (2009), Ricklefs (2012) et van Bruinessen (2013).

18. En Indonésie, on qualifie de musulmans « nominaux » les gens qui déclarent appartenir à l'islam mais qui ne sont pas des pratiquants rigoureux. Cela signifie qu'ils respectent peu, voire pas du tout, les cinq règles de base de leur religion, à commencer par le devoir de prier cinq fois par jour. Dans la population, on les appelle plus communément « *orang islam statistik* », c'est à dire « les gens qui ne sont musulmans que d'un point de vue statistique ».

19. Voir Tableau 6 en annexe.

20. C'est d'ailleurs le titre du très bel ouvrage de Nayan Chanda, alors éditeur en chef de l'excellente *Far Eastern Economic Review* publiée depuis 1946 à Hong Kong et hélas disparue en 2009 : *Brother Enemy, The War after the War*, New York, Collier Books/Macmillan Publishing Company, 1986.

4.3. 1989–1998 : défis croissants, crise financière et fin de l'Ordre nouveau

- 1 Alors que l'Ordre nouveau semble bien avoir établi vers la fin des années 80 un niveau de contrôle total sur la sphère politique du pays et que l'économie est sortie de la sévère phase de récession qu'elle a traversé de 1982 à 1987, la situation va progressivement se dégrader à partir de 1989, jusqu'à la chute finale du régime et la démission de Suharto en 1998. Il faut dire que ce dernier, confiant d'avoir mis en place un système efficace dans lequel il est le seul maître du jeu, est entouré de flatteurs et de courtisans qui ne font rien pour le rendre plus lucide. Gagné par l'ivresse du pouvoir, il va même laisser se développer la corruption de ses enfants, de sa famille et de ses *cronies*¹ à un niveau encore plus élevé, la libéralisation rapide de l'économie leur offrant de nouvelles opportunités de profit dont ils vont s'emparer avec avidité. Il est entré dans ce qu'un politologue spécialiste de l'Asie du Sud-Est a appelé la « phase sultanique » de son règne². En fait, il va être victime de son propre succès et d'un certain aveuglement face aux nouvelles réalités du temps. Sur le plan interne, il n'a probablement pas vraiment compris que le développement économique accéléré qu'il a imposé à marche forcée au pays a entraîné des changements profonds au niveau de la société indonésienne qui aspire désormais à une plus grande liberté politique et sociétale. Au niveau international, il n'a semble-t-il pas du tout assimilé le fait que les conditions cadres auxquelles l'Indonésie est confrontée sont en train de radicalement changer.
- 2 En effet, empêtrée depuis dix ans en Afghanistan, dont elle est sur le point de se retirer sans gloire, l'URSS est en crise profonde. Le système soviétique est sur le point d'imploser et la fin de la guerre froide est toute proche. Au pouvoir à Moscou depuis 1985, Mikhaïl Gorbatchev a lancé sa politique de *perestroïka* et de *glasnost* qui, dès 1988, suscite des velléités d'indépendance en Arménie, en Azerbaïdjan et dans les républiques baltes et d'Asie centrale. En Pologne le syndicat *Solidarnosc*, dirigé par Lech Walesa, finit par imposer de haute lutte son agenda de réformes, avec le soutien actif de l'ancien archevêque de Cracovie Karol Wojtyła, devenu le pape Jean-Paul II en 1978. Ainsi la société polonaise se débarrasse du général dictateur communiste Jaruzelski et adopte

un système démocratique multipartiste, bientôt imitée en cela par la Hongrie et la Tchécoslovaquie voisines. Enfin, en RDA (République démocratique allemande), la sinistre *nomenklatura* communiste qui a fait régner la terreur depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'arrive plus à juguler le désir de liberté de la population et le mur de Berlin tombe en novembre 1989.

- 3 En Chine, Deng Xiaoping, qui a réussi, après la mort de Mao Tse Toung en 1976, à imposer sa ligne au sein du Parti communiste, a aussi engagé à partir de 1978 son pays dans un ambitieux mouvement de réformes économiques de type *perestroïka*. Cela soulève immédiatement des espoirs d'ouverture politique, notamment au sein de la jeunesse étudiante, mais Pékin ne veut pas suivre le modèle d'ouverture politique russe de la *glasnost*, qu'elle juge mortifère. Devant la montée de la contestation, Deng se résout donc à confier le poste de premier ministre au très conservateur Li Peng qui écrase dans le sang le mouvement de contestation démocratique sur la place Tienanmen en mai 1989. Or, Suharto a justement visité Moscou et Pékin en 1989. Sa tournée officielle débute en URSS, où il constate la déliquescence du pouvoir et l'implosion de la fédération. Cela le conforte dans son idée qu'il ne faut rien lâcher et que la fermeté et la répression sont les seules garantes de la stabilité dans une Indonésie encore plus vulnérable du fait de grande diversité. Le rétablissement cette même année des relations diplomatiques de l'Indonésie avec la Chine, interrompues depuis 1966, débouche sur la visite officielle du premier ministre chinois Li Peng à Jakarta, auquel Suharto rend la pareille peu de temps après que le mouvement démocratique ait été écrasé sur Tienanmen. Cela lui confirme que la voie chinoise, combinant ouverture économique et verrouillage politique est bien la meilleure manière de gérer ce genre de problèmes. Mais les États-Unis qui ont émergé vainqueur de la guerre froide et seule superpuissance mondiale en 1989, n'ont plus intérêt comme auparavant à se compromettre avec des régimes politiques criminels pour conserver des pays dans leur giron. Ils vont alors commencer à adopter, d'abord sous la présidence de Georges W. Bush (1989-1993), mais surtout lors du double mandat de Bill Clinton (1993-2001), une politique extérieure tenant plus compte du respect des droits de l'homme et de la dignité des peuples, afin d'accélérer la « troisième vague de démocratisation » annoncée par Samuel Huntington (1991). L'Indonésie va donc se retrouver de plus en plus en porte-à-faux par rapport à Washington et la situation politique du pays va se dégrader, alors que le régime opte pour une répression renforcée qui va continuer à s'exercer tous azimuts dans l'archipel.

Aggravation des conflits régionaux à Aceh et Timor Est

- 4 C'est d'abord le cas à Aceh, la province la plus septentrionale de Sumatra, qui a toujours été caractérisée par un fort séparatisme d'inspiration ethnique et religieuse, la population y adhérant en effet majoritairement à un islam très conservateur. Après avoir proclamé unilatéralement l'indépendance de la région en décembre 1976, la rébellion du GAM (*Gerakan Aceh Merdeka* ou Mouvement pour un Aceh libre) avait fait rage pendant quelques années, avant de se calmer lors de l'exil en Suède en 1979 de son fondateur et principal leader Hasan di Tiro. Mais le conflit repart de plus belle à partir de 1988 en raison de l'arrogance du pouvoir central et de l'exploitation éhontée des vastes réserves de la province en pétrole et surtout en gaz naturel. Ces ressources sont siphonnées par Jakarta et les forces militaires sur place, et elles ne bénéficient que très peu à une population locale, dont le taux de pauvreté est parmi les plus élevés du pays.

L'aménagement d'un immense site de production de gaz naturel liquéfié à Lhokseumawe, remet le feu aux poudres. En effet, l'installation de cette entreprise entraîne des abus en termes d'expropriation de nombreux paysans et de maux sociaux comme la prostitution, le jeu et l'usage de la drogue, diffusés par des gangs qui sont en cheville avec l'armée. Alors, le GAM reprend le sentier de la guerre. Il est soutenu par une importante diaspora commerçante assez prospère, très bien implantée en Malaisie voisine et bénéficiant de l'appui de la Lybie du colonel Kadhafi. Ce dernier finance divers mouvements de libération ou organisations terroristes et offre même une formation militaire à ses cadres. En 1989, le GAM attaque des postes de l'armée pour s'emparer d'armes et multiplie les actions coup de poing autour de Pidie et dans le nord-est de la province où il s'enracine. Face à cela, Suharto, fidèle à lui-même, hausse encore le niveau de répression en dépêchant en 1990 son gendre Prabowo Subianto à la tête des *KOPASSUS* (*KOMando PASukan KhusUS*), les redoutables forces spéciales de l'armée. De surcroît, le président déclare l'état d'urgence à Aceh, désormais considéré comme un *DOM* (*Daerah Operasi Militer* ou Région d'opération militaire), ce qui revient à y imposer la loi martiale. La terreur s'abat alors sur la province avec son lot d'arrestations abusives, de tortures en tous genres et d'exécutions extra judiciaires. C'est à ce prix que l'armée va réussir à contenir les activités du GAM, mais en se mettant à dos une partie croissante de la population. Les *ulema*, leaders religieux très influents ont été cooptés par le gouvernement qui les fait bénéficier de la corruption ambiante et au début sont en majorité hostiles à la rébellion. Mais face à ces exactions, ils vont progressivement changer de camp, préparant la province au soulèvement populaire plus large qui va se produire après la chute de Suharto⁵. Cela dit, il n'y a pas qu'à Aceh que la situation est mauvaise à Sumatra. Début 1989, un mouvement de révolte, mené par des notables religieux, enflamme Lampung, la province la plus méridionale de l'île. Il prend ses racines dans les conflits fonciers résultant du fait que cette province est depuis toujours la première destination de *transmigrasi* pour les paysans javanais dépourvus de terre. La répression est là aussi féroce et se solde par des centaines de morts.

- 5 Puis, à l'autre extrémité de l'archipel, il y a bien sûr la situation de Timor Est où l'Indonésie s'est enfoncée et qui ne cesse de s'envenimer. La province reste la plus pauvre du pays et les gens demeurent hostiles à Jakarta malgré les efforts du gouvernement pour gagner le cœur de la population à la réalité de l'annexion en consentant de très gros investissements dans le développement des infrastructures ou des systèmes de santé et d'éducation, laissés dans un état lamentable par le colonisateur portugais. Il faut dire que l'armée indonésienne impose une chape de plomb sur une province où elle a les mains libres. Les militaires tirent de substantiels profits en exploitant à leur avantage les ressources locales (café, bois de santal, marbre, etc.). Les migrants du reste de l'archipel qui se sont rués sur cette nouvelle terre d'opportunité aggravent les tensions, ce d'autant plus que ce sont majoritairement des marins et des marchands Bugis ou Makassarais du sud de Sulawesi. Redoutables commerçants, ils imposent rapidement leur domination sur l'économie locale. Musulmans rigoureux, ils réveillent la fibre identitaire dans une terre où le catholicisme, hérité des Portugais, est bien implanté. La religion catholique va effectivement devenir le point de ralliement de l'identité nationale et de la résistance timoraise. Alors que plus de 70% de la population était toujours considérée animiste avant l'invasion indonésienne de 1975, plus de 90% des habitants s'affirment catholiques en 1994. Ce phénomène de conversion massif au catholicisme en moins de

vingt ans est remarquable. Lorsque le gouvernement indonésien a interdit en 1981 l'usage du portugais, l'église a choisi pour la pratique du culte le *tetun*, l'une des multiples langues timoraises, au lieu de l'indonésien enseigné à l'école. Cela a contribué à souder l'identité nationale. Nommé évêque de Dili en juin 1988, Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo, futur Prix Nobel de la Paix, joue un rôle majeur dans cette résistance pacifique à l'envahisseur. En octobre 1989, le pape Jean-Paul II fait une visite à Dili qui place Timor Est, sous les feux de l'actualité internationale, alors que cette région était restée jusque-là largement coupée du reste du monde et ignorée. À cette occasion de grandes manifestations populaires ont lieu que l'armée indonésienne réprime à son habitude par la force, en procédant à de nombreuses arrestations. Malgré cela, les pays occidentaux continuent pour un temps à fermer les yeux sur la situation de ce petit territoire, entité négligeable pour eux face à une Indonésie en plein développement, regorgeant de ressources naturelles et d'opportunités économiques et dont l'importance stratégique demeure cruciale. En 1990 l'IGGI augmente même son aide à Jakarta, les USA lui livrent des F16 et l'Australie signe un accord pour l'exploitation conjointe du pétrole de la mer de Timor ! Il faudra encore attendre près de deux ans pour voir les choses basculer.

- 6 Le 12 novembre 1991, l'armée indonésienne ouvre en effet le feu à Dili sur la foule des manifestants qui se sont réunis pour enterrer l'un des leurs au cimetière de Santa Cruz. La tuerie fait 19 morts selon le gouvernement, mais sûrement beaucoup plus et peut-être pas loin de 300 selon les journalistes étrangers présents qui ont assisté au massacre, et qui ont dénombré 250 personnes portées disparues. Cela soulève enfin l'indignation de la communauté internationale qui va mettre sur son agenda le cas de Timor Est de manière persistante. Ainsi, le Canada, le Danemark et surtout la Hollande, ancienne puissance coloniale et bailleur de fonds majeur, suspendent immédiatement leur aide, alors que les États-Unis réduisent fortement le budget de leur assistance militaire. Quant au Portugal, officiellement toujours doté de la puissance tutélaire sur Timor Oriental, il continue à poser chaque année avec obstination le problème devant l'Assemblée générale des Nations unies et au sein de l'Union européenne (dont il assure d'ailleurs la présidence en 1992). L'enquête que Suharto a diligenté, contrit et forcé, pour faire la lumière sur cette tragique affaire s'est soldée par des sanctions mineures à l'égard de seconds couteaux. Par ailleurs, le très habile ministre des affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, s'emploie à calmer le jeu sur la scène internationale. Mais les Pays-Bas, alors dirigés par un gouvernement social-démocrate, n'en restent pas là. Leur ministre de la coopération, Jan Pronk, qui préside justement l'IGGI en 1992, demande au consortium que l'aide octroyée à l'Indonésie soit dorénavant subordonnée au respect des droits humains par le régime. La réaction de Suharto est outrée face à ce qu'il considère comme une intervention intolérable dans les affaires internes de son pays, venant qui plus est de celui qui l'a colonisé, en a tiré des profits gigantesques et y a commis son lot d'exactions. Il rejette cette proposition et claque la porte de l'IGGI. Recueillant une large approbation de la population pour ce qui est considéré comme une réaction de fierté nationale, il demande alors à la Banque mondiale de former un nouveau consortium d'aide regroupant tous les anciens membres de l'IGGI, à l'exception de la Hollande. Cette nouvelle entité prend, sans grande originalité le nom de CGI (Consultative Group on Indonesia), et reste en place jusqu'en 2007.

Photo 27 : Le cimetière de Santa Cruz à Dili, lieu du massacre 12 novembre 1991



SOURCE : commons.wikimedia.org

- 7 En même temps, forte de la reconnaissance internationale acquise depuis son intermédiation dans la crise cambodgienne, l'Indonésie continue à affirmer son rôle de puissance montante au sein du Mouvement des non-alignés (MNA). Après avoir autorisé l'ouverture d'une mission diplomatique palestinienne à Jakarta, elle prend la présidence du MNA en 1991 pour en accueillir en grande pompe le sommet en 1992. Toutefois, le massacre de Santa Cruz constitue un point tournant dans l'affaire de Timor Est qui empoisonnera Jakarta jusqu'à ce que le petit pays annexé obtienne son indépendance dix ans plus tard. Cette tuerie offre en effet une beaucoup plus grande visibilité à José Ramos Horta, infatigable représentant du Timor Oriental sur la scène internationale, dont la voix devient alors enfin audible. C'est aussi sûrement ce qui sauve la vie à Xanana Gusmão, chef de la guérilla du *FRETILIN*, fait prisonnier par l'armée indonésienne en novembre 1992 ; il est « seulement » condamné à la prison à perpétuité. Sa peine est rapidement commuée par Suharto en vingt ans de détention, dont il n'effectuera finalement que sept, puisqu'il sera libéré en 1999, avant de devenir le premier président de Timor Leste en 2002.
- 8 Dans le contexte de ces événements internes et internationaux, survenus au tournant des années 80 et 90, un nombre de plus en plus important de citoyens bien éduqués et informés se réveillent de la longue léthargie qui a suivi le traumatisme de 1965-66. Ils prennent conscience de la réalité de la situation et commencent à souhaiter, puis à timidement réclamer, un changement de cap, la fin de l'autoritarisme et de la répression, et même à rêver d'une ouverture démocratique (*keterbukaan*), sorte de « *glasnost* » à l'indonésienne ». On assiste en fait au début d'une divergence croissante entre le régime politique au pouvoir et la société indonésienne, issue du processus de

développement accéléré du quart de siècle écoulé. Incapable de s'en rendre compte, l'Ordre nouveau est réellement victime de son succès !

Mécontentement populaire montant face à la corruption et retour de l'islam

- 9 Les premiers signes de cette effervescence émergent dès 1990 et tournent autour de la question de la succession de Suharto en vue des prochaines élections législatives de 1992. Mais la réponse du président et celle de son armée reste intangible : c'est une fin de non-recevoir, l'interférence dans la vie des deux formations politiques d'opposition le PPP et le PDI qui s'intensifie et la répression qui se perpétue. C'est ainsi que plusieurs prisonniers politiques, membres de l'ex-PKI et emprisonnés depuis 1965, seront froidement exécutés en 1990, après un quart de siècle derrière les barreaux ! Les étudiants protestataires sont également condamnés à de lourdes peines de prison, alors que la presse est plus que jamais jugulée. Le gouvernement va même jusqu'à interdire de circulation pendant plusieurs mois le New York Times et l'International Herald Tribune en 1990. Un an plus tôt, Suharto publie ses mémoires, dans lesquelles il fait preuve d'une grande assurance et d'une immense arrogance, avalisant son rôle d'homme providentiel et son statut quasi sacralisé de « Bapak pembangunan », « père du développement » national. Il n'y envisage d'ailleurs absolument pas sa succession. Pour s'assurer de sa réélection, il accroît même son emprise sur les rouages du pouvoir par un double mouvement stratégique vis à vis de l'armée et envers l'islam. Irrité par certaines voix critiques émanant d'officiers proches de Benny Murdani, il procède à ce que certains ont appelé une « deBennysation » des forces armées, en promouvant aux postes de commandement des hommes qui lui sont fidèles, voire très proches, comme son beau-frère le général Wismoyo Arismunandar, qui prend la tête du KOSTRAD en 1990. Par ailleurs, dans un environnement de plus en plus religieux, il s'emploie à amadouer l'islam, arrachant dès 1989 la promesse de soutien pour sa réélection d'une vingtaine des plus importantes personnalités musulmanes du pays, et il fait son grand pèlerinage (hadj) à la Mecque en 1991. Mais dans ce domaine, il va surtout sortir une carte maîtresse de sa manche en confiant une mission bien particulière à B.J. Habibie, son dispendieux et fantasque ministre de la technologie.
- 10 Ce dernier, né à Pare Pare dans la province de Sulawesi Sud, a des liens spéciaux avec Suharto, qui a fréquenté sa famille et l'a connu enfant. D'une vive intelligence, il a fait son diplôme d'ingénieur au fameux Institut de technologie de Bandung (ITB), puis a poursuivi ses études supérieures à Delft, en Hollande, et Aachen, en Allemagne, où il a obtenu son doctorat d'ingénieur en 1965. Il entreprend alors une très belle carrière sur place dans l'industrie aéronautique, en entrant dans la grande entreprise Messerschmitt, à Hambourg, où il travaille notamment sur le développement de l'Airbus A-300. Il y gravit rapidement les échelons jusqu'à celui de vice-président en 1974. C'est alors que Suharto le rappelle à Jakarta pour lui confier la tâche de mettre sur pied une industrie de pointe en Indonésie. En 1976, il prend la tête de l'IPTN (Industri Pesawat Terbang Indonesia), la firme aéronautique de Bandung, qui se lance, à grands frais, dans la production d'hélicoptères et d'un avion de passagers de type ATR, le N250, qui sera un échec commercial retentissant. En 1978, il est nommé ministre de la recherche et de la technologie, supervisant toute la branche industrielle stratégique du pays. Il y engloutit, sans grand succès, des fortunes, certaines sources évoquant le chiffre de 2 milliards de US\$ par année. Ses admirateurs le considèrent comme un génie

et ses détracteurs le jugent irresponsable et fantasque, voire même un peu « cinglé ». Il est en particulier fort peu apprécié dans les rangs de l'armée, car il n'hésite pas à intervenir intempestivement dans ses affaires. Mais il est soutenu par les milieux économiques et notamment par certains des principaux *cukong(s)*, les grands entrepreneurs sino-indonésiens qui tiennent l'essentiel de l'économie du pays dans leurs mains. Soucieux des tensions croissantes que cela suscite, Suharto, patron de l'oligarchie au pouvoir, convoque d'ailleurs ces derniers pour leur intimer l'ordre de financer les petites et moyennes entreprises, aux mains des *pribumi*, les petits entrepreneurs autochtones.

- 11 Le recours à Habibie présente donc beaucoup d'avantages aux yeux du président. Cet ingénieur lui est très fidèle, c'est un civil et un intellectuel jouissant d'une certaine aura académique aux yeux de ses concitoyens. Il a fait un parcours professionnel prestigieux à l'étranger et c'est, de surcroît, un bon et pieux musulman, qui a le soutien des milieux religieux et de la classe moyenne, proches de la tendance moderniste de l'islam. Fort de cette légitimité, Habibie change profondément le contexte politique et religieux du pays pendant toute la décennie suivante. Il crée en décembre 1990 l'ICMI (*Ikatan Cendekawan Muslim Indonesia* ou Association indonésienne des intellectuels musulmans) qui réconcilie l'État avec l'islam moderniste et consacre le retour de Suharto vers une plus grande piété. Cela va entraîner une intensification de la réislamisation en cours de la société indonésienne. Elle apparaît le plus visiblement dans le fait qu'un nombre croissant de femmes choisit de porter le voile (*hijab* ou *jilbab*), une tendance particulièrement forte sur les campus universitaires. L'usage du « bluejean » reste toutefois toujours très répandu, ce qui fait dire à certains, sur le ton de la plaisanterie, que l'on est confronté à une nouvelle forme de syncrétisme typiquement indonésien, un voile oriental masquant le haut du corps des femmes et un pantalon occidental en moulant le bas ! Mais le travail se fait aussi en profondeur, avec une éducation islamique renforcée dans le système public, une ségrégation croissante des sexes dans les écoles et les facultés, une interprétation plus restrictive du rôle de la femme dans la société, un pouvoir plus grand pour les cours de justice islamiques, le lancement de banques islamiques ne pratiquant pas de taux d'intérêts, - qui auront un succès mitigé, - et une intolérance de plus en plus forte envers toute critique de l'islam. Seul Gus Dur, suivi par le NU qu'il dirige, fait entendre une voix dissidente sur le rôle de l'ICMI. Il considère que cette organisation est élitiste et sectaire, et qu'elle constitue une menace pour le pluralisme de la société indonésienne.
- 12 Ce retour en force de la religion est instrumentalisé à des fins politiques certes, mais il a aussi des causes plus profondes. Comme souvent en période de crise morale, la population se retourne vers les valeurs refuges traditionnelles. Or, cette crise morale s'approfondit. Elle résulte d'abord du fait que la marche forcée imposée par l'Ordre nouveau vers un développement économique, essentiellement tourné vers la satisfaction des besoins matériels, suscite une grande frustration au sein d'un peuple indonésien, en majorité très imprégné de valeurs spirituelles. Afficher sa religiosité devient donc aussi une manière de signifier son opposition à Suharto et à sa politique, notamment sur les campus universitaires et dans les quartiers urbains populaires. Ensuite, le modèle de développement adopté par le régime, s'il a sans nul doute permis de réduire de manière spectaculaire les formes les plus aigües de pauvreté, a aussi déclenché un processus de différenciation sociale qui voit les inégalités s'accroître entre une petite minorité de privilégiés, qui s'est enrichie de manière éhontée, et la majorité de la population, qui continue à avoir du « mal à joindre les deux bouts ». Cela

se traduit aussi sur le plan spatial par une Indonésie à deux vitesses, Java et les grandes villes de l'archipel se modernisant à toute allure, alors que les campagnes et surtout les îles de l'Indonésie orientale restent à la traîne du processus, continuant à stagner dans un grand dénuement. Or, la culture indonésienne traditionnelle privilégie plutôt le partage et l'égalité au sein de la société.

- 13 Enfin, la corruption, qui atteint au début des années 1990 une dimension colossale, sape le moral de la nation. Le pays détient alors en effet le triste privilège de compter parmi les pays les plus corrompus du monde selon Transparency International. À la chute de Suharto, en 1998, la Banque mondiale évaluera à 30% le coulage ayant affecté les quelques 30 milliards de US\$ de crédits octroyés au pays pendant les trente années de son règne ! Cette corruption est particulièrement évidente au sommet de l'État, dans l'entourage du président et surtout au sein de sa famille. Ses six enfants, sans avoir fait d'études universitaires ni acquis de compétences bien particulières, sont en effet à la tête de petits empires financiers, ayant partie liée avec les grands conglomerats du pays. Ils jouissent de scandaleux privilèges et, ayant accès à d'importants contrats grâce à leur proximité du pouvoir suprême et à la pratique délibérée du délit d'initié, encaissent, comme « facilitateurs », de juteuses commissions sur les investissements étrangers. Ils ont ainsi accumulé sans effort de très grandes fortunes, qu'ils exhibent sans vergogne. Même si les Indonésiens sont depuis toujours habitués à la corruption, dont ils disent en plaisantant avec cynisme qu'elle « fait déjà partie de la culture » (*korupsi sudah masuk budaya*), « trop c'est trop ». Cela choque le sens moral commun des gens, qui privilégient en général plutôt la modestie et la modération, des valeurs particulièrement portées par l'islam et recommandées par les musulmans les plus pieux. Une telle vénalité porte atteinte à la légitimité de Suharto, qui est accusé de faiblesse envers ses enfants et jugé incapable de faire régner l'ordre dans sa propre famille, a fortiori de pouvoir régler les immenses problèmes du pays.
- 14 Cette corruption généralisée ne s'arrête bien sûr pas aux seuls enfants de Suharto, elle profite aussi à ses frères et sœurs, ses cousins, ses neveux et à tout son clan, ainsi qu'à celui de son épouse Ibu Tien. Le nom de sa femme est fort approprié, car il signifie « dix » en néerlandais : le montant de la commission qu'elle a la réputation de prélever sur les affaires du pays selon les Indonésiens, toujours friands de blagues et jeux de mots à connotation politique. Et la pratique de la corruption s'étend naturellement à tous les partenaires de la famille du président, de ses ministres et généraux, « copains et coquins » réunis. Des chercheurs ont qualifié de « capitalisme de copinage » (*crony capitalism*) les pratiques du voisin Marcos, président des Philippines et de son épouse Imelda, mais cette expression s'applique également fort bien à la situation de l'Indonésie. C'est ce que certains des auteurs les plus critiques de l'Ordre nouveau ont aussi qualifié de « triomphe de l'oligarchie », dans un système où le « détournement de marché » est la règle⁴. Le plus connu de ces personnages est le vieux *cukong* Liem Sioe Liong, qui collabore avec Suharto depuis l'époque de la lutte pour l'indépendance et préside aux destinées très profitables du Groupe Halim, le plus puissant conglomerat national. Mais le plus scandaleux est sans nul doute Bob Hasan, un aventurier sino-indonésien douteux, devenu également le partenaire de golf préféré de Suharto, qui a assuré sa mainmise sur le très rentable secteur de l'industrie forestière indonésienne.

Photo 28 : Forêt défrichée avant implantation de palmier à huile à Riau (Sumatra)



SOURCE : Wikipedia

- 15 Avec la deuxième plus vaste forêt tropicale du monde, après celle de l'Amazonie brésilienne, l'Indonésie constitue l'un des principaux poumons de la planète. Et depuis l'indépendance, ce poumon est en voie de régression rapide, puisque la surface a diminué au minimum d'un tiers en quarante ans, passant de plus de 150 millions d'hectares en 1950 à moins de 100 millions en 1990. Cette déforestation accélérée qui, après avoir ravagé Sumatra touche principalement Kalimantan, y est déjà bien avancée et continue bon train. En effet, des concessions sont octroyées à des affairistes du type de Bob Hasan, sans aucun respect du droit des peuples indigènes Dayak. Or, ces chasseurs-cueilleurs pratiquent une agriculture itinérante d'essartage dans un milieu naturel dont ils jouissent de la possession, à défaut de la propriété, en même temps qu'ils le protègent. Le désastre écologique est de plus en plus grave pour le pays et le reste du monde. En effet, les affairistes à la tête des concessions abattent les arbres centenaires les plus précieux pour les vendre sous forme de grumes avant de couper tous les autres pour alimenter l'industrie du contre-plaqué. Cette dernière s'est développée comme un champignon en quelques années et rapporte 3,5 milliards de US\$ en 1992, 50 fois plus qu'en 1980, ce qui représente la moitié de la valeur des exportations du pays. Ensuite, on boute le feu à ce qui reste de la forêt primaire pour nettoyer l'espace et développer des plantations de palmier à huile, dont l'Indonésie va rapidement devenir le plus grand producteur et exportateur mondial. Ces pratiques sauvages sont par ailleurs à l'origine d'immenses et incontrôlables feux de forêt. Ils ravagent Kalimantan une première fois pendant deux ans en 1981/82, réduisant en cendre 3,6 millions d'hectares. La population locale étouffe, ainsi que celles des voisins de Singapour et de Malaisie, sous une fumée opaque et nocive qui va créer de fortes tensions diplomatiques au sein de l'ASEAN. Cette déforestation massive, qui continue de manière regrettable à sévir jusque de nos jours, constitue vraisemblablement le principal aspect négatif du développement indonésien sur l'environnement, même si c'est loin d'être le seul.

Photo 29 : Front de feu avançant dans la forêt tropicale primaire de Kalimantan



Source. Apiguide

Poursuite d'un processus de développement économique et social soutenu

- 16 Alors que le contexte international a été bouleversé par la fin de la guerre froide et que la situation politique interne se tend du fait d'une certaine usure du pouvoir et de la montée du mécontentement populaire, l'économie indonésienne confirme une très brillante reprise, après la sévère récession qu'elle a traversée de 1982 à 1987. Repartie à la hausse en 1988 avec un taux de 5,7%, la croissance s'accélère pour atteindre 7,4% en 1989 et même 8,5% en 1990, pour se stabiliser ensuite entre 6,5 et 7% par an de 1991 à 1993⁵. Cela résulte évidemment des différents trains de mesures de libéralisation adoptés par le gouvernement pour relancer l'économie à travers une véritable politique d'ajustement structurel auto-administré. L'un des résultats les plus spectaculaires de cette politique est la reprise de la hausse et la diversification des exportations du pays. Ces dernières atteignent en effet plus de 27 milliards de US\$ en 1990, dépassant pour la première fois le niveau record des 25 milliards établi en 1981, quand le pétrole était à son prix le plus élevé. Mais c'est bien la diminution de la dépendance économique par rapport au pétrole et au gaz qui constitue le principal succès de la politique gouvernementale. Alors que la part de ces deux produits dans les recettes d'exportation était encore supérieure à 80% en 1981, elle a tout simplement diminué de moitié pour tomber sous la barre des 40% en 1989. Représentant plus de 60% de ces mêmes recettes en 1991, contre seulement 36% pour le pétrole et le gaz, ce sont les produits manufacturés qui vont dès lors être la principale source de revenus de l'Indonésie, avec par ordre d'importance cette année-là, le contreplaqué, les textiles et habits de prêt-à-porter, les composants électroniques, le papier et les pulpes, les engrais chimiques et les chaussures. Enfin, le tourisme international complète le tableau et contribue à cette embellie. Les visiteurs sont au nombre de 2,2 millions en 1990, trois fois plus qu'en 1985, attirés qu'ils sont de plus en plus nombreux par les richesses naturelles et culturelles du grand archipel et de son île vedette Bali. Le secteur du tourisme devient

alors, avec 1,9 milliard de US\$, la quatrième source de recettes extérieures du pays, derrière le pétrole, le gaz, les produits du bois et le textile. Ces chiffres sont largement battus en 1991, décrétée « Visit Indonesia Year », puis pulvérisés par la suite, car le nombre de visiteurs dépasse déjà les 4 millions dès 1995.

- 17 Tout cela n'aurait pas été possible si le gouvernement n'avait pas enregistré un autre succès majeur : réussir à attirer les investissements étrangers requis et indispensables à la diversification économique et à l'industrialisation du pays. En fait on assiste à un véritable boom en la matière, puisque leur montant est multiplié par plus de six en seulement trois ans, passant de 1,4 à 8,7 milliards de US\$ entre 1987 et 1990 ! Mais les chiffres sont encore bien plus spectaculaires pour les investissements domestiques qui, stimulés par le climat favorable ainsi créé, dépassent les 30 milliards de US\$ la même année ! Dans le domaine des exportations et des investissements étrangers, le Japon reste le principal partenaire de l'Indonésie, mais la part des pays voisins membres de l'ASEAN augmente fortement, alors que celles des États-Unis et de l'Europe tendent à plafonner. Cela confirme d'ailleurs une intégration économique croissante de la région : les capitaux japonais financent la délocalisation des industries intensives en travail en Indonésie, car les salaires y sont les plus avantageux. Effectivement, le grand archipel offre alors en la matière des conditions particulièrement attractives avec un niveau moyen de salaire fort bas de 1,25 US\$ par jour. L'éventail de ses principaux partenaires reste à peu près le même pour ce qui est des importations car, revers de la médaille, elles sont aussi en forte hausse, en raison de l'accélération des activités dans l'industrie et les services, dépassant un niveau record des 20 milliards de US\$ en 1990. Au bout du compte, cela laisse toutefois au pays, à l'instar de ce qui a été le cas depuis le début des années 1970, une balance commerciale largement excédentaire qui présente un solde positif de 6 milliards de US\$ en 1990, comme les deux années précédentes. C'est sur cette base que l'Indonésie se voit accorder l'insigne honneur d'être considérée par la Banque mondiale comme l'une des sept EAHP, les « économies asiatiques hautement performantes » (aux côtes des quatre « petits dragons » bien connus, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour, ainsi que de la Malaisie et de la Thaïlande) dans son rapport de 1993 sur le « miracle de l'Asie orientale »⁶.
- 18 Le bilan n'est en revanche pas aussi positif en ce qui concerne la balance des paiements. En effet, le surplus de la balance commerciale indonésienne a toujours été compensé, depuis vingt ans, par un déficit encore plus élevé des invisibles, en raison de la faiblesse de la flotte marchande nationale. Cette dernière oblige le pays à avoir recours à des navires étrangers pour le transport de ses exportations et importations. Plus ces dernières augmentent, comme c'est en l'occurrence le cas, plus la facture de ces invisibles est élevée : oscillant autour de 9 milliards de US\$ depuis 1985, elle a ainsi dépassé le seuil des 10 milliards en 1989. Le déficit des comptes courants que cela entraîne a habituellement été financé par des emprunts officiels sur le marché international, qui ont essentiellement été octroyés par les bailleurs de fonds occidentaux et japonais, sous forme d'aide de projets. La valeur de ces prêts a varié entre un minimum de 2,7 milliards de US\$ pour l'année fiscale 1979/80 à un maximum de 6,6 milliards en 1988/89. C'est naturellement l'IGGI/CGI qui a pris la part du lion dans cette stratégie d'aide publique au développement. En 1990, ce consortium international a renouvelé sa confiance dans le gouvernement au vu de sa politique économique, puisqu'il a octroyé à l'Indonésie la somme record de 4,5 milliards de US\$. Le revers de la médaille est que la dette extérieure du pays a continué à augmenter, le

montant de cette dernière atteignant les 60 milliards de US\$ en 1990. Toutefois, grâce à l'augmentation des recettes d'exportation, ce problème semble trouver un début de solution puisque le service de la dette a commencé à fléchir d'un maximum de plus de 43% en 1988 à quelque 30% en 1990. Tablant sur la dynamique en cours, la Banque mondiale prédit alors qu'il devrait continuer à diminuer de moitié d'ici l'an 2000.

- 19 Sur le plan monétaire, l'évolution n'est pas aussi encourageante non plus car la devise nationale s'est dépréciée de 6,8% en 1989, et une érosion supplémentaire de 5% a encore eu lieu en 1990. D'un côté, cette perte de la valeur de la monnaie a certes stimulé les exportations du pays, et le fait que la rupiah soit accrochée à un dollar américain ayant fortement faibli depuis deux ou trois ans a indéniablement renforcé cet effet. Mais de l'autre, cela a aussi renchéri la facture des importations et a surtout alimenté l'inflation, qui a repris de manière inquiétante sous l'effet d'une certaine surchauffe de l'économie et d'une trop forte expansion de la masse monétaire. Ainsi, malgré les mesures prises par les autorités dès 1986 pour freiner cette dépréciation de la monnaie, le taux d'inflation a subitement et dangereusement augmenté d'environ 6% en 1989 à 9,5% en 1990. La perte du pouvoir d'achat qui en résulte attise d'ailleurs largement le mécontentement populaire évoqué précédemment. De plus, l'inflation, combinée avec la relative faiblesse de la rupiah et l'absence de contrôle des changes, oblige le gouvernement à maintenir des taux d'intérêts très élevés qui atteignent près de 25% pour les prêts fin 1990 ! Par conséquence, les entrepreneurs domestiques voulant investir, préfèrent emprunter en dollars sur le marché international à des taux infiniment plus avantageux. C'est tout particulièrement le cas pour les PME aux mains des pribumi, - qui sont en majorité de pieux musulmans accumulant une rancune tenace envers le régime. Au contraire, les conglomérats des grands cukong(s) sino-indonésiens, ont d'autres moyens pour s'assurer des liquidités. En plus du fait que cela envenime la situation sociale, c'est aussi un risque économique majeur pour le pays au cas où la monnaie nationale continuerait à s'affaiblir. Or, c'est bien le cas et cela va au bout du compte largement contribuer à la crise monétaire de 1998.
- 20 Au-delà de tous ces indicateurs macro-économiques conjoncturels positifs et négatifs, le succès du développement indonésien apparaît surtout dans la profonde transformation de la structure productive du pays⁷. C'est ainsi que la part du PIB provenant du secteur primaire est tombée de près de moitié entre 1971 et 1990, passant de 43,6 à 24,1%, alors que celle de l'industrie manufacturière a doublé pour sa part dans l'intervalle de 9,4 à 18,5%. Cela ne se traduit toutefois pas par une transformation aussi spectaculaire au niveau de la structure de l'emploi, puisque l'agriculture occupe toujours plus de la moitié de la population active en 1990, contre deux tiers en 1971, ce qui révèle à la fois la propension du secteur primaire à fournir et retenir le travail dans les champs, mais aussi la faible productivité de ce dernier. Incidemment, la production agricole a continué à augmenter et c'est notamment le cas pour le secteur vivrier et le riz dont la récolte dépasse les 30 millions de tonnes en 1990, un doublement par rapport à 1975 et un triplement au regard du niveau moyen des années 60⁸.
- 21 Sur un plan social plus général, presque tous les indicateurs classiques sont à la hausse. Concernant celui qui est probablement le plus important et significatif d'entre eux, l'espérance de vie a atteint en moyenne 64 ans en 1992, exactement 10 de plus qu'en 1970. Pendant le même laps de temps, le PIB courant par habitant à quant à lui été multiplié par de huit et demi, passant de 80 à 680 US\$ par année. Pour ce qui est de la pauvreté, le pourcentage des gens vivant en dessous de la ligne officielle a baissé

continuellement au fil des ans pour tomber de 40% en 1976 à 15% en 1990, une baisse de 25 points qui laisse toutefois encore près de 30 millions de personnes dans la très grande précarité. Des progrès importants ont également continué à être enregistrés en matière d'éducation et de santé. La construction d'écoles primaires dans pratiquement tous les villages de l'archipel, grâce au programme INPRES supervisé par Suharto, a rendu l'enseignement de base quasiment universel. Ce succès indéniable d'un point de vue quantitatif masque toutefois le fait que la qualité de l'enseignement reste encore bien médiocre. La mortalité infantile a elle aussi reculé de près de moitié, tombant de 112 pour mille naissances en 1970 à tout juste 60 en 1990, grâce à un programme de construction similaire pour les postes sanitaires (PUSKESMAS). Bref, malgré tout le chemin qui reste à parcourir, notamment pour ce qui est de la mortalité maternelle encore scandaleusement élevée, la majorité des Indonésiens vivent indéniablement mieux que leurs parents. La seule ombre au tableau en la matière concerne les inégalités sociales et régionales qui se sont renforcées. Du point de vue social, si les plus démunis sont moins nombreux et moins pauvres, une toute petite minorité de gens bien formés et/ou connectés est devenue immensément plus riche. Ce processus de différenciation sociale relative constitue une véritable bombe à retardement pour le régime. Sur le plan régional, l'essentiel du progrès économique et social s'est concentré sur Java et Bali, ainsi que dans certaines grandes villes du reste de l'archipel, laissant à l'écart la plupart des zones rurales de Sumatra, Kalimantan ou Sulawesi et surtout l'Indonésie orientale, de Lombok à Timor et des Maluku à l'Irian. Bien qu'il soit logique d'avoir concentré l'effort initial de développement sur les régions les plus favorables, cette fracture d'une « Indonésie à deux vitesses »⁹ est également très sérieuse et porteuse de difficultés pour la cohésion et l'avenir du pays.

- 22 Un dernier enjeu de taille pour le gouvernement, qui acquiert une importance croissante à cette époque, est lié au fait que le modèle de développement à croissance rapide suivi dans l'agriculture et dans l'industrie commence à porter gravement atteinte à l'environnement, totalement négligé jusque-là. C'est tout d'abord le cas à Java où la population, de plus en plus dense, exerce une pression énorme sur les ressources foncières et hydrauliques. La modernisation agricole de type « révolution verte » a certes constitué un succès majeur pour le régime, mais elle a trop largement eu recours aux engrais chimiques et aux pesticides, avec les conséquences négatives que cela a eu sur la qualité des sols, la biodiversité et la santé des hommes et des animaux. Par ailleurs, une urbanisation galopante et une industrialisation allant de pair « avalent » rapidement certaines des meilleures terres agricoles de l'île à la périphérie des villes et ont un effet très néfaste sur la quantité et la qualité de l'eau potable. Dès lors, la pollution atmosphérique et les dangers pour la santé augmentent aussi de façon alarmante dans les plus grandes villes de l'archipel comme Jakarta, Surabaya et Bandung, engorgées en permanence par des embouteillages gigantesques. Ailleurs dans l'archipel, où les mêmes difficultés se retrouvent à une moindre échelle, le principal problème d'environnement est, comme on l'a vu, la rapide déforestation de Kalimantan et de certaines autres îles, au profit des industries du contreplaqué, de la pâte à papier et des plantations de palmier à huile, qui commencent à s'étendre sur toutes les surfaces ainsi défrichées. Le gouvernement semble avoir commencé à prendre conscience de ces dangers, mais les intérêts financiers en jeu sont énormes et les règles de protection adoptées sont généralement contournées ou tout simplement ignorées, faute de moyens suffisants pour en assurer l'application. Bref, le régime commence seulement alors à découvrir la nécessité d'adopter un modèle de développement qui

permette, bien sûr et avant tout, d'améliorer le bien-être des gens aussi vite que possible, mais qui soit aussi « durable » ou « soutenable » dans le plus long terme d'un point de vue écologique, sous peine de se retourner contre les intérêts du pays et de sa population.

Photo 30 : Embouteillage matinal sur l'une des principales artères de Jakarta



Source : Asia Travel

- 23 En 1990, le recensement décennal a donné une population de 179,2 millions, près de 22 millions de plus qu'en 1980, soit un taux de croissance démographique en baisse tombant pour la première fois légèrement sous la barre des 2%¹⁰. Ce ralentissement est principalement dû au succès du programme de planning familial (KB). Un rééquilibrage, certes modeste mais significatif, se fait aussi sentir au niveau de la répartition de la population puisque Java, qui a franchi dans l'intervalle, avec 107,5 millions, le seuil symbolique des 100 millions d'habitants, ne concentre plus que 60% de cette dernière, contre 65% encore en 1961. La migration organisée ou spontanée de nombreux Javanais vers les îles extérieures explique en partie ce phénomène, ainsi que le différentiel de croissance démographique très marqué entre les deux, 1,65% pour l'île centrale contre 2,40% dans le reste de l'archipel. Malgré cela, la densité de population continue inexorablement à augmenter à Java, de plus en plus surpeuplée. Elle atteint désormais une moyenne de 813 habitants par kilomètre carré ! Autre dimension de répartition, l'urbanisation de l'archipel, même si elle se fait à un rythme assez lent par rapport à beaucoup d'autres pays comparables, continue à avancer, le pourcentage des gens vivant dans les villes étant passé de 22,4% en 1980 à 30,9% en 1990.
- 24 Au vu de la montée en force des tensions de type socio-religieux, il est pertinent d'analyser le recensement national de la population sous l'angle de l'appartenance confessionnelle des Indonésiens. Sur ce plan, 87,2% d'entre eux se déclarent musulmans, mais le pourcentage des chrétiens, catholiques et protestants additionnés, est nettement en hausse avec 9,6%, contre 7,5% en 1971 et 8,8% en 1980, alors que les hindouistes, pour l'essentiel concentrés sur l'île de Bali, et les bouddhistes restent

stable, avec respectivement 1,8% et tout juste 1%. Ces résultats signifient donc qu'un assez grand nombre de personnes se sont converties au christianisme, en tout premier lieu au sein de la communauté chinoise urbaine, majoritairement confucianiste ou taoïste à l'origine, mais aussi dans certaines villes et campagnes de Java Central, qui avaient été des bastions du PKI jusqu'en 1966. Il n'en faut pas plus pour raviver les inquiétudes de certains milieux islamiques qui sont convaincus qu'une stratégie de conversion au christianisme est à l'œuvre dans le pays. En réaction, on voit se développer un processus de prosélytisme islamique, connu sous le nom de *dakwah*, qui a pour objectif la réislamisation des musulmans nominaux, largement majoritaires à Java Central et présents dans beaucoup d'autres régions du pays. Ce processus religieux va s'étendre et prospérer grâce aux financements affluant d'Arabie saoudite et du Qatar, qui soutiennent la construction des mosquées et la formation de nombreux *imam(s)* propageant une idéologie salafiste.

La fuite en avant : aveuglement et vénalité croissantes du pouvoir

- 25 C'est dans ce contexte de progrès économiques réels et de tensions sociales croissantes qu'ont lieu les élections législatives de 1992¹¹. Le GOLKAR connaît une victoire devenue habituelle et obtient 68,1% des suffrages, un score qui est toutefois en baisse de plus de 5% par rapport à 1987. Cela profite aux deux autres formations en lice, le PPP enregistrant une hausse d'un point à 17% et le PDI faisant pour sa part un bond substantiel de quatre points à presque 15%. Ce dernier émerge d'ailleurs de plus en plus, sous la houlette de son nouveau secrétaire-général Soerjadi, comme le seul véritable parti d'opposition crédible face à Suharto, osant même soulever la question taboue d'une limitation du nombre des mandats présidentiels qu'il peut accomplir. Malgré cela, le parlement réélit le président à l'unanimité en 1993 pour la sixième fois consécutive ! Au pouvoir depuis plus d'un quart de siècle, le dictateur vieillissant, qui a alors 72 ans, semble donc plus que jamais être le maître du jeu. Conscient pourtant de la montée du mécontentement populaire et des aspirations de la population à plus de libertés, il s'emploie à tout faire pour éviter le moindre risque. L'armée quant à elle est inquiète devant les revendications de démocratisation et la perspective d'une fin de règne et d'une succession délicate à gérer, dans laquelle elle pourrait perdre sa préséance. Le climat critique inauguré par Benny Murdani perdure. Certains éléments de l'armée ont manifesté depuis quelques années des signes d'indépendance croissants, en faisant notamment part de leur réprobation outrée devant l'avidité de la progéniture présidentielle et en manifestant depuis peu leur forte désapprobation face à l'influence accrue de B.J. Habibie au sein du gouvernement. Jusqu'à ce jour, Suharto avait toujours choisi lui-même la personne figurant avec lui sur le ticket présidentiel, - le dernier vice-président en date ayant été Sudharmono, bureaucrate servile et mystique fort peu apprécié par les officiers d'active. Mais il a en effet été mis cette fois-ci devant le fait accompli par la « grande muette » qui lui impose la candidature du Général Try Sutrisno. Ce dernier, qui a été en son temps son adjudant personnel, avant de grimper dans les rangs jusqu'à celui de commandant en chef des forces armées, ne lui est guère hostile, mais Suharto le perçoit comme le candidat de la hiérarchie militaire à sa succession. La confiance du général devenu président envers beaucoup de ses pairs s'est fortement érodée. Il pare la manœuvre en nommant des officiers de tendance nettement plus islamique qu'il estime être entièrement loyaux aux postes de commandement suprêmes, notamment le général Faisal Tanjung à la tête de l'armée de

terre, un musulman dévot qui lui est dévoué. Il forme aussi un cabinet peuplé par de personnalités proches de B.J. Habibie, dans lequel Benny Murdani perd son poste de ministre de la défense.

- 26 La méfiance croissante de Suharto tourne à la paranoïa, signe d'une perte d'assurance progressive qui n'échappe pas au bon peuple. Cette méfiance l'amène également à intervenir sans ménagement dans la vie interne du GOLKAR : le vieil autocrate ne se contente pas de faire nommer son très impopulaire et servile ministre de l'information Harmoko comme secrétaire général¹², mais également sa fille ainée Tutut, comme vice-présidente, et son premier fils Bambang, comme trésorier ! C'est la preuve d'un certain aveuglement. À la corruption monstrueuse bien connue de la famille s'ajoute donc désormais un népotisme galopant qui ne fait même plus semblant de se cacher. On est véritablement en pleine dérive dynastique. Ces erreurs de jugement portent atteinte à sa réputation de stratège infaillible et son aura, son wahyu, la radiance céleste qui est censée être le signe de l'autorité dans la culture traditionnelle javanaise, commence à vaciller aux yeux de l'opinion publique. Voulant tuer dans l'œuf l'opposition croissante qu'il sent monter du côté du PDI, Suharto commet une bétise supplémentaire en s'immisçant aussi dans les affaires internes de cette formation politique et en faisant bloquer l'élection à sa présidence de Soerjadi puis de Megawati Sukarnoputri, la fille ainée de Sukarno. Ce faisant, bien que cette dernière n'ait a priori guère les compétences ni les moyens nécessaires pour constituer une menace bien sérieuse, il va en faire une victime. Aux yeux du peuple, cette femme devient alors le symbole de la répression accrue de l'Ordre nouveau envers toute forme de contestation du pouvoir. Elle est finalement élue en décembre 1993 à la tête du PDI pour émerger comme la principale figure de l'opposition au régime¹³.
- 27 Tout cela se passe sur fond de conflits sociaux accrus et de divisions inter-religieuses de plus en plus marquées. En 1992, des rixes violentes entre musulmans et chrétiens éclatent à Jakarta, plusieurs églises sont attaquées, l'armée est impliquée et son intervention fait plusieurs morts. On assiste par ailleurs depuis le début des années 90 à une montée de la contestation sociale au sein du monde du travail. La libéralisation de l'économie a certes permis, grâce aux investissements massifs qu'elle a attirés, de créer de nombreux emplois dans le secteur des mines ou des plantations et surtout dans l'industrie manufacturière exportatrice. Toutefois, les conditions de travail y sont très dures et la rémunération bien trop basse, malgré l'adoption d'un salaire minimum en 1991, pour permettre aux ouvriers de vivre décemment. De plus, bien qu'il soit difficile à mesurer, on estime que le chômage affecte toujours environ 10% de la population active et que le sous-emploi reste très élevé. En fait, les recensements et les enquêtes diverses montrent que c'est toujours le secteur informel qui assure la subsistance de près de la moitié de la population active indonésienne. Par ailleurs, en mai 1993, une très vilaine affaire vient ternir encore un peu plus l'image répressive du régime. À Surabaya, une jeune activiste syndicaliste nommée Marsinah est enlevée, violée, torturée et assassinée. On soupçonne des éléments de l'armée d'être impliqués. Cela soulève un tollé international, une enquête est organisée, un capitaine est inculpé et condamné, mais finalement libéré en appel. Pour calmer le jeu, le gouvernement augmente le salaire minimum journalier à 2 US\$, mais la mesure reste largement lettre morte. En avril 1994, une révolte des travailleurs accompagnée d'émeutes antichinoises éclate à Medan. Elle est matée par la force et Mochtar Pakpahan, leader du principal syndicat national le SBSI (Syarikat Buruh Seluruh Indonesia ou Syndicat des ouvriers de

toute l'Indonésie), est arrêté puis emprisonné. Son syndicat est interdit dans la foulée. Le général Faisal Tanjung menace de réprimer cette agitation par la force, en disant voir derrière elle la main de communistes clandestins, l'épouvantail habituellement agité par l'Ordre nouveau pour calmer la dissidence. Bref, la situation sociale se dégrade à plusieurs niveaux et la défiance envers Suharto augmente au sein de l'armée et de la classe politique. De plus, avec l'arrivée de Bill Clinton à la Maison-Blanche en janvier 1993, plus réceptif aux questions de droits humains que son prédécesseur, Georges Bush père, la pression sur Jakarta s'accroît. Le Congrès américain exige bientôt que la vente d'armes à l'Indonésie soit subordonnée au respect des droits de l'Homme, notamment à Timor Est où la répression sévit de plus belle.

- 28 C'est aussi à cette époque que la stratégie de libéralisation de l'économie adoptée depuis 1986 commence à montrer ses limites. Certes elle a permis de relancer une croissance qui reste élevée, tournant entre 6 et 8% par année entre 1993 et 1996, mais des nuages d'une autre nature s'accumulent sur l'archipel. La dette extérieure publique continue à augmenter, atteignant les 84 milliards de US\$ en 1992, soit 67,5% du PIB, et son service passe au-dessus de la barre des 30%. Mais encore pire, une dette privée monumentale s'est accumulée au fil des ans du fait que les entreprises ont emprunté à tour de bras sur le marché international pour contourner les taux d'intérêts élevés pratiqués sur le marché financier domestique. Certains estiment la dette totale du pays à plus de 100 milliards de US\$! Cette bulle menace d'éclater au moindre signe de fléchissement de l'économie. Or, les investissements étrangers directs s'effondrent de 33 à moins de 7 milliards de US\$ de 1990 à 1993. En effet, ces financements sont d'une part découragés par une corruption ambiante toujours plus insatiable et d'autre part attirés par la concurrence de la Chine et du Vietnam. Face à cela, sous la pression du FMI, de la Banque mondiale et des bailleurs de fonds internationaux, le gouvernement choisit d'adopter un nouveau train de mesures de libéralisation et de dérégulation, notamment dans le secteur financier jusque-là épargné. Cette décision va s'avérer fatale quand la crise financière asiatique frappera le pays en 1997. Les investissements repartent à la hausse dès 1994, mais l'inflation reste élevée et la rupiah continue à perdre de sa valeur. En fait, libéraliser le commerce et les investissements avait été largement bénéfique pour la croissance, même si cela avait eu des effets négatifs importants sur le plan social et environnemental. Mais étendre la stratégie à un système bancaire opaque et corrompu, où les règles prudentielles sont quasi inexistantes, était particulièrement imprudent. Des banques de toutes les dénominations les plus extravagantes vont bientôt pousser comme des champignons à tous les carrefours de la capitale et des principales villes du pays. Cette frénésie bancaire constituait un signe inquiétant aux yeux de tout observateur averti de la scène locale !
- 29 L'Indonésie va alors basculer dans les années « bling-bling » de l'argent facile qui coule à flot : on investit et on consomme sans compter, le secteur de l'immobilier flambe à Jakarta, où des promoteurs avides et douteux construisent de prétentieux gratte-ciels pour loger des bureaux commerciaux, de coûteux condominium d'appartements privés, des hôtels de luxe et des centres commerciaux opulents, où toutes les grandes marques de l'industrie internationale du luxe alignent des boutiques rutilantes qui restent vides. La situation est comparable à celle de toutes les autres capitales régionales, où l'on assiste à la même triste « mall-isation » de l'Asie. Dans ces vastes « shopping malls », aussi clinquants que déprimants, des foules curieuses font du lèche-vitrine devant des produits luxueux hors de prix pour le commun des mortels mais n'achètent

pratiquement rien¹⁴. Au fil des ans, la classe moyenne, celle dont les membres ont un revenu moyen de plus de 10 US\$ par jour, s'est pourtant renforcée et représente probablement près de 20% de la population, soit plus de 30 millions de consommateurs. Mais seule la toute petite frange des 1% les plus riches, qui roulent en Mercedes et en Maserati, peut se permettre d'acheter des montres Rolex, des sacs Louis Vuitton ou des costumes Armani. Même si elles sont difficiles à mesurer, les inégalités sociales sautent à la figure : la richesse la plus arrogante côtoie souvent dans un même quartier la plus abjecte des pauvretés. Tout cela revêt un côté indécent qui suscite le malaise. On se dit que cela ne va pas pouvoir durer longtemps et que, tôt ou tard, l'eau qui bout dans la marmite sociale trop pleine va finir par déborder. Et pourtant, la situation perdure, le mauvais exemple continuant à venir d'en haut, les enfants et les « cronies » du président étant plus avides que jamais. L'oligarchie continue à s'empiffrer et demeure totalement aveugle. De son côté, B.J. Habibie perpétue ses frasques et dépense sans compter pour développer les industries stratégiques du pays. Ces usines, à l'instar de toutes les entreprises d'État représentant toujours près de 30% du PIB national, sont notoirement inefficaces et peu performantes. Il se porte ainsi acquéreur en 1992, pour la modique somme de 482 millions de US\$, d'une quarantaine de navires de guerre de l'ex-RDA qui vont bientôt rouiller dans les ports de l'archipel !

- 30 L'indécence, l'arrogance et l'extravagance des puissants soulèvent de plus en plus la colère et l'indignation du petit peuple, qui pratique un humour féroce à leur égard. La presse est aussi de plus en plus ouvertement critique à travers ses articles et ses dessins humoristiques. Des titres sont censurés et même interdits de parution, comme en 1994, d'abord le magazine Editor et le journal satirique Detik, puis bientôt même Tempo, l'hebdomadaire le plus prestigieux et respecté du pays, fondé trente ans plus tôt par le grand intellectuel et écrivain Goenawan Mohamad¹⁵. Ce dernier conteste d'ailleurs cette décision auprès des tribunaux et, signe annonciateur des changements qui vont bientôt faire tomber le régime, aura finalement gain de cause au bout de quelques mois.
- 31 C'est aussi en 1994 que, souhaitant étouffer toute forme d'opposition, le gouvernement commence à interférer dans la vie interne du NU en essayant de marginaliser son leader Gus Dur. Le vieux sage, qui survit à la manœuvre, se montre en effet de plus en plus critique à propos des activités de l'ICMI, créé par B.J. Habibie, dont il a dit ouvertement, dès 1992, qu'elles risquaient de faciliter l'avènement d'un État islamique. Assurer un contrôle sur l'islam devient d'ailleurs le principal enjeu politique du temps. L'œuvre de réislamisation en cours a avancé à grand train et, en quelques années, le nombre de mosquées a doublé dans le pays. Elle a été particulièrement couronnée de succès auprès de la classe moyenne urbaine des villes, qui arbore largement les attributs d'une mode vestimentaire islamique fort populaire, ayant désormais ses propres rayons dans tous les grands magasins du pays. Il est dorénavant de bon ton de faire étalage de sa dévotion, voire d'une certaine bigoterie, assortie d'une intolérance à l'égard des autres religions. Il faut dire que la religiosité fait également florès chez les chrétiens, les hindouistes et les bouddhistes. La religion apparaît en fait comme la valeur refuge vers laquelle se retourne un peuple qui étouffe sous la chape de plomb imposée depuis bientôt trente ans par l'Ordre nouveau. L'armée est elle-même affectée par ce que certains ont appelé un syndrome de « verdissement » (couleur de l'islam). En février 1995, le général Hartono, réputé être un musulman rigoureux, devient chef d'état-major des forces armées à la place de son collègue Wismoyo, qui a probablement perdu la confiance de son beau-frère le président. Par ailleurs, c'est le général Faisal Tanjung, qui commande l'armée de terre. Cette promotion d'officiers supérieurs

proches des milieux islamiques est pour Suharto un moyen de convaincre la population que l'armée est de son côté, contrairement à ceux qui prônent une ouverture démocratique et l'adoption de valeurs occidentales, contraires à la tradition indonésienne. Cette promotion de hauts gradés musulmans correspond à une nouvelle offensive envers les *cukong(s)* sino-indonésiens, en majorité chrétiens, accusés de pratiquer un capitalisme avide et peu soucieux de partager avec les plus pauvres. Le gouvernement force d'ailleurs ces *cukong(s)* à participer à un programme dans lequel les entreprises dégagant des bénéfices supérieurs à 45 000 US\$ par année sont obligées de contribuer, par une taxe de 2%, au financement d'une fondation pour les nécessiteux présidée par Suharto. Cela dénote l'inquiétude croissante de ce dernier devant les inégalités de revenus, mais ce type de palliatif populiste relève plutôt du « trop peu, trop tard » que d'une véritable stratégie de changement de cap.

- 32 En fait, la relation entre la politique et la religion devient très confuse et ambiguë dans cette période trouble qui sent la fin de règne. D'une part, l'aile la plus conservatrice de l'islam se présente comme opposée à toute ouverture démocratique et est hostile aux abus du capitalisme financier, au nom de la défense des valeurs traditionnelles et de la nécessaire justice sociale envers les plus pauvres. Mais le NU de Gus Dur, représentant l'islam traditionnel javanais, syncrétique et tolérant, est favorable à une certaine démocratisation du pays et au libéralisme économique. D'autre part, l'ICMI, qui représente la tendance moderniste de l'islam et domine désormais la bureaucratie et la vie intellectuelle du pays, sous le patronage de B.J. Habibie et avec le blanc-seing de Suharto, défend aussi le même type de valeurs et prétend lutter contre la corruption et le respect du pluralisme ! Elle est soutenue par la Muhammadiyah, l'autre grande organisation islamique nationale, dirigée par Amien Rais, un universitaire javanais intelligent et ambitieux, qui émerge alors comme un acteur majeur sur la scène politique. En même temps, la nomination en 1995 du lieutenant-général Prabowo Subianto, dur parmi les durs, à la tête des KOPASSUS, les commandos de choc de l'armée, sème le trouble, car il est justement réputé être proche de l'ICMI, lui aussi. Il devient difficile de s'y retrouver et de dire qui défend quoi et s'oppose à qui dans le pays.

Fin de partie : la crise financière asiatique et la chute de Suharto

- 33 Mais loin de ce théâtre d'ombres javanais et des débats sibyllins d'une élite largement confinée aux grandes villes, face à la confusion des genres et tablant sur les tensions inter-religieuses qui se sont exacerbées dans le pays, la tendance la plus radicale et intégriste de l'Islam, proche du salafisme, avance ses pions en sous-main. L'engrenage de la violence s'enclenche alors. En octobre 1995, des émeutes éclatent à Timor Est, où la population locale chrétienne, excédée par les pratiques des migrants venus de Sulawesi et Java, en majorité musulmans, s'attaque violemment à leurs intérêts. Réagissant sans grand discernement, Amien Rais envenime alors les relations, en appelant à la défense de ses coreligionnaires. Probablement en représailles, le feu est bouté en octobre 1996 à des églises catholiques à Situbondo, dans la province de Java Est, où il entraîne la mort de huit personnes, ainsi qu'à Tasikmalaya, dans celle de Java Ouest, où il fait quatre autres victimes. Puis en octobre 1997, une violence épouvantable se déchaîne à Kalimantan Ouest et Central. Les populations Dayak, en majorité christianisées, lasses de toutes les exactions subies depuis des lustres, prennent le sentier de la guerre et s'attaquent aux migrants madurais musulmans, en ayant recours

à des pratiques d'un autre âge, incluant la décapitation et certaines formes de cannibalisme ritualisé¹⁶. La situation semble vraiment échapper de plus en plus au pouvoir central.

- 34 Rétrospectivement, on peut dire que « le début de la fin » de l'Ordre nouveau a commencé à partir de 1996. L'approche des élections générales de 1997 rend la question de la succession de Suharto plus urgente que jamais. Après trente ans au pouvoir, il semble avoir perdu la main et ne plus avoir la lucidité requise pour procéder aux réformes nécessaires qui pourraient éviter au pays de s'enfoncer dans l'impasse vers laquelle il se dirige. La majorité des Indonésiens souhaitent son départ, car il est maintenant devenu le principal obstacle à toute solution du problème et non plus, comme auparavant, l'élément central de sa résolution. Toutefois, personne ne voit émerger un candidat à la succession qui s'imposerait à tous et beaucoup craignent qu'il ne parte pas de son plein gré, ni nécessairement pacifiquement. Chacun est bien conscient qu'il risque de s'accrocher au pouvoir, non seulement en raison de son immense orgueil et de son aveuglement devant l'urgence de la situation - mal entouré qu'il est par des conseillers proches serviles et corrompus - mais aussi, pour protéger sa famille. Or, ses enfants continuent à s'enrichir sans vergogne. Le pire et le plus arrogant d'entre eux, Tommy, le cadet des fils, gâté-pourri par ses parents, aggrave même son cas en engloutissant à cette époque des sommes considérables de l'argent public dans le scandaleux projet de construction d'une voiture nationale indonésienne élégamment baptisée...Timor! C'est ce genre d'excès, dans ce que les Indonésiens appellent KKN (Korupsi-Kolusi-Nepotisme), qui amène de nombreux officiers supérieurs de l'armée à lâcher Suharto et à souhaiter ouvertement son départ.
- 35 Ainsi, la dissidence se renforce face à Suharto, mais reste divisée sur les scénarios possibles de succession. L'armée serait bien placée du fait que le général Tri Sutrisno occupe le poste de vice-président, mais il est considéré par nombre de ses pairs comme étant un peu limité et trop mou. La figure morale de Gus Dur constitue bien sûr une alternative crédible pour les membres du NU, et rallie même les suffrages bien au-delà de ce large cercle, mais il est atteint dans sa santé et sur le point de perdre la vue. Le PDI de Megawati émerge comme la principale force d'opposition du côté des nationalistes laïques, mais elle ne paraît pas avoir, pour beaucoup, l'envergure voulue pour prétendre occuper la fonction suprême. Certains analystes évoquent même alors le nom de personnalités respectées de la société civile comme Mochtar Pakpahan, le leader syndical, Goenawan Mohamad, le courageux écrivain et journaliste, Amien Rais, le leader de la Muhammadiyah ou Nurcholis Masjid, le grand intellectuel islamique réformiste. Ces deux derniers semblent d'autant plus crédibles qu'ils sont membres de l'ICMI. Or cette organisation recueille un soutien croissant auprès d'une bonne partie des musulmans modernistes éduqués et apparaît de plus en plus comme devant jouer un rôle clef pour faciliter les évolutions nécessaires. Mais tout cela reste très confus et c'est un peu la quadrature du cercle. C'est dans cette conjoncture tendue que meurt en avril 1996 Ibu Tien, l'épouse de Suharto, compagne de toute une vie, mais aussi conseillère avisée et pilier de sa famille avide. Des rumeurs courent d'ailleurs en ville sur le fait qu'elle aurait succombé à une rixe armée et un échange de coup de feu entre ses deux fils Bambang et Tommy. Toujours est-il que l'opinion publique interprète sa mort comme annonciatrice de la fin du règne de son autocrate de mari.
- 36 Mais Suharto ne fléchit pas et estime qu'il peut continuer à maîtriser la situation et se maintenir au pouvoir. Afin d'empêcher Megawati de devenir une plus grande menace

lors des élections qui se rapprochent, il déclenche une manœuvre visant à déstabiliser le PDI. En juin 1996, l'armée intervient dans les affaires internes de ce dernier lors de son Congrès pour faire en sorte de détrôner Mega et remettre en selle son prédécesseur Soerjadi, jugé plus docile. Devant l'échec de l'opération, qui renforce l'image de la fille de Sukarno comme principale figure d'opposition, des émeutiers recrutés parmi la pègre et rémunérés par les militaires investissent le siège du PDI le 27 juillet. L'intervention, d'une extrême violence, fait officiellement cinq morts, mais se solde par la « disparition » de 74 personnes, dont plus personne n'aura de nouvelles. On accusera d'ailleurs plus tard le général Soesilo Bambang Yudhoyono, alors commandant de la région militaire de Jakarta de l'avoir supervisée. Cet officier supérieur est encore au début de sa carrière mais est promis à un avenir radieux, comme on le verra plus loin. Toujours sur le registre de la répression, la petite formation du PRD (Partai Rakjat Demokratik ou Parti démocratique du peuple), nouvellement créée, est purement et simplement interdite d'activités pour ses supposées sympathies communistes. Ses leaders sont arrêtés de même que le syndicaliste Muktar Pakpahan qui les accompagne.

- 37 Tout cela n'améliore pas l'image de l'Indonésie sur la scène internationale où elle fait face à des critiques croissantes en raison de sa politique. Plus embarrassant, les États-Unis de Bill Clinton exercent une pression accrue sur Jakarta pour ses manquements aux droits humains et ses pratiques protectionnistes, récemment et lamentablement illustrées dans l'aventure de la voiture Timor du fils Suharto. D'ailleurs, la situation reste très tendue à Timor Est et soulève de plus en plus d'indignation. Au grand dam de l'Indonésie et à son humiliation suprême, le conflit de Timor est remis sous les feux de l'actualité. Le Prix Nobel de la Paix 1996 est en effet conjointement attribué à José Ramos Horta, l'infatigable représentant de Timor Oriental auprès des Nations unies, et Mgr Carlos Ximenes Belo, administrateur apostolique et évêque de Dili. En juillet 1996, Nelson Mandela, président de l'Afrique du Sud en visite officielle en Indonésie, lui-même récipiendaire du Prix Nobel de la Paix trois ans plus tôt, obtient, après avoir beaucoup insisté, de rencontrer le leader du FRETILIN, Xanana Gusmão, dans sa prison à Jakarta, ce qui constitue une vexation supplémentaire pour Suharto et ses généraux.
- 38 Parallèlement, la situation économique se dégrade subitement. La croissance qui était encore de 7,8% en 1996 commence à fléchir et finalement tombe sous la barre des 5% en 1997. Les vulnérabilités connues de l'économie indonésienne prennent soudain une importance plus grande, alors que plusieurs pays voisins sont également confrontés à des difficultés accrues. Le problème de l'endettement devient explosif, certains analystes estimant que la seule dette à court terme de l'Indonésie s'élèverait aux alentours de 30 à 40 milliards de dollars en 1997. Cela résulte de la privatisation du secteur bancaire et de la frénésie d'emprunts et d'investissements aventureux qui s'en est suivi depuis lors, dans une ambiance de casino. Par ailleurs, un malheur ne venant jamais seul, l'archipel est affecté en 1997 par de très mauvaises conditions climatiques liées à un phénomène El Niño particulièrement virulent, qui entraîne une perte de 10% de la récolte rizicole et déclenche une nouvelle fois des feux de forêts gigantesques ravageant Sumatra et Kalimantan. Tous les voyants semblent un peu passer au rouge en même temps.
- 39 C'est dans cette ambiance délétère de fin de règne qu'une campagne politique parmi les plus violentes a lieu, faisant plus de 250 morts, et que sont organisées les élections générales en mai 1997. Un incendie d'origine criminelle ravage même un centre commercial de Banjarmasin, à Kalimantan Sud, dans lequel 130 personnes perdent la

vie. À Timor Est, sentant le moment opportun, la guérilla du FRETILIN reprend de la vigueur et mène des actions offensives qui font 18 victimes dans les rangs de l'armée indonésienne. La surprise politique majeure du moment vient toutefois de Gus Dur. Ce défenseur d'un islam ouvert et progressiste a en effet décidé de se rapprocher du GOLKAR et fait campagne avec Tutut Suharto, la fille aînée du président. C'est là un attelage contre nature quelque peu surréaliste, constitué pour mobiliser les voix de l'immense NU en faveur de Suharto. Le vieil imam quasiment aveugle ne s'est jamais clairement expliqué par la suite sur cette stratégie déroutante. Mais la raison en est sûrement à chercher dans sa crainte de voir le PDI s'effondrer suite aux manœuvres du pouvoir pour diviser ses rangs et le PPP, dominé par la tendance rivale de l'islam moderniste plus intégriste et moins tolérant qu'il redoute, émerger comme la principale force d'opposition du pays. Les résultats du scrutin lui donnent en partie raison puisque le PDI perd presque 12% par rapport aux précédentes élections de 1992 pour tomber à un minable 3% des voix, alors que le PPP gagne 5,5% et atteint un score record de 22,5%. Toutefois, paradoxe suprême, compte tenu du fait que le l'Ordre nouveau est en crise profonde, le GOLKAR en ressort grand gagnant avec 74,5% des suffrages, 6,4% de mieux que la fois précédente, le meilleur score qu'il ait jamais obtenu¹⁷ !

- 40 Quand on sait ce qu'il est advenu dans les quelques mois qui ont suivi cet apparent triomphe de la stratégie de Suharto, poussé à une humiliante démission exactement un an plus tard, on se convainc du fait que ni la politique ni l'économie ne sont décidément des sciences exactes ! Jamais dans l'histoire du développement, la situation générale d'un pays ne s'est détériorée aussi vite que celle de l'Indonésie. Malgré les difficultés économiques, le mécontentement social et les tensions politiques croissantes, personne n'imaginait au printemps 1997 que le pays était sur le point de basculer dans un véritable chaos. Ce qui allait devenir la crise financière asiatique (CFA) éclate effectivement début juillet 1997 en Thaïlande, où elle couvait depuis un certain temps. Les grandes institutions internationales publiques de financement et la vaste majorité des investisseurs privés, rassurés par les analyses optimistes du Wall Street Journal ou du Financial Times, leurs sources d'inspiration favorites, considèrent alors que l'Indonésie est le pays le moins exposé et fragile de la région. Outre son énorme potentiel de richesses naturelles et humaines, son économie est a priori l'une de celles dont les sacro-saints « fondamentaux économiques », chers au FMI et à la Banque mondiale, sont les plus sains. Le budget est toujours équilibré, comme la loi l'impose, la balance commerciale dégage un large excédent annuel, les réserves de change sont confortables et l'inflation reste contenue sous la barre des 10%. En outre, la croissance oscille entre 6 et 8% depuis dix ans, le PIB par habitant vient de franchir le seuil symbolique des 1 000 US\$ en 1995 et la pauvreté est tombée sous celui des 15% cette même année. Certes, le pays présente aussi quelques vulnérabilités communes avec ses voisins d'Asie orientale. Comme eux, il enregistre un déficit structurel chronique et dangereux de sa balance des comptes courants, sa dette extérieure n'a cessé d'augmenter, son secteur bancaire est très fragile et sa monnaie, largement surévaluée, est d'une faiblesse préoccupante. Mais, bizarrement, cela n'entame pas la « confiance des marchés », selon la formule incantatoire et creuse consacrée ! Et pourtant, dès la mi-août, l'épidémie de la CFA, partie de Thaïlande et ayant déjà contaminé successivement la Malaisie et bientôt la Corée du Sud, gagne l'Indonésie et l'affecte rapidement de manière beaucoup plus profonde et durable que tous ses voisins¹⁸.

- 41 Comme dans d'autres crises financières comparables, c'est l'esprit et le comportement moutonnier des marchés qui explique en grande partie le désastre. Dès le mois d'août 1997, la confiance s'érode et la rupiah commence à dévisser, sa valeur par rapport au dollar tombant de 2 500 à 4 000 Rp entre la mi-juillet et la fin-octobre. Devant cela, le gouvernement n'a guère d'autre choix que de décider de la laisser flotter et elle continue donc à s'affaiblir. C'est un problème majeur pour le pays, le gouvernement, les banques et les entreprises, car la dette extérieure, qui dépasse désormais les 140 milliards de US\$, pour plus de moitié privée, exclusivement libellée en dollars ou en yens et majoritairement à court terme, se renchérit bien sûr proportionnellement. De nombreuses banques et entreprises commencent à ne plus pouvoir rembourser et à faire faillite. Le gouvernement adopte alors, dès le mois de septembre, un premier train de mesures pour tenter d'enrayer la dégringolade et annule un certain nombre de projets majeurs. Cela ne suffit toutefois pas. La descente aux enfers s'accélère et l'oblige début octobre à appeler le FMI au secours. Pendant que les négociations se déroulent, la bourse de Jakarta s'effondre le 8 octobre, lors d'un « mardi noir » indonésien, semant la panique sur les marchés. Le premier paquet d'aide de 38 milliards de dollars signé avec le FMI le 31 octobre, ne rétablit pas la confiance et la crise s'approfondit avec une rupiah qui continue à chuter. Le lendemain, seize banques se retrouvent en cessation de paiements et sont contraintes de fermer. Deux jours plus tard, le gouvernement annonce un nouveau plan de réformes. L'année 1997 se solde par une croissance de seulement 4,7% et les perspectives pour 1998 sont encore beaucoup plus sombres. Les inquiétudes sur la santé défaillante de Suharto, qui fait un incident cardiaque mineur peu avant Noël, ne font par ailleurs rien pour rétablir la confiance.
- 42 Mais à ce stade, c'est plutôt l'aveuglement politique du président et celui de son gouvernement qui précipite l'Indonésie dans les abîmes en janvier 1998, le « mensis horribilis » du pays sur le plan économique¹⁹. Un budget totalement irréaliste est en effet annoncé au début du mois. Il se base sur un taux de change de la rupiah à 4 000 pour un dollar, alors qu'il est déjà deux fois plus bas, et une inflation de 9%, bien qu'elle caracole au double. Ce budget table par ailleurs sur une croissance annuelle de 4%, au moment où le pays se rapproche dangereusement de la récession ! Le FMI s'y montre tout de suite opposé, les marchés s'affolent et la devise nationale tombe le 10 janvier sous le seuil psychologique des 10 000 rupiah. Devant l'urgence de la situation, le gouvernement signe un deuxième accord de renflouement dans la douleur le 15 janvier avec le FMI. Une photo fait alors le tour du monde. On y voit le directeur du FMI, Michel Camdessus, littéralement penché au-dessus de Suharto pour surveiller sa signature. Cette image est particulièrement dévastatrice pour le vieux dictateur âgé de 76 ans, tant sur le plan international qu'auprès de l'opinion publique indonésienne qui l'interprète comme la preuve que le pouvoir lui échappe.
- 43 Pourtant, il ne semble pas avoir conscience de la situation, puisqu'il annonce le 20 qu'il est bel et bien candidat en mars à la présidence pour un septième mandat et que son vice-président choisi est...B.J. Habibie ! Que le prodigue et fantasque ministre de la technologie se retrouve dans la position d'accéder à la présidence en cas de vacance du pouvoir constitue le coup de grâce pour les marchés financiers. La rupiah touche donc le fond le 22 janvier à plus de 17 000 Rp pour le dollar. Alors que le feu est dans la maison, le MPR réélit impassiblement Suharto à la présidence le 10 mars, en avalisant aussi son choix de colistier. Le 14 mars est annoncée la formation d'un nouveau gouvernement qui confirme à la fois la grande arrogance et la perte de lucidité de

Suharto, avec sa richissime fille Tutut... aux affaires sociales et son copain de golf Bob Hassan... nommé ministre des forêts ! Ce dernier n'est pourtant autre que le milliardaire largement responsable de la déforestation et des feux qui la ravagent ! Ne perdant toutefois pas sa prudence ni sa méfiance, le président a placé des hommes dont il pense qu'ils lui resteront totalement fidèles aux postes clefs de l'armée : le général Wiranto, l'un de ses anciens adjudants, à la tête de l'ABRI en février et Prabowo, qui est toujours son gendre (pour encore peu de temps), à la tête du KOSTRAD (la réserve stratégique qu'il dirigeait lui-même en 1965, quand il a pris la tête des opérations, au lendemain du G30S).

- 44 C'est alors que la CFA, à l'origine une crise financière et monétaire relativement banale et comparable à toutes celles qui l'ont précédées, mais qui a déjà pris l'envergure d'une crise économique très profonde, va plonger le pays dans une crise sociale dramatique et déboucher sur une crise politique systémique amenant la fin de l'Ordre nouveau. Avec leur sens de la dérision et des formules choc qu'ils affectionnent, les Indonésiens diront que la KRISMON (KRISis MONeter) est devenue une KRISTAL (KRISis toTAL), sans qu'il soit nécessaire d'en faire la traduction ! Au niveau économique, malgré les mesures adoptées et le soutien du FMI, la situation continue à aller de pis en mal. La croissance décline irrémédiablement et tend vers la récession. Les prix des denrées de base enregistrent une forte hausse généralisée, alimentant une inflation qui prend elle aussi l'ascenseur. En parallèle, des centaines et milliers de grandes et plus petites entreprises, incapables de rembourser leur dette, font faillite et licencient leur personnel. Ces gens limogés se retrouvent au chômage et privés de toute assistance sociale. Sur le plan social justement, l'impact de cette débâcle est colossal, affectant des centaines de milliers de gens et vraisemblablement même plusieurs millions. Cela contribue à replonger une multitude d'Indonésiens dans la pauvreté dont ils étaient tout juste sortis. Beaucoup n'ont pas d'autre choix que de retourner dans leur village, où ils savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité familiale et la capacité du secteur agricole et rural à absorber la main d'œuvre. D'autres restent en ville, où la mendicité à tous les carrefours fait un retour en force. En mars et avril, de très nombreuses manifestations sont organisées dans plusieurs régions pour protester contre la flambée du prix du riz et d'autres denrées alimentaires et biens de première nécessité. D'un point de vue politique, le pouvoir semble aux abois et la signature fin avril 1998 d'un troisième accord avec le FMI n'a guère d'effet sur l'engrenage fatal amorcé.
- 45 Au mois de mai, les événements s'accroissent et mènent à l'épilogue de cette tragédie. La protestation étudiante prend de l'ampleur pour demander des réformes et un changement politique, d'abord sur les campus et bientôt dans les rues de Jakarta et des autres grandes villes du pays. Beaucoup n'hésitent plus à demander le départ de Suharto, dont la seule légitimité, celle d'avoir assuré le développement économique et social du pays, s'est envolée. Malgré cela, autiste jusqu'au bout, il ne trouve pas mieux que de partir le 7 mai pour faire un nouveau pèlerinage à la Mecque et une visite officielle en Égypte ! Pendant son absence, la situation se dégrade et tourne au drame. En effet, le 12 mai, l'armée réprime dans le sang une manifestation étudiante qui a lieu à Jakarta devant l'université privée Trisakti, largement fréquentée par les enfants de la classe d'affaire sino-indonésienne, y faisant quatre morts et de nombreux blessés. C'est un point tournant qui déclenche des émeutes urbaines massives dans la capitale, les pires enregistrées dans l'histoire du pays, mais aussi ailleurs, comme à Surakarta. Les grands centres commerciaux et des milliers de magasins sont pillés et brûlés, les banques et les sièges des grandes entreprises aux mains des cukong(s) subissent le

même sort. Il s'agit notamment de la Bank Central Asia possédée par le plus riche des entrepreneurs sino-indonésiens Liem Sioe Liong. Les résidences luxueuses des gens les plus riches dans certains beaux quartiers ne sont pas épargnées. La répression est féroce. Des éléments de l'armée ayant tombé l'uniforme, se livrent, du 13 au 15 mai, à des exactions d'une violence inouïe, principalement envers les membres de la communauté sino-indonésienne. Derrière ces agressions, beaucoup voient la main de Prabowo, appuyé, contre prébende, par des membres de la pègre. Le quartier chinois de Jakarta, Kota, est notamment mis à sac, des centaines de femmes sont violées et un nombre difficilement calculable de personnes sont tuées, près d'un millier selon certaines sources. C'est le chaos. Ceux qui le peuvent quittent le pays en emportant leur argent. De leur côté, les ambassades évacuent leur personnel et les résidents étrangers se ruent en masse vers l'aéroport Sukarno-Hatta pour tenter d'embarquer sur des avions bondés afin de trouver refuge à Singapour ou de rentrer directement chez eux.

Photo 31 : Manifestations à Jakarta en mai 1998 devant l'Université Trisakti



SOURCE : Wikipedia

- 46 Revenu en urgence du Moyen Orient le 15 mai, Suharto retrouve une capitale à feu et à sang, en proie à une véritable insurrection menée par des foules qui exigent sa démission. Il n'arrive pas à reprendre la situation en main. En fait, il commence à être lâché par des membres influents constituant la base de son pouvoir, au sein de l'ABRI ou du GOLKAR. Lors d'une session de crise, des membres du MPR évoquent même sa succession pour sortir de l'impasse. Pour forcer la main des élus, les étudiants occupent le siège du parlement et refusent de l'évacuer jusqu'à ce qu'ils aient eu gain de cause. Comme en 1965-66 lors de la chute de Sukarno, même si les conditions sont différentes à maints aspects, les étudiants se retournent contre le pouvoir. Ces jeunes qui ont eu accès à l'éducation grâce aux efforts de l'Ordre nouveau en la matière, et appartiennent pour la plupart à la classe moyenne, jouent un rôle majeur dans la contestation organisée contre Suharto. Certains leaders de l'opposition comme Amien Rais estiment alors que son départ est indispensable pour résoudre la crise. Le 18 mai, Harmoko,

président du MPR, pourtant fidèle parmi les fidèles, en fait de même en demandant à Suharto de démissionner « dans l'intérêt national ». Le lendemain, ce dernier réunit neuf des principaux leaders musulmans du pays, dont Gus Dur et Nurcholis Masjid, pour recueillir leur avis et le 20, il annonce des réformes politiques et son projet de se retirer après de nouvelles élections anticipées. Acculé, le président, tente encore de mettre en place un remaniement ministériel. Mais il échoue quand, le 14 mai, plusieurs des ministres pressentis refusent d'en faire partie. Tirailé entre Prabowo, qui semble-t-il le presse d'avoir recours à la force, et Wiranto, qui l'adjure d'y renoncer, il décide finalement de quitter le pouvoir. Le 21 mai 1998, Suharto annonce sa démission dans une courte allocution télévisée, sans grand panache et assez pathétique pour un homme qui a occupé un pouvoir sans partage depuis plus de trente-deux ans.

Photo 32 : Suharto annonce sa démission le 21 mai 1998 en faveur de B.J. Habibie



SOURCE : Wikiwand.com

- 47 L'Ordre nouveau a vécu. Le même jour, comme l'exige la constitution du pays en une telle circonstance, le MPR nomme le vice-président B.J. Habibie à sa place, pour terminer a priori le mandat de son mentor. Le général Wiranto s'empresse de lui apporter le soutien de l'armée, en annonçant qu'il se porte également garant de la sécurité de Suharto, de sa famille et de leurs intérêts. Il démet aussi dans la foulée Prabowo de ses fonctions. Ce dernier est le grand perdant du combat pour le pouvoir ayant marqué cette séquence de théâtre d'ombres typiquement javanaise. Rendu responsable des massacres de la semaine précédente et soupçonné, en plus, d'avoir tenté un coup de force semblable à celui de son beau-père en 1965, l'orgueilleux officier quitte le pays pour se faire oublier en Jordanie auprès de son ami le roi Abdallah. Il reviendra après quelques années et continuera, pour le meilleur et surtout pour le pire, à jouer un rôle de premier plan sur la scène politique nationale. Quant à B.J. Habibie, il n'est président de la République indonésienne que pour une très courte durée - tout juste 15 mois. Mais alors que tout le monde redoutait qu'il crée des catastrophes s'il arrivait au pouvoir, il va s'avérer être le père des principales réformes politiques du

pays en ouvrant une nouvelle période mouvementée de son histoire, nommée *Reformasi*.

Photo 33 : *Celeng* (« Le sanglier »), l'un des tableaux les plus célèbres du grand peintre Joko Pekik symbolisant la liesse populaire après la chute de Suharto



SOURCE : photo prise par l'auteur d'une reproduction de ce tableau achetée chez l'artiste.

NOTES

1. Rappelons que ce terme de *cronies*, faisant référence aux partisans et courtisans (aussi appelés par certains auteurs critiques les « copains et les coquins ») qui entourent souvent le pouvoir et en tirent avantage, a été forgé lors de la présidence de Ferdinand Marcos et de sa femme Imelda aux Philippines, de 1965 à 1986, caractérisée par une corruption légendaire. La proximité entre la situation de l'Indonésie de Suharto et les Philippines de Marcos transparaît dans un des jeux de mots les plus brillants inventé par les opposants indonésiens pour stigmatiser l'Ordre nouveau. Ils ont en effet transformé l'acronyme à double signification de *SUPERSEMAR* (recouvrant, comme on l'a vu à la fin du chapitre 3, le Décret présidentiel du 11 mars 1966 transmettant le pouvoir de Sukarno à Suharto, mais faisant aussi référence à Semar, le clown populaire aux pouvoirs redoutés du *wayang kulit*, le théâtre d'ombres javanais), en *SUharto PERcis SEperti MARcos*, c'est à dire « Suharto est exactement comme Marcos » !

2. Winter (2011).

3. Afin de saisir certaines des causes du singularisme et de l'irrédentisme de Aceh, il est indispensable de lire le livre du célèbre anthropologue américain James Siegel, *The Rope of God*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1969 et, pour mieux comprendre les tenants et aboutissants du conflit durable entretenu avec le pouvoir central indonésien, on consultera avec profit l'ouvrage dirigé par l'un des meilleurs historiens de l'Asie du Sud-Est et de l'Indonésie, Anthony Reid (Ed), *Verandah of Violence, The Background of the Aceh Problem* (2006).

4. Richard Robison and Vedi R. Hadiz (2004: 69-144)

5. Voir Graphique 1 en annexe. Une grande partie des données et analyses économiques fournies dans cette partie proviennent du chapitre que j'ai consacré à l'Indonésie dans l'ouvrage publié par Gilbert Etienne, Jean-Luc Maurer et Christine Renaudin, *Suisse-Asie : pour un nouveau partenariat* (1992).

6. *The East Asian Miracle* (1993). Ce rapport fit grand bruit lors de sa parution et souleva de très nombreuses critiques. Il soutenait, du bout des lèvres et de manière un peu récalcitrante, que c'était bien les politiques publiques mises en œuvre par les gouvernements des pays concernés qui leur avaient permis de concilier croissance économique et réduction de la pauvreté de manière aussi spectaculaire. Il donnait donc notamment raison à Alice Amsden, *Asia's Next Giant, South Korea and Late Industrialization* (1989) et à Robert Wade, *Governing the Market, Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization* (1990), qui avaient tous deux soutenus cette thèse dans leurs ouvrages très remarquables. Toutefois, comme l'ont souligné certains des principaux auteurs critiques de ce rapport comme Jomo K.S (Ed.), *Southeast Asia's Misunderstood Miracle : Industrial Policy and Economic Development* (1997), Alice Amsden, *The Rise of the Rest : Challenges to the West from Late-Industrializing Economies* (2001) ou Ha-Joon Chang, *Kicking away the Ladder : Development Strategy in Historical Perspective* (2002), il laissait entendre à mots couverts que rien ne prouvait que ces pays n'auraient pas fait encore mieux s'ils n'étaient pas intervenus pour « gouverner le marché » ! Il était évidemment difficile pour une institution comme la Banque mondiale de mettre en doute le dogme libéral de la toute-puissance de ce dernier.

7. Dans le Tableau 7 qui se trouve en annexe, nous avons élaboré une liste comparative des principaux indicateurs économiques et sociaux entre le début et la fin de l'Ordre nouveau qui confirme cette transformation et tout les autres progrès difficilement contestables accomplis en la matière pendant cette période.

8. C'est le fait que la production rizicole ait triplé en trente ans, alors que la population a moins que doublé pendant le même laps de temps, comme cela se confirmera lors du recensement de 1990, qui a donné à l'Indonésie le ballon d'oxygène lui permettant d'atteindre une quasi autosuffisance rizicole et, surtout, de garantir une meilleure sécurité alimentaire.

9. Pour plus de détails sur cette fracture géographique, le lecteur peut consulter un de mes articles paru à cette époque : Jean-Luc Maurer, « L'Indonésie est plus vaste que Java : origines, résultats et dangers d'un développement à deux vitesses » (1993 : 33-61).

10. Voir Tableau 8 en annexe.

11. Voir Tableau 6 en annexe.

12. Parlant de Harmoko, il est difficile de résister au plaisir d'évoquer le jeu de mot favori des Indonésiens à l'égard du ministre de l'information qu'il était alors. Partant de son nom, traité comme un acronyme, les conférences de presse hebdomadaires où il véhiculait la langue de bois gouvernementales avaient été baptisées avec humour « *HARi oMONG KOsong* », c'est à dire « Jour de parole creuse ».

13. Compte tenu de ce qui va se passer vers la fin de la décennie et entraîner la chute du régime, c'est autour du milieu des années 90 qu'il est le plus pertinent de faire un bilan compréhensif de l'action de ce dernier depuis son avènement. C'est ce à quoi s'emploient les six ouvrages majeurs sur lesquels on s'est principalement appuyé dans ce paragraphe: John Bresnan, *Managing Indonesia* (1993) ; Jan-Paul Dirkse, Frans Hüsken and Mario Rutten, *Indonesia's Experiences under the New Order* (1993) ; Hal Hill (Ed.) *Indonesia's New Order, The Dynamics of Socio-economic Transformation* (1994); Hal Hill (1996); Geoff Forrester and R.J. May (Eds.), *The Fall of Soeharto* (1998); Donald K. Emmerson (Ed.), *Indonesia Beyond Suharto* (1999). Bien que ce dernier ouvrage, publié plus tardivement, traite aussi de la chute de Suharto et de ses suites, il est surtout consacré à un bilan politique, économique et social de l'Ordre nouveau. Il faut ajouter un ouvrage important publié bien après la fin du régime, mais qui revient sur toutes les formes d'opposition qui se sont

manifestées à son égard au fil des ans, notamment sur l'émergence de Megawati et du PDI comme acteurs centraux : Edward Aspinall, *Opposing Suharto*, (2005).

14. Il faut absolument consulter à cet égard l'ouvrage décapant de Lizzy van Leeuwen, *Lost in Mall* (2011).

15. Ces atteintes à la liberté de la presse correspondent à peu de choses près à la parution de deux excellents ouvrages de journalistes internationaux connus ayant travaillé pour la *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong, bon connaisseurs des réalités indonésiennes et très critiques de la politique de Suharto et de son régime : Michael Vatikiotis, *Indonesian Politics under Suharto, Order, Development and Pressure for Change* (1993) et Adam Schwartz, *A Nation in Waiting, Indonesia in the 1990's* (1994).

16. En dehors du remarquable ouvrage académique sur la question de John T. Sidel, *Riots, Pogroms, Jihad, Religious Violence in Indonesia* (2007), il faut aussi prendre connaissance des éclairages hallucinants apportés sur ces massacres de Kalimantan dans le chapitre qui leur est consacré dans l'ouvrage du journaliste Richard Lloyd Parry, *In a Time of Madness* (2005).

17. Voir Tableau 6 en annexe.

18. La crise financière asiatique de 1997-98 a généré une énorme littérature. Parmi tous les ouvrages publiés, nous nous contenterons de ne mentionner que les trois des plus pertinents : Heinz Arndt & Hal Hill (Eds.), *Southeast Asia's Economic Crisis : Origins, Lessons, and the Way Forward* (1999); Jomo K.S. (Ed.), *Southeast Paper Tigers ? From Miracle to Debacle and Beyond* (2003); Ha-Joon Chang, *The East Asian Development Experience, The Miracle, the Crisis and the Future*, (2006). Concernant le cas plus spécifique de l'Indonésie, il faut aussi ajouter le livre que Hal Hill s'est empressé de rédiger (pour corriger le ton très optimiste de l'ouvrage de synthèse sur l'économie du pays qu'il avait eu la malchance de publier en 1996): *The Indonesian Economy in Crisis, Causes, Consequences and Lessons*, (1999).

19. Pour cette partie relatant les derniers mois du régime de l'Ordre nouveau, je me suis passablement appuyé sur l'un de mes articles parus à l'époque dans la revue française connue *Politique Internationale* : Jean-Luc Maurer, « Fin de règne à Jakarta » (1998 : 81-102).

Chapitre 5. Démocratisation dans la douleur : les débuts de l'ère de la Reformasi (1998-2004)

Introduction

- 1 Comme c'est souvent le cas après un règne de nature autoritaire et quasi dictatorial aussi long que celui de Suharto, un désordre généralisé va succéder à l'Ordre nouveau et gagner tout le grand archipel, amenant l'Indonésie au bord de l'implosion. Signe parlant de cette intense fébrilité, le pays, qui n'avait eu que deux présidents depuis son indépendance, Sukarno de 1945 à 1966 et Suharto de 1966 à 1998, en aura trois en l'espace de six ans : B.J. Habibie pendant 17 mois, Abdurahman Wahid (*Gus Dur*) pour moins de deux ans et Megawati Sukarnoputri (*Mega*) pendant à peine trois ans, de 2001 à 2004. Le premier des trois, Habibie arrive au pouvoir sans grand soutien politique, ni au sein de la population ni parmi l'élite militaro-bureaucratique du pays. Plus que tout craint pour son esprit fantasque et ses frasques multiples, il surprend tout le monde en faisant face à une situation chaotique avec intelligence et détermination. Ainsi, il abolit rapidement certains des principaux vestiges d'un Ordre nouveau subitement devenu ancien, dont il avait pourtant été un acteur majeur, et entreprend une volée de réformes courageuses qui ouvre l'ère de la *Reformasi*. Pour finir, il quitte le pouvoir avec dignité une fois son rôle accompli. Le deuxième *Gus Dur*, arrivé à l'inverse au pouvoir fort d'un large soutien populaire au terme des élections générales anticipées de juin 1999, tout auréolé de ses qualités de leader islamique modéré partisan de la pluralité, s'avère selon beaucoup un piètre président. Son bilan est toutefois plus positif qu'il n'y paraît car il poursuit les réformes, avant d'être finalement vaincu par l'adversité. Néanmoins, presque aveugle et handicapé par une santé défailante, il règne dans une grande confusion en prenant des décisions contestées et en se mettant progressivement à dos tous ses soutiens, au point d'amener le parlement à le déchoir de manière humiliante de ses responsabilités. La troisième, *Mega* se retrouve alors subitement au pouvoir en tant que vice-présidente, comme cela avait été le cas pour Habibie. Elle est la première femme à occuper la fonction suprême dans le plus grand pays musulman du monde, alors que les partis islamiques lui avaient préféré *Gus Dur* pour la présidence. Malgré son expérience politique limitée, son manque de charisme, son caractère un peu borné et son style mutique, elle aussi poursuit clairement, même à contrecœur, les réformes démocratiques entreprises. Après avoir rétabli une certaine stabilité économique et relancé la croissance, elle organise en 2004 les premières élections présidentielles au suffrage universel de l'histoire indonésienne¹. Les trois

parties de ce chapitre couvrent chacune des présidences de ces personnalités aux profils on ne peut plus différents.

NOTES

1. Nous avons largement puisé pour ce chapitre 5 sur deux de nos articles publiés dans la revue française *Politique Internationale* : « Indonésie : une mue douloureuse » (1999/2000 : 419-455) et « L'Indonésie survivra-t-elle ? » (2003 :217-236).

5.1. 1998–99 : réformes dans l'urgence et risques d'implosion sous B.J. Habibie

- 1 Quand Habibie se retrouve investi du pouvoir le 21 mai 1998, la situation de l'Indonésie est explosive et la tâche qui l'attend semble insurmontable. L'économie est en profonde récession. Une crise sociale dévastatrice ravage le pays : la pauvreté a fait un grand bond en arrière de vingt ans en doublant en quelques mois. L'agitation politique est à son comble au sein d'une population qui exige des réformes de fond, notamment l'abolition du rôle privilégié de l'armée et une décentralisation du pouvoir, ainsi que le jugement de Suharto et de ses proches. De plus, profitant du chaos qui règne à Jakarta, les conflits régionaux à Aceh, Timor Est et en Irian Jaya se rallument et les tendances centrifuges se réveillent dans d'autres régions, mettant le feu aux quatre coins du grand archipel.

Un réformateur improbable pour relancer l'économie et rétablir la paix civile

- 2 Sur le plan économique, le nouveau président ne peut pas faire grand-chose dans un premier temps. En effet, pour enrayer la dégringolade, il envisage quelques mesures qui demandent que l'accord de renflouement avec le FMI soit finalisé et qui ne peuvent pas avoir un effet immédiat. L'année 1998 est donc celle où l'Indonésie touche le fond en matière économique. Elle se solde en effet par une récession de plus de 13%¹, une *rupiah* au plus bas, un taux d'inflation de 65%, un chômage énorme et une pauvreté qui a plus que doublé, passant de 11,3% en 1996 à près de 25% en 1999, et affecte donc alors quelque 50 millions de personnes². De nombreuses entreprises grandes et petites continuent d'ailleurs à faire faillite et à licencier leur personnel. La débâcle la plus retentissante est celle du Groupe Astra, un des plus importants conglomérats sino-indonésiens et le plus grand constructeur d'automobiles et de motocyclettes du pays. En fait, la majorité des entreprises manufacturières sinistrées et les plus touchées par cette récession sans précédent sont concentrées sur l'île de Java et surtout dans ses trois principales grandes villes, Jakarta, Surabaya et Bandung. Comme toujours en cas

de crise semblable, les campagnes javanaises, surpeuplées mais fertiles, ont absorbé comme elles le pouvaient la multitude des gens ayant perdu leur emploi et se sont repliées sur l'autosuffisance pour survivre. Mais la situation économique est d'autant plus difficile que El Niño a choisi cette « *annus horribilis* » pour déchaîner ses effets sur l'archipel, ce qui affecte principalement la récolte de riz, dont les prix flambent sur le marché. Cela constitue une véritable bombe à retardement pour le gouvernement au sein d'une population dont les couches les plus pauvres se rabattent sur la consommation de maïs ou de manioc pour remplacer le riz et éviter la disette. Les îles les plus sèches et défavorisées d'Indonésie orientale comme Sumbawa, Flores ou Timor sont tout particulièrement touchées. En revanche, la crise a du bon pour certaines des provinces exportatrices de matières premières agricoles et minérales de Sumatra, Kalimantan et Sulawesi. Là les grandes entreprises et plantations publiques ou privées, mais aussi de très nombreux petits producteurs d'huile de palme, de caoutchouc, de café ou de poivre, profitent de manière inespérée de la hausse des cours et de la dépréciation de la monnaie nationale pour écouler leurs produits sur le marché international. Enfin, piètre consolation vu l'ampleur du désastre économique et social, les inégalités de revenus ont quant à elles sensiblement diminué à cette époque du fait que la CFA a fortement grevé les fortunes de certaines des plus riches familles du pays et appauvri la classe moyenne.

- 3 Pressé par l'urgence de la situation, le nouveau gouvernement mixte, dans lequel Habibie a gardé plusieurs des principaux ministres du dernier cabinet de Suharto mais a aussi intégré certains de ses fidèles proches de l'ICMI, arrive enfin à négocier un accord crédible avec le FMI et la Banque mondiale. Cet accord lui permet d'une part de lancer la restructuration du secteur bancaire, à travers la création de l'IBRA (*Indonesian Bank Restructuring Agency*), et d'autre part de mettre en place un certain nombre de « filets sociaux » (*jaringan sosial*) dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'éducation. Début 1999, la situation commence à s'améliorer, la récession et l'inflation sont en voie d'être jugulées et l'année se solde par une croissance plus que timide mais au moins positive de 0.8%³.

Photo 34 : B.J Habibie (1936-2019), président de 1998 à 1999



Source : Wikipedia (photo officielle)

- 4 Mais c'est sur le plan politique que B.J. Habibie a un impact décisif, faisant preuve d'audace et imposant des décisions qui vont lancer l'Indonésie sur la voie de la démocratisation. Ainsi, le nouveau président surprend tous les observateurs par la détermination avec laquelle il entreprend les premières réformes⁴. Ces décisions font démentir sa réputation d'homme fantasque et peu fiable. Sans conteste très intelligent mais aussi clairvoyant, il avait compris que c'était là sa seule chance de survie politique à court terme et l'unique possibilité de pouvoir acquérir la légitimité minimale dont il était totalement dépourvu en tant que suppôt de Suharto. Conscient que le temps est compté, il annonce donc, dès juin 1998, la tenue d'élections législatives et présidentielles anticipées pour l'année suivante. Dans cette perspective, il rétablit surtout une totale liberté d'association et d'expression, fait symbolique et majeur par excellence. Débarrassée de la chape de plomb qui avait pesé sur elle, la vie politique du pays entre alors en effervescence. On assiste à la création de plus de 150 partis de toutes dénominations et obédiences, certains défendant des intérêts très catégoriels, voire totalement fantaisistes. C'est une véritable prolifération semblable à celle des champignons après un orage. De nouveaux syndicats sont créés. La liberté de presse rétablie donne aussi le jour à une floraison de quotidiens et hebdomadaires d'opinions diverses, et aussi bientôt de chaînes de radio et de télévisions libres. Pour faire bonne mesure, Habibie libère aussi sur le champ la majorité des prisonniers politiques encore détenus, notamment ceux du *FRETILIN*, y compris son chef Xanana Gusmão, qui est juste assigné à résidence à Jakarta. Par ailleurs le nouveau président annonce d'emblée sa volonté de trouver une solution négociée au conflit du Timor Est. À cet effet, il reçoit également, à peine un mois après son arrivée au pouvoir, Mrg. Belo, l'archevêque de Dili, qui loue ensuite son humanité et son ouverture d'esprit. Ces libérations et cette

visite contribuent à rassurer la communauté internationale sur ses intentions et redore un peu son blason auprès d'elle.

- 5 Toutefois, les choses sont plus compliquées au plan interne car Habibie n'arrive pas à gagner la confiance des étudiants et de tous les gens souhaitant un « changement de cap à 100% ». Ces derniers exigent d'abord que Suharto et ses affidés soient poursuivis et jugés, ensuite que la funeste règle de la *dwifungsi*, consacrant le contrôle de l'armée sur la vie politique, soit abolie et, enfin, que les militaires rentrent définitivement dans leurs baraquas. Il est évidemment impossible de pouvoir satisfaire immédiatement des revendications aussi radicales. Pour asseoir son pouvoir fragile, Habibie a en effet scellé une alliance étroite avec Wiranto, le chef des forces armées. Ce haut gradé l'a aidé, dans la perspective de prochaines élections assurément difficiles, à faire nommer en juillet 1998 l'un de ses fidèles, Akbar Tanjung, à la tête du GOLKAR. De plus il a aussi promis de protéger Suharto et sa famille. La pression sur le nouveau président ne se relâche donc pas et l'agitation sociale s'amplifie. Elle donne lieu à de nombreuses manifestations quotidiennes organisées un peu partout dans le pays et à des revendications diverses véhiculées par les nouveaux media.
- 6 Pour ne rien arranger, les scènes de violence se multiplient aux quatre coins de l'archipel. Parmi elles, plusieurs sont vraisemblablement attisées par certains des adversaires politiques de Habibie, notamment par l'armée, qui ne lui pardonne pas ce qu'ils considèrent comme une trahison de l'héritage de l'Ordre nouveau. Ces gens-là sont sans nul doute prêts à jouer la carte du chaos pour se donner une chance de reprendre le pouvoir par la force. C'est ainsi qu'en juin 1998, de mystérieux assassinats déciment les rangs des notables islamiques traditionnels du NU à Java Est, peut être liés à la rivalité croissante et acerbe qui oppose ce dernier et son leader Gus Dur à leurs coreligionnaires modernistes de la *Muhammadiyah* et à son chef Amien Rais. Entre juin et septembre 1998, les troubles se multiplient à Java, où des églises sont aussi attaquées et parfois brûlées dans des villes comme Jepara et Malang, alors que des émeutes s'en prennent aux magasins chinois à Jember ou Cilacap. Phénomène hélas bien connu en période de crise sociale profonde, une véritable phobie de la magie noire se développe même en parallèle à Java Ouest, où des dizaines de personnes, pour beaucoup de pauvres vagabonds ou des handicapés mentaux qualifiés de *ninjas*, sont lynchées par la foule à Ciamis et ailleurs. Dès la seconde moitié de 1998, la chasse ouverte un an plus tôt à Kalimantan Ouest par les Dayak(s) contre les immigrants, venus principalement de Madura, repart de plus belle à Sambas et va bientôt gagner la province voisine de Kalimantan Central. Elle y prend pendant deux ans, autour de Sampit, la forme d'une sorte d'amok collectif, faisant des centaines de victimes, massacrées de manière atroce, et entraînant la fuite de dizaines de milliers de personnes dans des camps de réfugiés, dont elles seront rapatriées bien plus tard vers leur île natale. Puis, dès début 1999, les premières rixes entre musulmans et chrétiens éclatent à leur tour à Ambon, capitale de la province des Maluku. Elle vont s'y étendre et aussi dégénérer en une véritable guerre civile qui fera des victimes par milliers les trois années suivantes.

Photo 35 : Combattant de l'OPM en Irian Jaya



SOURCE : Wikipedia, Socialist Aotearoa (Giorgio Neus).

- 7 Tout aussi préoccupante est la dégradation progressive de la situation dans des provinces qui affichent des velléités séparatistes comme Aceh ou l'Irian Jaya. En Aceh, où les exactions atroces commises envers la population civile du temps de Suharto par l'armée, en lutte contre la guérilla indépendantiste du GAM, sont révélées au grand jour à travers la découverte de plusieurs charniers, la violence se rallume et fait des centaines de victimes supplémentaires entre mai et juillet 1998. À l'autre extrémité de l'archipel, en Irian Jaya, dont le passé n'est pas moins tragique, le vieux mouvement séparatiste de l'OPM, bien que très isolé et bien mal équipé, reprend de la vigueur et pense pouvoir tirer avantage de la situation troublée qui règne à Jakarta en hissant, en juillet 1998, le drapeau indépendantiste à Biak. L'armée y tire sur la foule et fait plusieurs morts. Mais ces deux provinces font de longue date partie intégrante de la République d'Indonésie, Aceh, depuis la déclaration d'indépendance en 1945, et l'Irian Jaya, suite au triste simulacre de referendum organisé en 1969, et sont considérées comme inséparables du pays par la vaste majorité de la population. Leur sécession pourrait donner des idées à d'autres régions et ouvrir la porte à une véritable implosion de l'archipel. Il n'est pour l'instant pas question de transiger et la répression s'y perpétue.
- 8 Il n'en va pas de même aux yeux de Habibie pour Timor Est, pièce rapportée n'ayant jamais fait partie de l'empire des Indes néerlandaises et intégrée par la force en 1974. Pragmatique et conscient du fait qu'il ne peut pas lutter sur tous les fronts en même temps, il décide donc de lâcher du lest de ce côté-là et déclare, à la stupeur générale, fin janvier 1999, qu'il est prêt à octroyer l'indépendance à la province rebelle, si tel est le souhait de sa population. Sûrement est-il préférable dans son esprit de prendre le risque d'amputer un membre gangrené que de laisser la maladie se propager à l'ensemble du corps. Annonce est donc faite qu'une consultation d'autodétermination, offrant le choix entre une intégration à l'Indonésie, assortie d'une autonomie élargie, ou l'indépendance, sera organisée pour permettre aux Timorais de trancher. Mais il garde certainement bon espoir qu'ils voteront en faveur de la première alternative. Les négociations sur l'organisation de cette consultation s'engagent alors à New York, sous

l'égide des Nations unies, entre l'Indonésie et le Portugal, toujours considéré comme puissance tutélaire. Elles débouchent le 5 mai 1999 sur un accord en bonne et due forme précisant que les Timorais se prononceront sur leur avenir avant la fin août de la même année et que la consultation sera organisée sous l'égide de l'UNAMET (United Nations Mission in East Timor), dont le déploiement commencera à partir de la mi-juin.

- 9 Dans l'entretemps, Habibie a aussi fait avancer les choses de manière assez rapide sur le plan des réformes politiques internes. La pression et la contestation permanentes dont il fait l'objet n'y sont bien sûr pas étrangers, mais il faut mettre à son crédit le fait d'y répondre de manière substantielle. De fait, malgré son passé discutable, il faut bien reconnaître que c'est lui qui va léguer au pays deux des trains de réformes les plus fondamentaux sur lesquels va se fonder par la suite la construction de la démocratie indonésienne. Le premier porte sur la composition du parlement, la loi électorale et les règles de formation des partis politiques ; le second sur la décentralisation, la gouvernance régionale et son financement par la répartition fiscale.
- 10 C'est dans un climat quasi insurrectionnel marqué par des émeutes, qui vont encore faire plusieurs victimes, que se réunit, en novembre 1998, une session spéciale de l'Assemblée de délibération du peuple (MPR). Son objectif majeur est d'adopter les décrets concernant le premier train de mesures évoqué, sur la base de propositions élaborées par une commission spécifique de sept sages nommés par le président. Le résultat qui en ressort en janvier 1999 n'est de loin pas négligeable et constitue un premier grand pas dans la bonne direction. Cette réforme réinstaure notamment le multipartisme et constitue un progrès significatif dans la réduction du poids du gouvernement et de l'armée dans la vie parlementaire, ainsi qu'un véritable début de séparation plus claire entre l'exécutif et le législatif. Concernant le multipartisme, le système des grandes coalitions de l'époque Suharto est évidemment aboli et une très large liberté est laissée à la création de nouveaux partis politiques. Toutefois, ils doivent, pour pouvoir être enregistrés et participer aux élections générales programmées, faire la preuve qu'ils ont une assise nationale réelle en disposant d'une branche dans au moins un tiers des 27 provinces que compte alors le pays et des bureaux dans plus de la moitié des districts ruraux et des municipalités urbaines. Cette règle a pour objectif d'éviter la prolifération de toutes petites formations défendant des intérêts particuliers ou catégoriels régionaux, voire locaux, qui alimenteraient les tendances centrifuges déjà fortes à l'œuvre dans l'archipel. Elle vise à éliminer les partis n'ayant pas une envergure nationale et s'applique d'ailleurs aussi aux élections régionales et locales.
- 11 Pour ce qui est de la composition du parlement, il est décidé que le Conseil représentatif du peuple (DPR) conservera le même nombre de 500 représentants qu'avant. Toutefois, après d'âpres discussions, il est aussi décidé que le nombre de sièges réservés à l'armée sera réduit progressivement et, à ce stade, seulement de moitié, de 75 à 38, au grand dam des plus radicaux qui souhaitaient l'élimination complète et immédiate de ce système antidémocratique. Les 462 autres sièges seront pourvus par élection directe, non plus au niveau provincial, mais à celui, plus proche du peuple, des districts électoraux nouvellement formés - dont 75 sur une base proportionnelle à partir des listes de partis. Par ailleurs, le MPR est réduit de 1 000 à 700 membres, les 500 du DPR et seulement 200 de plus - contre 500 à l'époque de l'Ordre nouveau, alors choisis en grande partie par Suharto -, 135 étant désignés directement par les parlements provinciaux et 65 proposés par les groupes fonctionnels de la

société⁵. À côté de cela, il est également décidé de limiter désormais à deux le nombre de mandats présidentiels possibles et de créer une commission indépendante dite *KPU* (*Komisi Pemilihan Umum* ou Commission des élections générales) pour superviser le bon déroulement des différents scrutins⁶.

- 12 Quelques semaines après l'adoption de ces nouvelles règles de fonctionnement du jeu politique national, le *DPR* adopte les deux lois sur la décentralisation qui transforment profondément la vie démocratique du pays et les relations centre-périphérie : la loi No 22/1999 sur l'autonomie régionale et la loi No 25/1999 sur l'équilibre financier entre les gouvernements central et locaux⁷. Formé en Allemagne, où il avait vécu longtemps et dont il connaissait bien le système fédéral, Habibie tenait beaucoup à cette réforme. Cependant, il savait que le thème du fédéralisme était pratiquement tabou en Indonésie depuis les tentatives des Hollandais, lors des négociations de 1949 sur l'indépendance, de l'imposer pour diviser et mieux continuer à régner. En outre, une décentralisation au niveau des provinces risquait d'attiser un séparatisme régional toujours latent. C'est pourquoi le président, malgré sa faible légitimité, avalisa un projet beaucoup plus poussé et audacieux, descendant jusqu'à l'échelon administratif inférieur, qui donnait un poids déterminant aux municipalités (*kotamadya*) et aux districts ruraux (*kabupaten*).

Les lois de décentralisation et les premières élections libres depuis 1955

- 13 C'est dans ce contexte à la fois tendu et troublé, mais malgré tout prometteur, qu'ont lieu les élections générales anticipées de juin 1999, les premières à être entièrement libres depuis celles de 1955. Des plus de 140 partis politiques qui ont sollicité leur reconnaissance, seuls 48 sont finalement autorisés à y participer, sur la base des règles de validation adoptées. Pas moins d'une vingtaine sont en effet considérés comme ayant été créés dans le seul but de défendre les intérêts du clan Suharto et de semer le doute et la confusion au sein de l'électorat ! Seuls cinq d'entre eux disposent en fait d'un véritable ancrage national et des moyens financiers de leurs ambitions. Trois ne sont finalement que le nouvel avatar des coalitions qui avaient rythmé la vie électorale de l'Ordre nouveau. En tête des sondages et issu du PDI, on trouvait le PDI-P (Partai Demokrasi Indonesia-Perjuangan ou Parti démocratique indonésien de lutte) présidé par Megawati Sukarnoputri, fille de Sukarno et figure emblématique de l'opposition à Suharto depuis les élections de 1992. Son parti, hériter direct du vieux PNI de son père, s'était toutefois adjoint le qualificatif de perjuangan pour se différencier d'un autre PDI, représentant l'aile moins réformiste du mouvement, issu des divisions attisées en 1996 dans ses rangs par les intrigues de l'Ordre nouveau. Face à lui, on retrouvait les deux autres formations ayant participé à la vie politique du pays du temps de Suharto, le GOLKAR et le PPP. Le GOLKAR est sorti certes très affaibli par la chute d'un régime dont il était la création et avait été l'instrument pendant trente ans. Mais ce parti demeurerait toutefois encore très puissant, avec un ancrage de terrain solide et des moyens financiers importants. Il tentait de regagner une légitimité sous la houlette de son nouveau président, Akbar Tandjung, un ressortissant de Sumatra habile et expérimenté. Quant au PPP, il a été fortement prétérilé par la création de nombreux autres partis d'obédience islamique, mais restait néanmoins une formation bien organisée avec une assise toujours forte, notamment en dehors de Java. Il essayait de

survivre aux bouleversements de la Reformasi en comptant sur l'expérience et la duplicité dont va faire preuve son président, Hamzah Haz, originaire de Kalimantan.

- 14 Les deux derniers partis, le PKB (Partai Kebangkitan Bangsa ou Parti national du réveil) et le PAN (Partai Amanat Nasional ou Parti du mandat national), également d'obédience islamique, avaient quant à eux été nouvellement formés. Même s'ils n'étaient aussi qu'une réincarnation de formations existantes avant la réorganisation de la vie politique imposée par l'Ordre nouveau, ils étaient bien en même temps issus de cette période de Reformasi. Par ailleurs, leurs leaders respectifs avaient largement contribué à l'avènement de cette époque d'ouverture. Le PKB s'appuyait sur la puissance de l'ancienne formation politique du Nahdlatul Ulama (NU). En effet, ce nouveau parti islamique dirigé par Abdurahman Wahid (Gus Dur), partisan libéral du pluralisme, de la tolérance et d'une démocratie non-religieuse, était l'héritier direct du NU qui avait participé sous son nom propre aux élections de 1955. Le PAN était dirigé par Amien Rais, un universitaire musulman moderniste favorable à une démocratie capitaliste séculariste. Il était soutenu par la non moins puissante Muhammadiyah qu'il dirigeait et ressemblait beaucoup au MASJUMI qui avait alors représenté cette tendance moderniste de l'islam. Tout cela donnait un peu l'impression d'un retour à la case départ. En effet, après 44 ans de bouleversements où les partis représentant les grandes tendances politiques traditionnelles indonésiennes avaient été malmenés, amalgamés, suspendus ou même définitivement interdits, comme le PKI, ce sont les mêmes, à l'exception de ce dernier, qui se retrouvaient face aux électeurs en 1999.
- 15 En dépit des violences qui avaient ensanglanté plusieurs régions du grand archipel depuis la chute de Suharto et des troubles qui continuaient à s'y manifester et même y prendre de l'ampleur, la campagne électorale bénéficia magiquement d'un calme relatif. Le moment était évidemment grave et l'enjeu crucial. Le 7 juin, 1999, plus de 93% des Indonésiens se rendirent tranquillement aux urnes, donnant ainsi une indication claire sur leur niveau de conscience démocratique et leur aspiration au changement. Le dépouillement prit beaucoup de temps à cause de l'immensité du pays, des contraintes de la géographie insulaire et des mécanismes de contrôle complexes mis en place par la Commission des élections générales (KPU) pour assurer la surveillance du scrutin. Les observateurs nationaux et internationaux s'accordèrent toutefois sur la validité de ces élections et sur leur caractère démocratique, malgré quelques cas d'irrégularités relevés ici ou là. Les résultats définitifs furent proclamés le 26 juillet. Comme on pouvait s'y attendre, les cinq principaux partis recueillaient à eux seuls près de 87% des voix, dont par ordre décroissant : 33,7% pour le PDI-P ; 22,4% pour le GOLKAR ; 12,6% pour le PKB ; 10,7% pour le PPP ; et 7,1% pour le PAN. Parmi les 43 autres formations en lice, seules 16 obtenaient des voix et se partageaient les miettes des quelques 13,4% restants⁸.
- 16 Avec presque 25 millions de voix en faveur de son parti, le verdict des urnes semblait accorder à Megawati une victoire éclatante relativement attendue. La surprise venait plutôt de la très belle résistance du GOLKAR qui obtenait plus de 13 millions de suffrages. En raison du système de représentation proportionnelle partielle adopté pour favoriser les régions moins peuplées, la distribution des sièges était beaucoup plus serrée que ne l'indiquait les résultats en valeur absolue : le PDI-P, principalement ancré à Java, et Bali, en obtenait 153, contre 120 pour le GOLKAR, qui résistait surtout dans les autres grandes îles comme Sumatra ou Sulawesi, 58 pour le PPP, 51 pour le PKB, grâce à son fief surpeuplé de Java Est, et 34 pour le PAN. Les seize autres formations ayant

obtenu des voix se partageaient les 46 sièges restant. Aucun parti n'ayant obtenu la majorité, la formation d'un gouvernement de coalition était inévitable, correspondant bien d'ailleurs en cela à la préférence marquée pour la recherche du consensus sinon de l'unanimité dans la culture politique indonésienne. Dans ces conditions, les 38 sièges du DPR encore attribués à l'armée allaient naturellement faire l'objet de toutes les convoitises de la part des deux partis dominants. En outre, et peut-être encore plus important, l'élection du chef de l'État étant encore du ressort des 700 membres du MPR, dont près d'un tiers seraient toujours désignés et non élus, les chances de Megawati d'accéder à la présidence étaient d'autant plus incertaines. À l'évidence, une période riche en manœuvres et tractations de toutes sortes allait s'ouvrir jusqu'à la réunion du MPR prévue en octobre.

- 17 Deux leçons majeures peuvent être tirées de ces élections législatives d'un point de vue socio-politique. La première est que les grands courants politiques traditionnels indonésiens (aliran) réapparaissaient de manière presque identique plus de quarante ans après que Sukarno ait imposé en 1958 au pays sa Démocratie dirigée et au terme de plus de trente années de domination sans partage du parti gouvernemental créé par l'Ordre nouveau de Suharto pour les mettre sous l'étouffoir. Nés à l'aube du siècle, au moment de l'émergence du mouvement nationaliste, ces grandes organisations politiques s'étaient affirmés dans la lutte anticoloniale et retrouvaient en 1999 la place qui avait été la leur en 1955. Sur les trente et quelques partis qui avaient alors pris part au scrutin, rappelons que quatre s'étaient en effet partagés l'essentiel des voix : le PNI du président Sukarno avec 22,3%, le MASJUMI représentant la tendance moderniste de l'islam avec 20,5%, le NU porteur des couleurs des musulmans plus traditionnalistes avec 18,4% et enfin le PKI des communistes avec 16,4%. Bien que ce dernier, interdit depuis 1966, ne fût plus du tout dans la course, les deux scrutins de 1955 et 1999 ne présentaient pas moins de fortes similitudes. Le PDI-P de Mega n'avait perdu que 5% par rapport aux 38,7% du suffrage nationaliste et populaire s'étant porté sur le PNI de son père et sur son allié le PKI, tandis que les différentes tendances de l'islam regroupaient 30,4% des voix, soit 8,5% de moins que les 38,9% enregistrés alors. Le GOLKAR, créé dans l'intervalle, avait apparemment forgé son score en empiétant de part et d'autre du clivage politique traditionnel entre nationalisme séculariste et islam nationaliste.
- 18 La seconde leçon est que les loyautés politiques régionales n'avaient guère changé non plus. Pour sa part, le PDI-P l'emportait dans 11 des 27 provinces du pays et recueillait, comme le PNI jadis, la majorité de ses voix à Java et Bali, les îles centrales les plus peuplées. Il frôlait même les 40% à Jakarta, les dépassait à Java Central, et obtenait presque 80% des suffrages à Bali, l'île natale de la grand-mère paternelle de Mega. Le GOLKAR, quant à lui, s'imposait dans 14 provinces, toutes situées en dehors de Java, y compris à Timor Est et en Irian Jaya, chose plus que surprenante au vu des velléités séparatistes locales. Cela traduisait probablement la totale mainmise de l'armée sur ces deux provinces et la crainte des populations autochtones à son égard, mais aussi peut être la moindre méfiance de ces dernières envers le réformisme proclamé de B.J. Habibie, par rapport au nationalisme intransigeant de Megawati. Toutefois, c'est à Sulawesi, l'île dont Habibie était originaire, que le GOLKAR faisait son meilleur score. En ce qui concerne les trois partis d'obédience islamique, le PKB arrivait en tête avec plus de 35% des voix dans une seule province, Java Est, fief des musulmans traditionnalistes du NU, pendant que le PPP l'emportait avec presque 29% des suffrages à Aceh, championne nationale d'un islam conservateur plus rigoriste, le PAN ne gagnant nulle

part mais faisant son meilleur score avec 22% à Sumatra Ouest, vieille terre de tradition islamique moderniste.

- 19 Ces élections législatives ont été organisées dans l'urgence pour éteindre le feu se propageant à grande vitesse dans le pays. Elles constituaient donc non seulement un pas décisif vers la démocratie mais se soldaient aussi, malgré la victoire du PDI-P de Megawati, par un assez beau succès personnel pour Habibie et le GOLKAR, qui soutiendrait sa probable candidature à la présidence. Néanmoins, beaucoup de chemin restait à parcourir en matière de démocratisation de la vie politique nationale, car le mode de désignation du chef de l'État restait en effet toujours dans les mains du MPR. Cela rendait pratiquement impossible une élection de Megawati. Son propre parti ne contrôlait en effet que 154 des 700 sièges du MPR et, même si tous les députés aux couleurs de ses alliés réformateurs a priori naturels du PKB et du PAN devaient soutenir sa candidature - ce qui était loin d'être acquis -, elle arriverait péniblement au chiffre de 240. Pour atteindre la majorité requise de 351 voix, il lui fallait donc s'assurer encore du soutien d'au moins 111 membres nommés, auprès des représentants de l'armée, des régions ou des groupes fonctionnels. La tâche s'annonçait plus que difficile.

Le référendum d'autodétermination de Timor Est et ses conséquences

- 20 L'épreuve des élections une fois franchie, il restait à Habibie à gérer la délicate question de Timor Est et à organiser le référendum d'autodétermination avant la fin du mois d'août, suivant sa promesse. Les choses n'allaient hélas pas se passer aussi bien. Si elle lui avait valu une certaine reconnaissance de la part de la communauté internationale, sa proposition avait soulevé d'emblée une opposition quasi générale sur le plan national. D'abord c'était le cas de l'armée, toute puissante dans cette province : elle n'avait nullement l'intention de perdre cette juteuse source de profits ni de courir le risque de voir mettre à jour toutes ses exactions et turpitudes passées. Au fil des années, Timor Est était en effet devenu pour elle une véritable chasse gardée, une poule aux œufs d'or et un terrain d'exercice privilégié où s'étaient aguerris nombre de ses officiers supérieurs. C'est notamment là que Prabowo Subianto, désormais exilé, y avait fait ses armes et acquis sa réputation d'extrême fermeté à la tête d'un commando de choc des redoutables KOPASSUS. En plus de vingt ans de confrontation, l'armée avait aussi subi des pertes importantes face à la guérilla indépendantiste, évaluées tout de même à plus de 5 000 hommes, et n'acceptait pas l'idée d'abandonner soudainement le champ de bataille à l'ennemi. La classe politique était elle aussi largement opposée à l'indépendance du Timor Est, à commencer par Megawati, digne héritière de son nationaliste de père. Même un humaniste partisan des valeurs démocratiques et libérales comme Gus Dur n'y était pas favorable. Seul parmi les principaux leaders politiques du pays, Amien Rais avait émis un avis positif sur le sujet. L'opinion publique indonésienne était aussi majoritairement hostile à cette initiative. Elle estimait que le gouvernement avait fait de grands efforts financiers pour faciliter le développement de cette province parmi les plus pauvres et qu'une sécession risquait de constituer un dangereux précédent et de déclencher une sorte de balkanisation dans un archipel agité par d'autres tendances centrifuges.
- 21 Dès l'annonce surprise de Habibie, il semble donc que certains des partisans les plus acharnés du statu quo commencèrent à se mobiliser pour « préparer » à leur façon le

référendum promis. C'est ainsi que plusieurs milices locales favorables à l'intégration furent créées, armées, encadrées et entraînées pour intimider, et parfois assassiner, les partisans de l'indépendance. Elles ont semé la terreur dans la province. Bien qu'elles aient comporté un certain nombre de voyous et de délinquants, recrutés pour l'occasion dans d'autres îles et régions de l'archipel, ces milices étaient principalement composées de Timorais d'origine qui avaient appartenu aux groupes paramilitaires formées par les KOPASSUS pour lutter contre le FRETILIN. C'était le cas notamment du sinistre Eurico Guterres, chef de la milice Aitarak de Dili, qui va s'illustrer de manière atroce. On estime en général que les milices ont compté jusqu'à 10 000 hommes, parmi lesquels ont sûrement été infiltrés des soldats indonésiens camouflés. Quoi qu'il en soit, la violence avait repris dès février 1999, faisant à nouveau de nombreuses victimes, et n'était retombée qu'à l'approche des élections législatives de juin. Les Timorais étaient d'ailleurs allés aux urnes dans le calme et avaient même voté en masse, affichant un taux de participation étonnamment élevé de 94% et donnant même, avec 48% des voix, une large victoire au GOLKAR, le parti de Habibie, celui qui avait eu le courage ou la folie de leur offrir un référendum d'autodétermination, contre 34% au PDI-P, qui y était opposé.

- 22 C'est donc dans un climat chargé que le gouvernement s'attela à l'organisation de la consultation avec le soutien de l'UNAMET, déjà présente sur place. Cependant, malgré les efforts désespérés des Nations unies et l'implication personnelle de son secrétaire-général Kofi Annan, Jakarta ne fit pas beaucoup d'efforts pour honorer les engagements qui avaient été pris de veiller aux conditions de sécurité nécessaires au bon déroulement du scrutin, et se refusa surtout à désarmer les milices créées par son armée. Cette dernière en avait pourtant les moyens, puisqu'elle comptait près de 25 000 soldats sur place, dont 6 à 7 000 recrues locales, mais aussi un bon quart faisant partie des troupes d'élite. C'est au moment où les listes d'enregistrement des électeurs furent ouvertes, à la mi-juillet, que les violences redoublèrent, faisant plusieurs victimes. Bravant le danger, les Timorais s'inscrivirent malgré tout en masse pour voter, mais les Nations Unies furent contraintes de repousser le scrutin par deux fois. Il fut même envisagé de l'annuler, ce qui était probablement l'objectif des milices, en attendant que les conditions de sécurité soient assurées. Toutefois, depuis sa résidence surveillée à Jakarta, Xanana Gusmão, certain que l'issue du référendum serait favorable, insista pour qu'il ait lieu, en dépit des risques évidents de « dérapage ». La « fenêtre de tir » offerte à son peuple pour décider enfin de son avenir pouvait fort bien se refermer si Habibie était remplacé à la présidence par un adversaire de ce référendum comme Megawati ou même Gus Dur. Finalement, la consultation se déroula dans le calme le 30 août, marqué par une participation incroyablement courageuse, sereine et impressionnante de 98,6% de l'électorat, qui refusa l'offre d'autonomie élargie au sein de la république indonésienne, ne recueillant que 21,5%, et se prononça pour l'indépendance par une énorme majorité de 78,5% des suffrages exprimés.

Photo 36 : Mobilisation pour le referendum d'indépendance à Dili en août 1999



SOURCE : commons.wikimedia.org

- 23 Le 3 septembre 1999, les résultats de la consultation furent annoncés officiellement par Kofi Annan en personne et dûment reconnus par le président Habibie. Celui-ci prit l'engagement solennel, au nom de l'Indonésie, de respecter l'issue du scrutin et, pour preuve de sa bonne foi, il libéra définitivement Xanana Gusmão le jour même. Le lendemain, les milices déclenchèrent la terreur sur tout le territoire. L'armée indonésienne, censée garantir l'ordre d'après les accords passés, les laissa faire, quand elle ne leur prêta pas main forte en tombant l'uniforme. Le petit Timor Est, qui avait osé défier l'immense Indonésie, allait vivre trois semaines de cauchemar et payer son courage et son indépendance au prix fort. Des dizaines de militants favorables à cette dernière furent assassinés, notamment dans les rangs du *FRETILIN* et au sein du clergé catholique, considéré comme un pilier majeur de la cause. Les populations civiles furent chassées des villes et villages où, dans une rageuse et hallucinante politique de terre brûlée, tout fut saccagé, les églises, les maisons, les magasins, les bâtiments publics, y compris les écoles et les dispensaires construits par les Indonésiens eux-mêmes, et tout ce qui était nécessaire à la vie de la communauté fut pillé, démoli et incendié. Il ne fait guère de doute, aujourd'hui, que cette opération, - dont on apprendra bientôt qu'elle avait été baptisée « *Sapu Jagat* », qui signifie « coup de balai », - avait été préparée de longue date. En fait, il semble que certains responsables particulièrement remontés parmi les hautes sphères de l'armée aient décidé que si la population votait pour l'indépendance, tout serait démoli et que l'Indonésie rendrait la province dans l'état de dénuement où elle l'avait trouvée après le départ des Portugais. Au-delà de la vengeance et de la frustration envers les Timorais, c'était aussi sûrement un message adressé à ceux qui ailleurs dans l'archipel, de Aceh à l'Irian Jaya, seraient enclins à les imiter. Au bout du compte, cette politique de la terre brûlée fit au moins 1 300 morts et plus de la moitié des 800 000 Timorais durent fuir les violences. Beaucoup cherchèrent à se mettre à l'abri dans les montagnes et un quart d'entre eux au moins, contraints et forcés, franchirent la frontière, afin de trouver refuge dans la partie

indonésienne de Timor ou embarquèrent pour d'autres îles proches comme Alor, Florès ou Sumba. Il allait falloir des années pour résorber ce problème de réfugiés et reconstruire ce petit pays.

- 24 Comment expliquer que Habibie ait pu laisser se produire un semblable désastre qui le déshonorait aux yeux de la communauté internationale et risquait de mettre un terme définitif à ses espoirs présidentiels ? Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, il n'était pas au courant de ce plan de dévastation et n'avait pas suffisamment d'autorité sur l'armée. De plus les troupes sur le terrain n'auraient pas voulu, ni même peut être pu, rétablir l'ordre quand le contrôle des milices qu'elles avaient fabriquées leur a échappé et qu'elles ont entrepris leur funeste besogne. Même si l'armée indonésienne s'est souvent montrée capable du pire dans son histoire, tout porte à croire que le général Wiranto, alors son chef suprême, a lui-même été dépassé par l'ampleur des événements. Quand Jakarta décida enfin le 7 septembre, face aux pressions des Nations unies, d'imposer la loi martiale, l'irréversible avait déjà été commis. Preuve supplémentaire que la hiérarchie militaire a été débordée : les milices continuèrent néanmoins à perpétuer leur œuvre de destruction de pillage et de mort. En fait, tout au long de cette terrible et consternante affaire, le gouvernement indonésien a surtout été obnubilé par la crainte de perdre la face en voyant la communauté internationale empiéter sur sa souveraineté. Cette obsession se manifestait déjà clairement dans les termes formels de l'accord signé en mai sous l'égide de l'ONU, qui stipulait, qu'en cas de victoire des partisans de l'indépendance en août, il faudrait attendre la réunion du MPR, prévue en octobre, pour annuler le décret d'annexion de Timor Est adopté en 1976 ! En l'occurrence, le respect de la forme a toujours primé sur celui des principes. Ajoutons que le pouvoir n'avait guère à se soucier d'une opinion publique très peu sensible au drame des Timorais. L'homme de la rue considérait en effet généralement ces derniers comme des ingrats, crachant dans la main qui les avait généreusement nourris depuis plus de vingt ans.
- 25 Lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies, plus soucieux de ne pas froisser la grande Indonésie que de se porter au secours de la petite province martyr, se décida enfin, le 15 septembre, après maintes tergiversations, à envoyer une force d'interposition internationale sous commandement australien, des manifestations haineuses éclatèrent à Jakarta. Cinq jours plus tard, les éléments avancés de l'INTERFET (International Force on East Timor) débarquaient à Dili. Bientôt forte de 7 000 à 8 000 hommes et chargée de rétablir la sécurité et d'assurer le retour des réfugiés, elle y prit le relais de l'armée indonésienne, dont le dernier contingent quitta le Timor Est le 30 octobre 1999. Les casques bleus de l'ONU resteront sur place pour permettre à l'UNTAET (United Nations Transitory Administration on East Timor) de s'installer dans de bonnes conditions afin de préparer la pleine indépendance du pays⁹. Cette dernière sera finalement proclamée le 20 mai 2002 par Xanana Gusmão¹⁰, élu président au terme des élections organisées en avril 2001 et remportées haut la main par son parti le *FRETILIN*. Selon les estimations les plus fiables, près de 200 000 personnes avaient perdu la vie depuis 1975 dans le conflit de Timor Est, le quart de la population de ce nouveau petit pays indépendant qui deviendra immédiatement membre de l'ONU sous le nom de Timor Leste.
- 26 Pendant que la violence se déchaînait à Timor et enflait dans plusieurs autres régions du pays, notamment à Aceh ou Ambon, les trois mois qui ont séparé l'annonce du résultat des élections au DPR fin juillet 1999 et l'ouverture à la mi-octobre de la session

du MPR, programmée principalement pour procéder au choix d'un président, furent marqués par des tractations et manœuvres diverses dans les arcanes du pouvoir à Jakarta. Pour la fonction suprême, la partie se jouait a priori essentiellement entre Habibie et Megawati. En tant que président sortant, mais aussi en raison du score plus favorable que prévu obtenu aux législatives par le GOLKAR, qui demeurait une redoutable et puissante machine politique, Habibie conservait bien entendu toutes ses chances. Même s'il était honni par les leaders étudiants et par le petit peuple javanais, notamment parce qu'il refusait de poursuivre Suharto et sa clique en justice, il pouvait se targuer d'avoir initié le processus de démocratisation et avait le soutien non négligeable d'une bonne partie des autres îles de l'archipel. Au MPR, outre les 120 voix des élus du GOLKAR, Habibie espérait pouvoir compter sur un bon nombre des 235 représentants nommés et rallier de nombreux députés des partis islamiques. En effet, ces derniers préféreraient voter pour lui, bon musulman et fondateur de l'ICMI, plutôt que pour Megawati. Il faut dire qu'en dehors du PKB, qui semblait prêt à suivre le mot d'ordre de Gus Dur pour soutenir cette dernière, 50% des élus réformateurs du PAN rejoignaient leurs coreligionnaires conservateurs du PPP et des autres petits partis islamiques en refusant obstinément qu'une femme puisse se retrouver à la tête de l'État. Ces élus des partis islamiques étaient d'autant plus hostiles envers la fille de Sukarno qu'elle était considérée comme une mauvaise musulmane, soupçonnée même de nourrir des sympathies pour l'hindouisme du fait de ses origines balinaises partielles. Ils l'accusaient de s'entourer de trop nombreux conseillers chrétiens et sino-indonésiens. Au-delà de ces appréciations subjectives et en dépit de la victoire indiscutable de son parti aux élections législatives, Megawati était objectivement handicapée par son manque d'expérience et l'absence d'un programme politique clairement défini. Ses alliés islamiques réformateurs, Gus Dur et Amien Rais, sans programme beaucoup plus précis mais tous deux aguerris et respectés, constituaient donc pour beaucoup une alternative crédible et un recours possible. Certains observateurs, - prédisant un blocage au MPR face à la rivalité entre Habibie et Megawati -, envisageaient même l'émergence d'un consensus autour de la figure du général Wiranto, bien que l'on soupçonna qu'il devrait rendre tôt ou tard des comptes sur ses responsabilités dans le drame de Timor Est. En tout les cas, ce haut gradé négocia très durement, en sous-main, le soutien de l'armée à chacun des deux principaux candidats, en échange de la vice-présidence, de quelques postes ministériels, du maintien de la *dwifungsi* et de la protection de Suharto et de sa famille.

- 27 Au cours de ce trimestre de négociations ardues, la cote de Habibie fluctua énormément. Au début, elle fût plutôt à la hausse, grâce aux réformes initiées et à une situation économique en nette amélioration avec la baisse de l'inflation et la stabilisation du taux de change de la *rupiah* en dessous de 7 000 pour 1 US\$. Ensuite, elle fléchit en raison de la recrudescence de la violence dans le pays, avant de s'effondrer littéralement sous le poids de deux événements de nature très différente. Le premier est bien sûr lié au drame de Timor Est. Il a été accusé d'avoir parlé et agi trop vite en promettant d'organiser un référendum d'autodétermination, sans vraiment consulter quiconque ni réfléchi sérieusement aux répercussions de son initiative sur ce terrain miné. La classe politique et l'opinion publique l'ont jugé seul responsable de l'éruption de violence et, surtout, de la débâcle qui s'en suivit, ainsi que de la perte de face pour l'Indonésie. Second coup dur pour le candidat à la présidence : l'affaire du « Baligate ». Ce nouveau scandale financier éclata au pire moment pour lui. Des personnes de son entourage furent accusées d'avoir ponctionné environ 70 millions de US\$ sur les fonds

de la Banque Bali alors en pleine restructuration, qui était sur le point d'être rachetée par la Standard Chartered Bank de Londres. Le but de la malversation aurait apparemment été de renflouer les caisses du GOLKAR pour faciliter l'achat de votes en sa faveur lors de la session du MPR. Ces deux événements firent pâlir un peu plus l'étoile de Habibie et n'auguraient rien de bon pour lui. Cela était d'autant plus le cas que l'enregistrement formel de sa candidature à la présidence serait soumis, selon la tradition établie, au vote de confiance que le MPR devrait lui accorder, après la lecture de son rapport sur la gestion des affaires du pays depuis qu'il avait succédé à Suharto. À l'approche du moment décisif, il semblait de plus en plus hors-jeu. Fin septembre, la *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong titrait même en page de couverture, au-dessus de la photo de Habibie : « No way out ! », « Pas d'issue possible ! »

- 28 De son côté, Megawati ne profita guère des malheurs de son principal rival pour marquer un quelconque avantage décisif. Résolument muette face aux attaques sur ses compétences, son manque d'expérience et son appartenance à la gent féminine, elle refusa systématiquement de participer au débat politique et, surtout, de donner la moindre précision sur son éventuel programme de gouvernement. Certains mirent cette attitude sur le compte d'une subtile stratégie de conquête du pouvoir. D'autres, plus critiques, y virent le comportement suicidaire d'une femme hautaine, imbue de son statut d'héritière du père de l'indépendance, qui estimait que le pouvoir présidentiel lui revenait de droit, sans devoir s'abaisser à lutter contre ses adversaires ni à négocier des alliances. Son silence entêté désespéra jusqu'à ses plus fidèles partisans. L'un d'entre eux poussa même un pathétique cri du cœur fin juillet dans un quotidien de premier plan en intitulant son article : « *Bicaralah Mbak Mega !* », ce qui signifie « Parle soeur Mega ! ». Pendant ce temps, les partis islamiques, toutes tendances réformatrices et conservatrices confondues, ne restèrent pas inactifs. En septembre, à l'initiative de Amien Rais, ils formèrent une coalition flexible contre le GOLKAR et le PDI-P. Baptisée « axe central », elle était censée soutenir sa propre candidature à la présidence du MPR et surtout celle de Abdurahman Wahid à la tête du pays. Malgré cela, le PKB, membre de cette coalition, a priori totalement fidèle à son leader Gus Dur, annonça en même temps qu'il continuait à soutenir la candidature de Mega au poste suprême. Il s'agissait là d'un double jeu qui ne contribuait pas à clarifier la situation ! À subtil théâtre d'ombre politique chers aux Javanais et destinés surtout à masquer les cartes de chacun sans faire perdre la face à personne, il faut ajouter les discrètes mais intenses tractations entre les principaux partis concernés et l'armée (pourtant occupée à d'autres tâches plus pressantes et dramatiques à Timor Est). Le PDI-P aurait même envisagé une alliance contre nature avec les militaires et le GOLKAR pour constituer un bloc laïc anti-islamique. Bref, tout restait possible pour le jour J, fixé au 20 octobre.
- 29 Quand la session parlementaire s'ouvrit début octobre, il apparut d'emblée que des alliances et des compromis aussi complexes qu'obscurs avaient été passés. Ainsi, Akbar Tanjung, secrétaire-général du GOLKAR, fut élu sans problème président du DPR, avec le soutien logique de son parti et du PPP, mais aussi, chose plus surprenante, de nombreux députés du PKB et même du PDI-P ! Quant à Amien Rais, le patron du PAN, il battait d'une courte tête son adversaire du PKB pour s'emparer de la présidence du MPR. Une semaine avant la date fatidique de l'élection présidentielle, trois candidats étaient encore officiellement en lice : Habibie, soutenu par le GOLKAR et le PPP, Megawati, par le PDI-P et Gus Dur par la coalition islamique formée précédemment. À partir du lundi 18, les coups de théâtre allaient se succéder, tandis que les partisans de Megawati

envahissaient les rues de Jakarta pour manifester en masse leur soutien à l'idole du petit peuple et faire pression sur les membres du *MPR*. Au soir de cette journée, les chances de Habibie s'amenuisèrent brutalement quand le général Wiranto fit savoir qu'il déclinait son offre pour la vice-présidence, sûrement soucieux de ne pas miser sur le cheval perdant. Lâché par l'armée, il prononça le mardi 19 son discours bilan de président sortant, qui fut rejeté dans la nuit, au terme d'un long suspense, par une très courte majorité de 355 voix contre 322 et 9 abstentions. Aussitôt, Habibie annonça son retrait de la course à la présidence et, après moult hésitations, le *GOLKAR* renonça finalement à présenter Akbar Tanjung à sa place¹¹.

- 30 Il ne restait plus en course que les deux alliés dans la lutte contre l'Ordre nouveau mais rivaux en la circonstance : Megawati Sukarnoputri et Abdurrahman Wahid. Le vote du mercredi 20 octobre consacra finalement la victoire du second sur la première par 373 voix contre 313 et 5 abstentions. Non sans quelques raisons, Mega considéra toujours qu'elle avait été trahie et s'exclamera même, en pleurs, sur le moment, qu'elle n'arrivait pas à comprendre « comment son frère l'avait poignardée dans le dos ». Furieux, ses partisans déclenchèrent de grandes manifestations à Jakarta, tandis que des émeutes éclataient dans son fief de Bali ainsi que dans certaines villes comme Medan. À coup sûr, la pression de la rue pesa sur la manière dont se déroula l'élection à la vice-présidence le jeudi 21. L'un après l'autre, le général Wiranto, nommé par un parti mineur, et Akbar Tanjung, candidat du *GOLKAR*, déclarèrent, après avoir rencontré le nouveau président, qu'il se retiraient de la compétition dans l'intérêt supérieur du pays. Restaient, face à face, la fille de Sukarno et Hamzah Haz, président du *PPP*, le parti islamique conservateur le plus hostile à son égard. Pour des raisons typiquement asiatiques visant à lui éviter de perdre la face, Megawati avait été nommée non pas par son propre parti mais par celui de Gus Dur, son vainqueur de la veille ! Éluée assez largement par 396 voix contre 284 à son adversaire, elle vint donc compléter le tandem présidentiel. Cessant sur le champ leurs violentes manifestations, les partisans de Megawati fêtèrent dans la liesse ce prix de consolation et ce gage de réconciliation nationale.

NOTES

1. Voir Graphique 1 en annexe.

2. Sur le moment, certaines analyses trop rapides et très alarmistes, dont celle du BIT de Genève, ont alors estimé que la pauvreté avait fait des ravages encore plus importants et qu'elle se serait étendue à plus de 50% de la population indonésienne en 1999. Avec le recul, elles ont été démenties et ce sont les chiffres susmentionnés, déjà suffisamment graves, qui font désormais foi.

3. Voir Graphique 2 en annexe.

4. Pour donner une meilleure idée de la réputation de Habibie dans l'opinion publique, on ne peut, à ce stade, résister au plaisir de raconter deux des principales blagues politiques qui circulaient alors à son sujet et dont les Indonésiens sont friands. La première peut se traduire ainsi : « Nous n'avons eu que trois présidents depuis l'indépendance du pays. Le premier,

Sukarno, était fou des femmes ; le deuxième, Suharto, était fou d'argent ; le troisième, Habibie est complètement fou ! ». La seconde consiste en un jeu de mot, sport intellectuel favori en Indonésie, sur le nom même de HABIBIE que ses opposants traduisent par « *HABis Bicara Bingung* », ce qui signifie à peu près: « Une fois qu'il a fini de parler, tout le monde est dans la confusion ! »

5. Pour donner une idée précise de la logique du système, la distribution des sièges réservés aux 65 représentants de ces « groupes fonctionnels » était la suivante : 20 pour les groupes religieux, 5 pour les anciens combattants, 9 pour les organisations économiques, 5 pour les groupements de femmes, 9 pour les intellectuels, scientifiques, artistes et journalistes, 5 pour les organisations non-gouvernementales, de jeunesse ou d'étudiants, 5 pour les fonctionnaires, 5 pour les représentants des minorités ethniques et 2 pour les personnes handicapées.

6. Pour ce chapitre sur les six années d'une transition démocratique complexe et mouvementée allant de 1998 à 2004, je me suis essentiellement appuyé sur la quinzaine d'ouvrages suivante, par ordre chronologique de parution: Donald K. Emmerson (Ed.), *Indonesia beyond Suharto, Polity Economy, Society, Transition* (1999); Richard W. Baker, M. Hadi Soesastro, J. Kristiadi and Douglas E. Ramage (Eds.), *Indonesia, The Challenge of Change* (1999); Geoff Forrester (Ed.), *Post-Soeharto Indonesia, Renewal or Chaos ?* (1999) ; Adam Schwartz and Johnathan Paris (Eds.), *The Politics of Post-Suharto Indonesia* (1999); Chris Manning and Peter van Diermen (Eds.), *Indonesia in Transition, Social Aspects of Reformasi and Crisis* (2000); Anthony L. Smith (Ed.), *Gus Dur and the Indonesian Economy* (2001); Damien Kingsbury and Arief Budiman (Eds.), *Indonesia: the Uncertain Transition* (2001); Grayson Lloyd and Shannon Smith (Eds.), *Indonesia Today: Challenges of History*, Singapore (2001); Kees van Dijk, *A Country in Despair: Indonesia between 1997 and 2000* (2001) ; Kevin O'Rourke, *Reformasi, The Struggle for Power in Post-Soeharto Indonesia* (2002); Henk Schulte Nordholt and Irwan Abdullah, *Indonesia in Search of Transition* (2002); Hadi Soesastro, Anthony L. Smith and Han Mui Ling, *Governance in Indonesia, Challenges Facing the Megawati Presidency* (2003); Richard Robison and Vedi R. Hadiz, *op.cit.* (2004); Aris Ananta, Evi Nurvidya Arifin, Leo Suryadinata, *Emerging Democracy in Indonesia* (2005); Ross H. McLeod and Andrew MacIntyre (Eds.), *Indonesia: Democracy and the Promise of Good Governance* (2007); Harold Crouch, *Political Reform in Indonesia after Soeharto* (2010). Par ailleurs, le lecteur francophone peut aussi se reporter avec profit au remarquable numéro spécial de la revue classique française d'études insulindiennes *Archipel* paru en 2002 intitulé « Retour sur la crise ».

7. Pour plus de détails sur la décentralisation, outre plusieurs des ouvrages cités dans la note précédente qui abordent évidemment la question, voir l'article spécifiquement consacré à cette question co-écrit par l'auteur qui a paru dans le numéro spécial susmentionné de la revue *Archipel* : Alexandre Dormeier-Freire et Jean-Luc Maurer, « Le dilemme de la décentralisation en Indonésie » (2002 : 255-287).

8. Voir le Tableau 9 en annexe comparant les résultats des deux élections législatives de 1999 et 2004 qui se sont tenues pendant la période de transition démocratique. Il est intéressant de comparer le résultat des élections de 1999 avec celui du scrutin 1955 dont les détails sont donnés dans le Tableau 4 se trouvant également en annexe.

9. Il m'est impossible de ne pas rendre hommage ici au grand serviteur de la communauté internationale et de la paix dans le monde qui dirigea pendant plus de deux ans cette mission de l'ONU à Timor : Sérgio Vieira de Mello. Natif du Brésil et formé en France, où il obtint un doctorat en philosophie de la Sorbonne, il fit toute sa carrière à l'ONU, principalement au sein du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés). Dans un contexte difficile, il fit un travail exemplaire à Dili, sachant faire preuve de toute la diplomatie nécessaire dans un pays dévasté et dans un contexte tendu où s'affrontaient déjà de farouches adversaires politiques luttant pour la conquête du pouvoir lors des élections à venir. Le connaissant à titre personnel, j'ai pu visiter, grâce à lui, le nouveau petit pays et constater de visu l'ampleur des dévastations de l'armée indonésienne ainsi que comprendre la profondeur des divisions politiques traversant son élite. C'est sur la base de

son bilan remarquable à Timor Est que le secrétaire-général des Nations unies, Kofi Annan, le nomma en 2002 à la tête Haut commissariat aux droits de l'Homme. Il était alors d'ailleurs vu comme son possible successeur à la tête de l'ONU. Toutefois, devant la dégradation désastreuse de la situation politique et sécuritaire en Irak, après la funeste décision prise par Georges W. Bush d'envahir le pays, - au prétexte fallacieux de détruire des « armes de destructions massives » inexistantes -, pour y abattre le régime de Saddam Hussein, il le dépêcha en tant que représentant personnel pour diriger la mission de l'ONU à Bagdad. C'est là que Sérgio trouva la mort, dans l'horrible attentat-suicide perpétré par al-Qaeda le 19 août 2003 contre le quartier général de l'organisation, qui fit 22 victimes.

10. Il faut aussi souligner ici la remarquable personnalité de Xanana Gusmão, leader politique et militaire hors pair, mais aussi intellectuel subtil et tolérant, belle synthèse entre Amílcar Cabral et Nelson Mandela. Après avoir pris la tête du *FRETILIN* en 1978, suite à l'assassinat de Nicolau Lobato par Prabowo et ses sbires, il fut arrêté en 1992 et passa sept années en prison à Jakarta jusqu'en 1999, avant d'amener son pays à l'indépendance en 2002, d'y être alors élu à la présidence, qu'il occupa jusqu'en 2007, et d'en devenir le premier ministre de 2007 à 2015.

11. B.J. Habibie se retirera alors de la vie politique active et se consacrera à diverses tâches dans la société civile ainsi qu'à des activités académiques et caritatives. Comme cela était prévisible, son image s'améliorera énormément avec le temps. Il décèdera en 2019 avec le respect de toute la nation envers un homme qui avait évité le pire à l'Indonésie en 1998-99 et eu le courage d'entreprendre certaines des réformes difficiles qui font encore aujourd'hui la spécificité et la force de sa démocratie.

5.2. 1999–2001 : les péripéties de l'interrègne confus et erratique de Gus Dur

- ¹ Les deux années suivantes allaient être encore plus mouvementées et se solder par l'échec un peu pathétique de Gus Dur et son « impeachment » humiliant par le MPR en juillet 2002. Il est facile de conclure, comme le font beaucoup, qu'il fut un piètre président et ne se montra pas à la hauteur de la tâche qui lui incombait, handicapé par son mauvais état de santé. Mais, une autre interprétation est plausible; il a peut-être été rattrapé par le principe de Peter, qui postule que chacun court le risque d'atteindre un jour son niveau d'incompétence. Il a sûrement aussi fait preuve d'orgueil en pensant qu'il était assez intelligent et rusé pour arriver à ses fins. Toutefois, pour prononcer un jugement équilibré, il ne faut pas sous-estimer l'immensité des problèmes qu'il avait à résoudre. En fait, malgré le grand mérite que B.J. Habibie avait eu en libérant le jeu politique bloqué de l'Ordre nouveau et en organisant des élections anticipées, il avait un peu fait le plus facile. Maintenant, il fallait s'attaquer aux composantes structurelles d'un système, certes affaibli, mais dont les principaux bénéficiaires n'avaient pas abdiqué et allaient lutter bec et ongles pour sauver leurs positions et privilèges. C'était bien sûr le cas de l'armée mais aussi de l'oligarchie qui avait gravité autour de Suharto et du GOLKAR. De plus, l'économie était loin d'avoir surmonté toutes les séquelles de la crise de 1997-98 et il fallait aussi trouver des solutions pour régler le problème délicat des provinces sécessionnistes comme Aceh ou l'Irian Jaya et enrayer les violences qui affectaient encore plusieurs autres régions de l'archipel et commençaient à se déchaîner aux Maluku. Pour corser le tout, le nouveau contexte institutionnel, combinant un régime semi-présidentiel et un multipartisme étendu, ne lui était guère favorable. Élu grâce à des manœuvres d'appareil par un parlement souhaitant étendre ses prérogatives et soutenu par une coalition certes très large mais fragile, dans laquelle son propre parti n'était pas majoritaire, il était de facto un président sans grand pouvoir, comme les événements allaient le démontrer. C'est la raison pour laquelle, à l'instar de son prédécesseur Habibie, nous serions enclins à l'indulgence : l'histoire lui rendra justice, en considérant qu'il a finalement fait ce qu'il pouvait,

comme il le pouvait et avec les armes dont il disposait pour faire avancer son pays sur la voie de la démocratie à un moment très difficile de son histoire.

Un homme de bonne volonté désespéré face à la péjoration de la situation

- 2 Le fait d'être entré quelque peu en détail précédemment sur les circonstances qui ont amené Gus Dur à la présidence du pays à ce moment-là de son histoire n'est pas gratuit. Il a pour objectif de montrer combien complexe, fragile, aléatoire et explosive peut être la situation d'une nation engagée dans une phase de transition entre la fin d'un régime autoritaire d'une grande longévité et le début d'un processus de démocratisation fort incertain, dans lequel « les eaux sont lâchées » et tout est possible. Compte tenu du contexte national et international très difficile existant alors, on peut considérer que cette élection (résultat d'un compromis opaque entre toutes les principales forces politiques en présence et solution consensuelle typiquement javanaise) était peut être la moins mauvaise des solutions pour l'Indonésie. Certes, comme il l'avait déjà amplement démontré par certains changements de cap intempestifs dans les mois précédant son arrivée au pouvoir, Gus Dur était un personnage politique imprévisible. Le risque était grand de le voir prendre des décisions contestées. De plus sa santé était fragile, suite à l'hémorragie cérébrale qui l'avait frappé début 1998 et l'avait laissé quasiment aveugle. Mais c'était aussi un homme d'une haute intelligence et d'une probité morale indiscutée. Il faisait l'objet d'une véritable adulation de la part des millions de membres du NU, inspirait le respect à ses adversaires politiques et bénéficiait aussi d'une certaine affection auprès d'une majorité de la population. Autant de qualités et d'atouts qui allaient lui être indispensables pour relever les défis qui l'attendaient.

Photo 37 : Abdurahman Wahid (1940-2009), président de 1999 à 2001



Source : Wikipedia (photo officielle)

- 3 Et la liste de ces enjeux était impressionnante ! Il devait accélérer les réformes politiques afin d'ancrer la démocratie dans le pays, éliminer les séquelles de la crise financière et relancer le développement économique dans un souci de plus grande justice sociale. En outre, il devait aussi aider le pays à sortir de la crise morale dans laquelle il était tombé pendant les dernières années de fin de règne de Suharto ; réduire les tensions centrifuges pour éviter un éclatement de l'archipel qui serait dommageable pour tous ; et, enfin, constituer un rempart contre une éventuelle dérive islamique intégriste toujours possible quand le degré de frustration populaire dépasse les bornes. Sur ce dernier point, il était sûrement l'homme de la situation. Intellectuel musulman parmi les plus réputés, il avait étudié à la fameuse université El Azhar du Caire, ainsi qu'à Bagdad, et avait toujours combattu l'idée d'un État islamique en Indonésie. Partisan d'un islam tolérant et ouvert, chantre de la liberté confessionnelle et de la diversité culturelle, il était depuis longtemps considéré comme l'ami et le protecteur des chrétiens et de la minorité chinoise, au grand dam de certains de ses coreligionnaires plus radicaux. C'était d'ailleurs un paradoxe singulier mais admirable que de voir le plus grand pays musulman du monde être dirigé par un notable islamique qui se portait garant de la laïcité de l'État ! Encore une singulière particularité indonésienne source d'étonnement. À ses côtés, on pouvait espérer que Megawati acquière l'expérience qui lui manquait pour être à même de lui succéder, si sa santé se dégradait ou au terme de son mandat. Le seul inconvénient de cet étrange attelage présidentiel était qu'il symbolisait, une fois de plus, la domination des Javanais sur les affaires politiques du pays, au détriment des autres groupes ethniques de l'archipel. Toutefois, ce problème ne semblait pas être rédhibitoire aux yeux de la population, qui voyait dans l'alliance entre

- 4 Gus Dur et Mega la possibilité de sortir de la crise économique, d'assurer une plus grande justice sociale et d'entreprendre un approfondissement démocratique enfin respectueux des libertés de chacun et des droits de la personne humaine¹.
- 5 Sous l'angle socio-politique, pour continuer la réflexion entamée sur l'incertitude de cette phase de transition démocratique, deux leçons majeures peuvent être tirées de l'élection d'une personnalité comme Gus Dur à la présidence. La première est que la culture politique traditionnelle indonésienne a largement résisté à trente années de modernisation socio-économique imposée à marche forcée. Ce qui s'est passé lors de la session du MPR consacre effectivement le triomphe de la recherche du consensus comme mode de gestion politique. C'est ainsi que les villages javanais ont été gouvernés depuis des siècles, la discussion et la délibération (*musjawarah*) s'y prolongeant jusqu'au moment où une décision sur laquelle tous s'accordent puisse être atteinte (*mufakat*), en tenant compte des intérêts et du point de vue de chacun. Comment expliquer autrement le fait que les leaders de quatre des cinq principales formations politiques nationales issues du scrutin du 7 juin 1999 se retrouvent aux commandes du pays au terme de cet exercice complexe : Gus Dur du PKB à la tête de l'État, Megawati du PDI-P pour le seconder, Amien Rais du PAN à la présidence du MPR et Akbar Tanjung du GOLKAR à celle du DPR ? Le cabinet ministériel pléthorique de 35 membres, formé au terme de tortueuses négociations par Gus Dur et Mega dès le 26 octobre, reflète bien cet état d'esprit consensuel. Il est même présenté par le tandem présidentiel comme un « gouvernement d'union nationale ». On y retrouve ainsi aux postes clefs les principaux responsables des mêmes formations politiques : Alwi Shihab, vice-président du PKB aux affaires étrangères ; Kwik Kian Gie, vice-président du PDI-P, comme super-ministre de l'économie ; Hamzah Haz, président du PPP, pour coordonner les questions sociales ; Marzuki Darusman, vice-président du GOLKAR, en tant que procureur général, enfin, deux ministres proches du président du PAN, respectivement à l'éducation et aux finances. La volonté d'union nationale apparaît par ailleurs dans l'origine régionale des membres du cabinet puisque y figurent des personnes venant des quatre coins de l'archipel. Certains ministres viennent même de régions séparatistes en conflit, comme Hasballah M. Saad, d'Aceh, chargé du nouveau ministère des droits de l'homme, et Fredy Numberi, d'Irian Jaya, un vice-amiral responsable des réformes administratives, un ressortissant papou et le premier représentant mélanésien dans un gouvernement indonésien. Certains observateurs sceptiques ont émis d'emblée des réserves sur les chances de succès d'un gouvernement qualifié de « cabinet arc-en-ciel » ou « fourre-tout multicolore » et même gaussé comme étant un « gouvernement de remerciement national », dont ils ont prédit l'échec de manière prémonitoire².
- 6 Compte tenu de la crise multidimensionnelle profonde que traversait l'Indonésie, Gus Dur n'avait guère d'autre option à disposition dans un premier temps. Il mettait tout bonnement en pratique l'art du possible dans un contexte où la première des priorités était la sauvegarde de l'unité nationale dans une période délicate de transition. Sa démarche, réaliste et pragmatique, est somme toute assez logique. On peut même la qualifier de moderne, en ce sens qu'elle vise bien à surmonter les difficultés concrètes auxquels se heurte la démocratisation du pays à ce moment précis de son histoire. Mais elle est risquée et on ne peut pas nier le fait qu'elle revêt aussi un caractère un peu archaïque. Elle correspond en fait à la culture politique traditionnelle d'un homme pour qui le consensus et l'harmonie restent des valeurs essentielles, plus aptes à faire émerger des solutions efficaces et viables que la règle des systèmes démocratiques

occidentaux, où la majorité impose son point de vue à la minorité. Et c'est bien là que réside la seconde leçon paradoxale de son élection à la présidence : au moment de devoir procéder à la nécessaire modernisation et à une démocratisation plus poussée de la vie politique du pays, c'est vers la tradition que l'on se tourne !

- 7 Le caractère inclusif et hétérogène de son gouvernement n'empêche cependant pas Gus Dur de faire preuve d'une grande détermination dès sa prise de fonction, pour aller de l'avant dans la voie des réformes démocratiques et imposer des mesures courageuses de réorganisation institutionnelle afin d'éliminer certains des aspects les plus nocifs encore prégnants du régime autoritaire de l'Ordre nouveau. C'est en particulier le cas pour ce qui touche au rôle politique de l'armée. Cette dernière reste pourtant toujours bien présente dans le paysage : pas moins de cinq officiers supérieurs siègent dans ce cabinet. Mentionnons le général Wiranto, en tant que ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité, et le lieutenant-général Soesilo Bambang Yudhoyono, comme ministre des mines et de l'énergie, un militaire réputé plus favorable à la *Reformasi* et moins corrompu que ses pairs, qui prendra de l'importance et fera beaucoup parler de lui à l'avenir. En revanche, la « grande muette » perd beaucoup de son poids par rapport au passé, d'autant plus que, selon la nouvelle règle en vigueur, ces officiers doivent dorénavant démissionner de leurs fonctions militaires au moment d'intégrer l'exécutif. Mine de rien, cela signe, de facto, la fin de la *dwifungsi*, un tournant majeur s'il en est en matière de démocratisation institutionnelle à porter au crédit de Gus Dur. Autre décision allant dans le même sens : la police ne constituera plus le quatrième élément des forces armées, comme c'était le cas sous l'Ordre nouveau ; elle est désormais placée sous la tutelle - a priori provisoire - de la présidence, avant de rentrer dans le giron du ministère de l'intérieur, ainsi qu'en veut l'usage dans toute bonne démocratie qui se respecte, et non plus sous celui de la défense³. Par ailleurs, ce dernier ministère chapeautant l'armée est confié pour la première fois à un civil en la personne de Juwono Sudarsono, universitaire respecté et esprit progressiste partisan de la *Reformasi*. Enfin, l'armée de terre, toute puissante sous Suharto, se voit ramenée à sa juste place dans ce pays insulaire avec la nomination de l'amiral Widodo comme chef d'état-major des forces armées nationales, la marine ayant toujours eu la réputation d'être plus libérale et démocratique. Au-delà de ce qui relève de l'armée, Gus Dur apporte aussi une autre touche personnelle importante à la réorganisation institutionnelle du gouvernement et prend une mesure symbolique, mais ô combien significative au regard du passé : le ministère de l'information est purement et simplement aboli, à la satisfaction générale, et tout spécialement de la presse et des media. Auparavant, ce ministère était en effet le grand organisateur des opérations de propagande sous l'Ordre nouveau et le bras armé de la censure contre la liberté d'expression.
- 8 Plus généralement, malgré son état de santé fragile, le nouveau président fait preuve d'une énergie étonnante. Il déploie une admirable créativité pour essayer de résoudre les problèmes et apaiser les conflits. Doué, malgré sa quasi cécité, d'une véritable vision pour l'avenir de l'Indonésie, Gus Dur le fait sur la base des principes de respect du pluralisme, de tolérance religieuse et d'ouverture d'esprit qui lui sont chers. Certaines de ses décisions, en dépit de leur caractère provocateur, rencontrent une assez grande approbation auprès de l'opinion publique. Par exemple, il autorise la communauté chinoise à reprendre ses pratiques religieuses traditionnelles, notamment celle liées au culte des ancêtres ; ou encore il impose le changement du nom de la province d'Irian Jaya en Papua, répondant ainsi au souhait de la population autochtone. Mais plusieurs

autres des propositions de Gus Dur créent la confusion et soulèvent même une franche opposition⁴. Ainsi il lance l'idée en l'air dès début 2000, avec une certaine candeur, d'offrir à la population de Aceh ou de la Papua la possibilité de se prononcer sur leur statut à travers un referendum, comme à Timor Est... mais en excluant cependant d'emblée que cela puisse déboucher sur l'indépendance ! Cela soulève immédiatement une forte opposition de l'armée. Encore plus vive est la réaction de nombreux officiers supérieurs et des milieux les plus conservateurs quand Gus Dur annonce, peu de temps après, envisager d'autoriser à nouveau l'enseignement du marxisme dans les universités du pays ! Certains de ses propres ministres menacent alors de démissionner et plusieurs parlementaires n'hésitent pas à évoquer déjà la nécessité de le relever de ses fonctions. Puis son style très particulier, sa manière de faire des blagues à tout propos et d'utiliser la dérision comme arme politique commencent à lui nuire. On lui reproche notamment ses nombreux voyages à l'étranger au début de son mandat pour visiter successivement tous les principaux pays partenaires afin de promouvoir la sortie de la crise de l'Indonésie et la voie de la *Reformasi* sur laquelle elle est engagée. Les mêmes voix critiques l'accusent de négliger les problèmes qui continuent à assaillir l'archipel et nécessitent sa présence sur place.

- 9 Il va aussi être affaibli, lui considéré parfaitement propre, par différentes affaires de corruption touchant son entourage proche pendant l'année 2000, notamment à travers des manipulations de sommes d'argent provenant du Sultanat de Brunei ou du *BULOG* (*Badan Urusan Logistik Nasional*, l'agence gouvernementale chargée de la régulation des stocks et des prix des denrées alimentaires), et apparemment destinées à financer son parti le *PKB*. Tous ceux qu'il s'est mis à dos en quelques mois vont prendre ce prétexte pour se liguer contre lui et commencer à comploter pour obtenir sa destitution : « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage », dit le proverbe ! Il lutte alors de toutes ses forces pour contrer leurs manœuvres, mais, déstabilisé et désabusé, il développe aussi un comportement de plus en plus énigmatique et erratique, s'entourant d'une toute petite camarilla de conseillers proches dans lesquels il a une totale confiance, dont sa fille aînée Yenny, et se coupant progressivement de la sphère politique, du parlement et même de son gouvernement. Avec la désillusion croissante qu'il suscite dans l'opinion publique, sa légitimité et sa popularité vont décliner de conserve jusqu'au triste dénouement final. Pour résumer, on répètera donc qu'il a fait tout ce qu'il pouvait aussi bien que possible, mais s'y est certainement mal pris et qu'il s'est surtout fait beaucoup d'ennemis en très peu de temps. Il ne va donc pas pouvoir aller plus loin et sera finalement écarté du pouvoir sur un bilan très mitigé qui se caractérise en fait par un échec sur plusieurs des principaux objectifs qu'il s'était fixé.
- 10 Sur le plan politique et sécuritaire, cet échec se situe à différents niveaux. En tout premier lieu, Gus Dur n'a pas réussi à véritablement trouver une solution aux problèmes de Aceh et de la Papua. Dans les deux cas, il espère que sa proposition d'organiser un référendum d'autodétermination, suivant le modèle adopté pour Timor Est, permettra de faire émerger, en s'appuyant sur les lois de décentralisation nouvellement adoptées, des solutions d'autonomie élargie dans le cadre unitaire de la république indonésienne. Mais cette idée soulève une forte opposition et les choses ne vont pas se dérouler comme le souhaite le président. Concernant Aceh, l'armée ainsi que trois des principales formations politiques faisant partie de sa coalition gouvernementale, le *PDI-P*, le *GOLKAR* et le *PAN*, sont totalement rétives à cette proposition. Ces organisations, non sans quelques raisons, y voient la porte ouverte à la désintégration du pays. Le nouveau chef des forces armées, l'amiral Widodo, pourtant

réputé être un réformateur, fait connaître son opposition, tout en admettant que la solution sécuritaire n'est pas adéquate pour régler le problème. Le ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité, le général Wiranto, est aussi très critique de la proposition du président, estimant qu'une autonomie élargie peut être octroyée, sans en passer par cette voie risquée. Il est vrai qu'après la perte de Timor Est, Aceh reste le principal terrain d'action privilégié d'une armée qui y a aussi de très juteux intérêts. Mais c'est également l'avis d'Akbar Tanjung pour le GOLKAR ou d'Amien Rais pour le PAN, présidents respectifs du DPR et du MPR et favorables à un élargissement du pouvoir du législatif. Ces politiciens estiment que c'est aux parlementaires de décider. Face à cela, Gus Dur adopte une stratégie duale assez subtile : lors de ses voyages internationaux, il s'emploie à plaider pour l'unité de l'Indonésie et à affaiblir les soutiens dont le GAM bénéficie ; sur le plan domestique, il essaye d'amadouer ce dernier en entrant en matière sur certaines de ses revendications. Des négociations sont ouvertes qui déboucheront sur la signature en mai 2000, à Genève⁵, d'un accord instituant « une pause humanitaire ». Ce dernier, très flou, ne débouche toutefois pas sur un véritable accord politique et ne met pas fin aux actions violentes de part et d'autre. Devant la reprise du conflit, Gus Dur, de plus en plus affaibli et isolé sur le plan politique, se voit obligé, en avril 2001, de demander à son armée de restaurer « la loi et l'ordre », ce qui consacrait l'échec de sa stratégie de conciliation et une victoire pour cette dernière.

- 11 Le problème est hélas un peu le même pour la Papua. Le mouvement séparatiste de l'OPM avait profité de la chute de Suharto et de la période troublée qui avait suivie pour réaffirmer sa revendication d'indépendance, hissant à nouveau son drapeau, le *Morning Flag*, lors d'une manifestation pacifique organisée en décembre 1999 à Jayapura, dans la capitale de la province. Utilisant la même stratégie duale que pour Aceh, Gus Dur fut d'abord accommodant avec les indépendantistes papous. Ainsi accéda-t-il à certaines de leurs demandes, comme le changement du nom de la province, et finança même un Congrès des peuples papous, qui eut lieu en mai 2000, tout en s'employant à couper l'OPM de ses faibles soutiens internationaux. Mais devant l'intransigeance manifestée par cette organisation de libération et les pressions de l'armée indonésienne, toute puissante dans cette province très lucrative, la tentative de conciliation tourna également court. En octobre 2000, la répression reprit le dessus avec l'arrestation pour subversion des principaux leaders de l'OPM, dont Theys Eluay et John Mambor. Ces actions militaires marquent un second échec de la stratégie présidentielle de négociation avec les séparatistes et un autre succès pour l'armée.
- 12 Tout cela démontre clairement l'étendue du principal échec du nouveau président sur le plan politique : celui de ne finalement pas avoir réussi, malgré tous ses efforts en la matière, à imposer la préséance du pouvoir civil sur l'armée, comme cela doit être le cas en démocratie. Certes, son rôle politique a été amoindri et elle a perdu une partie de ses prérogatives à travers les mesures de réorganisation institutionnelle mentionnées précédemment, mais elle reste toujours très puissante et constitue le principal obstacle à un approfondissement démocratique. En fait, le combat entre Gus Dur et l'armée, en priorité avec le général Wiranto et les officiers supérieurs qui lui sont fidèles, est sourd et feutré, mais constant et féroce, pendant toute la durée de sa courte présidence. C'est le président qui prend les devants en nommant le général à un poste clef dans son gouvernement, lui retirant par la même occasion ses fonctions de commandement militaire, en raison des nouvelles règles en vigueur, afin de le neutraliser et pouvoir mieux le contrôler. Il procède aussi fin 1999 et début 2000 à un certain nombre de

nominations importantes au sein de la hiérarchie militaire, en remplaçant des officiers fidèles à Wiranto par des hommes plus susceptibles de lui obéir. Puis, soutenu par la communauté internationale, qui exige que l'Indonésie rende des comptes sur le drame de Timor Est, Gus Dur laisse la justice rattraper celui qui était alors à la tête des forces armées. Cette justice est désormais incarnée par la nouvelle Commission nationale sur les droits de l'homme (KOMNAS-HAM), dirigée par un de ses proches, Marsuki Darusman⁶. Après bien des tergiversations, le président suspend finalement Wiranto de ses fonctions en février 2000. Il est alors remplacé à son poste par le lieutenant-général Yudhoyono, qui se rapproche ainsi une première fois du pouvoir⁷

Impasse politique, flambée des conflits régionaux et destitution pathétique

- 13 S'étant débarrassé de celui dont il se méfiait le plus, Gus Dur va procéder dans la foulée à un très grand coup de balai dans les rangs de l'armée en nommant notamment l'un de ses alliés, le major-général Agus Wirahadikusumah, à la tête du *KOSTRAD*, l'unité opérationnelle cruciale en cas de coup dur, comme l'a montré l'histoire. Finalement, en mars 2000, il dissout aussi le *BAKORSTANAS*, l'agence chargée du maintien de la stabilité nationale que Suharto avait créé en 1988 pour remplacer le *KOPKAMTIB* de sinistre mémoire (mis en place juste après le G30S). On ne peut pas donc dire qu'il est resté les bras ballants et n'a rien fait pour imposer sa volonté aux militaires et les mettre au pas. Mais toutes ces interventions intempestives lui ont bien sûr aliéné une part croissante des forces armées, alors que sa position politique s'érode du fait de la détérioration en parallèle de ses rapports avec plusieurs des partis de sa coalition et du parlement dans son ensemble. En juillet 2000, dans la perspective de la réunion annuelle du *MPR* qui s'annonce houleuse et où il aura besoin de pouvoir compter sur la loyauté de l'armée, il revient en arrière et calme le jeu, transférant le commandement du *KOSTRAD* à un officier plus en odeur de sainteté dans ses rangs. Il espère aussi que cela amènera cette dernière à montrer plus d'empressement pour intervenir afin de mettre fin aux violences inter-religieuses qui font tâche d'huile aux Maluku. À partir de là, enregistrant les déconvenues que l'on sait dans sa stratégie pour trouver une solution négociée à Aceh et en Papua, il va battre en retraite face à l'armée, ce d'autant que son principal combat s'est déplacé sur le plan purement politique.
- 14 Sur le plan politique précisément, la situation se détériore également très vite au sein du gouvernement, mais aussi dans les relations avec les principaux partis membres du cabinet ministériel et, par voie de conséquence, avec le parlement dans son ensemble. Que la cohésion gouvernementale ne dure pas très longtemps dans un cabinet aussi hétéroclite était somme toute assez prévisible. Mais la première atteinte importante à la cohésion du gouvernement est inattendue et se produit dès le mois de novembre 1999, quelques semaines seulement après sa formation ! En effet, Gus Dur s'était lancé d'emblée dans la lutte titanesque contre le fléau du *KKN* (*Korupsi-Kolusi-Nepotisme*) ravageant le pays en faisant savoir qu'il se séparerait de tout ministre mis en accusation ou simplement soupçonné de telles pratiques délictueuses. Or, l'un d'entre eux, et non des moindres, est rapidement désigné par la presse comme étant le plus haut placé sur la liste du président. Il s'agit de Hamzah Haz, ministre coordinateur du « bien-être de la population et de l'éradication de la pauvreté » (*sic*), président du *PPP*, le troisième parti politique en nombre de sièges au *DPR*, et candidat malheureux à la vice-

présidence face à Megawati. Fidèle à son engagement, Gus Dur fait rapidement savoir que l'intéressé lui a présenté sa démission (ce que son parti réfuta en l'occurrence) et annonce qu'il l'a acceptée. Pour compliquer la situation, il le remplace par un politicien qui n'est pas issu des rangs du PPP. Cela provoque non seulement l'ire de ce parti, mais aussi du PAN, son principal allié au sein de l'« axe central » islamique formé lors de l'élection présidentielle. Le leader de cette formation, Amien Rais, qui avait joué un rôle important dans la création de la coalition, également président du MPR, rappelle alors à Gus Dur combien cette alliance avait joué un rôle crucial dans sa victoire face à Megawati. Le président se mit ainsi à dos très rapidement ses alliés les plus proches des deux autres partis islamiques, ce qui entraîna la mort de l'« axe central » en question.

- 15 La seconde de ces atteintes à la cohésion gouvernementale, encore plus fatale, se produit en avril 2000, quand Gus Dur demande à deux ministres de démissionner de leurs postes, sans raison précise. Le premier, Laksamana Sukardi, est ministre d'État des investissements et du développement des entreprises et membre important du PDI-P ; le second est Jusuf Kalla, ministre de l'industrie, un des ténors du GOLKAR, et incidemment homme d'affaires richissime. Le président nomme aussitôt à leur place deux personnalités proches de lui, dont une était issue des rangs de son propre parti le PKB. Il semblerait que cette décision surprenante ait été prise sous la pression de cette formation, dont les caisses étaient vides, et de son organisation faïtière, le NU, désireux de placer certains de ses membres à des ministères réputés lucratifs. Quoiqu'il en soit, il perdit également aussitôt le soutien des deux principales formations politiques du pays. Cela mit définitivement fin à la coalition péniblement constituée pour le soutenir. En moins de six mois, Gus Dur avait réussi le prodige de dynamiter la coalition qui l'avait fait élire et composait son gouvernement ! Peut-être, grisé par le pouvoir, pensa-t-il alors être assez fort et ne plus avoir besoin d'elle pour gouverner ? La suite allait lui prouver que non.
- 16 Pendant ce temps, un autre mal insidieux était en train de se propager en Indonésie : la multiplication des conflits inter-religieux et la montée d'un islam intégriste qui allait bientôt déboucher sur des actions terroristes. Ces confrontations affectèrent de nombreuses régions, mais c'est à Poso, dans la province de Sulawesi Central, et surtout aux Maluku que ces conflits revêtirent la pire forme et firent le plus de victimes⁸. Comme c'est souvent le cas en pareilles circonstances, ce type de conflit a des racines profondes, remontant parfois à la période coloniale et aux troubles ayant entouré l'indépendance du pays. Mais ce fut un incident mineur de la circulation opposant des personnes d'appartenance religieuse différente, survenu dans la ville d'Ambon en janvier 1999, qui mit le feu aux poudres. Cet accident déclencha en effet de violentes émeutes qui firent des dizaines de victimes et occasionnèrent d'énormes destructions dans la ville. Puis le conflit avait fait tache d'huile et s'était étendu dans les mois suivants à toute l'île d'Ambon, ainsi qu'à ses voisines de Saparua, Haruku et Ceram. Il opposait des gangs armés de jeunes chrétiens, la religion majoritaire dans cette partie méridionale de l'archipel, à des groupes semblables appartenant à la minorité des musulmans locaux ou venus de Sulawesi. Avant la fin de l'année 1999, il avait déjà fait plus de 1 000 morts et entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Pour calmer le jeu, le parlement décida alors de créer la même année une nouvelle province de Maluku Nord, regroupant les îles à majorité musulmane, initiant ainsi un processus qualifié d'« épanouissement » (*pemekaran*) régional, qui prendra de l'ampleur les années suivantes. Mais cette mesure n'enraya hélas pas le cycle de la violence. L'émoi suscité par ces événements fut considérable au sein de la communauté

islamique indonésienne. Des démonstrations massives furent organisées à Jakarta, et ailleurs à Java, lors desquelles furent lancés des appels au *jiḥad*, la « guerre sainte », pour aller défendre les frères musulmans victimes des chrétiens aux Maluku. Elles seront d'ailleurs soutenues par des leaders politiques islamiques aussi importants que Hamzah Haz, fidèle à sa position très conservatrice, sinon radicale, et même, de manière plus surprenante et consternante, par Amien Rais.

- 17 L'un des résultats de cette mobilisation fut la création en 2000 d'une organisation baptisée *Laskar Jiḥad* (Milice de la guerre sainte) fondée par Ja'far Umar Thalib, un militant islamiste⁹ indonésien de descendance arabe, originaire du Hadramaout au Yémen. Éduqué dans une école coranique (*pesantren*) de Java Est, puis dans un institut d'études islamique de Jakarta financé par l'Arabie Saoudite propageant l'idéologie salafiste, il était ensuite parti au Pakistan poursuivre sa formation et était passé en Afghanistan pour participer au *jiḥad* contre les troupes soviétiques, avant de revenir en Indonésie après la chute de Suharto. De 2000 à 2002, avant d'être interdit suite au terrible attentat qui allait faire plus de 200 morts à Bali, le *Laskar Jiḥad* envoya une force d'environ 3 000 combattants aux Maluku. Là, cette organisation a propagé le conflit notamment à Halmahera et aux autres îles de la partie nord de l'archipel (ainsi qu'à Banda dans le sud), majoritairement peuplées de musulmans. Ce conflit fit des milliers de victimes au sein de la communauté chrétienne. Selon toute vraisemblance, ces militants islamistes bénéficièrent au minimum de la passivité de l'armée indonésienne, qui avait gardé une grande méfiance envers la communauté chrétienne locale, suite à la tentative de sécession de la République des Moluques du Sud au début des années 1950. De plus ils ont peut être aussi reçu des soutiens financiers de certains officiers ou oligarques proches de Suharto. Ces derniers ont vu dans ce nouveau conflit et du chaos qu'il engendrait, une possibilité de reprise en main du pouvoir. Ce n'est pas la première ni la dernière fois que la religion islamique aura été instrumentalisée à des fins politiques en Indonésie, comme partout ailleurs dans le monde musulman, et ce depuis des lustres. Une seconde organisation islamique comparable, le *Laskar Mujahidin* (Milice des soldats de la guerre sainte), fut également créée en 2000, à Jogjakarta, par un autre leader islamiste indonésien de descendance arabe, lui aussi originaire du Hadramaout et revenu d'exil après la chute de Suharto. Il s'agit d'Abu Bakar Ba'asyir qui allait s'illustrer de manière infâme dans les années suivantes. Ces deux leaders islamistes rivaux partagent en fait le même type d'idéologie et d'obsession paranoïaque, pensant que l'islam est menacé d'un complot occidental qui vise à christianiser l'Indonésie. Ils recrutent des émules parmi les élèves de leurs écoles coraniques, souvent issus des classes défavorisées, ou au sein du milieu étudiant, en particulier chez ceux qui ont fait des séjours en Arabie saoudite, dont ils sont revenus porteur des valeurs du salafisme¹⁰. Bref, pendant que Gus Dur, dont l'idéologie était aux antipodes de ce radicalisme, dépensait son énergie en manœuvres sibyllines pour tenter de garder le pouvoir et que l'élite politique et militaire nationale s'organisait en coulisse pour l'en déchoir, le cancer de l'intégrisme et du terrorisme couvait dans le pays.

- 18 Dès avril 2000, après que la coalition gouvernementale ait volé en éclats, tous les partis politiques qui en ont été exclus se liguent en effet contre le président afin d'obtenir sa destitution. Une bonne occasion leur est donnée avec les vilaines affaires de KKN qui éclatent dans son entourage et l'éclaboussent. D'une part, on accuse Gus Dur de népotisme pour avoir favorisé la nomination de son frère, Hasyim Wahid, dans le comité directeur de l'IBRA, l'agence chargée de la restructuration du système bancaire qui dispose de très gros moyens financiers. D'autre part, on le soupçonne d'être

impliqué dans plusieurs scandales de corruption, dont les deux plus gênants pour lui vont faire pendant des mois les titres de la presse sous le nom de « Bulo-gate » et de « filière de Brunei ». Dans le premier, son secrétaire d'État, Bondan Gunawan, est accusé d'avoir détourné 3,5 millions de US\$ des fonds du *BULOG* pour financer le *PKB*. Dans l'autre, *Gus Dur* lui-même est critiqué pour avoir accepté une donation de 2 millions de US\$ de la part du sultan Hassanal Bolkiah de Brunei et en avoir disposé de manière opaque. Compte tenu du niveau de corruption ambiante dans le pays, ce ne sont pas là des sommes très importantes. Mais ce problème ne peut pas être mis sous le tapis en cette nouvelle période de transparence et de lutte contre l'hydre du *KKN*. L'ironie sordide de l'histoire est que certains des parlementaires qui sont les plus virulents à l'égard de *Gus Dur* sont des caciques du *GOLKAR*, ayant grassement bénéficié du colossal système de corruption mis en place par Suharto du temps de l'Ordre nouveau, qui se chiffre en milliards. De plus, ils sont farouchement opposés à ce que Suharto soit jugé pour ces délits. Paradoxalement et de manière assez cocasse, les réformateurs du *PDI-P* ou du *PAN* accusent justement *Gus Dur* de ne pas avancer assez vite sur cette affaire et de vouloir protéger l'ancien président, qui a refusé en février 2000 de comparaître devant le procureur-général en prétextant une santé défaillante. Il est vrai que, fidèle à son idéal de réconciliation nationale et de tolérance, il a dit haut et fort que si Suharto était jugé coupable, il lui accorderait sa grâce présidentielle afin de lui éviter la prison. En revanche, il n'épargnera pas son fils préféré et le plus vénal, Tommy, qui sera condamné un peu plus tard dans l'année à 18 mois de prison ferme. L'intéressé n'exécutera d'ailleurs pas cette peine en allant se cacher dans le pays, grâce à des complicités en haut lieu. C'est aussi en 2000 que Bob Hasan, le sulfureux partenaire de golf de Suharto, sera condamné à six ans de prison, qu'il effectuera en partie quant à lui.

- 19 Il est certain que *Gus Dur* est très déstabilisé par ces accusations de *KKN* qui mettent en cause son honnêteté. Or, il est hautement probable que, s'il a commis des fautes, c'est plus par négligence que de manière intentionnelle et délibérée. L'enquête du procureur-général le lavera d'ailleurs de tout soupçon, mais cela ne satisfait nullement ceux qui veulent sa perte. Déjà passablement déconcertant et irritant pour les gens qui le subissent, son comportement en pâtit. Il oscille entre des phases où il use de son ironie mordante pour ridiculiser ses adversaires politiques et d'autres où il semble abattu. On le dit parfois errer de manière pathétique dans les salons et couloirs du vaste palais présidentiel en *sarong* et en tongs ! Face à cela, le *MPR*, réunit en session annuelle en août 2000, obtient de lui qu'il édicte un décret présidentiel par lequel il transmet la gestion des affaires courantes du pays à la vice-présidente Megawati. C'est un peu le début de la fin pour *Gus Dur*, qui va toutefois encore résister et se battre comme un beau diable pendant près d'une année. Mais le combat est inégal. En effet, dans la même session, le *MPR* amende la Constitution pour s'accorder plus de pouvoir par rapport au président : il abroge le droit de veto présidentiel, et accorde un droit d'interpellation et d'enquête au *DPR*. En réaction, *Gus Dur* remanie dans la foulée son gouvernement pour former un cabinet plus restreint de 26 membres, presque tous issus du *PKB* ou proches de lui, dont Rizal Ramli, un universitaire connu pour son caractère bien trempé et ses vues peu orthodoxes en matière de développement, qui remplace Kwik Kian Wie comme ministre coordinateur des affaires économiques. Cela déplait beaucoup au *DPR* qui intensifie son travail de sape et, au terme de nombreuses péripéties, vote en février 2001, à une écrasante majorité, pour rendre *Gus Dur* responsable des deux scandales de corruption incriminés. À partir de là, comprenant qu'une procédure de destitution est

inévitables et ira à son terme, Megawati le lâche. Sommé de comparaître pour rendre des comptes, le président tergiverse et temporise, menaçant même de proclamer la loi martiale, de dissoudre le DPR et de convoquer des élections anticipées. Mais, son ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité, Soesilo Bambang Yudhoyono, fait savoir qu'il y est opposé et est d'ailleurs limogé pour cela.

- 20 En mai 2001, la procédure d'« impeachment » est officiellement lancée. Une séance spéciale prévoyant une audition pour corruption présumée et incompétence est programmée pour la session annuelle du MPR en août 2001. Tirant les dernières cartouches, Gus Dur résiste encore et toujours, malgré sa santé défaillante. Il cherche un compromis et essaye d'amadouer ses adversaires, notamment en remplaçant Yudhoyono par le général Agum Gumelar, réputé proche du PDI-P, et procède à un remaniement ministériel. Puis il revient aux menaces en nommant, en la personne de Baharuddin Lopa, un nouveau procureur général connu pour son intransigeance (qui décèdera hélas pour lui très peu de temps après), signe qu'il veut intensifier la lutte contre la corruption, sans épargner Mega et son époux Tawfik Kiemas, businessman prospère à la fortune douteuse. Finalement, acculé et perdant peut-être un peu le sens des réalités, il donne un ultimatum jusqu'au 20 juillet au MPR pour trouver une solution de compromis, sous peine de déclarer l'état d'urgence. Sommé par un vote majoritaire massif de se rendre devant ce dernier pour y rendre des comptes sur sa gestion des affaires du pays depuis son élection 21 mois plus tôt, il refuse. En représailles, il adopte un décret présidentiel un peu surréaliste, qui sera totalement ignoré, ordonnant l'interdiction du GOLKAR et la suspension des débats parlementaires. Mais c'est une manœuvre désespérée car il est impitoyablement abandonné par tout le monde.
- 21 Le 23 juillet 2001, lors d'une séance humiliante et pathétique, la destitution de Gus Dur est votée à l'unanimité des 592 membres du MPR présents, le PKB et ses autres partisans l'ayant boycotté. Conformément aux termes de la Constitution, Megawati, en tant que vice-présidente, est alors élue pour le remplacer, comme Habibie avant elle après la démission de Suharto. Elle s'est bien vengée du coup de poignard dans le dos qu'elle estimait avoir reçu de son vieux complice en octobre 1999. Comble de l'ignominie et de l'ironie, mais aussi signe plus qu'inquiétant pour l'avenir, c'est Hamzah Haz, le président du PPP et du DPR, un islamiste obtus mais aussi le premier des membres du gouvernement de coalition à avoir été limogé pour corruption, qui est élu pour seconder Mega à la vice-présidence ! Nouvelle retournement de l'histoire, c'est le poste auquel elle l'avait battu en 1999, après qu'il ait été son opposant le plus féroce pour empêcher une femme d'accéder au pouvoir suprême. L'intéressé devançait les deux autres candidats en lice, Akbar Tanjung, secrétaire-général du GOLKAR et Soesilo Bambang Yudhoyono, ministre démissionnaire du cabinet de Gus Dur, qui était soutenu par un groupe de députés de différents partis, mais tous de tendance nationaliste.
- 22 Dans cette courte et bien peu glorieuse saga, tant pour lui que pour l'Indonésie, celui qui avait soulevé beaucoup d'espoirs part donc de manière un peu honteuse¹¹. Au moment où Gus Dur est chassé du pouvoir, le recensement de 2000 montre que l'Indonésie a passé un cap important puisque sa population dépasse légèrement les 205 millions d'habitants¹². En fait, il est probable qu'elle ait été nettement plus élevée du fait des problèmes de sous-enregistrement liés aux conditions politiques et sécuritaires difficiles dans lesquelles ce recensement a été réalisé¹³. Sur le plan politique et sécuritaire justement, le pays qu'il laisse à Mega est en effet toujours confronté à mille problèmes. En revanche, l'économie, dont il n'a guère eu le temps ni d'ailleurs le goût

de s'occuper se porte légèrement mieux. Les séquelles de la crise de 1997/98 sont évidemment encore bien présentes, mais les mesures prises pour renflouer l'économie, restructurer le secteur bancaire et sauver les entreprises de la faillite commencent à porter leurs fruits. La croissance est repartie à la hausse et enregistre même un taux inespéré proche de 5% en 2000¹⁴. Le chômage est quant à lui en baisse et le revenu des ménages augmente à nouveau car les gens retrouvent progressivement un emploi. Cette reprise est favorable à la *rupiah* qui, malgré un nouveau léger fléchissement, se stabilise autour de 8 500 pour 1 US\$ fin 2000, alors que l'inflation est retombée à un niveau supportable de 10-12%. La situation de la classe moyenne urbaine commence donc à revenir à la normale et la pauvreté, telle que définie par un niveau national de revenu journalier inférieur à 1 US\$, retombe sous la barre des 20% et se rapproche lentement des 17-18% en 2001. Cela dit, c'est bien plus de la moitié de la population qui est toujours en dessous du niveau international de 2 US\$ par jour ! Il reste donc encore beaucoup de problèmes à régler, notamment au niveau de la dette extérieure, qui a explosé, des taux d'intérêts, qui restent trop élevés, et de la relance des investissements, encore bien timides.

- 23 Avec le recul, il nous semble que l'on ne peut guère continuer à soutenir l'idée que la présidence de Gus Dur fut un échec total et une catastrophe pour l'Indonésie. Compte tenu de la situation chaotique et des difficultés politiques, sociales et économiques énormes auxquelles il dû faire face, il a tout de même réussi à sauvegarder et même à consolider les fragiles acquis de la toute jeune démocratie. Mais il était un peu pris en tenaille entre deux forces contraires, qui plus est, en terrain découvert. D'un côté il était dans l'obligation de combattre les vestiges d'un Ordre nouveau qui avait encore de nombreux fidèles, notamment au sein d'une armée toujours puissante, n'ayant pas encore accepté d'abdiquer et qui a défendu avec force ses avantages et prérogatives. De l'autre, il a été confronté à l'ambition des nouveaux acteurs de la *Reformasi*, tant au niveau du parlement national que des régions ou de la société civile, qui avaient justement l'intention d'étendre leur pouvoir aux dépens de l'exécutif. C'était une position quasiment intenable et elle l'aurait été pour n'importe qui d'autre occupant la fonction de président au même moment. Il a pourtant combattu avec détermination pour tenter de sortir de cette impasse. Sa personnalité n'a toutefois pas facilité les choses. Peut-être trop confiant dans la force de son aura et sa capacité de conviction, aveugle, au sens propre et figuré, devant les manœuvres de ses adversaires, oscillant entre un excès d'orgueil et une grande naïveté, Gus Dur a aussi un peu perdu le sens des réalités vers la fin, ce qui a précipité sa perte. Quoi qu'il en soit, sa destitution infamante n'est pas à l'honneur de ceux qui l'ont ourdie et exécutée. Il ne méritait certainement pas un traitement aussi cruel. En peu de temps, la postérité lui a d'ailleurs heureusement rendu justice et une majorité d'Indonésiens reconnaît aujourd'hui non seulement sa haute valeur morale mais aussi ses réussites non négligeables.

NOTES

1. De son côté, Gus Dur, aussi connu pour son caractère facétieux et son goût des plaisanteries, ne rassurait en revanche guère en déclarant que le pays était dans de bonnes mains avec le couple présidentiel qu'il formait en compagnie de Mega : « Je suis aveugle et elle est muette » lança-il une fois dans un éclat de rire !
2. Ainsi, dans la *Far Eastern Economic Review* du 4 novembre 1999, le correspondant de l'hebdomadaire de Hong Kong à Jakarta fait remarquer, sur un ton un peu ironique, qu'il ne va pas être aisé de faire travailler ensemble un cabinet qui offre « une coalition arc-en-ciel comprenant des politiciens islamiques durs, des militaires réformateurs, des civils progressistes, des bureaucrates, des anciens membres du GOLKAR, un prince dynastique balinais et même un philosophe catholique ».
3. C'est à partir de là que l'armée change de nom, abandonnant son ancienne appellation ABRI, pour devenir la TNI (*Tentara Nasional Indonesia* ou Armée nationale indonésienne), regroupant les trois « armes » habituelles de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation. Pour sa part, la police devient alors la POLRI (*Polisi Republik Indonesia* ou Police de la république indonésienne).
4. C'est sur cette base que les Indonésiens vont ajouter un volet supplémentaire et hilarant à la blague concernant leurs trois premiers présidents, évoquée dans la note 5 de ce chapitre, en disant que si chacun d'entre eux présentait une forme particulière de folie, c'est à présent eux que le quatrième rendait fou !
5. En l'occurrence au Centre Henry Dunant, qui était alors lié aux deux instituts universitaires IHEID et IUED qui vont fusionner en 2008 pour former le *Graduate Institute of International and Development Studies* où j'ai terminé ma carrière académique active et dont je suis toujours professeur honoraire. J'ai d'ailleurs eu la chance de pouvoir rencontrer Gus Dur, qui était venu lui-même en Suisse pour cette occasion, et avoir une brève conversation avec lui et sa fille Yenny qui l'accompagnait toujours dans ses déplacements à l'étranger.
6. Au bout du compte, le général Wiranto ne sera jamais véritablement inquiété et poursuivra sa carrière politique de haut-vol jusqu'en 2019. Seuls quelques exécutants et seconds couteaux comme Erico Gutierrez et Abilao Soares, qui avaient commandé les milices locales ayant fait le « sale travail », seront finalement condamnés pour les crimes contre l'humanité et les violations des droits de l'homme commis à Timor Est.
7. Alors que Wiranto, qui considérait précisément et à juste titre Yudhoyono comme l'un de ses principaux adversaires au sein de l'armée susceptible de contrarier ses ambitions présidentielles naissantes, avait insisté pour qu'il soit nommé ministre des mines, afin de le neutraliser et mieux le contrôler, à l'instar de la stratégie adoptée par le Président Gus Dur à son égard.
8. Pour tout ce qui touche aux différents conflits inter-religieux ou autre qui ont ensanglanté l'Indonésie pendant les dernières années du régime de l'Ordre nouveau et toute la période de la transition démocratique, de 1996 à 2004, la source d'information et d'analyse la plus complète est l'ouvrage de John T. Sidel, *Riots, Pogroms, Jihad, Religious Violence in Indonesia* (2007). Toutefois, sur le conflit des Maluku à proprement parler, la meilleure référence sur la question reste : Gerry van Klinken, *Communal Violence and Democratization in Indonesia : Small Town Wars* (2009).
9. Compte tenu de la manière dont la situation politique va évoluer autour de la question religieuse à partir de ce moment là en Indonésie, nous allons utiliser régulièrement le mot islamiste. Il faut donc le définir succinctement, en le différenciant du mot islamique que nous avons employé souvent jusque là. Pour nous, dans le contexte indonésien, la différence entre les deux mots est la suivante: une organisation ou une personne qualifiée d'islamique se réclame simplement de l'islam, mais respecte la nature laïque, pluriconfessionnelle et tolérante de la République d'Indonésie, notamment sa Constitution et son idéologie du *Pancasila*; en revanche,

une organisation ou une personne qualifiée d'islamiste milite pour l'avènement d'un État islamique et l'imposition de la *shariah*, au minimum pour les musulmans.

10. Le salafisme est l'idéologie des musulmans qui souhaitent suivre l'exemple des pieux ancêtres de l'islam des origines (*Salaf al-Salih*). Elle est propagée en Indonésie par des financements saoudiens et imprègne fortement le *Majelis Ulama Indonesia* (Conseil indonésien des oulémas). Ses adeptes sont bien sûr tous partisans de l'imposition de la loi islamique (*shari'ah*), mais la plupart sont quiétistes, c'est à dire qu'ils ne prônent pas le recours à la violence du *jihad* ou du terrorisme pour imposer leurs vues. Néanmoins, une minorité d'entre eux pense hélas que c'est une voie légitime pour arriver à ses fins.

11. Après quelques jours de réflexion, il acceptera sa destitution, évacuera le palais présidentiel et partira dans la foulée pour se faire soigner aux États-Unis. Il vivra encore quelques années, retrouvant l'estime et l'affection de la majorité de ses concitoyens, et décèdera en 2009, à l'âge de 69 ans.

12. Voir Tableau 10 en annexe qui donne les résultats détaillés de ce recensement.

13. Après avoir examiné attentivement la question, notre ami Terence Hull en arrive finalement à la conclusion que la population aurait plutôt tourné autour de 213 millions en 2000. C'est le chiffre qu'il avance dans l'article qu'il a rédigé pour l'ouvrage de Mélanges en mon honneur : Terence Hull, « The Indonesian Population Revolution » in Christophe Gironde *et.al*, qui devrait paraître en 2021.

14. Voir Graphique 2 en annexe.

5.3. 2001–2004 : le retour laborieux à une certaine stabilité générale sous Megawati

- 1 Lorsque Megawati Sukarnoputri se retrouve investie du pouvoir, la situation du pays demeure très difficile à tout point de vue. On peut considérer que l'échec de son prédécesseur présente au moins l'avantage de lui avoir montré quels sont les problèmes qu'il faut absolument qu'elle résolve pour aider l'Indonésie à aller de l'avant dans la voie de la consolidation démocratique. Cela passait notamment par le fait de ramener définitivement les soldats dans leurs casernes ; de renforcer la présidence et la démocratie en général par l'adoption d'un système d'élections directes au suffrage universel ; et d'imposer progressivement un véritable état de droit et le respect des lois. Il fallait aussi s'attaquer avec beaucoup plus de détermination qu'auparavant au cancer du KKN ; mettre en application avec discernement les nouvelles lois de décentralisation pour mieux réguler les rapports entre le pouvoir central et celui des régions ; trouver enfin une solution négociée pour calmer les velléités séparatistes à Aceh ou en Papua ; contenir la montée de l'intégrisme religieux, tout en jugulant les violences inter-religieuses et communautaires déchirant plusieurs provinces de l'archipel et en prévenant la répétition d'actes de terrorisme. Il était enfin indispensable de remettre l'économie en ordre de marche sur la voie d'un développement durable et équitable, en assurant une meilleure justice sociale et en réduisant la pauvreté et les inégalités entre les personnes et les régions. Vaste programme s'il en est ! Sans grande surprise, Mega ne va pas pouvoir le réaliser dans les trois ans qui lui restaient pour achever le mandat de *Gus Dur* jusqu'aux élections de 2004, loin s'en faut. Mais elle va cependant présider à une troisième étape se soldant par un certain nombre d'avancées significatives dans la démocratisation progressive des institutions nationales.

Poursuite des réformes démocratiques et stabilisation du système électoral

- 2 Après les trois années chaotiques qui ont suivi la démission de Suharto, Megawati va d'abord et surtout ramener un peu de calme dans la vie politique du pays et de dignité à

la fonction présidentielle. Elle n'a toutefois pas le charisme et l'éloquence de son père, c'est le moins que l'on puisse dire, bien qu'elle lui ressemble beaucoup physiquement. Introvertie, réservée, distante, un peu terne et mutique, elle n'a guère a priori les qualités de leader requises pour diriger un pays aussi grand et complexe à un moment aussi délicat de son histoire. De plus, née en 1947 à Jogjakarta, elle est entrée en politique tardivement, passé la quarantaine, après avoir longtemps été une « simple mère de famille et femme au foyer ». C'est l'acharnement répressif borné de Suharto qui a fait d'elle une icône de l'opposition à l'Ordre nouveau et ce sont les circonstances qui l'on poussé sur le devant de la scène. Même si elle appartient à une famille dont le sort a été lié à celui de la République d'Indonésie depuis sa naissance, elle manque donc d'expérience dans la gestion des affaires publiques et des ressources humaines attachées à l'exercice. Cela va la placer dans les mains de quelques conseillers de l'ombre qui vont avoir beaucoup d'influence sur elle. C'est au tout premier chef le cas de son deuxième époux, Tawfik Kiemas, un homme d'affaires rusé et un peu retors : il va beaucoup nuire à son image aux yeux de l'opinion publique par ses manœuvres et manigances, et affaiblir le *PDI-P*. Par ailleurs, son grand orgueil, combiné à une capacité intellectuelle que beaucoup d'observateurs disent ne pas être hors du commun et à un entêtement congénital, ne vont pas aider. Ombrageuse héritière de la tradition familiale, Megawati considère au fond que la fonction présidentielle lui revient de droit et entend régner un peu comme une souveraine. Paradoxalement, elle est finalement peut être plus proche du style terne de son adversaire de toujours, Suharto, que de celui de son flamboyant géniteur, Sukarno. Mais les temps ont changé et, contrairement à eux deux, la présidente ne peut plus décider seule et ordonner comme auparavant. Elle doit apprendre à persuader gentiment et à manipuler habilement en utilisant de son charme pour arriver à ses fins, toutes choses que Mega n'a pas vraiment appris à faire.

Photo 38 : Megawati Sukarnoputri (1947-), présidente de 2001 à 2004



SOURCE : Wikipedia (photo officielle)

- 3 Quoiqu'il en soit, elle forme un cabinet ministériel pléthorique de 33 membres, qui ressemble comme deux gouttes à celui investi par son prédécesseur deux ans plus tôt, et vise, comme lui, au consensus maximal, le tropisme national atavique. Le nouveau gouvernement compte en effet autant de ministres issus des rangs de son parti, le *PDI-P*, que de celui de son vieux rival, le *GOLKAR*, et, hormis le *PKB*, qui n'a toujours pas digéré la destitution de Gus Dur, fait une place importante au *PPP* et au *PAN*, les deux autres formations islamiques de l'« axe central » ayant permis à la fois l'élection et la destitution de ce dernier. Parmi les poids lourds du cabinet, on retrouve deux vieilles connaissances qui vont jouer un rôle décisif dans les mois et surtout les années à venir : Soesilo Bambang Yudhoyono, du *PDI-P*, ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité, qui retrouve le poste dont Gus Dur l'avait chassé, et Jusuf Kalla, du *GOLKAR*, qui est promu à celui de ministre coordinateur du bien-être social. Figurent aussi un certain nombre de technocrates compétents et respectés comme Dorodjatun Kuntjoro-Jakti, ministre de l'économie et des finances, ou un diplomate expérimenté, Hassan Wirajuda, aux affaires étrangères. L'armée, dont Megawati est beaucoup plus proche que Gus Dur, n'en est pas absente : en dehors de Yudhoyono, le cabinet compte aussi trois autres anciens généraux à la retraite. Néanmoins, impressionnés par les compétences dont elle s'est entourée, certains commentateurs n'hésitent pas à parler de « dream team » ! Les épreuves difficiles que va traverser le pays jusqu'en 2004 font que les résultats ne seront pas à la mesure des espérances. Mais Mega ne fera pas les erreurs de son prédécesseur et ne procédera pas à des remaniements intempestifs, veillant à ce que la stabilité gouvernementale et celle de la coalition qui en est la garante tiennent (presque) jusqu'au bout de son mandat. Néanmoins, elle laissera largement ses ministres gouverner pour elle, parlera peu et quand elle le fera ne sera

pas toujours très articulée ni convaincante. C'est la raison pour laquelle elle sera beaucoup critiquée pour son immobilisme et sa propension « à ne rien faire » en attendant que les problèmes se règlent d'eux-mêmes. C'est là aussi un jugement un peu injuste au vu de son bilan.

- 4 C'est en effet tout de même sous sa présidence, même si c'est à son corps défendant, que deux des amendements constitutionnels les plus fondamentaux vont être adoptés par le parlement et littéralement transformer la vie politique du pays. Le premier concerne l'élection présidentielle. En 2001, après la destitution de Gus Dur, le MPR décide en effet, lors de sa session annuelle, que dorénavant la présidence sera repourvue à travers des élections directes au suffrage universel. À vrai dire, au nom du respect de la Constitution de 1945 conçue par son père, Megawati et l'aile la plus nationaliste du PDI-P voulaient repousser ce changement de scrutin aux élections de 2009, prétextant que « le peuple n'était pas encore prêt » pour cela en 2004. Mais elle s'est finalement ralliée à la majorité du parlement qui soutenait une idée répondant clairement à la volonté populaire. Les Indonésiens avaient en effet été dégoûtés par les 32 années de pouvoir de Suharto, où, seul candidat en lice, il avait été élu six fois de suite à l'unanimité par le MPR. L'élection en 1999 de Gus Dur avait certes constitué un petit progrès, puisqu'il était opposé à Mega, mais les jeux en coulisses de parlementaires facilement manipulables et surtout corruptibles avaient finis de décrédibiliser ce système indirect. Lors des prochaines élections générales de 2004, la population choisirait donc d'abord ses représentants au DPR, puis, dans un second temps, elle se prononcerait sur la candidature de tickets présidentiels, président et vice-président, un peu à l'américaine, proposés par les principaux partis ou par les coalitions qu'ils formeraient. Si aucun de ces tickets n'obtenait la majorité, ce qui était plus que probable vu la prolifération de formations issues de la *Reformasi*, un second tour serait organisé pour départager les deux tickets arrivés en tête au premier. Par ailleurs, il était confirmé que le mandat présidentiel était de cinq ans et qu'il était impossible d'en accomplir plus que deux. Après trois années où le pouvoir législatif avait pris une certaine ascendance sur l'exécutif, ces réformes redonnaient la préséance à ce dernier et consacraient l'avènement d'un régime quasi présidentiel puisant sa légitimité dans la volonté populaire.
- 5 Par ailleurs, il était aussi décidé de créer une nouvelle chambre haute de type quasi sénatoriale appelée DPD (*Dewan Perwakilan Daerah* ou Assemblée des représentants des régions), à raison de quatre personnes par province¹ élus directement par la population. Ils se joindront aux désormais 550 membres du DPR, - dont le nombre a augmenté en fonction de celui des circonscriptions électorales, - pour former un MPR nouveau style. Cette nouvelle assemblée faîtière est dotée de fonctions largement réduites au seul rôle d'amendement de la Constitution et de destitution du président ou du vice-président, en cas d'incapacité ou de faute grave. Là aussi, les éléments les plus conservateurs entourant Megawati n'y étaient pas vraiment favorables, de peur que cela constitue un premier pas vers le système fédéral qu'ils honnissaient. Mais la présidente se rangea à l'avis de la majorité de la coalition gouvernementale qui la soutenait. Enfin, une seconde nouvelle institution majeure fut également établie en 2001 : la Cour constitutionnelle, qui viendrait renforcer le rôle de la Cour suprême, comme cela figurait dans la Constitution de 1945. Formée de neuf juges, nommés en trois tiers, - par la Cour suprême, le DPR et la présidence -, elle aurait pour fonction première d'interpréter la Constitution et de donner son blanc-seing sur l'ouverture

d'une éventuelle procédure de destitution présidentielle. Mais elle serait aussi chargée de résoudre les conflits surgissant entre les institutions étatiques, de décider de la dissolution des partis politiques et de se prononcer en cas de litiges sur les résultats des élections générales. On verra combien cette dernière fonction va devenir cruciale dans les années suivantes.

- 6 Le second amendement constitutionnel en question, non moins important, consacre en 2002 la fin définitive et plus rapide que prévu de la représentation de l'armée au sein du DPR. Elle avait déjà été réduite à deux reprises, la première fois par Suharto en 1997, qui, pour tenter d'enrayer la contestation de son régime, avait accepté de la ramener de 100 à 75 sur le nombre total des 500 députés du DPR. Puis, il avait été décidé de l'éliminer progressivement, en six ans, suite à l'accord dit de Cianjur, conclu fin 1998 entre les trois leaders des principales formations politiques favorables à la *Reformasi*, - Megawati pour le PDI-P, Gus Dur pour le PKB et Amien Rais pour le PAN -, soutenus par la figure respectée du sultan Hamengkubuwono IX de Jogjakarta, affilié au GOLKAR. Ensuite, la place de l'armée dans l'assemblée nationale avait été réduite une deuxième fois, de moitié, à 38 représentants avant les élections législatives anticipées de 1999. En 2002, seulement trois ans plus tard, elle fut donc définitivement abolie : dès les élections de 2004, aucun représentant de l'armée ne siègerait plus dans le DPR. Cela ne signifiait nullement que les militaires perdaient tout pouvoir d'influence dans les affaires politiques du pays. De nombreux anciens haut gradés choisirent en effet d'entrer dans la politique au terme de leur carrière militaire pour devenir, comme on l'a vu pour certains d'entre eux, ministres dans les gouvernements de Gus Dur et Mega, ou se faire élire en tant que parlementaires au niveau national, comme gouverneurs de provinces ou dans les assemblées régionales. D'autres choisirent d'incorporer le monde économique en prenant la tête d'entreprises publiques ou en incorporant les conseils d'administration des grands conglomérats privés. Malgré tout, cet amendement constitutionnel constituait un progrès décisif pour la consolidation de la démocratie indonésienne.
- 7 C'est aussi en 2002 que le DPR adopte la loi qui définit les modalités de fonctionnement et les prérogatives de la KPK (*Komisi Pemberantasan tindak pidana Korupsi* ou Commission pour l'éradication de la corruption), une institution qui va être opérationnelle à partir de 2004. Elle va devenir célèbre et demeure jusqu'à ce jour un instrument clef pour combattre ce fléau, - malgré les récentes mesures adoptées pour la contrôler et l'affaiblir, que nous examinerons dans le dernier chapitre - , avec l'espoir de ne plus en avoir besoin un jour, hélas encore lointain comme nous le verrons aussi. Il ne faut finalement pas oublier de mentionner que le parlement fit également un travail important en 2002 et 2003 pour reformuler les lois électorales en fonction des révisions constitutionnelles adoptées précédemment et dans la perspective des élections de 2004. Sans entrer à ce stade dans le détail complexe de ces dernières, mentionnons juste que cela touchait aux règles fixées pour limiter le nombre des partis pouvant prendre part aux élections législatives ainsi que celles les autorisant à présenter des candidats à la présidence, dont nous parlerons plus loin. Au bout du compte, un important travail de révision constitutionnelle et de législation institutionnelle fut accompli par le parlement entre 2001 et 2004 sous la présidence de Megawati, qui en avalisa les résultats, même si cela allait parfois à l'encontre de ses propres convictions.

- 8 Un des autres problèmes importants auquel le gouvernement s'attaqua sous la présidence de Mega est l'entrée en vigueur formelle à partir de 2001 des lois de décentralisation adoptées sous Habibie en 1999. On se souvient qu'elles transféraient une très grande partie du pouvoir politique et économique aux districts et aux municipalités, en sautant volontairement l'échelon des provinces afin de ne pas attiser les tendances centrifuges à l'œuvre dans plusieurs d'entre-elles. L'un des grands pays en développement parmi les plus centralisés du monde devenait subitement l'un des plus décentralisés ! Excepté pour les questions de défense, les relations internationales, la justice et les affaires monétaires et religieuses, tous les autres domaines de compétences étaient en effet décentralisés, avec le budget correspondant. Sans surprise, l'application de ces lois, conçues et adoptées dans la précipitation, sans réflexion suffisante sur leurs implications, a rapidement fait émerger de grandes difficultés, amenant dès 2001 à la démission de Ryaas Rasyid, le ministre alors chargé par Gus Dur et Mega de ce délicat dossier. Cette réforme partait pourtant d'un principe démocratique fort louable et répondait à une véritable demande de la part des régions et des citoyens. Toutefois, sa mise en œuvre a finalement créé autant de problèmes qu'elle n'en a résolu. Certes ces dispositions ont permis d'apaiser de nombreuses tensions au niveau régional en donnant aux autorités locales une voie majeure dans les décisions qui les concernaient directement. Elles constituent d'ailleurs un changement capital pour l'Indonésie car elles consacrent l'avènement des représentants du pouvoir local qui vont désormais jouer un rôle majeur dans la vie politique du pays. Devant la manière dont la scène politique va se transformer, notamment à travers l'organisation d'un puissant lobby d'élus régionaux auprès du DPR, on peut même parler de « revanche des élites locales ».
- 9 Toutefois, cela va aussi avoir un effet délétère sur les pratiques de KKN qui vont devenir, de manière à peine concevable, encore plus graves et étendues que du temps de Suharto. Auparavant concentrée au sommet de l'État, dans les mains de l'oligarchie militaro-bureaucratique et affairiste nationale, la corruption et le népotisme vont en effet se répandre dorénavant au niveau régional, jusqu'en bas de l'échelle administrative. Désormais, chaque élu ou responsable administratif local se sent habilité, du haut en bas de cette dernière, à promouvoir ses intérêts personnels ou ceux des siens et de se servir au passage. On peut même dire que l'un des principaux résultats de la décentralisation est d'avoir facilité l'extension de la corruption ! Cela va notamment déboucher sur la (re)prise en main du pouvoir par de véritables dynasties et oligarchies locales, sachant pratiquer avec talent les vertus d'une « politique de l'argent » qui va totalement contaminer les élections régionales. De plus, les performances des gouvernements locaux sont très inégales, car certains sont dirigés par des personnes compétentes et honnêtes, mais beaucoup d'autres tombent aux mains d'incapables souvent corrompus. Avec la création de la KPU et l'intensification du combat contre les pratiques de KKN, mais aussi le renforcement de la capacité de surveillance et de dénonciation de la société civile et d'une presse désormais très libre, on va donc voir à partir de là une kyrielle d'élus et bureaucrates locaux, régionaux et nationaux être mis en examen pour corruption et poursuivis devant les tribunaux d'une justice, hélas, elle-même fortement infectée par le virus. Cependant, beaucoup seront condamnés et finiront derrière les barreaux, ce qui atteste quand même d'un renforcement progressif, bien que laborieux et trop lent, de l'état de droit.

- 10 Par ailleurs, cette décentralisation va surtout bénéficier aux régions les plus riches en ressources naturelles, qui pourront désormais conserver une part beaucoup plus importante du revenu de ces dernières. Les plus pauvres vont continuer, quant à elles, à dépendre des transferts venus du centre. En fait, le processus s'est aussi accompagné d'une affirmation assez surprenante d'un certain égoïsme local, dans lequel chaque entité administrative s'est mise à défendre ses intérêts particuliers vis-à-vis du voisin. Cela a attisé de nombreuses petites guerres picrocholines entre districts et municipalités sur toutes sortes de sujets liés à l'accès et à la gestion des ressources, des subsides financiers ou des coûts des équipements collectifs et surtout à ceux de la terre et de l'eau. Le phénomène d'« épanouissement » régional évoqué précédemment va prendre de l'ampleur et donner lieu à une certaine fragmentation administrative du territoire national. Lors des élections de 1999, l'Indonésie était en effet encore divisée en 27 provinces, incluant Timor Est. Entre 1999 et 2004, leur nombre passe à 32, six anciennes provinces étant divisées en deux, pour apaiser les tensions ou satisfaire les ambitions locales, et donner naissance à un nombre équivalent de nouvelles entités régionales : aux Maluku, les Maluku Nord en 1999 ; à Sumatra, les Îles Bangka et Belitung en 2000 et les Îles Riau en 2002 ; à Java, Banten en 2000 ; à Sulawesi, Gorontalo en 2000 ; en Papua, la Papua Ouest en 2003². Les districts (*kabupaten*) et municipalités (*kotamadya*) vont aussi être touchées par ce phénomène de *pemekaran*, leur nombre augmentant de manière importante en passant de 314 en 1999 à 416 en 2004³, chacun avec son budget, sa bureaucratie, ses représentants élus. Devant ces dérives, Megawati essaie de freiner le processus de décentralisation et envisage même de l'inverser, mais doit y renoncer devant la levée de bouclier des élites locales, devenues une force politique incontournable.
- 11 Au-delà de la personnalité et des compétences de la présidente, tout cela montre bien la difficulté extrême qu'il y a alors à gouverner un pays aussi vaste et complexe, en pleine transformation institutionnelle et sur le chemin d'un approfondissement démocratique. À l'image de Rome, la démocratie ne se construit pas en un jour à Jakarta, pas plus qu'elle n'a émergé si facilement ou rapidement que cela dans les pays occidentaux où elle a pris racine. Cela est d'autant plus compliqué dans une Indonésie qui émerge d'une longue période d'autoritarisme ayant durablement marqué les mentalités et les mœurs. Le pouvoir législatif doit en particulier faire l'apprentissage d'une vie parlementaire démocratique dont le pays a été sevré depuis la fin des années 50. L'arrivée d'une nouvelle génération de députés à la faveur des premières élections libres de 1999 n'a guère changé la donne. Un grand nombre de ces jeunes élus n'ont pas tardé à retomber dans les travers de leurs prédécesseurs en termes de jeux d'influence et de magouilles. Bien que la plupart de ses membres n'aient ni les qualifications ni la discipline requises pour effectuer efficacement leur travail, le DPR reste très jaloux de ses nouvelles prérogatives, ce qui rend la tâche de l'exécutif encore plus ardue et ingrate. Ce dernier est pour sa part souvent réduit à l'impuissance. Il s'appuie en effet sur un gouvernement de coalition très large, aux intérêts fort variés et dont certains des membres les plus en vue jouent déjà leur carte personnelle dans la perspective des élections de 2004. Quant au système judiciaire, il est totalement corrompu jusqu'à son niveau le plus élevé, le procureur général mis en place par Mega étant lui-même soupçonné de malversations, et n'ayant aucune crédibilité aux yeux de l'opinion publique.

- 12 Certes, la presse, libérée du joug de la censure, révèle et dénonce désormais chaque jour en termes particulièrement vifs les turpitudes des puissants dans les pages de la multitude de titres apparus depuis 1999 ou dans des émissions de télévision proposant des « talkshows » animés. Mais elle a aussi un peu tendance à confondre les résultats d'une enquête rigoureuse avec le colportage d'une rumeur glanée au hasard et cela débouche parfois sur des accusations abusives et honteuses. Comme pour la décentralisation, on est aussi passé dans ce domaine d'un extrême à l'autre. Les médias n'ont pas encore pensé à la nécessité d'adopter une déontologie garante d'honnêteté et d'impartialité. La société civile est aussi en pleine effervescence et l'on assiste à la création de milliers d'ONG nationales, régionales ou locales qui défendent toutes sortes de causes, - des droits humains fondamentaux à des intérêts très particuliers, voire partisans, - et qui dénoncent aussi les abus du pouvoir. Cela dit, la suspicion de l'opinion publique et des médias sur la volonté du pouvoir de « nettoyer les écuries d'Augias » est entretenue par la lenteur des procédures d'instruction et des procès intentés aux puissants de l'ancien régime pour faits de corruption ou autres crimes plus graves, ainsi que la clémence des peines qui leur sont infligées. Le cas le plus emblématique reste bien évidemment celui du clan Suharto, puisque l'ancien président refuse obstinément de se soumettre à la justice en prétextant une santé défaillante. Son fils Tommy a d'abord échappé à cette dernière pendant plus d'un an, avec la complicité de la police, pour ne pas effectuer la peine de 18 mois de détention à laquelle il avait été condamné en septembre 2002 pour corruption. Mais il a ensuite écopé finalement de 15 ans de réclusion pour avoir commandité le meurtre de l'un des rares juges intègre du pays qui avait justement présidé la cour ayant prononcé le jugement à son encontre.

Regain du séparatisme, montée de l'islamisme radical et attentats terroristes

- 13 Concernant les problèmes de sécurité interne, Mega hérite aussi d'une situation régionale explosive, Gus Dur n'ayant pas vraiment eu le temps ni la manière pour y trouver des solutions. Une violence extrême continue à ravager plusieurs provinces de l'archipel. Ce sont essentiellement les conflits en Papua, à Aceh et aux Maluku qui restent à vif. En effet, l'indépendance de Timor Leste est en préparation, sous la houlette des Nations unies, et les massacres intercommunautaires qui opposent depuis 1997 les Dayak aux Madurais à Kalimantan ont enfin cessé. Pour la Papua en revanche, les choses commencent très mal puisque des membres des forces armées ne trouvent pas mieux que d'assassiner en novembre 2001 Theys Eluay, le principal leader modéré de la cause indépendantiste. Les quelques exécutants de ce meurtre seront finalement jugés et envoyés en prison, mais les violences, les tortures et les exécutions extra-judiciaires continueront à y être perpétrées, malgré les condamnations répétées de la Commission nationale sur les droits de l'homme (KOMNAS-HAM). En fait, l'armée continue à régner en maître sur la vaste province éloignée. L'OPM perd le peu de vigueur qu'elle avait retrouvé depuis 1998, en raison de son isolement, de la petitesse de ses moyens et du faible soutien qu'elle reçoit des pays frères du « Front mélanésien » (PNG, Vanuatu et Îles Salomon). Il faut dire que ces derniers sont souvent eux-mêmes confrontés à des situations économiques et politiques difficiles. Ce qui se passe en Papua va alors rentrer dans la catégorie des conflits de basse intensité et disparaître des préoccupations majeures du gouvernement et des radars de la communauté internationale.

- 14 Il n'en va pas de même pour Aceh où le GAM reste autrement plus fort. En fait, comme Gus Dur, Megawati favorise d'abord la recherche d'une résolution pacifique au conflit. En 2002, la négociation reprend donc au Centre Henry Dunant de Genève, sous la responsabilité de Soesilo Bambang Yudhoyono, le ministre en charge de la sécurité, et débouche sur un nouveau cessez-le-feu à la fin de l'année. Mais, saboté sur le terrain des deux côtés par ceux qui n'en veulent pas, cet accord ne tient pas longtemps. En mai 2003, Mega abandonne ses timides velléités pacifiques et réimpose la loi martiale à Aceh, laissant la bride sur le cou de l'armée indonésienne, qui y déclenche à nouveau la terreur. Forte à son apogée de 30 000 soldats et de 12 000 policiers, l'opération dure jusqu'en 2004. Elle entraîne le déplacement de dizaines de milliers de réfugiés internes et fait près de 3 000 victimes du côté du GAM, sans arriver à vaincre définitivement la rébellion. Il est triste de constater qu'il faudra attendre la terrible catastrophe du tsunami de décembre 2004, qui ravagera la province, pour que les belligérants déposent les armes, qu'ils décident de négocier sérieusement et que la paix revienne enfin à Aceh.

Photo 39 : Milice féminine du GAM à Aceh en 2003-2004



SOURCE : Wikipedia

- 15 Par contre, après que l'armée ait enfin décidé d'agir avec fermeté contre les combattants du *Laskar Jihad*, bientôt interdits, les conflits interreligieux à Poso (Sulawesi) et aux Maluku perdent en intensité. Ils prennent fin dès février 2002 avec les accords de Malindo, grâce à la négociation menée conjointement par les deux ministres coordinateurs prenant toujours plus de poids au sein du gouvernement, Soesilo Bambang Yudhoyono et Jusuf Kalla.
- 16 Hormis à Aceh où le conflit perdure, Megawati peut donc se targuer, à l'approche de la fin 2002, du fait que la situation s'est fortement améliorée sur le plan sécuritaire depuis

son arrivée au pouvoir en juillet 2001. Par ailleurs, elle a aussi enregistré en 2002 un autre succès majeur au parlement. Cette assemblée a en effet repoussé l'introduction dans la Constitution de l'obligation pour les musulmans de se soumettre à la *shariah*. Une large majorité regroupant les députés de quatre des cinq principaux partis s'est opposée à cette démarche introduite par quelques petites formations islamistes, avec le soutien tacite du très embarrassant vice-président Hamzah Haz. Suite à la tentative infructueuse des mêmes milieux islamistes d'inclure dans la Constitution de 1945 la fameuse « Charte de Jakarta », qui visait le même but, c'était donc la quatrième fois qu'ils subissaient un tel échec, puisqu'ils avaient aussi vainement tenté de le faire lors des débats constitutionnels de 1959 et 1968.

- 17 C'est hélas à ce moment-là que le terrorisme se déchaîne sur l'Indonésie et que les choses deviennent encore plus difficiles pour Mega. Depuis la proclamation de son indépendance, le pays avait acquis une triste expérience de ce type d'actions, d'abord en les subissant de la part des sbires du sinistre capitaine Turk Westerling à Sulawesi ou du *Darul Islam* à Java Ouest, puis en les administrant, tant à Aceh qu'à Timor Est ou en Papua. Mais depuis la chute de Suharto, on assiste à une reprise des actions terroristes islamistes avec plus de 50 attaques entre 1998 et 2001. Elles touchent surtout des églises, des hôtels ou des centres commerciaux, symboles de l'occidentalisation et de la consommation. C'est ainsi qu'à Noël 2000, 38 bombes explosent dans 11 villes différentes en y faisant 38 morts. Mais ces attentats visent aussi d'autres cibles, comme ceux perpétrés à Jakarta contre la grande mosquée Istiqlal en avril 1999 ou au siège de la Bourse en septembre 2000, qui fera quant à lui dix morts.
- 18 Il apparaît assez rapidement que ce terrorisme est à mettre à l'actif de la *Jemah Islamiya* (JI), un réseau islamiste clandestin. Cette organisation a été fondée en 1993 par un certain Abdullah Sungkar, ancien responsable du *Darul Islam*, mort en 1998, et par Abu Bakar Ba'asyir, de descendance yéménite comme lui. Ce dernier est désormais le mentor de cette nébuleuse ramifiée dans toute l'Asie du Sud-Est et liée à *al-Qaeda*. Il prône le *jihad* pour imposer un État islamique en Indonésie et favoriser l'avènement d'un califat sur l'ensemble de la région. Les premiers faits d'arme de ce vieux militant islamiste remontent aux années 1960, du temps du *Darul Islam*. Ensuite, Abu Bakar Ba'asyir a ouvert un pensionnat coranique (*pesantren*) à Solo en 1972, avant d'être arrêté pour subversion en 1978 et emprisonné pendant plusieurs années. À sa libération en 1985, il s'est exilé en Malaisie et n'est revenu à Java qu'en 1999, après la chute de Suharto. Puis en 2000, il a fondé à Jogjakarta le *Laskar Mujahidin* (Milice des soldats de la guerre sainte) ainsi que le Conseil des combattants de l'islam indonésien (*Majelis Mujahidin Indonesia* ou *MMI*), regroupant la plupart des diverses organisations islamistes indonésiennes et constituant le bras armé du réseau de la *Jemah Islamiya* dans le pays. Les épouvantables attentats du 11 septembre 2001 ayant fait près de 3 000 morts perpétrés par *al-Qaeda* à New York et Washington sont bien évidemment le sommet du terrorisme islamiste à l'échelle internationale, mais vont aussi constituer un tournant de la radicalisation de ces groupes en Indonésie.

Photo 40 : Abu Bakar Ba'asyir (1938-), leader islamiste radical indonésien



SOURCE : Merah Putih.com, Photo:Net

- 19 En 2001, alors que les États-Unis se préparent à attaquer l'Afghanistan et les Talibans qui y sont au pouvoir pour en déloger *al-Qaeda* et Osama bin Laden, qui ont trouvé refuge dans les montagnes de Tora Bora, de grandes démonstrations regroupant les vétérans de la guerre contre l'URSS sont organisées à Jakarta par toutes les organisations islamistes pour dénoncer cette guerre contre l'islam. L'une des organisations les plus véhémentes est le *FPI* (*Front Pembela Islam* ou Front des défenseurs de l'islam), fondé et dirigé par Habib Muhammad Rizieq Shihab. Cet autre Indonésien d'origine arabe du Hadramaout, qui prétend être un *sayyid*, c'est-à-dire un descendant du prophète, a été éduqué dans un institut islamiste connu de Jakarta puis en Arabie saoudite et c'est un vieux vétéran d'Afghanistan. Son *FPI* prend la tête de la radicalisation islamiste qui alors s'exprime au grand jour dans les rues de la capitale pendant toute l'année 2002, avec des actions violentes lancées contre les « lieux de perdition » que sont les bars, les salons de massages, les discothèques, les lieux de jeux et de prostitution. Mais ce groupe islamiste s'attaque aussi aux groupes religieux qui ne partagent pas sa vision radicale de l'islam, comme la « secte » *Ahmadyya* ou la petite communauté shiite d'Indonésie. Les grandes organisations islamiques traditionnelles comme le *NU* et la *Muhammadiyah* condamnent bien sûr ces dérives et dénoncent même les meneurs comme étant des « gangsters déguisés en robes arabes », mais elles sont un peu désemparées devant cette radicalisation violente. Elles s'étaient pourtant bien rapprochées pour essayer de contrer cette mouvance islamiste en favorisant, dès mars 2001, la création du *JIL* (*Jaringan Islam Liberal* ou Réseau de l'islam libéral). Ce dernier défend une vision libérale de l'islam, la tolérance inter-religieuse, le multiculturalisme et l'égalité des genres, une république laïque, la démocratie et les objectifs de la *Reformasi* toutes les valeurs chères à Gus Dur. Toutefois, soutenu par les grandes fondations américaines, ce réseau, créé pour contrer la radicalisation islamiste en cours, est accusé d'être à la solde des intérêts étrangers ligués contre l'islam et a bien du mal à se faire entendre, certains de ses membres étant régulièrement menacés de mort.

- 20 C'est alors que l'Indonésie subit un choc terrible le 12 octobre 2002. Lors du plus grand attentat terroriste de son histoire, des bombes explosent au Paddy's Bar de Kuta, à Bali, et font 202 morts, en majorité des étrangers, dont 88 australiens, et plus de 200 blessés.

Photo 41 : Attentat de Bali le 12 octobre 2002 : emplacement du Sari Club



Source : Wikipedia

- 21 Assez rapidement, la police met en évidence qu'il a été perpétré par trois hommes, Imam Samudra, Ali Gufon et Amrosi, qui appartiennent au *Jemah Islamiya*. Simples exécutants, ils seront arrêtés, jugés, condamnés à mort et exécutés (au bout d'un certain temps).

Photo 42 : Amrozi, l'un des trois membres du Laskar Jihad responsable de l'attentat de Bali



Source : Wikipedia

- 22 Mais, c'est bien la main de Abu Bakar Ba'asyir, – le fondateur du MMI, considéré comme le leader spirituel de la *Jl* –, que l'on voit derrière cet attentat monstrueux et, au-delà, celle de *al-Qaeda*. L'enchaînement des faits ayant mené à ce carnage est assez facile à reconstituer. Le mouvement d'Osama bin Laden a intensifié son action en Indonésie dès que l'Ordre nouveau a laissé la bride sur le cou aux organisations islamiques. D'abord, il a été surtout actif dès le milieu des années 1980 dans toute l'Asie du Sud-Est pour recruter dans les régions à majorité musulmane des volontaires prêts à aller combattre les soviétiques en Afghanistan. Il a ensuite profité de la crise économique et politique, ainsi que de la gabegie qui a précédé et suivi la démission de Suharto, pour financer et armer les groupuscules islamistes, dirigés par des vétérans d'Afghanistan, afin de mieux asseoir son influence. C'est bien semble-t-il Abu Bakar Ba'asyir qui a commandité les attentats contre des églises et des centres commerciaux à Java en 1999 et 2000, avec l'appui financier du représentant koweïtien de *al-Qaeda* en Indonésie. Quant à Ja'afar Umar Thalib, le fondateur du *Laskar Jihad*, il a fait venir certains de ses compagnons d'arme afghans et pakistanais pour en découdre contre les chrétiens aux Maluku. Selon certaines sources, feu Mohamed Atta, le chef des pirates de l'air aux commandes de l'un des avions qui a percuté les tours du World Trade Center de New York le 11 septembre 2001, aurait même séjourné à Ambon et Aceh en juin 2000 ! Le lien entre *al-Qaeda* et le *Jemah Islamiya* d'Abu Bakar Ba'asyir semble bien avéré.
- 23 Après l'attentat de Bali, rien ne sera plus pareil en Indonésie. La cohésion du gouvernement de Megawati va commencer à flageoler. Devant la demande expresse de la communauté internationale, notamment de l'Australie dont les pertes humaines sont les plus grandes, d'arrêter Abu Bakar Ba'asyir, des hésitations se font jour. Certains comme Soesilo Bambang Yudhoyono ou Jusuf Kalla et de nombreux militaires y sont favorables, d'autres, suivant le vice-président Hamzah Haz s'y opposent, arguant du fait qu'il n'y a pas de preuves suffisantes de son implication directe. D'ailleurs, l'intéressé affirme qu'il n'a rien à voir dans cet attentat et déclare avec aplomb qu'il est opposé à l'usage de la violence et au terrorisme pour imposer son rêve de califat régional. La décision n'est pas facilitée par le fait que certains font circuler des rumeurs relevant de théories « complotistes » selon lesquelles l'attentat aurait été fomenté par les États-

Unis et le lobby juif international. Finalement, Abu Bakar Ba'asyir sera arrêté en 2003 et jugé, non pas pour ses responsabilités dans l'attentat de Bali, mais pour des charges confuses de trahison et d'infraction aux lois sur l'immigration qui lui vaudront une peine de prison légère. L'attentat a bien évidemment eu un impact catastrophique sur l'économie balinaise, très dépendante du tourisme international, qui se détourne de l'« l'île des dieux » pendant plus d'un an, mettant des dizaines de milliers de personnes au chômage.

- 24 Pour faire face à ce danger mortel, l'Indonésie va investir et donner les moyens à sa police de mettre sur pied une unité spéciale antiterroriste, le *Densus 88* (*DEtasemen Khusus* ou Détachement spécial), qui va devenir l'une des plus compétentes et efficaces de la région dans la lutte contre le terrorisme, aussi bien en termes de prévention que de répression. Par ailleurs, il y a toujours du bon, même dans le pire, et la conséquence la plus positive de cette boucherie est qu'elle a révolté les Indonésiens et détourné la majorité des musulmans, même les plus pieux et conservateurs, des thèses de ces organisations islamistes radicales. Cela n'a pas empêché, Hamzah Haz, jamais en reste de démontrer toute l'étendue de sa duplicité, de recevoir Abu Bakar Ba'asyir et Ja'afar Umar Thalib pour dîner à sa résidence de vice-président, et d'annoncer à cette occasion qu'il n'y avait pas de terroristes en Indonésie, portant ainsi gravement atteinte à la crédibilité de l'exécutif. La suite des événements démontre le contraire puisque de nouveaux attentats terroristes sont commis à Jakarta : d'abord en août 2003, une bombe explose à l'hôtel Marriott, faisant 12 morts, puis en septembre 2004 devant l'ambassade d'Australie, ou un autre engin fait 9 victimes de plus. Dans l'intervalle, des preuves de la responsabilité d'Abu Bakar Ba'asyir dans toute cette vague de terrorisme sont réunies. Jugé une seconde fois en 2003, il sera finalement condamné à trois ans de prison et effectuera l'intégralité de sa peine jusqu'en 2006.

Stabilisation économique et premières élections présidentielles directes

- 25 À partir de début 2003, la fin du mandat de Megawati est donc largement dominé par ces questions sécuritaires, mais aussi, de manière croissante, par les manœuvres politiques qui se multiplient dans la perspective des élections générales de 2004. Le fait le plus significatif à cet égard est sans nul doute la démission de Soesilo Bambang Yudhoyono en mars 2004 de son poste de ministre pour se consacrer à la mise en ordre de bataille du nouveau parti politique créé en septembre 2001 par son entourage, le *PD* (*Partai Demokrat* ou Parti démocrate). Cela annonce clairement ses ambitions présidentielles. Il est d'ailleurs imité peu de temps après par Jusuf Kalla, ce qui laisse supposer que les deux comparses ont partie liée.
- 26 Sur le plan économique, après le léger fléchissement enregistré en 2001 - en raison des fortes incertitudes sous la présidence de Gus Dur - la croissance remonte de manière significative et, en dépit des attentats de Bali et Jakarta, va de nouveau s'établir aux alentours de 5% de 2002 à 2004⁴. Le processus de restructuration de l'économie lancé en 1999 et les mécanismes de protection sociale mis en place pour aider la population à surmonter les effets de la crise financière continuent à porter leurs fruits : le taux de change se stabilise autour de 8 500 Rp pour 1 US\$, l'inflation annuelle tombe sous la barre des 10%, le revenu et la consommation des ménages sont à la hausse, le chômage diminue, la pauvreté est en baisse et se rapproche du seuil des 15%, la balance

commerciale montre un excédent annuel largement positif de plus de 20 milliards de US\$ et celle des comptes courants est également excédentaire. Seule grande ombre au tableau : la dette extérieure reste énorme et se situe encore au-dessus de la barre des 120 milliards de US\$ en 2004, bien qu'elle ait commencé à diminuer depuis 2000, où elle avait atteint un niveau record de plus à 140 milliards de US\$. Cette dette a été rééchelonnée chaque année par les donateurs regroupés au sein du CGI, institution qui a encore octroyé à l'Indonésie un prêt de 3 milliards de US\$ en 2003. Elle constitue le principal souci du gouvernement et des organisations financières internationales. Bientôt sept ans après la crise de 1997/98, les relations avec ces dernières demeurent tendues. La majorité des Indonésiens estime, largement à raison, que le FMI est en partie responsable de ses déboires pour ne pas avoir vu venir la crise et en avoir de surcroît aggravé les effets en lui imposant des mesures d'austérité et un régime de cheval bien trop sévères et contraires au bon sens. Ils ont donc énormément de mal, y compris au sein du gouvernement - où plusieurs ministres aux tendances nationalistes préconisent une rupture franche - à accepter l'arrogance avec laquelle les conditionnalités du renflouage économique leur sont imposées. Cela explique la lenteur des réformes économiques et institutionnelles exigées par les bailleurs de fonds ainsi que les retards du programme de privatisation des banques et des entreprises endettées. Bref, le pays est encore loin de voir le bout du tunnel dans lequel il est entré en 1997 et la population à tendance à en rejeter la faute sur Megawati et son équipe.

- 27 Car la vie reste, à l'évidence, très difficile pour la plupart des Indonésiens. Depuis trente ans, malgré tous les problèmes restés en suspens et les frustrations accumulées sous l'Ordre nouveau, le niveau de vie moyen de la majorité de la population s'était amélioré, tant en milieu urbain que rural. La CFA a provoqué un « grand bond en arrière » sans précédent et il s'agit maintenant de remonter la pente. Bien qu'il soit en fait difficile de parler de chômage dans un pays encore dépourvu d'un système d'assurances sociales et où tous ceux qui n'ont pas accès à un emploi stable salarié bricolent dans le secteur informel, beaucoup de gens ne parviennent pas à vivre décemment de leur travail. Des milliers d'entreprises de l'industrie et des services ont fait faillite, débauchant des centaines de milliers de personnes qui ont afflué vers un secteur agricole ou informel déjà saturé de main d'œuvre. Pour autant qu'il constitue un indicateur valable, le PIB annuel par habitant, bien que reparti à la hausse, ne dépasse toujours pas les 600 US\$ en 2003, la moitié du niveau atteint en 1997 ! Mesure plus fiable de la réalité quotidienne des petites gens, le salaire mensuel minimal a été porté à seulement 70 US\$ en 2002. Et pourtant, même si beaucoup sont vraiment pauvres et survivent comme ils le peuvent, on n'assiste pas à une explosion de la misère. Cela démontre la capacité d'absorption de l'économie indonésienne. Dans les villes les gens font preuve d'une ingéniosité admirable pour occuper la moindre niche susceptible de leur apporter un revenu. Dans les campagnes, les rizières et les jardins semblent offrir une aptitude infinie au « partage de la pauvreté », pour reprendre le concept vedette de Clifford Geertz, le plus célèbre des anthropologues américains à avoir travaillé sur l'Indonésie.
- 28 C'est dans ce climat à la fois meilleur mais toujours difficile que se profilent les élections générales de 2004 : les législatives en avril et les présidentielles en septembre. Les législatives impliquent une opération gigantesque : 147 millions d'électeurs vont glisser 600 millions de bulletins dans les urnes de 585 000 bureaux de vote. Ces citoyens choisissent, le même jour, parmi les quelque 45 000 candidats en lice, les 550 députés du DPR ainsi que leurs représentants dans les 32 provinces et les 416 districts ruraux et

municipalités urbaines du pays! Certains commentateurs prennent désormais l'habitude de parler de la plus grande journée électorale du monde. Sur les 200 partis politiques qui se sont enregistrés auprès du ministère de la justice et des droits humains, 50 ont pu obtenir une reconnaissance légale, mais seuls 24 vont finalement être autorisés par la KPU à participer au vote, moitié moins qu'aux élections de 1999. En effet, la règle imposée par cette dernière était en premier lieu que les partis qui y avaient alors pris part devaient avoir obtenu au minimum 2% des voix pour pouvoir participer à ce nouveau scrutin. En outre, tous ceux autorisés à participer - que ce soit des formations anciennes et reconnues ou des partis nouvellement formés - devaient apporter la preuve qu'ils étaient formellement établis dans au moins deux tiers des provinces du pays. Concernant les affiliations, il est intéressant de souligner que 16 de ces 24 partis déclaraient adhérer à l'idéologie nationale du *Pancasila*, seulement cinq se plaçant sous la bannière de l'islam et trois ayant une autre orientation. Parmi les partis établis, on retrouvait donc bien sûr la « bande des cinq » ayant dominé la vie du pays depuis le début de la *Reformasi* : le PDI-P, le GOLKAR, le PPP, le PKB et le PAN. Tous avaient toutefois été affaiblis par des divisions internes. Ainsi, le PDI-P n'avait pas vu moins de quatre petites formations émerger de ses rangs, dont deux présidées par des sœurs de Megawati, preuve que les dissensions politiques n'épargnent même pas les familles, y compris les plus prestigieuses d'entre-elles. Aucune des deux sœurs en question n'allait d'ailleurs obtenir plus de 1% des voix, mais cela allait malgré tout leur permettre de recueillir un siège au DPR, qui serait naturellement occupé par sa fondatrice ! Il en allait grosso modo de même pour les autres grands partis, le GOLKAR ayant pour sa part donné naissance à trois petites formations de la même importance mineure.

- 29 Trois nouveaux partis plus importants faisaient cependant leur apparition par rapport à l'édition de 1999 : le PD (*Partai demokrat* ou Parti démocrate), le PKS (*Partai Keadilan Sejahtera* ou Parti de la justice prospère) et le PDS (*Partai Damai Sejahtera* ou Parti de la paix prospère). Le PKS n'était en fait que le nouvel avatar d'un parti intitulé PK (*Partai Keadilan* ou Parti de la justice), qui n'avait obtenu que 1,34% des voix en 1999. Dirigé par un universitaire musulman du nom de Hidayat Nur Wahid, il affichait clairement son idéologie islamiste. Le PDS était quant à lui effectivement un nouveau parti, créé pour attirer les voix des électeurs chrétiens. Présidé par un prêtre et médecin du nom de Ruyandi Hutasoit, il s'inscrivait, selon la tradition des anciens partis catholique et protestant, dans le cadre de l'idéologie étatique du *Pancasila*. Le PD était le plus important des trois. Il avait été formé en septembre 2001 par des proches de Soesilo Bambang Yudhoyono, juste après la défaite de ce dernier à la vice-présidence, quand Mega avait remplacé Gus Dur. Il visait avant tout à soutenir l'éventuelle candidature de l'intéressé à la fonction suprême lors des élections de 2004. Semble-t-il inspiré par le succès du parti *Thai Rak Thai* de Thaksin Shinawatra en Thaïlande - qui avait émergé en un rien de temps et réussi à gagner les élections pour porter son leader au pouvoir - le PD espérait pouvoir suivre le même exemple. Regroupant de nombreux intellectuels et universitaires, il était présidé par un professeur en anthropologie de l'Université d'Indonésie de Jakarta et proposait un programme de réformes visant à renforcer la cohésion nationale, à approfondir la démocratie, à lutter contre les pratiques du KKN et à mettre un terme aux violences et au terrorisme. Nouveau parti politique significatif dans un jeu partisan figé depuis longtemps, il était un peu une inconnue dans ces élections, mais semblait être capable d'attirer beaucoup de voix de la classe moyenne urbaine éduquée.

- 30 Les élections législatives se déroulèrent dans le calme et sans problème majeur le 5 avril 2004, sous la surveillance de comités de citoyens issus de la société civile ainsi que d'observateurs internationaux et furent considérées comme ayant été libres et honnêtes. Quelques rares irrégularités furent toutefois signalées, dûment investiguées et menèrent ensuite leurs auteurs en prison. Les résultats étaient les suivants en pourcentages des voix et en nombre de sièges pour les sept principaux partis, dans l'ordre d'arrivée : le GOLKAR, 21,8% et 128; le PDI-P, 18,5% et 109; le PKB, 10,6% et 52; le PPP, 8,2% et 58; le PD, 7,5% et 57; le PKS, 7,3% et 45; le PAN, 6,4% et 52⁵. Le PDI-P de Megawati était donc le grand perdant de cette consultation, son score s'effondrant de 33,7% en 1999 à seulement 18,5% en 2004, avec une perte de 44 sièges, de 153 à 109, alors que le GOLKAR restait relativement stable, perdant moins d'un point, de 22,4% en 1999 à 21,6% en 2004, et gagnant même 8 sièges, de 120 à 128. Les trois autres membres de la « bande des cinq » enregistraient tous un léger déclin plus ou moins marqué entre 1999 et 2004 : le PKB de 12,6% à 10,6%, le PPP de 10,7% à 8,2% et le PAN de 7,1% à 6,4%. De fait, la différence des voix s'était essentiellement portée sur les trois nouveaux partis en lice. Le PD avait principalement pris les siennes au PDI-P et apparaissait comme le nouveau venu dans la cour des grands. Vainqueur symbolique du scrutin, le PKS avait pour sa part attiré beaucoup d'anciens partisans des partis islamiques moins radicaux que lui. Loin derrière, le PDS avait rassemblé les chrétiens et obtenait 2,1% des voix, un score conforme à la force de cet électorat lors de scrutins antérieurs comparables.
- 31 Les loyautés régionales changeaient peu quant à elles, le PDI-P obtenant 72 de ses 110 sièges à Java et le GOLKAR glanant 70 des 128 siens dans les autres îles de l'archipel. Le second arrivait tout de même en tête dans 26 des 32 provinces et faisait ses meilleurs scores à Java Ouest, dans tout Sulawesi, notamment à Gorontalo, et dans les petites îles de la Sonde (NTT). Le premier arrivait à son habitude en tête à Java Central, Yogyakarta et Bali, mais son score y baissait fortement, même dans l'île d'où Megawati était en partie originaire, de 79% en 1999 à seulement 52,5% en 2004. Pour sa part, le PD de celui qui se faisait désormais appeler par ses initiales SBY, obtenait ses meilleurs scores à Jakarta, dans le reste de Java et à Sumatra Nord et Sud ainsi qu'à Sulawesi Nord. De son côté, le PKS arrivait premier devant tous les autres à Jakarta, avec plus de 22% des voix, et faisait de bons scores à Aceh, aux Îles Riau, à Sumatra Ouest, à Banten, à Java Ouest, à Kalimantan Sud et Est et aux Maluku Nord, toutes des provinces où l'islam radical était fort. Enfin, le PKB gardait la préséance dans son fief de Java Est, alors que le PPP perdait la sienne à Aceh et, comme le PAN, n'arrivait nulle part en tête. Au contraire, le PBB (*Partai Bulan Bintang* ou Parti de la lune ascendante), une petite formation islamiste radicale arrivée en huitième position à l'échelle nationale avec seulement 2,6% des voix, gagnait bizarrement la province de Bangka et Belitung. Dernier aspect intéressant à souligner, alors que l'objectif fixé était que les femmes constituent au moins 30% des membres du DPR, elles ne seraient finalement que 12%, la proportion la plus élevée étant de 14% pour le GOLKAR et le PD. Quoiqu'il en soit, le résultat des élections présidentielles devenait particulièrement ardu à prévoir. La seule chose certaine, était qu'elles ne se présentaient pas au mieux pour Megawati Sukarnoputri et son parti le PDI-P, sortis tous deux très affaiblis de ces trois années difficiles et frustrantes.
- 32 Les élections présidentielles de 2004 furent donc les premières de l'histoire du pays résultant d'une consultation directe de la population au suffrage universel. Elles se déroulèrent en deux tours, le premier le 5 juillet et le second le 20 septembre. Lors de la session du parlement dévolue en 2002 à la redéfinition des lois électorales, la règle qui

avait été fixée en la matière était que seuls les partis ayant obtenu au minimum 3% des sièges (16) et 5% des voix pouvaient nommer des candidats aux postes de président et vice-président⁶. Toutefois, aucune formation n'ayant à elle seule la majorité, loin s'en faut, il était obligatoire qu'elles forment des alliances pour présenter leur ticket présidentiel. Elles allaient aussi devoir trouver les justes équilibres requis, notamment entre des candidats partisans du nationalisme laïque du *Pancasila* et des personnalités se réclamant de l'islam, entre des Javanais et des gens d'autres appartenances ethniques et, aussi, entre des civils et des militaires, ces derniers jouant toujours un rôle majeur dans la vie politique du pays. Après bien des négociations et manigances, cinq tickets proposant chacun un couple présidentiel furent donc finalement constitués pour briguer les voix des 155 millions d'électeurs enregistrés pour le premier tour. Compte tenu du résultat des élections législatives, ce sont les deux tickets du *GOLKAR* et du *PDI-P* qui seraient a priori décisifs.

- 33 C'est le *GOLKAR* qui nomina le premier ticket composé du général (à la retraite) Wiranto et de Solahuddin Wahid. Cela constitua une petite surprise car tout le monde s'attendait à ce que ce soit son secrétaire-général, Akbar Tanjung, qui porte les couleurs du parti pour briguer la présidence. Le fait de donner la préférence à Wiranto était un peu risqué compte tenu de la réputation de ce dernier. Il était en effet à la fois respecté pour avoir su gérer correctement la démission de Suharto et la transmission du pouvoir à Habibie, mais son image était entachée, tant aux yeux d'une partie de l'opinion publique indonésienne que de la communauté internationale, par les terribles exactions commises à Timor Est quand il était chef des forces armées. Né à Jogjakarta en 1947 et ayant fait une carrière impeccable pour atteindre rapidement les plus hautes fonctions militaires, il avait, on le sait, été limogé par Gus Dur, alors qu'il était son ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité, en raison des accusations de violations des droits de l'homme qui pesaient sur lui. Par ailleurs, la préférence qui lui avait été donnée par rapport à Akbar Tanjung, né à Sumatra Nord, présentait aussi l'inconvénient de proposer un ticket présidentiel purement javanais. En effet, son colistier, Solahuddin Wahid, dit Gus Solah, frère cadet de Gus Dur, était comme lui né à Java Est en 1942. Ingénieur de formation, il avait bien sûr le soutien de son aîné et du *NU*, dont il était d'ailleurs l'un des vice-présidents. Ce ticket résultait donc d'un accord électoral entre le *GOLKAR* et le *PKB* qui pouvait étonner compte tenu de l'histoire politique récente du pays.
- 34 Le deuxième ticket présidentiel, nommé par le *PDI-P*, était tout naturellement mené par Megawati Sukarnoputri, présidente sortante et figure de proue de son parti. De manière un peu déroutante, son colistier, Hasyim Muzadi, né à Java Est en 1944, était un leader religieux relativement moins connu, qui présidait tout de même le *NU* avant d'accepter de seconder de Mega. L'impression était que cette dernière l'avait choisi faute de mieux. Cela montrait en tous les cas que le *PKB* était rusé et ne mettait pas tous ses œufs dans le même panier, puisqu'il soutenait à la fois directement le *GOLKAR* et indirectement le *PDI-P* ! On pouvait aussi se dire que Gus Dur jouait une nouvelle fois double jeu, peut-être pour se faire pardonner de Mega par rapport à ce qui s'était passé en 1999. Par ailleurs, leur attelage présentait lui aussi le désavantage d'être purement javanais, malgré les origines balinaises partielles de la principale intéressée, mais était plutôt bien équilibré, non seulement du point de vue du genre, seul dans ce cas parmi les cinq tickets en compétition (!), mais aussi sur le plan idéologique, entre une nationaliste laïque historique et un notable musulman modéré. C'est pour cette raison qu'il avait finalement aussi obtenu le soutien du *PDS*, le petit parti chrétien

nouvellement formé. Le ticket présidentiel du *PDI-P* était également purement civil, ne comportant aucun militaire à la retraite, contrairement à celui du *GOLKAR* et de deux des trois autres.

- 35 C'était bien sûr le cas au tout premier chef du troisième ticket soutenu par le *PD* qui nomina comme candidat à la présidence Soesilo Bambang Yudhoyono (SBY), pour la poursuite des ambitions politiques duquel il avait spécialement été créé. Né à Java Est en 1949, ce dernier avait fait une belle carrière militaire sous l'Ordre nouveau. Il avait même épousé la fille de Sarwo Edhie, l'un des principaux responsables des massacres commis dans la foulée du *G30S*, puis était entré en politique après la chute de Suharto et avait occupé des fonctions ministérielles importantes dans les cabinets de Gus Dur et Mega. Ayant la réputation d'avoir été l'un des généraux les plus modérés et les moins corrompus du lot, il jouissait d'une très bonne image auprès de l'opinion publique pour avoir pris rapidement le parti de la *Reformasi* et s'être avéré un ministre de la sécurité à la fois ferme et efficace dans les circonstances difficiles auxquelles le pays avait été confronté, à Aceh et aux Maluku ou face au terrorisme islamiste. Sans grande surprise, son colistier était Jusuf Kalla, avec lequel il avait siégé au sein du gouvernement et travaillé étroitement pour résoudre les crises en question. Ils en avaient d'ailleurs démissionné en même temps et il est évident que les deux avaient préparé leur coup de longue date. Bon musulman d'origine bugis né à Sulawesi Sud et homme d'affaire très prospère, le candidat était aussi un membre influent du *GOLKAR*. Cela prouvait que ce parti, tout en ayant accordé son soutien officiel pour la présidence à Wiranto, gardait une autre carte en main, conformément au type de manigances courantes en Indonésie où les jeux d'appareils pour s'emparer du pouvoir ou le conserver prennent toujours le pas sur les différences idéologiques et encore plus manifestement sur les programmes gouvernementaux. Cela dit, en dehors de l'aspect genre, ce ticket était à première vue le plus équilibré, associant un militaire nationaliste javanais fidèle au *Pancasila* et un bon musulman buginais jouissant d'une fortune non négligeable acquise dans le privé. De manière assez surprenante, il avait obtenu le soutien du *PBB*, l'un des partis islamistes de taille moyenne particulièrement bien implanté à Sumatra. C'est d'ailleurs ce qui avait décidé le *PDS* chrétien de se rallier au ticket du *PDI-P*.
- 36 Les deux autres tickets en lice avaient a priori moins de chances. L'avant dernier, nommé par le *PAN*, entièrement javanais et civil, était mené par son très ambitieux secrétaire-général Amien Rais. Né à Java Central en 1944, ce musulman moderniste était président du *MPR* et dirigeait la *Muhammadiyah*, proche de l'*ICMI*. C'était une figure centrale de la *Reformasi*. Son colistier, Siswono Yudo Husodo, était un petit entrepreneur, né de parents javanais à Kalimantan Est en 1943. Il avait été deux fois ministre sous Suharto, chargé notamment de la transmigration dans son dernier gouvernement, et était président de l'association nationale des paysans ainsi que membre de longue date du *GOLKAR*. Là aussi, les alliances entre partis étaient particulièrement brouillées et opaques. Malgré le fait que son colistier ait été un partisan convaincu du *Pancasila*, le ticket présidentiel du *PAN* avait une forte couleur islamique, obtenant le soutien du *PKS* et de la plupart des petits partis politiques d'obédience islamiste du parlement. Le dernier ticket était celui nommé par le *PPP* et présentait la particularité originale et inédite d'être entièrement non-javanais. Il était mené par son président Hamzah Haz, un musulman dévot né en 1940 à Kalimantan Ouest, qui avait réussi, par ses manœuvres, à se hisser jusqu'à la vice-présidence du pays en 2001, où il avait ensuite montré une forte complaisance pour les milieux islamistes. Son colistier, Agum Gumelar, un sundanais né à Java Ouest en 1945, était un

général à la retraite qui avait commandé les *KOPASSUS*. Puis, il avait été ministre des transports avant de remplacer par deux fois SBY au poste de ministre coordinateur des affaires politiques et de la sécurité : la première fois quand ce dernier avait été limogé par Gus Dur en 2001, la seconde fois lorsque SBY avait donné sa démission à Mega en 2004 pour se lancer dans la campagne électorale. Bien qu'il ait paru pendant un certain temps être assez proche du *PDI-P*, il avait finalement été convaincu, on ne sait trop comment, de rejoindre le ticket du *PPP*, dont les chances de succès étaient a priori très faibles et qui, en dépit de sa couleur nettement islamique, n'avait obtenu le soutien d'aucun autre parti de la même obédience.

Photo 43 : Rassemblement du *PDI-P* sur le *Bundaran HI* à Jakarta en juillet 2004



SOURCE : Jakarta Post

- 37 Le 5 septembre 2004, 118,6 millions d'électeurs glissèrent leur bulletin dans les urnes, seulement un peu plus de 76% des 155 millions qui s'étaient enregistrés. Ce taux d'abstention de 24%, était en hausse par rapport aux deux tours des législatives où il n'avait été que de respectivement 16% et 20%. Cette différence reflétait peut-être une certaine lassitude de l'électorat, trop sollicité depuis trois mois, mais aussi le fait que beaucoup de gens ne se retrouvaient dans aucun des tickets proposés. Le vote du « parti des abstentionnistes », dit du *GOLPUT* (*Golongan Putih* ou Groupe des blancs), allait faire couler beaucoup d'encre par la suite. En outre, il apparaissait clairement que de nombreux électeurs n'avaient pas soutenu à la présidentielle les candidats du parti pour lequel ils avaient voté aux législatives. Ce n'est finalement pas si surprenant dans un pays où les électeurs, déterminés par des raisons personnelles et souvent subjectives, votent finalement plus pour des personnes que pour un parti et encore moins pour son programme, habituellement inexistant. Quoi qu'il en soit, les résultats de ce premier tour constituaient une surprise de taille, puisque c'est le ticket du *PD* Yudhoyono-Kalla qui arrivait largement en tête avec 33,6%, devant celui du *PDIP*

Megawati-Hasyim, avec 26,6%, et celui du GOLKAR Wiranto-Wahid, avec 22,1%. Le quatrième ticket Amien-Siswono, celui du PAN, était quant à lui nettement distancé, avec seulement 14,7%, et le dernier, Hamzah-Agum pour le PPP, était littéralement écrasé et récoltait un misérable score de 3%. Consultés pour la première fois pour choisir leur président, les Indonésiens avaient fait preuve d'un civisme républicain admirable et d'une étonnante maturité politique, écartant ceux qui étaient trop compromis avec le passé ou offraient des perspectives trop inquiétantes pour l'avenir. Le deuxième tour allait donc opposer SBY à Mega, confrontée pour la deuxième fois en cinq ans à la concurrence de quelqu'un qui avait été très proche d'elle et qui avait toutes les chances de la battre.

- 38 C'est effectivement ce qu'il advint lors du second tour du 20 septembre, auquel participèrent 116,7 millions d'électeurs, traduisant une légère hausse du nombre de ceux qui rejetaient les deux candidats en présence. Le ticket SBY-Kalla battit à plate-couture celui de Mega-Hasyim par 60,6% contre 39,4%. La défaite était cuisante : toutes les provinces du pays avaient préféré SBY, à l'exception de Bali, qui restait fidèle à Mega, et des bastions chrétiens de NTT et des Maluku (de très peu). C'était bien sûr très cruel et constituait une énorme déconvenue pour la fille de Sukarno, qui ne serait donc jamais élue par le peuple pour succéder à son père. Elle pouvait à juste titre considérer qu'elle avait été trahie encore une fois et garderait d'ailleurs longtemps une forte rancune à l'égard de SBY, ne lui pardonnant pas ce second coup de couteau dans le dos, après celui que lui avait infligé Gus Dur cinq ans plus tôt. Mais elle devait aussi s'en prendre à elle-même. Elle avait suscité une réaction de rejet de la part d'une bonne partie des électeurs. Ces derniers n'avaient pas apprécié son style hésitant et terne depuis trois ans et n'avaient guère été sensibles à son slogan de campagne les appelant à la soutenir parce qu'elle « avait fait ses preuves » (*sudah teruji*). Ils estimaient précisément que ce n'était pas le cas. De l'autre côté, une forte majorité d'entre eux avait été fortement attirés par l'appel de SBY pour le « changement » (*perubahan*), estimant justement, qu'avec Jusuf Kalla, ils avaient montré ce dont ils étaient capables et offraient un réel espoir de voir le mouvement de réformes être poursuivi, la démocratie pouvoir être approfondie et le pays enfin être capable de surmonter ses problèmes. Certains avaient toutefois aussi voté pour ce qu'ils considéraient comme le « moins pire » des deux termes de l'alternative offerte, au nom du mot d'ordre cruel qui avait circulé dans le pays juste avant le scrutin : « *Asal bukan Mega !* » (Tout sauf Mega !) ». Malgré la mauvaise volonté de cette dernière, acceptant difficilement que les Indonésiens n'aient plus voulu d'elle, la transmission du pouvoir se passa finalement dans des conditions correctes et SBY prit ses fonctions le 20 octobre 2004 en tant que 6^e président de la République Indonésienne. Il était le premier à avoir été élu au suffrage universel direct et avait reçu un soutien populaire sans précédent qui lui donnait toutes les clefs pour un mandat prometteur. Hélas pour lui, il arrivait aussi au pouvoir juste au moment où l'Indonésie allait enregistrer la catastrophe naturelle la plus dévastatrice et meurtrière de son histoire récente avec le gigantesque tsunami du 26 décembre 2004 à Aceh.

NOTES

1. Ils seront donc 128 en 2004 puisque, lorsque les élections auront lieu, le pays comptera déjà 32 provinces comme on va le voir un peu plus bas. Les provinces ayant un nombre égal de représentants, quelle que soit la taille de leur population, cette réforme revenait à donner plus de poids au reste de l'archipel par rapport à Java, beaucoup plus peuplé. C'est le rôle de la chambre haute dans la plupart des démocraties du monde que de contribuer à ce type de rééquilibrage entre les régions.
2. Ce processus ne se poursuivra d'ailleurs pas beaucoup plus puisque que seulement deux nouvelles provinces seront établies après les élections de 2004, Sulawesi Ouest en 2004 et Kalimantan Nord en 2013, l'Indonésie comptant donc aujourd'hui 34 provinces.
3. À ce niveau, cette fragmentation continuera en revanche à progresser et ils atteindront déjà le nombre de 481 en 2009.
4. Voir Graphique 2 en annexe.
5. Pour plus de détails, voir Tableau 9 en annexe.
6. Pour les élections suivantes, en 2009, ces pourcentages seront toutefois fortement augmentés à respectivement 15% des sièges et 20% des voix, consacrant la domination des plus grands partis qui avaient déjà plaidés pour cela en 2004.

Chapitre 6. La présidence de SBY (2004-14) : consolidation ou stagnation démocratique ?

Introduction

- 1 Durant les six années de transition démocratique particulièrement agitées qu'a traversée l'Indonésie depuis 1998, trois chefs d'État se sont succédés à la tête de l'État. Ensuite, le pays connaît de 2004 à 2014 une décennie marquée plutôt par une grande stabilité sous la présidence de Soesilo Bambang Yudhoyono, dit SBY. Challenger un peu inattendu, il bat en effet facilement Megawati en 2004 et est réélu triomphalement au premier tour en 2009, toujours face à elle, redonnant un certain lustre à une fonction présidentielle qui avait passablement été malmenée depuis la fin de l'Ordre nouveau. Il passera donc à la postérité comme le premier président indonésien élu au suffrage universel direct, et ce deux fois d'affilée, comme le permet la nouvelle Constitution. Cela constitue évidemment un signe majeur de consolidation et de maturation démocratique. Toutefois, beaucoup reprochent aussi à Yudhoyono d'avoir été un président velléitaire et indécis n'ayant pas eu la force ni le courage de prendre les décisions et d'imposer les mesures qui auraient permis d'approfondir les réformes politiques et institutionnelles lancées par ses prédécesseurs. Il quitte le pouvoir sur un bilan que d'aucuns qualifient de « stagnation démocratique »¹. C'est à notre avis tout de même un peu sévère.
- 2 À vrai dire, pour y voir plus clair en la matière, il faut différencier la tonalité générale des deux mandats de SBY. Dans le premier, de 2004 à 2009, qui s'ouvre sur une série de terribles catastrophes naturelles, il enregistre tout de même, comme on le verra, d'assez beaux succès sur le plan politique, économique et social. En revanche, son second quinquennat est nettement moins favorable. Il a pourtant été réélu très facilement dès le premier tour et dispose donc d'un large mandat populaire qui lui permet de faire preuve d'audace et de pousser les réformes allant dans le sens d'un approfondissement de la démocratie. Or, c'est le contraire qui va se passer². Son tempérament prudent et indécis favorise l'instauration d'une ambiance nocive qui est propice à la montée de l'intolérance religieuse, des conflits intercommunautaires et des atteintes aux libertés individuelles et collectives. Cela ne facilite pas non plus une lutte plus énergique contre la corruption endémique qui continue à sévir. C'est pour cela que la décennie SBY est finalement décevante : non pas qu'elle ait ramené le pays en arrière, vers des démons qui auraient pu facilement à nouveau s'emparer de lui ; mais simplement parce qu'elle n'a pas permis de le porter en avant d'avantage, comme cela aurait été souhaitable et possible, avec un peu plus de volonté et de courage.

Consolidation et stabilité d'un côté mais aussi renoncement et stagnation de l'autre, son bilan, est donc mitigé, ni aussi mauvais que certains le prétendent, ni aussi bon qu'on aurait pu l'espérer. Quand il quitte le pouvoir en 2014, il laisse en tous les cas un grand nombre de problèmes en suspens à son successeur.

- 3 Cela dit, la manière dont les événements se sont enchaînés pendant la décennie où SBY a été au pouvoir fait qu'il est n'est pas très facile ni utile de d'analyser séparément chacun des deux quinquennats. On procédera donc différemment dans ce chapitre en examinant successivement, - dans les deux dernières des trois parties qui le composent, comme tous les autres, - les événements qui relèvent de la sphère politique et institutionnelle d'un côté de ceux qui ont trait au domaine économique et social de l'autre. Toutefois, il est indispensable au préalable de se pencher dans une première partie sur la trajectoire de vie de SBY pour mieux comprendre comment un militaire à la retraite de son acabit est arrivé au pouvoir suprême, seulement six ans après la fin de l'Ordre nouveau, dans la phase de consolidation démocratique très problématique et particulière que traversait alors l'Indonésie.

NOTES

1. Dans la préparation de ce chapitre, nous nous sommes beaucoup appuyé sur l'excellent ouvrage de synthèse de Edward Aspinall, Marcus Mietzner and Dirk Tomsa (Eds.), *The Yudhoyono Presidency, Indonesia's Decade of Stability and Stagnation* (2015). Ce dernier résulte de la 26^e conférence annuelle dite « Indonesia Update » (appelée « Indonesia Assessment » de 1989 à 1997), organisée en 2014 à Canberra par le College of Asia and the Pacific (CAP) de l'Australian National University (ANU), et à laquelle nous avons eu la chance de pouvoir participer plusieurs fois et notamment cette année-là. Les principaux autres ouvrages que nous avons consultés, pour la plupart issus de ces mêmes conférences annuelles, sont les suivants par ordre de parution : Maribeth Erb and Priyambudi Sulistiyanto (Eds.) *Deepening Democracy in Indonesia ? Direct Elections for Local leaders (Pilkada)* (2009) ; Edward Aspinall and Marcus Mietzner (Eds.), *Problems of Democratization in Indonesia, Elections, Institutions and Society* (2010) ; Chris Manning and Sudarno Sumarto (Eds.), *Employment, Living Standards and Poverty in Contemporary Indonesia*, Singapore (2011) ; Aris Ananta, Muljana Soekarni and Sjamsul Arifin (Eds.), *The Indonesian Economy : Entering a New Era* (2011) ; Hal Hill, M.E. Khan and J. Zhuang, *Diagnosing the Indonesian Economy, Towards Inclusive and Green Growth* (2012) ; Anthony Reid (Ed.), *Indonesia Rising , The Repositioning of Asia's Third Giant*, Singapore (2012) ; Daniel Suryadarma and Gavin W. Jones (Eds.), *Education in Indonesia*, Singapore (2013) ; Hal Hill (Ed.), *Regional Dynamics in a Decentralized Indonesia* (2014).

2. Bien que les situations soient fort différentes, j'ose faire ici une comparaison qui parlera certainement au lecteur francophone auquel s'adresse principalement mon ouvrage : le second mandat présidentiel de SBY en Indonésie, de 2009 à 2014, ressemble beaucoup à celui qu'a accompli Jacques Chirac en France, de 2002 à 2007. Pour des raisons sur lesquelles on ne peut rentrer en détail ici, ce dernier avait en effet aussi été élu, au second tour, par une très large majorité de 82,2% des voix face à Jean-Marie Le Pen, le candidat du Front national d'extrême-

droite, entraînant la mobilisation d'un « front républicain » pour lui barrer la route. Malgré cela, il ne fit quasiment rien pendant son second mandat. Il est largement responsable des problèmes politiques, économiques et sociaux très profonds auxquels ses trois successeurs, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron ont été et restent confrontés jusqu'à aujourd'hui.

6.1. Parcours de vie exemplaire et arrivée au pouvoir d'un challenger inattendu

- 1 En examinant attentivement la biographie de Soesilo Bambang Yudhoyono, - comme il est légitime de le faire pour un homme qui a tout de même passé dix ans à la tête de son pays - , on découvre tout de suite qu'il a beaucoup plus de points communs avec Suharto qu'avec les quatre autres présidents qui l'ont précédé, de Sukarno à sa fille Megawati, en passant par B.J. Habibie et Abdurahman Wahid. D'abord, bien sûr, ce sont tous des civils, alors qu'il est militaire, comme le fondateur de l'Ordre nouveau. Mais à l'instar de ce dernier, il est également issu d'un milieu rural modeste et n'appartient pas, comme les autres, à l'élite politique ou religieuse urbaine et éduquée du pays. Né en 1949 à Pacitan, petit port de pêche d'une région isolée et très pauvre de la côte sud de Java Est¹, il est le fils unique d'une famille peu argentée et divisée². Son père est un militaire de rang subalterne, vaniteux et hâbleur, qui prétend descendre d'une lignée princière javanaise et ne s'occupera guère de sa famille, confiant rapidement l'éducation de l'enfant à sa sœur et son mari, qui vivent dans un village voisin, en prenant prétexte de ses affectations diverses dans l'archipel. Il divorce d'ailleurs de son épouse, issue d'une famille locale très pieuse, lorsque leur fils aura 15 ans. Ce dernier semble en avoir été beaucoup affecté et relatera plus tard cet épisode comme le moment le plus triste de sa vie. Le jeune Soesilo mène donc une vie villageoise modeste sur le plan matériel et privée d'affection parentale, mais se révèle être un enfant intelligent et un très bon élève à l'école. C'est à cette époque qu'il forgera son caractère, apprendra à connaître le monde rural et développera un intérêt non feint pour le sort des petites gens, dont il a partagé les difficultés. Déjà de taille et de corpulence imposantes et largement supérieures à la moyenne javanaise, il est pourtant particulièrement calme, sociable et doux. Il n'aime pas les jeux violents et semble être très apprécié de ses maîtres et de ses camarades. Apparemment il n'a guère d'affection pour ses parents qu'il considère comme l'exemple d'un échec pitoyable, tant sur le plan familial que professionnel. Dès l'adolescence, il développe l'ambition de sortir au plus vite de sa condition. Des explications un peu psychologisantes estiment d'ailleurs que c'est peut-être en raison de ce manque d'affection parentale qu'il développera une

certaine insécurité, doublée de la tendance au narcissisme qui l'accompagne souvent. Achievant son école secondaire avec de bons résultats en 1968, il « monte » alors vers la capitale provinciale Surabaya pour, selon les propres termes de son autobiographie, « devenir quelqu'un dans la vie » (*menjadi orang*). Sa priorité est d'embrasser la carrière militaire, qui offre une grande sécurité professionnelle et permet d'atteindre un niveau de vie appréciable, surtout avec l'arrivée de l'Ordre nouveau au pouvoir. Toutefois, en attendant d'être admis à l'académie militaire, il accomplit une année de formation d'ingénieur à l'Institut de technologie de Surabaya, puis, ayant peu de goût pour les questions techniques, fait une seconde année de formation à l'école normale de la ville voisine de Malang.

- 2 Accepté en 1970 à l'Académie militaire de Magelang, petite ville proche de Jogjakarta, il en ressort diplômé comme lieutenant en 1973, premier de sa promotion avec de très bons résultats, tant sur le plan intellectuel que physique. Cela lui vaut de se faire remarquer par le gouverneur de l'académie, le lieutenant-général Sarwo Edhie Wibowo qui le prend sous son aile comme assistant. Cet officier supérieur est un des héros révéérés de l'Ordre nouveau, très proche de Suharto et largement responsable de l'extermination des communistes à Java Central en 1965-66³. Cette rencontre va constituer le tournant de sa carrière professionnelle et de sa vie privée. Il fréquente en effet assez rapidement l'une des filles de son patron, Kristiani (dite Ani), alors étudiante en médecine, qu'il va épouser en 1976. Comme tous les autres membres de la famille, elle voue une admiration sans borne pour son père, à la cheville duquel personne ne peut prétendre arriver, pas même son mari, qui devra composer avec ce qui va même devenir un véritable culte après la mort du patriarche survenue en 1989. Certes, il peut difficilement objecter à la volonté des membres d'un clan aussi dominateur, mais cela va grandement faciliter sa carrière militaire. Gravissant progressivement les échelons, il occupe de nombreuses positions différentes et fait notamment trois missions à Timor Est, la dernière en 1986-88 comme commandant de bataillon. On peut noter à cet égard qu'il ne sera pas accusé par la suite d'y avoir commis des exactions particulières, contrairement à de nombreux autres de ses collègues. Après avoir été envoyé plusieurs fois en formation à l'étranger, principalement aux États-Unis, où il complète son cursus militaire, mais où il obtiendra aussi un mastère en gestion de l'Université Webster du Missouri, il prendra la tête du contingent indonésien participant à la mission de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine en 1995-96. Cela constitue un titre de gloire dont il reste très fier.
- 3 À son retour en Indonésie, il est nommé chef d'état-major de la région militaire de Jakarta et supervise à ce titre les opérations lancées en juillet 1996 par le régime contre le siège du *PDI* pour en déloger Megawati de la présidence. C'est la seule ombre noire sur son parcours par ailleurs immaculé, mais il se défendra toujours d'avoir commandité les violences commises. Il assure ensuite pendant deux ans le commandement de la division Sriwijaya et de la région militaire de Sumatra Sud, puis il revient à Jakarta et se rapproche une première fois du monde politique en étant nommé, en 1998, juste avant la chute de Suharto, chef de la section des affaires sociales et politiques de l'armée. Au début de l'ère de la *Reformasi*, il joue un rôle important pour redéfinir la place de l'armée, au-delà de la défunte *dwifungsi*, dans le cadre du nouveau système démocratique qui se met en place. Il commence alors à prendre goût à la chose politique, à la discussion avec les ministres et les hauts fonctionnaires, à la fréquentation des universitaires et acquière la réputation d'être un intellectuel parmi

les militaires, un « général pensant » (*thinking general*). Il complète d'ailleurs sa formation académique en obtenant en 1999 un doctorat en économie rurale de l'Université agricole de Bogor⁴ ! Fort de son parcours impeccable, du soutien indéfectible d'un clan familial puissant, de son expérience militaire et de ses diplômes académiques, il est apprécié de plusieurs des principaux responsables politiques nationaux et peut même se targuer de soutiens au niveau international. Le grand garçon villageois calme et studieux de Pacitan est donc « devenu quelqu'un dans la vie » et s'apprête à faire encore mieux en entreprenant une carrière politique fulgurante, dans laquelle il est pourtant rentré avec réticence s'il faut en croire ses mémoires.

- 4 En fait, dans l'agitation marquant les débuts de la présidence de Habibie, il se retrouve à la tête du groupe militaire du MPR où il se fait remarquer par son intelligence et son ouverture d'esprit envers les réformes en cours. Il a aussi la réputation de ne pas être corrompu, sans doute parce qu'il appartient à un clan militaire déjà aisé mais qui n'est pas soupçonné de dérives majeures en la matière comme la famille de Suharto. Sur cette base, Gus Dur lui demande, après son élection à la présidence en octobre 1998, de faire partie de son premier gouvernement comme ministre des mines et de l'énergie. Plus tard, il laissera entendre qu'il aurait préféré être nommé à la tête des forces armées pour y remplacer Wiranto, mis en cause pour les exactions commises à Timor Est (et que le nouveau président a aussi appelé dans son cabinet ministériel afin de le neutraliser). Mais, obligé de quitter le commandement militaire suprême, Wiranto ne tient pas du tout à ce que Yudhoyono lui succède à ce poste car il l'a déjà clairement identifié comme son principal rival dans la nouvelle conjoncture et redoute de voir son cadet investi d'un tel pouvoir compte tenu de la situation instable qui règne. Il encourage donc Gus Dur à le nommer ministre afin de pouvoir le neutraliser, une quatrième étoile de général lui étant attribué en compensation avant qu'il n'abandonne définitivement la carrière militaire. L'histoire des deux hommes est vraiment très étroitement imbriquée puisque Yudhoyono succède en mars 2000 à Wiranto comme ministre coordinateur des affaires politiques et de sécurité, quand ce dernier sera démis de ses fonctions par le président en raison de sa mise en accusation pour crimes de guerre et contre l'humanité. Il sera d'ailleurs lui-même congédié en juin 2001, parce qu'il a refusé de soutenir Gus Dur, alors que ce dernier était accusé par le parlement d'être impliqué dans des affaires de corruption et avait l'intention de prononcer l'état d'urgence comme ultime manœuvre pour se maintenir au pouvoir. Au final, Yudhoyono - qui disait ne pas trop aimer la politique - semble y avoir définitivement pris goût puisqu'il est candidat à la vice-présidence en 2001, après que Megawati ait été élue présidente par le parlement. Cette dernière, qui lui fait confiance, lui demande de reprendre le poste clef qu'il avait occupé dans le gouvernement de son prédécesseur de ministre coordinateur des affaires politiques et de sécurité. Il l'occupe jusqu'en mars 2004 quand il démissionne pour se consacrer à la préparation des élections législatives et des présidentielles, à la tête du Parti Démocrate (PD) nouvellement créé pour servir ses ambitions.
- 5 Car dans l'intervalle, ses ambitions politiques semblent avoir véritablement décuplé. On a vu comment le PD avait été créé dès 2001 par certains de ses proches des milieux universitaires et intellectuels, le 21 septembre exactement, jour de son anniversaire, symbole oblige, pour servir de machine de guerre à la conquête du pouvoir. Il n'y occupe aucune fonction, mais sa femme Ani en est la vice-présidente et plusieurs des membres du clan, dont son fils cadet, du nom de Edhie, comme son grand-père

maternel, y ont des positions élevées. C'est d'ailleurs Ani qui semble avoir eu l'idée de fonder ce mouvement car elle fait partie d'une dynastie militaro-politique qui a toujours été attirée par le pouvoir et elle a beaucoup d'influence sur lui⁵. Longtemps, il a été plus intéressé par sa carrière militaire et ses titres académiques, mais elle a réussi à le convaincre qu'il a une destinée politique. Malgré le fait qu'il soit toujours handicapé par son manque d'assurance et son tempérament indécis, il commence à y croire, ce d'autant que sa popularité est en hausse entre 2002 et 2004 au sein du gouvernement. En effet, il a enregistré des succès aux côtés de son collègue Jusuf Kalla, en mettant un terme aux conflits socio-religieux qui déchirent Sulawesi et les Maluku et en luttant contre le terrorisme. La présidente Megawati, qui se considère un peu comme son mentor, commence à en prendre ombrage et, devant les rumeurs qui le présentent comme un bon candidat pour la remplacer, elle lui demande quelles sont ses intentions. Il l'assure de sa fidélité, mais elle ne le croit guère car le PD semble de plus en plus se préparer à faire cavalier seul pour lui dans les élections législatives qui approchent et elle commence à le mettre un peu à l'écart au sein du gouvernement. C'est ce qui mène à sa démission en mars 2004. Il annonce peu de temps après sa candidature pour les présidentielles. Elle ne lui pardonnera jamais ce qu'elle considère comme une trahison plus grave que celle dont elle dit aussi avoir été la victime de la part de Gus Dur en 1999. Ce qu'elle pouvait encore pardonner à ce dernier, un « grand frère » (*kakak*) affectueux et respecté, qui aura la délicatesse de lui permettre de sauver la face en lui offrant le poste de vice-présidence, elle ne peut décidément pas l'accepter de l'un de ses principaux ministres et un « petit frère » (*adik*) qui lui est redevable et en qui elle avait toute confiance.

Photo 44 : Soesilo Bambang Yudhoyono (1949-), président de 2004 à 2014



SOURCE. Wikipedia (photo officielle)

- 6 Lors des élections législatives d'avril 2004, le PD n'arriva qu'en 5^e position avec 7,5% des voix comme on l'a vu, un score respectable mais très éloigné de ceux du GOLKAR ou du PDI-P⁶. Mais l'alliance passée entre Yudhoyono et Jusuf Kalla, qui accepte de figurer comme colistier sur le ticket présidentiel nominé par le PD, alors qu'il est membre du GOLKAR, un parti qui soutient le ticket Wiranto-Wahid et dont il sera d'ailleurs exclu temporairement, apparaît la plus convaincante et prometteuse aux yeux des électeurs. L'image qu'offre Yudhoyono est en effet bonne. C'est un militaire, et par conséquent un homme supposé ferme et digne de confiance, qui n'a pas commis de grandes exactions, n'est pas soupçonné de corruption massive, qui a la réputation d'être un homme intelligent, voire un intellectuel, et qui a démontré sa volonté de soutenir les réformes démocratiques en cours. Un militaire démocrate, c'est rare en Indonésie et il apparaît donc aux yeux d'une bonne partie de la population comme le candidat idéal, offrant une perspective de stabilité et de respect à la fois pour l'état de droit et les droits de l'homme. Le fait que son colistier Jusuf Kalla soit un businessman très prospère au caractère bien trempé, qui a acquis la réputation de pouvoir résoudre les problèmes les plus épineux, semble offrir une garantie de succès supplémentaire. Compte tenu de l'équilibre à respecter entre Java et le reste de l'archipel, ils constituent en outre tous deux le ticket présidentiel a priori le plus équilibré et le mieux assorti : un militaire javanais imposant et plein de prestance faisant équipe avec un petit homme d'affaires buginais vif argent et décidé. Ce n'est donc pas une surprise totale de les voir arriver en tête du premier tour des présidentielles en juillet avec 33,6% des voix et écraser le ticket de Megawati au second tour en septembre en recueillent 60,6% des suffrages. Toutefois, l'itinéraire peu ordinaire de Soesilo Bambang Yudhoyono, de son petit village isolé de Java-Est aux dorures du palais présidentiel de Jakarta, ressemblant en cela beaucoup à celui de Suharto, est symptomatique du genre de choses singulières qui pouvaient se produire dans la période de profond changement politique que venait de traverser l'Indonésie.

NOTES

1. Pour y avoir séjourné brièvement vers le milieu des années 1990, dans le cadre d'une mission du FIDA (Fonds international pour le développement agricole) de Rome, je peux témoigner du fait que l'endroit ne respirait toujours pas l'opulence.
2. Une bonne partie des informations sur la vie et la trajectoire de SBY provient de Greag Fealy, « The politics of Yudhoyono : Majoritarian Democracy, Insecurity and Vanity » in Aspinall *et al.*, *The Yudhoyono Presidency* (2015 : 35-54). L'auteur, qui est l'un des meilleurs connaisseurs de la vie politique indonésienne, s'est beaucoup appuyé pour la rédaction de son article sur la biographie de SBY, *Selalu Ada Pilihan* (Il y a toujours un choix), Jakarta, Kompas Gramedia, 2014.
3. Il reconnaîtra ses responsabilités et en exprimera certains regrets sur la fin de sa vie, comme cela a été mentionné dans la note 101 du chapitre 3.
4. Ma collègue Anne Booth, professeure à la SOAS de Londres et l'une des meilleures et plus prolifiques économistes spécialisée sur l'Indonésie (dont je serai le vice-président quand elle

assurera plus tard, de 2004 à 2007, la présidence de l'Association européenne des études sur l'Asie du Sud-Est - EUROSEAS), fera d'ailleurs partie de son jury de soutenance.

5. C'est aussi à cette époque qu'il va concocter avec sa femme et ses proches l'acronyme accrocheur de SBY pour simplifier un patronyme effectivement un peu longuet et ainsi mieux frapper les esprits.

6. Pour (re)voir le résultat détaillé des élections législatives de 2004, se reporter au Tableau 9 qui se trouve en annexe.

6.2. La sphère politico-institutionnelle : valse-hésitation entre progrès et régression

Les 100 premiers jours : concorde politique, désastres naturels et paix à Aceh

- 1 Malgré ce beau succès électoral, la situation de celui qu'on appelle désormais SBY n'est pas si confortable que cela. Il a en effet été soutenu à la présidentielle par une coalition minoritaire, formée entre le *PD* et les deux petits partis islamiques du *PKS* et du *PBB*, qui ne contrôlent qu'un peu plus de 20% des sièges au *DPR*. Or, la coalition de Megawati, constituée du *GOLKAR*, du *PDI-P* et du *PBB*, représente 54% et est donc majoritaire. Le *PKB* et le *PAN* sont jusque-là restés en dehors de ces regroupements. Mais, les jeux post-électoraux coutumiers de la culture politique indonésienne reprennent le dessus et plusieurs partis « volent au secours de la victoire » en rejoignant très vite la coalition soutenant SBY pour participer au gouvernement. C'est tout d'abord le cas des trois plus grands partis islamiques, le *PAN* puis le *PKB* et enfin le *PPP*. Le soutien que le nouveau président obtient ainsi de tous les partis appartenant à cette obédience islamique explique sûrement la complaisance dont il fera preuve ultérieurement par rapport aux comportements violents et honteux de certaines organisations proches de la mouvance islamiste.
- 2 Pour l'instant, fort de ces ralliements, SBY peut cependant annoncer dès le 20 octobre, le jour même de son entrée en fonction, la formation d'un traditionnel cabinet pléthorique de nature consensuelle de 36 membres. On y retrouve notamment aux trois postes clés, outre Widodo A.S, membre du *PD* et proche de SBY, comme ministre coordinateur des affaires politiques et de sécurité, Alwi Shihab du *PKB*, en tant que ministre coordinateur du bien-être de la population, et Aburizal Bakrie, du *GOLKAR*, patron du groupe qui porte son nom et l'un des principaux oligarques *pribumi* du pays, auquel est confié le poste de ministre coordinateur de l'économie¹. Le gouvernement compte également des ministres appartenant à tous les autres principaux partis, *PPP*, *PAN*, *PKS* et *PBB*, à l'exception du *PDI-P* qui refuse de faire partie de la nouvelle coalition

gouvernementale en raison de l'affront impardonnable infligé à Megawati. En fait, c'est aussi au début la position officielle du GOLKAR, malgré la participation embarrassante de Jusuf Kalla, et d'Aburizal Bakrie, ainsi que de deux autres de ses membres, à la nouvelle équipe gouvernementale. Or, avec 128 sièges, il constitue le groupe parlementaire le plus important au DPR qui peut, s'il joint ses voix aux 109 députés du PDI-P, atteindre une quasi majorité de blocage de 237 sur 550 membres. C'est d'autant plus dangereux que le nouveau président élu de l'assemblée, Agung Laksono, vient des rangs de la coalition qui avait soutenue Megawati. Toutefois, le problème trouve une solution typiquement indonésienne lors du congrès du GOLKAR en décembre 2004, quand le vice-président Jusuf Kalla, qui en a pourtant été exclu, réalise un formidable « *come back* » en imposant sa candidature à la présidence du parti et en y battant le secrétaire-général sortant Akbar Tandjung². Ce faisant, il ramène tous les députés du GOLKAR dans l'escarcelle de SBY qui n'a plus de souci à se faire pour sa majorité parlementaire, l'opposition se résumant désormais au seul PDI-P et quelques petites formations très marginales.

- 3 Dès lors, le nouveau président semble avoir toutes les cartes en main pour mettre en œuvre une politique audacieuse lui permettant d'approfondir les réformes politiques et économiques qui vont dans le sens d'une démocratisation accrue. C'est d'autant plus le cas qu'il a aussi pris garde d'intégrer dans son cabinet un bon nombre de technocrates ou de diplomates respectés et compétents, dont deux femmes remarquables, Sri Mulyani Indrawati à la tête du BAPPENAS, l'agence de planification nationale, et Marie Pangestu, d'origine sino-indonésienne, et seule représentante de cette minorité dans le gouvernement, comme ministre du commerce, ou Hassan Wirajuda et Juwono Sudarsono, qui conservaient respectivement les ministères des affaires étrangères et de la défense. Mais le gouvernement compte aussi dans ses rangs des personnalités islamiques dont certains ont des sympathies pour l'islamisme. Ces dernières vont rapidement lui poser problème, comme Yuzril Ihza Mahendra, le leader du PBB, au poste clef de secrétaire d'État, ou Suryadharma Ali, membre très conservateur du PPP, qui hérite d'abord du ministère des coopératives et des PME, mais va hélas vite se retrouver à la tête de celui beaucoup plus délicat des affaires religieuses.
- 4 Ce gouvernement très large et disparate ne va donc pas être facile à manœuvrer, mais il reflète la diversité nationale, suscitant l'espoir et recueillant des commentaires positifs dans le pays. À côté des politiciens professionnels, SBY réunit beaucoup de gens compétents qui ont tous un niveau de formation supérieur au master (MA) et viennent de la société civile, des milieux d'affaires et universitaires. Le cabinet comporte en effet des bureaucrates expérimentés et des militaires à la retraite, quatre femmes ; un tiers de ses membres sont originaires des autres îles que Java et quatre ne sont pas des musulmans. Tout en reconnaissant que ce choix des ministres était certainement loin d'être parfait, SBY déclare alors ne pas avoir pu faire mieux. Par ailleurs, les ministres devaient signer un contrat politique dans lequel ils s'engageaient à être loyal et travailleur, à accorder la priorité aux intérêts de l'État devant ceux de leur parti et surtout à être honnête. Ceux qui se feraient prendre la main dans le sac des pratiques de KKN devraient démissionner et seraient traduits en justice. Tout cela semblait prometteur. La principale critique émise était d'avoir confié le ministère de l'économie à un oligarque riche devenu politicien, mais cela était censé refléter l'inclinaison pro-business du gouvernement. Il se disait aussi que Jusuf Kalla y avait placé un bon nombre de personnes qui lui étaient fidèles et comptait bien peser de tout son poids pour influencer les décisions du président. C'était d'autant plus plausible qu'il avait

acquis une dimension supplémentaire en ramenant le *GOLKAR* dans la majorité présidentielle. Mais malgré cela, les auspices semblaient favorables et il ne restait plus qu'à se mettre au travail.

- 5 La belle ordonnance en ordre de bataille pour s'atteler à la tâche et convaincre la population au cours des fameux « premiers 100 jours » qu'elle a fait le bon choix va cependant être bouleversée par les caprices de la nature. Une série sans précédent de catastrophes destructrices et meurtrières se déchaînent. La première et la plus grave survient le 26 décembre à Aceh. Un tremblement de terre énorme d'une intensité de 9,1 à 9,3 sur l'échelle de Richter se produit à 30 kilomètres de profondeur sur la faille tectonique indo-australienne, au large de la côte nord-ouest de Sumatra, et déclenche un tsunami gigantesque, avec des vagues atteignant 30 mètres qui dévastent une grande partie de la province. Il y fera près de 170 000 morts, dont 90 000 dans la seule ville de Banda Aceh³, avant de continuer son chemin à travers l'océan Indien et faire 50 000 victimes supplémentaires en Thaïlande, en Inde et au Sri Lanka. C'est assurément la catastrophe naturelle la plus meurtrière de l'histoire indonésienne connue, supérieure à l'explosion du volcan Krakatoa en 1883⁴ et même à celle du volcan Tambora en 1815⁵. Elle va bien sûr causer un traumatisme profond dans le pays. Les secours tardent à se mettre en place à l'échelle nationale, mais l'aide internationale va rapidement affluer de manière massive sur la province d'Aceh, y créant d'ailleurs, comme c'est souvent le cas en de telles circonstances, d'énormes problèmes d'engorgement, de compétition entre les ONG, de gestion chaotique, de malversations et de corruption.

Photo 45 : La ville de Banda Aceh rasée après le tsunami du 26 décembre 2004



Source : Frans Delian

- 6 Toutefois, selon l'adage qui dit qu'à tout malheur quelque chose est bon, elle va aussi avoir un effet bénéfique sur le conflit qui opposait le mouvement sécessionniste du GAM au gouvernement indonésien depuis trop longtemps et avait déjà fait 15 000 morts dans la province. Cette catastrophe oblige en effet les belligérants à ouvrir des négociations pour mettre fin au conflit. Ces dernières débutent à Helsinki dès le mois de janvier 2005

et sont menées tambour-battant du côté gouvernemental par l'incontournable Jusuf Kalla. Elles aboutiront rapidement à un cessez-le-feu et à un accord selon lequel le GAM dépose les armes et accepte la souveraineté de l'Indonésie. Mais ce mouvement de libération est autorisé, en contrepartie, à se transformer en formation politique, la province d'Aceh devenant ainsi l'exception à la règle qui interdit l'existence de partis régionaux. Ce nouveau parti est même autorisé à participer aux prochaines élections locales. Organisées comme dans tout le reste du pays en décembre 2006, elles mobilisent 2,7 millions d'électeurs à Aceh, soit un taux de participation de 85%, et permettent d'élire Irwandi Yusuf, ancien dirigeant du GAM au poste de gouverneur pour la période 2007-2011. La province, qui portera désormais le nom de *NAD* ou *Nangroe Aceh Darussalam* (Pays d'Aceh havre de paix !), se voit aussi conférer une large autonomie administrative, lui permettant notamment d'appliquer la *shariah*, et de conserver une part beaucoup plus importante des revenus de ses ressources naturelles abondantes en gaz et pétrole.

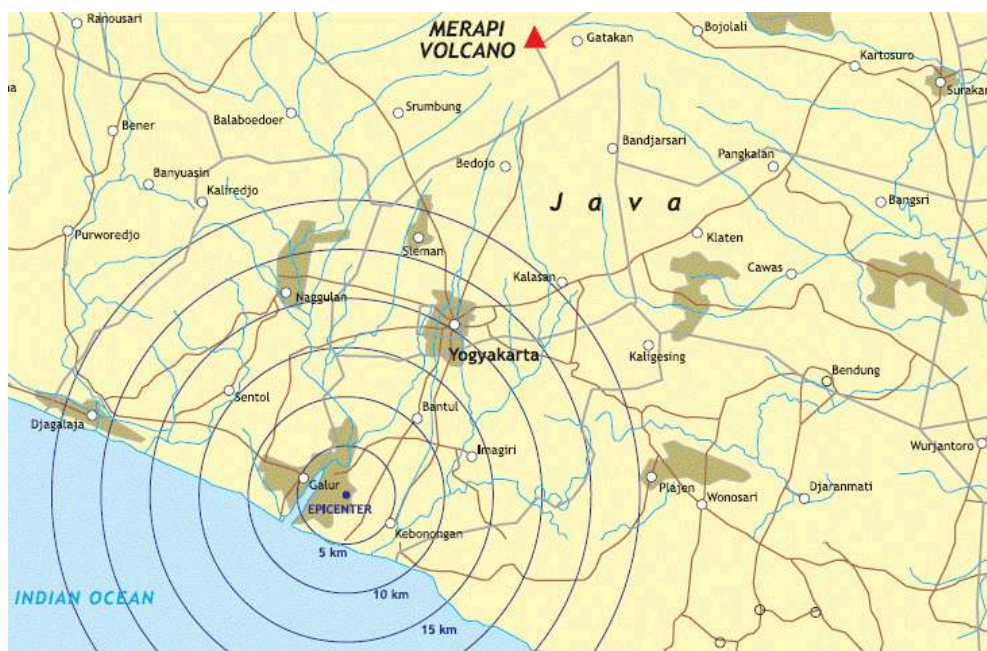
- 7 Comme si ce tsunami aux dimensions historiques, face auquel le gouvernement n'a pas vraiment été à la hauteur, n'avait pas suffi à compliquer la tâche du nouveau président, le reste du premier mandat de SBY continue à être marqué par des catastrophes analogues. En mars 2005, un nouveau tremblement de terre d'une intensité de 8,2 frappe l'île de Nias, au large de la côte occidentale de Sumatra, où il cause la mort de 900 personnes et des destructions massives. En décembre 2006, Aceh est encore affecté, cette fois-ci par de graves inondations qui font de terribles dégâts. En mai 2006, le volcan Merapi surplombant Jogjakarta entre à nouveau en éruption, alors qu'un tremblement de terre d'une intensité de 6,3 frappe en même temps le district de Bantul, au sud de la ville, l'un des plus densément peuplés de Java⁶. Ce séisme tue plus de 6 000 personnes, détruit des dizaines de villages, des milliers d'habitations et fait 1,5 million de sans-abri. La réaction du gouvernement est plus rapide et efficace qu'à Aceh. Mais on ne peut guère contester le fait que la nature semble vraiment conspirer contre SBY pour corser la situation socio-économique et l'empêcher de mettre en œuvre sa politique de manière aussi rapide et efficace qu'espèrè. Le pays subit encore deux tremblements de terre moins graves en mars 2007 à Sumatra Ouest et Bengkulu qui feront 70 et 20 morts.

Photo 46 : Le volcan Merapi proche de Jogja à nouveau en éruption en mai 2006



Source : Dewi Putra

Carte 6 : Zone du tremblement de terre de mai 2006 dans la région de Jogjakarta



Source : Wikipedia

Photo 47 : Maisons détruites à Bantul après le tremblement de terre de mai 2006



Source : Dewi Putra

- 8 Et les mauvaises nouvelles ne sont hélas pas finies car, dans l'intervalle, a éclaté en mai 2006 l'énorme scandale lié à la catastrophe de Sidoarjo, une petite ville de la côte nord-est de Java proche de Surabaya. Cette fois-ci, les éléments naturels ne sont pas seuls en cause car ils ont été provoqués par une intervention humaine. C'est en effet un forage qui est à l'origine du désastre. Cette opération a pour objectif l'exploitation d'une nappe de gaz souterraine. Elle est effectuée par la société *PT Lapindo Brantas*, propriété du Groupe Bakrie que dirige Aburizal, le ministre de l'économie nouvellement nommé. Vers 1 800 mètre de profondeur, la foreuse perce une poche d'eau et de gaz qui déclenche une éruption entraînant une gigantesque coulée de boue vers la surface. Devenue incontrôlable, elle submerge les environs d'un magma de boue visqueuse, brûlante et nauséabonde atteignant 150 000 mètres cubes par jour. Des rizières, des usines et des hameaux sont progressivement touchés et engloutis, des milliers de personnes doivent être évacuées et relogées, mais l'écoulement ne se tarit pas et personne ne sait comment arrêter le flot. Quelques barrages de terres sont donc construits pour l'endiguer et lui permettre de s'écouler vers la mer toute proche et peu profonde, qui est ainsi polluée sur une vaste étendue. La société *Lapindo* décline toute responsabilité, mettant en cause l'explosion du volcan Merapi, pourtant distant de 400 kilomètres, qui a lieu en même temps ! En fait il semble aussi qu'elle a péché par imprudence et n'a pas utilisé le matériel qui aurait permis d'éviter le désastre. Des populations affectées demandent à être indemnisées. Mais les négociations se perdent dans les sables mouvants d'arguties juridiques sans fin et ne donnent que bien tardivement de maigres résultats. Cela n'améliorera pas l'image déjà peu reluisante et crédible d'Aburizal Bakrie, qui sera remplacé dès 2005 comme ministre coordinateur de l'économie par Boediono, un économiste et universitaire compétent et respecté. Malgré le scandale *Lapindo*, qui va perdurer pendant des années, le patron du groupe Bakrie est

nommé - comble du cynisme - comme ministre coordinateur du bien-être de la population! Il conservera ce poste grâce à des alliances et des compromissions politiques, jusqu'à la fin du premier mandat de SBY. Toutes ces catastrophes à répétition entre 2004 et 2006, que d'aucun attribuent au mauvais œil ou à la naissance du président sous une mauvaise étoile, qu'elles soient purement naturelles ou induites par l'homme, confirment en tous cas bien la vulnérabilité particulière d'un pays comme l'Indonésie, situé sur la ceinture de feu du Pacifique, et ne facilitent évidemment pas la tâche de développement du gouvernement.

Photo 48 : Maisons de Sidoarjo submergées par les boues de *PT Lapindo* fin 2006



SOURCE : Wikipedia

Un premier mandat prometteur : avancées démocratiques malgré l'adversité

- 9 En dépit de cette adversité des forces de la nature, SBY s'applique au début de son premier mandat à mettre en œuvre les réformes politiques et institutionnelles adoptées par ses prédécesseurs et à poursuivre les chantiers qu'ils ont ouverts dans les domaines de la sécurité, de la décentralisation, de la lutte contre la corruption, de l'amélioration de l'État de droit et du respect des droits humains. Cela va bien sûr dans le sens d'une consolidation démocratique, mais il va rencontrer des succès inégaux dans ces différentes sphères, à la fois du fait des difficultés objectives rencontrées, mais aussi en raison de son tempérament indécis et velléitaire. Ce dernier se confirme malheureusement au fil du temps et se renforce dans un second mandat, qui va plutôt être marqué par une stagnation démocratique et même une véritable régression à certains niveaux. En fait, on retombe à nouveau sur le diagnostic général mitigé de valse-hésitation déjà établi précédemment : certaines avancées ont été enregistrées, qui

ne sont d'ailleurs pas toutes à mettre à son actif, mais avec un peu plus de courage et d'esprit de décision, il aurait pu faire bien mieux et éviter de procéder à des reculades regrettables sur des points cruciaux pour la jeune démocratie. Tout cela contribue donc à confirmer l'ambivalence d'un bilan qui se situe entre la consolidation et la stagnation eu égard au processus de démocratisation en cours. Essayons de démêler l'écheveau compliqué des mesures prises dans le domaine politique et institutionnel au fil de cette décennie que SBY a passé à la tête du pays, pendant laquelle on peut faire la distinction entre un premier mandat quinquennal plutôt positif et un second nettement moins favorable.

- 10 Dans le domaine de la sécurité, on a vu que tout a commencé de la meilleure manière possible pour lui, puisque le risque centrifuge majeur que représentait le conflit d'Aceh et la menace de sécession de cette province à l'irrédentisme chronique est écarté avec les accords de paix signés à Helsinki début 2005. Certes, il n'y est pas pour grand-chose à titre personnel et doit surtout ce succès à la sidération généralisée ayant suivi le tsunami et à son vice-président Jusuf Kalla, qui a mené la négociation avec le tempérament énergique et décidé qui le caractérise, tout le contraire du sien. Mais c'est lui qui va en tirer la gloire, tant au niveau national, auprès d'une opinion publique ravie de cette aubaine, que sur le plan international, où il se présente comme un pacificateur et caresse même l'espoir de se voir attribuer le prix Nobel de la paix en 2006⁷. Pourtant, une fois ce brillant succès engrangé, il ne s'intéresse pas beaucoup aux détails de la mise en œuvre des accords de paix. Il laisse s'installer à Aceh un système peu reluisant dans lequel le GAM, devenu la principale force politique de la province avec la création de son propre parti, le *Partai Aceh*, continue à jouer un jeu trouble fait d'intimidation et d'extorsion. Le président n'a pas le courage d'intervenir de peur de raviver le conflit. Sur l'autre front régional critique pour l'unité nationale, celui de la Papouasie, il fera la démonstration probante de son caractère ambigu, mélange de bonnes intentions et d'absence d'esprit de décision. Les tensions y restaient pourtant fortes. L'autonomie spéciale octroyée à la province par Gus Dur et Megawati ne portait guère ses fruits. De plus, sa division en 2003 en deux provinces distinctes de Papouasie et de Papouasie Occidentale avait été mal acceptée par une large part de la population, qui y voyait la simple mise en application du vieux principe de « diviser pour régner ». Cela s'était d'ailleurs confirmé à travers un processus de fragmentation administrative (*pemekaran*) particulièrement poussé dans cette province immense marquée par une énorme diversité ethnique, source de conflits intercommunautaires permanents. Le nombre de districts (*kabupaten*) y était en effet passé de 29 à 42 depuis 1999. Après avoir d'abord espéré que le problème pouvait être réglé en assurant un développement économique et social plus efficace, sans avoir à traiter les aspects politiques et institutionnels, SBY proposera à la toute fin de son second mandat une vaine « autonomie étendue » qui soulèvera beaucoup d'opposition et ne fera pas long feu, laissant la question en suspens pour son successeur.
- 11 Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme islamiste, l'autre problème majeur du pays dans le domaine de la sécurité, SBY fait aussi l'étalage de son caractère indécis. La situation reste pourtant très grave. Une bombe a encore explosé en septembre 2004 devant l'ambassade d'Australie à Jakarta, faisant 9 victimes. À Sulawesi Central, malgré les accords de Malindo arrachés en 2002 par Jusuf Kalla, le conflit interreligieux reste larvé à Poso et continue à faire des victimes, un attentat y tuant notamment 22 personnes en mai 2005. Puis, en octobre 2005 a lieu le second attentat de Bali, à

Jimbaran et Kuta, qui tue le même nombre de gens. Face à cette recrudescence, SBY met en place une nouvelle agence antiterroriste baptisée BNPT (*Badan Nasional Penanggulangan Terrorism* ou Agence nationale de lutte contre le terrorisme), censée superviser et coordonner les activités de deux entités déjà existantes. Il s'agit du *DENSUS 88*, le détachement spécial de la police créé par Megawati après le premier attentat de Bali d'octobre 2002, et du *Satgas Bom*, une unité de déminage formée antérieurement, du temps de Gus Dur, début 2001, après l'explosion d'une série de bombes à la Noël 2000. Mais il ne donne jamais à cette agence les moyens financiers ni le soutien politique requis pour faire efficacement son travail⁸. En fait, en dépit de ses grandes déclarations condamnant la barbarie des auteurs de ces attentats, il n'ose pas prendre le taureau par les cornes et s'attaquer frontalement aux organisations islamistes qui fomentent ou soutiennent ce genre d'action, comme la *Jemaah Islamiya* ou le *FPI*, le *MMI*, et le *HTI*. Il a peur de froisser les membres de son gouvernement qui comprennent ou même partagent cette idéologie radicale. Par ailleurs, il craint de se mettre à dos les partis islamiques qui lui ont permis d'être élu et lui assurent une stabilité gouvernementale. Enfin, il ne veut pas ternir son image de conciliateur aux yeux de la frange de la population qui a des sympathies pour cette mouvance extrémiste. C'est une nouvelle fois Jusuf Kalla, doté il est vrai d'une plus grande capacité d'influence sur ces milieux, qui convoque les leaders islamiques les plus durs pour leur dire d'intervenir afin de mettre un terme à ces actions atroces.

12 Et de fait, ces attaques cessent jusqu'au début du second mandat de SBY, quand des bombes explosent en juillet 2009 dans deux grands hôtels de Jakarta, le Marriott et le Ritz-Carlton, en tuant à nouveau 12 personnes. Un projet d'assassinat du président est même dévoilé à cette occasion qui le met un peu plus en émoi étant donné son côté narcissique. Cela dit, malgré l'absence d'une stratégie claire et de moyens plus grands qui leur permettraient de mieux prévenir ces attentats, les unités anti-terroristes de la police sont de plus en plus efficaces au niveau de la répression, en capturant et surtout liquidant leurs auteurs. En novembre 2005, le maître artificier de la *Ji*, Azhari Husin, de nationalité malaisienne, est tué dans une fusillade à Java Est. Les trois principaux auteurs de l'attentat de Bali en 2002, Imam Samudra, Amrozi et Ali Ghufuron, également membres de la *Ji*, arrêtés, jugés, et condamnés à mort en 2003, sont exécutés en novembre 2008. Deux autres de leurs comparses, impliqués dans plusieurs des actes terroristes, Noordin Top, un autre malaisien, et Dulmatin seront éliminés en septembre 2009 et en mars 2010. Cela soulève d'ailleurs des protestations hypocrites dans les milieux islamistes qui accusent le gouvernement de procéder à des exécutions extra-judiciaires et de porter atteinte à l'état de droit. Le président reste coi, mais laisse faire, selon sa louable habitude. Surtout préoccupé par son image sur la scène internationale, il est plus intéressé à passer pour un ardent combattant du terrorisme aux yeux des principaux leaders du monde, qu'il aime côtoyer au sein du G20, que de mettre en place une stratégie cohérente et de veiller à son application. Malgré tout, il faut reconnaître que le terrorisme est largement jugulé sous sa présidence.

13 Un troisième domaine où les choses commencent plutôt bien au début du premier mandat de SBY et où elles vont se détériorer et manquer de peu de très mal finir, juste avant la fin de son second quinquennat, est celui de la décentralisation. On a déjà évoqué le fait que les lois de 1999 adoptées en la matière sous la présidence de B.J. Habibie allaient très loin dans la dévolution de l'autorité politique et la réorganisation de la fiscalité. Elles sautaient en effet directement du niveau central de l'État (*pusat*) au second échelon de l'administration territoriale (*tingkat II*), celui des districts ruraux

(*kabupaten*) et des municipalités urbaines (*kotamadya*), en enjambant le niveau intermédiaire des provinces (*tingkat I*). Pour un État très centralisé comme l'était l'Indonésie sous l'Ordre nouveau, c'était un véritable cataclysme, certains analystes parlant même de « big bang ». La mise en œuvre de ces lois représentait en tous cas un énorme défi pour le gouvernement en place. En fait Gus Dur et Megawati avaient déjà perçus les difficultés de l'exercice et tous les problèmes que le nouveau système créait, notamment la montée en puissance des élites locales et des conflits qui les déchiraient pour occuper des postes désormais particulièrement lucratifs. En digne fille de son père, Mega avait d'ailleurs déjà parlé de la nécessité de revenir en arrière en recentralisant en partie le système administratif pour éviter les tendances centrifuges, les difficultés de gestion et le gaspillage financier.

- 14 Mais la situation devient encore plus complexe avec l'adoption par le DPR en octobre 2004 de la loi complémentaire de décentralisation sur les élections locales directes, les *Pilkada* (*Pemilihan kepala daerah langsung* ou Élections directes de chefs de régions). C'est désormais le peuple qui élit ses représentants, auparavant choisis par les parlements régionaux et locaux, et c'est la tâche de SBY de veiller à l'application de cette nouvelle loi. S'étant déclaré partisan de la décentralisation, il n'y est en principe pas défavorable. Cela pose toutefois des difficultés et surtout soulève de nombreux problèmes. Tout d'abord, contrairement aux élections législatives nationales qui se déroulent partout dans le pays en même temps et sur une seule journée, les élections locales s'étalent désormais tout au long de l'année, en fonction du terme des mandats des élus. Puisqu'il faut bien commencer quelque part, il est décidé que les élus dont le terme vient à échéance entre décembre 2004 et avril 2005 verront leur mandat prolongé jusqu'en mai et que le premier round des *Pilkada* aura lieu en juin 2005. La tâche s'annonce immense. Ce mois-là, pas moins de 162 élections locales sont organisées, sept au niveau des provinces, pour élire les gouverneurs, et 155 au niveau des *kabupaten* et des *kotamadya*, pour élire les chefs de district et les maires. Entre juin et décembre 2005, le nombre de ces *Pilkada* s'élève à 196, dont 189 ont eu lieu aux échelons secondaires. Plus d'un tiers des circonscriptions administratives du pays ont donc renouvelé leurs élus en l'espace de sept mois ! En 2006, l'intensité du processus décline, mais il se poursuit avec 72 élections locales, dont 4 autres provinces et 68 districts ruraux ou municipalités urbaines. Incidemment, le GOLKAR, parti politique de loin le mieux ramifié dans tout le pays et également le plus riche, ne remporte que 40% des *Pilkada*, ce qui démontre combien d'autres formations moins puissantes peuvent avoir la préséance au niveau local.
- 15 Dans l'immédiat, tout se déroula plutôt bien, aussi étonnant que cela puisse paraître. Il y eut bien quelques problèmes ici et là, comme en avril 2005 à Tuban, une ville secondaire de Java Est, où une foule d'émeutiers mécontents du résultat bouta le feu à la ville. Mais le ministre de l'intérieur déclara fin 2005 que les *Pilkada* avaient été réalisées avec succès dans 92% des cas. C'est après que les défauts majeurs du système commencèrent à apparaître et atteindre une dimension telle que le gouvernement, les députés nationaux, toute la bureaucratie et même le président s'engagèrent dans une opposition croissante à l'égard de la décentralisation et à la remirent en cause. À l'opposé, les élites locales, grandes bénéficiaires de cette réforme fondamentale, se mobilisèrent d'emblée pour la défendre et s'opposer à toute mesure qui aurait pour but de revenir en arrière. Elles pouvaient d'ailleurs compter sur l'appui de la population, auprès de laquelle le nouveau système d'élections locales directes était très populaire puisqu'il permettait, en principe, d'élire les personnes les plus compétentes et dignes

de confiance, mais surtout de se débarrasser d'elles dès l'échéance électorale suivante si elles s'avéraient, à l'usage, ne pas être à la hauteur.

- 16 Les difficultés rencontrées étaient cependant bien réelles. Sur la base des évaluations faites au bout des cinq premières années, le bilan général de la mise en application des deux lois de base portant sur la décentralisation était plutôt problématique. Contrairement aux attentes, elles n'avaient pas généré un changement structurel majeur entre l'État central et les régions. Ces dernières n'avaient en effet pas réussi à mettre en place une base de ressources financières propres pour leur développement et se contentaient de recevoir les subsides redistribués par Jakarta qui étaient utilisés pour payer les salaires des fonctionnaires, financer des projets souvent douteux et alimenter la corruption. On constatait par exemple que très peu d'investissements avaient été réalisés dans les infrastructures, qui étaient de leur ressort, avec pour conséquence que tout le pays accumulait un retard croissant en la matière⁹. Il y avait bien sûr de brillantes exceptions qui dépendaient des personnes en place. Un maire ou un chef de district honnête et déterminé pouvait faire la différence. Le cas le plus célèbre est bien évidemment celui de Joko Widodo, élu en 2005 maire de Solo, la grande ville de Java Central proche de Jogjakarta, dont l'action avait eue un impact majeur sur sa municipalité et lui avait permis d'entreprendre une carrière politique météorique au niveau national qui le verra être élu gouverneur de Jakarta en 2012, où il laissera aussi un bilan positif, puis président de la république en 2014. Mais ce type de personnage était rare parmi les élus locaux et les *Pilkada* dont ils étaient maintenant issus. La majorité de ces élections locales ont plutôt eu tendance à aggraver certains des problèmes résultant de la décentralisation.
- 17 Dans le cadre d'un véritable système de « politique de l'argent », les pratiques de *KKN* sont en pleine floraison. La scandaleuse habitude prise par certains partis politiques de vendre leur nomination pour une élection locale aux candidats les plus offrants, dont certains s'endettaient fortement pour pouvoir l'obtenir, devint monnaie courante et l'achat du vote des électeurs également. Cela s'est accompagné de l'émergence de véritables dynasties politiques locales, mettant leur district, leur ville ou leur région sous coupe-réglée et accumulant ainsi des fortunes. Parmi les nombreux cas existants, celui de la gouverneure de la province de Banten, Ratu Atut Chosiyah, finalement arrêtée pour corruption en 2013, fit longtemps les gros titres de la presse du fait du véritable empire familial qu'elle s'était constituée. Par ailleurs, les alliances concoctées entre les partis politiques pour mettre la main sur le pouvoir local et les ressources qu'il recèle sont franchement surréalistes et entretiennent la confusion. Le fait que les candidats à une fonction politique locale doivent, comme au niveau national, proposer aux électeurs un ticket sur lequel figure un colistier, renforce cette tendance. Tout le monde peut s'allier à n'importe qui pour ratisser large afin de s'emparer d'une ville ou d'un district. Il n'est donc pas rare de voir un candidat membre d'un parti nationaliste laïc comme le *GOLKAR* ou le *PDI-P* faire alliance avec un colistier appartenant à un parti islamique radical favorable à l'application de la *shariah* ! C'est d'ailleurs ainsi que plusieurs districts, comme Subang à Java Ouest et d'autres dans le pays, se sont retrouvés soumis à la loi islamique, en totale contradiction avec la législation nationale et même avec la constitution. Et puis, cerise sur le gâteau, la fragmentation administrative (*pemekaran*) devient galopante et préoccupante. Les démarches pour découper les districts en morceaux et se créer son propre petit fief se multiplient. Il y en avait moins de 300 dans le pays à la chute de Suharto, ils sont plus de 500 en 2009 ! Bref, il y a clairement des abus. La décentralisation a été trop vite, trop loin, trop tôt.

Alors que l'on s'approche des élections générales de 2009, les tensions montent à ce sujet entre un gouvernement, qui souhaite prendre des mesures de re-centralisation, et des pouvoirs locaux qui y sont farouchement opposés, avec le soutien d'une grande majorité de la population. Les choses sont d'autant plus compliquées que le DPR joue double jeu à cet égard, puisqu'il est plutôt hostile aux élections directes de chefs de régions (*Pilkada*) mais favorable à la poursuite de la fragmentation (*pemekaran*) ! Le président est quant à lui comme toujours hésitant. Il laissera faire les choses au point de risquer une régression démocratique majeure dans le domaine de la décentralisation à la toute fin de son second mandat.

- 18 En ce qui concerne la lutte contre la corruption à un niveau plus général et le renforcement de l'état de droit, - qui constituaient deux des objectifs majeurs du programme électoral de SBY -, la situation va commencer à s'améliorer lentement pendant son premier mandat, mais le rythme va s'accélérer très nettement lors du second. Il faut dire que les deux institutions créées pour veiller à la mise en œuvre de cette politique étaient encore bien juvéniles et devaient apprendre à fonctionner dans un environnement qui ne leur était pas franchement favorable. C'est Megawati qui avait présidé à leur création : la Cour constitutionnelle (*Makamah Konstitusi*) n'a vu le jour que fin 2003 et la KPK (*Komisi Pemberantasan Korupsi* ou Commission pour l'éradication de la corruption) n'est devenue véritablement opérationnelle qu'à partir de début 2004. De fait, la cour anti-corruption de Jakarta dite *TIPIKOR* (*Pengadilan Tindak Pidana KORupsi*), qui est chargée de juger tous les cas de KKN instruits par la KPK, n'a rendu sa première décision qu'en mars 2005. C'est donc SBY qui devait vivre avec ces nouvelles institutions garde-fou démocratiques. On doit dire à son avantage qu'il le fera de manière très correcte, sans jamais interférer dans leurs décisions, et respectant leur indépendance par rapport à l'exécutif, même quand cela a touché des membres de son gouvernement ou certains de ses proches. Pendant son premier mandat, la Cour constitutionnelle, présidée par un juriste irréprochable et rigoureux, Jimly Asshiddiqie, a pris des décisions courageuses favorables à la liberté d'expression, abolissant par exemple le crime de lèse-majesté, ou en défendant des droits socio-économiques et sociaux-culturels de la population. Elle a aussi fait un énorme travail pour améliorer le système électoral indonésien et lui donner la légitimité requise aux yeux du public. Dès 2009, elle s'est forgée une belle réputation et apparaît comme la plus respectée des institutions issues de la *Reformasi* ainsi que la plus active d'Asie, derrière celle de la Corée du Sud qui était son modèle¹⁰.
- 19 Quant à la KPK, elle s'est d'abord fait la main sur des cas simples et plus faciles qu'elle a tous gagnés. Leur nombre tournera autour des 500 par année de 2004 à 2007 mais augmentera pour atteindre 849 en 2008 et le chiffre record de 1 824 en 2009. Son travail est toutefois largement soutenu par une presse très active, qui dénonce chaque jour à travers ses gros titres la corruption des puissants, et par les activistes d'une société civile qui s'exprime de plus en plus et s'organise dans des ONG comme Corruption Watch, qui a une antenne en Indonésie. La police et la justice s'améliorent aussi, lentement mais sûrement. Certains des premiers cas traités ne sont toutefois pas anodins. En avril 2005 déjà, le gouverneur sortant d'Aceh, Abdullah Puteh, est condamné à dix ans de prison pour avoir profité de sa fonction et du chaos régnant après le tsunami à son avantage. Puis, en février 2006, c'est au tour de l'ancien ministre des affaires religieuses sous Megawati, Said Hugil Husin al Munawar, de se voir infliger une peine de cinq ans pour avoir utilisé à titre personnel l'argent disponible pour subventionner le pèlerinage à La Mecque ! À la mi 2007, plus de 100 chefs de

gouvernement locaux ou de représentants dans les parlements régionaux et nationaux étaient sous investigation.

- 20 Même la corruption de la famille Suharto commence à être sérieusement attaquée. En octobre 2006, Tommy Suharto est libéré après avoir purgé seulement cinq des quinze années de prison auxquelles il avait été condamné pour avoir commandité, en 2001, le meurtre d'un juge - qui avait prononcé, un an plus tôt, une peine d'emprisonnement de quinze mois à son endroit. Cette clémence est évidemment due à une complaisance dûment rémunérée de certaines personnes corrompues et haut placées. Mais il se retrouve immédiatement à nouveau mis en cause, justement pour le transfert d'une somme de 10 millions de US\$ de son compte à celui... du ministère de la justice et des droits humains ! Or cela semble s'être fait avec l'assentiment du ministre Hamid Awaludi et du secrétaire d'État Yusril Ihza Mahendra, tous deux membres du parti islamiste *PBB*, l'un des plus remontés contre la corruption ! Ils seront mis en examen et conformément au principe fixé par SBY, perdront leur poste lors du remaniement ministériel de mai 2007¹¹. Des actions sont aussi lancées contre Tommy pour différentes infractions et aussi dans le but de faire enfin un peu la lumière sur les activités des nombreuses fondations privées créées par son père. Par ailleurs, Probosutedjo (le très vénal frère de Suharto, qui avait été condamné à quatre ans de prison en 2003 pour utilisation frauduleuse de fonds publics, mais avait repoussé son emprisonnement en faisant appel) admet en octobre 2005 qu'il a graissé la patte de certains officiels de la cour de justice, et même de la Cour suprême, pour obtenir le succès de la procédure. Il ira finalement en prison en novembre 2005, après avoir temporisé en prétextant le type de problèmes de santé qui semblent bizarrement s'acharner sur les hommes politiques indonésiens dès qu'ils sont convoqués par la justice ! L'étau se resserre donc autour de Suharto, mais il y échappe de manière définitive, puisqu'il décède le 27 janvier 2008. Il emporte avec lui les informations sur les secrets qui lui avaient permis de s'emparer du pouvoir au moment du *G30S*, de le garder pendant si longtemps et d'enrichir autant sa famille. Quoi qu'il en soit, même si elle reste un fléau immense qui gangrène le pays, la lutte contre la corruption fait des progrès sous SBY et l'Indonésie passera de la 133^e à la 111^e place entre 2004 et 2009 dans le classement de Transparency International, un résultat encourageant à défaut d'être brillant.

Les élections de 2009 : le triomphe de SBY et la cartellisation de la vie politique

- 21 Le premier mandat de SBY s'achève donc de manière plutôt positive. Malgré les écueils, le respect de l'état de droit, des libertés fondamentales et des règles démocratiques a fait des progrès tant bien que mal. De plus, l'économie se porte beaucoup mieux et le niveau de vie de la population s'améliore. Les auspices lui sont donc très favorables à la veille des élections législatives de 2009. Ces dernières ont lieu le 9 avril. Elles battent en dimension et en complexité celles de 2004. Cette fois-ci, ce ne sont pas moins de 171,3 millions d'électeurs enregistrés dans les 77 districts électoraux des 33 provinces du pays qui doivent choisir les 560 membres du DPR national entre les 11 000 et quelques candidats qui se présentent au nom des 38 partis politiques qui ont été autorisés à participer. De surcroît, le même jour, ils doivent aussi élire des représentants à plusieurs échelons : les 128 membres du DPD, la seconde chambre du parlement national, entre les plus de 1 100 candidats en lice ; ainsi que leurs représentants pour un très grand nombre des parlements locaux, aux niveaux des provinces, des district et

des municipalités, parmi les près de 280 000 personnes qui briguent leurs suffrages. Pour cela, il a fallu imprimer 700 millions de bulletins de vote et trouver du personnel pour les plus de 500 000 bureaux électoraux disséminés dans tout l'archipel. Ce jour-là, l'Indonésie bat plus que jamais le record qu'elle détient depuis 2004 de pays organisateur de « la plus grande journée électorale du monde ». La tâche de la KPU, la commission générale de supervision des élections, s'avère colossale. Or, contrairement à ce qui s'était passé en 2004, sa composition a fait l'objet de nombreuses controverses et elle est confrontée à plusieurs problèmes techniques et logistiques embarrassants. Les plus bénins portent sur des bulletins de vote incorrectement imprimés, d'autres en nombre insuffisant ou envoyés aux mauvais endroits, ainsi que sur des horaires de scrutins incertains et un matériel de vote mal acheminé. De plus, cela est laissé aux mains d'un personnel manquant d'expérience et met en lumière le manque de préparation et de compétences de la KPU. Mais, le pire fut que les listes électorales étaient contestables. Près d'un million d'électeurs n'avaient en effet pas été enregistrés, alors que d'autres l'étaient dans plusieurs bureaux de vote, que certains étaient déjà morts et que de nombreux militaires, qui n'avaient en principe pas le droit de vote, y participèrent. Tout cela suscita des accusations de manipulations envers la KPU et jeta un doute sur la complète honnêteté du scrutin. Malgré ces problèmes non négligeables, ce dernier se déroula dans de bonnes conditions et sans aucune violence, validant ainsi la bonne performance de l'Indonésie en matière d'élections gigantesques pacifiques.

- 22 Les résultats en étaient surprenants. Premièrement, l'éventail politique du pays se rétrécissait considérablement. Sur 38 partis ayant été autorisés à participer au scrutin, seuls 9 franchissaient en effet la barre de 2,5% de voix désormais exigés pour obtenir des sièges au DPR, une forte diminution par rapport aux 16 qui avaient eus des élus dans la précédente législation¹². Sept de ces partis siégeaient déjà dans le précédent DPR, où ils occupaient ensemble la presque totalité de l'hémicycle, seuls deux d'entre eux étant des nouveaux venus dans la course. Plus jeune formation parmi les grands partis de la législature sortante (dans laquelle il n'était arrivé que cinquième en nombre de voix et de sièges), le PD de SBY était le grand vainqueur du scrutin¹³. Il arrivait en effet largement en tête avec 20,9% des suffrages et 148 élus, triplant presque son score par rapport à 2004, où il n'avait obtenu que 7,5% des voix et 55 sièges. Cela constituait clairement une confirmation de la satisfaction d'une grande partie de l'électorat concernant le travail accompli depuis cinq ans et de la popularité du président, qui recueillait 70% d'opinion favorable. En seconde position, on retrouvait l'inoxydable GOLKAR, présidé par Jusuf Kalla, avec 14,5% des voix et 106 députés, mais il avait perdu plus de 7 points et de 23 sièges par rapport à 2004. Cette dégringolade s'expliquait en partie par le fait que dans l'alliance gouvernementale passée avec le PD, c'était le président SBY qui avait attiré la lumière sur lui, même si le vice-président Kalla avait fait une bonne partie du travail en coulisse au nom du GOLKAR. Ce dernier était talonné par le PDI-P de Megawati qui obtenait 14% des votes et 94 représentants, reculant un peu moins que son grand rival, mais lui aussi en baisse de 4,5 points et de 15 sièges. Son fléchissement s'expliquait par l'usure de Megawati et le népotisme qui l'entourait. À l'évidence, c'est le PD qui avait bénéficié de ce double déclin, en attirant à lui une bonne partie des électeurs ayant voté au préalable pour le PDI-P, voire même le GOLKAR.
- 23 De leur côté, les quatre partis islamiques, le PKB, le PPP, le PAN et le PKS, obtenaient un score combiné très décevant par rapport à celui qu'ils avaient enregistrés cinq ans plus

tôt : 24,1 contre 32,5% des voix, une baisse de plus de 8 points, et 168 contre 208 sièges, une perte de 40 unités. Alors que le pays traversait une vague de ré-islamisation conquérante et que l'islamisme le plus radical avait pignon sur rue, l'islam politique, qui avait toujours attiré entre 30 et 40% de l'électorat dans les scrutins libres de 1955, de 1999 et de 2004, retombait en dessous la barre des 25%, l'un de ses étiages le plus bas (comparable aux pires scores enregistrés lors des consultations sous contrôle du temps de l'Ordre nouveau). En fait, pris séparément, deux partis perdaient le plus de terrain en 2009 par rapport à 2004, le PKB (4,9% des voix et 28 sièges contre 10,6% et 52) et le PPP (5,3% des voix et 38 sièges contre 8,2% et 58), alors que le PAN se maintenait plus ou moins (6,0% des voix et 45 sièges contre 6,4% et 53) et que le PKS gagnait légèrement (7,9% des voix et 57 sièges contre 7,3% et 45). Le fait que le PKB a perdu plus de la moitié de son audience est essentiellement dû aux manœuvres en coulisse de Gus Dur (pourtant très malade et qui décéderait avant la fin de l'année en cours). Toujours imprévisible et mécontent de la manière dont le président du PKB en exercice conduisait les affaires du parti, le vieux leader islamique l'avait beaucoup affaibli en déclarant qu'il ne voterait pas pour lui - amenant certainement beaucoup de membres du NU, où il demeurait une icône, à le suivre dans cette voie. Pour le PPP, son déclin marqué était aussi dû à des conflits internes et à son incapacité à se renouveler. Quant au PAN, sa stagnation résultait de la démission d'Amien Rais de la présidence en 2005 et du fait que la Muhammadiyah, en pleine crise d'identité et déçue de ne plus avoir autant d'influence sur lui, ne le soutenait plus aussi fortement. Finalement la très légère progression du PKS n'était guère satisfaisante pour ses responsables qui avaient espéré obtenir jusqu'à 20% des voix. À noter que le PBB, ayant perdu toute crédibilité du fait de l'implication de certains de ses leaders dans des affaires de corruption, n'avait pas obtenu le minimum requis de 2,5% des voix et disparaissait du DPR.

- 24 Les deux nouveaux partis créés pour ces législatives et surtout en vue des présidentielles qui allaient suivre, le HANURA et le GERINDRA, consacraient le retour de deux anciens militaires sulfureux sur le devant de la scène politique. Comme le PD, fondé en 2001 pour servir de machine de guerre électorale à SBY, avec le succès que l'on sait, ces formations étaient au service des intérêts d'un seul homme prétendant revêtir un habit de sauveur providentiel. Le HANURA (Partai Hati Nurani Rakyat ou Parti de la conscience du peuple) était présidé par notre vieille connaissance le général Wiranto, ancien chef suprême des forces armées à la fin du règne de Suharto et ministre éphémère sous Gus Dur. Ce haut gradé avait mené le ticket du GOLKAR à la bataille présidentielle en 2004 et avait été sèchement disqualifié au premier tour. Toujours suspecté de crimes à Timor Est, mais ayant jusque-là échappé à la justice, le général à la retraite avait créé son propre parti, en pensant sûrement que l'on n'était jamais si bien servi que par soi-même. Il obtint 3,8% des voix et 18 sièges. Le GERINDRA (Partai Gerakan Rakyat Indonesia Raya ou Parti du mouvement populaire pour la grande Indonésie !), était présidé par un véritable revenant, Prabowo Subianto, ancien lieutenant-général à la tête du KOSTRAD et gendre de Suharto. Ce dernier avait été déchu de ses fonctions et dépouillé de ses galons en 1998 pour le rôle trouble joué au moment de la chute de son beau-père. Parti en exil en Jordanie pour se faire oublier et revenu en Indonésie après quelque temps, Prabowo s'était lancé en affaires aux côtés de son richissime frère, Hashim Djojohadikusumo, et avait candidaté en 2004 à la nomination pour les présidentielles sous les couleurs du GOLKAR, qui lui avait préféré son vieil ennemi Wiranto. Comme lui, il avait alors considéré que le meilleur moyen d'arriver à servir ses immenses ambitions et d'arriver au pouvoir suprême était de

créer son propre parti, chose rendue possible grâce à la fortune familiale, et il avait démissionné pour ce faire du GOLKAR en 2008. Ne laissant de côté aucun des moyens lui permettant d'atteindre ses fins, il avait même réussi - lui, enfant de l'élite du pays, qui n'avait mis les pieds dans la boue des rizières que pour y mener des opérations militaires - à se faire élire en 2004 président de l'Association indonésienne des paysans (HKTI) ! Il avait aussi pris, la même année, la tête de l'Association indonésienne de Pancak Silat (IPSI), l'art martial indonésien traditionnel imprégné d'une dimension un peu sacrée. Ces deux fonctions au sein de la société dite civile étaient bien évidemment censées lui apporter un fort soutien populaire. Il avait fait un peu mieux que Wiranto et obtenu 4,5% des voix et 26 sièges au DPR. Bien qu'ils aient probablement tous deux siphonnés des voix au GOLKAR et à certains partis islamiques, le résultat était décevant et loin de répondre à leurs attentes.

- 25 Suite à ces élections, l'Assemblée nationale a été l'objet d'un grand changement : de nombreux membres sortant du DPR ne furent pas réélus et l'on assista à un renouvellement d'environ 70% de la députation nationale. En effet, la Cour constitutionnelle avait imposé une modification de la loi électorale au nom du respect de la constitution. Selon cette nouvelle règle, les sièges sont désormais attribués par rapport au nombre de voix obtenues par les candidats, et non plus en fonction de leur place sur la liste du parti. Cela a donc permis à certains jeunes candidats prometteurs de passer devant les vieux caciques qui leur barraient le chemin. Comme on pouvait le prévoir, compte tenu des difficultés rencontrées par la KPU pour organiser les élections, leurs résultats furent contestés. Le PDI-P, le GOLKAR et le HANURA crièrent notamment au scandale et demandèrent d'abord un recomptage des voix. Puis ils exigèrent de réorganiser le scrutin, menacèrent de poursuivre le gouvernement et la commission pour fraude délibérée et envisagèrent même de boycotter les présidentielles. La Cour constitutionnelle ne reçut pas moins de 722 réclamations formelles provenant de la plupart des 38 partis en compétition et des quatre coins de l'archipel. Elle dut prendre le temps de les examiner et d'y répondre, les rejetant toutes en fin de compte. Mais l'annonce des résultats définitifs fut aussi repoussée du fait des défaillances du système de comptage électronique mis en place à grand frais par la KPU. Ils ne furent finalement prononcés que le 17 septembre, plus de cinq mois après le jour du scrutin ! Alors que les élections de 2004 s'étaient déroulées sans rencontrer de vraies difficultés, celles de 2009 ne furent pas à la gloire du gouvernement et de la KPU. Cette dernière s'avéra hélas incapable de remédier aux problèmes constatés avant les élections présidentielles de juillet qui furent donc, elles aussi, contestées.
- 26 Comme de coutume, la formation des tickets présidentiels donna lieu à des tractations de maquignon entre les adversaires et les partenaires. Avant les législatives, SBY avait déjà forgé, comme en 2004, une alliance entre le PD et les quatre partis islamiques, le PKB, le PPP, le PAN et le PKS, afin d'être à même de former une coalition pouvant soutenir son ticket présidentiel. Ce tropisme islamique lui liera d'ailleurs les mains et explique en bonne partie pourquoi son bilan en matière de respect des libertés religieuses sera si mauvais pendant son second mandat. Mais après les élections et l'excellent résultat enregistré par le PD, le président se sent plus libre. Les nouvelles règles en vigueur ne l'obligent en effet pas nécessairement à former une telle coalition, puisqu'elles stipulent qu'il faut qu'un parti ait obtenu au moins 20% des sièges ou 25% du suffrage populaire pour nommer à lui seul des candidats à la présidentielle. Le PD ayant obtenu le score requis peut donc éventuellement avancer seul et, au minimum, temporiser avant d'annoncer la couleur, en attendant pour voir et décider au dernier

moment, la tactique qui avait naturellement la préférence de SBY. Il n'avait en tous cas pas l'intention de renouveler son alliance avec le GOLKAR, sorti affaibli du scrutin, ni de reformer un ticket présidentiel en compagnie de Kalla, avec lequel les relations s'étaient progressivement détériorées au fil des ans. Il reprochait en effet à son vice-président d'avoir empiété fréquemment sur son domaine réservé et d'avoir pris des décisions contraires à sa volonté sans l'en informer. À l'inverse, ce dernier avait conçu une irritation croissante devant l'indécision chronique du président et sa capacité à tirer toute la gloire de succès dont il était le principal artisan, comme pour les accords rétablissant la paix à Aceh.

27 Compte tenu de cela, le GOLKAR, décida de forger une coalition avec le HANURA et de soutenir un ticket présidentiel formé de Jusuf Kalla et Wiranto. De son côté, le PDI-P, tout aussi embarrassé, n'eut pas d'autre choix que d'ouvrir des négociations pour faire de même avec le GERINDRA. Le leader de ce nouveau parti encore mineur, Prabowo, prétendait, fidèle à son immense vanité, être candidat au poste suprême et non pas à celui de vice-président. Mais ce fut impossible au vu des forces respectives en présence, et la négociation déboucha finalement sur la nomination d'un ticket Megawati-Prabowo. L'ironie de l'histoire et le cynisme politique combinaient leurs effets délétères pour donner naissance à un couple présidentiable fort improbable et même contre-nature entre la fille de Sukarno et l'ex beau-fils de Suharto ! Rien ne pouvait mieux illustrer l'emprise durable sur les affaires du pays d'une élite politique javanaise, issue de l'époque de la lutte pour l'indépendance, et de l'oligarchie à laquelle elle appartenait, qui avait vu le jour sous l'Ordre nouveau. Pour sa part, SBY choisit au bout du compte comme colistier Boediono, un universitaire et économiste javanais respecté qui avait une longue carrière de serviteur de l'État derrière lui. Il avait en effet été patron du BAPPENAS sous Habibie, ministre des finances sous Megawati, ministre coordinateur des affaires économiques de 2005 à 2008 sous SBY, en remplacement d'Aburizal Bakrie, et, finalement, gouverneur de la Banque centrale depuis lors ! Modeste et effacé, il n'allait au moins pas faire d'ombre à SBY, comme Kalla, et accomplirait un très bon travail sur le plan économique et social. Mais le fait qu'il ne soit pas un politicien professionnel ni même membre d'un grand parti particulier allait constituer un handicap certain lors de ce second mandat. De plus, comme le ticket du PDI-P, celui du PD était purement javanais. Le seul des trois qui avait respecté la tradition consistant à établir un équilibre au niveau de la présidence entre Java et le reste de l'archipel, celui du GOLKAR, n'allait cependant pas être récompensé, loin s'en faut. Le premier tour du scrutin, qui eut lieu le 8 juillet, se solda en effet par une victoire écrasante du ticket présidentiel de Yudhoyono et Boediono, par 60,8% des voix, contre seulement 26,8% pour celui de Megawati et Prabowo et un pitoyable 12,4% pour celui Kalla et Wiranto. Fait sans précédent marquant ces élections générales de 2009, il n'y aurait donc pas de second tour pour les présidentielles.

28 Ce triomphe de SBY n'était pas une surprise. Le scrutin s'est fait sur l'image des candidats dans l'opinion publique et la sienne était bien supérieure à celle de Jusuf Kalla, moins imposante, ou de Megawati, très dégradée, qui étaient de plus tous deux handicapés par un colistier à la carrière militaire lourde à porter. Dans l'ensemble la population était satisfaite de son premier mandat et notamment des mesures prises pour améliorer le revenu des plus pauvres ou des investissements réalisés dans l'éducation et la santé. Les premiers succès de la lutte anti-corruption portaient aussi leurs fruits. Étant donné les difficultés rencontrées par la KPU, les candidats malheureux contestent néanmoins les résultats devant la Cour constitutionnelle,

inaugurant ainsi une pratique qui va hélas devenir une tradition lors des élections présidentielles futures. Les partisans de Megawati assurent que 28,6 millions de votes ont été attribués fausement à SBY et que ce dernier n'a obtenu que 48,7% des suffrages, ce qui rend nécessaire l'organisation d'un second tour entre les deux tickets du PD et du PDI-P. Le camp de Kalla essaie pour sa part de prouver que le ticket du GOLKAR a obtenu 39 millions de voix et qu'il est arrivé en deuxième position, ce qui implique aussi un second tour face au PD. Leurs deux requêtes sont repoussées à la mi-août par le Cour constitutionnelle. En fait, le problème majeur est lié à l'actualisation des listes électorales et aux errements de la KPU. Des millions d'électeurs avaient en effet été enregistrés plus d'une fois ou ne l'avaient pas été du tout. Cela avait sûrement eu une incidence sur l'exactitude du scrutin, mais pas au point de justifier son invalidation. C'était d'autant plus le cas que la Cour constitutionnelle, pour parer à l'indécision de la KPU, avait décidé deux jours avant que les électeurs aillent aux urnes, que ceux qui n'étaient pas enregistrés pouvaient voter en présentant leur carte d'identité. Elle en profita pour épingler la commission électorale pour son manque de professionnalisme. De nombreuses voix s'élevèrent alors pour exiger la démission de ses membres, mais ils avaient été élus jusqu'en 2012 et continueraient donc à organiser les élections locales à venir, avec le risque de rencontrer les mêmes difficultés. L'opinion publique ne fut pas vraiment perturbée par toutes ces péripéties et considéra que le scrutin avait été dans son ensemble honnête et transparent. Réélu facilement et investi d'une large confiance populaire, SBY avait donc toutes les cartes en main pour hausser le rythme des réformes et accomplir un second mandat qui consoliderait la démocratie. Il n'en fut malheureusement rien.

- 29 Les premiers signes inquiétants se manifestèrent dès la formation du nouveau cabinet ministériel. Malgré les conflits très durs de la période électorale, le naturel revint au galop et l'Indonésie retomba dans les vieux travers de sa culture politique consensuelle. La plupart des partis, y compris ceux qui s'étaient opposés farouchement à SBY, firent tout leur possible pour faire partie du gouvernement. De son côté, ce dernier, qui disposait pourtant, entre le PD et les partis islamiques qui avaient soutenu sa candidature, d'une majorité de 316 sièges sur les 560 du DPR, ne résista pas à la tentation de l'élargir autant que possible, en faisant des offres à tous ses anciens concurrents. On était reparti dans l'attraction viscérale pour la formation de cartels qui caractérise la politique nationale. Elle n'alla toutefois pas au bout de sa logique. Le GOLKAR est en effet sorti affaibli de cette épreuve par l'échec de Jusuf Kalla à la présidence. Alors ce dernier quitte la tête du parti et cède sa place à un autre oligarque majeur, Aburizal Bakrie, de retour sur le devant de la scène (malgré la catastrophe de Lapindo !), qui s'empresse de rallier le camp du vainqueur. La rancune de Megawati envers SBY retint de justesse son parti d'en faire autant, en dépit des pressions de son époux Taufik Kiemas pour l'en convaincre suite à son élection à la présidence du MPR obtenue avec l'appui du PD. Le PDI-P resterait donc dans l'opposition, avec le GERINDRA et le HANURA.
- 30 Le pays avait échappé de peu à une cartellisation complète de la sphère politique. Logiquement, le gouvernement issu de ces tractations reflétait la nouvelle coalition ainsi formée et ressemblait à un demi arc-en-ciel. N'échappant pas à la règle pléthorique habituelle, il comptait 34 membres, dont la plupart étaient des politiciens appartenant aux partis alliés, mais ayant souvent des inclinaisons idéologiques et des intérêts politiques fort différents. En faisaient aussi partie un bon nombre de personnalités de la société civile appelés pour leurs compétences, dont cinq femmes.

Cette diversité se reflétait à travers les trois ministres coordinateurs, qui allaient d'ailleurs rester en place pendant tout le quinquennat, preuve de stabilité appréciable. Le premier, chargé des affaires politiques et de sécurité, était un militaire à la retraite de l'armée de l'air, sans appartenance partisane mais proche de SBY, le maréchal Djoko Suyanto. Le second, responsable du secteur économique, était Hatta Rajasa, un sumatranais membre influent du PAN, dont il allait d'ailleurs prendre la présidence sous peu, mais aussi un homme très proche de SBY, puisque sa fille avait épousé le fils cadet de Yudhoyono. Le troisième, qui supervisait le domaine du bien-être de la population, était Agung Laksono, président du DPR de 2004 à 2009 et l'un des ténors du GOLKAR.

- 31 Compte tenu du soutien très précoce de tous les partis islamiques à sa candidature, le second gouvernement de SBY comptait aussi, outre Hatta Rajasa, un assez grand nombre de leurs représentants, y compris certains tenants d'une ligne très conservatrice et ayant même des accointances avec les mouvements islamistes les plus radicaux. C'était notamment le cas du ministre des affaires religieuses Suryadharma Ali. Ce dernier avait remplacé à la tête du PPP en 2007 Hamzah Haz, l'ancien vice-président de Megawati. Il allait se montrer aussi intolérant que lui sur les questions de liberté religieuse et cela va jeter une ombre particulièrement négative sur ce second quinquennat. L'autre ministre qui enfourchera le même cheval de bataille est Gumawan Fauzi, un Minangkabau. Il avait été membre du PDI-P et gouverneur de Sumatra Ouest de 2005 à 2009, avant de rejoindre le PD et était le premier civil depuis à l'époque de Sukarno à prendre la tête du très stratégique ministère de l'intérieur. Ces deux politiciens resteront hélas tous deux également en fonction pendant toute la durée de ce second quinquennat. Cela démontre que la recherche de la stabilité gouvernementale peut parfois constituer un handicap pour mener une politique éclairée !
- 32 Parmi les personnalités de la société civile faisant partie du cabinet, on trouvait en particulier Marty Natalegawa, un diplomate élégant et chevronné, qui reprenait les affaires étrangères et resterait aussi à son poste de 2009 à 2014. Il y avait aussi une femme très compétente et respectée, Sri Mulyani Indrawati, au poste déterminant de ministre des finances qu'elle occupait depuis 2005. Elle n'y restera malheureusement pour sa part qu'un peu plus de six mois. La cohésion gouvernementale fragile de ce cabinet disparate ne dura en effet pas longtemps, puisque le GOLKAR lança une campagne vicieuse dirigée contre elle et le vice-président Boediono. Ce parti était mécontent du fait que Sri Mulyani ait pris des mesures qui désavantageaient le conglomerat de son nouveau riche secrétaire général, Aburizal Bakrie. Ce dernier les accusait d'avoir joué un rôle discutable dans le renflouement de la Bank Century, rendu nécessaire dans la foulée de la crise financière de 1998. Confronté à un choix cornélien, chose dont il avait horreur, SBY choisit un peu lâchement de sauvegarder son alliance avec le GOLKAR et de sacrifier sa meilleure ministre. Il lui trouva toutefois un point de chute prestigieux comme directrice exécutive à la Banque mondiale, poste qu'elle occupera de 2010 à 2016, avant de revenir prendre en main le ministère des finances dans le gouvernement de son successeur Joko Widodo. Toujours est-il que cela n'augurait rien de bon pour ce second mandat. Et l'avenir prouva que les craintes alors soulevées par cette piteuse affaire n'étaient pas infondées.

Début de stagnation démocratique : état de droit et libertés religieuses menacées

- 33 C'est au niveau du respect de l'état de droit, des droits de l'homme et surtout de la liberté religieuse que la situation se dégrada cependant le plus gravement. Dans le domaine des droits de l'homme, SBY avait hérité d'un cas particulièrement délicat avec l'affaire Munir. Cet activiste très vocal avait été assassiné par empoisonnement, en septembre 2004, sur un vol de la compagnie nationale Garuda le menant à Amsterdam. De fil en aiguille, un coupable fut arrêté quelques mois plus tard, en la personne d'un pilote de la compagnie, Pollycarpus Budhihari Priyanto, qui fût condamné à perpétuité pour ce meurtre. Toutefois, il était clair pour l'opinion publique qu'il s'agissait là d'un exécutant dont le bras avait été armé par la puissante et très opaque BIN (Badan Intelijen Negara ou Agence de sécurité de l'État). Sous la pression internationale, une enquête fut finalement diligentée qui conclut à la responsabilité de Muchdi PR, directeur-adjoint et ancien commandant dans les forces spéciales. Ce dernier sera arrêté en 2008, jugé, mais acquitté au terme d'un procès hautement suspect d'interventions et intimidations en tous genre. C'est justement pour ne pas être accusé de cela et ne pas ternir l'image à laquelle il tenait tant sur la scène internationale que SBY laissa faire et n'intervint pas pour obtenir que justice soit rendue.
- 34 Dans un tout autre domaine, il laissa aussi faire la répression qui s'accroissait fortement entre 2006 et 2014 envers les prisonniers politiques de Papua et des Maluku. Des partisans de l'OPM (Operasi Papua Merdeka) ou de la RSM (Republic of South Maluku) avaient en effet été accusés et lourdement condamnés pour rébellion, après avoir juste hissé le drapeau de leurs mouvements respectifs. Face à cela, le président tergiversa, selon son habitude, mais refusa finalement de prendre des décisions en matière de droit humains et d'assumer les risques politiques encourus. Pourtant, la société civile de plus en plus active et la communauté internationale réclamaient avec force que l'Indonésie fasse enfin la lumière sur toutes les atteintes aux droits de l'homme et sur les crimes de guerre, voire même contre l'humanité, commis pendant toute la durée de l'Ordre nouveau. Sous la pression de l'armée et de certains de ses anciens principaux officiers supérieurs, devenus hommes politiques de premier plan, comme Wiranto et Prabowo, qui étaient particulièrement menacés, il laissa ainsi s'enliser dans les sables mouvants la loi votée en 2004 par le DPR pour instituer une commission « vérité et réconciliation » de type sud-africain. Il ne ratifia jamais non plus le Traité de Rome sur la Cour internationale de justice qui aurait permis d'instruire et juger ces cas.
- 35 De manière similaire, SBY déploya toutes ses qualités de procrastination pour éviter d'entrer en matière sur le problème de loin le plus grave soulevé en 2012 dans le rapport très détaillé et courageux de la KOMNAS-HAM, la Commission nationale des droits de l'homme. Ce document décrivait le massacre en 1965-66 de peut-être un million de personnes soupçonnées d'être liées au PKI, et soulignait que le pays devait faire enfin la lumière sur cette violation massive des droits de l'homme. Comme les survivants de cet holocauste disparaissaient les uns après les autres, vu leur grand âge, c'était le dernier moment pour que l'Indonésie essaye enfin de faire la vérité sur cette terrible période et de retrouver en partie par ce biais son honneur perdu. L'armée et les partis politiques héritiers des organisations responsables de cette boucherie, principalement islamiques mais également nationalistes laïques de droite, s'élevèrent avec force contre ce qu'ils dénoncèrent comme une manœuvre d'éléments

communistes subversifs. Fidèle à son tempérament, et particulièrement embarrassé du fait de l'implication personnelle directe et déterminante de son défunt beau-père Sarwo Edhie dans les tueries, SBY se déchargea hélas comme toujours de ce problème empoisonné sur ses ministres. Fin 2012, le ministre coordinateur des affaires politiques et de sécurité, le maréchal (en retraite) Djoko Suyanto, rejeta les conclusions du rapport de la KOMNAS-HAM, laissant entendre que ces massacres avaient été justifiés !

36 Malgré le fait qu'elle ne soit plus un acteur politique direct, l'armée continuait donc à exercer une très grande influence sur le pouvoir - aux mains de l'un des siens en l'occurrence. Les exactions diverses qui continuaient à être épisodiquement commises par elle dans l'archipel, comme la mort de cinq personnes sur lesquelles la troupe avait fait feu en mai 2007, autour d'un conflit foncier à Pasuruan, ont rarement débouché sur des verdicts de culpabilité par des juges intimidés et corrompus. En fait, SBY n'a pas vraiment fait d'efforts pour poursuivre les réformes initiées dans ce domaine par ses trois prédécesseurs civils, B.J. Habibie, Gus Dur et Megawati. Il aurait fallu parachever la transformation de la TNI et de la POLRI pour les rendre plus compatibles avec les règles de fonctionnement d'un pays démocratique. Or, le président n'a pas approfondi les réformes dites de deuxième génération, qui consistent d'une part dans le démantèlement du modèle coercitif mis en place par le régime autoritaire antérieur et d'autre part dans l'établissement du pouvoir civil sur l'armée. Il est passé directement au troisième niveau, celui de sa plus grande professionnalisation, afin qu'elle puisse exercer efficacement ses tâches de défense¹⁴. Bref, il n'a pas pu ni probablement vraiment voulu terminer le travail de transformation institutionnelle entrepris. En effet, il s'agissait d'abord de soumettre sans conditions la force militaire au pouvoir civil, ensuite d'exiger sa transparence budgétaire, d'encourager son sens des responsabilités et finalement, de demander que l'armée réponde de ses actes devant la justice. Le président est passé bien trop vite à la phase de renforcement de l'armée et de la police. Les budgets de la TNI et de la POLRI furent donc augmentés très fortement entre 2006 et 2013, quadruplant presque pour la première et faisant plus que doubler pour la seconde, alors qu'il y avait encore beaucoup à faire pour les mettre aux nouvelles normes démocratiques. Il faut dire que SBY ne fut guère encouragé à aller plus loin, puisque les États-Unis, se contentant eux-mêmes du travail à moitié fini qui avait été accompli, reprirent dès 2005 leur aide militaire à l'Indonésie, en dépit des violations des droits de l'homme par l'armée ou la police et l'impunité des responsables. Le bilan de SBY dans ce domaine de la sécurité pendant ses dix années au pouvoir est donc décevant.

37 Néanmoins, c'est par rapport au respect des libertés religieuses que la situation va véritablement devenir effrayante et porter atteinte à l'image bien établie de tolérance de l'Indonésie et de maîtrise de son président sur le cours des choses. Le nombre d'incidents de violence religieuse triple entre 2007 et 2012, passant de 90 à 264, alors que les cas de violations des libertés religieuses quadruple, de 93 à 366, pendant le même laps de temps, les deux déclinant ensuite légèrement en 2013 et 2014. Cette intolérance religieuse croissante, qui accompagne la réislamisation en cours au sein de la société, s'exerce essentiellement envers deux groupes islamiques minoritaires dans le pays, le mouvement Ahmadiyah et les musulmans chiites. Mais des communautés chrétiennes sont également visées. Les responsables de ces violences sont principalement les membres de l'organisation islamiste radicale du FPI qui s'est déjà illustrée en participant au jihad à Poso ou aux Maluku et en lançant des actions pour lutter contre les activités « impures » (haram) à Jakarta et dans d'autres grandes villes.

Toutefois, ils vont tirer profit de l'ambiance d'intolérance croissante régnant au sein de l'islam sunnite majoritaire. Cette intolérance est hélas fortement avivée par le gouvernement et par plusieurs de ses ministres islamiques les plus conservateurs, qui entretiennent au minimum une coupable complaisance envers ces exactions, ainsi que par la passivité de SBY à ce sujet.

- 38 La principale cible de la vindicte des manifestants radicalisés est la communauté des Ahmadiyah. Ce mouvement musulman réformiste a été fondé à la fin du 19^e siècle au Penjab par Mirza Ghulam Ahmad, qui se présente comme un nouveau guide (mahdi) auquel Allah a confié la tâche de restaurer la religion islamique dans sa pureté. Or, pour l'islam majoritaire, cette « restauration religieuse » est une véritable hérésie puisque Mahomet est le dernier des prophètes. Comptant plus de 10 millions d'adeptes dans le monde, mais principalement implanté au Pakistan, où il est aussi persécuté, ce mouvement est pacifiste et très actif dans le domaine social. Il est présent depuis 1925 en Indonésie, où il compte quelque 400 000 membres vivant principalement à Java Ouest. D'abord toléré, il a rapidement été considéré comme hérétique par les grandes organisations islamiques comme le NU ou la Muhammadiyah. En 1980, il fut d'ailleurs déjà condamné en tant que tel dans une fatwa prononcée par le MUI. Il fut ensuite victime de nombreuses discriminations, mais c'est après la fin de l'Ordre nouveau, à partir de 2000, qu'il commença à subir de véritables violences. Néanmoins, c'est bien sous la présidence de SBY qu'est prise en 2008 une décision qui déclenche la furie à son égard. Ce décret interdit les activités du mouvement Ahmadiyah. Il a été émis par le très conservateur ministre des affaires religieuses, Suryadharma Ali, et son collègue à la tête du ministère de l'intérieur, Gamawan Fauzi, et a été soutenu par le procureur général et plusieurs autres membres du gouvernement. Dans leur esprit, ces mesures devaient forcer les Ahmadi(s) à abandonner leurs croyances et à réintégrer la « vraie foi » de l'islam sunnite. Cette décision déclencha différentes attaques contre les intéressés, principalement menées par le FPI. Elles culminèrent en février 2011, quand une foule chauffée à blanc de plus d'un millier de personnes s'en prit à un petit groupe d'une vingtaine de membres de la communauté Ahmadi à Cikeusik, une petite localité de Java Ouest, tuant trois d'entre eux avec une sauvagerie inouïe. D'autres actions de ce genre, qui ne firent heureusement pas plus de morts, eurent lieu dans les mois suivants, sans entraîner d'intervention énergique de la police, qui y assista de manière passive. Quant au président, il intervint pour demander le respect de la loi et condamna mollement la violence, mais ne fit rien pour en arrêter la propagation et ne réprimanda pas ceux de ses ministres qui avaient fait des déclarations incendiaires pour allumer puis entretenir le feu.

Photo 49 : Manifestations contre la secte Ahmadiyah en février 2011 à Java Ouest



SOURCE : The Muslim Times info

- 39 La minorité chiite est attaquée selon un scénario similaire, alors que cette communauté est présente en Indonésie depuis la période précoloniale et compte environ 2 millions de personnes, principalement établies à Java Est et Madura. En 2010 et 2011, plusieurs attaques eurent déjà lieu à Java Est contre un *pesantren* chiite renommé situé à Bangil, faisant des blessés et causant des dégâts. Mais c'est à Madura que les tensions qui existaient depuis longtemps entre les deux branches rivales de l'islam dégénérèrent en 2011 quand une foule haineuse attaqua la petite communauté chiite de Sampang, mettant le feu à son école et obligeant ses quelque 500 membres à fuir momentanément. En janvier 2012, la branche locale du MUI déclara d'ailleurs que les enseignements du chiisme étaient blasphématoires et son leader, Tajul Muluk, fut condamné à deux puis quatre ans de prison pour ce délit. Diverses exactions continuèrent à se produire et, en août 2012, l'une d'entre elles, plus violentes que les autres, fit deux morts et amena toute la communauté à trouver refuge dans un stade, avant d'être finalement forcée à évacuer les lieux en juin 2013 pour un camp de réfugiés situé à Pasuruan, à Java Est, où elle se trouvait encore au moment où SBY quitta le pouvoir. Là aussi, le président ne fut pas à la hauteur. Il fit bien une déclaration critiquant la police pour ne pas être capable de faire respecter la loi et l'ordre, mais cela ne fut suivi d'aucune action de sa part pour s'assurer que ce soit le cas. Il ne réagit même pas quand son ministre des affaires religieuses prit son contre-pied en déclarant que les chiites n'étaient pas de vrais musulmans et devaient se convertir à l'islam sunnite.
- 40 Pour les chrétiens, le principal problème pendant les années où SBY est au pouvoir fut lié à la construction de nouveaux lieux de culte. Cela n'avait jamais été facile, mais devint particulièrement compliqué après l'adoption en 2006 d'une nouvelle loi très restrictive en la matière. Les différents à ce sujet étaient notoirement plus fréquents et graves à Java Ouest, vieille terre de l'islam intégriste. Les deux cas qui firent le plus parler d'eux sont ceux des temples protestants Yasmin à Bogor et Filadelfia à Bekasi. Ces derniers avaient pourtant reçu l'autorisation officielle de construction mais à laquelle les autorités locales s'opposèrent. En plus des difficultés rencontrées pour bâtir de nouveaux lieux de culte, plus de 400 de ceux qui existaient déjà firent l'objet d'attaques croissantes entre 2004 et 2014, certains étant obligés de fermer. Malgré cela,

sûrement stimulé par cet islamisme militant, le christianisme continua à s'étendre, les fidèles privés de lieux de culte se réunissant dans des hôtels. Ainsi, 25% de la population de Surakarta, un haut lieu de l'islamisme radical, étaient chrétiens en 2007 ! Comme dans le cas des deux minorités islamiques, le président se lava un peu les mains du sort des chrétiens, déclarant qu'il avait confié la résolution du problème au gouverneur de la province de Java-Ouest et aux maires des villes concernées.

- 41 La responsabilité de SBY est donc grande dans le déclin de la tolérance et de la liberté religieuses¹⁵. On a vu que le choix de certains ministres, issus des partis islamiques qui avaient soutenu son mandat, y avait largement contribué. Mais il procéda à d'autres nominations de personnalités très clairement hostiles au pluralisme et au droit des minorités religieuses qui jouèrent un rôle tout aussi néfaste en la matière. Ce fut notamment le cas de son secrétaire d'État pendant toute la durée du second mandat, le général (à la retraite) Sudi Silalahi, qui avait entretenu des rapports très étroits avec les jihadistes aux Maluku au début des années 2000. Il en va de même pour le chef de la police nationale qu'il nomma en 2010, le général Timur Pradopo, un homme proche du *FPI*, auquel il avait eu souvent recours pour des opérations de « maintien de l'ordre » quand il était responsable du district de Jakarta Ouest de 1997 à 1999. Mais la plus déterminante de ces nominations fut probablement celle de Ma'ruf Amin en 2007 comme membre de son Conseil consultatif présidentiel. Dignitaire influent du *NU* et ancien représentant au *DPR* pour le *PKB* de 1999 à 2004, il avait surtout dirigé à partir de 2000 la Commission des *fatwa* du *MUI*, dont il deviendra d'ailleurs bientôt le tout puissant président¹⁶. À ce titre, il était responsable de certains des avis de droit islamique les plus réactionnaires et controversés du *MUI*, dont un sur le sécularisme, le pluralisme et le libéralisme, jugés contraires à l'islam, ou celui contre le mouvement *Ahmadiyah*, tous deux édictés en 2005. Cette instance très conservatrice va même alors jusqu'à interdire le mariage de musulmans avec des conjoints d'autres religions monothéistes, contrairement à ce qui est dit dans le Coran, ou les prières conjointes avec des non-musulmans ! Selon les spécialistes de l'islam indonésien, Ma'ruf Amin avait l'oreille et la confiance de SBY, ce qui explique largement pourquoi la politique religieuse prit un virage aussi conservateur pendant son second mandat.
- 42 Toutefois cette intolérance religieuse croissante résulte elle-même d'un certain nombre d'évolutions structurelles et convergentes de l'islam indonésien qu'il est nécessaire d'évoquer brièvement¹⁷. À la base, il semble toujours y avoir une assez grande continuité, car le clivage qui oppose depuis le début du 20^e siècle les deux versions rivales du nationalisme, l'une d'influence séculariste et l'autre d'inspiration religieuse, reste dominant dans la société indonésienne. Pourtant, un changement majeur s'est produit à partir de 1999, quand les deux grands partis islamiques ayant joué un rôle phare au début de la *Reformasi*, le *PKB* pour le *NU* et le *PAN* pour la *Muhamadiyah*, ont accepté officiellement de se placer sous la bannière de l'idéologie étatiste et unanime du *Pancasila*. Mais en même temps, d'autres plus petits partis islamiques aux tendances diverses refusent de le faire, notamment les traditionalistes du *PPP*, les modernistes du *PBB* et une nouvelle génération plus radicale ayant créé le *PKS*, qui entretiennent tous certaines sympathies pour l'islamisme. Ils vont cependant se compromettre rapidement dans les jeux de pouvoir et être eux-mêmes gagnés par les pratiques de *KKN* qu'ils dénonçaient, perdant une bonne partie de leur légitimité aux yeux des organisations islamistes les plus radicales. Cela redonne encore plus de visibilité à ces dernières qui se proclament alors comme les seules à défendre les véritables valeurs de l'islam. Elles développent en même temps une stratégie d'entrisme qui consiste à

infiltrer toutes les grandes organisations et formations politiques islamiques pour les influencer dans le sens d'un conservatisme accru et de l'intolérance religieuse qui l'accompagne. Elles vont malheureusement rencontrer un certain succès en la matière.

- 43 Pour mieux comprendre les évolutions en cours au sein de l'islam indonésien, il est intéressant de se pencher plus en détail sur le cas de la *Muhammadiyah*. Cette vieille organisation créée en 1912 représente la tendance modernisatrice de l'islam et est généralement considérée comme centriste et modérée. C'est un monstre centenaire qui compte alors près de 30 millions de membres et qui est très active dans le domaine social, finance et supervise des milliers d'écoles, des dizaines d'universités et des centaines d'hôpitaux et de cliniques. En fait, à l'origine, elle était divisée en deux courants doctrinaires rivaux, l'un fondamentaliste et puritain, qui prônait un retour aux enseignements du prophète Mahomet pour retrouver l'islam pur des origines, et l'autre, résolument moderniste, qui était ouvert à l'enseignement des sciences modernes et au progrès économique et social. Toutefois, au fil du temps, l'opposition entre ces deux courants s'est estompée et ils se sont unis pour faire front commun contre l'islam traditionnaliste et syncrétique, tel que pratiqué par la grande organisation islamique rivale, le *NU*, considéré par eux comme « obscurantiste ». Mais comme cette dernière a aussi progressivement intégré ces valeurs plus modernes visant à améliorer le bien-être de ses membres, et qu'elle a même pris un tournant résolument libéral et démocratique avec l'arrivée de la génération de Gus Dur et de ses disciples à sa tête dans les années 1980, la rivalité entre les deux courants de la *Muhammadiyah* a été ravivée. De 1999 à 2005, elle est dirigée par Achmad Syafi'i Ma'arif, un représentant de l'aile moderniste qui poursuit une politique jugée excessivement pluraliste et libérale par le groupe des conservateurs. Or, en 2005, Din Syamsuddin est élu à la tête de l'organisation, accompagné d'une équipe dirigeante formée en majorité d'éléments puritains voire fondamentalistes, dont certains ont des sympathies pour l'islamisme. Bien qu'il ait étudié aux États-Unis et fait un doctorat à l'UCLA, le nouveau président est connu comme un vrai conservateur et il a fait la démonstration de sa fermeture d'esprit quand il était secrétaire général du *MUI*. Les modérés accusent alors leur organisation d'avoir été infiltrée et influencée par des islamistes proches du *PKS* ou de groupuscules extrémistes comme le *FPI*, le *MMI* ou le *HTI*, à l'image de ce qui s'était passé un siècle plus tôt quand le *PKI* avait pris le contrôle du *Sarekat Islam*, l'une des premières organisations nationalistes d'obédience islamique à s'engager dans la lutte pour l'indépendance.

- 44 En décembre 2006, la nouvelle direction de la *Muhammadiyah* reconnaît que le problème est réel. Elle réaffirme le caractère apolitique et essentiellement religieux et social du mouvement, qui recherche d'abord l'unité des croyants, mais défend aussi, selon ses dires, la tolérance et le respect mutuel entre tous les éléments de la société. Elle déclare alors qu'elle va désormais lutter contre ces tentatives d'infiltration en se tenant à l'écart de tous les partis politiques, y compris du *PKS*, dont elle s'était beaucoup rapprochée. Cela dit, elle n'est pas la seule à prendre conscience du danger, puisque sa grande rivale, le *NU*, qui compte alors de son côté plus de 40 millions de membres et contrôle un réseau également très vaste d'institutions dans le domaine de l'éducation et de la santé, fait part des mêmes soupçons d'infiltration. Il annonce aussi une reprise en main indispensable pour les combattre et remettre l'organisation sur la juste voie d'un enseignement ouvert et tolérant de l'islam. Début 2007, le président du *NU*, Kyiai Haji Hasyim Muzadi, et Din Syamsuddin, celui de la *Muhammadiyah*, déclarèrent

conjointement que leurs organisations allaient lutter de conserve contre l'extrémisme, pour un islam modéré, pour l'unité entre les musulmans et pour le multiculturalisme.

- 45 Même si les tentatives d'infiltration des islamistes n'ont pas réussi à circonvenir et convertir les grandes organisations islamiques pendant le premier mandat de SBY, leur influence sur elles, sur certains de leurs membres les plus en vue et les plus proches du pouvoir ainsi que sur la société en général, devient de plus en plus forte au cours du second. Les groupuscules islamistes font en effet preuve d'une agressivité croissante et menacent ouvertement les partisans d'un islam libéral comme le *JIL*. À la tête du combat, le *FPI* peut se permettre toutes les audaces. En effet, son chef, Riziek Shihab, est reçu par les ministres des affaires religieuses ou de la défense. Avec la complicité de certains éléments de la police, ce chef islamiste n'hésite d'ailleurs pas à frayer avec des gangs de délinquants urbains à l'accoutrement étonnant, enturbannés et vêtus de robes arabes immaculées mais chaussés de « sneakers » américaines tape-à-l'oeil, pour mener des opérations coup de poing. Le seul risque à éviter pour ces gens est d'être assimilés au terrorisme, contre lequel le gouvernement continue à enregistrer des succès. Mais sinon, face à eux, c'est le laisser-faire qui prédomine.
- 46 Grâce à cela, des islamistes arrivent bientôt à imposer certaines de leurs idées. Plusieurs gouvernements régionaux et locaux introduisent ainsi des règles inspirées de la *shariah*, en particulier pour limiter la liberté des femmes et bannir l'immoralité liée à la boisson, au jeu, à la fréquentation des discothèques et des salons de massage, qui servent il est vrai souvent de paravent à la prostitution. Selon une estimation fiable, ce sont 10% des 440 gouvernements locaux existant en 2005 qui adoptent des lois de ce type, dont la constitutionnalité est hautement discutable, sans que le pouvoir central n'ose intervenir pour ne pas être accusé de violer le principe d'autonomie locale. C'est particulièrement le cas dans les anciennes zones d'influence du *Darul Islam* à Java Ouest. Bien que le gouvernement ait interdit la pratique au sein de la fonction publique, la polygamie redevient aussi à la mode dans certains cercles islamiques conservateurs. Des gens connus ne se privent même plus de s'afficher polygames, comme le « TV-coraniste » Abdullah Gymnastiar, très populaire auprès des femmes et ayant gagné beaucoup d'argent à travers ses activités de prosélyte, qui prend une seconde épouse en fin 2006. La bonne nouvelle est que sa popularité s'effondre instantanément parmi ses admiratrices. En effet, la polygamie n'a jamais été largement pratiquée en Indonésie et la plupart des femmes et même des hommes la réprouvent. En fait, beaucoup d'Indonésiens acceptent la lutte contre l'immoralité, mais sont inquiets de voir leurs autres libertés être entravées, surtout que les nouvelles règles imposées semblent s'appliquer plus aux pauvres qu'aux puissants. Mais, SBY est aveugle à tout ceci et il manque de courage pour intervenir avec force. Plus attentif au fait de ne pas contrarier la minorité islamiste et ses alliés au sein des partis islamiques qui le soutiennent que d'entendre la majorité silencieuse qui se détourne progressivement de lui, il va donc laisser l'intolérance monter et les libertés religieuses se détériorer jusqu'à la fin de son second mandat. C'est indéniablement là où il a le plus failli. Il se ressaisira juste un peu dans les derniers mois de son deuxième quinquennat en prenant des mesures pour interdire les activités sur le territoire national de « l'État islamique » (ISIS), le nouveau monstre terroriste qui a surgit dans l'intervalle au Moyen-Orient, et pour empêcher le recrutement de jeunes musulmans radicaux indonésiens pour aller combattre en Syrie et en Irak.

- 47 Dans le domaine de la lutte contre la corruption, il va en revanche redorer un peu son blason grâce au fait que la *KPK* a pris de l'assurance et devient beaucoup plus performante à partir de 2009. Elle n'hésite plus à s'attaquer désormais à de plus gros poissons que lors de son premier mandat. C'est ainsi que la flamboyante Miranda Gultom, qui occupait jusqu'en 2009 le poste important de vice-gouverneur(e) de la Banque (nationale) d'Indonésie est condamnée en 2012 à trois ans de prison pour avoir graissé la patte à des membres du *DPR* afin d'être nommée à la tête de cette institution pour succéder à Boediono. Du côté des partis islamiques, le *PKS*, proche de certains milieux islamistes très moralistes et puritains, qui avait été le plus prompt à dénoncer les pratiques de *KKN*, perd beaucoup de son aura quand son président, Luthfi Hasan Ishaq, se fait prendre et écope, en 2013, d'une peine de seize ans derrière les barreaux pour ses tentatives de manipulation des quotas d'importation de bœuf. Les partis nationalistes laïques ne sont pas épargnés quand Zulkarnaen Djabar, un parlementaire du *GOLKAR*, reçoit la même année quinze ans de prison pour avoir faussé deux appels d'offre du ministère des affaires religieuses concernant l'achat massif de livres du Coran (!), et empoché de conséquentes retro-commissions. La *KPK* ne recule pas devant les difficultés pour mener la chasse aux corrompus jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État, puisque Akil Mochtar, juge principal de la Cour constitutionnelle depuis 2008, est arrêté en 2013, accusé d'avoir reçu d'importantes sommes d'argent pour « arranger » le résultat de certaines élections locales à Kalimantan. Compte tenu de ses responsabilités, il sera condamné à la prison à vie. C'est évidemment très embarrassant pour SBY, car ces condamnations jettent une ombre majeure sur la lutte contre la corruption, l'un des objectifs centraux de sa présidence. Cette fois, il agit promptement en relevant immédiatement l'intéressé de ses fonctions et en créant une commission d'éthique chargée de superviser le travail de la Cour constitutionnelle.
- 48 Il n'est hélas pour lui pas au bout de ses peines quand la *KPK* commence à s'intéresser aux activités délictueuses de membres de son propre parti le *PD*, et même de certains de ses ministres les plus proches. C'est ainsi que Andi Mallarangeng, le ministre de la jeunesse et des sports, porte-parole de SBY et l'un de ses plus fidèles collaborateurs, est condamné, en 2013, à quatre ans de prison pour avoir empoché de l'argent dans le cadre de la construction du complexe sportif de Hambalang, à Java Ouest. Le trésorier du *PD*, Mohammad Nazaruddin, et son président, Anas Urbaningrum, reçoivent respectivement sept et huit ans de prison pour les mêmes faits. Auparavant, Aulia Pohan, ancien vice-gouverneur de la *BI*, dont la fille a épousé le fils aîné des Yudhoyono, a été condamné en 2009 à quatre ans de prison pour avoir détourné quelques 10 millions de US\$. Dans tous ces cas, il faut souligner, au crédit de SBY, qu'il ne protège personne et laisse la *KPK* faire son travail. Cela dit cette dernière sera elle-même éclaboussée par un scandale d'une autre nature. Son président, Antasari Azhar est arrêté en 2009 pour avoir commandité le meurtre d'un homme qui le faisait chanter, et condamné en 2010 à 18 ans de prison. Malgré toutes ces affaires, qui continuent à nuire à la bonne réputation de l'Indonésie sur la scène internationale, le bilan de SBY dans le domaine de la lutte contre la corruption reste globalement positif. En effet, le pays gagne 43 places dans le classement annuel établi en la matière par l'ONG Transparency International entre la fin de son premier mandat et le milieu de son second, passant de la 143^e à la 100^e entre 2007 et 2011. Par la suite, il rétrograde légèrement. Ce n'est certes pas brillantissime, mais c'est quand même un progrès significatif à mettre à son actif.

- 49 On ne peut malheureusement pas en dire autant de l'application de la politique de décentralisation. La toute fin de son second mandat s'achève en effet sur une lamentable affaire en la matière qui va confirmer le caractère indécis de SBY et porter encore un peu plus atteinte à son image auprès de la population. Il faut dire que la situation est complexe. D'un côté, la plupart des membres du gouvernement, de l'administration centrale et du DPR sont de plus en plus hostiles à la décentralisation telle qu'elle a été mise en œuvre depuis 2000. Les dysfonctionnements en tous genres qui ont été constatés au fil des années leur semblent trop coûteux pour le pays. Ils sont surtout fortement remontés contre les élections locales directes (*Pilkada*) inaugurées en 2005, qui ont entraîné une hausse spectaculaire des pratiques de KKN, désormais largement décentralisées, et l'usage généralisé d'une « politique de l'argent ». La pression augmente donc à partir de 2009 au parlement pour légiférer afin d'abolir les élections directes, centraliser à nouveau tout le système et revenir en arrière, au « bon vieux temps » où les responsables locaux, notamment les gouverneurs de province, les chefs de districts ruraux ou les maires de municipalités urbaines, étaient nommés de manière verticale par l'administration centrale. Du l'autre côté, les élites locales, qui ont acquis un pouvoir énorme et grassement profité de la décentralisation, sont bien sûr farouchement opposées à une remise en question du nouveau système des *Pilkada*. Elles ont le soutien massif de la population, qui apprécie de pouvoir élire ses représentants, en dépit des problèmes de corruption dont elle n'est pas dupe. Grâce à cela, il a en effet notamment été possible de se débarrasser en 2012 du gouverneur de Jakarta, Fauzi Bowo, membre du GOLKAR, devenu hautement impopulaire par son inaction, et élire à sa place Joko Widodo, précédemment maire de Solo, l'homme politique dont la popularité est croissante dans le pays et la cote en hausse au sein de son parti, le PDI-P. À un autre niveau, on a aussi vu que la fragmentation (*pemekaran*) du territoire national, à l'initiative et dans l'intérêt des mêmes élites locales, était devenue galopante et même ridicule. Cet avis est partagé par les instances les plus hautes, à l'exception des membres du DPR qui en tirent de juteux avantages, en acceptant les enveloppes de ceux qui veulent se créer un fief personnel. Malgré le moratoire décidé en 2009, qui met un terme à cette dérive, une 34^e province, la dernière jusqu'à ce jour, sera encore créée en 2013 avec Kalimantan Nord.
- 50 Dans toute cette affaire, le cœur de SBY penche comme souvent des deux côtés à la fois : il est favorable en principe à la décentralisation pour suivre la volonté populaire, mais ne serait pas opposé dans les faits à un certain niveau de re-centralisation, pour ne pas se mettre à dos son gouvernement, - dont son ministre de l'intérieur Gamawan Fauzi, qui en est un farouche partisan -, ainsi que le parlement. Mais il ne se prononce pas clairement, alors que le débat s'intensifie à l'approche de la fin de son mandat et des élections générales de 2014. Une grande confusion règne. Certains sont pour l'abolition totale des *Pilkada*, d'autres veulent supprimer ces élections régionales au niveau administratif secondaire, mais les conserver pour l'élection des gouverneurs de province. Tout cela met en péril la coalition gouvernementale, car le GOLKAR, qui en fait partie, est favorable à leur abolition et envisage de pouvoir joindre ses voix à celles de l'opposition, formée du PDI-P, du GERINDRA et du HANURA, alors que les partis islamiques et même le PD sont partagés à ce sujet. Le président temporise jusqu'au 14 septembre 2013 pour annoncer que, tout bien réfléchi, il reste partisan des *Pilkada*. Mais le 25, alors qu'il est en voyage officiel aux États-UNis, le DPR vote par 226 voix contre 135 pour l'abolition des élections locales directes, la plupart des représentants du PD ayant courageusement choisi de s'abstenir en n'étant pas présent dans l'hémicycle ! De

retour au pays et un peu éberlué par la tournure des événements, SBY décide d'invalider ce vote par une instruction gouvernementale tenant lieu de loi (*PERPPU*), abrogeant ainsi celle qui vient d'être votée par le *DPR*. C'est ce qui dans l'aviation s'appelle un « near miss », quand un avion échappe de peu à la catastrophe. Consterné par cette véritable pantalonnade, le public ne lui pardonne pas cette ultime valse-hésitation et son parti en subira les conséquences lors des élections législatives d'avril 2014.

- 51 Au bout de cet examen détaillé, le bilan de SBY dans le domaine politique et institutionnel est donc particulièrement mitigé. Son premier mandat a été dans l'ensemble plutôt positif, alors que le second est nettement plus critiquable. Il a enregistré de beaux succès et des progrès difficilement contestables sur le plan de la sécurité, de l'amélioration de l'état de droit, de la lutte contre la corruption, et même de la décentralisation, malgré le risque de régression majeure évité de justesse à la fin. Tout cela a contribué à une certaine consolidation de la démocratie. Mais il a aussi subi de graves échecs, avec une stagnation désolante de la situation en matière de droits de l'homme et surtout une montée effrayante de l'intolérance religieuse entraînant une forte dégradation de la liberté confessionnelle. Il est clair que cela a porté atteinte à la qualité et à la réputation de la jeune démocratie indonésienne, qui a stagné et même régressé dans ces domaines. Du point de vue politique et institutionnel, il est donc difficile de répondre à la question de savoir si la décennie de SBY au pouvoir a plutôt résulté en une consolidation ou une stagnation de la démocratie. Heureusement pour lui, la balance va plutôt pencher dans le sens positif grâce à un bilan économique et social nettement plus favorable.

NOTES

1. Rappelons ici qu'un ministre coordinateur en Indonésie est l'équivalent d'un ministre d'État en France.
2. Pour plus de détails sur les péripéties des élections législatives et présidentielle de 2004, se reporter à Ananta *et al.*, *Emerging Democracy in Indonesia* (2005).
3. Nous avons eu l'occasion de visiter la province d'Aceh en mars 2005 en compagnie de l'un de nos collègues universitaires qui en était originaire et nous pouvons donc témoigner du niveau hallucinant de destruction que ce tsunami a entraîné. La ville de Banda Aceh donnait l'impression d'avoir subi un bombardement atomique et avait des allures d'Hiroshima, tout y ayant été pulvérisé sur plusieurs kilomètres de profondeur. Toute la zone côtière du nord-ouest de la province était dans le même état, la vague ayant balayé villages et rizières jusqu'aux contreforts de la chaîne montagneuse distante de quelques kilomètres, sur lesquels on pouvait effectivement encore en voir, à environ à 30 mètres de hauteur, la marque de la végétation tuée par le sel marin.
4. Qui a déclenché, comme on l'a vu dans le chapitre 1, un tsunami faisant quelques 36 000 victimes des deux côtés du détroit de la Sonde. Sur cette catastrophe, se reporter à Winchester (2003)

5. Qui aurait tué 92 000 personnes à Sumbawa et Lombok, comme on l'a aussi vu dans le chapitre 1, avant de plonger la planète entière dans une « année sans été ». Sur cette catastrophe, voir D'Arcy Wood (2015).
6. C'est justement le district où j'ai fait la majeure partie d'une longue recherche de terrain en 1972-74 dans le cadre de la préparation de ma thèse de doctorat sur la modernisation de l'agriculture javanaise. Je suis retourné à Bantul pratiquement chaque fois que j'ai visité Java depuis lors, soit quasi annuellement. Cela a justement été le cas en 2006 où j'ai pu constater l'étendue des dégâts causés par ce tremblement de terre. Il a notamment entièrement détruit le petit bourg rural d'Imogiri près duquel j'ai effectué, dans le village de Wukirsari, l'une des huit études monographiques sur lesquelles s'appuie cette thèse.
7. Il sera en fait attribué cette année-là à Muhammad Yunus, le célèbre fondateur de la Grameen Bank du Bangladesh. Cependant, SBY conservera l'espoir de l'obtenir ultérieurement mais, à son grand dam, il sera finalement attribué en 2008 à Martti Ahtisaari, l'ancien président finlandais qui avait été le principal médiateur dans la négociation de paix à Aceh.
8. Une bonne partie des informations sur les questions de sécurité proviennent de Sydney Jones, « Yudhoyono's legacy on internal security : achievements and missed opportunities » in Aspinall et al. (2015 : 136-154). L'auteure, longtemps représentante à Jakarta de l'ONG réputée ICG (International Crisis Group) est sans nul doute l'une des meilleures spécialistes des problèmes de sécurité intérieure en Indonésie.
9. Une bonne partie des informations sur les problèmes de décentralisation pendant la période SBY proviennent de Dirk Tomsa, « Toning down the 'Big Bang' : the politics of decentralization during the Yudhoyono years » in Aspinall et al. (2015 : 155-174).
10. Une bonne partie des informations sur les questions de corruption et de respect de l'état de droit provient de Simon Butt, « The rule of law and anti-corruption reforms under Yudhoyono : the rise of the KPK and the Constitutional Court » in Aspinall et al. (2015 : 175-195).
11. Le premier, qui avait été l'un des principaux négociateurs lors de l'accord signé avec le GAM à Helsinki pour ramener la paix à Aceh, sera toutefois immédiatement nommé ambassadeur pour la Russie, une pratique courante en Indonésie pour les personnalités politiques en disgrâce ou que l'on veut éloigner des arcanes du pouvoir. Le second retournera à la présidence de son parti et aux affaires juteuses de son cabinet d'avocat.
12. Voir en annexe le Tableau 11 comparant les élections de 2009 par rapport à celles de 2014.
13. Une bonne partie des informations sur l'organisation et les résultats des élections législatives et présidentielle de 2009 provient de Rizal Sukma, « Indonesia's 2009 Elections : Defective System, Resilient Democracy » in Aspinall and Mietzner (Eds.) (2010 :53-74).
14. Une bonne partie des informations sur cette question complexe des réformes de l'armée après une période où elle a trusté le pouvoir comme en Indonésie provient de Jaqui Baker, « Professionalism without reform : the security sector under Yudhoyono » in Aspinall et al. (2015 : 114-135).
15. Une bonne partie des informations sur la montée de l'intégrisme et le déclin des libertés religieuses en Indonésie provient de Robin Bush, « Religious politics and minority rights during the Yudhoyono presidency » in Aspinall et al., (2015 : 239-257).
16. Il poursuivra son ascension beaucoup plus loin que cela, puisque Joko Widodo, le successeur de SBY à la présidence, se résoudra finalement (pour des raisons sur lesquelles on reviendra au chapitre suivant) à le choisir comme colistier lors des élections de 2019 pour le renouvellement de son premier mandat et qu'il est donc depuis vice-président du pays. Cela montre que l'influence grandissante de l'islam conservateur sur la politique indonésienne continue à se manifester bien au-delà de la décennie de SBY au pouvoir.
17. Sur l'évolution de l'islam indonésien et les mouvements de fond qui l'animent, rappelons au lecteur intéressé à approfondir la question qu'il peut se reporter à la note de bas de page 30 du chapitre 3 dans laquelle j'ai cité toutes les meilleures références sur le sujet.

6.3. Le domaine socio-économique : croissance stable et développement ambivalent

- 1 Les choses sont un peu plus simples sur le plan socio-économique car il y finalement pas autant de variables à prendre en compte et surtout moins de variations dans le temps. D'ailleurs il n'est pas vraiment nécessaire de distinguer chacun des deux quinquennats pendant lesquels SBY a été au pouvoir. Les principaux facteurs à considérer pour établir un bilan sont assez stables tout au long de sa présidence. Cela dit, il ne change pas de nature et ne se révèle pas être, par un coup de baguette magique, un réformateur plus téméraire pour résoudre les problèmes qui se posent dans ce domaine que dans les autres. Il reste comme toujours prudent, ne prenant pas de risques majeurs et reculant même sur certaines décisions difficiles à assumer. Mais il a la chance de bénéficier d'une conjoncture internationale relativement favorable pendant pratiquement toute la décennie. De plus, il a eu la main heureuse en choisissant des personnalités de la société civile compétentes, respectées et sans appartenance partisane comme ministres des finances ou gouverneurs de la Banque centrale. Il avait annoncé qu'il serait un président favorable à la croissance, à l'emploi, aux pauvres et à l'environnement et il va tenir en grande partie sa promesse. Profitant d'une croissance économique moyenne mais stable, ainsi que d'un boom des matières premières pendant son premier mandat, il va utiliser les ressources disponibles pour investir dans des programmes sociaux assez bien pensés et enregistrer son plus grand succès dans une baisse substantielle de la pauvreté. Mais, il aurait pu faire bien mieux s'il avait eu le courage de s'attaquer de manière plus ferme au problème crucial des fortes subventions toujours attribuées aux carburants, qui entraînent un gaspillage énorme de ressources. Cela lui aurait notamment permis d'investir beaucoup plus dans le domaine des infrastructures, qui sont en très mauvais état et constituent un gros handicap pour le développement du pays. Par ailleurs, il n'a rien fait pour réformer un système fiscal indonésien particulièrement défaillant, en taxant de manière moins ridicule les revenus les plus élevés, afin de s'assurer une base de ressources plus large pour financer l'accès des moins avantagés à l'éducation et à la santé. Ces défaillances expliquent en grande partie que son bilan socio-économique plutôt favorable se solde

aussi par une hausse particulièrement importante et inquiétante des inégalités de revenus.

Une relance satisfaisante de l'économie mais des réformes structurelles en attente

- 2 Après la récession dramatique enregistrée en 1998, l'Indonésie retrouve étonnamment vite un assez bon niveau de croissance économique¹. À titre de comparaison, il avait fallu vingt ans pour que les Philippines se remettent de la crise tout aussi sévère qui l'avait frappée au milieu des années 80. Or, dès le début du premier mandat de SBY en 2004, alors que le pays bénéficie d'un boom important des matières premières pendant quelques années, la croissance est remontée à un niveau supérieur à 5% et va s'y maintenir jusqu'à la fin du second en 2014. Elle dépasse même les 6% de 2007 à 2012, à l'exception de l'année 2009, où elle repasse sous la barre des 5% en raison des effets de la crise financière globale partie des États-Unis². Cette dernière ne l'affecte pourtant guère et elle s'en remet immédiatement, en dépit de la conjoncture internationale un peu plus morose qui va régner à partir de 2009. Il est certain que les mécanismes mis en place après le désastre de la CFA lui ont permis de développer une plus grande résilience. Mais la gestion macro-économique traditionnellement prudente, à laquelle le gouvernement ne déroge pas, y contribue aussi pour beaucoup. Ce dernier est en cela, fidèle à la règle d'or mise en place par les technocrates de la « Mafia de Berkeley » à l'origine du succès du développement indonésien sous l'Ordre nouveau. La gestion du pays est dans les mains de deux autres technocrates chevronnés et fiables, Boediono et Sri Mulyani Indrawati, qui ont été à bonne école et suivent l'exemple de leurs respectés prédécesseurs. Le premier, d'abord ministre des finances de 2001 à 2004 du temps de Megawati, devient sous SBY ministre coordinateur des affaires économiques de 2005 à 2008 et gouverneur de la Banque centrale de 2008 à 2009, avant de le seconder au poste de vice-président. Il va avoir un rôle clef dans le succès économique en question, notamment en s'investissant beaucoup dans la politique anti-pauvreté du gouvernement. La seconde sera ministre des finances de 2005 à 2010 et même ministre coordinatrice de l'économie en 2008-09, mais elle quitte les fonctions auxquelles elle excellait à la demande du président. Ce dernier n'avait en effet pas pu résister à la pression du puissant oligarque Aburizal Bakrie, le nouveau patron du GOLKAR, qui avait occupé le même poste en 2004-05, où il ne s'était d'ailleurs pas montré des plus convainquant. Les compétences économiques de Hatta Rajasa, président du PAN, qui va lui succéder de 2009 à 2014, ne sont pas non plus très évidentes. Au delà de son importance politique, il est probable qu'il doive largement ce poste au fait d'être le beau-père du fils cadet de SBY, une indication supplémentaire du degré de népotisme régnant dans le pays.. Le président doit donc surtout son bilan économique favorable à deux économistes professionnels qualifiés, et à quelques autres de leur acabit, comme Darmin Nasution, qui succède à Boediono à la tête de la Banque centrale de 2009 à 2013³.
- 3 Sur le plan macroéconomique, ce bilan s'appuie sur les ingrédients classiques hérités de l'époque Suharto : une grande prudence fiscale, s'appuyant notamment sur un budget équilibré par principe, un contrôle aussi strict que possible de l'inflation, qui dépasse rarement les deux chiffres et s'établit à une moyenne d'environ 7% entre 2006 et 2010, et un compte en capital plutôt ouvert. En revanche, deux innovations issues de la crise

de 1997-98 y contribuent aussi : l'établissement de l'indépendance de la Banque centrale et l'adoption d'un taux de change flottant. Cela permet au gouvernement de réduire son déficit de la balance des paiements, en le maintenant sous la barre des 1 à 3 % du PIB, correspondant d'ailleurs aux critères de l'UE tels qu'énoncés à Maastricht, et de mieux absorber les chocs provenant de la fluctuation du prix des matières premières, auquel il a toujours eu du mal à faire face. Il sera possible par ce biais de réduire drastiquement la dette du pays qui avait atteint près de 90% du PIB en 2000 et était encore de presque 60% quand SBY a été élu, mais va redescendre progressivement jusqu'à son niveau d'avant la crise de 25-30% vers la fin de son second mandat. C'est à la fois cette bonne gestion et la chance de bénéficier d'une demande de la Chine toujours très forte en matières premières qui permet à l'Indonésie d'absorber sans trop d'encombres le choc de la crise financière globale de 2009 et de maintenir sa croissance à presque 5%. À l'inverse, ses plus proches voisins de l'ASEAN sont tous entrés en récession cette année-là. Ils étaient beaucoup plus exposés qu'elle de par leur plus forte intégration dans les réseaux de production de composants industriels pour les secteurs électronique et automobile. C'est en l'occurrence la parfaite illustration du fait qu'une faiblesse structurelle peut parfois se retourner en avantage conjoncturel ! Car du point de vue des secteurs économiques justement, la situation du pays ne s'améliore pas vraiment pendant la présidence de SBY.

- 4 L'agriculture, qui a été le fleuron de l'Ordre nouveau, est laissée aux mains de ministres peu compétents. Ces derniers, sont tous issus des formations politiques islamiques faisant partie de la coalition. Ils ne lui accordent guère d'attention, et le secteur agricole ne fait finalement « bonne figure » que dans le domaine des matières premières d'exportation, dont les prix restent élevés. La production de riz a toutefois heureusement repris sa hausse après la mauvaise récolte de l'année 2005, due à El Niño. Elle passe de quelque 36 millions de tonnes (mt) de riz décortiqué en 2004 à plus de 48 mt en 2014, une augmentation d'un tiers en dix ans ! Cela permet de couvrir largement les besoins alimentaires du pays⁴. C'est cependant le secteur industriel qui pose le plus de problèmes. Fragile, il a été ravagé par la crise financière de 1997-98 et ne s'en est jamais remis. L'Indonésie se retrouve donc devant la situation paradoxale de voir son secteur secondaire perdre de plus en plus de terrain, tant en termes de création de richesse que d'emploi, par rapport au secteur tertiaire, en pleine expansion. Ce dernier prend en effet une importance croissante, non seulement en raison du poids traditionnel de l'administration publique, du petit commerce, largement informel en plein boom, et du rôle accru d'un tourisme en forte expansion, mais aussi du fait de la digitalisation galopante de nombreuses activités économiques. Ainsi en va-t-il du secteur bancaire, qui voit les ATM/DAB pousser comme des champignons jusque dans les coins les plus reculés de l'archipel, mais aussi du commerce de détail, qui pénètre partout dans les villes et les campagnes, avec la « révolution » des mini-marchés, et des communications, qui mettent un téléphone portable dans les mains du dernier petit paysan menant ses buffles à la rizière. L'Indonésie va d'ailleurs devenir l'un des pays les plus connectés du monde.
- 5 Tout cela converge vers un diagnostic dont l'évidence s'impose peu à peu : le pays, a relativement bien réussi sa révolution rizicole et même agricole, mais a en revanche largement raté la marche de sa mutation industrielle. Cela confirme toutefois aussi le fait que l'économie indonésienne n'a achevé ni sa transformation structurelle ni sa transition agricole. À la fin du second mandat de SBY en 2014, le secteur primaire ne représente en effet plus que 13,4% du PIB, mais emploie toujours 34% de la population

active, l'image étant inversée pour le secondaire, dans lequel 20% de la main d'œuvre produit près de 42% de la richesse, seul le tertiaire montrant une relation plus équilibrée de 44,6% contre 45,7%. La productivité reste donc très basse dans une agriculture qui occupe encore beaucoup trop de bras, et elle demeure relativement faible dans les services, tirée vers le bas par les activités informelles du petit commerce de détail. En dépit de ces déséquilibres structurels et de ces problèmes de productivité, la décennie de croissance continue enregistrée sous le double mandat de SBY entraîne une très nette amélioration du niveau de vie de la population - et c'est finalement ce qui compte le plus pour le quotidien des gens. Le PIB annuel moyen par habitant va effectivement augmenter de 50%, passant de 1 200 à 1 800 US\$ entre 2004 et 2014, et permettre à l'Indonésie d'entrer dans la catégorie des MICs (Middle Income Countries), forgée par la Banque mondiale pour établir une classification en la matière. La préoccupation majeure pour l'avenir est que ce sont ces mêmes déséquilibres structurels et problèmes de productivité qui l'exposent au risque de tomber dans la trappe éponyme dite du « middle income trap » ouverte sur le chemin de nombreux pays émergents, une situation à laquelle elle est toujours confrontée aujourd'hui dont nous reparlerons ultérieurement

- 6 Au-delà de ces problèmes structurels, les trois principales difficultés conjoncturelles ayant une importance décisive pour l'économie - que SBY ne va pas résoudre et laisser à son successeur - sont ceux de la subvention des carburants, de l'amélioration des infrastructures et de la faiblesse du système fiscal. Pour ce qui est de la première, la subvention des carburants, elle résulte principalement des mesures prises après la crise financière de 1997-98 et fait partie des filets sociaux mis alors en place par le gouvernement pour amortir l'impact de la hausse du prix de tous les produits de base. Mais la remontée des prix du pétrole sur le marché international rend ces subventions de plus en plus coûteuses, au point qu'elles deviennent un fardeau intolérable pour le budget et un véritable cauchemar pour les finances publiques. En 2004, elles coûtent déjà 7 milliards de US\$ et il est prévu qu'elles doublent d'ici 2009. Le gouvernement hésite évidemment à y toucher car il sait que cela serait très impopulaire. Après biens des tergiversations, une décision est toutefois prise en octobre 2005 pour avaliser une première hausse modeste des prix à la pompe. Néanmoins, elle s'accompagne d'un mécanisme de compensation constitué de donations en cash pour les plus pauvres, dont le budget est lourdement grevé par l'achat du pétrole lampant utilisé pour cuisiner. Cela déclenche une inflation qui va alors grimper à près de 14% fin 2005 début 2006, le niveau le plus élevé depuis 2001, et doucher les velléités réformatrices de SBY dans ce domaine. Il ne fera plus grand-chose pour trouver une solution au problème. À la fin de la décennie qu'il aura passé au pouvoir, les subventions aux carburants vont représenter 4% du PIB et consommer jusqu'à 20% du budget de l'État !
- 7 Cela va constituer un frein majeur pour financer autant que cela eut été souhaitable la meilleure fourniture de biens publics essentiels pour la population, comme l'éducation, la santé et les infrastructures. C'est aussi totalement contradictoire par rapport aux objectifs du président en matière de réduction de la pauvreté ou d'amélioration de l'environnement. En effet, ces subventions avantagent principalement les gens de la classe supérieure ou moyenne, qui ont une voiture ou au minimum une motocyclette, et son prix excessivement bas encourage la consommation de carburant fossile, nocif pour la bonne santé des hommes et de la nature. Par ailleurs, cela contribue également à renforcer les inégalités. Après l'expérience un peu traumatisante faite en 2005, chaque tentative de réforme ultérieure, aussi timide soit-elle, est annihilée par des

décisions budgétaires contraires, résultant de fluctuations diverses et variées affectant le prix des carburants sur le marché domestique ou international. À plusieurs occasions, un accord sembla se dessiner avec le DPR pour entreprendre une avancée plus résolue vers la réduction des subventions, en trouvant des mécanismes de compensation adéquats pour les plus pauvres. Mais toutes les tentatives échouèrent, principalement parce que SBY, comme d'habitude hésitant et partagé, renonça au dernier moment à prendre des mesures fortes, nécessairement impopulaires auprès de toute la population - et en particulier des classes moyennes urbaines qui l'avaient massivement soutenu. Ce n'est qu'à la toute fin de son second mandat que son dernier et éphémère ministre des finances, Chatib Basri, le convainc d'imposer une limite au montant de ces subventions, en établissant un lien entre les prix domestique et international. Mais aucune véritable politique de baisse des subventions ne fut vraiment élaborée et encore moins mise en œuvre pour amorcer une réduction progressive de l'écart entre les deux niveaux de prix. Au bout du compte, la subvention des carburants sera aussi élevée, en termes relatifs, à la fin qu'au début de la présidence de SBY.

- 8 Ce gaspillage budgétaire a aussi une incidence majeure sur la deuxième des difficultés qui reste irrésolue, celle liée à la faiblesse des infrastructures. Ces dernières, que ce soit au niveau des routes, des aéroports et surtout des ports, sont insuffisantes, totalement engorgées et souvent dans un état lamentable. Cela génère des coûts de transport et des frais de logistique très élevés qui plombent la compétitivité de l'Indonésie par rapport à ses voisins. La situation est particulièrement grave en ce qui concerne le transport maritime qui est chaotique et très dispendieux. Pour être honnête, ce dernier a toujours constitué un obstacle majeur au développement dans cet archipel immense et fragmenté. Mais l'Ordre nouveau, utilisant intelligemment la manne pétrolière des années 1970 et 1980 avait consenti de très gros investissements dans toutes les infrastructures, qui ont permis de rattraper une partie du retard accumulé depuis l'indépendance. Le décrochage s'est produit avec la CFA et pendant les six années de transition démocratique qui ont suivi, pendant lesquelles les priorités étaient d'un autre ordre. Hélas, ce recul perdure sous SBY, période pendant laquelle les investissements en la matière, en pourcentage du PIB, vont être la moitié de ce qu'ils étaient à l'époque de Suharto. L'excuse habituellement invoquée par le président est que les lois de décentralisation ont été adoptées dans l'intervalle et que cette responsabilité n'incombe plus à l'État central, mais est du ressort des provinces et surtout des districts et des municipalités. Il a raison sur le fond, mais il s'agit quand même bien également d'un problème d'intérêt national. L'autre argument souvent mis en avant par le gouvernement est celui du manque de ressources financières adéquates. Mais le calcul suivant a été fait : si seulement le quart des dépenses affectées aux subventions des carburants avaient été investi dans la mise à niveau des infrastructures, cette somme aurait permis de couvrir le tiers des besoins dans ce domaine et donné de surcroît un point de croissance économique en plus au pays. En outre, une grande partie des difficultés rencontrées résultent d'une législation trop rigide et obsolète qui nécessiterait des réformes dépendant clairement du parlement national. *In fine*, le principal écueil réside dans l'absence de volonté politique de la part du président qui pourrait facilement convaincre sa confortable majorité parlementaire de la nécessité de prendre le taureau par les cornes. Mais il faudrait pour cela s'attaquer à des intérêts établis dont beaucoup sont dans les mains des oligarques qui soutiennent le gouvernement. Alors rien de sérieux ne sera pratiquement fait.

- 9 La capitale Jakarta en fournit un exemple patent. Un projet de métro (MRT, mi-aérien, mi-souterrain) y a bien été lancé en 2008-09 pour essayer de réduire le flot énorme de véhicules individuels qui crée en permanence de monstrueux embouteillages et un niveau de pollution dangereux pour la santé des populations. Cependant, les travaux se heurtent aux habituels problèmes de droit d'expropriation, de corruption et d'abus en tous genre, ainsi qu'à une compétition sauvage entre les entreprises de travaux publics, un secteur particulièrement infesté par les pratiques de KKN. Ils sont donc interrompus pendant des années, offrant aux citadins le triste spectacle de toute une série d'immenses poteaux en béton inutiles, tendant désespérément leurs bras vers le ciel, et de grands trous remplis d'eau - pour la grande joie des moustiques et des rats. L'impuissance ou l'absence de volonté du gouverneur Fauzi Bowo pour régler le problème lui vaudra largement sa place lors des élections locales de 2012. Il sera battu par un nouveau venu prometteur en politique, Joko Widodo, tout auréolé des miracles accomplis à Solo en tant que maire⁵.

Photo 50 : Sévère pollution matinale de l'air sur le centre des affaires de Jakarta



SOURCE : Creativa Images

- 10 La dernière des trois difficultés majeures qui bloquent l'économie du pays et qui restera entière à la fin du second mandat de SBY est la grande faiblesse du système fiscal. Qu'on en juge : alors que la population indonésienne a franchi en 2012 le seuil des 240 millions d'habitants, seulement 20 millions, un peu plus de 8%, sont enregistrés comme contribuables redevables d'un impôt sur le revenu, la moitié d'entre eux, 10 millions, environ 4%, remplissent leur déclaration et un minuscule 1,5 million, soit 0,6%, s'acquittent réellement chaque année de ce devoir citoyen ! Là aussi, les plus riches et les plus puissants s'opposent à l'adoption d'une fiscalité moderne progressive s'appliquant à toute la population. Cette résistance handicape gravement le développement du pays.

La dimension sociale: pauvreté déclinante mais inégalités en forte augmentation

- 11 D'un point de vue démographique, le recensement de 2010 a dénombré 237,6 millions d'habitants, ce qui représente un taux d'accroissement annuel relativement faible de 1,5% depuis celui de 2000⁶. La répartition de cette population entre les différentes îles reste très déséquilibrée : 56,2% à Java, qui passe toutefois pour la première fois nettement sous la barre des 60%, 21,3% à Sumatra, 5,8% à Kalimantan, 7,3% à Sulawesi, 1,1% aux Maluku et 1,5% en Papua. La densité de population moyenne pour tout l'archipel n'est donc que de 124 hab./km², mais elle atteint 1 032 à Java, dépassant là aussi pour la première fois le seuil moyen hallucinant de 1 000, alors qu'elle n'est que de 8 hab./km² en Papua⁷. Autre information de première importance, avec 50,2% contre 49,8%, la population urbaine devient légèrement majoritaire pour la première fois. Fait majeur encore plus important à souligner, l'espérance de vie moyenne à la naissance, homme et femmes confondus, franchit nettement la ligne symbolique des 70 ans, une confirmation indiscutable de l'amélioration continue de la santé des Indonésiens. En revanche, le rapport entre les sexes de 101/100 est, comme toujours, légèrement déséquilibré en faveur des hommes. L'âge moyen est de 27,2 ans et le pourcentage de la population non active de moins de 15 ans et de plus de 65 est de 51,8%. La force de travail s'élève donc à 107,7 millions de personnes (53% résidant à la campagne et 47% en ville ; 63% étant des hommes et 37% des femmes), dont 104,9 millions sont employés et les 2,8 millions restants - soit seulement 2,6% -, sont au chômage, un niveau étonnement bas. Pendant les 10 années écoulées, environ 5 millions de personnes ont émigré pour s'établir dans un autre endroit de l'archipel. Les provinces de Riau, proche de Singapour, des deux Papua, encore peu peuplées, et Jogjakarta, principal centre universitaire du pays, attirent le plus de monde. Pour ce qui est de l'éducation, 92,4% de la population est alphabétisée et 40,9% a atteint au minimum le niveau du premier cycle du secondaire (SMP), la scolarité étant obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. La fertilité reste stable, aux environs de 2,4 enfants par femme, mais la mortalité infantile demeure élevée, aux environs de 30 à 32 pour mille naissances, et la mortalité maternelle est encore terriblement haute avec 165 pour cent mille accouchements. Enfin, sur le plan des appartenances religieuses, il apparaît que la proportion de musulmans a diminué de 1% entre 2000 et 2010, de 88,2% à 87,2%, alors que celle des chrétiens, protestants et catholiques confondus, a augmenté en proportion de 8,9% à 9,9%, les hindouistes et les bouddhistes enregistrant chacun une très légère baisse. Bien que cela soit loin de mettre en péril la domination écrasante des musulmans dans la société, c'est tout de même la preuve que les craintes des islamistes ne relèvent pas entièrement du fantasme.
- 12 Plusieurs des données issues de ce recensement confirment que la situation sociale d'une majorité de la population s'améliore de manière significative sous SBY. C'est aussi ce que montre un examen plus détaillé des indicateurs relatifs à l'emploi et à la pauvreté, alors que le fossé des inégalités de revenus se creuse au contraire⁸. Sur le front du travail, la création d'emplois stables et salariés tourne au ralenti dans un premier temps. Les effets de la crise de 1997-98, - qui a précipité dans le chômage des centaines de milliers voire des millions d'employés dont les entreprises ont fait faillite -, perdurent pendant toute la période de transition allant jusqu'en 2004. Une grande partie des gens qui ont perdu leur travail se sont réfugiés à la campagne et dans le

secteur informel, où ils se débrouillent pour survivre, et cela va durer pendant des années. La croissance reprend timidement, mais la confiance ne revient pas si vite, les investissements restent faibles et les industries du secteur de l'exportation ne rouvrent que très lentement leurs portes. Quand le nouveau président arrive au pouvoir en 2004, le chômage touche toujours plus de 10% de la population, probablement même 20% des jeunes, et l'on estime que le secteur informel occupe près des deux-tiers de la force de travail jusqu'en 2008. Les nouvelles lois sur le travail adoptées juste avant, en 2003, sous Megawati, portaient de la bonne intention de protéger les salariés indonésiens. Mais elles sont de nature protectionniste et trop rigides. De fait, elles découragent les investissements et la reprise. Il faudrait pouvoir y introduire de la flexibilité et libéraliser l'emploi, mais c'est un domaine très délicat politiquement, car, les syndicats ont pris de l'assurance depuis le début de la Reformasi et s'y opposent, avec l'appui d'une bonne partie du DPR. En 2006, une tentative de révision se heurte à cette opposition et le président recule. La croissance s'établit de manière stable au-dessus de 5%, mais elle n'est pas suffisante pour résorber à elle seule le chômage et régler les immenses problèmes de sous-emploi liés à la domination du secteur informel. Sans beaucoup de soutien de la part du gouvernement, l'agriculture vivrière continue à absorber le surplus de main d'œuvre et ne s'en tire pas trop mal. Mais le secteur industriel peine à repartir ; l'emploi formel stagne et les salaires restent bas. Des enquêtes précises montrent toutefois que le taux de chômage est à baisse et se situerait entre 6 et 7% en 2009, un chiffre plus plausible que ce qui va ressortir du recensement de population de 2010, peu fiable à cet égard.

- 13 Après son élection très facile de 2009, SBY a plus de marge de manœuvre pour pousser les réformes nécessaires dans ce domaine afin de relancer l'emploi formel et sortir de l'impasse. Cependant, il continue à hésiter. Le nationalisme économique reste dominant au sein de la classe politique indonésienne. Les cinq lois affectant l'emploi adoptées entre 2010 et 2014 sont toutes relativement protectionnistes et avantagent (comme c'est souvent le cas) les producteurs au détriment des consommateurs qui doivent payer des prix plus élevés. Une brèche néanmoins s'ouvre dans ce secteur très figé. En 2011, le président prononce un discours à l'occasion du 100^e anniversaire de la création de l'OIT (Organisation internationale du travail) à Genève, un exercice qui flatte sa vanité et où il excelle, dans lequel il insiste sur la nécessité non seulement de résorber le chômage, mais aussi de promouvoir le travail décent, le leitmotiv du BIT à cette époque. Les syndicats indonésiens sautent sur l'occasion et lancent une campagne pour de plus hauts salaires. Deux facteurs leur facilitent la tâche : la décentralisation de l'administration et la digitalisation de l'économie. La fixation du niveau de salaire minimum n'est en effet plus du ressort de l'État, mais des instances régionales. Or, ces dernières relèvent le défi et décrètent en 2012 une hausse massive en la matière ; à commencer par le nouveau gouverneur de Jakarta, Joko Widodo, qui impose une augmentation de 44%, bientôt suivi par les maires de Bogor et Tangerang, les deux grandes villes satellites faisant partie de la ceinture industrielle de la capitale, qui surenchérissent avec respectivement 60 et 70% ! Ces décisions mettent un terme à la période dans laquelle la pratique des bas salaires était considérée comme plus favorable au développement. À partir de là, on assiste à une importante hausse des emplois formels et une légère baisse concomitante du domaine de l'informel. Cependant, c'est surtout le secteur tertiaire qui va créer ces emplois mieux payés grâce aux niveaux d'éducation et de qualification nettement plus élevées des jeunes arrivant sur le marché du travail ainsi qu'à la digitalisation rapide de l'économie. Ce changement

dessert même l'industrie classique, qui perd encore un peu de terrain. Quoiqu'il en soit, le chômage tombe juste à 4% en 2014, son niveau le plus bas depuis longtemps sinon toujours. Au bout du compte SBY enregistre donc, malgré lui, un succès assez probant en matière d'emploi.

- 14 Concernant la réduction de la pauvreté, le bilan est encore plus flatteur pour lui. Après que l'Ordre nouveau ait progressivement fait chuter le niveau de pauvreté jusqu'à 11,3% en 1996 et qu'elle soit remontée à plus du double lors de la crise financière de 1997-98, cet indicateur est péniblement retombé aux environs 17% en 2004. À la fin du second mandat de SBY en 2014, ce taux de pauvreté est ramené à 11,3%, exactement le niveau qui était le sien avant la crise. Certes, cela représentait encore quelque 28 millions de personnes, mais la politique du gouvernement aura ainsi sorti en dix ans près de 10 millions d'Indonésiens de la pauvreté la plus aiguë, tant en milieu urbain que rural. De plus, c'était l'une des priorités principales du président dès son arrivée au pouvoir et son succès est largement dû au fait qu'il s'y est tenu et a fait ce qu'il fallait pour atteindre l'objectif fixé pour une fois. N'oublions pas qu'il est issu d'une famille modeste et qu'il sait ce que sont les problèmes de pauvreté pour être né et avoir vécu jusqu'à la fin de l'école secondaire dans un village javanais, contrairement à ses trois prédécesseurs. Il a aussi démontré son intérêt particulier pour ces questions en faisant une thèse de doctorat à l'IPB de Bogor sur les problèmes de développement rural. Bref, il se sent très concerné. Le choix de ses ministres en charge des affaires économiques n'y est pas non plus étranger. Pendant son second mandat, Boediono, passé du poste de ministre des finances à celui de vice-président, va notamment consacrer une grande énergie à consolider et développer les programmes de lutte contre la pauvreté mis en place dès 1999-2000 pour permettre aux gens de surmonter la crise financière. Placée sous son autorité, c'est une nouvelle « Équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté » baptisée TNP2K qui se charge du travail, en coordination avec le BAPPENAS, l'agence nationale de planification.
- 15 Trois programmes complémentaires sont finalement consolidés ou élaborés. Le premier était un très vaste programme de « transfert inconditionnel d'argent » dit BLT qui avait été créé en 2005 pour aider les 30% les plus pauvres de la population à faire face à la hausse du prix des carburants. Il avait été réintroduit pour les mêmes raisons en 2008, puis à nouveau en 2013, et avait sans nul doute aidé des millions de familles à surmonter ces moments de crise, mais était très critiqué pour avoir bénéficié à beaucoup de gens de la classe moyenne qui n'appartenaient pas au groupe cible. Le second était un programme de « transfert conditionnel d'argent » appelé PKH qui visait les personnes extrêmement pauvres, celles ayant moins de 80% des ressources définissant la ligne de pauvreté. Il n'avait touché que 1,5 million de familles, mais avait semble-t-il été très efficace, les aidant à faire face aux difficultés du quotidien et à investir dans l'éducation et la santé de leurs enfants pour sortir du cycle de la pauvreté. Le troisième était un programme de renforcement de communautés baptisé PNPM, introduit en 2007, qui avait été étendu progressivement à tous les sous-districts (kecamatan) du pays en 2012. Il permettait d'améliorer les infrastructures ou l'accès à l'éducation, à la santé et au petit crédit et, malgré certains problèmes de détournements par les élites locales, était considéré comme ayant été un succès. L'adoption en 2014 d'un système intégré de sécurité sociale baptisé SJSN (Sistem Jaminan Sosial Nasional) ouvrait sur des perspectives encore plus ambitieuses.

- 16 Cela dit, la pauvreté restait encore un problème majeur dans le pays. Il semblait apparemment très difficile de la réduire en dessous du seuil symbolique de 10%, correspondant à quelques 25 millions de personnes en 2014. Le gouvernement aurait certainement pu, là aussi, faire plus et mieux, mais il aurait fallu faire preuve de plus de courage en dégageant les ressources englouties dans la subvention des carburants. De plus, la ligne de pauvreté nationale servant de base au calcul était très basse et nettement inférieure à 1 US\$ par jour. Si l'on prenait la ligne légèrement moins misérable utilisée par la communauté internationale de 1,25 US\$, la pauvreté affectait alors plus de 33 millions de personnes et, au niveau un peu plus digne de 2 US\$, on passait au-dessus des 100 millions ! Des efforts plus conséquents auraient aussi pu être faits dans le domaine de l'éducation et de la santé. Malgré l'amendement à la Constitution datant 2002 fixant à un minimum de 20% la part du budget annuel qui devait être investit dans l'éducation, on était encore loin du compte. Les dépenses dans ce domaine avaient certes légèrement augmenté depuis 2004, mais elles se situaient à seulement 3,3% du PIB en 2014. On a vu aussi combien les taux des mortalités infantile et maternelle restaient élevés dans un secteur de la santé où le gouvernement ne dépensait toujours pas plus de 55 US\$ par habitant en 2009. Tout cela avait une incidence sur le fait que l'indice de développement humain (IDH) progressait très lentement⁹. Ayant franchi déjà sous l'Ordre nouveau le seuil qui marque l'entrée dans la catégorie des pays ayant un IDH moyen, l'Indonésie y était toujours en 2014, avec un chiffre de 0,691, qui la plaçait au 108^e rang mondial¹⁰. En dépit des progrès qui restaient à réaliser, on ne pouvait pas contester que le niveau de la vie de la population s'était nettement amélioré et que la pauvreté avait fortement diminué pendant la décennie où SBY avait occupé le pouvoir.
- 17 En revanche, les inégalités se sont largement aggravées entre 2004 et 2014. Au départ, elles sont restées relativement modérées et stables pendant toute la durée de l'Ordre nouveau, malgré les énormes problèmes de corruption et l'accumulation éhontée d'immenses richesses par l'oligarchie au pouvoir. Mesurées par l'indice de Gini, la mesure la plus communément utilisée en la matière, ces inégalités sont toutefois calculées en Indonésie non pas sur la base des revenus mais sur celle des dépenses de consommation, l'approximation la plus proche. Or, elles varient seulement entre 0,32 et 0,35 pendant toute la période de Suharto. Ayant sensiblement diminué sous les effets de la crise de 1997-98, qui a fortement péjoré la fortune des plus riches, ces inégalités se situent même à leur étiage le plus bas en 2004 avec un Gini de 0,31. Mais en dix ans, elles vont augmenter d'un point pour atteindre 0,41 en 2014 ! Les inégalités de revenus à proprement parler seraient même plus élevées et dépasseraient 0,45. C'est énorme ! Le seuil de 0,4 est en effet considéré par les experts de la question comme celui qui marque l'entrée dans le club des pays ayant des fortes inégalités¹¹.
- 18 Comment expliquer un tel saut ? La libéralisation de l'économie y est sûrement pour beaucoup, mais elle avait déjà commencé dès 1982 et s'était accélérée au début des années 1990. Cependant, le retour à la stabilité économique et la reprise du processus de développement l'a logiquement fait repartir à la hausse. Deux phénomènes y contribuent aussi. Le premier est la montée de la classe moyenne supérieure qui dispose entre 10 et 20 US\$ par jour pour vivre, et représente environ 3 millions de personnes en 2010. Le second réside dans la hausse des salaires dans le tertiaire, en raison d'une digitalisation croissante de l'économie. Tout cela alimente le retour à une période d'argent plus facile, de consommation moins contrainte, de spéculation

immobilière et boursière intense. De plus, les inégalités ne s'arrêtent pas à la consommation ou aux revenus, elles touchent aussi l'accès aux biens universels essentiels comme la santé ou l'éducation, les infrastructures ou la sécurité. Elles varient aussi beaucoup d'une région à l'autre et même à l'intérieur de chaque province, opposant fondamentalement deux Indonésie(s). L'une est urbaine et industrielle, plus riche et centrée sur Java et quelques poches restreintes dans les autres îles. L'autre est moins prospère, agricole et rurale, largement dominante dans la partie orientale de l'archipel. Nous aurons l'occasion de revenir à nouveau sur ce clivage à plusieurs composantes encore très vivace aujourd'hui dans le pays. En attendant, il suffit de souligner une nouvelle fois ici que la montée des inégalités est la face sombre du bilan social plutôt favorable de SBY. Le fait que les inégalités soient demeurées assez basses pendant la dictature et aient explosé sous la démocratie n'est pas le moins surprenant des paradoxes dans toute cette histoire. Cela explique aussi certaines des tensions politiques évoquées précédemment, la polarisation de plus en plus nette qui se dessine vers la fin de son second mandat et la montée des populismes dont nous aurons l'occasion de reparler.

Bilan environnemental en demie teinte et visibilité inédite au plan international

- 19 On ne peut pas faire un bilan de la décennie de SBY sur le plan économique et social sans parler des questions d'environnement et des mesures prises pour lutter contre le changement climatique. Sous son égide et surtout lors de son second mandat, ces mesures ont revêtu une importance qu'aucun de ses prédécesseurs ne leur avait jamais accordé. Mais là aussi, au départ animé de très bonnes intentions, il va beaucoup promettre et finalement peu tenir. En 2009, une nouvelle loi très ambitieuse sur l'environnement est adoptée par le DPR. Elle lie la protection de la nature à la gestion environnementale et à la bonne gouvernance. Mais, comme toujours très « napoléonien », SBY ne s'occupe guère du suivi, qui relève évidemment de l'intendance dans son esprit. Cette loi est donc restée largement lettre morte, puisqu'en 2014, un seul décret d'application a été passé ! Lors du G20 de Pittsburgh en 2009, une réunion des grands de ce monde à laquelle il adore participer, il s'engage pourtant à ce que son pays respecte des normes très élevées en matière de réduction de ses émissions de carbone et de gaz à effet de serre. L'Indonésie est en effet le troisième plus gros émetteur du monde, derrière les États-Unis et la Chine, mais devant le Brésil, la Russie et l'Inde. Ses émissions proviennent essentiellement de la déforestation et l'archipel détient, avec 122 millions d'hectares, la troisième plus vaste forêt tropicale du monde, après celles des bassins de l'Amazonie et du Congo. Dans les années 1990, avec le développement des industries du contreplaqué et du papier, on a assisté à une déforestation massive affectant plus de 2 millions d'hectares par année. En 1997, quand El Niño a entraîné une sécheresse particulièrement forte dans la région, les feux de forêt qui ont ravagé Kalimantan et Sumatra ont émis 9 milliards de tonnes de dioxine de carbone dans l'atmosphère, contre 1,4 en année normale - affectant la santé de millions d'Indonésiens, mais aussi des habitants de la Malaisie et de Singapour, enfumés pendant des semaines. Bien que SBY ait répété à maintes occasions que la déforestation avait fortement diminué grâce à lui, les estimations les plus fiables l'évaluent encore à 1 million d'hectares par année entre 2009 et 2014¹².

Photo 51 : La Citarum de Java Ouest, rivière réputée la plus polluée du monde



SOURCE : Bastian AS

- 20 Le problème provient non seulement du fait que les produits de la forêt ont une forte valeur, mais que la déforestation permet ensuite l'extension des grandes plantations de palmier à huile, un produit dont l'Indonésie est devenue le premier producteur mondial. Les intérêts financiers en jeu sont donc énormes et les oligarques qui sont à la tête de ces entreprises ne sont guère préoccupés par les questions de changement climatique. De plus, comme dans d'autres domaines, la décentralisation a aggravé le problème. Ce sont en effet les chefs de district (*bupatis*) qui décident dorénavant de l'octroi de concessions forestières et ils se laissent aisément graisser la patte pour ne pas trop veiller au respect de la loi ni aux droits et intérêts des populations autochtones, avec lesquelles les conflits sont croissants¹³. La déforestation n'épargne même pas les réserves protégées où vivent les derniers orang outans du pays¹⁴. Face à la cupidité, les bonnes intentions du gouvernement ne suffisent pas. En outre, le ministère des forêts a la réputation d'être l'un des plus corrompus du pays. Toutes les mesures souvent bien pensées qui sont adoptées rencontrent donc d'énormes difficultés de mise en œuvre.

Photo 52 : Orang outan dans la réserve de Tanjung Puting à Kalimantan Central



SOURCE : Edwin Butter

- 21 C'est le cas pour l'ensemble de celles qui constitue le programme gouvernemental très ambitieux connu sous le nom de REDD+ (*Reducing Emissions from Deforestation and Degradation*), adopté à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) qui s'est tenue à Bali en 2007. Les recommandations qui y ont été adoptées n'ont été que très partiellement appliquées, que ce soit la promotion des forêts communautaires, la réforme des droits de propriété forestiers et la reconnaissance du rôle des peuples indigènes dans la gestion des ressources, l'élaboration d'une seule carte consolidée de l'ensemble de la forêt nationale à l'usage de tous les acteurs concernés, l'accord sur la délimitation des différentes zones forestières en fonction de leurs droits afférents ou le moratoire sur les nouvelles licences accordées dans les régions de forêt primaire et de tourbières. Ainsi, pour ce qui est de la première d'entre elles, la promotion des forêts communautaires, seulement 10% des objectifs fixés en 2009 avaient été atteints cinq ans plus tard. Il en va de même pour le fonds de 1 milliard de US\$ accordé en 2010 par la Norvège pour que l'Indonésie réduise son taux de déforestation, dont moins de 2% avaient été déboursés en 2014. Pendant ce temps, la superficie des plantations de palmier à huile augmente de 1 million d'hectares par année et l'association des producteurs d'huile de palme annonce en 2012 que son ambition est de doubler la production de 30 à 60 millions de tonnes d'ici 2030 ! Les engagements audacieux pris par SBY en matière d'environnement au nom de son pays dans les arènes internationales (où il aime briller et être admiré) ont finalement été peu suivis d'effet. On retombe là sur son principal défaut : de bonnes idées, de belles paroles et promesses, mais un manque de volonté politique pour assurer le suivi. Cette tendance prend hélas une dimension plus grande encore lors de son second mandat du fait de sa propension à fuir une scène politique domestique où il rencontre des difficultés croissantes. Le président est en effet de plus en plus critiqué, sa popularité est en chute libre, et il préfère courir le vaste monde pour participer aux grandes conférences internationales, où il a l'impression d'être estimé à sa juste valeur.

- 22 Il est d'ailleurs logique de terminer ce bilan de la décennie SBY en examinant l'activité intense que ce dernier a déployé sur la scène internationale pour promouvoir l'image et le rôle de l'Indonésie. Cela a été principalement le cas sur le plan économique et environnemental, mais également, dans une moindre mesure, au niveau politique. Plutôt occupé lors de son premier mandat à régler les problèmes internes, c'est surtout lors de son second qu'il a fait flèche de tout bois à l'échelle internationale, pour les raisons évoquées précédemment. Légitimement préoccupé par la nécessité de redorer le blason de l'Indonésie, il est fier et heureux de se présenter comme le président du plus grand pays du monde musulman et le seul à avoir réussi sa transition démocratique, de retour dans la cour des grands à laquelle il appartient en raison de son poids démographique, économique et stratégique. N'étant pas plus enclin à choisir son camp sur le plan international que domestique, il va mener une diplomatie de la bonne volonté et de l'intermédiation, en poursuivant l'objectif revendiqué, au nom de la tradition de non-alignement du pays, d'avoir « un million d'amis et aucun ennemi ».
- 23 Contrairement à la plupart de ses collègues de l'ASEAN, SBY ne prend donc pas parti dans le conflit que l'on sent monter entre les États-Unis et la Chine, s'employant à conserver des relations cordiales et équilibrées avec les deux superpuissances. Au sein de l'ASEAN précisément, il soutient activement l'initiative visant à créer une zone économique de libre échange baptisée AEC (Asean Economic Community). Il déploie aussi de grands efforts, souvent peu concluants, pour jouer les bons offices dans certains des dossiers politiques les plus délicats de la région. C'est ainsi qu'il fait deux visites officielles, en 2006 et 2013, au Myanmar pour convaincre la junte au pouvoir de suivre l'exemple de l'Indonésie en matière de démocratisation et d'adopter une attitude modérée dans la crise des Rohingyas. Ces propositions n'ont pas été couronnées de succès. Le président indonésien essuie aussi un échec frustrant dans sa tentative de faire émerger un consensus au sein de l'association sur la question délicate des revendications croisées des uns et des autres sur les archipels de la mer de Chine du Sud et vis à vis de Pékin. Au 19^e sommet annuel de l'ASEAN (qui se tient à Bali en 2011, année où Jakarta assure la présidence), il arrive à faire adopter le « Bali Concord », une déclaration consacrant l'adoption d'une plateforme commune sur les questions globales en matière économique, politique, sécuritaire et même sur le plan socio-culturel. Il s'y félicite de la démocratisation de son pays. Ces relations internationales débouchent en 2012 sur la création du « Bali Democracy Forum » qui se fixe pour objectif de promouvoir le développement exemplaire de l'Indonésie, un pays majeur pouvant devenir une source d'inspiration et un acteur de changement positif à l'échelle mondiale. C'est encore en tant que président de l'ASEAN qu'il participe en 2011 au Sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Community), aux côtés des États-Unis, de la Russie, du Japon et de la Corée du Sud. En fait, il joue non sans habileté une sorte de double jeu : utiliser l'ASEAN pour promouvoir l'image de l'Indonésie dans les forums internationaux plus larges comme le G20 ou l'ONU, où il se propose, en contrepartie, de représenter et défendre les intérêts de l'association régionale¹⁵.
- 24 C'est en effet surtout à ce niveau mondial le plus élevé qu'il va être particulièrement visible pendant tout son second mandat. Sa préférence va au G20, dont l'Indonésie est le seul participant parmi les pays d'Asie du Sud-Est. Il ne manque pas une seule des dix réunions annuelles qui auront lieu sous sa présidence. Maîtrisant assez correctement l'anglais et très à l'aise en compagnie des puissants de ce monde, il y représente bien son pays. À défaut d'y prendre des positions marquées attirant l'attention des media, il

figure toujours en bonne place sur la photo finale, où il domine presque tous les chefs d'État présents par sa haute et imposante stature, si peu typiquement javanaise. Dans ses mémoires, il aime à rappeler qu'il a noué des relations presque amicales avec plusieurs d'entre eux, dont Barack Obama, qui parle encore des rudiments de *bahasa* pour avoir vécu en Indonésie avec sa mère plusieurs années de son enfance et dont la demi-sœur cadette est de père indonésien. C'est toutefois dans le cadre de l'ONU qu'il va se mettre le plus en évidence. D'abord, il accueille la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Bali en 2007 ; puis il finalise en 2011 l'accord de partenariat global entre l'ONU et l'ASEAN, dont l'Indonésie assure alors la présidence. Mais c'est en 2013 qu'il va se voir confier la position qui flatte le plus sa vanité. Il est nommé co-président (avec le premier ministre du Royaume-Uni David Cameron et la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf) du panel d'éminentes personnalités réunies pour discuter de la suite à donner aux objectifs de développement pour le millénaire, les fameux MDG's (Millennium Development Goals), fixés par Kofi Annan en 2000 et arrivent à échéance en 2015. C'est ce groupe de 27 membres qui définit le cadre dans lequel vont être élaborés les nouveaux SDG's (Sustainable Development Goals) déterminant jusqu'en 2030 l'agenda des Nations unies en matière de développement. Le rapport final sera signé par les trois co-présidents, SBY ne manquant pas de faire précéder son nom du titre de docteur ! Il est apprécié et célébré à travers le monde pour sa contribution à la résolution des conflits et la promotion de la paix, de la démocratie et du développement durable, recevant nombre de récompenses, médailles et titres de docteur honoris causa. La reconnaissance et les louanges dont il bénéficie sur la scène internationale contrastent d'ailleurs fortement avec les critiques de plus en plus vives qui montent sur le plan domestique et parmi les milieux académiques nationaux¹⁶ et internationaux à l'approche de la fin de son second mandat. Cela dit, on ne peut pas lui contester le fait d'avoir contribué à remettre l'Indonésie, le plus méconnu des grands pays de la planète, sur la carte du monde.

Photo 53 : SBY au sommet du G20 à Séoul en novembre 2010 (1^{er} rang 4^e à gauche)



Source : Wikipedia

- 25 Est-ce-à dire pour autant que l'Indonésie est une puissance émergente, comme certains en émettent l'hypothèse à cette époque¹⁷ ? En fait, la question n'est pas nouvelle et reste encore d'actualité. Ainsi que nous l'avons vu, le rapport de la Banque mondiale de 1993 sur le « miracle de l'Asie orientale » inclut l'Indonésie dans le groupe des sept pays considérés comme des HPAEs (High Performing Asian Economies), aux côtés de la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour, la Thaïlande et la Malaisie. Depuis l'apparition de ce document, elle figure dans tous les regroupements hétéroclites et parfois fantaisistes de pays émergents identifiés par les organisations ou les grandes banques internationales : MIST (Mexique, Indonésie, Sud Corée et Turquie), TIMBI's (Turquie, Inde, Mexique, Brésil et Indonésie), CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud), le groupe *EAGLE* (*Emerging and Growth Leading Economies* : Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Corée du Sud, Taiwan et Turquie), celui des *Next-11* (Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Corée du Sud, Turquie et Vietnam) ou des *3G* (*Global Growth Generators* : Bangladesh, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Irak, Mongolie, Nigéria, Philippines, Sri Lanka et Vietnam) ! Comme on le voit, plusieurs de ces pays ont disparu dans l'entretemps, de la glorieuse catégorie des émergents ! Bien que cela ne soit pas le cas de l'Indonésie, les avis sont partagés sur le fait de savoir si elle est réellement une puissance émergente au terme de la première décennie du nouveau siècle. Pour certains, l'affaire ne fait pas de doutes : son poids démographique, sa position stratégique, son potentiel économique et son évolution politique font d'elle l'un des principaux pays émergent du 21^e siècle. Elle est d'ailleurs sur le point de rentrer dans la catégorie supérieure des pays aux revenus intermédiaires et au développement humain moyen. Certains ne prédisent-ils pas que l'Indonésie sera déjà la septième plus grande économie du monde en 2030 ? Pour d'autres, elle est encore loin du compte : sa puissance militaire reste très limitée, son économie demeure fragile et sa capacité d'influence sur la politique régionale et globale assez faible face aux deux superpuissance américaine et chinoise. Elle est un peu une « belle au bois dormant », l'éternelle candidate à une véritable émergence sans cesse repoussée à plus tard. Seul l'avenir permettra de dire laquelle de ces deux perspectives aura été la plus juste.
- 26 En attendant, il s'agit de conclure ce chapitre couvrant les dix années pendant lesquelles Soesilo Bambang Yudhoyono a occupé le pouvoir. Comme nous l'avons vu, son bilan est mitigé. En regardant d'abord la situation à travers le prisme du verre à moitié plein, il a stabilisé l'économie nationale, amélioré le niveau de vie moyen de la population, réduit fortement la pauvreté, fait entrer son pays dans la liste de ceux qui ont un revenu et un développement humain intermédiaire, redonné de la dignité à la fonction présidentielle, conclu la paix à Aceh et amélioré la sécurité, fait avancer l'état de droit et reculer la corruption, sauvé in extremis la décentralisation et représenté efficacement son pays. Mais si l'on examine la réalité à travers le prisme du verre à moitié vide, il n'a pas pris les mesures qui auraient permis de mieux dynamiser l'économie et de contenir l'explosion des inégalités, il n'a pas non plus été aussi loin qu'il aurait pu et dû dans la lutte contre la corruption et pour le renforcement de l'état de droit, il a laissé monter l'intolérance et failli dans la défense des libertés religieuses et des droits humains, enfin, il a risqué, au dernier moment, de gravement laisser régresser la décentralisation. Ce n'est pas négligeable non plus. Enregistrant plus de succès au niveau domestique dans son premier mandat et sur le plan international dans le second, il a fait moins mal que ce que l'on pouvait craindre et moins bien que ce que

l'on pouvait espérer. Il est donc difficile de décider dans quel côté penche la balance. Mais nous aurions quand même tendance - par nature, mais aussi en essayant d'être aussi objectif que possible - à dire que son bilan est plus positif que négatif. Selon nous, il présidé à une période de stabilité faite d'avancées et de reculades, une décennie de relative consolidation de la jeune démocratie indonésienne, mais marquée par une certaine stagnation dans plusieurs domaines et une régression nette sur le plan des libertés religieuses. Alors consolidation ou stagnation démocratique ? Un peu les deux à la fois !

- 27 Ce bilan correspond bien à la personnalité de SBY. Cette dernière est déterminante pour expliquer le paradoxe vivant qu'il représente : celui d'un homme intelligent, calme et posé, ouvert et tolérant, plein de bonnes idées et intentions, plutôt intègre dans le contexte ambiant, mais hésitant beaucoup, préférant la réflexion et le débat d'idées à la décision et à l'action ; un personnage finalement, à la fois assez attachant, pour sa nature généreuse et irritant, pour son côté vaniteux et un peu narcissique. On doit en tous les cas lui reconnaître d'avoir eu plus d'une corde à son arc : à côté du fait d'avoir fait une brillante carrière militaire et d'être « devenu quelqu'un » en politique, il a aussi obtenu un doctorat en économie rurale, juste avant son élection, et est l'auteur d'un disque de chansons de variétés, entre amour du pays et des femmes, intitulé « Ma nostalgie pour toi », écrit en 2007, alors qu'il était déjà président ! Cela en dit finalement beaucoup plus sur sa personnalité que de savantes considérations psychologisantes. Compte tenu de tout cela, la chose étonnante et même un peu cocasse est qu'il ait intitulé sa biographie « *Selalu ada Pilihan* » ou « Il y a toujours un choix », lui qui a eu tellement de mal à en faire ! On peut aussi penser qu'il a été partiellement touché au cours de son double mandat par le principe de Peter qui guette chacun d'entre nous au tournant. Mais ce bilan mitigé résulte aussi en partie du contexte institutionnel compliqué de régime semi-présidentiel qui est celui de l'Indonésie post-Suharto, dans lequel le président a plus une fonction de proposition et de modération que de réelle décision. À ce titre, on peut considérer que Soesilo Bambang Yudhoyono a fait ce qu'il pouvait comme il le pouvait en pratiquant l'art du possible dans un contexte difficile.
- 28 Peu de temps avant les élections générales de 2014, auxquelles il ne peut plus se présenter en tant que président, il laisse de très nombreux problèmes à son successeur. Son parti, le PD, dont la popularité est - comme la sienne - en berne, se retrouve en mauvaise posture. Quelle formation politique va prendre la relève et qui peut lui succéder à la présidence ? La population ressent une véritable incertitude à propos de l'avenir du pays. Dans ce contexte, deux partis d'opposition se renforcent en effet : d'une part le PDI-P de Megawati Sukarnoputri, allié aux forces plus libérales qui sont favorables à une certaine consolidation de la démocratisation voire, à son approfondissement ; et d'autre part, le GERINDRA de Prabowo Subianto, soutenu par les organisations islamiques les plus conservatrices et réactionnaires, qui rêvent d'un retour à l'autoritarisme. Le choix est on ne peut plus clair, mais la situation est très indécise et l'atmosphère devient particulièrement tendue.

NOTES

1. Une bonne partie des informations sur la performance économique sous la présidence de SBY provient de Hal Hill, « The Indonesian economy during the Yudhoyono decade » in Aspinall *et al.* (2015 : 281-302). J'ai aussi largement eu recours à l'énorme synthèse en la matière du même auteur qui recouvre à peu près une période identique (dont j'ai d'ailleurs fait une note de lecture pour le BIES, Volume 48, No 3, December 2012): Hal Hill *et al.*, *Diagnosing the Indonesian Economy, Towards Inclusive and Green Growth* (2012).
2. Se reporter au Graphique 2 en annexe.
3. Le Tableau 12 en fin de chapitre montre les progrès réalisés dans ce domaine entre 2004 et 2014 à travers 30 indicateurs clés du développement économique et social.
4. C'est bien plus du double de ce qui avait été produit en 1982, quand l'Indonésie avait célébré le fait d'avoir atteint son niveau d'autosuffisance statistique en matière rizicole, avec une population qui était alors inférieure à 150 millions, quand elle approche en 2014 des 250 millions, un croît démographique de « seulement » 60%. C'est ce différentiel important qui explique en bonne partie l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays.
5. Il relancera ce gigantesque projet de MRT dont il inaugurera la première ligne en 2019, au début de son second mandat de président.
6. Toutefois, après correction de ce chiffre à la hausse pour tenir compte des défaillances qui avaient marqué le recensement de 2000 il est probable, selon Hull (2020), que la population indonésienne ait plutôt été de 246,1 millions de personnes en 2010.
7. Voir Tableau 13 en annexe qui donne les résultats détaillés de ce recensement de 2010.
8. Une bonne partie des informations sur ces trois questions provient de Chris Manning and Riyana Miranti, « The Yudhoyono legacy on jobs, poverty and income distribution » in Aspinall *et al.* (2015 : 281-324). Pour mieux comprendre les tenants et aboutissants de ces questions d'emploi très complexes et cruciales pour le succès de toute politique de développement, on peut se reporter à l'ouvrage plus ancien du même auteur, qui est certainement le meilleur connaisseur du sujet : Chris Manning, *Indonesian Labour in Transition, An East Asian Success Story ?* (1998). La collection d'articles plus diversifiés qu'il a coédité sur la base des présentations faites lors du *Indonesia Update* de 2010 est aussi fort utile : Chris Manning and Sudarmo Sumarto (Eds.) (2011).
9. Rappelons ici que cette mesure composite a été élaborée par le PNUD en 1998 pour ne plus mesurer les progrès d'un pays au moyen de son seul PIB, mais en prenant également en compte ses performances dans les domaines de l'éducation et de la santé.
10. Concernant la performance de l'Indonésie en matière de développement humain, voir l'article de l'auteur dans le récent ouvrage collectif très complet publié en français sur l'Indonésie contemporaine : Jean-Luc Maurer, « La dimension humaine et sociale du développement économique indonésien : un bilan critique du début de l'« Ordre Nouveau » à l'ère de la *Reformasi* » in Rémy Madinier (Ed.), *Indonésie contemporaine* (2016).
11. Outre les ouvrages et articles déjà mentionnés précédemment dans ce paragraphe, et les bibliographies qu'ils fournissent, il faut se reporter sur la question des inégalités en Indonésie et en Asie du Sud-Est aux travaux de l'un des meilleurs spécialistes des questions de pauvreté et d'inégalités : Andy Sumner, *Development and Distribution Structural Change in Southeast Asia* (2018). Plus généralement, on ne peut évidemment pas ignorer les travaux fondamentaux de Thomas Piketty, et notamment de son monumental ouvrage *Le capital au XXI^e siècle* (2013), ainsi que ceux de Branko Milanovic, l'un des analystes les plus fins du creusement des inégalités dans le monde, et en particulier de son dernier opus publié en français, *Inégalités mondiales, Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances* (2019).

12. Une bonne partie des informations sur le bilan de l'époque SBY en la matière provient de Patrick Anderson, Asep Firdaus and Avi Mahaningtyas, « Big commitments, small results : environmental governance and climate change mitigation under Yudhoyono » in Aspinall *et al.* (2015 : 258-278).
13. En 2014, le Ministère de l'intérieur révélera que 325 *bupatis*, environ la moitié de tous ceux du pays, avaient été mis en examen pour des faits de corruption par la KPK !
14. Le mot orang outan est la version française du mot indonésien *orang hutan* qui signifie « homme de la forêt »
15. Une bonne partie des informations sur la politique extérieure de l'Indonésie sous SBY provient de Evi Fitriani, « Yudhoyono's foreign policy : is Indonesia a rising power ? » in Aspinall *et al.* (2015 : 73-90).
16. Ainsi, l'un des meilleurs économistes indonésiens, homme d'une fine intelligence et d'une courtoisie exquise, par ailleurs un bon ami depuis longtemps (hélas mort depuis quelques années), m'a dit en 2012, sur un ton inhabituellement courroucé : « Tu sais Jean, je n'appelle plus ce type SBY mais BFC, Big Fat Coward (grand et gros lâche) ! ». Cela donne une idée de l'image peu flatteuse que Yudhoyono avait alors dans certains cercles progressistes indonésiens.
17. A ce sujet, voir notamment l'ouvrage collectif édité par Anthony Reid (Ed.), *Indonesia Rising, The Repositioning of Asia's Thirg Giant*, Singapore (2012).

Chapitre 7. Jokowi au pouvoir (2014-) : de la stagnation à la régression démocratique ?

Introduction

- 1 Le second mandat présidentiel de Soesilo Bambang Yudhoyono s'achève donc dans une ambiance morose du fait de son manque de fermeté pour défendre certains des acquis les plus importants de la démocratisation et des affaires de corruption qui minent son entourage. Dans la perspective des élections générales, sa cote de popularité est en chute libre et son parti, le *PD*, dégringole dans les sondages. Logiquement, cela doit profiter en premier au principal parti ayant siégé dans l'opposition depuis dix ans, le *PDI-P* de Megawati Sukarnoputri. Mais cette dernière ne soulève pas l'enthousiasme non plus et sa formation peine à s'organiser pour affronter le suffrage universel. Le *GOLKAR* sort quant à lui aussi affaibli des dix années pendant lesquelles il a partagé le pouvoir. Celui qui tire le plus grand bénéfice de cette situation incertaine est Prabowo Subianto, dont le parti *GERINDRA* dispose d'importants moyens financiers. Il se présente comme porteur d'un projet de national-populisme autoritaire et n'hésite pas à développer des alliances avec les milieux proches de l'islamisme radical pour arriver à ses fins.
- 2 Ces tendances se confirment lors des élections d'avril 2014 : le *PD* s'effondre, le *PDI-P* sort largement en tête, le *GOLKAR* limite la casse, le *GERINDRA* fait une percée spectaculaire et les partis islamiques enregistrent une légère embellie. Fort de ce premier succès, Prabowo constitue une coalition largement majoritaire de cinq partis au sein du *DPR* pour soutenir sa candidature à la présidence. Face à lui, le *PDI-P* choisit d'aller à la bataille des présidentielles derrière un candidat n'appartenant pas au sérail du parti qui lui semble avoir le plus de chances de succès. Il s'agit de l'ancien maire de Solo et populaire nouveau gouverneur de Jakarta : Joko « Jokowi » Widodo, soutenu par une coalition minoritaire de quatre partis qui n'incite guère à un grand optimisme en sa faveur. Et pourtant, lors des élections présidentielles de juillet 2014, le peuple indonésien accorde sa préférence, par une courte marge, au modeste Jokowi par rapport au flamboyant Prabowo. Cette victoire est un grand soulagement dans le pays et dans le monde: l'Indonésie a échappé de justesse à un risque majeur de régression démocratique.
- 3 Encore inconnu cinq ans plus tôt, Jokowi devient le premier président indonésien à ne pas être issu de l'élite politique, bureaucratique et militaire ou de l'oligarchie affairiste du pays. Son élection soulève l'espoir de voir le processus de *Reformasi*, qui a chancelé sous SBY, reprendre sa marche en avant vers un approfondissement démocratique. Cela

ne va hélas pas être le cas. Voulant affirmer son autorité, il adopte d'emblée des mesures qui vont justement à l'encontre d'un approfondissement de la démocratie. Il se plie aussi aux exigences des alliances politiques qu'il a conclu avec les partis islamiques afin de contrer la pression montante de l'islamisme radical qui conteste son élection. Puis il prend des décisions que les observateurs les plus fins de la vie politique indonésienne rangent dans la catégorie de l'illibéralisme¹ croissant qui se propage depuis le début du siècle dans de nombreux pays du monde, même ceux dotés de régimes électoraux a priori démocratiques. Plus qu'une stagnation, le premier mandat présidentiel de Jokowi va donc se solder en 2019 par une certaine régression démocratique.

- 4 Lors des élections d'avril 2019 Jokowi. est réélu avec une marge plus grande qu'en 2014, face au même Prabowo. Une nouvelle fois, le peuple indonésien a fait le choix du candidat le plus modéré, permettant au pays d'échapper à un retour vers ses vieux démons autoritaristes. Son assise politique est désormais bien meilleure que lors de son premier mandat, car le *PDI-P* a renforcé sa position de premier parti du pays et a constitué une coalition qui est largement majoritaire au *DPR*. De son côté, Prabowo a regroupé autour d'un *GERINDRA*, arrivé en deuxième position, une coalition minoritaire regroupant les partis islamiques conservateurs et le *PD* de SBY. Le président réélu a donc toutes les cartes en main pour réaliser dans ce second mandat tout ce qu'il n'a pas pu accomplir pendant le premier, notamment en reprenant la marche en avant vers la démocratisation accrue qu'attend la majorité de son électorat. Mais l'expérience faite sous la présidence de SBY a démontré que les choses ne se passent pas toujours de cette manière².
- 5 D'ailleurs, elles commencent fort mal car le *DPR* a adopté dans l'urgence à la veille des élections des lois qui portent encore plus atteinte à l'état de droit, à la lutte contre la corruption et aux libertés individuelles. Cela provoque en septembre 2019 une flambée de manifestations sans équivalent depuis la chute de l'Ordre nouveau en 1998. En même temps, la situation explosive toujours latente en Papua dégénère au même moment dans des émeutes qui font des dizaines de morts. Le second mandat de Jokowi ne s'engage donc pas sous les meilleurs auspices. Aura-t-il la lucidité et le courage de réagir positivement et d'inverser la tendance, en revenant aux idéaux démocratiques de base de la *Reformasi* ? Ou cèdera-t-il aux sirènes de l'autoritarisme qui semblent l'attirer, sous la pression des islamistes de tout poil et des nostalgiques de l'Ordre nouveau ? Il est difficile de prédire l'avenir à ce stade. La question est pourtant cruciale: l'Indonésie gardera-t-elle son statut de plus grande démocratie du monde musulman³ ou s'enfoncera-t-elle, comme d'autres pays, dans les affres de l'illibéralisme et de l'autoritarisme croissants, qui annoncent souvent un retour à la dictature pure et simple⁴.
- 6 Dans cet ultime chapitre de notre ouvrage, divisé comme les autres en trois parties, nous allons donc successivement examiner le déroulement des élections de 2014 qui ont amené Jokowi au pouvoir, les péripéties de son premier mandat jusqu'en 2019 puis sa réélection et les débuts de son second mandat.

NOTES

1. Ce concept d'illibéralisme, désormais entré dans le vocabulaire courant des sciences politiques, a été forgé par le journaliste et essayiste américain d'origine indienne, Fareed Zakaria, dans un article précurseur et visionnaire de la célèbre revue bimestrielle américaine *Foreign Affairs* intitulé « The Rise of Illiberal Democracy » publié dans son numéro de novembre/décembre 1997. Selon son auteur, cet illibéralisme caractérise des régimes de démocraties électorales dans lesquelles la division des pouvoirs disparaît au profit d'un exécutif tout puissant qui dicte sa loi au parlement et à la justice, n'hésitant pas à porter atteinte à l'état de droit et à restreindre les libertés collectives et individuelles, notamment la liberté de la presse et la liberté d'expression. De nombreux pays se sont aventurés sur cette voie illibérale depuis le tournant du siècle, mais certains, comme la Hongrie de Viktor Orbán ou la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, la revendiquent ouvertement comme étant plus conforme à leur culture politique.
2. Contrairement aux attentes des peuples, le second mandat des présidents est en effet souvent plus décevant que le premier, même quand les intéressés ont été réélus avec une large marge, comme le montre aussi, parmi d'autres, l'exemple de Jacques Chirac en France de 2002 à 2007, et de Barack Obama aux États-Unis de 2012 à 2017, il est vrai pour des raisons totalement différentes.
3. Et pourquoi pas du monde entier (?) étant donné ce qui se passe depuis quelques années dans l'Inde de Narendra Modi ou aux États-Unis de Donald Trump, habituellement présentées comme les deux plus grandes démocraties du monde par la taille leur population et de leur électorat.
4. Comme cela a été mentionné dans le préambule, la rédaction de ce chapitre s'est achevée début janvier 2020, avant que la pandémie de COVID-19 ne s'étende dans le monde et ne frappe l'Indonésie, en mettant largement à l'arrêt comme ailleurs la vie politique et économique du pays. Plutôt que de retoucher la fin du chapitre pour prendre en compte ce changement fondamental, ce qui n'aurait pas été facile et aurait augmenté son volume déjà conséquent, nous avons décidé de le laisser en l'état et de traiter de la nouvelle et tragique réalité à laquelle le pays est confronté dans un épilogue. Ce dernier porte donc sur l'évolution de la situation depuis début 2020. Nous avons choisi de clore symboliquement sa rédaction pour l'essentiel à la date du 17 août, jour où l'Indonésie fêtait le 75^e anniversaire de son indépendance. Toutefois, la longue période de quatre mois nécessaires pour l'évaluation, les retouches et les corrections du manuscrit nous ont permis de faire d'ultimes ajustements jusqu'à mi-décembre.

7.1. Les élections de 2014 : craintes de régression, soulagement et espoirs soulevés

Deux candidats nationalistes et populistes diamétralement opposés en apparence

- 1 Pour les raisons évoquées à la fin du précédent chapitre, le second mandat du président Yudhoyono se termine donc dans une désaffection populaire croissante. Les sondages d'opinion, devenus monnaie courante en Indonésie, sont sans ambiguïté à cet égard : sa cote de popularité s'effondre de moitié en moins de cinq ans, passant de 75% en novembre 2009, à 63% en avril 2010, 38% en septembre 2011 et 30% en mai 2013¹. Cette chute affecte bien évidemment son parti le PD, qui n'arrive de surcroît pas à trouver un leader de substitution pour reprendre le flambeau à la veille des élections générales de 2014. Il faut dire qu'il avait été fondé (selon une nouvelle tendance indonésienne en vogue, à laquelle se conformeront d'autres après lui) pour servir sa carrière politique et ses seules ambitions personnelles. Après avoir beaucoup tergiversé, selon son habitude, et dû renoncer à plusieurs candidatures successives peu crédibles, dont celle de sa femme, SBY décida finalement en septembre 2013 d'organiser des primaires pour désigner la personne qui mènerait son parti à la bataille électorale. Le temps que les choses se mettent en place début 2014, le PD avait perdu le peu de crédibilité qui lui restait aux yeux de la population. Le candidat très peu connu qui remporta ces primaires lui porta le coup de grâce et le piètre score enregistré par son parti aux législatives ne lui permit pas de pouvoir présenter un candidat à la présidence. Pendant ce temps les sondages montraient que deux candidats potentiels à la future élection présidentielle sortaient du lot : Joko Widodo et Prabowo Subianto².
- 2 Le premier est un nouveau venu arrivé un peu de nulle part sur la scène politique. Il est né en 1961 à Surakarta (Solo), dans une famille javanaise très modeste, son père étant un simple charpentier, sa mère une femme au foyer et lui l'aîné et le seul garçon parmi les quatre enfants. Ils vécurent à la limite de la pauvreté et souffrirent des maux habituels du milieu des petites gens (*wong cilik*), célébré pour son courage et son

humilité dans la littérature indonésienne. Dans son enfance, il fut souvent malade et ses parents décidèrent de changer son nom, une pratique courante à Java quand celui que l'on a reçu à la naissance est jugé inapproprié ou nocif. Ils le renommèrent Widodo, ce qui signifie « être en bonne santé ». Il commença à travailler avec son père à 12 ans mais fit toute sa scolarité à Solo jusqu'à la fin de l'école secondaire, avant d'être admis dans la filière forestière de la Faculté d'agriculture de l'Université Gadjah Mada de Jogjakarta, dont il sortit diplômé en 1985. Il travailla ensuite pendant deux ans dans une entreprise étatique fabriquant du contreplaqué à Aceh, mais il n'y trouva pas son intérêt et revint à Solo, où il établit sa propre petite entreprise de fabrication de meubles en teck. Après des débuts difficiles, la situation s'améliora et il commença en 1991 à exporter sa production, principalement vers la France³. Son entreprise se développa petit à petit et, pour faire la promotion de sa production, il participa à plusieurs occasions à des foires dans des villes d'Europe, où il découvrit une réalité urbaine bien différente de celle de sa ville natale Surakarta. C'est apparemment de là que date son intérêt pour la politique locale et qu'il prit à cœur de promouvoir les réformes qui permettraient d'améliorer la vie de ses concitoyens. Il fonda bientôt un collectif d'artisans et fut élu en 2002 président de la branche locale de l'association des fabricants de meubles d'Indonésie, puis décida d'entrer formellement en politique en adhérant au *PDI-P* en 2004. C'est avec le soutien de ce parti et du *PAN* qu'il se présenta en 2005 comme candidat à la mairie de Surakarta, où il fut élu avec 36,6% des voix, contre le maire sortant et deux autres concurrents.

- 3 En cinq ans, il va changer sa ville. Cette vieille capitale princière est endormie et poussiéreuse. Elle est plus connue pour les graves violences dont elle fut le théâtre à la chute de l'Ordre nouveau et l'islamisme radical de certaines des écoles coraniques de sa périphérie que pour son dynamisme économique et son intérêt touristique. Sous la devise de « Solo : l'esprit de Java » que lui forge Jokowi, elle devient l'une des villes phares du pays. L'amélioration de la vie des gens est tangible : nouveaux équipements collectifs, marchés relocalisés et embellis, transports publics plus fréquents et salubres, rues piétonnières et même programmes d'assurances pour l'éducation et la santé destinés à tous les citoyens. Pratiquant un populisme bon-enfant, Jokowi est proche du petit peuple dont il fait partie, comprend les problèmes et parle le langage. Ainsi, il se forge une réputation d'homme qui « fait les choses ». Il développe aussi la pratique des visites impromptues (*blusukan*) dans les bureaux de l'administration ou sur les sites des travaux en cours, où il peut se forger une opinion personnelle sur les problèmes en discutant avec les gens du cru et les acteurs locaux. Ces visites le rendent populaire. Preuve de cette grande popularité, il est réélu en 2010 pour un second mandat de maire de Surakarta avec plus de 90% des suffrages. Il devient alors célèbre à l'échelle nationale et même internationale, obtenant maints titres et récompenses honorifiques⁴, et on commence à parler de lui dans la perspective des élections de 2012 pour le poste de gouverneur de Jakarta.
- 4 En 2012, Joko Widodo se présenta effectivement aux élections pour ce poste important, avec l'appui du *PDI-P*, en compagnie d'un colistier, lui aussi plutôt singulier dans le paysage politique indonésien (et qui allait faire beaucoup parler de lui cinq ans plus tard). Il s'agissait de Basuki Cahaya Purnama, dit Ahok, un sino-indonésien de religion protestante né en 1966 à Belitong, île proche de Sumatra, dont il avait été le *bupati* de 2005 à 2006 et le représentant au *DPR* de 2009 à 2012. Ce politicien venait de rejoindre les rangs du *GERINDRA* fondé par Prabowo Subianto. Face à cinq autres candidats et fort de l'appui du *PDI-P* et du *GERINDRA*, Jokowi arriva en tête au premier tour avec 43% des

suffrages, devant le maire sortant et largement discrédité, Fawzi Bowo. Ce dernier était soutenu quant à lui par une coalition formée du PD du président SBY, du PKB, du PAN et du HANURA du Général Wiranto, qui obtenait 33%. Au second tour, Jokowi le battit assez nettement avec 54% des voix. À la tête du DKI (*Daerah Khusus Ibukota* ou District spécial de la capitale), - une mégapole de 10 millions d'habitants réputée chaotique et ingérable -, il s'employa, avec un certain succès, à appliquer les méthodes qui avaient fonctionné pour une ville vingt fois plus petite comme Solo. En plus de pratiquer le *blusukan*, il mit en place un nouveau style de gestion moderne visant à la transparence et utilisant largement les réseaux sociaux, en rendant public son salaire, en plaçant une bonne partie de ses réunions de travail et de ses activités sur YouTube et en favorisant l'adoption d'un système de paiement des impôts et de programmation budgétaire en ligne. Après avoir augmenté de manière substantielle le budget disponible pour s'attaquer à la montagne de problèmes qui assaillaient la ville, il introduisit en quelques mois un système de carte de crédit pour les citoyens les plus modestes. Ces derniers ont pu ainsi retirer de petites sommes, aux multiples ATM/DAB présents partout dans la ville pour financer leurs frais de santé de base (*KJS* pour *Kartu Jakarta Sehat*) ou d'équipement scolaire de leurs enfants (*KJP* pour *Kartu Jakarta Pintar*). Enfin, Jokowi lança un certain nombre de grands chantiers pour réduire les énormes problèmes de salubrité publique et de trafic faisant la célébrité et le cauchemar de Jakarta. Il peut en effet s'enorgueillir d'avoir quelques réalisations majeures à son actif: d'abord, la réorganisation de plusieurs des grands marchés destinés aux petits vendeurs ambulants des *kampung*; ensuite, le renforcement du système d'assainissement urbain permettant de réduire les inondations catastrophiques affectant chaque année certains quartiers de la ville ; et surtout, la poursuite de la construction du MRT (*Mass Rapid Transit*), le métro dont la capitale avait besoin depuis si longtemps. Ces accomplissements ont fait grimper son taux de popularité à un niveau inhabituel pour un politicien indonésien, ce qui le plaça en position de favori dans la course à l'élection présidentielle. En décembre 2013, un sondage d'opinion le donnait gagnant par 62% des voix, contre 23% pour Prabowo Subianto.

- 5 Les origines et la trajectoire de Prabowo, qui apparaît alors clairement comme le potentiel futur rival de Jokowi aux élections présidentielles, - malgré le soutien qu'il lui avait accordé pour la conquête du poste de gouverneur de Jakarta -, étaient aux antipodes de celles du modeste petit entrepreneur de Solo. Né en 1951 à Jakarta, au sein d'une dynastie politique javanaise très prospère ayant des origines aristocratiques, il était le petit-fils du fondateur de la Banque nationale d'Indonésie et le fils de Sumitro Djojohadikusumo, économiste respecté, plusieurs fois ministre des finances de Sukarno, auquel il s'était opposé en 1957-58 en participant au mouvement de rébellion du PRRI. Il avait alors dû s'exiler, puis était retourné au pays en 1967, après l'arrivée au pouvoir de Suharto. dont il allait devenir le ministre du commerce et surtout inspirer la politique de développement. Cette dernière fut en fait confiée aux jeunes technocrates de la « Mafia de Berkeley » qui avaient été ses étudiants au début de leurs études, quand il enseignait à la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie de Jakarta, et qui le reconnaissaient comme leur mentor. Son fils, Prabowo, avait donc vécu dix ans à l'étranger, de son enfance à son adolescence, - à Singapour, Kuala Lumpur, Hong Kong et Londres, - où il avait fréquenté les meilleures écoles anglophones. À son retour en Indonésie, il décida, au terme de ses études secondaires en 1970, d'embrasser la carrière militaire, sur les conseils de son père. Ce choix de métier leur semblait en effet le plus propice pour lui garantir un brillant avenir politique dans un Ordre nouveau naissant

sous la férule de l'armée. Son frère cadet, Hashim Djojohadikusumo, fut encouragé pour sa part à s'orienter vers le monde des affaires pour y faire fructifier la fortune familiale, ce qu'il va faire de manière efficace avec la protection de son père, membre clef du gouvernement jusqu'en 1978. Comme on le sait, Prabowo a aussi épousé en 1983 la deuxième fille de Suharto, Titiek. Cette alliance va lui permettre de faire une carrière fulgurante au sein de l'armée pour devenir commandant des forces spéciales (KOPASSUS) en 1995, être promu major-général dans la foulée et prendre la tête de la réserve stratégique (KOSTRAD) en 1998. Il s'y illustre aussi par sa brutalité et ses exactions à Aceh, en Irian Jaya et surtout à Timor Est. À la chute de son beau-père en mai 1998, il essaie de forcer la main de B.J. Habibie, qui vient d'hériter du pouvoir en tant que vice-président, pour se faire nommer à la tête des forces armées, à la place de son grand rival, le général Wiranto. Accusé d'avoir aussi organisé les émeutes qui ont fait des dizaines de victimes au même moment dans le quartier chinois de Jakarta et reconnu coupable de l'enlèvement et du meurtre de plusieurs activistes étudiants, il est exclu de l'armée et honteusement dégradé en public par le même Wiranto. Comme son père quarante ans plus tôt, il part alors en exil, quant à lui en Jordanie, trouvant refuge auprès de son ami le roi Abdallah, qu'il avait connu pendant l'un de ses nombreux stages de formation militaire aux États-Unis.

- 6 C'est en 2000 que Prabowo revient en Indonésie, alors en pleine période de turbulence sous la présidence erratique de Gus Dur. Divorcé de Titiek (grâce à laquelle il a vraisemblablement mis la main sur une partie des fonds détournés par la famille Suharto), il se lance dans les affaires et amasse un confortable pécule estimé à 150 millions de US\$ dans le secteur des ressources naturelles. Son frère accumule de son côté une fortune quatre à cinq fois plus importante, en ayant bénéficié d'arbitrages très favorables lors de la restructuration du secteur bancaire ayant suivi la crise financière de 1997-98 et investi dans une compagnie pétrolière au Kazakhstan ! La famille a donc les moyens de se lancer en politique et de pouvoir permettre au frère aîné d'assouvir son ambition d'arriver au pouvoir suprême pour se venger du sort qui lui a été réservé et de tous ceux qu'il estime l'avoir trahi. En 2004, il se tourne donc tout naturellement vers le GOLKAR pour essayer de se faire nommer aux élections présidentielles comme candidat du parti fondé par son ex-beau-père. Mais son vieil ennemi historique, Wiranto, également en lice, se met une fois de plus en travers de son chemin et remporte les primaires. Enragé mais pas découragé, Prabowo comprend qu'il doit s'employer à renforcer sa base et ses appuis pour les échéances futures. C'est alors qu'il s'arrange pour se faire élire président de deux associations puissantes et ayant un ancrage profond dans le pays, l'une s'occupant de la défense des intérêts du monde paysan et l'autre, de ceux des adeptes de l'art martial national, le *Pancak Silat*. Puis, convaincu qu'il n'arrivera pas à ses fins sans un parti politique entièrement dévoué à sa cause, il crée en 2008 le GERINDRA. À sa tête, il développe son image de leader populiste autoritaire, d'homme à poigne et de sauveur de la nation, capable de la sortir de l'impasse dans laquelle l'a amenée une démocratisation qui n'est, selon lui, pas adaptée à sa culture politique.
- 7 Pour s'imposer, Prabowo emploie un discours ultranationaliste souvent outrancier et un style grandiloquent de type « mussolinien », à la limite du ridicule, mélange syncrétique étonnant entre les envolées lyriques du Sukarno de la Démocratie dirigée et la violence assumée du Suharto des débuts de l'Ordre nouveau, dont il reste un adepte convaincu. C'est pourquoi il promet un retour en arrière et l'abolition des réformes adoptées depuis 1999. Elles ont selon lui donné un poids trop grand au

législatif et ont permis une décentralisation trop poussée. Il prône en fait de revenir à la constitution de type présidentiel de 1945 et à un État fort et centralisé. Lors des élections législatives de 2009, le président SBY sortait de son premier mandat auréolé d'une forte popularité et la population n'avait pas encore accumulé le désenchantement devant sa valse-hésitation, ses promesses non tenues et ses reculades. Alors, le projet antidémocratique de Prabowo était prématuré et le GERINDRA ne récolta pas plus qu'un piteux 4,5% des suffrages. Cela contraria l'ambition de sa vie, mais il s'arrangea pour faire équipe avec Megawati sur un ticket présidentiel improbable, dont son frère finança d'ailleurs largement la campagne. Ils furent battus à plate couture. Mais le second mandat un peu calamiteux de SBY donna un regain d'intérêt au discours de Prabowo qui réussit à attirer vers lui tous ceux qui, des nostalgiques de l'Ordre nouveau aux musulmans les plus conservateurs favorables à un État islamique, souhaitaient mettre fin aux réformes démocratiques. À la veille des élections générales de 2014, il était donc, avec Joko Widodo, l'un des deux favoris des sondages.

- 8 La candidature de ces deux personnages que tout oppose reflétait largement le dilemme dans lequel se trouvait la *Reformasi* après les dix années de présidence de SBY. D'un côté, il y a le petit entrepreneur issu d'un milieu pauvre et proche du peuple, doux et tolérant, pratiquant l'art de la modestie et de la retenue propre à la culture javanaise. Il a gravi de manière rapide et inattendue les marches du pouvoir par la seule force de son travail et grâce à la popularité qu'il avait acquise dans le pays par ce qu'il avait montré être capable de réaliser. De l'autre côté, se trouve le fils de la grande bourgeoisie aristocratique et membre de l'oligarchie au pouvoir depuis toujours, arrogant, prétentieux et narcissique au possible. Sa carrière militaire a été favorisée par ses relations familiales. Il a commis de véritables crimes contre l'humanité et ne ressent aucun remord ; il a accumulé sa fortune personnelle grâce aux pratiques de KKN et se présente en héraut de la probité. En fait, il promet la lune à un peuple qu'il a surtout passé son temps à réprimer avec violence et dont il flatte les bas instincts. On aurait difficilement pu imaginer deux personnalités plus différentes !
- 9 Pourtant, dans la littérature sur l'évolution de la politique indonésienne depuis la fin de l'Ordre nouveau, il est ensuite devenu courant de présenter Jokowi et Prabowo, avec une assurance teintée d'un certain dédain, comme les deux faces d'un même populisme : l'une « soft », policée et progressiste, et l'autre « hard », vulgaire et rétrograde. Les Indonésiens, qu'ils aient juste été déçus par la démocratisation ou qu'ils l'aient vraiment réprouvé, étaient alors prêts à se rallier en 2014 à l'une ou à l'autre de ces options selon certains auteurs. Notre avis sur la question diverge un peu. Tout d'abord, le populisme n'est pas en soi nécessairement une tare. Cela dépend de sa définition, de sa conception, de qui en est porteur et des conditions de sa mise en application. S'il s'agit pour un leader politique responsable et empathique, comme semblait alors l'être Jokowi, de prendre en considération les aspirations et les intérêts du peuple, on ne peut qu'y souscrire. Et d'ailleurs on ne voit même pas vraiment ce qui permettait en 2014 de le considérer comme un populiste, en dehors de sa propension à prendre le pouls de la population à travers ses visites impromptues sur le terrain. C'est quand le populisme est incarné par un démagogue narcissique et violent comme Prabowo, capable de s'allier avec n'importe qui et de promettre n'importe quoi à ses partisans pour arriver au pouvoir, qu'il devient dangereux. Il nous semble donc abusif de mettre ces deux hommes dans la même catégorie indifférenciée du populisme, même en faisant la différence entre leurs styles bien distincts. Quoiqu'il en soit, l'Indonésie se

retrouvait face à un choix lourd de conséquences, avec les deux faces d'une alternative cruciale pour les présidentielles à venir. Mais ce choix allait aussi être largement déterminé par le résultat des élections législatives, qui en constituait l'étape préalable.

Deux scrutins serrés et contestés menés dans une ambiance très conflictuelle

- 10 Ces élections législatives, les quatrièmes à être organisées depuis la chute de Suharto, eurent lieu le 9 avril 2014. L'Indonésie donna une nouvelle fois à cette occasion une belle leçon de démocratie électorale à la communauté internationale. Ce fut à nouveau « la plus grande journée électorale du monde » et elle se déroula dans le calme et sans violence. Les 186 millions d'électeurs enregistrés durent en effet choisir le même jour, parmi les quelque 180 000 candidats en lice, leurs représentants pour les 560 sièges du parlement national (DPR) ainsi que ceux des parlements régionaux (DPRD) dans les 34 provinces et 498 districts et municipalités du pays. Alors que 38 partis politiques avaient participé au scrutin en 2009, seulement 12 d'entre eux purent présenter des candidats cette fois, en raison des critères encore plus exigeants fixés à l'échelle nationale, dont 10 obtinrent le minimum de 5% désormais requis pour pouvoir se voir attribuer des sièges au DPR. Il n'y avait qu'un seul nouveau venu sur la scène, le NASDEM (NASional DEMocrat ou Démocrates nationaux), fondé en 2011 par Suriah Paloh, l'un des principaux et richissimes barons de la presse indonésienne, originaire de Aceh et transfuge récent du GOLKAR.
- 11 Sans grande surprise, compte tenu des sondages concernant leurs candidats potentiels respectifs à la présidence, le PDI-P et le GERINDRA furent les deux grands vainqueurs du scrutin. Le PDI-P arrivait en tête avec presque 19% des voix et obtenait 109 sièges, 15 de plus qu'en 2009⁵. C'était toutefois une demie déception, car il espérait bien dépasser les 25%. Les ambitions et dissensions internes, qui l'avaient amené à beaucoup tergiverser avant de nommer formellement Joko « Jokowi » Widodo comme son candidat pour les présidentielles, seulement quelques jours avant les législatives, lui avaient sûrement aliéné de nombreux électeurs. Pour sa part, le GERINDRA arrivait en troisième position et triplait presque son score en recueillant 11,8% des suffrages et 73 sièges, un bond spectaculaire de +47 par rapport à 2009. Il était en fait le principal gagnant du scrutin et cela plaçait Prabowo en bonne position pour la suite des événements. Le PKB faisait aussi des progrès substantiels en obtenant plus de 9% des voix et 47 sièges, une progression de +19 par rapport à 2009. Du côté des grands perdants, on trouvait le PD et le GOLKAR, les deux partis qui avaient soutenus SBY pendant ses deux mandats présidentiels successifs. Le PD s'effondrait littéralement en n'obtenant qu'un peu plus de 10% des voix, contre 26,4% cinq ans plus tôt, et seulement 61 sièges, une perte énorme de 87 par rapport aux élections de 2009, dont il avait été le grand vainqueur. Cela ne surprit personne. En effet, le bilan du second mandat de SBY n'était pas bon ; son parti le PD était miné par des affaires de corruption et par son incapacité à trouver un successeur ayant la carrure suffisante pour le mener à la bataille électorale. De son côté, le GOLKAR payait son association avec le PD et la rançon de l'usure du pouvoir en ne recueillant que 14,7% des suffrages et 91 sièges, 15 de moins qu'en 2009. L'autre grand perdant du scrutin était le PKS, qui n'avait attiré que 6,8% des électeurs et n'occupait plus que 40 sièges, une perte de 17 par rapport à 2009. Le fossé qui était apparu entre son discours puritain et la corruption de certains de ses dirigeants lui avait fait perdre une bonne partie de sa légitimité. Le PAN et le PPP

restaient stables, avec 7,6% des voix et 49 sièges pour l'un contre 6,5% et 39 pour l'autre, un gain respectif modeste de + 3 et + 1 comparé à 2009. Ensuite, le NASDEM, financé et surtout relayé par l'empire médiatique de son fondateur, faisait une entrée remarquée au parlement avec 6,7% des voix et 25 sièges. Enfin, le HANURA de Wiranto échappait de peu à la relégation, mais restait stable en obtenant 5,2% des voix et 16 sièges, 1 seul de moins qu'en 2009.

- 12 Quelques leçons plus générales se doivent d'être tirées de ces élections législatives qui confirmaient certaines tendances déjà perceptibles dans les précédentes. Premièrement, malgré le nombre nettement plus restreint de partis ayant participé au scrutin, il en ressortait un certain émiettement des voix et une distribution plus équilibrée entre les dix qui allaient siéger au parlement. Ainsi, en 2009, seuls six partis avaient obtenu plus de 5% des voix, ils étaient 10 en 2014. En outre les deux plus grandes formations ayant traditionnellement dominé le DPR depuis la fin de l'Ordre nouveau, le PDI-P et le GOLKAR, qui monopolisaient encore en 2009 plus de la moitié des sièges, ne s'en partageaient plus qu'un tiers en 2014. Deuxièmement, la dérive amorcée avec l'irruption sur la scène politique du PD de Yudhoyono en 2001, du HANURA de Wiranto en 2006 ou du GERINDRA de Prabowo en 2008, des partis uniquement créés pour servir les ambitions présidentielles de leur fondateur, se renforce avec l'arrivée du NASDEM de Suriah Paloh en 2011. Cette personnalisation du pouvoir différencie encore un peu plus la démocratie indonésienne d'un système de partis de type occidental, où les formations politiques s'affrontent généralement sur la base de programmes de gouvernement. Elle confirme aussi son appartenance à un modèle largement dominant en Asie, dans lequel les citoyens votent plus pour une personnalité, un leader ou une dynastie politique que pour les idées qu'ils portent ou défendent. Troisièmement, malgré la réislamisation galopante de la société, l'islam politique indonésien reste à son étiage habituel, inférieur au tiers des voix de l'électorat. Pris ensemble, les quatre partis islamiques (PKB, PAN, PPP et PKS) enregistrent en effet bien une légère progression, passant de 29% à 31,4% des suffrages entre 2009 et 2014, mais cela ne constitue nullement une percée significative. En fait, l'essentiel des variations de voix de chacun d'entre eux s'est probablement fait à travers un transfert de l'un à l'autre. Enfin, ces élections législatives consacrent hélas l'extension de la politique de l'argent et de l'achat de voix⁶. Avec l'implication croissante de riches oligarques dans la compétition électorale, cela n'est guère surprenant. Partout dans le pays, les candidats de tous les partis ont recours à ce type de pratiques qui prennent, dans le meilleur des cas, la forme de dons pour des équipements collectifs et, dans le pire, de cadeaux individuels voire, de distribution d'argent liquide. Cela dit, il n'est pas prouvé que cela ait eu un impact décisif sur le scrutin car les électeurs indonésiens, plus malins et retors que les corrupteurs, ont depuis longtemps pris l'habitude d'accepter ce genre de prébendes, mais de voter quand même pour les candidats de leur choix !

Photo 54 : Joko Widodo (1961-), président depuis 2014 (en poste jusqu'en 2024)



Source : Dhodi Syallendra

- 13 Compte tenu du résultat des législatives, les élections présidentielles de juillet s'annonçaient donc plus serrées que prévu. De fait, la très large avance de près de 40 points que Jokowi avait sur Prabowo dans les sondages d'opinion en décembre 2013 fondit comme neige au soleil pour tomber à 2% à la veille du scrutin ! Il y a plusieurs raisons à cela, mais la responsabilité principale de cette dégringolade incombe au *PDI-P* lui-même. Tout d'abord, il attendit jusqu'à la dernière minute pour confirmer que Joko Widodo était bien le candidat du parti pour la présidence. L'attente dura si longtemps que beaucoup d'observateurs se demandèrent même jusqu'au bout, malgré le fait qu'il ait été un membre fidèle et discipliné du parti de Megawati depuis dix ans, s'il n'allait pas perdre patience et chercher sa nomination auprès d'une formation différente ou créer la sienne propre, en s'inspirant de l'exemple d'autres candidats. Ce fut tout à son honneur de garder sa sérénité typiquement javanaise et de rester loyal à son parti et à sa présidente, envers laquelle il continua à montrer un respect quasi filial. En effet, malgré les sondages qui le désignaient comme le meilleur candidat possible, d'autres personnes convoitaient cette nomination en interne ; à commencer par Megawati elle-même, toujours frustrée de n'avoir jamais été élue formellement au poste qu'avait occupé son illustre père. Mais c'était aussi le cas de son ambitieuse fille, Puan Maharani, convaincue de son destin à devenir le troisième membre de la famille Sukarno à diriger le pays. Encouragée par son influent père, Tawfik Kiemas, président du *MPR*, elle s'employa à compliquer la vie de ce « petit parvenu » de Jokowi qui n'appartenait pas au sérail. La mort de son géniteur en juin 2013 la priva de son principal soutien et, devant la dure réalité des sondages, elle rentra dans le rang et se plia finalement à la discipline du parti. Après d'ultimes tergiversations, Megawati se résolut enfin à annoncer à la mi-mars, moins de trois petites semaines avant les législatives, que Joko « Jokowi » Widodo serait bien le candidat du *PDI-P* à la présidence.
- 14 Pendant ce temps, Prabowo n'était évidemment pas resté inactif. Il en avait profité pour consolider sa position, en négociant déjà en coulisse des accords avec d'autres

formations et en se rapprochant des partis islamiques et même de certaines mouvances islamistes pouvant lui être utiles. Le résultat des législatives, dont son parti était ressorti avec un score très flatteur, renforça son pouvoir de négociation. Ensuite, le rattrapage de Jokowi dans les sondages se fit surtout sur le style de la campagne présidentielle qu'il conduisit avec une redoutable efficacité et grâce à des moyens supérieurs. Parti très tard en campagne, Jokowi peina en effet à trouver ses marques et, sans expérience à ce niveau, commit des erreurs et des maladresses par son manque d'assurance et de clarté. Il s'épuisa à sillonner le pays pour participer à des centaines de réunions, en empruntant des vols de ligne par manque de moyens. En effet, Puan Maharani, en charge des finances du parti, ne lui octroyait que peu d'argent. En outre, voulant rompre avec les négociations de « marchands de tapis » qui présidaient habituellement à la formation d'une coalition de partis réunissant au minimum 20% des sièges ou 25% des suffrages, comme l'y obligeait la loi électorale pour pouvoir briguer la présidence, il fit savoir de manière très ferme et étonnante, vu son caractère peu péremptoire, qu'il n'accepterait pas de conditions pour sceller de telles alliances. Cela lui aliéna plusieurs partis qui, comme le GOLKAR, le PPP ou le PAN, initialement plutôt favorables à sa candidature, décidèrent de ne pas rejoindre sa coalition. Cette dernière, se limitant finalement à quatre partis - le PDI-P, le PKB, le NASDEM et le HANURA - , ne représentait que 37% des sièges du DPR et était donc largement minoritaire. Elle réussit néanmoins à engranger un succès non négligeable en dévoyant une nouvelle fois du GOLKAR l'insusable franc-tireur Jusuf Kalla pour figurer aux côtés de Jokowi sur le ticket présidentiel, à la forte insistance de Megawati semble-t-il.

Photo 55 : Prabowo Subianto (1951 –), candidat à la présidence en 2014 et 2019



Source : Wikipédia

- 15 De son côté, Prabowo, arrivant généralement en fanfare dans son avion privé ou par hélicoptère à un nombre limité de grands meetings soigneusement sélectionnés et préparés, où des foules chauffées à blanc acclamaient ses discours populistes enflammés et ses promesses d'homme providentiel venu sur terre pour enrayer le déclin du pays, combla progressivement son retard sur Jokowi. Il pouvait bien sûr plus aisément graisser les pattes, car il jouissait des moyens importants que lui garantissaient sa fortune personnelle, celle de son frère et le soutien de plusieurs oligarques recrutés par Hatta Rajasa, le président du PAN. En échange ce politicien avait la place de colistier sur le ticket présidentiel. De plus, l'équipe de campagne de Prabowo n'hésita pas à utiliser les réseaux sociaux de manière indigne, comme savent parfaitement le faire aujourd'hui les populistes démagogues « comploteurs » en tout genre, pour affaiblir Jokowi. Ils l'ont accusé d'être le fils d'un chinois de Singapour, de cacher son appartenance à la religion chrétienne ou même, d'être un partisan déguisé du PKI ! Les plus éclairés rirent de ces fadaises, mais beaucoup de gens plus simples et peut-être convaincus d'avance y crurent. Au bout du compte, Prabowo annonça bientôt qu'il avait constitué une coalition majoritaire dite « Rouge et Blanche », les couleurs du drapeau indonésien. Cette alliance réunissait six partis autour de son GERINDRA, les trois partis islamiques les plus conservateurs, le PAN, le PKS, le PPP, ainsi que le PD et le GOLKAR, qu'il avait finalement convaincus de le soutenir, et représentait 63% des sièges du DPR. Sans vergogne aucune, et alors qu'il promettait haut et fort de débarrasser l'Indonésie à tout jamais de la plaie chronique du KKN, un domaine dans lequel il avait une expertise personnelle indéniable, il avait scellé une alliance avec plusieurs partis, comme le PKS et le PPP, dont les principaux responsables avaient été condamnés à de longues années de prison pour cause de corruption ! Malgré ces contradictions flagrantes, il semblait avoir le vent en poupe et apparaissait de plus en plus comme pouvant l'emporter.
- 16 La situation se tendit au fur et à mesure que la date du scrutin du 9 juillet se rapprochait. À la mi-mai, un sondage montra que 48% des personnes interrogées étaient pour Jokowi contre 39% pour Prabowo, début juin l'écart était tombé à 48% contre 42% et à la fin du mois il était de 47% contre 45%. Depuis décembre 2013, Jokowi avait donc perdu 15 points et Prabowo en avait gagné 22 ! Cette dégringolade et la marge infime séparant les deux candidats présageaient du pire. Cela dit, il apparaissait au bout du compte que Prabowo, le populiste autoritaire qui, comme son modèle et alter ego thaïlandais, Thaksin Shinawatra, avait surtout essayé avec cynisme de mobiliser les pauvres des campagnes, obtenait un soutien plus fort parmi la classe moyenne urbaine, les diplômés d'université et les gens ayant les revenus les plus élevés. Au contraire, Jokowi, qui avait bâti sa réputation et sa candidature sur sa capacité à améliorer l'environnement de villes comme Solo et Jakarta, arrivait en tête dans les intentions de vote en milieu rural et auprès des gens n'ayant qu'un niveau d'éducation primaire et des revenus modestes. Cela ressemblait de plus en plus à un vote de classe, dans lequel chacun envisageait de donner sa voix à celui des deux candidats qui lui ressemblait le plus et venait de son camp. En tous cas, le jour du scrutin, le peuple indonésien fit preuve d'une admirable perspicacité. Il sauva le pays d'un grand bond en arrière et d'une régression démocratique assurée en élisant Jokowi à la présidence, par une marge, certes limitée mais tout de même conséquente de presque 5 points : 53,15% contre 46,85% à Prabowo. Cela fut un soulagement immense pour tous les partisans de la démocratie en Indonésie et pour leurs amis dans le monde entier.

- 17 Qu'est ce qui peut expliquer ce sursaut salutaire de dernière minute ayant permis d'éviter de peu la catastrophe qui se dessinait ? La réponse se trouve probablement dans le fait que Prabowo, voulant assurer sa victoire, commit quelques erreurs stratégiques dans la dernière ligne droite et perdit les voix de ceux qui étaient attirés par lui mais avaient encore quelques doutes sur ses intentions. Le plus déterminant fut sûrement le discours tenu à la fin juin. Alors qu'il avait évité jusque-là de trop entrer en matière sur le projet politique qu'il avait en tête, il déclara que le système d'élections directes au suffrage universel pour choisir le président du pays n'était pas adapté à la culture politique indonésienne et qu'il faudrait trouver un « nouveau consensus ». C'est une formule qu'avait utilisé Suharto en son temps pour établir l'Ordre nouveau et son régime autoritaire. Il n'y avait plus guère de doutes à avoir sur son intention de revenir sur les acquis de la démocratisation. De plus, il prononça le mensonge éhonté de trop, dans l'un de ses derniers meetings de campagne. Lui, pur produit de l'élite oligarchique, déclara en effet : « Les gens qui disent que j'ai toujours été riche mentent ; fût un temps où j'ai été pauvre comme vous mes frères et sœurs - je devais penser à la manière dont j'allais pouvoir me nourrir la semaine suivante »⁷. Ces paroles contribuèrent à ramener vers Jokowi tous les gens qui avaient envisagé dans un tout premier temps de voter pour lui mais qui, déçus par sa campagne et l'attitude du *PDI-P* à son égard, s'étaient ensuite tournés vers Prabowo. Pour finir, dans un éclair de lucidité, ces électeurs versatiles revinrent donc vers leur choix initial. En fait, il semble bien que le socle électoral de Prabowo ait été moins large et stable que celui de Jokowi, en particulier du côté des femmes, en majorité effrayées par le langage belliqueux et les explosions de violence machiste du premier, et que la meilleure performance du second dans leur ultime débat télévisé, où son adversaire se montra agressif et confus, fit la différence et lui permit de l'emporter.
- 18 Cette victoire sur le fil de Jokowi n'empêche pas de s'interroger sur le phénomène inquiétant suivant : près de la moitié des électeurs indonésiens ont voté pour Prabowo, un populiste démagogique qui leur promettait de rétablir la supposée grandeur passée du pays en abolissant les réformes adoptées depuis le début de la *Reformasi*. Mais cela nous ramène en fait au questionnement plus large constituant le fil rouge de notre ouvrage, sur le lien entre l'autoritarisme, le développement et la démocratie, et nous préférons repousser la réflexion sur ce sujet à la conclusion de ce chapitre et du livre lui-même. Ce que l'on peut juste dire à ce stade est que de nombreux électeurs de Prabowo semblent ne pas avoir vraiment eu conscience du fait qu'il représentait une menace pour la démocratie, puisqu'un sondage réalisé après les élections montra que 79% d'entre eux étaient favorables à ce système politique sur tout autre ! Si tel est le cas, on peut supposer que beaucoup réalisèrent leur erreur de jugement et furent choqués par la manière bien peu démocratique, aussi lamentable que pathétique, dont il remit en question les résultats pourtant très clairs des élections.
- 19 En effet, dès le soir du scrutin, Prabowo et son équipe manipulèrent des chiffres de comptage rapide à la sortie des urnes pour contester la victoire de Jokowi et affirmer qu'elle était leur. Quatre instituts de sondage très douteux, financés par certains de ses proches, fournirent des estimations qui démontraient la victoire de leur champion. Une partie de la presse se laissa prendre au piège et parla pendant deux semaines d'une élection contestée. Ce ne fut pas le cas de la *KPU* qui confirma calmement le 22 juillet la victoire sans équivoque de Jokowi. Furieux, Prabowo se retourna vers la Cour constitutionnelle où il contesta la décision de justice, en prétendant que de nombreuses

fraudes avaient émaillé le dépouillement du vote et en mobilisant ses supporters pour manifester bruyamment et violemment devant son siège afin d'intimider les juges. Les sages ne se laissèrent pas impressionner et, après avoir pris le temps d'examiner scrupuleusement la plainte, annoncèrent le 22 août qu'aucune preuve sérieuse n'avait été fournie pour l'étayer et confirmèrent la victoire de Jokowi. Ce résultat enragea certains des supporters de Prabowo, la plupart membres de sa milice privée et de gangs de voyous des bas quartiers de la ville, recrutés et payés pour faire le coup de poing, qui essayèrent de pénétrer dans la Cour pour interrompre la lecture du verdict. La police les en empêcha énergiquement, faisant quelques blessés parmi les manifestants. Plutôt que de concéder enfin sa défaite, Prabowo leur rendit visite à l'hôpital pour les féliciter de leur soutien. Cette preuve flagrante de son mépris pour les règles et les institutions démocratiques finit peut-être de convaincre certains des plus modérés de ses électeurs qu'il représentait vraiment un danger pour le pays. Mais ce ne fut pas le cas de ses partisans les plus acharnés qui continuèrent à clamer longtemps que l'élection leur avait été volée. Frustré et vindicatif, leur héros décida alors de poursuivre la lutte contre le nouveau président au DPR, où il disposait a priori d'une large majorité avec la coalition « Rouge et Blanche » qui avait soutenu sa candidature⁸. Le mandat présidentiel de Jokowi, s'annonçait donc houleux et compliqué mais plein de promesses. L'espoir de voir l'Indonésie reprendre le cours de sa démocratisation était réel. Il allait être rapidement déçu.

NOTES

1. Pour ce dernier chapitre de notre livre, qui porte sur les événements les plus récents ayant marqué l'histoire du développement politique, économique et social de l'Indonésie, nous n'avons pas pu nous appuyer, comme pour tous les précédents, sur des ouvrages de synthèse ou de réflexion déjà publiés. Nous avons donc surtout eu recours aux revues périodiques traitant exclusivement ou partiellement de l'Indonésie, en premier lieu au précieux *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, publié trois fois l'an par l'équipe pluridisciplinaire du Indonesia Project de l'Australian National University de Canberra. Nous avons aussi utilisé, quand cela s'est avéré utile, d'autres périodiques moins spécialisés, comme la revue bimestrielle *Asian Survey*, publiée par le East Asian Institute de l'Université de Californie à Berkeley, qui analyse l'évolution de la situation de chacun des pays d'Asie pendant l'année écoulée dans ses deux premiers numéros annuels. Il a heureusement également été possible de compter sur deux excellents ouvrages collectifs très récents consacrés à l'Indonésie contemporaine, l'un en français, dirigé par Rémy Madinier (Ed.), *Indonésie contemporaine* (2016), et l'autre en anglais, dirigé par Robert W. Hefner (Ed.), *Routledge Handbook of Contemporary Indonesia* (2018). Par ailleurs, trois ouvrages récents consacrés à l'analyse de la démocratie indonésienne nous ont aussi été utiles : David Bourchier, *Illiberal Democracy in Indonesia, The Ideology of the Family State* (2016) ; Jeremy Menchik, *Islam and Democracy in Indonesia : Tolerance without Liberalism* (2017) ; Jamie Davidson, *Indonesia : Twenty Years of Democracy* (2018). Pour ce qui est des aspects économiques et sociaux, notre collègue Hal Hill a opportunément publié son énième opus avec la sortie toute récente d'un ouvrage collectif, dirigé avec l'un de ses disciples : Hal Hill and Siwage Dharma Negara (Eds.), *The Indonesian Economy in Transition, Policy Challenges in the Jokowi Era and Beyond* (2019). On a aussi abondamment consulté la

très bonne revue ouverte en ligne *New Mandala*, spécialisée sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, qui publie régulièrement des articles particulièrement fouillés et bien informés sur l'Indonésie. Enfin, on a évidemment sacrifié à la lecture régulière de la presse indonésienne et plus particulièrement de l'hebdomadaire *Tempo* et du quotidien anglophone *The Jakarta Post*.

2. Pour plus de détails sur les événements ayant précédé et déterminé les élections générales de 2014 ainsi que sur le rôle des différents protagonistes impliqués, le lecteur intéressé peut consulter les deux excellents articles sur lesquels je me suis principalement appuyé de Edward Aspinall and Marcus Mietzner, « Indonesian Politics in 2014 : Democracy Close Call » (2014 : 347-369) et de Rémy Madinier, « Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques » (2016 : 259-280).

3. Pour la petite histoire, il paraît que c'est un acheteur français habitué à se fournir auprès de l'entreprise de meubles de Joko Widodo à Solo qui lui a donné son surnom de Jokowi.

4. Outre toutes les médailles et décorations reçues, il a notamment été listé par le magazine *Tempo* comme l'un des dix meilleurs maires du pays en 2008 et a été élu en 2012 comme troisième meilleur maire du monde, derrière ceux de Perth et Bilbao, dans le concours du World Mayor Prize, pour « avoir transformé une ville ravagée par le crime en une capitale régionale des arts et de la culture et une cité attractive pour le tourisme ». Il sera encore classé en 2013 dans la liste des « Leading Global Thinkers » du magazine *Foreign Policy* et en 2014 comme l'un des « World's 50 Greatest Leaders » par le magazine *Fortune*.

5. Voir le tableau 9 en annexe qui donne le résultat détaillé des élections législatives de 2014, en le comparant avec celui de leur équivalent en 2009.

6. Consulter notamment à ce sujet l'ouvrage fondamental de Aspinall (2019).

7. Voir à ce sujet l'article de Edward Aspinall and Marcus Mietzner, « Indonesian Politics in 2014 : Democracy's Close Call » (2014 : 360-61). Les deux auteurs mentionnent aussi un épisode aussi ridicule que glaçant qui a sûrement desservi Prabowo aux yeux des électeurs hésitants et modérés quand il arriva à l'un de ses meetings de campagne en hélicoptère au milieu d'une foule acquise à sa cause et qu'il passa en revue sa milice privée, monté sur un cheval blanc et harnaché comme un général d'opérette.

8. La similitude avec le déroulement des événements lors des récentes élections présidentielles américaines de novembre 2020 et le comportement épouvantable et quasiment séditieux de Donald Trump et de ses supporters est absolument frappante ! Les recettes de la démagogie sont universelles semble-t-il !

7.2. Le premier mandat de Jokowi (2014-19) : bilan mitigé et déception croissante

- ¹ En fait, le bilan en demi-teinte du premier mandat présidentiel de Joko (Jokowi) Widodo ressemble un peu à celui deux fois plus long qu'a effectué Soesilo Bambang Yudhoyono avant lui : plutôt favorable sur le plan économique et social mais nettement plus critiquable d'un point de vue politique et institutionnel¹. Comme ces derniers aspects sont de loin les plus déterminants pour l'avenir de l'Indonésie, mais aussi les plus ardues à décrypter, nous leur accorderons la priorité dans l'établissement de ce bilan. Au niveau de la politique, les cinq années que Jokowi a passé à la tête du pays de 2014 à 2019 se divisent en quatre phases de durée quasiment égale, aux caractéristiques toutefois bien différentes. Après la confirmation de son élection à la présidence en juillet 2014, il a éprouvé de très grandes difficultés pendant la première année à prendre ses marques, à s'imposer vis-à-vis de son parti, à former une coalition majoritaire au DPR, à affirmer son style et à pouvoir commencer à gouverner efficacement. À partir de la mi-2015, il inverse la vapeur et fait un rétablissement spectaculaire sur la scène politique en 2016. Mais c'est l'année 2017 qui est la plus lourde de conséquences. Elle va être marquée par les élections locales pour le choix du gouverneur du territoire spécial de la capitale (DKI) Jakarta et la pitoyable affaire Ahok qui va bouleverser le jeu politique national. C'est dans ce contexte que s'opère la transformation de Jokowi : d'un président dont on pensait encore qu'il pouvait contribuer à approfondir la démocratisation du pays, en un leader qui ne va pas hésiter à adopter des mesures de nature illibérale pour consolider son pouvoir, ouvrant ainsi la voie à une nette régression démocratique. Enfin, dès le milieu de l'année 2018, on entre dans la préparation des élections générales prévues pour 2019, avec la tenue en juillet des élections locales (PILKADA), qui servent de galop d'essai, suivies immédiatement par l'épisode complexe et opaque de la constitution et de la nomination des tickets présidentiels.

Un néophyte pragmatique qui apprend vite les règles de la *realpolitik*

- 2 Comme on l'a vu, l'élection de Jokowi face à un populiste démagogue comme Prabowo, ayant fait alliance avec les islamistes les plus conservateurs du pays et promettant de ramener l'Indonésie en arrière au temps de l'Ordre nouveau, a entraîné un grand soulagement pour tous les partisans de la démocratie et un espoir de voir le vainqueur reprendre le flambeau de la démocratisation, là où l'avait laissé choir son prédécesseur. Mais très vite, la déception va s'imposer. Au début, la faute ne lui incombe pas en premier. Le nouveau président est dans une triple position de faiblesse. Tout d'abord, il est relativement nouveau sur la scène nationale, n'appartient pas à l'élite politique du pays ni à l'oligarchie avec laquelle elle est imbriquée, ne connaît pas bien les codes ni les usages de ce monde opaque et cela lui rend la tâche encore plus difficile. Par ailleurs, il est minoritaire dans un parlement largement dominé par la coalition des partis qui ont soutenu son adversaire. De plus, il n'a pas voulu faire de compromis avec cette alliance et en retour, celle-ci, se propose de lui mener la vie dure et d'entraver son action. Elle s'y emploie immédiatement en s'emparant de la présidence du MPR, du DPR et de toutes ses commissions parlementaires. Enfin, il est une pièce rapportée dans son propre parti, le PDI-P, dominé par la matriarche Megawati qui le tient en bride, en veillant jalousement aux intérêts de sa fille, Puan Maharani, l'héritière désignée de la dynastie politique des Sukarno. Après lui avoir imposé le choix de Jusuf Kalla comme vice-président, elle va aussi interférer lourdement dans la formation du gouvernement.
- 3 A priori, Jokowi souhaitait un cabinet restreint, formé surtout de professionnels et basé sur la méritocratie². Il annonce au contraire le 26 octobre un gouvernement aussi pléthorique que d'habitude, qui reflète les compromis auxquels il a dû se plier. Sur les 34 ministres qui le composent, 15 appartiennent en effet aux quatre partis politiques de la coalition l'ayant soutenu : le PDI-P obtient quatre postes, avec une Puan Maharani qui hérite du titre honorifique et ronflant de ministre coordinatrice pour le développement humain et la culture, - pour lequel elle n'a guère de compétences -, le PKB 4, le NASDEM 3 et le HANURA 2. En outre, parmi les ministres qui n'ont pas d'affiliation directe à l'une de ces quatre formations, il se voit obligé de nommer des personnes qui sont inféodés à certains de leurs patrons. C'est le cas du très conservateur général à la retraite Ryamizard Ryacudu, un protégé de Megawati, en tant que ministre de la défense, ou de Sofyan Djalil, un proche de Surya Paloh, le patron oligarque du NASDEM, au poste stratégique de ministre coordinateur des affaires économiques. En revanche, à l'exception du ministère des affaires religieuses, confié à un membre du PPP, dont Jokowi espère ainsi obtenir le soutien, ce premier cabinet ne compte, à ce stade, aucun membre des trois grands partis de la coalition adverse majoritaire, le GERINDRA, le GOLKAR et le PD, car il espère pouvoir gouverner avec un gouvernement minoritaire au DPR³. Point positif toutefois, ce gouvernement comprend huit femmes, - un record en la matière -, dont, pour la première fois, une ministre des affaires étrangères en la personne de Retno Lestari Marsudi.
- 4 Il est intéressant et courageux de vouloir résister à la tendance dominante de la culture politique indonésienne consistant à former systématiquement un cartel gouvernemental regroupant quasiment tous les partis qui se sont disputés les sièges au parlement, ou même l'accès à la fonction suprême,⁴ mais ce choix s'avère rapidement impossible. Par ailleurs, la formation du gouvernement montre que Jokowi n'a pas pu

échapper à la tutelle ancienne et durable de certains des principaux oligarques sur les affaires politiques du pays⁵. Après avoir imposé l'un des leurs à la vice-présidence, ils ont en effet largement influencé sa constitution en y plaçant plusieurs de leurs affidés. Cela n'échappe pas à l'opinion publique et aux media qui réalisent rapidement que l'espoir de changement était peut-être un peu trop grand. Les premiers mois de son mandat sont aussi marqués par des maladroites et des erreurs. C'est notamment le cas avec l'affaire de la nomination en janvier 2015 du général Budi Gunawan comme nouveau chef de la police nationale (*POLRI*). Il est soupçonné de corruption par la *KPK*. Mais Megawati, dont il a été l'adjutant, le soutient fortement et, appuyée par les deux oligarques influents du gouvernement que sont Jusuf Kalla et Surya Paloh, elle pousse Jokowi à ne pas en tenir compte. Devant le tollé soulevé dans le public, il résiste à ces pressions et renonce finalement à cette nomination, ce qui déclenche une offensive de la police pour tenter de jeter l'opprobre sur l'honnêteté de la *KPK*. Le nouveau président trouvera ensuite un compromis peu glorieux en nommant le général Tito Karnavian à la tête de la *POLRI* et Budi Gunawan, à celle du *BIN*, l'agence d'intelligence de l'État, donnant ainsi une première preuve de son manque d'empressement à mener la lutte contre la corruption.

- 5 La cote de popularité de Jokowi s'en ressent et dégringole rapidement, passant de 75% en octobre à 41% en juin 2015. Le fait que le nouveau *DPR* avalise finalement, dès son entrée en fonction, le décret gouvernemental (*PERPPU*) passé par SBY, juste avant la fin de son mandat, n'est pas mis à son actif. Cet arrêté annulait la loi très impopulaire mettant fin à la pratique des élections régionales directes, que Prabowo avait réussi à faire voter par la chambre sortante. Par ailleurs, le président prend une décision courageuse au début de l'année 2015, attendue depuis longtemps par les observateurs attentifs de la scène indonésienne, mais qui n'est guère populaire et qui contribue à cette chute dans les sondages. Cette décision consiste à abolir en grande partie le système de subvention des carburants plombant le développement économique et social du pays, qui est la première de ses priorités. Cette baisse dans les sondages est aussi avivée par le fait que l'économie reste flageolante et que l'inflation demeure élevée.
- 6 Pour remédier à cette popularité déclinante, Jokowi prend une initiative, très regrettable et dénotant un aspect beaucoup moins sympathique de son populisme de base, en mettant fin au moratoire que SBY avait adopté en 2008 concernant l'exécution des trafiquants de drogue condamnés à la peine capitale. Entre janvier 2015 et juillet 2016, ce ne sont pas moins de 18 condamnés attendant dans les couloirs de la mort qui seront passés par les armes, dont une majorité d'étrangers, en dépit des interventions de leurs gouvernements et de la réprobation internationale soulevée⁶. Mais c'est aussi une manière d'affirmer haut et fort la souveraineté nationale du pays et le président sait qu'il recueille sur ce sujet une large approbation de son opinion publique, lassée des ravages de la consommation de drogues dures parmi la jeunesse.
- 7 Malgré cela, sa position est devenue intenable. Certains considèrent qu'il est le plus faible des présidents que l'Indonésie ait eu depuis la fin de l'Ordre nouveau. Bridé par une « opposition intérieure » au sein de son propre parti, impuissant face à un parlement dominé par l'opposition de la coalition dominante et affligé par une popularité en chute libre, il se doit de changer de stratégie. Pragmatique et apprenant rapidement les dures réalités de la *realpolitik*, il va le faire dès le milieu de l'année 2015, fut-ce au prix du reniement de certains des principes majeurs dont il se réclamait et des

promesses électorales qu'il avait faites. La reprise des réformes politiques nécessaires à un approfondissement démocratique en matière de respect de l'état de droit et des droits de l'homme disparaît dès lors largement de son agenda. Affichant clairement un populisme technocratique, il se concentre sur ce qui a toujours été sa priorité : le développement économique et social du pays, qui passe pour lui d'abord par l'amélioration des infrastructures et l'augmentation du niveau de vie, de santé et d'éducation de la population.

- 8 Pour asseoir son pouvoir et la stabilité de son gouvernement, il va déployer son action sur plusieurs fronts et faire un certain nombre de choses qu'il avait pourtant décidé d'éviter. Mais tout d'abord, il s'emploie à clarifier sa relation avec Megawati, envers laquelle il continue à montrer un grand respect tout en apprenant à lui résister poliment. Il affirme aussi en même temps son autorité et son indépendance vis-à-vis de son parti, le *PDI-P*, en ignorant les pressions internes et en se rapprochant de l'opposition quand cela lui semble utile. Ainsi n'hésite-t-il pas à requérir l'appui de ses pires adversaires du *GERINDRA* ou du *GOLKAR* dans l'affaire de la nomination du chef de la police. Ces démarches lui sont facilitées par le fait que Prabowo décide d'abandonner son opposition systématique agressive et stérile, qui est de plus en plus critiquée au sein de sa coalition et lui fait perdre du terrain auprès de l'opinion publique. Il comprend que cette dernière, aussi déçue soit-elle par le début du mandat de Jokowi, n'est absolument pas favorable à son éventuelle destitution et qu'il a meilleur temps de changer de stratégie et d'agir plus subtilement s'il veut conserver ses chances pour les prochaines élections présidentielles de 2019. De son côté, le nouveau président a rapidement appris pendant ces premiers mois d'impuissance et il commence à utiliser habilement les divisions des partis de l'opposition, en n'hésitant pas à intervenir indirectement dans leurs affaires internes pour favoriser les factions ou personnes qui lui sont plus favorables. Ces divisions sont largement liées au fait qu'une majorité au sein de pratiquement toutes ces formations retombe dans son tropisme atavique et préfère rejoindre la coalition gouvernementale pour partager le pouvoir et ses rentes dans le grand cartel habituel que de rester dans l'opposition.
- 9 C'est en premier lieu sur le *PAN* que l'équipe de Jokowi se fait les dents, en s'arrangeant, lors de son congrès de mars 2015, pour se défaire de son président Hatta Rajasa, le colistier de Prabowo aux présidentielles, et faire élire à sa place Zulfikri Hasan, un homme moins hostile à son égard. C'est le premier parti de la coalition d'opposition à changer de camp et rejoindre celle soutenant le gouvernement, en lui amenant ses sièges et en contribuant ainsi à une première réduction du rapport de force au *DPR*. Ensuite, l'attaque se concentre sur le *GOLKAR*, en profitant du fait que les factions hostiles et favorables au chef de l'État s'y disputent le pouvoir. C'est aussi lors de son congrès, organisé à la même époque, que la situation se dénoue grâce à l'action de Luhut Panjaitan, un général à la retraite membre de la faction qui est favorable à Jokowi. Le sulfureux oligarque Aburizal Bakrie est en effet poussé à démissionner de son poste de président, afin d'aller s'occuper des affaires de son entreprise Lapindo, qui ont périclité depuis la catastrophe de Sidoarjo. En contrepartie, le gouvernement accepte de prendre en charge l'essentiel des frais d'indemnisation des victimes, un arrangement pour le moins discutable qui montre jusqu'où le président est prêt à aller pour rétablir son pouvoir. Il a visiblement appris à se servir de la carotte et du bâton. La présidence du *GOLKAR* échoira à Setya Novanto, un personnage secondaire compromis

dans un gros scandale financier, qui est fragilisé et facilement influençable : il ne constituera donc pas un grand danger.

- 10 Tout cela n'aura toutefois pas vraiment d'incidence sur le premier remaniement ministériel auquel procède Jokowi dès août 2015. Ayant pris de l'assurance et voulant s'entourer de plus de personnalités indépendantes, il confie notamment trois des quatre postes de ministres coordinateurs à des personnes en qui il a confiance. C'est ainsi que Luhut Panjaitan, pourtant membre du *GOLKAR*, mais devenu son homme de confiance et son principal conseiller stratégique, est nommé aux affaires politiques juridiques et sécuritaires, contre la volonté de Megawati et de Suria Paloh ; Darmin Nasution, un économiste compétent et respecté, prend quand à lui en charge les affaires économiques, alors que Rizal Ramli, un universitaire connu pour son caractère bien trempé mais un peu fantasque, hérite des affaires maritimes, auxquelles le président accorde une importance cruciale. Le quatrième poste de ministre coordinateur, celui du développement humain et des affaires culturelles, reste aux mains de Puan Maharani, dont il se méfie mais peut difficilement se débarrasser. Celle-ci le conservera d'ailleurs jusqu'à la fin de son mandat, sans briller par son activité ni ses résultats.
- 11 En l'espace de quelques mois, Jokowi a donc fait un rétablissement spectaculaire et a complètement inversé le rapport de force politique au DPR. Avec le ralliement du *GOLKAR*, du *PAN* et du *PPP*, la coalition qui le soutient compte sept partis et devient largement majoritaire. Alors qu'elle n'occupait que 37% des sièges au moment de sa prise de fonction en octobre 2014, elle en contrôle en effet 69% en juin 2016, seuls le *GERINDRA*, le *PD* et le *PKS* demeurant dans l'opposition. Même si le phénomène est moins marqué que sous la présidence de ses trois prédécesseurs, le pays est revenu en moins de deux ans à sa bonne vieille tradition de cartellisation politique. Fort de cette nouvelle donne, Jokowi procède d'ailleurs en juillet 2016 à un second remaniement ministériel plus radical, dans lequel il s'affirme comme le « boss ». Il se débarrasse ainsi de cinq ministres trop ambitieux ou qui gênent ses plans, en transfère cinq autres à de nouvelles positions et en nomme cinq nouveaux, pour la plupart des personnalités indépendantes choisies pour leurs compétences et selon le principe méritocratique qui lui est cher. Ce faisant, il continue à respecter l'un des principes qu'il s'était fixé avant son élection : seuls 15 des 34 ministres de ce nouveau cabinet appartiennent au monde politique des huit partis qui constituent désormais sa coalition : 4 pour le *PDI-P* et le *PKB*, 2 pour la *GOLKAR* et le *NASDEM* et seulement 1 pour le *PPP*, le *PAN* et le *HANURA*. Tous les autres viennent de la société civile. Les nouveaux ralliés n'ont donc a priori pas gagné beaucoup dans la manœuvre. Mais ce remaniement pose aussi quelques questions.
- 12 Ainsi, pour dédommager le *HANURA*, qui semble en être la principale victime, Jokowi nomme son président, le général Wiranto, au poste clef de ministre coordinateur des affaires politiques, juridiques et sécuritaires ; ceci, en remplacement de son fidèle homme-lige Luhut Panjaitan, qui reprend celui affaires maritimes, dont est chassé Rizal Ramli qui avait déjà fait preuve de trop d'indépendance. Compte tenu du passé chargé de l'intéressé (accusé en 2003 de crimes contre l'humanité à Timor Est), cela dénote le bien le peu d'importance que le président accorde aux problèmes de droits de l'homme. D'ailleurs, affichant une tendance autoritaire naissante, il congédie aussi trois ministres réformateurs dont les ambitions ou les idées ne lui conviennent pas : Anies Basdewan, universitaire respecté et ministre de l'éducation, qui rêve (comme l'avenir en apportera

la preuve) d'un avenir politique pouvant lui faire de l'ombre; Sudirman Said, qui avait pourtant amené de la rigueur et de la transparence dans un ministère de l'énergie et des ressources minérales très convoité pour son potentiel lucratif; et Thomas Lembong, un économiste libéral opposé au nationaliste ambiant dans le cabinet, qui avait justement fait preuve d'un trop grand libéralisme au ministère du commerce. En revanche, point positif, il rappelle Sri Mulyani Indrawati au ministère des finances où elle avait prouvé ses compétences et son courage sous SBY. D'ailleurs, le nombre de femmes augmente d'une unité et passe à neuf, ce qui représente un peu plus du quart du cabinet. Parmi elles, il faut mentionner Rini Soemarno, riche femme d'affaires qui a fait l'essentiel de sa carrière dans l'industrie automobile, dirigeant même le conglomérat PT Astra de 1998 à 2000, au moment de sa liquidation à cause de la crise financière asiatique. Elle a financé la campagne de Jokowi et il lui avait confié la direction de l'équipe chargée de l'aider à constituer son premier cabinet. Par reconnaissance et intérêt, il la maintient au ministère des entreprises d'État, contre la volonté de Megawati et du *PDI-P* qu'elle s'est mise à dos. Une autre femme d'affaires à poigne, Susi Pudjiastuti, propriétaire d'une société d'exportation de fruits de mer et de la compagnie aérienne de charter Susi Air, se retrouve à la tête du ministère des affaires maritimes et de la pêche. Elle va s'illustrer par sa manière expéditive et musclée de lutter contre la pêche illégale qui fleurit aux quatre coins d'un archipel immense, dont il est difficile de contrôler les eaux territoriales.

- 13 De tout cela, ressort l'image d'un Jokowi nouveau. Il a mis deux ans à s'imposer, mais il est maintenant fermement aux commandes. Nettement plus affirmé, il a adopté une stratégie double d'accommodation-résistance qui consiste à plier et lâcher du lest quand il le faut, mais à s'efforcer de garder le contrôle par tous les moyens. Certes, devant le blocage de l'opposition, il a dû se résoudre à former un cabinet « arc-en-ciel » de type cartel, dont il ne voulait pas à l'origine, même s'il est un peu moins multicolore que ceux de son prédécesseur. Mais la manière dont il l'a constitué et dont il l'anime est très différente de ce dernier. En fait, SBY s'était contenté d'un rôle très passif. Il avait attiré tous les partis dans sa coalition, les amadouant en leur offrant des postes ministériels lucratifs, puis il avait fonctionné comme une sorte de modérateur qui ne s'oppose à personne et ne prend finalement guère de décision. Pour sa part, Jokowi est plus interventionniste et directif. Il garde le contrôle de son cabinet. D'ailleurs, avec le recul, sa manipulation indirecte dans la gouvernance du *GOLKAR* apparaît comme sans précédent depuis le début de la *Reformasi* et ressemble plus aux méthodes qu'a utilisé en son temps Suharto envers le *PDI-P*.
- 14 Deux années de pouvoir ont donc suffi pour convertir Jokowi au machiavélisme. Il a vite appris à jouer le jeu du système politique cartelliste national et à composer avec les oligarques qui le dominent. De fait, il n'hésite pas à manœuvrer en coulisses pour arriver à ses fins en employant les moyens requis, même s'il faut se passer de l'appui de son parti, dans lequel il a une confiance réduite, mais qu'il évite de braquer en cultivant une attitude de dévotion bien javanaise envers Megawati. Essentiellement pragmatique, il s'adapte donc aux circonstances et fait des concessions sans trop tomber dans la compromission. Cela donne parfois l'impression d'une certaine improvisation, mais le président ne perd pas de vue ses objectifs prioritaires, essentiellement économiques et sociaux, et, préférant assurer la sécurité et l'ordre que de prendre le risque du changement, il abandonne à leur profit toute ambition de réformes politiques allant dans le sens d'un approfondissement démocratique. D'ailleurs, la réalité des faits vient à son secours car l'économie indonésienne subit une embellie à partir du début 2016, la

croissance repart à la hausse et l'inflation à la baisse. La cote de popularité de Jokowi suit le mouvement et remonte à 68% en août 2016.

Progrès démocratiques sacrifiés en faveur du développement économique

- 15 Sur cette base plus solide, Jokowi s'emploie alors à mettre en œuvre son programme, qualifié par certains de « nouveau développementalisme »⁷. Il ressemble en effet beaucoup à ce que Suharto, le « père du développement » indonésien, avait pratiqué du temps de l'Ordre nouveau, en mettant l'accent sur l'autosuffisance et la souveraineté économique. D'inspiration nationaliste et étatiste, il est essentiellement pragmatique et vise à améliorer la situation économique et sociale du pays et les conditions de vie de la population, en se focalisant sur le sort des plus pauvres. Le progrès économique étant la priorité, une importance secondaire est donc accordée à tout ce qui touche aux problèmes de nature plus politique, comme la lutte contre la corruption ou le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En fait, Jokowi considère que la poursuite des réformes politiques et l'approfondissement de la démocratie risquent de constituer un obstacle pour le développement économique et social et de mettre en question la stabilité du pays. Il montre d'ailleurs une impatience croissante et même parfois une véritable irritation face aux revendications de libéralisation et de démocratisation accrues de la part de la société civile. Selon la tradition asiatique qui a fait ses preuves et a été à l'origine du « miracle de l'Asie orientale », il estime que le rôle de l'État est de « gouverner » le marché afin d'assurer une croissance suffisante pour élargir l'accès aux biens communs comme la santé, l'éducation, les infrastructures et la sécurité. Il y a toutefois une bonne dose de libéralisme économique dans son approche, car il parle aussi souvent du besoin de déréglementation et de débureaucratization pour faciliter le business et attirer les investisseurs étrangers.
- 16 Pour atteindre ses objectifs, il se déplace énormément dans le pays pour y rencontrer les gens et mener ses observations sur le terrain, y compris jusque dans les provinces les plus éloignées et défavorisées comme la Papua, où il se rend à plusieurs reprises, plus souvent qu'aucun autre président avant lui ne l'a jamais fait. Concentrant toute son énergie au niveau domestique, il voyage en revanche peu à l'étranger et, contrairement à SBY, ne court pas les réunions et forums internationaux. Plus réaliste et moins intellectuel que ce dernier, il n'a d'ailleurs pas le goût des beaux discours et des grandes déclarations. Il préfère employer le langage simple du petit peuple auquel il appartient, ayant souvent recours aux proverbes énigmatiques javanais voire, aux blagues et jeux de mots, dont le succès est toujours assuré. Son style est finalement beaucoup plus proche de celui de Suharto, également issu d'un milieu rural modeste de Java Central, que de tout autre de ses prédécesseurs. D'aucuns commencent même à le stigmatiser en le qualifiant de « petit Suharto ».
- 17 À la base, Jokowi a été élu en grande partie sur sa réputation d'homme politique intègre, sur sa promesse de lutter contre la corruption et en faveur d'une plus grande transparence. Toutefois, il délaisse largement cet objectif dès le milieu de son mandat. Outre le fait qu'il pense, de manière étonnante, que cela peut entraver le développement du pays, il ne veut surtout pas porter atteinte à l'équilibre qu'il a finalement instauré vis-à-vis de la classe politique en menant des actions trop sévères

qui pourraient lui aliéner le soutien de plusieurs partis. Il les laisse donc continuer à jouer leur jeu sournois pour affaiblir la KPK ou mettre à l'écart les ministres ou fonctionnaires jugés trop peu complaisants qui interfèrent dans les mauvaises habitudes bien établies.

- 18 C'est d'ailleurs ce qui a amené le départ de Sudirman Said, le ministre de l'énergie et des ressources naturelles, à l'occasion du second remaniement ministériel. Il avait en effet commencé à mettre de l'ordre dans son ministère, - considéré comme l'un des plus lucratifs du pays, probablement même le plus « humide » selon l'expression populaire consacrée⁸⁾, - ce qui dérangeait beaucoup de monde. Par ailleurs, n'hésitant pas à fustiger le manque de rigueur du gouvernement, il s'était aussi mis à dos plusieurs de ses puissants collègues comme Luhut Panjaitan, Rizal Ramli et Rini Soemarno. Fin 2015, le scandale de corruption lié à l'entreprise américaine Freeport, qui exploite la plus grande mine d'or et de cuivre du monde dans le massif du Grasberg, en Papoua, va être la goutte d'eau qui fait déborder le vase pour cet homme intègre. Il donne aussi un premier aperçu de la complaisance dont peut être capable Jokowi pour tolérer ces pratiques délictueuses. Le président du DPR Setya Novanto y est en effet impliqué jusqu'au cou et, en tant que ministre responsable de ce secteur, Sudirman Said, refuse de le couvrir, appuyé en cela par le vice-président Jusuf Kalla, dont il est très proche. Cela oblige finalement l'intéressé à abandonner son siège, mais n'empêche pas le chef de l'État de favoriser sa candidature pour prendre la tête du GOLKAR, qu'il veut alors attirer dans sa coalition, car il peut ainsi le garder sous sa coupe. Se sentant désavoué, le ministre concerné présente sa démission. Ce départ arrange aussi Jokowi car elle affaiblit la position de Jusuf Kalla, son vice-président. Ayant déjà occupé le même poste sous SBY, il lui a en effet été imposé par Megawati et fait preuve d'un hyper-activisme permanent. La méfiance de Jokowi est donc grandissante face à cet homme aux fortes ambitions qui a son propre agenda. Dans le domaine de la lutte contre les pratiques de KKN, il va dès lors opter pour une approche prudente qui privilégie la prévention sur la répression et qui ne met pas en accusation les personnes soupçonnées ni ne crée trop de remous.
- 19 En matière de défense des droits de l'homme et des libertés individuelles, Jokowi montre aussi rapidement qu'il n'est guère enclin à monter au créneau et à prendre des risques pour leur défense. Lors de sa campagne présidentielle, il s'était pourtant engagé à ouvrir le dossier des massacres perpétrés contre les communistes en 1965-66 ainsi que celui des violences ayant entouré la chute de Suharto en 1998. La protection des minorités religieuses faisait également partie de son programme. Mais là aussi, la déception va être assez rapide. Il va même s'engager résolument dans la direction opposée. Pour enrayer sa chute de popularité, on a vu qu'il avait levé le moratoire sur la peine de mort, laissant passer par les armes de nombreux trafiquants ainsi que quelques meurtriers. Les deux premières années de son mandat se soldent donc par 28 exécutions capitales, contre 21 pendant toute la décennie où SBY a été au pouvoir. Cela ternit l'image de l'Indonésie sur la scène internationale et entraîne la condamnation de grandes ONG comme Amnesty International ou Human Rights Watch. Il ne s'implique pas non plus pour défendre les minorités religieuses et laisse le FPI et le MUI continuer à menacer la communauté des Ahmadiyah ou la secte des Gafatar de Kalimantan Ouest être persécutée par des islamistes radicaux. En janvier 2016, il montre également une grande indifférence face à la violence qui se déchaîne contre la communauté LGBT et laisse se développer une rhétorique anti-gay de plus en plus virulente dans le pays.

- 20 Concernant les massacres de 1965-66, un premier symposium prometteur visant à poser le problème et éclairer l'histoire est bien organisé à Jakarta en avril 2016, mais le gouvernement ferme d'emblée la porte à toute tentative de mettre sur pied un processus de justice transitionnelle, en déclarant qu'il n'y aura jamais, ni d'excuses envers les victimes, ni de réparations pour leurs familles. Les généreuses velléités initiales du président ont vite été mises sous l'éteignoir par les militaires qui l'entourent et dont il a grand besoin pour gouverner. Son ministre de la défense, le très réactionnaire général Ryamizard Ryacudu, imposé par Megawati, déclare même sans état d'âme que « les communistes méritaient de mourir » ! Par ailleurs, il ne fait rien pour clarifier la mort du militant des droits de l'homme Munir, assassiné en 2004, probablement sur ordre du BIN, dont le général Hendropriyono était alors le chef et que Jokowi a choisi comme l'un de ses conseillers en 2014. En juillet 2016, on sait aussi qu'il a nommé le contesté général Wiranto au poste clef de ministres coordinateur des affaires politiques et de la sécurité. Enfin, le nouveau chef de l'armée (TNI), le général Gatot Nurmyanto, un ultra-conservateur lui aussi, s'illustre par des déclarations où il remet régulièrement en cause les acquis de la démocratisation du pays.
- 21 Il faut dire que cette réorientation purement pragmatique de Jokowi à l'approche de son mi-mandat vers une posture moins favorable à l'approfondissement démocratique (attendu par beaucoup de ses électeurs les plus progressistes) correspond à une évolution très palpable d'une assez large majorité de la population indonésienne vers un plus grand conservatisme. C'est non seulement lié à la ré-islamisation de la société en cours depuis le début des années 1990, mais aussi à la frustration et à l'irritation de beaucoup de gens face aux nombreuses incertitudes et ratés de la démocratisation, ou encore à ce que certains perçoivent comme ses excès. L'intolérance croissante et les déclarations et comportements illibéraux de plus en plus fréquents qui ont marqué la fin de la présidence de SBY, et que ce dernier n'a pas vraiment combattu, continuent donc à fleurir de plus belle sous Jokowi. Les islamistes radicaux s'opposent au respect des libertés religieuses et individuelles, dénonçant de manière toujours plus criante la négligence et la marginalisation dont est victime l'islam, l'hérésie des communautés islamiques minoritaires, le prosélytisme du christianisme, le relâchement des mœurs et demandant l'application de la sharia. De leur côté, les militaires critiquent ce qu'ils considèrent comme les dérives trop libérales de la démocratisation et appellent à la vigilance devant le danger d'un retour fantasmé du communisme.
- 22 De manière très étonnante pour l'observateur externe, oublieux des souffrances du passé, un nombre croissant de citoyens cultivent une certaine nostalgie de la « période dorée » de l'Ordre nouveau, quand l'ordre régnait justement, que le développement déployait plus harmonieusement ses bienfaits et que les inégalités sociales étaient moins marquées. Ne voulant pas s'aliéner une opinion publique dont il sent le conservatisme croissant, le nouveau président ne fait pas grand-chose lui non plus pour inverser la tendance. Populiste réaliste, il va dans le sens du vent. En fait, sur le fond, il partage largement ce point de vue. À vrai dire, il est lui-même un enfant de l'Ordre nouveau et un membre de la classe moyenne qui accepte, voire apprécie, cette atmosphère illibérale. En tous les cas, son populisme technocratique mais bon enfant semble plaire au peuple et sa popularité est redevenue très confortable à l'approche de cette fin d'année 2016. Ayant réussi ce spectaculaire rétablissement, il pense qu'il est maintenant en bonne position pour envisager de se représenter à la présidence en 2019

et de pouvoir remporter facilement les élections. Les événements invraisemblables et traumatisants de fin 2016 et début 2017 bouleversent ce scénario optimiste, prématuré.

Le tournant de 2016-17: la montée de l'islamisme radical et « l'affaire Ahok »

- 23 L'année 2016 commence dans la fièvre des élections locales prévues début 2017 pour le poste de gouverneur du district spécial de la capitale, le DKI Jakarta⁹. Le favori de la compétition est Basuki Tjahaja Purnama, dit Ahok. Cet homme politique d'origine sino-indonésienne et de religion protestante, était l'adjoint de Jokowi et l'a remplacé comme gouverneur quand ce dernier a été élu président. Au poste de gouverneur, il s'est appliqué à perpétuer la politique volontariste de son mentor en matière d'amélioration des infrastructures de transport et de communication, de réorganisation du tissu urbain et d'extension des programmes de santé et d'éducation à l'intention des plus pauvres. Malgré ses origines et sa religion, dans cette ville où l'islam conservateur domine et l'islamisme radical est bien implanté, il rencontre un taux d'approbation très élevé et est considéré comme pratiquement imbattable. Face à lui se présente un éventail de candidats dont le plus sérieux est Anies Basdewan, un universitaire islamique modéré d'origine arabe et ancien ministre de l'éducation, évincé par Jokowi lors du remaniement gouvernemental de juillet 2016 de peur qu'il ne lui fasse de l'ombre, et adoubé par Prabowo. Ce dernier, qui dirige au DPR ce qui reste de l'opposition au gouvernement à la tête de son GERINDRA, avec le soutien du PD affaibli de Yudhoyono et de ses alliés islamistes du PKS, a déjà en tête la prochaine échéance électorale présidentielle de 2019, où il espère prendre sa revanche sur Jokowi. Il voit dans l'élection locale de Jakarta un terrain d'essai propice pour affiner l'application de la politique populiste identitaire qu'il a utilisée sans succès en 2014 et va être aidé en cela par Ahok, dont le franc-parler et la franchise bien connus vont lui être fatals. Visitant fin septembre 2016 une communauté de pêcheurs des Pulau Seribu (Mille Îles) au large de Jakarta, il fait en effet un discours dans lequel il dénonce les consignes circulant dans les mosquées de la ville sur le fait qu'il serait impur (haram) pour les musulmans de voter en faveur d'un candidat chinois et chrétien comme lui. Dans cette allocution enregistrée, dont vont bientôt s'emparer les réseaux sociaux islamistes, très efficaces pour organiser la désinformation - comme on l'a vu lors des présidentielles de 2014 -, il commet l'imprudence de faire référence à une sourate du Coran en disant à ses auditeurs qu'il ne faut pas « faire confiance à ceux qui utilisent, de manière mensongère, le verset 51 de la sourate Al-Maida (La table servie)¹⁰. Mais un islamiste pervers manipule les dires du gouverneur en les transformant en une phrase qui dit « de ne pas faire confiance au verset mensonger de la sourate Al-Maidah » et la diffuse largement sur internet !
- 24 Aussitôt l'accusation de « blasphème contre la religion » se répand sur la toile. Les dénégations de Ahok pour lever l'équivoque n'y font rien. Trop heureuse de l'aubaine, la blogosphère islamiste s'empare du sujet et l'affaire s'emballe de manière hallucinante. Une plainte est déposée en octobre par les jeunesses de la Muhammadiyah, à l'instigation de son ancien président Amien Rais, que l'on a connu moins indigne. De son côté, le très conservateur et semi-officiel Conseil des ulema indonésiens (MUI), créé en 1975 par Suharto pour mieux contrôler l'islam politique et dont les prérogatives se sont largement étendues sous la Reformasi, adopte une fatwa (avis juridique islamique) qui confirme le crime de blasphème. Ce délit est

condamnable selon une loi de 1969, rarement appliquée mais confirmée et élargie en 2010 par une décision de la Cour constitutionnelle. Sur cette base, une nouvelle instance est rapidement mise sur pied, le GNPF-MUI (Gerakan Nasional Pembela Fatwa MUI ou Mouvement national pour défendre les fatwas du MUI) qui comprend les organisations islamistes les plus radicales du pays comme le FPI bien connu de Habib Rizieq, le HTI, prônant un califat universel, et divers autres groupes salafistes. Elle est soutenue et probablement financée en sous-main par le GERINDRA de Prabowo, qui a nommé Anies Basdewan pour raver le poste de gouverneur de Jakarta à Ahok, et même par le PD de Yudhoyono, dont le fils, Agus, est aussi candidat à la même fonction. Hypocrisie suprême, la rumeur court même que la famille Suharto soutient elle aussi le mouvement ! Ce GNPF-MUI organise le 4 novembre une manifestation massive de plus de 200 000 personnes qui envahit le cœur de Jakarta pour demander l'arrestation et même la mise à mort de Ahok ! En l'absence de Jokowi, en voyage à l'étranger, d'abord interloqué par l'ampleur du phénomène et qui soutient toujours son ex-adjoint, une délégation est alors reçue par le vice-président Jusuf Kalla, qui s'engage à ce que le gouvernement se saisisse de l'affaire. Le MUI réitère avec force cette demande la semaine suivante et, le 16, la police ouvre officiellement une enquête contre Ahok pour blasphème envers l'islam.

Photo 56 : Manifestation anti-Ahok des islamistes le 2 décembre 2016 à Jakarta



SOURCE : Capture d'écran, Straits Times

- 25 Les islamistes et leurs parrains politiques voient là l'occasion unique de porter un coup indirect majeur à Jokowi, dont ils redoutent la popularité retrouvée et craignent la réélection en 2019. Ils s'emploient à transformer l'essai et organisent le 2 décembre une seconde manifestation encore plus gigantesque qui rassemble plus d'un demi-million de participants. C'est la plus grande depuis la chute de Suharto, comparable même par son ampleur aux grandes messes nationalistes mises en scène par Sukarno du temps de la Démocratie dirigée. L'opposition y est très présente, Yudhoyono faisant savoir qu'il soutient la manifestation et Fadli Zon, le vice-président du GERINDRA, y apparaissant

officiellement au grand jour. Il semble même que quelques-uns des ministres membres de partis islamiques appartenant à la coalition gouvernementale de Jokowi y aient participé ! Cette date va devenir légendaire chez les islamistes au point qu'ils vont l'utiliser pour nommer et lancer leur « Mouvement 212 » (symbolisant le manifestation monstre du 2 décembre, le 12^e mois de l'année). Pendant ce temps, la campagne électorale pour le poste de gouverneur continue dans une ambiance survoltée et haineuse. Les choses prennent même une tournure complètement surréaliste. Alors que son procès s'ouvre le 16 décembre, la pauvre victime expiatoire qu'est devenue Ahok, dont 74% de ses administrés approuvent toujours le bilan, voit en revanche 57% d'entre eux déclarer qu'ils le croient coupable de blasphème et 58% dire qu'ils ne veulent pas d'un non-musulman comme gouverneur de Jakarta ! Il sera effectivement battu au second tour de l'élection du 17 avril par Anies Basdewan, allié à son colistier, le très riche homme d'affaire Sandiaga Uno, originaire de Riau, à Sumatra, qui obtiendront 58% des suffrages. La campagne de diffamation alimentée à son endroit a convaincu plus des deux tiers des musulmans de la ville - soit une majorité de la classe moyenne qui soutenait pourtant sa politique et la presque totalité des plus défavorisés qui en profitaient - de voter contre lui ! En revanche, 96% des non-musulmans de la capitale l'ont soutenu. Ne tenant absolument pas compte du fait que l'accusation de blasphème repose sur un document forgé, dont l'auteur sera pourtant identifié et condamné, le tribunal inflige le 9 mai une peine de deux ans de prison ferme à Ahok. L'intéressé est incarcéré sur le champ et renonce à faire appel, pour ne pas envenimer encore plus la situation et nuire à Jokowi, qui n'a rien fait ou pu faire pour le défendre.

- 26 En l'espace de quelques mois, la situation politique, que la présidence semblait être sur le point de maîtriser, s'est retournée de manière dramatique et apparaît sur le point de lui échapper. À l'occasion de cette triste affaire Ahok, le paysage politique indonésien semble s'être en effet complètement polarisé de manière sans précédent autour d'un clivage religieux de nature identitaire et sectaire. Ce dernier n'est pas né du jour au lendemain, il est le résultat d'un long processus dont les origines remontent à une trentaine d'années et qui s'est renforcé au fil du temps. Pendant toute cette période, l'islam a été instrumentalisé de manière croissante par les forces politiques qui luttent pour le pouvoir et le contrôle des ressources auxquelles il donne accès. C'est en 1990, rappelons-le, que le phénomène prend sa source, quand Suharto, de plus en plus contesté par la population et au sein de l'armée, qui était son principal appui jusque-là, se retourne vers l'islam dans lequel il voit une béquille opportune, en demandant à son ministre favori B.J Habibie de lancer la création de l'ICMI (Association indonésienne des intellectuels musulmans). Cela encourage les grandes associations de masses islamiques modérées, le *Nahdahtul Ulama* et la *Muhammadiyah*, à relancer les activités de prosélytisme (*dakwah*). Elles vont être à l'origine du phénomène de réislamisation de la société indonésienne. Après la chute de Suharto, les organisations et groupuscules islamistes et salafistes radicaux profitent de la libéralisation tous azimuts qui caractérise les six années de *Reformasi* et de transition démocratique agitée entre 1998 et 2004, sous les présidences successives de B.J. Habibie, Gus Dur, et Megawati. Ils sont largement soutenus financièrement par les fonds en provenance d'Arabie saoudite et reviennent s'implanter en Indonésie. Ces réseaux sont à l'origine des attentats terroristes qui frappent Java et Bali et participent au *jiha*d interne contre les chrétiens à Sulawesi et surtout aux Maluku. Puis, de 2004 à 2014, ces mouvements islamistes radicaux bénéficient d'une grande complaisance. Par exemple SBY les a simplement étiquetés comme nationaliste et islamique. Ils prennent de l'assurance, affichent leur

arrogance, démontrent une intolérance religieuse croissante et contribuent à faire émerger ce clivage identitaire. Comme nous l'avons vu, lors des élections présidentielles de 2014, Prabowo enfourche le cheval de bataille d'un populisme à consonance islamiste pour essayer d'en tirer profit et battre le national-populisme modéré de Jokowi. commun à presque tout le spectre politique indonésien. Ayant raté de peu la victoire, il voit dans l'affaire Ahok le moyen de déstabiliser son adversaire et de pouvoir le battre lors des élections de 2019, en jouant la carte identitaire islamiste.

- 27 D'abord désespéré par la tournure subite des événements Jokowi assiste, dans un mélange d'impuissance et de cynisme, à la descente aux enfers de son ami Ahok. Il fait preuve de son bon sens et de son pragmatisme habituels. En fait, il subit un choc qui s'avère cathartique et salutaire. Partant d'un constat objectif sur la réalité du clivage identitaire existant, le président retourne une nouvelle fois la situation à son avantage en mettant en œuvre à partir de ce moment-là une stratégie subtile qui allie concessions et répression. Il prend en compte les revendications venant des milieux islamiques, en accommodant et en répondant favorablement à celles qui émanent de l'islam modéré, celui qui reconnaît la préséance de l'idéologie étatique nationaliste du *Pancasila* et se réclame d'un islam indonésien (*Islam Nusantara*) spécifique, et en réprimant sans pitié, au nom d'une défense sourcilleuse des acquis démocratiques, tout ce qui est issu de l'islamisme radical. Le constat dont il part est facile à établir et impossible à ignorer. Le paysage politique de l'Indonésie post-affaire Ahok est très préoccupant. Jamais le clivage religieux n'a été aussi fort au sein de la population, partagée entre une large majorité islamique, qui est favorable à la démocratie et même à son approfondissement, et une minorité islamiste, qui lui est hostile et veut s'en débarrasser. La polarisation de nature sectaire et identitaire est à son maximum. Elle s'avère payante pour ceux qui sont prêts à l'instrumentaliser. Les élections locales de Jakarta de début 2017 leur ont montré que l'appartenance et l'identité religieuses des candidats étaient devenues un facteur clé. Ils parient sur le fait qu'elles le restent pour les consultations électorales suivantes, que ce soit les *PILKADA* de 2018 ou les législatives et présidentielles de 2019.
- 28 De leur côté, Prabowo et ses soutiens jugent que l'utilisation des mêmes méthodes que celles employées par les islamistes pour se débarrasser de Ahok est la meilleure stratégie pour battre Jokowi, qui n'est certes ni chinois, ni chrétien, ni aussi franc et direct que son ancien adjoint, mais auquel son image est associée. Il envisage donc de mobiliser des islamistes radicaux contre le candidat sortant. Optant pour cette « stratégie du pire », Prabowo n'a pas hésité à féliciter le *FPI* de Rizieq Shihab pour la manière dont il a organisé les grandes manifestations de fin 2017, alors que le président du *PKS*, Sohibul Iman, déclare qu'il faut perpétuer l'esprit du « Mouvement 212 ». De plus en plus radical et déroutant, Amien Rais, devenu dans l'intervalle le conseiller de la « Fraternité des alumni du 212 », a même déclaré que le *GERINDRA*, le *PKS* et le *PAN* étaient les « partis de Dieu » pour la défense des musulmans et de leur foi, face aux « partis du diable », qui avaient nommé Ahok et soutenaient Jokowi ! Devant cela, le pouvoir adopte donc une stratégie binaire : coopter et inclure les éléments les plus modérés du mouvement anti-Ahok dans la coalition gouvernementale de plus en plus large de Jokowi et réprimer sévèrement les groupuscules les plus radicaux du « Mouvement 212 ». Cela s'appelle tout bonnement diviser pour régner !
- 29 Il est vrai que dans la première partie de son mandat, la légitimité islamique du nouveau président est faible. Il n'est même pas considéré par les plus conservateurs

comme un bon musulman du fait qu'il est entouré de nombreux chrétiens ou de sécularistes affirmés et que le *PDI-P*, dont il est membre, est un bastion de l'opposition à l'islamisation de la société. De plus, l'option qu'il a prise dès le départ de ne pas chercher l'appui des formations politiques ou organisations se réclamant de l'islam ne se limite pas aux acteurs ultraconservateurs comme le *PKS* ou le *FPI*, mais aussi aux grandes ONG islamiques modérées du *NU* et de la *Muhammadiyah*, qui se plaignent de ne pas profiter des largesses du gouvernement, contrairement à ce qui était le cas du temps de *SBY*. Son administration est alors perçue et décriée comme étant anti-islamique. C'est là que va s'exprimer la partie « accommodative » de sa nouvelle stratégie. Suite au choc de l'affaire Ahok et aux risques de voir le « Mouvement du 212 » continuer à gagner du terrain, l'équipe de Jokowi va s'attacher, en 2017 et 2018, à se forger une nouvelle légitimité islamique. La première concession est en fait le lâchage cruel et cynique de Ahok et la décision de le laisser être accusé, jugé et condamné pour un blasphème inexistant. Mais il faut faire plus pour donner à la *ummah* (communauté) islamique l'impression que l'on tient compte de ses intérêts. Les mesures prises pour aller dans ce sens vont se multiplier dans les deux années qui mènent aux élections générales.

- 30 C'est le *NU*, considéré comme plus modéré et malléable, qui est le premier à faire l'objet de cette offensive de charme présidentielle. Tout d'abord, l'État lui octroie des fonds importants pour certains de ses grands projets de développement économique et social. En 2017, un financement de 112 millions de US\$ est ainsi libéré pour son programme de microfinance islamique et une promesse lui sera faite d'allouer de vastes superficies pour la construction prévue d'un grand nombre de nouvelles écoles coraniques (*pesantren*), dans le cadre de la réforme agraire qui est dans les cartons du gouvernement. Plus symboliquement (et moins prosaïquement ou vénalement), Jokowi adopte dorénavant dans son vocabulaire le concept d'« islam archipélagique » (*Islam Nusantara*), forgé par le *NU* pour se distancier des islamistes et promouvoir une ré-islamisation du pays tenant compte de la culture indonésienne et s'opposant aux formes arabisantes importées et affichées par les salafistes ou les adeptes de l'idéologie des Frères musulmans. C'est pour lui un antidote face au puritanisme et à l'intolérance de ses adversaires. Il fréquente de plus en plus les principaux clercs du *NU*, notamment Ma'ruf Amin qui, en tant que président suprême de l'organisation et du *MUI*, est l'un des plus importants *ulema* du pays. Il avait pourtant joué un rôle clef dans la cabale contre Ahok, puisque c'est sous sa responsabilité que le *MUI* avait accusé ce dernier de blasphème ; il a même témoigné à charge dans le procès et accepté de prononcer le « sermon » lors de la manifestation monstre du « 212 ». En fait, il s'avère alors être plus proche de ce mouvement radical que de sa propre organisation qui, fidèle à sa tradition de modération, est restée beaucoup plus réservée sur la question. Puis, après la défaite et la condamnation de Ahok, ce leader de la tendance ultraconservatrice hostile à Jokowi, se transforme en un de ses plus solides alliés ! Ainsi, il arrange bientôt des entretiens avec des gros investisseurs du Golfe et il reçoit le président dans son *pesantren* de Banten, pour le lancement du système de crédit du *NU* basé sur la *sharia*. Il prend aussi fréquemment son parti, en louant ses œuvres et ses pompes pour la défense de l'islam ainsi que sa politique clairvoyante. Bien qu'il représente la tendance la plus idéologique et puritaine du *NU*, Jokowi reconnaît en lui un partenaire politique avec qui l'on peut s'entendre. Il va en devenir très proche, le ménageant et ne lui refusant rien, ce qui amène son organisation à soutenir fermement le gouvernement de Jokowi dans la seconde partie de son mandat.

- 31 Mais cette stratégie d'accommodement et de cooptation pour amadouer les milieux islamiques s'étend aussi au-delà du *NU*, allant même jusqu'à leurs franges islamistes. De manière surprenante, Jokowi va ainsi recevoir certains des leaders les moins radicaux du « Mouvement 212 » ! Après les *PILKADA* de 2018, il nomme aussi dans son équipe présidentielle un membre du *GOLKAR* qui a soutenu la campagne de Prabowo en 2014 et a participé aux grandes manifestations pour la défense de l'islam. C'est un peu paradoxal et déroutant, mais cela va lui permettre d'éviter que les leaders islamistes qui s'opposent à lui ne conservent le monopole du discours islamique conservateur. Revers de la médaille, cette stratégie va également assurer l'arrivée et la consolidation à des postes de responsabilité gouvernementales de personnes qui cultivent des valeurs et des attitudes intolérantes et de facto hostiles à un approfondissement démocratique.
- 32 En même temps la répression s'abat sur les membres les plus radicaux du « Mouvement 212 ». De fait, Jokowi joue sur l'hétérogénéité du mouvement pour continuer de l'affaiblir un peu plus et de le marginaliser, cooptant les moins radicaux et plus fréquentables et réprimant les autres. En 2016 déjà, à la veille des manifestations contre Ahok, des personnalités qui s'étaient opposées à lui et Jokowi avaient été arrêtées temporairement sur l'accusation, un peu fantaisiste, de trahison. Comme la police, qui a été détachée des forces armées depuis les réformes adoptées sous Gus Dur et Mega, est directement sous la coupe de la présidence, il peut en user à sa guise. Il ne s'en prive pas. C'est d'ailleurs largement ce qui est à la base des mesures de type de plus en plus illibérales qui sont adoptées et vont lui être reprochées. La charge se concentre en premier sur Rizieq Shihab, le leader du *FPI*, qui est accusé de pornographie pour avoir échangé des images coquines avec une de ses admiratrices, au nom, - comble de l'ironie, - d'une loi anti-pornographie qu'il avait ardemment défendue. Pour échapper à la justice, il va s'exiler en Arabie saoudite, où il réside longtemps et d'où il continue à être une figure emblématique des milieux islamistes. Beaucoup de ses fidèles vont le visiter, mais cet éloignement l'empêche de jouer un rôle direct dans la consolidation et l'extension du « Mouvement 212 » et dans la préparation des élections locales et générales. Ensuite, le président s'en prend au *HTI*, qui a aussi joué un rôle clef dans les manifestations contre Ahok. Comme cette organisation prône l'idée d'un califat universel et s'oppose à la Républiques d'Indonésie et à l'idéologie nationale du *Pancasila*, elle est nettement plus vulnérable. En juillet 2017, un décret gouvernemental tenant lieu de loi (*PERPPU*) est édicté qui vise à réglementer les activités des organisations de masse et dont le *HTI* est la principale cible. De fait, il est libellé de telle sorte qu'il permet au gouvernement de bannir toute organisation qui s'oppose à l'idéologie étatique du *Pancasila*. Ainsi il élargit les prérogatives du ministère des affaires légales et des droits humains pour prendre les décisions à leur égard et leur interdisant de surcroît de les contester auprès des tribunaux. Cette interdiction du *HTI* est d'ailleurs activement soutenue par le *NU* qui l'a toujours considéré comme un ennemi idéologique mortel. Sur cette base, le *DPR* adopte officiellement ce décret comme loi en octobre 2017, offrant ainsi au gouvernement la possibilité de réprimer facilement tout groupe qui lui est hostile. Des universitaires proches du *HTI* sont ainsi menacés de licenciement. Face à cette offensive répressive, le « Mouvement 212 » va se fragmenter et perdre de sa dynamique, n'arrivant même pas à réunir plus de 30 000 personnes dans une manifestation organisée pour marquer le premier anniversaire de sa création en décembre 2017.

Soigner le mal par le mal : lutter contre l'illibéralisme avec les mêmes armes

- 33 La double stratégie de Jokowi semble donc payante à court terme pour consolider son pouvoir, mais elle sonne le glas d'un approfondissement de la démocratie indonésienne. En lançant une campagne répressive contre les plus radicaux des islamistes, tout en se rapprochant des milieux islamiques modérés, dont il tient compte des revendications et coopte les leaders, il sème effectivement la division dans le camp adverse et réduit sa capacité à pouvoir continuer à mobiliser la ummah autour d'une politique identitaire et sectaire dans la lutte pour le pouvoir. Mais en intégrant des partisans de l'islam conservateur dans son équipe gouvernementale pour les neutraliser, il fait aussi entrer le loup dans la bergerie et s'expose à devoir infléchir sa politique dans un sens qui risque d'être de plus en plus clairement illibéral.
- 34 Cette stratégie s'appuie sur la réaffirmation d'un hyper-nationalisme quelque peu rétrograde et suranné comme instrument privilégié pour regrouper tous ceux qui craignent de voir le pays basculer du côté d'un pouvoir islamique ou, pire, être gagné par la fièvre islamiste. On assiste ainsi en mai 2017 à la création d'une Unité de travail pour renforcer le Pancasila (Unit Kerja Pembinaan Pancasila), qui s'engage dans une campagne ressemblant comme deux gouttes d'eau à celle du P4 que Suharto avait lancé, un peu pour les mêmes raisons, dans les années 80. Une nouvelle journée de fête nationale est même établie le 1^{er} juin pour célébrer le Pancasila et l'État unitaire (Negara Kesatuan) indonésien. En tant que musulman modéré, voire nominal finalement très proche des abangan javanais, Jokowi, - qui a aussi été accusé sur les réseaux sociaux avant son élection d'être chinois, chrétien et communiste, - joue tout naturellement la carte du nationalisme, consubstantiel à la création de l'Indonésie.
- 35 Cela s'accompagne aussi d'une prise de parole de plus en plus inquiétante des principaux responsables de l'armée ou de la police. Ainsi, le chef de l'armée nationale, le général Gatot Nurmantyo, déclare à la même époque que la démocratie contredit les principes du Pancasila car la pratique des élections directes instituée par la Reformasi va à l'encontre de la tradition de recherche de consensus chère à la culture politique indonésienne. De son côté, le ministre de la défense, le général Ryamizard Ryacudu, assène aux étudiants que le libéralisme, le socialisme, le communisme et le radicalisme religieux sont des idéologies « matérialistes » (?) opposées au Pancasila. D'ailleurs, de plus en plus de militaires assument des fonctions civiles et l'on voit la vieille pratique de la dwifungsi, inventée par Nasution et évacuée par la porte au début de la Reformasi, revenir insidieusement par la fenêtre. Les milieux religieux conservateurs ne sont pas en reste et confortent cette inflexion antidémocratique quand le MUI, dirigé par Mar'uf Amin, devenu un soutien majeur de Jokowi, réaffirme l'idée que le libéralisme et le pluralisme sont contraires aux préceptes de la religion islamique. L'année 2017 consacre ce virage vers ce que Marcus Mietzner (2018) a appelé « lutter contre l'illibéralisme par l'illibéralisme », une nouvelle manière moderne de « combattre le mal par le mal » qui se répand au demeurant dans de nombreux pays.
- 36 Cette dérive illibérale se renforce du fait que Jokowi utilise de plus en plus souvent les instruments de l'État, sur lesquels il a la haute main, à commencer par la police et la justice, pour contrer ses adversaires. En fait, cette pratique a toujours été présente sous la présidence de tous ceux qui l'ont précédé, mais elle prend une forme plus clairement assumée sous son égide. Ainsi, dès 2014, le fait de nommer dans son premier cabinet un

politicien du NASDEM au poste de procureur général, habituellement confié à un professionnel, débouche rapidement sur des arrestations de membres de l'opposition accusés de corruption. En 2015-16, le ministre de la justice et des droits humains semble avoir utilisé sa prérogative de pouvoir vérifier la légalité de la constitution des comités dirigeants des différents partis politiques pour manipuler les factions au sein du GOLKAR et du PPP et les inciter à rejoindre la coalition gouvernementale. On a vu que l'arrestation par la police des militants islamiques, à la veille des grandes manifestations de décembre 2016 contre Ahok, sous l'inculpation de trahison, ressemblait beaucoup à un abus de droit et combien le décret sur les organisations de masse, adopté vers la mi-2017 pour brider les activités des islamistes, voire les interdire, comme dans le cas du HTI, pouvait porter directement atteinte au droit d'association. Cela dit, Jokowi joue sur du velours car il sait avoir l'approbation d'une large majorité des Indonésiens pour agir sévèrement envers les extrémistes.

37 À l'approche des élections régionales de 2018 et générales de 2019, l'utilisation des institutions de l'État pour affaiblir l'opposition devient plus forte. Cela se traduit notamment par des interventions du parlement et du gouvernement pour empêcher la KPK de fonctionner correctement, portant ainsi atteinte à son excellente réputation auprès du public. C'est notamment le cas dans le très gros scandale de corruption lié à la mise en place du système électronique de cartes d'identité nationale (e-KTP). En lien avec cette affaire, le président du GOLKAR, Setya Novanto, est inculpé fin 2017. Mais de nombreux membres d'autres formations soutenant Jokowi, à commencer dans son propre parti, le PDI-P, tout aussi compromis, sont épargnés. Faire rentrer la KPK dans le rang arrange tout le monde, aussi bien l'entourage de Megawati et les oligarques qui soutiennent le gouvernement, comme Surya Paloh, que ceux qui le combattent comme Prabowo. Et le président ne fait rien pour enrayer la manœuvre. Les intimidations à l'égard de l'opposition se multiplient. Dans la perspective des élections régionales de 2018, de nombreuses pressions sont exercées dans plusieurs provinces sur les politiciens locaux, notamment sous peine d'être inculpé pour corruption, afin qu'ils rejoignent la coalition favorable à la majorité présidentielle. Par ailleurs, pour lutter contre l'infiltration des idées islamistes dans les universités, il est même envisagé, à un certain moment, de mettre fin à la liberté académique, en plaçant la nomination des recteurs dans les mains du président ! Sur un tout autre registre, Jokowi s'abaisse à un populisme de bas étage répressif à l'extrême quand il évoque également, courant 2017, un droit de la police à pouvoir tirer à vue sur les trafiquants de drogue, s'inspirant ainsi de la politique criminelle de son sinistre alter ego président des Philippines, Rodrigo Duterte !

38 Tout cela ressemble de plus en plus clairement à une régression démocratique et se traduit sans surprise par une rétrogradation assez marquée de l'Indonésie dans tous les classements internationaux pertinents en la matière. C'est ce que montre notamment l'indice de démocratie, calculé chaque année par l'unité de recherche sur la question du grand hebdomadaire libéral britannique *The Economist*. Après avoir fait des progrès impressionnants depuis le début de la Reformasi pour dépasser légèrement le niveau de 7 en 2015, sur une échelle de 10, et se classer au 49^e rang mondial, le pays a commencé à décliner pour retomber à 6,39 et à la 65^e place en 2018¹¹. Il se rapproche petit à petit du niveau 6, qui marque la différence entre les pays de démocratie imparfaite (*flawed democracy*) de ceux qui sont considérés comme ayant des régimes hybrides semi-autoritaires. Il en va de même pour l'indice de liberté calculé par l'Institut Cato de Washington, - quant à lui d'obédience libertarienne marquée, - qui montre un déclin

moins net en termes d'indice, de 6,96 à 6,77 entre 2015 et 2018, mais une chute plus grande de la 71^e à la 85^e place mondiale. La tendance longue est aussi à la baisse mais nettement plus fluctuante pour ce qui est de la liberté de la presse, dont l'indice annuel est calculé par l'ONG Reporters sans Frontières. Après avoir occupé en 2010 le 100^e rang mondial, avec un indice de 28,5, sur une échelle allant de 0 pour le meilleur à 100 pour le pire, l'Indonésie est tombée à la 146^e place en 2016, avec un score de 68, pour remonter à la 124^e en 2018 avec 36,7¹². Enfin, malgré les problèmes soulevés plus haut et les tentatives faites pour entraver le travail de la KPK, pourtant très respectée sur le plan national et à l'échelle internationale, l'indice de perception de la corruption, calculé chaque année par l'ONG Transparency International, reste certes bien faible mais est en légère amélioration, passant, sur un score maximum de 100, de 32 en 2012 à 38 en 2018, ce qui place alors l'Indonésie au 89^e rang mondial sur 168 pays¹³. Bref, un palmarès mitigé qui montre, dans l'ensemble, que la démocratisation indonésienne a cessé de progresser et même commencé à fléchir, mais qu'elle n'est pas encore vraiment entrée dans un processus de régression alarmant et qu'il n'y a pas à rougir en comparaison régionale. C'est dans cette ambiance que vont se dérouler les élections régionales (PILKADA).

- 39 Les PILKADA de juin 2018 sont très importantes à tout point de vue car elles concernent 17 des 34 provinces du pays, dont toutes celles de Java, l'île la plus peuplée, ainsi que 39 villes et 115 districts. Plus de 152 millions de personnes, les $\frac{3}{4}$ des électeurs indonésiens, y prennent part et cela constitue donc un test majeur, tant pour la majorité que l'opposition. Cette dernière est bien résolue à vérifier si la méthode employée à Jakarta pour battre Ahok fonctionne aussi ailleurs, alors que le gouvernement espère que sa double stratégie d'accommodation et de répression envers l'islam portera ses fruits. Depuis 2014, il y a en effet une correspondance de plus en plus étroite entre les élections générales et les PILKADA. Ces élections locales deviennent un baromètre pour des partis politiques nationaux qui s'investissent de manière intense dans leur préparation et se battent pour y remporter le plus grand succès. Le président Jokowi ne s'était pas beaucoup impliqué dans celle de 2015 et 2017, à l'exception de Jakarta, pour les raisons que l'on sait. Dorénavant, il s'y intéresse plus, encourageant les partis de sa coalition à nommer des tickets « nationalistes-religieux » dans les endroits les plus importants, afin d'éviter la résurgence d'une mobilisation sectaire. Il ne veut surtout pas donner l'occasion au camp adverse de Prabowo et de ses acolytes islamistes de prouver une nouvelle fois l'efficacité de leur stratégie de polarisation. Le GERINDRA, le PKS et le PAN, qui avaient soutenu Basdewan contre Ahok dans le second tour à Jakarta, annoncent qu'ils maintiennent leur coalition pour les élections régionales dans la perspective des présidentielles de 2019. Mais leur alliance avec les groupes les plus radicaux qui ont participé et mené le « Mouvement 212 » n'est plus aussi solide et se délite. En fait, Prabowo n'avalise pas les candidats les plus extrémistes proposés par ses alliés islamistes et préfère soutenir comme tête de liste des personnalités plus connues ou fiables et moins radicales. C'est le cas de son collègue général à la retraite Sudradjat, à Java Ouest, ou de l'ancien ministre de l'énergie Sudirman Said, à Java Central, qui a rejoint le camp adverse après son éviction du gouvernement, plus aptes selon lui à conquérir le poste de gouverneur de ces deux provinces majeures. Ils font en revanche équipe tous deux avec un colistier proche des milieux islamistes.
- 40 Pour contrer cette stratégie, la majorité présidentielle soutient des tickets arc-en-ciel très comparables, composés d'une tête de liste nationaliste, en général membre d'un des deux grands partis sécularistes, le PDI-P ou le GOLKAR, et d'un colistier issu des

milieux islamiques conservateurs, habituellement affilié au NU ou au PPP, ayant soutenu les grandes manifestations pour la défense de l'islam et susceptible de mobiliser les électeurs partageant cette sensibilité. De manière assez étonnante, cela se solda donc dans les deux provinces en question par une compétition entre des tickets présentant à peu de chose près le même panachage entre nationalisme et religion ! Elle fut finalement plus serrée que prévu. À Java Central, le gouverneur sortant, Ganjar Pranowo, membre du PDI-P, associé au fils de l'un des oulémas les plus influents du PPP, battit Sudirman Said du GERINDRA et son colistier, proche du NU, par un écart confortable de 60-40. Il avait toutefois fondu de 20 points par rapport aux sondages réalisés six mois avant le scrutin. À Java Ouest, Ridwan Kamil, le maire sortant de Bandung, un universitaire aux idées larges, proche du PDI-P, faisant équipe avec le très conservateur chef du district de Tasikmalaya, membre du PPP et proche des milieux islamistes, s'impose d'une courte tête devant la liste de Sudrajat, soutenu par le GERINDRA, et de son colistier, membre du PKS. Comme à l'échelle nationale, l'opposition n'a pourtant pas hésité à utiliser l'arme des réseaux sociaux islamistes pour mener une campagne de calomnie violente contre Ridwan Kamil. Il a été accusé d'être un libéral, un shiite et un homosexuel. Tout cela montre que pour contrer l'alliance de l'opposition avec les islamistes radicaux, le gouvernement n'hésite pas à soutenir des tickets un peu « contre-nature », formés d'une tête de liste de tendance nationaliste bon-teint et d'un colistier issu des milieux islamiques les plus conservateurs, qui défendent naturellement un langage de plus en plus réactionnaire en matière religieuse et de libertés individuelles. Il en résulte une islamisation croissante du discours politique dominant.

- 41 Dans les provinces des autres îles, où la stratégie accommodante des tickets mixtes n'a pas bien marché, la campagne sectaire du « Mouvement 212 » a plus de succès, comme à Sumatra Nord ou à Kalimantan Ouest. Le clivage entre islamistes et sécularistes y apparaît beaucoup plus nettement dans la composition de tickets plus homogènes, les musulmans votant pour l'un, les non-musulmans, Batak à Sumatra ou Dayak à Kalimantan, pour l'autre. On retombe alors sur un clivage purement religieux et comme les musulmans sont plus nombreux, ils l'emportent dans les deux cas. La dernière singularité ressortant de ces PILKADA est la multiplication des scrutins sans opposition, où une liste unique est soutenue par tous les partis en présence et fait face à une colonne adverse vide ! Le phénomène, en plein essor, concerne tout de même 16 des 154 villes et districts où les élections sont organisées en 2018, contre seulement 3 en 2015 et 9 en 2017. Signe d'un rejet croissant de la politique, la colonne vide reçoit 30% des votes dans cinq cas ! Encore plus parlant à cet égard, à Makassar, le seul candidat en lice est rejeté par une majorité d'électeurs ! Tout cela reflète bien la grande prégnance de la culture politique indonésienne traditionnelle, dans laquelle on évite la confrontation et l'on préfère la recherche d'un consensus unanimiste en se ralliant au panache du plus fort, chaque fois que c'est possible. Mais cela révèle aussi la maturité très moderne d'un électorat qui est lucide et exprime clairement son mécontentement quand le choix qui lui est offert ne lui convient pas ou qui « vote avec ses pieds » en s'abstenant. Tradition et modernité continuent donc à s'affronter et animer la vie politique du pays.

Les manœuvres politiques dans l'ombre en vue des élections générales de 2019

- 42 Il est clair dans l'esprit de tous les protagonistes de la scène politique que les PILKADA de juin 2018 constituent un galop d'essai pour préparer les élections générales d'avril 2019. Or, pour la première fois, les élections législatives et la présidentielle ont lieu simultanément, le même jour, fixé au 17 avril. C'est la raison pour laquelle les tractations pour former des coalitions capables de nommer des candidats à la présidentielle commencent beaucoup plus tôt que d'habitude. En effet, lors des deux élections générales directes précédentes, en 2004 et 2014, les législatives avaient lieu trois mois avant la présidentielle et les coalitions de nomination pour le second scrutin n'étaient organisées et leurs candidats enregistrés qu'après la finalisation du premier. Alors qu'en 2014 les nominations présidentielles avaient été annoncées moins de deux mois avant le scrutin, elles durent donc l'être huit mois plus tôt en 2019, dès août 2018. La question mobilise l'essentiel de l'énergie de la classe politique pendant toute la première partie de l'année, et elle n'est pas simple, car ce nouveau calendrier crée de nombreux problèmes. Les députés du DPR qui nominent des candidats à la présidence ont en effet été élus il y a cinq ans et sont sortants, contrairement aux fois précédentes où ils avaient été nommés par des représentants nouvellement élus pour un quinquennat. La simultanéité des deux scrutins complique aussi singulièrement les choses à plusieurs niveaux, notamment pour ce qui est de la manière dont peuvent se négocier la constitution des tickets présidentiels. Comme la règle des 20% de sièges au parlement ou des 25% de voix des électeurs s'applique toujours pour pouvoir nommer un candidat et qu'aucun des partis représentés au DPR ne dispose à lui seul de ce capital, cela a donné lieu au jeu habituel des tractations pour former une coalition.
- 43 Compte tenu de ce nouveau calendrier, la campagne est beaucoup plus longue et coûteuse que par le passé. Dès le début de l'année Jokowi fait savoir qu'il est candidat à sa succession. À ce jeu, le président sortant part avec un avantage certain, car il peut compter sur les ressources et l'intendance de l'État. De plus, il a pris soin, dès 2014, de constituer une coalition et un gouvernement au sein desquels il sait pouvoir compter sur le financement de riches partenaires et partisans, comme le vice-président Jusuf Kalla, le patron du NASDEM, Surya Paloh, ou le ministre de l'agriculture, Amran Sulaiman (très riche homme d'affaires également dans le secteur de l'agro-alimentaire). La grande question est de savoir qui vont être les autres candidats à cette présidentielle. Celui qui aurait à priori le plus de chance est une nouvelle fois Prabowo, auquel les sondages donnent entre 10 et 20% des intentions de vote au premier tour. Mais il semble moins tranchant qu'en 2009 ou 2014, son attitude et ses déclarations laissant supposer que d'autres scénarios seraient possibles. Son parti le GERINDRA pourrait par exemple nommer un autre candidat que lui, comme Megawati l'avait fait pour Jokowi en 2014 au nom du PDI-P. Dans une telle éventualité, le plus plausible serait Anies Basdewan, le gouverneur de Jakarta, élu en 2017 avec son soutien, ou le général Gatot Nurmyanto, le très nationaliste et autoritaire chef sortant de l'armée. Toutefois, rien n'étant impossible dans le monde politique indonésien, comme le passé l'a souvent montré et l'avenir le démontrera encore plus, Prabowo pourrait aussi décider de figurer comme colistier sur le ticket de Jokowi. Des négociations semblent d'ailleurs avoir eu lieu à ce sujet, sous l'égide de l'indispensable « fixeur » Luhut

Panjaitan, qui n'ont finalement pas abouties. L'idée circule même alors qu'il ne pourrait y avoir qu'un seul ticket présidentiel.

- 44 Qui que soit son adversaire, Jokowi commence en tous les cas la course avec un gros avantage car son rapprochement avec les milieux islamiques modérés anti-islamistes le rend pratiquement invincible. Cela dit, sa candidature soulève d'emblée une très forte opposition. Ce n'est plus celle du « Mouvement 212 », qui s'est largement disloqué, mais d'une nouvelle nébuleuse qui apparaît sur la toile et dans les media sous le « hashtag » de « 2019 GP » (2019 Ganti Presiden ou Changer de président en 2019). Dès le début de l'année 2018, il prend de l'importance et devient un mouvement structuré qui se dit prêt à soutenir n'importe quel candidat crédible face à Jokowi, avec un mot d'ordre qui fait tâche d'huile : « Asal Bukan Jokowi » (N'importe qui sauf Jokowi). Toutefois, au début, il annonce que c'est Anies Basdewan qui aurait sa préférence. En février, Megawati confirme la nomination de Jokowi pour le PDI-P, suivie très rapidement par le GOLKAR, le NASDEM, le PPP et le HANURA. Les deux seuls partis faisant partie de la coalition gouvernementale à ne pas se prononcer sont le PKB et le PAN. Du côté du PKB, la volonté affichée est que le candidat à la vice-présidence vienne de ses rangs. Le nom de plusieurs des principaux leaders du NU circulent dans la presse, dont son président Muhaimin Iskandar, mais aussi d'autres personnalités majeures comme Ma'ruf Amin. À ce stade, Jokowi tempore et ne se prononce pas. Pour ce qui est du PAN, sa préférence irait nettement à Prabowo, ne serait-ce que parce que Amien Rais entretient une détestation cordiale à l'égard de Jokowi, et il souhaiterait aussi présenter un candidat à la vice-présidence, avançant le nom de Zulkifli Hasan qui dirige le parti. Son calcul est aussi qu'une telle stratégie lui permettrait d'engranger plus de voix aux législatives, grâce au scrutin simultané qui facilitera l'amalgame. C'est d'ailleurs aussi le cas du PKS, resté dans l'opposition depuis 2014 avec le GERINDRA et le PD, qui, affaibli et divisé, se verrait bien présenter un candidat à la vice-présidence sur le ticket de Prabowo, pour les mêmes raisons. Enfin, reste justement le PD de Yudhoyono qui pourrait potentiellement jouer les trouble-fêtes. Malgré des pertes importantes en 2014, il est en effet toujours, en nombre de sièges, le quatrième parti du DPR. Et il a un candidat naturel à la présidence en la personne, népotisme dynastique traditionnel oblige, du « fiston » Agus Harimurti. En dépit de sa défaite en 2017 au premier tour des élections pour le poste de gouverneur de Jakarta, il a en effet gardé des supporters et arrive dans le trio de tête des sondages, derrière Jokowi et Prabowo.
- 45 Dès le début de la course à la présidence, Jokowi est le favori et garde les yeux rivés sur les sondages, qu'il domine de la tête et des épaules. Il estime toutefois que le nom de son colistier sera un élément majeur dans le choix des électeurs et exclut de se prononcer en fonction de ses compétences ou de sa complémentarité avec lui en termes d'origine géographique ou ethnique, mais du seul critère de son éligibilité. En fait, il est prêt à faire équipe avec n'importe qui lui assurant la victoire. Mais il veut éviter à tout prix que se répète la situation de 2014, où il avait été soutenu du bout des lèvres par son parti et où Megawati lui avait imposé Jusuf Kalla comme vice-président, avait limité les fonds de campagne et était largement intervenue dans la formation de son cabinet ministériel. Les noms de dizaines de colistiers possibles circulent, mais finalement cinq d'entre eux sortent du chapeau : le général Moeldoko, commandant des forces armées de 2013 à 2015, devenu chef d'état-major de Jokowi en 2018 ; Chairul Tanjung, un homme d'affaires prospère, nommé en 2014 ministre coordinateur des affaires économiques par SBY pour quelques mois (quand Hatta Rajasa a quitté le poste pour être le colistier de Prabowo pour les présidentielles) ; Mahfud MD, un éminent juriste,

ministre de la défense puis de la justice et des droits de l'homme sous Gus Dur, membre du DPR de 2004 à 2008 pour le PAN, devenu Juge suprême de la Cour constitutionnelle de 2008 à 2013 et ayant été candidat à la primaire des présidentielles en 2014 ; Ma'ruf Amin, le très conservateur président du MUI et l'autorité la plus haute du NU ; enfin, l'insusable Jusuf Kalla du GOLKAR. Ce dernier se voit toutefois obligé par la Cour constitutionnelle de renoncer, car la règle applicable à la présidence est aussi valable pour lui et il ne peut pas briguer un troisième mandat consécutif de vice-président. Les rumeurs disent que Jokowi a une nette préférence pour Mahfud MD, en dépit du fait qu'il ait présidé la campagne de Prabowo en 2014, car il a de l'expérience et des compétences et s'est beaucoup rapproché du NU. C'est un musulman modéré, respecté pour sa probité, qui a une très bonne image et en potentiel de sympathie important au sein de la population.

- 46 Deux jours avant la clôture des candidatures, le 10 août, il semble que Jokowi s'apprête à faire part de son choix. Mais le président de l'instance dirigeante du NU annonce, après une réunion avec Ma'ruf Amin, que Mahfud MD n'est pas un cadre de leur organisation, que le PKB ne soutient pas sa nomination et qu'il ne prend pas parti dans l'élection à venir. Bref, le chantage est simple : si le candidat à la vice-présidence n'est pas un de ses dirigeants, le NU ne se sent pas lié à Jokowi. Cela convient bien aux partis de la coalition, notamment le PDI-P, qui préfère Ma'ruf, âgé de 75 ans, que Mahfud, qui n'en a que 61, en ayant déjà à l'esprit les élections de 2024, où il espère bien que Puan Maharani sera sa candidate. Tous s'opposent aussi à l'unisson sur le fait que Jokowi décide seul qui sera le vice-président, sans obtenir l'accord de tous les membres de la coalition qui le soutient. Ne pouvant se passer de leur appui et encore moins de celui du NU, il annonce donc que Ma'ruf Amin est son colistier. Il a raté son coup et déçoit en même temps énormément ses supporters pluralistes, qui n'ont pas oublié le rôle infect de ce dernier dans l'affaire Ahok et préféraient de loin Mahfud MD.

Photo 57 : Le « ticket » présidentiel Jokowi-Ma'ruf Amin aux élections de 2019



SOURCE : image officielle de campagne (Office de la présidence)

Photo 58 : Le « ticket » présidentiel Prabowo-Sandiaga Uno aux élections de 2019



SOURCE : Photo officielle de campagne (Secrétariat du GERINDRA)

- 47 Dans le camp adverse, les membres du *GNPF-U* (Mouvement pour sauvegarder les fatwas des *ulema*), le nouvel avatar du *GNFP-MUI* formé au moment de l'affaire Ahok, se réunissent dès juillet 2018 pour choisir leurs candidats pour le ticket présidentiel. Ils tombent vite d'accord sur l'idée de soutenir à nouveau Prabowo pour la présidence et évoquent le nom de deux candidats pour la vice-présidence : le jeune chef religieux ultra-conservateur et actif dans le « Mouvement 212 », Abdul Somad, et le ministre des affaires sociales du second cabinet de SBY et chef du *PKS*, Salim Segaf al-Jufri. Par ailleurs, après avoir approché Jokowi pour tenter de lui vendre la candidature de son fils Agus comme colistier, SBY se retourne de manière opportuniste vers Prabowo pour faire de même ! L'annonce est rapidement faite que leur réunion a été très fructueuse et que le *PD* soutient sa candidature. Toutefois, l'intéressé hésite car il a un autre problème : l'argent n'est plus aussi abondant qu'en 2014 et c'est une des raisons pour lesquelles il a longtemps attendu avant de se décider à se représenter. Faire équipe avec Agus Yudhoyono permettrait vraisemblablement de régler en partie cette question, mais lui aliénerait probablement ses alliés islamiques du *PKS*, du *PAN* et du *GNPF-U*. D'ailleurs, ces derniers, craignant justement que Prabowo choisisse Agus, sondent le *PKB* et le *GOLKAR* sur la possibilité de nommer Anies Basdewan ou le général Gatot Nurmyanto. Un des membres du *PKS*, plus lucide que les autres, se serait alors écrié à cette occasion : « Vous ne pouvez pas avoir un ticket militaire-militaire ! C'est une relation entre même sexe, c'est LGBT ! ». Mais, contrairement à Jokowi, Prabowo reste ferme face aux partis qui le soutiennent, rompt la négociation avec SBY, n'accepte pas les propositions de candidats islamistes venant du *PKS* et du *PAN* et choisit un de ses proches au sein du *GERINDRA* en la personne de Sandiaga Uno, le vice-gouverneur de Jakarta, adjoint de Anies Basdewan, comme Ahok l'avait été de Jokowi. Né en 1969 à Pekanbaru, la capitale de la province de Riau, à Sumatra, c'est un homme d'affaires très fortuné qui a financé à 80% la campagne pour la conquête de Jakarta, ce qui règle le problème financier de Prabowo. Quelques heures après que Jokowi ait rendu public son choix, il annonce le sien. Comme les trois autres partis qui le soutiennent étaient en concurrence pour placer l'un des leurs sur le ticket présidentiel, afin d'attirer un plus grand nombre d'électeurs à voter pour eux, cela leur convient car ils se neutralisent et

ils se rallient à cette solution. À la mi-août 2018, les deux tickets pour la présidentielle d'avril 2019 sont donc déjà choisis.

Bilan économique et social positif avec une mention spéciale aux infrastructures

- 48 Depuis le début du mandat de Jokowi, les péripéties politiques ont éclipsé les affaires économiques et sociales qui sont pourtant sa priorité. Quel bilan peut-on faire de son action dans ce domaine ? Sans être mirifique, il est bien supérieur à celui qu'espéraient la plupart de ses électeurs en matière d'approfondissement démocratique. Certes, l'objectif visé de faire remonter la croissance économique du pays au niveau de 7% n'a pas été atteint, mais son premier quinquennat se solde par un taux annuel moyen solide et stable de 5%, qui semble d'ailleurs être devenu une constante et un plafond depuis la sortie de récession due à la crise financière asiatique de 1998¹⁴. Il faut dire que le nouveau président a eu la malchance d'arriver au pouvoir au moment où le boom des matières premières, dont a bénéficié son prédécesseur pendant presque toute une décennie, touchait à sa fin et où le contexte économique international devenait moins favorable, après l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016 et le retour à une politique commerciale protectionniste à l'égard de la Chine et du reste du monde. En revanche, les mesures prises dans le domaine social lui ont permis de continuer à faire légèrement baisser la pauvreté et à enrayer la montée des inégalités. En outre, il a tenu la plupart de ses principales promesses de campagne et a eu le courage de s'attaquer au problème majeur et lancinant du subventionnement des carburants, investissant pour majeure partie les fortes économies réalisées dans l'amélioration des infrastructures, de la santé et de l'éducation.
- 49 Pour ce qui est du serpent de mer des subventions de carburants, il était temps qu'un gouvernement décide enfin de s'en débarrasser. Elles avaient en effet été adoptées à un moment où l'Indonésie était le dixième producteur mondial de pétrole et un exportateur majeur dans les années 1970-90. Or la situation s'était totalement retournée depuis lors. Membre actif depuis 1962 de l'OPEP, créé deux ans plus tôt, elle avait d'ailleurs dû quitter l'organisation en 2008, après que la courbe de sa production déclinante ait croisé celle d'une consommation croissante, répondant aux besoins de son développement économique, et qu'elle soit devenue un importateur net. La capacité de production du pays était tombée à quelque 800 000 barils de pétrole par jour en 2018, environ la moitié de celle des années 1970, alors que la consommation journalière était déjà plus du double ! Pendant le même laps de temps, la part des produits pétroliers dans la valeur des exportations du pays avait chuté de plus de 50% à moins de 10%, essentiellement sous forme de gaz naturel liquéfié. Correspondant à une époque d'abondance révolue, les subventions de carburants auraient donc dû être abolies depuis longtemps. Cela aurait été d'autant plus légitime qu'elles profitaient surtout aux gens les plus aisés, comme on l'a déjà vu, puisque 80% des personnes appartenant au tiers supérieur de la population ayant les plus hauts revenus possèdent un véhicule et utilisent du carburant, contre seulement 30% de ceux du tiers inférieur. Ces subventions détournaient ainsi des ressources colossales qui auraient été beaucoup plus utilement investies dans l'éducation, la santé ou les infrastructures. Enfin, en maintenant le prix des carburants à un niveau artificiellement bas, elles rendaient encore plus difficile, en ces temps critiques de changement climatique, la

nécessaire transition écologique de l'Indonésie vers des sources d'énergie renouvelables et moins nocives pour l'environnement.

- 50 Profitant de la période de grâce où sa popularité était au zénith, Jokowi s'y est pris de manière assez subtile et en deux temps pour faire passer une mesure nécessairement impopulaire et risquée. Immédiatement après la confirmation de son élection, son gouvernement a d'abord imposé en novembre 2014 une forte augmentation du prix du litre d'essence ordinaire à la pompe, de 6 500 à 8 500 *Rupiah* (Rp.) ; ensuite, il a aboli le système de subventions au 1^{er} janvier 2015, en profitant de la forte chute du cours du pétrole sur le marché mondial, pour le ramener à 7 600 Rp. puis l'ajuster encore plusieurs fois à la baisse pour finalement le faire retomber au niveau de 6 500 Rp. au 1^{er} avril 2016. Il a donc bien choisi le moment pour procéder à cette réforme majeure pour l'économie nationale, en tirant intelligemment profit de cette chute des cours du brut à l'échelle internationale, le prix du baril étant passé de 60 à 50 US\$ entre fin 2014 et mi-2016. La pilule a ainsi été plus facile à avaler. Au terme de ce processus, la part des subventions de carburants dans le budget annuel de l'État, qui avait caracolé à plus de 15% de 2013 à 2015, a été divisée par quatre pour tomber aux alentours de 4% en 2016 et encore un peu moins en 2017. Cela a permis au gouvernement de faire des économies de quelque 23 milliards de US\$, qu'il a pu réallouer vers des secteurs plus cruciaux pour le développement du pays. Cependant, acclamé dans un premier temps pour sa perspicacité et son courage, Jokowi s'est ensuite vu reprocher de ne pas avoir saisi l'occasion de régler une fois pour toute ce problème en liant automatiquement le prix de l'essence au plan national aux fluctuations du cours du brut sur le marché international. Ce dernier est en effet reparti à la hausse depuis 2017, faisant de nouveau peser une contrainte importante sur le budget du pays. Le président, penchant alors de manière croissante du côté d'un national-populisme plus marqué et commode pour gouverner dans un contexte politique nettement plus volatil pour lui à l'approche des élections de 2019, n'a pas pris le risque de remettre l'ouvrage sur le métier et d'augmenter une nouvelle fois les prix à la pompe.
- 51 Pour l'essentiel, c'est dans le secteur des infrastructures, où un retard énorme s'était accumulé depuis le début de la *Reformasi*, que les économies réalisées ont été investies. En fait, Jokowi a repris grosso modo le programme adopté en la matière sous SBY, mais avec une volonté politique plus forte d'assurer sa mise en œuvre et des moyens accrus. La part du budget allouée aux infrastructures a ainsi plus que doublé en trois ans, passant de 8% en 2014 à 13% en 2015, 15% en 2016 et 19% en 2017, soit près de 400 milliards de *rupiah* représentant 2,8% du PIB. Ce progrès spectaculaire restait toutefois modeste compte tenu des immenses besoins du pays et en comparaison avec ses voisins de l'ASEAN, la Thaïlande étant à près de 4% la même année alors que le Vietnam et les Philippines dépassaient les 5%. Cela ne pouvait en aucune façon permettre de financer la liste beaucoup trop ambitieuse des 245 projets stratégiques nationaux envisagés dans le plan de développement 2014-2019, comprenant notamment 5 000 km de chemin de fer, 2 600 km de routes, 1 000 km d'autoroutes à péage, 49 barrages hydrauliques, 24 ports en eau profonde et l'installation de centrales électriques d'une capacité combinée de 35 000 mégawatts ! Il aurait fallu pour cela que les financements privés escomptés de la part des investisseurs domestiques et étrangers affluent plus massivement qu'ils ne l'ont fait. Or ces derniers étaient peu séduits par les conditions offertes et rendus prudents face à une situation politique nationale incertaine et surtout au retournement de la conjoncture économique internationale. Et le gouvernement ne pouvait aucunement compenser cette défaillance du secteur privé par une augmentation du

financement public car, du fait d'une assiette bien trop étroite et de problèmes de recouvrement chroniques, sa base fiscale reste l'une des plus faible de la région. Les revenus provenant de l'imposition ne représentent en effet que 10% du PIB, contre 14% pour la Malaisie et les Philippines et même 16% pour la Thaïlande. Par ailleurs, la mise en œuvre de ces projets, souvent déjà très compliquée en soi sur le plan administratif, s'est finalement avérée beaucoup moins aisée et rapide que prévu du fait des difficultés rencontrées au niveau de l'acquisition des terres nécessaires pour leur réalisation. Certains de ces mégaprojets, comme le TGV Jakarta-Bandung, le plan colossal envisagé dans le domaine des centrales électriques ou la construction d'usines de raffinage de divers produits minéraux comme le nickel n'ont donc pas aussi bien progressé qu'espéré. En revanche, d'autres projets, comme l'autoroute à péage « transjavanaise » de plus de 1 150 kilomètres de long, reliant Merak, sur le détroit de la Sonde, à Banjuwanggi, sur celui de Bali, la première ligne du MRT de Jakarta, le train reliant la capitale à l'aéroport Sukarno-Hatta ou le barrage de Jatigede à Java-Ouest, ont avancé de manière plus satisfaisante. Au bout du compte, malgré les difficultés rencontrées, c'est bien dans le domaine des infrastructures que Jokowi a le mieux tenu ses promesses de campagne et enregistré son succès le plus probant.

Photo 59 : Autoroute transjavanaise l'échangeur Caruban de Madiun



SOURCE : Kojiromidori

- 52 Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, son bilan est également plutôt positif. Le gouvernement a bien sûr continué à consacrer respectivement 20% et 5% de son budget annuel à chacun d'entre eux, comme il y est obligé par la Constitution depuis les modifications adoptées en 2003 et 2009. Mais Jokowi a aussi choisi de prolonger au plan national les expériences novatrices qu'il avait faite au niveau municipal et régional à Solo puis Jakarta, ce qui a permis de renforcer certains programmes d'aide sociale en la matière. C'est ainsi que les cartes *KIP* (*Kartu Indonesia Pintar* ou Carte Indonésie intelligente) et *KIS* (*Kartu Indonesia Sehat* ou Carte Indonésie en bonne santé), ont chacune été intégrées dans des programmes nationaux plus larges appelés *BSM* (*Bantuan Siswa Miskin* ou Assistance aux étudiants pauvres) et *PBI* (*Penerima Bantuan Iuran* ou Bénéficiaires d'une assistance majorée), ce dernier étant un complément du *JKN* (*Jaminan Kesehatan Nasional* ou Assurance nationale de santé) et le tout faisant partie

intégrante du *SJSN* (*Sistem Jaminan Social Nasional* ou Système de sécurité sociale nationale). Par ailleurs, le programme *RASTRA* (*beRAS Sejahtera* ou Riz prospère) de distribution de riz aux familles les plus pauvres a été poursuivi, alors qu'un nouveau système de transfert conditionnel d'argent baptisé *PKH* (*Program Keluarga Harapan* ou Programme des familles dans l'espoir) était mis en place. Enfin, le plan de financement, qui existait déjà sous le nom de *Dana Desa* (Fonds villageois), permettant au gouvernement central de faire un don annuel en nature à chacun des 75 000 villages de l'archipel, a été renforcé et a même quadruplé, en passant de 280 à 800 millions de *rupiah* entre 2015 et 2018. Au-delà de cette architecture sociale complexe, reflétant bien le goût de l'administration indonésienne pour des montages confus, l'important est que des centaines de milliards de *rupiah* ont été distribués d'une manière ou d'une autre à des dizaines de millions de familles pendant le premier quinquennat de Jokowi, dans l'idée de contribuer à faire baisser la pauvreté absolue et les inégalités de revenus, comme il s'y était engagé dans son programme électoral. Et cela a effectivement donné des résultats qui, sans être aussi spectaculaires que promis, ne sont pas insignifiants et vont dans la bonne direction.

- 53 La pauvreté quant à elle est en effet passée en 2018 sous la barre fatidique des 10% (pour la première fois dans l'histoire du pays) avec un chiffre record de 9,4% au plan national et une très nette différence entre le milieu urbain et rural de 6,9% contre 12,8%. Le résultat est toutefois encore bien loin des 7% que Jokowi avait promis d'atteindre avant 2019. Il n'y a pas vraiment de quoi pavoiser, car cela représente quand même toujours plus de 25 millions d'Indonésiens, dont 10 dans les villes et 15 dans les campagnes. En outre, il ne s'agit là que de la pauvreté absolue, définie par la ligne nationale qui n'est fixée qu'à 425 250 *rupiah* par personne et par mois, soit tout juste 1 US\$ par jour ! De plus, les inégalités sont grandes à l'intérieur de l'archipel puisque 10 provinces sur 34 ont un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale et que, si seulement 4% de la population vit sous ce seuil à Java ou Bali, la proportion est par exemple sept fois plus élevée et passe à 28% en Papua ! Non moins important est le fait que ce seuil est extrêmement bas par rapport au standard international qui fixe depuis 2015 la même ligne de pauvreté extrême à 1,90 US\$ en PPA par jour, près du double, ce qui fait alors passer le pourcentage d'Indonésiens pauvres à plus de 20%. Si l'on prend le chiffre de 3,20 US\$ en PPA par jour et par personne, que la Banque Mondiale considère depuis 2017 comme représentant un seuil de pauvreté minimum plus approprié pour un pays à revenu intermédiaire inférieur comme l'Indonésie, c'est 36% de la population qui se retrouve en dessous, soit 93 millions de personnes ! Bref, les progrès sont réels mais très lents et le pays est encore bien loin d'avoir réglé ses problèmes de grande pauvreté.
- 54 Il en va de même pour les inégalités de revenus, mesurées par le coefficient de Gini, qui, après avoir explosé sous SBY, en partant de 0,33 en 2005 pour franchir le seuil critique de 0,4 en 2010 et culminer à 0,41 en 2013, sont revenues légèrement en arrière à 0,39 en 2018 et 0,38 en 2019. Il semble toutefois que ce soit surtout la classe moyenne qui ait bénéficié de ce léger rééquilibrage. En haut de l'échelle, selon OXFAM, le 1% des gens les plus fortunés contrôlent en 2017 presque 50% des richesses nationales et les quatre milliardaires les plus riches du pays possèdent plus que les 100 millions d'Indonésiens les plus pauvres. Au total, les mesures prises ont donc bien permis d'inverser la tendance, mais il faudrait mener une politique sociale et surtout fiscale beaucoup plus vigoureuse et courageuse pour réduire de manière plus décisive les inégalités et avoir

ainsi une meilleure chance d'éradiquer les formes les plus graves de pauvreté. En revanche, la classe moyenne indonésienne, celle dont le revenu mensuel se situe entre 60 et 600 US\$ par mois, a continué à se renforcer au fil des ans et représente nettement plus de la moitié de la population du pays en 2019. Indicateur imparfait mais significatif d'une plus grande prospérité, même si elle est inégalement partagée, le PIB par habitant a également continué à augmenter pour friser les 4 000 US\$ en 2017.

- 55 Pour le reste, à l'image de ce bilan social positif, les choses ne se sont pas trop mal passées pour l'économie indonésienne depuis l'arrivée au pouvoir de Jokowi. Sans flamber, elle a continué à se développer de manière relativement bonne. Comme la croissance, l'inflation est restée modérée autour des 5% par an. Il en va de même pour le chômage, qui est aussi retombé à presque de 5%, un niveau que le pays n'avait plus connu depuis avant la CFA de 1997-98. Cela s'est accompagné de la continuation du déclin de la part de l'emploi dans l'agriculture, tombée sous la barre des 30% en 2017, d'une augmentation encourageante de l'embauche formelle dans les secteurs industriel et des services, notamment dans le domaine des NTIC et du tourisme, en plein boom¹⁵, et de la baisse concomitante mais encore trop lente du travail informel.
- 56 Au niveau des grands équilibres macro-économiques, la balance des paiements est restée excédentaire jusqu'en 2017, mais le léger déficit de la balance commerciale, qui a commencé à apparaître en 2018 du fait du ralentissement de la croissance de la Chine, aggravée par l'escalade de la guerre commerciale déclenchée par Trump à son égard, soulève des inquiétudes pour l'avenir. Les investissements directs étrangers (IDE), après un léger tassement en 2015, ont repris leur mouvement à la hausse en 2016 pour atteindre une somme record de plus de 22 milliards de US\$ en 2017, avant de commencer de fléchir à nouveau en 2018 pour les mêmes raisons que les exportations. Ces difficultés nouvelles, apparues à la fin du mandat de Jokowi, après une première période plutôt favorable, s'accompagnent d'un déficit budgétaire inhabituel pour l'Indonésie qui s'approche de la ligne rouge fatidique des 3% en 2017, en raison des investissements importants consentis dans le domaine des infrastructures et de la faiblesse des rentrées fiscales. En revanche, la dette extérieure est restée sous la barre des 30% du PIB et demeure la plus faible de l'ASEAN. Restant fidèle à sa politique traditionnelle de taux de change flottant, le gouvernement a laissé la monnaie nationale se déprécier légèrement de 12 000 à 14 000 *rupiah* pour 1US\$ entre 2014 et 2018.
- 57 Cette combinaison d'éléments positifs et négatifs est le fruit de ce qu'il est devenu courant de qualifier de « jokowinomics ». Il s'agit d'une politique économique hybride ou duale, caractérisée par une forte dose de continuité assortie d'éléments de changement. Elle combine en effet certaines mesures d'ouverture et de libéralisation qui sont toutefois enchâssées dans le cadre plus large et limitatif d'un nationalisme économique renouvelé, dans lequel les pouvoirs publics, les politiques industrielles et les entreprises d'État continuent à jouer un rôle dominant. Certains spécialistes de l'histoire économique du pays y ont vu l'expression d'une nouvelle forme de « développementalisme », une résurgence de la politique suivie par Suharto pendant toute la période de l'Ordre nouveau. On y retrouve le même déterminisme économique et la forte croyance dans le fait que la croissance et le développement vont permettre de régler tous les problèmes sociaux et politiques du pays. Il s'agit juste de créer les conditions nécessaires au déclenchement et à la perpétuation du processus, en améliorant les infrastructures et en facilitant les procédures pour attirer les

investissements domestiques et étrangers. Tout cela s'accompagne de l'absence de choix idéologiques et du même pragmatisme permettant de combiner des mesures parfois contradictoires et de changer de cap quand cela s'avère nécessaire. Bref, alors que les espoirs entretenus sur la capacité de Jokowi d'être l'artisan d'un approfondissement démocratique s'évanouissent et, face à la multiplication de signes d'illibéralisme croissant, font place à la crainte d'une véritable régression de la démocratie indonésienne, les plus critiques ne voient pas non plus en lui le réformateur audacieux capable de transformer l'économie du pays. Ces derniers doutent du fait qu'il puisse l'amener sur la voie d'une croissance plus soutenue, d'un développement véritablement durable et l'installer solidement d'ici la fin de son mandat dans la catégorie supérieure des pays à revenus intermédiaires. D'autres commentateurs en revanche soulignent le fait que l'option qu'il a prise pour relancer le développement économique du pays, en cherchant à respecter un juste équilibre entre une libéralisation plus poussée, nécessaire pour attirer les investissements et stimuler la croissance, et un nationalisme réaffirmé, pour ne pas porter atteinte à la souveraineté nationale et protéger les producteurs, est un juste équilibre. C'est pour eux une mesure de son pragmatisme fondamental et de son habilité à pratiquer l'art du possible. Cela correspond aussi tout simplement à la marge de manœuvre dont il dispose¹⁶.

Environnement négligé et fin de mandat sur fond de catastrophes naturelles

- 58 C'est sûrement dans le domaine de l'environnement que le pragmatisme à court terme de type « économiciste » de Jokowi et son absence de vision plus longue sont les plus patents. Sur la base de son expérience professionnelle comme petit entrepreneur de meubles en bois, il est infiniment moins sensible à ces questions d'environnement que son prédécesseur SBY. Ce dernier avait en effet un niveau d'éducation plus élevé et se targuait d'être un véritable intellectuel, ayant aussi beaucoup lu sur ce sujet comme sur d'autres et appris de sa fréquentation des forums internationaux, où il adorait pavoiser. Or, en dehors des réunions annuelles des chefs d'État de l'ASEAN, de l'APEC et du G20, quasi obligatoires, dans lesquelles il reste d'ailleurs discret, Jokowi fréquente peu les grandes messes internationales, car il ne s'y sent guère à l'aise. Il préfère se concentrer sur la gestion des affaires domestiques et le développement de son pays que de promouvoir son image sur la scène mondiale et de participer à l'amélioration de la gouvernance globale.
- 59 Sa négligence pour l'environnement apparaît bien dans sa gestion de la question lancinante des feux de forêts qui ravagent chaque année les îles de Kalimantan et Sumatra, à la fin de la saison sèche. Ces incendies anéantissent la flore et la faune sur des centaines de milliers d'hectares et affectent la santé de millions d'Indonésiens et de leurs voisins de Malaisie et de Singapour, suffoquant sous les fumées denses et toxiques qui envahissent et obscurcissent le ciel pendant des semaines. En dehors du fait de déplorer la chose et de faire part de ses regrets au sein de l'ASEAN, où il est mis en accusation, le gouvernement indonésien se contente de prendre des mesures curatives bien insuffisantes. Pour pouvoir lutter enfin efficacement contre ces feux dévastateurs, il faudrait mener une politique préventive et adopter un plan d'aménagement du territoire qui porterait atteinte à l'industrie de l'huile de palme, toute puissante et vitale pour l'économie du pays, de loin le premier producteur mondial devant la Malaisie. La déforestation et le nettoyage de la forêt par le feu sont en effet les étapes

préalables au développement de plantations de palmiers à huile. Or l'Indonésie compte bien continuer à étendre la superficie de ces cultures dans son effort de développement. C'est la raison pour laquelle elle s'insurge contre les mesures restrictives à l'importation d'huile de palme envisagées par l'Union européenne pour enrayer à la fois un fléau responsable de l'émission d'une quantité importante de gaz à effet de serre, aggravant le réchauffement climatique, et lutter contre l'impact négatif de cette huile, saturée en acides gras, qui envahit toute l'alimentation mondiale et accroît les risques cardiovasculaires. Dans un autre secteur crucial pour l'économie du plus grand archipel du monde, Jokowi, s'appuyant sur son énergique ministre en charge de ce dossier, Susi Pudjiastuti, a en revanche fait des efforts louables pour essayer d'enrayer les pratiques de pêche illégale. Mais là aussi il s'agit plus de mesures répressives prises au nom du respect de la souveraineté nationale, passant par le sabordage pur et simple des bateaux étrangers en infraction, que d'une politique préventive réfléchie. À un tout autre niveau, le projet titanesque visant à construire une route de plus de 4 000 kilomètres traversant intégralement la Papua, de Sorong, au nord-est, à Merauke, au sud-est, avec pour objectif de stimuler le développement des deux provinces concernées et contribuer à résoudre les problèmes politiques et surtout identitaires complexes qui s'y posent, donne une bonne idée de la manière simpliste et naïve dont il conçoit les choses, en surestimant les vertus de l'économie et en minimisant les impacts sur l'environnement et la société.

- 60 À côté des désastres écologiques résultant de l'action humaine sur terre ou sur mer, l'Indonésie a continué à être régulièrement frappée par les catastrophes naturelles (auxquelles elle est abonnée) pendant le premier mandat de Jokowi, guère plus épargné que SBY dans ce domaine. L'année 2018 a été particulièrement meurtrière à cet égard. Alors que la bataille politique en vue des prochaines élections générales battait son plein, trois séismes ont en effet secoué l'archipel, faisant de nombreuses victimes et des dégâts majeurs. Le premier a eu lieu à Lombok, l'île touristique voisine de Bali. Après l'éruption sans grande conséquence en septembre 2016 du Rinjani, l'un des deux plus grands et le plus majestueux des volcans indonésiens¹⁷, un tremblement de terre, marqué par plusieurs secousses d'une intensité variant entre 6 et 7 entre le 21 juillet et le 19 août, y a fait près de 700 morts, des milliers de blessés et des destructions massives. Un mois plus tard, un autre tremblement de terre d'une intensité de 7,5 a eu lieu le 28 septembre sur la péninsule de Minahasa, dans le nord de Sulawesi. Il a déclenché un tsunami qui a submergé la ville côtière de Palu sous des vagues de 4 à 7 mètres, tuant plus de 4 000 personnes, le bilan le plus meurtrier depuis le séisme de Jogjakarta en 2006. Enfin, le 22 décembre, une éruption du volcan Anak Krakatoa, dans le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra, a déclenché un tsunami qui a fait près de 500 morts et de 2 000 blessés. Dans les trois cas, les alarmes et les secours n'ont pas été à la hauteur et beaucoup de gens croupissent encore aujourd'hui dans des camps de fortune à Lombok et Palu, ce qui montre que l'Indonésie a encore beaucoup à faire dans le domaine de la prévention et du traitement des catastrophes, qui ne manqueront hélas pas de continuer à la frapper régulièrement.

Photo 60 : Dégâts des tremblements de terre de Lombok en juillet-août 2018



SOURCE : Kurniawan Rizki

Photo 61 : Après le tsunami du 28 septembre 2018 à Palu (Sulawesi Central)



Source : Iwan Rusly

Photo 62 : Éruption du volcan Anak Krakatoa à Lampung le 22 décembre 2018



SOURCE : Deni Sugandi

- 61 Alors que le pays se remettait de cette série de catastrophes et que l'échéance électorale se rapprochait, la politique reprit vite le dessus et la tension monta d'un cran. Ébranlé en 2017 par l'affaire Ahok qu'il n'avait pas vu venir et qu'il a géré comme il l'a pu, Jokowi, réaliste et madré, a décidé de changer de stratégie vis-à-vis de ses adversaires islamistes. Ayant recours à la vieille stratégie du diviser pour régner, il a adopté, comme on l'a vu, une tactique duale qui consiste à composer avec les plus modérés, en accédant à certaines de leurs requêtes et même en les cooptant, tout en n'hésitant plus à combattre les plus radicaux avec les mêmes armes qu'eux, bref à « lutter contre l'illibéralisme par l'illibéralisme ». Pour éviter de se retrouver dans la situation très inconfortable de 2014, où il avait été attaqué et calomnié de manière odieuse, il prend même les devants et n'hésite plus à utiliser dans la dernière ligne droite des méthodes relevant de l'intimidation, voire de la répression, pas uniquement envers les islamistes radicaux, mais aussi contre ceux qui s'opposent à lui dans les limites des règles d'une démocratie électorale. Il est vrai qu'il est désormais dans une bien meilleure situation. En tant que chef de l'État, la police est placée directement sous ses ordres, il est, *in fine*, le chef des armées, il a la haute main sur l'administration et la bureaucratie, il est soutenu par une majeure partie de la presse et des media, aux mains de certains des oligarques qui l'épaulent, et il dispose d'un bataillon de jeunes supporters qui savent aussi se servir des réseaux sociaux.
- 62 C'est ainsi qu'à travers plusieurs de ces moyens, une certaine « persuasion douce » va être exercée à l'égard des politiciens de l'opposition au niveau national et surtout régional, notamment du PKS à NTB ou aux Maluku, pour qu'ils rejoignent les rangs de la majorité présidentielle. Sinon, ces hommes politiques de l'opposition risquent bien de voir leurs affaires de corruption se voir accorder une plus grande attention ! De très fortes pressions vont aussi peser sur les membres de l'administration territoriale pour qu'ils annoncent leur ralliement. Elles débouchent sur le fait que Jokowi annonce triomphant en septembre 2018 qu'il a obtenu le soutien de 31 des 34 gouverneurs et 359

des 514 *walikota* et *bupati* du pays. Étonnamment, c'est le cas de tous les élus régionaux de Sumatra Ouest, une province qui a toujours voté massivement pour l'islam moderniste et conservateur du PPP, du PAN ou du PKS (et qui le fera encore quelques mois plus tard et choisira Prabowo par une large majorité) ! La justice va également entrer dans la danse et condamner certains opposants ayant placés des messages jugés injurieux sur les réseaux sociaux. Ainsi la campagne « 2019 GP » (*2019 Ganti Presiden*) des activistes opposés à Jokowi, lancée en 2018 sur internet, a été réprimée par la police et attaquée par les forces du *Banser*, la milice du NU, devenu un allié inconditionnel avec la nomination de Ma'ruf Amin sur le ticket présidentiel. Ses membres se voient empêchés de se réunir ou de s'exprimer, accusés de vouloir déposer le président par la force, alors qu'ils ont toujours dit vouloir le faire par des moyens constitutionnels et légaux.

- 63 Bref, il apparaît clairement que Jokowi a décidé d'utiliser les institutions de l'État pour contrer et juguler l'opposition, car c'est le moyen le plus efficace à sa disposition pour le faire. L'année 2018, qui marque le vingtième anniversaire de la chute de Suharto et de la conversion de l'Indonésie à la démocratie, se caractérise donc par une forte régression des principes et valeurs démocratiques dont s'émeuvent même certains des opposants les plus farouches aux islamistes et à Prabowo. En fait, il semble de plus en plus évident que l'électeur indonésien a le choix en 2019 entre deux candidats populistes. D'un côté, le président sortant, qui a enfourché le cheval de bataille d'un nationalisme quasi « sukarrien » et a démontré depuis deux ans une tendance illibérale croissante dangereuse pour la démocratie ; de l'autre, celui qui veut prendre sa place et rêve depuis 2004 de s'emparer du pouvoir pour annuler les acquis de la *Reformasi* et revenir à un régime nationaliste autoritaire de type « suhartien », avec l'appui des forces islamistes antidémocratiques. Même si le premier est nettement préférable au second, la démocratie indonésienne est donc en danger dans un cas comme dans l'autre. Toutefois, le suspens apparaît moins grand qu'en 2014, car tous les sondages sont largement favorables à Jokowi qui espère bien obtenir plus de 60% des voix.

NOTES

1. Pour ce second paragraphe, nous nous sommes surtout appuyés sur quatre articles parus dans le *Bulletin of Indonesian Economic Studies (BIES)* qui, devant la complexification de la transition démocratique du pays, a pris la bonne habitude depuis 2006 de dresser un bilan politique de l'année écoulée dans sa dernière livraison annuelle de décembre. Les articles en question sont ceux de Burhanuddin Muhtadi, « Jokowi's First Year: A Weak President Caught Between Reform and Oligarchic Politics » (2015: 349-68); Eve Warburton, « Jokowi and the New Developmentalism » (2016: 297-320); Vedi. R. Hadiz, « Indonesia's Year of Democratic Setbacks: Towards a New Phase of Deepening Illiberalism ? » (2017: 261-78); Thomas P. Power, « Jokowi's Authoritarian Turn and Indonesia's Democratic Decline » (2018: 307-38). Nous avons toutefois aussi utilisé le remarquable article de Marcus Mietzner (couronné comme le meilleur article de l'année 2018 par la revue *Pacific Affairs* dans laquelle il a été publié), « Fighting Illiberalism with Illiberalism : Islamist Populism and Democratic Deconsolidation in Indonesia » (2018 : 261-82).

2. Cédant au populisme bienveillant qui le caractérise alors et qui va prendre des formes plus discutables sous peu, il a même lancé une consultation informelle auprès de la population pour réunir les noms des personnalités les plus méritantes et compétentes pour occuper des postes ministériels aux yeux de l'opinion publique. Cela ne donnera pas grand-chose d'utile mais soulèvera en revanche l'ire de son vice-président Jusuf Kalla, nettement plus autoritaire que lui.
3. C'est la raison pour laquelle il l'a baptisé *Kabinet Kerja* (Cabinet de travail), à la fois pour montrer qu'il a pour ambition de travailler sérieusement mais aussi pour trancher avec ceux de tous ses prédécesseurs, qui étaient constitués, depuis 1999, de représentants de l'éventail complet des « coalitions arc-en-ciel » soutenant le gouvernement et portaient des noms reflétant cette réalité. Ainsi le cabinet d'Unité nationale de Gus Dur (1999-2001) était composé de ministres issus d'une coalition représentant 95% des sièges au DPR, contre 83% pour le cabinet d'Assistance mutuelle de Megawati (2001-2004) et respectivement 73% et 76% pour les deux cabinets successifs dits de l'Indonésie unie de SBY (2004-2014). Toutefois, en bon nationaliste qu'il est, Jokowi a aussi choisi ce nom pour rendre hommage au père de l'indépendance nationale et de Megawati, Sukarno, qui avait donné ce même nom aux quatre premiers cabinets qu'il avait constitué au début sa « démocratie dirigée ».
4. Cette thèse très pertinente sur la cartellisation de la vie politique indonésienne a été principalement développée par Dan Slater, notamment dans son article « Indonesia Accountability Trap : Party Cartels and Presidential Power after Democratic Transition » (2004 : 61-92).
5. C'est, comme on l'a vu précédemment, l'une des interprétations majeures ayant marqué les études en sciences sociales sur l'Indonésie contemporaine depuis la chute de l'Ordre nouveau, sous lequel a émergé ce phénomène de domination des oligarques sur la vie politique et économique du pays selon les principaux auteurs qui l'ont développé, en l'occurrence Robinson and Hadiz, (2011) et Winters, *Oligarchy*, (2011). Pour approfondir la question, on peut aussi consulter l'ouvrage qui offre un débat intéressant sur le sujet de : Michele Ford and Thomas B. Pepinsky (Eds.), *Beyond Oligarchy, Wealth, Power, and Contemporary Indonesian Politics* (2014).
6. Ce sera notamment le cas de deux détenus australiens, d'un brésilien, d'un néerlandais, d'un vietnamien et de plusieurs ressortissants de pays africains, dont le Nigeria, le Ghana et le Malawi. Le français Serge Atlaoui, condamné en 2007 à la peine de mort pour avoir travaillé à Jakarta dans un laboratoire fabriquant de l'ecstasy, y échappera de peu et reste encore à ce jour emprisonné sous cette menace.
7. Warburton (2016: 297-320).
8. En Indonésie, tous les ministères ou postes, du haut en bas de l'échelle administrative, sont qualifiés d'humides (*basah*) ou de secs (*kering*), selon les activités qu'ils recouvrent, les budgets dont ils disposent et la plus ou moins grande possibilité de s'enrichir pour ceux qui y travaillent ou les occupent !
9. Outre l'excellent article de Marcus Mietzner (2018 : 261-82), le lecteur en quête de plus de détails sur cet épisode des élections pour le poste de gouverneur de Jakarta peut aussi consulter l'article très bien informé et comme toujours incisif de Rémy Madinier, « Le gouverneur, la sourate et l'islamiste adultère. Retour sur l'affaire Ahok » (2018 : 173-93).
10. Cette dernière stipule justement que les musulmans peuvent collaborer avec les croyants des autres religions monothéistes du livre (juifs et chrétiens).
11. Légèrement derrière la Malaisie (52^e avec 6,88) et les Philippines (53^e avec 6,71), mais devançant tout juste Singapour (66^e avec 6,38) et très loin devant tous les autres pays de l'ASEAN, le Laos fermant la marche dans la catégorie des régimes autoritaires (151^e avec 2,37).
12. Juste derrière la Malaisie (123^e avec 36,7), mais devançant nettement tous les autres pays de l'ASEAN, le Vietnam étant en l'occurrence la lanterne rouge de la région pour la liberté de la presse (176^e avec 74,9).

13. Évidemment très loin derrière Singapour, l'un des pays les moins corrompus du monde (3^e avec 85), et à une certaine distance de la Malaisie (61^e avec 50), mais devançant cette fois les Philippines (99^e avec 35) et loin devant tous les autres pays de l'ASEAN, le Cambodge décrochant pour sa part le pompon régional de la corruption (161^e avec 21).

14. Voir Graphique 2 en annexe.

15. L'Indonésie a reçu plus de 15 millions de touristes en 2018, la grande majorité d'entre eux visitant en priorité l'île vedette de Bali, qui compte moins de 5 millions d'habitants. Cela dit, elle arrive très loin derrière la Thaïlande, première destination touristique de l'ASEAN avec plus de 35 millions de visiteurs.

16. Outre l'ouvrage de Hal Hill et Siwage Dharma Negara (Eds.) (2019) qui est plutôt critique sur la stratégie de développement économique suivie par le président, le débat sur les vertus et les limites des « jokowonomics » est aussi abordé dans plusieurs articles récents publiés dans la revue en ligne *New Mandala*, parmi lesquels, James Guild, « In defense of Jokonomics », 27 March 2019, dans lequel l'auteur présente justement un point de vue beaucoup plus positif sur la question.

17. Après avoir espéré pendant des années, notamment à l'occasion de plusieurs missions de recherche sur le terrain effectuées à Lombok dans les années 80, de pouvoir gravir ce magnifique colosse de 3 726 mètres de haut sans en trouver le temps, j'ai finalement pu réaliser ce rêve en août 2016, une fois à la retraite et sans contrainte de ce genre, et peux témoigner du fait que l'escalade s'avère particulièrement rude à 70 ans et est définitivement plus adaptée à des randonneurs chevronnés.

7.3. Les élections de 2019 et leurs lendemains : la démocratie indonésienne en sursis ?

Une réélection plus facile dans un climat de polarisation politique exacerbée

- 1 Pour la première fois dans l'histoire du pays, les élections présidentielles et législatives ont lieu simultanément le 17 avril 2019, En plus de devoir choisir le président et son colistier, les électeurs doivent donc aussi élire les 575 représentants du DPR et les 136 membres du DPD¹, qui formeront ensemble le MPR, ainsi qu'un certain nombre de gouverneurs, de maires et de chefs de districts dans le cadre des élections locales partielles, également ajoutées au scrutin. Tout cela rend les choses très complexes car ce n'est parfois pas moins de cinq bulletins que chaque électeur doit glisser dans les urnes ! Plus que jamais, il s'agit donc là de « la plus grande journée électorale du monde », avec près de 193 millions d'électeurs inscrits, 254 000 candidats en lice, 800 000 bureaux de vote, 600 millions de bulletins et 7 millions de volontaires pour veiller au bon déroulement du scrutin et à son dépouillement. Leur travail est très contraignant, certains se sont éreintés jusqu'à 20 heures par jour non-stop pendant deux semaines d'affilée sous une température moyenne de plus de 30 degrés ! Plusieurs milliers de ces volontaires majoritairement âgés de 50 à 70 ans, font des malaises pour épuisement ! Chose à peine croyable, près de 600 décèdent même entre le 17 avril et le 12 mai, soit d'une crise cardiaque ou d'un AVC, soit en raison de la maladie chronique dont ils souffraient et qui s'est aggravée du fait de ces conditions de travail extrêmes. La KPU décidera d'ailleurs de lancer une enquête sur ces héroïques volontaires « morts pour la démocratie », au terme de laquelle il est décidé que l'on reviendra lors des prochaines élections de 2024 à la pratique antérieure consistant à séparer les scrutins présidentiel, législatif et régionaux².
- 2 Pour ce qui est du scrutin présidentiel, les premières estimations à la sortie des urnes montrent que Jokowi l'emporte comme prévu assez nettement sur Prabowo, par quelque 55,5% contre 44,5%. Cette marge de plus de dix points est toutefois inférieure à

ce que le président sortant espérait pour égaler, voire battre, le score record de plus de 60% atteint par SBY lors de sa réélection en 2009 contre le ticket Megawati-Prabowo. De l'avis général des observateurs, les élections se sont déroulées de manière satisfaisante, sans violence ni irrégularités notoires. Après un mois de recomptage et de vérification, ces chiffres seront finalement confirmés par la KPU le 21 mai. Sur les 193 millions d'électeurs inscrits, un peu plus de 158 millions ont voté, soit un taux de participation record de presque 82%, et l'on ne compte que 3,75 millions de votes blancs ou nuls, moins de 2,4%. Dès l'annonce de ces résultats, les partisans de Prabowo, mobilisés par les réseaux islamistes, crient à la fraude et au trucage, organisant des manifestations violentes le 22 mai devant le siège de la KPU. Ces protestations dégénèrent et font six morts par balle ou arme blanche, dont la police dénie la responsabilité en la rejetant sur des éléments provocateurs parmi les manifestants. Sans surprise, fidèle à sa posture désormais bien connue, le mauvais perdant continue à contester le résultat, déclarant qu'il est le vainqueur et a obtenu 62% des voix ! Il demande néanmoins à ses troupes de garder le calme en annonçant que, comme en 2014, il conteste le résultat devant la Cour constitutionnelle. Cette dernière rejette finalement ce recours le 27 juin, avalisant le résultat et proclamant officiellement la réélection de Jokowi.

- 3 Une analyse plus approfondie des résultats fait apparaître un clivage très net au sein du pays autour de la religion et de l'ethnicité. Elle montre même une polarisation croissante et inquiétante entre les provinces et les districts où dominent les forces politiques globalement favorables à l'esprit de la *Reformasi* et à un rôle limité du religieux dans les affaires de la république et celles où priment ceux qui remettent en cause les acquis de la démocratisation et souhaitent revenir en arrière, voire l'avènement d'un système où l'islam jouerait un rôle prééminent.
- 4 De son côté, Jokowi l'a emporté dans 21 des 34 provinces, mais il a fait ses meilleurs scores dans les plus densément peuplées de Java, où la population de culture javanaise est dominante, comme à Java Central (77,3%), Jogjakarta (69%) et Java Est (65,8%), grâce à son alliance avec le NU dont c'est le fief³, ou dans celles qui sont acquises à d'autres religions que l'islam, comme Bali (91,7% !), la Papua, (90,6% !), NTT (88,6%), la Papua Ouest (79,8%), Sulawesi Nord (77,2%) et les Maluku (60,4%). Il arrive toutefois aussi en tête, mais moins nettement, dans quatre des dix provinces de Sumatra : Bangka et Belitung (63,2%), largement sino-chrétienne et qui n'a pas digéré le sort réservé en 2017 au fils du pays Ahok, Lampung (59,3%), où la population immigrée de Java est majoritaire, les Îles Riau (54,2%) et Sumatra Nord (52,3%), où l'alliance entre les Batak chrétiens et les Javanais immigrés gagne de justesse. C'est aussi le cas dans quatre des cinq provinces de Kalimantan et dans quatre des six de Sulawesi. Quant à la capitale Jakarta, dont il a pourtant été le gouverneur apprécié de 2012 à 2014, elle ne tombe dans son escarcelle, comme en 2014, que de justesse (51,7%), démontrant toute l'acuité du clivage ethno-religieux. En revanche, il gagne sans surprise largement les suffrages des Indonésiens de l'étranger (73,3%).
- 5 À l'opposé, Prabowo, qui a remporté les 13 autres provinces, obtient ses meilleurs résultats dans les plus farouchement islamiques comme Sumatra Ouest (85,9%), Aceh (85,6%), NTB (67,9%), Banten (61,5%) et Java Ouest (59,9%). C'est cependant à Sumatra qu'il triomphe, gagnant six des dix provinces, dont Riau (61,3%), - celle de son colistier Sandiaga Uno, - toutes majoritairement dominées par un islam conservateur, contre seulement une seule à Kalimantan et deux à Sulawesi. C'est notamment le cas de Sulawesi Sud (57%), le fief de Jusuf Kalla, le vice-président sortant (empêché de se

représenter, et dont les électeurs se retournent contre Jokowi). Il l'emporte aussi aux Maluku Nord, où une guerre religieuse a eu lieu avec les chrétiens au tournant du siècle.

- 6 La polarisation évoquée plus haut tient au fait que Jokowi comme Prabowo gagnent dans presque toutes les provinces qu'ils remportent avec un écart de voix encore plus grand en 2019 qu'en 2014⁴. Le phénomène est particulièrement frappant dans les deux cas opposés et extrêmes de Aceh et de Bali. Ainsi, entre les deux scrutins, Jokowi a progressé de plus de 20% à Bali, de 71,4% à 91,7%, alors que Prabowo fait quant à lui un bond de plus de 30% à Aceh, de 54,9% à 85,6% ! Il en va de même dans de nombreuses autres régions, autant pour Prabowo, comme à Sumatra Ouest (76,9% en 2014 et 85,9% en 2019) ou à Kalimantan Sud (50% en 2014 et 64,1% en 2019), que pour Jokowi, comme à NTT (65,9% en 2014 et 88,6% en 2019) ou à Sulawesi Nord (53,8% en 2014 et 77,2 en 2019). Bref, en dépit de quelques rares contre-exemples qui ne suivent pas cette tendance à la polarisation, le fossé semble se creuser en Indonésie entre les musulmans des diverses ethnies non-javanaises de l'archipel et les Javanais, alliés aux fidèles de toutes les autres religions. Cela ne présage hélas rien de bon.
- 7 Au niveau des élections législatives, seuls 9 des 16 partis en lice obtiennent finalement plus de 3% des voix, le pourcentage requis pour obtenir des sièges parmi les 575 en lice. Sur les presque 187,8 millions d'électeurs inscrits, 157,5 millions ont voté et 30 ont boudé les urnes, soit un taux de participation de 83% et une abstention de 17% ; 140 millions ont exprimé un choix, soit 75% des inscrits et 89% des votants, contre 17 millions qui ont choisi de voter blanc ou nul, soit 9% des inscrits et près de 11% des votants. Cela démontre une nouvelle fois de manière éclatante la vivacité de la démocratie électorale indonésienne.
- 8 C'est logiquement le *PDI-P* de Megawati qui sort nettement en tête, avec 19,3% des voix. Mais le résultat est décevant car c'est moins d'un demi-point de plus que celui enregistré en 2014, alors que les derniers sondages montraient que l'effet Jokowi pouvait lui permettre de se rapprocher des 25%. Compte de la proportionnelle en vigueur, il obtient cependant 128 sièges, 19 de plus que dans la précédente législature⁵. En deuxième position, le *GERINDRA* supplante le *GOLKAR* d'une courte tête en se voyant attribuer 12,6% des voix, un gain minime de 0,75%, et 78 sièges, 5 de plus que précédemment, mais c'est aussi une déception car il espérait mieux. Logiquement, les deux partis font leur meilleur score dans les mêmes îles, provinces, villes et districts que leur candidat respectif à la présidence. Le *GOLKAR* arrive seulement troisième avec 12,3% des voix, un recul de presque 2,5% et une perte de 6 sièges par rapport à 2014, mais il en récupère néanmoins 85, sept de plus que le *GERINDRA*, du fait d'une implantation plus large dans les îles extérieures. Cela n'efface pas le fait qu'il est en nette perte de vitesse. Tiré, comme il l'escomptait, par la candidature d'un membre éminent du *NU* à la vice-présidence, le *PKB* arrive quatrième avec 9,7% des voix, soit seulement 0,65% de mieux qu'en 2014, mais il récolte 58 sièges, 11 de plus qu'auparavant. C'est indéniablement un succès appréciable dont il se félicite. Il est talonné en cinquième position par le *NASDEM*, le principal grand gagnant de la consultation avec plus de 9% des voix, 2,3% de plus qu'en 2014, mais surtout un bond de 23 sièges supplémentaires au parlement. La stratégie de son mentor oligarque et empereur de la presse Surya Paloh a été payante et lui permet d'avoir de grandes ambitions pour l'avenir. Arrivé en sixième place, le *PKS* est le parti qui fait une des meilleures affaires du scrutin : avec 8,2% des suffrages, soit seulement 1,4% de plus

qu'en 2014, il obtient 50 sièges, un gain d'une dizaine. Son radicalisme et son alliance avec Prabowo lui ont été fort bénéfique. En revanche le *PD* de SBY, arrivé septième, continue sa descente aux enfers entamée en 2014 et ressort comme l'un des deux grands perdants de ces élections, n'obtenant que 7,8% des voix et 54 sièges, une baisse de respectivement 2,4% et de 7 unités. Sa position ambiguë pendant la législature écoulée et son incapacité à se doter d'un leader crédible lui ont coûté cher. Le *PAN* quant à lui arrive huitième et régresse aussi, un peu pour les mêmes raisons, mais perd moins de plumes avec 6,8% des voix et 44 sièges, un recul de 0,75% et une perte de 4 députés. Enfin, arrivé bon dernier des neuf partis qualifiés, le *PPP* est le plus grand perdant du scrutin avec seulement 4,5% des voix et 19 sièges, un recul de plus de 2% mais surtout une perte de 20 sièges. Écartelé entre un *PKB* plus modéré, qui a le vent en poupe, et un parti plus conservateur comme le *PKS*, il a frôlé la disqualification et aura du mal à s'en remettre.

- 9 Parmi les sept autres partis qui ont obtenu moins de 3% des voix et n'ont aucun siège, il faut noter la présence du *HANURA* du général Wiranto qui ne recueille que 1,5% des suffrages, 3,7% de moins qu'en 2014, perd l'intégralité de ses 16 sièges et disparaît du paysage politique. Malgré la polarisation ethno-religieuse qui ressort du scrutin, les quatre partis islamiques pris ensemble n'obtiennent donc comme d'habitude même pas 30% des voix, n'arrivant décidément pas à réunir dans les urnes la majorité sociologique qui est la leur dans le pays. Les partis républicains nationalistes et séculaires de différentes tendances, malgré leurs fortes divisions et leurs alliances parfois douteuses, restent majoritaires à 70% dans l'archipel. Mais l'Indonésie ressort bien plus clivée que jamais de ces élections sur le plan géographique et ethnique. Certains politologues y voient même un retour à la situation qui était sorti des urnes lors des premières élections législatives de 1955 et avaient débouché, peu de temps après, sur les rébellions régionales du *PERMESTA/PRRI* en 1957/58 à Sumatra et Sulawesi.

Régression démocratique accrue : émeutes en Papua et jeunesse en colère à Jakarta

- 10 Malgré tout, le second mandat de Jokowi s'annonce sous d'assez bons auspices. La coalition très large qu'il a formée en 2018 pour soutenir sa candidature à la présidence était composée du *PDI-P*, du *GOLKAR*, du *PKB*, du *PPP* et du *HANURA* et réunissait 338 des 560 députés du DPR, soit un peu plus de 60%. Au terme de ces élections, avec les avancées et les recules des uns et des autres et malgré l'effondrement du *PPP* et la disparition du *HANURA*, elle reste exactement au même niveau de 60%, réunissant 349 des 575 députés du nouveau parlement qui entre en fonction le 1^{er} octobre. Jusque-là, le DPR sortant achève son mandat en continuant son travail parlementaire et profite de cette période de transition pour adopter, à la hâte, un certain nombre de lois qui constituent un pas de plus dans le sens de la régression démocratique entamée dès la fin second mandat de SBY et poursuivie lors du premier de Jokowi.
- 11 Le changement législatif le plus grave concerne la *KPK*. Cette institution, créée en 2002, a fait un très bon travail pour essayer de réduire la corruption colossale qui gangrène le pays. Elle a en effet révélé et instruit au fil des ans des centaines de cas de responsables politiques de tous les partis et de tous les niveaux de l'échelle administrative du pays, du gouvernement central aux instances locales en passant par les parlements national

et régionaux. Son action a débouché sur l'arrestation et la condamnation de nombreux politiciens. Elle attire donc le respect des Indonésiens et est saluée à l'échelle internationale⁶. Mais en contrepartie, elle s'est fait de nombreux ennemis qui souhaitent sa mort. Le DPR, qui a la réputation non usurpée d'être l'une des institutions les plus corrompues du pays, est en première ligne dans cette offensive. Plusieurs tentatives ont déjà émané de ses rangs depuis des années pour essayer de réduire son pouvoir. En septembre 2019, menée par le PDI-P de Megawati, la coalition qui soutient la présidence fait adopter en quelques jours des mesures qui risquent de gravement affaiblir la KPK et de porter atteinte à sa crédibilité future. La première est de nommer à sa tête un officier de police, le général Firli Bahuri, inspecteur général de la police de Sumatra Sud, en dépit du fait qu'il est soupçonné d'avoir commis de « graves violations éthiques » quand il était précisément chargé de faire appliquer les décisions de la commission dans sa juridiction. La seconde est d'adopter une nouvelle loi sur l'organisation de la KPK, jusque-là indépendante, en l'intégrant dans l'administration et en la plaçant sous la tutelle d'un Conseil de supervision qui décidera de lui octroyer ou non le droit de réunir les preuves à conviction et de les utiliser dans les cas en cours d'instruction. Alors que la lutte contre la corruption constituait à nouveau l'un des thèmes majeurs de sa campagne, Jokowi laisse étrangement faire, au nom du respect de la division des pouvoirs. Mais c'est aussi parce qu'il considère, en son for intérieur, et laisse même explicitement entendre à l'occasion, que trop de zèle dans ce domaine est néfaste pour le succès de ses ambitieux projets de développement, qui restent sa priorité première. Cela soulève une large et forte indignation au sein de l'opinion publique.

- 12 Le second risque majeur d'atteinte aux libertés individuelles et démocratiques est lié au projet de révision du Code pénal, qui date de l'époque coloniale, a été repoussé maintes fois depuis l'indépendance et nécessite objectivement une refonte. Mais, sous la pression des partis islamiques, il est notamment prévu de durcir les lois sur les questions de morale sexuelle, envisageant même des peines de prison pour les relations hors mariage et entre les personnes du même sexe. La jeunesse estudiantine, la communauté LGBT et les défenseurs des droits de l'homme et des libertés individuelles sont évidemment « vent debout » contre cette menace de régression démocratique qui comporte une intrusion massive dans la vie personnelle des gens.
- 13 C'est aussi pendant cette période de transition que le conflit latent qui couve depuis toujours en Papua débouche sur une nouvelle flambée de violence fin septembre 2019. En fait, après une longue période assez calme, la situation avait recommencé à se dégrader en août 2018, suite à une attaque de séparatistes papous qui avaient fait quatre victimes parmi les ouvriers immigrés travaillant sur le chantier de la route « transpapuane » dans le district du Puncak Raya. Elle s'était ensuite fortement aggravée en décembre quand un groupe de guérilleros, appartenant au Mouvement uni de libération de la Papouasie occidentale (ULMWP ou United Liberation Movement of West Papua), la nouvelle organisation créée en 2014 au Vanuatu pour réunir diverses factions ayant participé à la vieille aventure indépendantiste de l'OPM, avait enlevé et massacré une équipe de seize autres ouvriers immigrés travaillant sur le même chantier, dans le district central de Nguda. Pour Jakarta, la relance de ces « actions terroristes » incombe à Benny Wenda, le nouveau chef du ULMWP depuis 2017, en exil à Londres, qui a choisi une stratégie de confrontation. En fait, les indépendantistes papous sont opposés depuis le début à cet énorme projet de route reliant les deux provinces et traversant l'île dans toute sa longueur. D'une part, il va désenclaver de

nombreuses régions restées isolées et y attirer des masses de nouveaux migrants venus de Java, de Sulawesi et des Maluku, qui occupent déjà largement les villes ainsi que de nombreuses enclaves rurales et constituent déjà plus de 40% de la population. De l'autre, il va entraîner une accélération de la déforestation et des activités minières, au détriment d'un milieu naturel déjà bien mis à mal.

- 14 Depuis cette recrudescence de violence, l'armée et la police, toutes puissantes sur place, ont redoublé leur politique répressive à l'égard de la population locale⁷. Toutefois, l'origine de cette nouvelle et subite effervescence est à chercher dans les manifestations organisées par une poignée d'étudiants activistes papous à Surabaya le 17 août, à l'occasion de la fête de l'indépendance nationale indonésienne, pour revendiquer l'organisation d'un référendum d'autodétermination permettant à la population autochtone de se prononcer sur son sort. Lors de l'intervention de la police pour y mettre fin et procéder à leur arrestation, il semble qu'ils aient été malmenés et que des insultes racistes les traitant de « chiens » et de « singes » aient été proférées par les membres des forces de l'ordre. Des manifestations sont alors organisées contre le racisme dans différentes villes en Papua, notamment à Sorong et Fak Fak. Elles font une dizaine de victimes de part et d'autre dans la seconde moitié du mois d'août. Après une accalmie, ces protestations reprennent de plus belle fin septembre, notamment à Jayapura et Manokwari, les deux capitales régionales, où des magasins sont pillés puis incendiés et plusieurs personnes tuées ou blessées. Puis, la situation empire. À Wamena, la principale ville des hautes terres centrales, des émeutes sont déclenchées par une nouvelle insulte raciste (apparemment proférée par un instituteur envers l'un de ses élèves), dégénèrent et font plus de trente victimes. La plupart de ces morts ne sont pas des Papous mais des personnes immigrées de Java et Sulawesi, brûlées vives dans leurs magasins auxquels les manifestants ont bouté le feu. Cela entraîne d'ailleurs une panique et l'évacuation de plusieurs milliers d'entre eux, qui se réfugient à Jayapura ou retournent dans leur région d'origine. Face à ces événements, Jokowi se contente à nouveau de condamner le racisme et fait un appel au calme, puis il dépêche sur place les généraux Tito Karniawan, chef de la POLRI, et Hadi Thahjanto, chef d'état-major la TNI. Ces hauts gradés reprennent les choses en mains et font taire la contestation, en ayant recours à la force et en faisant quelques victimes de plus. Le président, qui est déjà allé six fois en Papua depuis son élection en 2014, plus que tous ses prédécesseurs réunis, ne veut surtout pas que la situation porte atteinte aux grands projets d'amélioration des infrastructures qu'il a lancé et dont il espère, fidèle à son credo politique général, qu'elles permettront enfin un véritable développement et une amélioration du niveau de vie de la population locale.

Photo 63 : Émeutes dans les rues de Jayapura (Papua) en septembre 2019



SOURCE : Prayoga Fullepos Prayoga

- 15 Les propos présidentiels et l'intervention des militaires déclenche la colère des étudiants, qui lancent fin septembre de grandes manifestations à Jakarta et dans plusieurs autres villes de l'archipel. Ils y demandent, à la fois, la révocation de la nouvelle loi sur la KPK, le retrait de la réforme du code pénal liberticide et la fin de la répression en Papua, ainsi que le droit à l'autodétermination pour sa population. Ils s'insurgent contre ce qu'ils dénoncent comme une régression démocratique, un illibéralisme croissant du gouvernement et des élites politiques, un tournant national-populiste cédant aux sirènes de l'islamisme le plus conservateur et un risque de retour à l'autoritarisme de l'Ordre nouveau mené par un président dont beaucoup trouvent qu'il se comporte de plus en plus comme un « petit Suharto ». Comme souvent dans l'histoire du pays, notamment en 1965/66 et en 1998, ils sont le fer de lance de la contestation et en payent le prix. La répression fait deux morts et près de 300 blessés à Jakarta dans leurs rangs le 24 septembre.

Photo 64 : La jeunesse contre les réformes en cours fin septembre 2019 à Jakarta



SOURCE : Agus Djelan

- 16 Devant le danger de voir la situation lui échapper, Jokowi lâche du lest. Il laisse notamment entendre qu'il pourrait signer un décret gouvernemental tenant lieu de loi (*PERPPU*) pour abroger celle qui vient d'être votée par le *DPR* sur les réformes de la *KPK* (comme l'avait fait dans des circonstances semblables *SBY* à la fin de son mandat pour invalider celle qui abolissait les élections locales directes). Par ailleurs, il convainc les parlementaires de sursoir aux discussions sur la révision du Code pénal jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau *DPR*. Il reçoit aussi des représentants du peuple Papou, condamne une nouvelle fois le racisme et la violence à son égard, et prend note de sa demande d'organisation d'un référendum d'autodétermination, se disant même prêt à rencontrer le chef des séparatistes Benny Wenda. Cette attitude calme momentanément la situation, ce d'autant que la période de transition touche à sa fin et que l'attention se porte dorénavant sur la constitution du nouveau cabinet gouvernemental, sur lequel les spéculations vont bon train.
- 17 Les deux chambres du nouveau parlement entrent donc comme prévu en fonction le 1^{er} octobre et Puan Maharani, la fille de Megawati, - qui n'a guère brillé comme ministre coordinatrice du développement humain et des affaires culturelles depuis cinq ans -, quitte le gouvernement et est élue présidente du *DPR*. C'est la première femme à occuper ce poste dans l'histoire du pays. Elle et sa famille estiment probablement que c'est la meilleure position d'attente dans la perspective des prochaines élections présidentielles de 2024 (sur lesquelles elles lorgnent déjà). Alors que le pays attend dans un calme retrouvé la réunion en session extraordinaire des deux chambres au sein du *MPR* pour l'intronisation et la prestation de serment le 20 octobre du président réélu, Joko Widodo, et de son nouveau vice-président, Ma'ruf Amin, un nouveau coup de tonnerre ébranle l'actualité.

Photo 65 : Puan Maharani (1973-), présidente élue du DPR en octobre 2019



SOURCE : Multhilam Anusgriya

- 18 Effectuant une visite dans une université à Pandeglang, dans la province de Banten, le général Wiranto, ministre coordinateur des affaires politique et de la sécurité et chef du parti HANURA, - le grand perdant des récentes élections législatives qui n'a plus de sièges au DPR -, est victime d'un attentat à l'arme blanche. Les deux auteurs sont un couple se réclamant du JAD (*Jamaah Ansharut Daulah*), un réseau islamiste créé en 2015 qui est en fait la branche indonésienne de l'organisation EI (État Islamique) de Abu Bakr al-Baghdadi. Ce réseau nébuleux, formé d'une douzaine de groupuscules islamistes radicaux, est devenu la principale organisation terroriste du pays depuis que la *Jema'ah Islamiya* a été décimée par les arrestations et les exécutions et est rentrée dans une phase (provisoirement) plus « quiétiste » de son action, où elle se concentre sur ses activités de prosélytisme (*dakwah*)⁸. C'est ce réseau qui est apparemment responsable de plusieurs actions meurtrières : d'abord l'attentat de janvier 2016 qui a fait huit victimes devant un café Starbucks du centre de Jakarta, dont les quatre assaillants ; ensuite des attaques suicide de trois églises - par un trio de familles au grand complet, parents et enfants réunis-, qui ont fait 25 morts et 40 blessés à Surabaya en mai 2018 ; et pour finir de l'assaut sur la cathédrale de Jolo, sur l'archipel des Tawi Tawi, dans le sud des Philippines, qui a tué 20 personnes et blessé une centaine d'autres. Le terrorisme islamiste est donc loin d'être mort en Indonésie, malgré les succès du *Detasemen Khusus 88*, la force spéciale d'intervention de la police indonésienne. Cette dernière traque en effet en permanence les personnes suspectes de radicalisme et a procédé à des centaines d'arrestations, dont celle encore toute récente en juin 2019 de Para Wijayanto, le nouveau chef de la *Jema'ah Islamiya* réorganisée. Mais le mouvement islamiste sait trouver des sources de financement et renaît en permanence de ses cendres sous de nouveaux noms. Le général Wiranto est hospitalisé en urgence et a survécu à ses blessures. Cela marque en fait la fin de sa vie politique active et l'on peut penser que l'adage de « malheur a vaincu » est très approprié dans son cas. Mais Jokowi, toujours à la recherche de la coalition la plus large et fin stratège pour

neutraliser un adversaire potentiel de cet acabit, le nommera rapidement à la tête du Conseil consultatif de la présidence. Culture javanaise oblige, c'est aussi une manière d'éviter à l'intéressé de perdre la face et de le protéger, de surcroît, contre les éventuelles mises en accusation et en examen qui pourraient être entreprises à son égard par rapport à ses responsabilités dans le drame de Timor Est en 1999-2000.

La réconciliation Jokowi-Prabowo: une cartellisation politique à son apogée

- 19 Étonnamment, dès la confirmation de son élection par le Conseil constitutionnel fin juin, Jokowi a envoyé des messages de réconciliation à Prabowo, l'adversaire politique acharné, avec lequel il s'est écharpé depuis cinq ans. Ce dernier est au demeurant aussi l'ennemi juré de Wiranto depuis bien plus longtemps. Pendant la période de transition, les échanges indirects et contacts informels entre Jokowi et Prabowo se multiplient et débouchent le 12 octobre sur un entretien au palais présidentiel entre les deux protagonistes. Cela amène beaucoup d'observateurs à prédire que cette réconciliation va déboucher sur une alliance. Et de fait, cette alliance se concrétise avec l'annonce de la constitution du nouveau cabinet gouvernemental le 23 octobre : Prabowo se voit confier le ministère de la défense ! Ce choix sème la consternation d'une part parmi les partisans de Jokowi, qui ont tant lutté pour sa réélection et contre le risque de retour à l'autoritarisme que représente ce militaire au lourd passé, et d'autre part chez tous ceux qui craignent, en Indonésie comme à l'étranger, la poursuite de la régression démocratique amorcée. Cette déception est d'autant plus vive que les militaires figurent largement dans ce nouveau gouvernement qui semble bien confirmer le retour en force de l'armée sur le devant de la scène. Quatre autres officiers supérieurs se retrouvent en effet à des postes ministériels importants : le général de police Tito Karnavian prend le ministère de l'intérieur ; le lieutenant-général Fachrul Razi se retrouve, à la stupéfaction de la *ummah*, à la tête du ministère des affaires religieuses ; le général-médecin Terawan Agus Putranto hérite du ministère de la santé (malgré la parfum de scandale qui entoure ses pratiques médicales controversées de thérapies du cerveau); et le général Moeljoko, réputé pour sa fermeté, devient le chef de l'état-major présidentiel. Ces nominations indiquent clairement que la sécurité et la lutte contre le terrorisme constituent l'une des priorités de ce second quinquennat.
- 20 Pour le reste, ce nouveau cabinet, baptisé *Maju* (prospérité), est plus pléthorique que jamais pour accommoder une coalition arc-en-ciel quasi unanimiste, formée de 5 des 6 plus grands partis du DPR et incluant désormais le GERINDRA. Il compte 38 membres : 17 représentants des formations politiques⁹ en question et 21 membres indépendants venant de milieux professionnels divers. Il ne comprend que 5 femmes, 4 de moins que dans le précédent gouvernement, mais 3 d'entre elles, compétentes et populaires, conservent leur poste : Sri Mulyani Indrawati aux finances, Retno Lestari Marsudi aux affaires étrangères et Siti Nurbaya à l'environnement et aux forêts. En revanche, la flamboyante Susi Pudjiastuti ne fait plus partie de l'équipe, probablement écartée pour ses pratiques très expéditives de lutte contre la pêche illégale qui ont fâché les pays voisins de l'ASEAN, tout comme Rini Soemarno, l'autre étoile féminine issue des milieux d'affaires qui s'occupait des entreprises publiques. Les quatre postes de ministres coordinateurs sont confiés, par ordre d'importance protocolaire, à : Mahfud MA, juriste éminent et ex-juge en chef de la Cour constitutionnelles, en charge des affaires

politiques, légales et de sécurité ; Airlangga Hartarto, le secrétaire-général du GOLKAR, ancien ministre de l'industrie, aux affaires économiques ; Luhut Panjaitan, général à la retraite lui aussi et membre du même GOLKAR, mais surtout fidèle homme de confiance de Jokowi, aux affaires maritimes, et à la supervision des investissements ; et Muhadjir Effendy, précédent ministre de l'éducation et professeur en sociologie proche de la *Muhammadiyah*, au développement humain et aux affaires culturelles. Plusieurs personnalités importantes, comme Puan Maharani, Susi Pudjiastuti ou Rini Soemarno, sont donc parties, d'autres ont été promues ou ont changé de poste, mais un nombre conséquent gardent leur position, à l'instar des trois femmes ministres évoquées plus haut ou de Pratikno, l'ancien recteur de l'Université Gadjah Mada de Jogjakarta, partisan de la première heure de Jokowi, qui reste secrétaire d'État. Enfin des ministres venant du monde des affaires privées entrent au gouvernement, notamment Nadeem Makarim, le jeune fondateur de la populaire et lucrative plateforme digitale *Gojek*, qui se voit confier, à la surprise générale, le très important ministère de l'éducation et de la culture, ou Eric Thohir, un entrepreneur à succès guère plus âgé, qui prend la tête du ministère des entreprises publiques que Jokowi veut réformer.

- 21 Les commentaires de la presse du lendemain sont naturellement multiples et variés, mais s'accordent à dire que la constitution de ce cabinet reflète la priorité première donnée par le président à l'accélération du développement économique et social du pays et son intérêt secondaire, sinon mineur, pour les questions de droits de l'homme, de libertés individuelle et d'approfondissement de la démocratie. Cette analyse est d'ailleurs confirmé de manière choquante début décembre par le nouveau ministre de l'intérieur, le général de police Tito Karniawan, qui s'affirme comme l'un des membres les plus réactionnaires et extrémistes du gouvernement. Il affiche en effet clairement la couleur de ses affinités en déclarant alors sans ambages que les pays dirigés par des régimes autoritaires se portent mieux sur le plan économique que les démocraties, la Chine étant probablement le modèle auquel il pense !
- 22 On peut se demander quelles sont les motivations de Jokowi pour attirer son pire adversaire, Prabowo, ainsi que son parti, dans une coalition gouvernementale aussi large qui comprend désormais les cinq formations arrivées en tête du scrutin législatif, contrôle presque 75% des sièges du DPR et ne laisse que trois formations mineures, le PKS, le PD et la PAN dans une opposition croupion qui risque d'être bien limitée ? La première de ces motivations est sans nul doute sa volonté d'arriver dans ce second mandat à atteindre les objectifs de développement économique et social qu'il s'est fixés : finalisation des grands projets d'amélioration des infrastructures entrepris, stimulation de la croissance économique, élimination de la pauvreté absolue, réduction des inégalités de revenus et élargissement de l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité. Il s'agit d'un programme sur lequel tout le monde peut tomber d'accord et pour lequel il a besoin de l'appui du plus grand nombre. C'est donc d'abord par pur pragmatisme qu'il mobilise une coalition aussi large car il la croit meilleure garante de succès. De plus, ce choix politique correspond à la préférence culturelle indonésienne pour la recherche de consensus par rapport au débat contradictoire entre une majorité et une opposition, qui est le propre des vieilles démocraties parlementaires représentatives. Incidemment, cette option permet aussi de neutraliser des adversaires potentiels en leur offrant des postes qui leur donnent accès aux ressources dont ils ont besoin pour poursuivre leurs objectifs politiques et continuer à s'enrichir. Tout cela confirme donc une nouvelle fois, si besoin était, que la démocratie

indonésienne est d'une autre nature et qu'elle fonctionne selon des règles très particulières.

- 23 D'ailleurs, il y a probablement aussi une autre dimension symbolique éminemment javanaise au fait que le vainqueur du scrutin démocratique offre une alliance à son principal adversaire vaincu dans les urnes. D'une part, cela permet à Prabowo d'éviter de perdre définitivement la face et de s'enfoncer dans une rancœur dangereuse pour tout le monde, en l'éloignant des milieux islamistes avec lesquels il a frayed. De l'autre, en démontrant de la sorte sa magnanimité, Jokowi peut aussi attirer dans son entourage une personnalité puissante qui va renforcer son propre pouvoir et par conséquent sa capacité à agir efficacement sur la réalité des choses. En agissant ainsi, il se comporte comme doit le faire un monarque ou, dans son cas, un président javanais éclairé, dont la culture politique est imprégnée d'une conception du pouvoir entièrement différente de ce qu'elle est dans la tradition occidentale¹⁰. Cela dit, on peut aussi s'interroger de manière plus prosaïque sur l'intérêt de Prabowo à entrer dans ce jeu où il joue un rôle subalterne bien peu conforme à sa personnalité dominante et autoritaire, en se disant qu'il a peut-être un agenda caché et vise en fait à subvertir voire conquérir le pouvoir de l'intérieur, comme certains lui en prêtent l'intention. Seul l'avenir le dira.

Fuite en avant dans un illibéralisme croissant face à la contestation des réformes

- 24 Après la formation du nouveau gouvernement, le pays a repris le cours normal de sa vie et les problèmes laissés en suspens pendant la période de transition sont revenus sur le devant de la scène. Au niveau politique, la question controversée soulevée par la loi sur la réforme de la KPK est restée sans réponse définitive.. En effet, après avoir beaucoup hésité, Jokowi a renoncé à faire usage de son droit de révocation, en prétextant qu'il ne voulait pas interférer avec le processus légal dans lequel la Cour constitutionnelle est impliquée. Celle-ci doit selon lui d'abord se prononcer sur la validité de cette loi à la suite d'un recours introduit par la société civile. Mais il ne veut pas non plus affaiblir d'entrée de jeu la cohésion de sa coalition gouvernementale hétéroclite, dont plusieurs partis, le sien inclus, ont soutenu activement l'adoption de la loi en question. Cela mettrait en effet en péril la stratégie de développement économique et social qui est prioritaire à ses yeux et à laquelle la question de la lutte contre la corruption est subordonnée. La clémence dont il fait souvent preuve envers des politiciens condamnés pour corruption en leur accordant des rémissions de peine, ou même sa grâce présidentielle, est parlante à cet égard. Il est donc hélas à craindre que la culture indonésienne du KKN ait encore de beaux jours devant elle. Cela ne présage a priori rien de bon pour le nécessaire renforcement du respect de l'état de droit.
- 25 En outre, la question tout aussi sérieuse des élections régionales et locales directes est revenue sur la table. On a vu qu'une bonne partie de l'élite politique traditionnelle souhaite son abolition pour revenir au système antérieur où les gouverneurs, maires et chefs de district étaient nommés d'en haut ou élus par leur parlement local respectif. L'argumentation développée est que ces élections coûtent trop cher, car les candidats, qui doivent effectivement y investir des sommes colossales¹¹, - notamment en payant grassement les partis pour obtenir leur investiture, - sont obligés d'avoir recours au financement de « généreux donateurs », auxquels ils doivent renvoyer l'ascenseur une

fois élus, et que cela alimente le développement d'une corruption galopante. De surcroît, ce système d'élections directes locales crée aussi des tensions et conflits intercommunautaires dangereux dans des provinces souvent instables. De son côté, Jokowi, qui n'est pas issu de cette élite et n'aurait jamais été élu maire de Solo, gouverneur de Jakarta et finalement président de la république sans les élections directes, est évidemment un chaud partisan de leur maintien. Il est soutenu en cela par la majorité de l'opinion publique, qui veut continuer à choisir ses représentants, et par la plupart des media indépendants, qui estiment que le système existant présente finalement plus d'avantages que d'inconvénients. Toutefois, certains membres de son gouvernement prennent le contre-pied sur ce sujet. C'est à nouveau le cas du ministre de la défense Tito Karniawan, décidément très prolix et imaginaire quand il s'agit de régression démocratique, qui a évoqué fin novembre un système différentiel et discriminatoire par lequel les élections directes seraient maintenues seulement dans les provinces stables (*mature*), où il n'y pas de problèmes de sécurité, en pensant probablement en priorité au cas de la Papua ! Ces prises de position hostiles aux élections régionales ne sont guère rassurantes pour l'avenir et laissent prévoir des batailles épiques et feutrées, tant entre l'exécutif et le législatif qu'au sein de la coalition gouvernementale et même du gouvernement.

- 26 Un autre problème institutionnel encore plus grave, qui avait commencé à poindre vers la fin de la précédente législature, est revenu en force sur la scène politique nationale dès la rentrée parlementaire. Il s'agit du débat sur la Constitution de 1945, qui est toujours en vigueur mais a été amendée plusieurs fois depuis 1998, pour introduire les réformes à la base de la démocratie en place. Plusieurs partis, dont le *PDI-P* et le *PKB*, qui s'appuient sur un avis stupéfiant du *NU* à ce sujet, sont en effet arrivés à la conclusion que la *Reformasi* a été trop loin sur le plan institutionnel. Ils estiment que les réformes adoptées ont donné un pouvoir trop grand à l'exécutif, avec un président qui puise désormais sa légitimité dans les élections directes et le mandat du peuple. C'est pourquoi ils veulent revenir au système antérieur, celui de la Constitution originelle de 1945, où le législatif avait plus de poids puisque c'était le *MPR* qui élisait le chef de l'État. De plus, ils estiment que les élections présidentielles directes sont aussi trop coûteuses et alimentent les divisions et les conflits dans le pays. Leur idée est donc tout bonnement de les abolir, ce qui serait une régression gravissime pour la démocratie indonésienne. Pour les raisons évoquées précédemment, Jokowi y est aussi farouchement opposé. Il fait d'ailleurs savoir haut et fort début décembre que la révision de la Constitution n'est pas une priorité et que le pays doit plutôt se concentrer sur ses enjeux de développement difficiles dans une conjoncture internationale défavorable. Certains parlementaires sont en faveur d'une position intermédiaire moins radicale qui consisterait à maintenir les élections directes, mais à revenir à la pratique, en usage jusqu'en 2002, selon laquelle le président devait obtenir, au début de son mandat quinquennal, l'accord du *MPR* pour la mise en œuvre des *GBHN* (*Garis2 Besar Haluan Negara* ou Lignes directrices de la politique nationale), ainsi qu'une décharge à la fin de ce dernier. Contre l'avis de son propre parti, Jokowi n'y est pas favorable non plus, car cela limiterait fortement sa marge de manœuvre et celle de son gouvernement. De plus, ces débats s'avèrent cacophoniques car certaines voix, notamment au sein du *NASDEM*, plaident pour trois mandats présidentiels successifs de cinq ans, alors que d'autres veulent au contraire adopter la règle d'un seul mandat de sept ans !

- 27 En fait, il est prévu de lancer une large consultation nationale en 2020 et 2021 sur l'adoption de nouveaux amendements pour revenir partiellement, voire entièrement, à la Constitution de base de 1945, ou au contraire de ne rien changer. Il s'agit de pouvoir trancher sur cette question fondamentale, en 2022, dans la perspective des élections de 2024. À cet égard, un enjeu majeur est lié aux personnes qui occupent les postes suprêmes du pouvoir législatif. On a vu que Puan Maharani, actuellement à la tête du *DPR*, est favorable à une limitation du pouvoir exécutif voire à l'abolition du suffrage universel direct, car elle pense que ce changement peut faciliter son élection à la présidence en 2024. Par ailleurs, dans le jeu subtil de compromis entre partenaires gouvernementaux pour se partager les postes principaux dans la nouvelle législature, Bambang Soesatyo, se dit également favorable à un tel retour en arrière. Cet homme politique, riche membre influent du *GOLKAR*, est le président du *MPR* après avoir été celui du *DPR* avant Puan. Or, il ambitionne aussi de prendre la direction de son parti à l'occasion du congrès qui doit se tenir début décembre, contre le président en fonction qui se représente, Airlangga Hartarto, ministre coordinateur de l'économie dans le nouveau gouvernement. Et ce dernier est justement opposé à ce retour en arrière. Cette rivalité déclenche, comme en 2015, une nouvelle guerre des chefs au sein du *GOLKAR*, dans laquelle Jokowi n'hésite pas à s'immiscer pour favoriser l'élection de celui des deux candidats qui avait sa préférence. Alors, il agit par l'intermédiaire du ministre coordinateur des affaires maritimes, son fidèle homme-lige et chef-arrangeur, Luhut Panjaitan, toujours encarté dans ce parti à la fois rival et allié. Peu confiant dans un *PDI-P* dont les yeux sont surtout braqués sur l'échéance de 2024, le président a impérativement besoin du soutien sans faille du *GOLKAR*, l'autre grand parti séculier, pour pouvoir gouverner efficacement jusqu'au bout de son second mandat.
- 28 Les lignes de partage sont donc plus subtiles que ce que l'unanimité de façade du gouvernement arc-en-ciel pourrait laisser supposer. Elles passent à l'intérieur de la coalition gouvernementale, opposant le *PDI-P*, allié au *PKB* et possiblement au *PPP*, qui sont favorables à un retour au moins partiel à la Constitution de 1945, au *NASDEM* et au *GOLKAR*, qui veulent maintenir les amendements démocratiques apportés depuis 1998. Il faudra voir de quel côté penche maintenant le *GERINDRA*, qui s'était clairement prononcé par le passé pour un retour au système antérieur. Mais cela risque d'être très compliqué et conflictuel, car la ligne de partage traverse aussi chacun de ces partis membres de la coalition. Pour corser encore l'équation, les trois formations qui sont dans l'opposition, le *PKS*, le *PD* et le *PAN*, sont également partagées sur cette question, les deux premières étant clairement favorables au maintien des élections directes, la troisième entretenant l'ambiguïté. Il faudra voir quelle forme prendra la consultation nationale prévue et si la voix de la société civile et de la population sera prise en compte. La meilleure solution serait bien évidemment de conserver la conquête démocratique emblématique que constituent les élections directes, tant au niveau présidentiel que local, mais de s'atteler à une réforme en profondeur du système électoral, notamment pour ce qui est du financement des partis et des candidats, mais aussi sur d'autres plans comme la coutume de l'achat des votes, les critères de nomination ou la représentation (très faible) des femmes¹². Quoiqu'il en soit, la résolution de ce problème sera déterminante pour savoir si l'Indonésie restera une démocratie, même imparfaite, ou si elle régressera carrément vers un système hybride où l'illibéralisme ira croissant et ouvrira éventuellement la porte à un retour vers l'autoritarisme, voire la dictature.

- 29 Comme on l'a vu, la réforme du code pénal en cours de discussion au DPR a été interrompue par Jokowi et il reste à voir quand elle sera reprise, quel en sera le contenu final et si ce dernier comportera toujours les mêmes mesures rétrogrades concernant les libertés individuelles et les questions de morale sexuelle. Si tel est le cas, cela pourrait bien rallumer le feu de la contestation estudiantine. En attendant, le bureau du procureur général et un certain nombre d'agences gouvernementales ont déjà fait savoir à la mi-novembre que leur recrutement ne serait pas ouvert à des membres de la communauté LGBT ! Par ailleurs, il n'a pas fallu non plus attendre très longtemps pour sentir le poids des militaires, ayant fait une entrée en force dans le gouvernement, sur la priorité donnée aux problèmes de maintien de l'ordre, de renforcement de la sécurité et de lutte contre l'islamiste et ses possibles dérives terroristes. Ainsi, pour juguler la radicalisation islamiste apparemment constatée au sein de la fonction publique, un décret signé le 12 novembre par six ministres et cinq agences gouvernementales interdit aux fonctionnaires de véhiculer des opinions, que ce soit par oral ou par écrit, sur les réseaux sociaux ou dans la presse, qui contiendraient un message de haine à l'encontre du président, du gouvernement, des instances de l'État, de l'idéologie du *Pancasila* ou envers toute communauté religieuse ou ethnique nationale. Il faut dire que plusieurs études récentes montrent que 20% beaucoup de fonctionnaires ne croient justement pas au *Pancasila*, que près de 70% auraient voté pour Prabowo et que plus de 40% ont l'habitude de relayer des messages radicaux pendant la prière du vendredi ! C'est effectivement très préoccupant. De nombreuses voix se sont toutefois élevées, aussi bien dans les milieux islamiques que dans ceux des défenseurs des droits de l'homme, pour condamner cette atteinte à la liberté d'expression des fonctionnaires qui vise à supprimer les critiques internes envers le gouvernement ou sa politique, une réminiscence pour beaucoup des pratiques répressives en vigueur du temps de l'Ordre nouveau.

Priorité renforcée au développement économique et aux projets infrastructurels

- 30 Le domaine où le gouvernement n'a pas perdu une minute pour se remettre au travail est celui du développement économique et social ainsi que de l'amélioration des infrastructures, qui constituent, la première des priorités du président. Quatre chantiers ont ainsi été ouverts dès le mois de novembre pour créer les conditions d'une relance des investissements et de la croissance. Le premier vise à reprendre en main les grandes entreprises publiques, qui jouent un rôle déterminant dans l'économie du pays, pour améliorer leur productivité et leur rentabilité, en les réorganisant et en nommant à leur tête des personnes compétentes, énergiques et réputées incorruptibles¹³. Signe emblématique de cette détermination : Jokowi a fait nommer Basuki « Ahok » Tjahaja Purnama, (qui lui a succédé comme gouverneur de Jakarta avant de devenir la cible des islamistes et d'être honteusement condamné à deux ans de prison ferme pour blasphème), en qui il a toute confiance, à la direction de PERTAMINA, la compagnie pétrolière nationale. Le second chantier consiste à « dégraisser » la fonction publique pour la rendre aussi plus performante. C'est une œuvre titanesque et risquée. Le pays compte plus de 450 000 fonctionnaires, dont 95% dans les trois échelons subalternes, et c'est précisément ceux-là qu'il conviendrait de réduire en remplaçant, partout où c'est possible, les tâches simples et répétitives par l'intelligence artificielle. Il n'est pas certain que cela passe bien auprès des centaines de milliers de petits bureaucrates qui

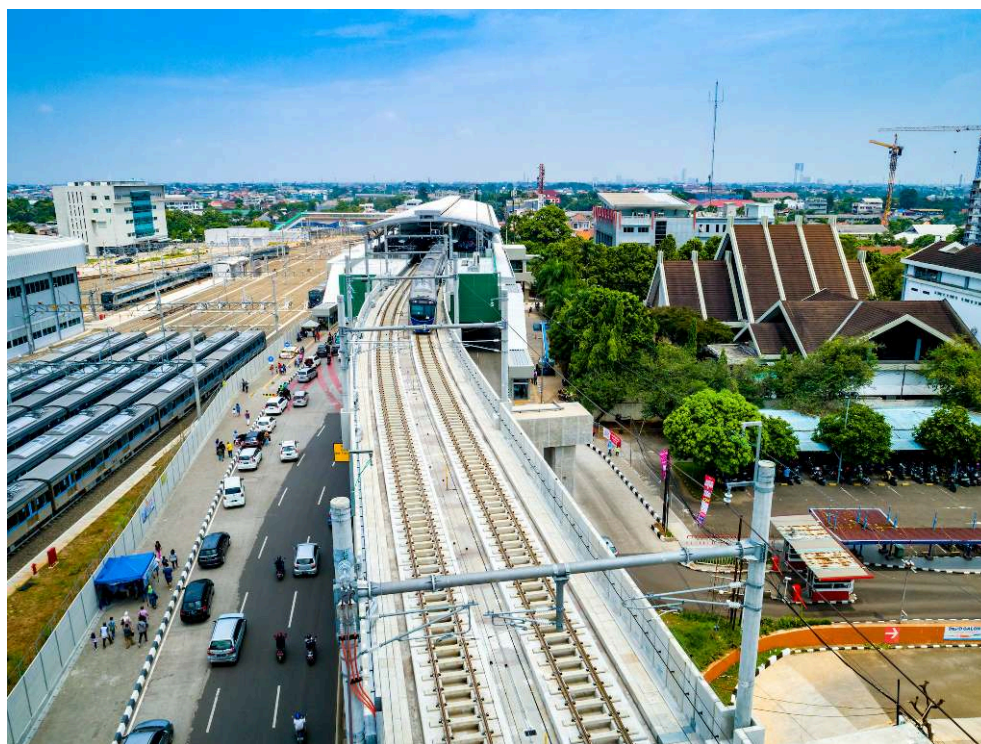
vont ainsi perdre leur travail, ont largement voté contre Jokowi et ont une réelle capacité de nuisance.

- 31 Le troisième chantier est encore plus complexe et il est lié à ce que les autorités appellent le projet des trois lois dites « omnibus », en débat au DPR depuis des mois. Ces dernières doivent leur nom au fait de regrouper des mesures à prendre dans divers domaines sans relations directes, avec pour objectif central d'améliorer le climat des investissements pour en stimuler la hausse. Il s'agit notamment de simplifier le code et la réglementation en vigueur, en centralisant le processus d'approbation sur le BKPM (*Badan Koordinasi Penanaman Modal* ou Office de coordination des investissements), de rendre plus attractives les conditions régissant les zones économiques spéciales et d'investir plus dans la recherche-développement. Mais la composante la plus importante et controversée de ce projet de « lois omnibus » concerne la révision du code du travail datant de 2003, dont les employeurs se plaignent en raison d'une rigidité qui a la réputation d'être la plus élevée des pays de l'ASEAN. Les règles contraignantes de ce code brident selon eux exagérément les conditions de licenciement et donc de recrutement, renchérissant le coût du travail et constitue un frein à l'emploi et à la croissance. Là aussi les choses risquent bien d'être très compliquées, car les syndicats sont très hostiles à cette réforme, qui débouchera inmanquablement sur une péjoration des conditions de travail et des salaires des travailleurs. Le quatrième chantier en question est tout aussi ambitieux puisqu'il s'agit de réformer le système d'éducation pour qu'il puisse enfin fournir au marché du travail des personnes employables et compétentes pouvant contribuer à l'amélioration de la productivité de l'économie. C'est un véritable serpent de mer et un problème qui existe depuis toujours et n'a jamais été vraiment réglé, malgré plusieurs réformes successives, avec pour résultat que les performances éducatives du pays restent très faibles selon le fameux test PISA de l'OCDE¹⁴. Malgré les efforts entrepris et les progrès accomplis depuis l'indépendance d'un point de vue quantitatif, en augmentant le pourcentage de chaque classe d'âge ayant accès à l'école primaire, puis secondaire et enfin à l'enseignement supérieur, la qualité du système d'éducation indonésien reste en effet médiocre comparé à la plupart des pays concurrents voisins de l'ASEAN. Il faudra voir si le nouveau jeune ministre de l'éducation, venant du secteur privé, aura plus de succès que ses prédécesseurs en la matière.
- 32 Bref, toutes ces mesures reviennent essentiellement à instiller une dose de libéralisation supplémentaire dans l'économie nationale afin d'en assurer la relance. On peut toutefois se demander si c'est la meilleure voie à suivre au moment où la mondialisation néolibérale semble montrer qu'elle a atteint ses limites sous toutes les latitudes et régimes, des pays de tradition sociale-démocrate d'Europe continentale comme la France, à ceux d'Amérique latine comme le Chili, qui a poussé la libéralisation à l'extrême, en passant par les précurseurs anglo-saxons de la « révolution libérale » que sont la Grande-Bretagne et les États-Unis, tombés aux mains de démagogues populistes et séduits par un retour au protectionnisme. Il est vrai que le gouvernement continue en même temps à mettre en œuvre une politique économique nationaliste des plus classiques. C'est notamment le cas dans le domaine des matières premières, avec l'imposition d'un embargo sur les exportations de minerai de nickel, qui doit s'appliquer à partir de janvier 2020. L'objectif est évidemment de forcer les entreprises minières domestiques et étrangères à accélérer la construction des usines de transformation, ce qui permettrait au pays de garder une plus grande part de valeur

ajoutée. C'est de bonne guerre, mais cela a déclenché une flambée des prix du nickel sur le marché international et une plainte auprès de l'OMC de la part de l'Union européenne, déjà en conflit avec l'Indonésie sur la question de production et d'exportation d'huile de palme. Des négociations devraient s'ouvrir sur les deux plans et il faudra voir comment ces conflits commerciaux se résoudront. Mais tout cela montre bien en tous les cas que Jokowi continue à jouer les équilibristes en matière de développement économique en essayant de concilier une libéralisation maîtrisée avec un protectionnisme sélectif.

- 33 Sur le plan des infrastructures, les choses avancent bon train comme on l'a vu. Après l'ouverture en janvier 2019 du principal tronçon Jakarta-Surabaya de 700 kilomètres de l'autoroute à péage « transjavanaise », la fin des travaux est prévue d'ici fin 2020. Par ailleurs, dans le cadre du gigantesque programme d'électrification du pays (qui a été parfois qualifié de mégalomane), sept grandes centrales de 1 000 mégawatt chacune sont déjà en construction et devraient être opérationnelles d'ici la fin du quinquennat. Enfin, le nouvel aéroport de Jogjakarta, en chantier depuis des années, est sur le point d'être inauguré. Son utilité est peu contestable vu l'engorgement et la dangerosité de celui qui est en activité depuis toujours dans la périphérie surpeuplée de la ville¹⁵. Mais construit à 60 kilomètres de celle-ci, dans le district de Kulon Progo, il est fortement contesté car il a d'une part nécessité le sacrifice de centaines d'hectares de bonnes rizières irriguées et d'autre part impliqué l'expropriation des terres de milliers de petits paysans. Il s'agit là d'une nouvelle preuve du fait que les projets d'infrastructure tiennent rarement compte des intérêts de la population et des problèmes d'environnement.

Photo 66 : Le nouveau système de communication ferroviaire de Jakarta fin 2019



SOURCE : Akhmad Dody Fitmansyah

- 34 Dans la capitale, après l'inauguration en grande pompe du premier tronçon de la ligne nord-sud du MRT (*Mass Rapid Transit*) (Bundaran HI-Lebak Bulus) en mars 2019, la construction du second (Bundaran HI-Jakarta Kota) a commencé et devrait être achevée d'ici deux ans, avant de s'attaquer dès 2020 à la construction de la très longue seconde ligne est-ouest (Timur-Barat), qui devrait être terminée vers la fin de la décennie. En outre, le tout premier segment de la ligne A du LRT (*Light Rail Transit*), qui est complémentaire au MRT¹⁶, a été ouvert fin 2019 et les cinq autres devraient bientôt suivre.
- 35 Malgré ces investissements massifs dans l'amélioration du réseau de transport de la capitale, Jokowi a annoncé en février 2019 que le transfert de cette dernière vers un lieu plus propice, en l'occurrence à Kalimantan, débiterait aussi dans le cadre de son second mandat, pour être finalisée à l'horizon 2045. On peut difficilement imaginer un projet plus ambitieux puisque certains en évaluent le coût global de 30 à 50 milliards de US\$! Même si cela peut sembler fou, les raisons de cette décision sont logiques. La province du DKI Jakarta, ville de 10 millions d'habitants, se trouve au cœur de la conurbation trois fois plus peuplée de JABOTABEK (JAKarta-BOgor-TAnggerang-BEKasi), qui croule sous de multiples difficultés. C'est la deuxième mégalopole la plus peuplée du monde derrière Tokyo. D'une superficie de 664 km² sensiblement égale à celle Singapour, Jakarta « intramuros » compte 40% de plus d'habitants et dépasse la densité folle de 15 000 au kilomètre carré. Sous le poids de cette énorme population, qui puise dans la nappe phréatique pour couvrir ses besoins en eau, la ville, construite dans une plaine alluviale littorale très basse et meuble, s'enfonce littéralement de 10 à 20 centimètres par année dans certains quartiers. De plus, coincée entre la montée des eaux de la mer de Java, résultant du réchauffement climatique, et le ruissellement des pluies torrentielles dégringolant de la chaîne centrale de l'arrière-pays Sunda lors de la mousson, la cité est affectée chaque année par des inondations monstrueuses qui submergent les zones les plus basses sous

Photo 67 : Inondations en janvier 2020 dans une artère centrale de Jakarta



Source : Wikipédia

- 36 1 à 2 mètres d'une eau noire et nauséabonde. Très meurtrières en 2007, où elles avaient fait 55 morts, ces crues des eaux ont été encore plus fortes en janvier 2020, faisant cette fois 66 victimes. Pour y faire face, le projet pharaonique « Grand Garuda » a commencé en 2009. Il vise à la construction dans la baie de Jakarta d'une digue de protection de 23 mètres de hauteur, dont 7 au-dessus du niveau de la mer, et de 35 kilomètres de long, s'appuyant sur un certain nombre d'îles-polders artificielles. Après un arrêt, les travaux ont repris en 2014 pour un coût estimé également faramineux de 30 à 50 milliards de US\$, et devraient être achevés d'ici 2050. Il ne suffira toutefois pas à régler tous les problèmes et 90% du nord de la capitale, un tiers de sa superficie totale, pourrait être sous les eaux d'ici là, obligeant à une relocalisation de 40% de sa population ! De plus, construite dans une zone sismique à haut risque, la capitale ressent régulièrement les effets des secousses qui touchent la province de Java Ouest et le détroit de la Sonde, - (pas moins d'une dizaine d'une intensité de 4 à 5 depuis 2018, la dernière ayant tout de même atteint 6.9 en août 2019), - et peut donc être affectée à tout moment par une catastrophe majeure. Enfin, les effets combinés d'une urbanisation sauvage, d'une industrialisation irresponsable, d'une consommation débridée et d'un individualisme croissant, créent des problèmes de trafic monstrueux et de pollution dantesque. Bref, même si elle ne permettra pas de résoudre toutes ces difficultés, loin s'en faut, l'idée de déplacer la capitale dans une région plus favorable n'est pas totalement absurde.
- 37 Mais le choix final arrêté par Jokowi d'implanter « sa » nouvelle capitale (que d'aucun appellent ironiquement Jokopolis !) dans l'arrière-pays de Balikpapan, à Kalimantan Est, ne va pas non plus sans poser de gros problèmes. En effet, cette région est le centre de l'activité pétrolière indonésienne et est déjà très dégradée par la déforestation et le développement de l'industrie d'huile de palme. D'ailleurs, en plein débat sur ce projet

(que d'aucuns qualifient de mégalomane et d'autres, de poudre aux yeux ou de *omong kosong*, « paroles creuses », pour détourner l'attention de l'opinion publique des vrais problèmes du pays), la forêt brûle allègrement chaque année en plusieurs points de la grande île et le gouvernement semble impuissant à y faire face. Or la région choisie va bien sûr être profondément affectée au niveau de son environnement, de sa flore et de sa faune, sans parler de la vie des populations autochtones, par la construction d'une ville de 200 km², le tiers de la superficie de Jakarta, d'un aéroport et du réseau routier la reliant à la côte. Toutefois, ce choix se justifie selon le président à la fois pour des raisons sécuritaires, stratégiques et économiques. La région en question n'est en effet pas dans une zone sismique et elle est à une distance raisonnable de la côte ; elle est par ailleurs située au centre de l'archipel et la présence de la capitale contribuera un peu à rééquilibrer le développement national, bien trop fortement concentré autour de la mégalopole de JABOTABEK et sur Java, et à soulager le poids qui pèse sur elles¹⁷. C'est déjà ces mêmes raisons qui avaient amené Sukarno à envisager au début des années 60 le transfert de la capitale à Palangka Raya, chef-lieu de la province de Kalimantan Central. Après lui, Suharto, aussi concerné par la concentration de la vie du pays sur Jakarta, mais plus raisonnable, avait juste pensé à déplacer l'administration nationale 60 kilomètres plus au sud, à Jonggol, près de Bogor, un peu comme Mahathir l'a fait en 2010 en Malaisie avec Putrajaya, située à seulement 20 kilomètres de Kuala Lumpur. Aucun des deux plans n'avait toutefois été mis en œuvre.

- 38 Cela dit, un tel transfert soulève aussi d'autres difficultés non négligeables. Ce qui est en effet prévu est justement de déplacer dans un premier temps l'administration centrale, soit seulement quelques dizaines de milliers de fonctionnaires. Mais beaucoup d'entre eux n'envisagent absolument pas de se faire accompagner de leurs familles, qui resteraient à Jakarta, notamment pour des raisons liées à l'éducation des enfants, ce qui entraînerait une noria de pendulaires aériens, avec tous les inconvénients que cela comporte en termes économiques et écologiques. De plus, il est douteux que les industries et les entreprises s'empressent de suivre l'administration, avec le risque que cette dernière soit encore plus coupée de la vie réelle du pays. On pourrait ainsi se retrouver avec une capitale somptuaire, artificielle et fantôme, comme cela à longterm été le cas avec Brasilia au Brésil ou dans d'autres pays qui ont tenté plus récemment de telles expériences comme le Myanmar avec Naypyidaw ou le Kazakhstan avec Astana. Quoiqu'il en soit, la population autochtone, soutenue par les activistes défenseurs de l'environnement a fait savoir son opposition à ce projet, notamment pour protéger la réserve naturelle de Sungai Wain, qui serait anéantie. Quant au gouvernement local, il est aussi très sceptique à son égard et exige au minimum, si on lui impose ce projet, que la province de Kalimantan Est se voie octroyer un statut d'autonomie élargie, comme Aceh ou la Papua. Cela semble difficilement envisageable.
- 39 L'autre problème récurrent majeur qui reste entier et risque d'empoisonner durablement le second mandat de Jokowi est précisément la question de la Papua. Dès la formation de son nouveau gouvernement, il s'y est rendu une fois de plus pour rencontrer la population et tenter d'apaiser les tensions. Mais comme d'habitude, il n'a parlé qu'en terme de progrès économique et d'infrastructures routières, capables selon lui de soigner tous les maux, alors que les gens veulent que l'on considère le respect de leur identité culturelle et leurs revendications politiques d'autonomie administrative plus grande et surtout réelle, sinon de referendum d'autodétermination. À défaut de pouvoir entrer en matière, ne serait-ce que parce que les forces armées et la classe politique traditionnelle ne le lui permettraient pas, il faudrait au moins cesser d'agiter

le chiffon rouge d'une division encore plus grande de leur territoire. Après l'avoir coupé en deux provinces en 2003, puis saucissonné en multipliant le nombre de district de 9 à 29 en Papua et de 3 à 13 en Papua Ouest, le gouvernement central évoque en effet l'idée d'aller plus loin, en créant une ou deux provinces supplémentaires, la Papua Sud et la région des Montagnes (*Pengunungan*). Il est clair que cela ne profiterait qu'à une toute petite élite locale avide de positions politiques lucratives, en avivant les tensions et les divisions entre les nombreux groupes ethniques, repoussant d'autant les efforts d'unification entrepris par le mouvement de libération nationale en vue d'obtenir une éventuelle indépendance. De l'avis des meilleurs spécialistes de la question, il semble bien que la majorité des Papous y soit favorable, espérant pouvoir suivre l'exemple de Timor Leste. Mais la situation est bien différente, car leur pays n'a pas été envahi et annexé par l'Indonésie, il a été intégré au terme d'une consultation, il est vrai manipulée, mais légale et surtout entérinée par les Nations unies. Une telle issue semble donc peu probable pour trois raisons. D'abord le « front » des pays mélanésien qui soutient l'indépendance de la Papua Occidentale est bien faible et divisé. Ensuite l'Australie ne prendra pas le risque de se fâcher avec Jakarta. Finalement l'Indonésie bénéficie de l'appui des autres membres de l'ASEAN et de la Chine. Compte tenu de tout cela, il y a fort à parier que la situation va continuer à se dégrader en Papua et que l'Indonésie risque bien d'être confrontée durablement à « sa » véritable crise de décolonisation.

Une politique extérieure centrée sur la défense de la souveraineté nationale

- 40 Le dernier point finalement peu traité dans ce long chapitre sur la présidence de Jokowi est celui de la politique extérieure du pays. Il est vrai que cela n'est pas sa priorité. Elle est en tout cas bien différente de celle de SBY qui, au nom de sa doctrine de « mille amis et zéro ennemi », pratiquait une diplomatie de bons offices très appréciée des milieux internationaux, où il se sentait très à l'aise et qu'il aimait fréquenter pour assurer la promotion de l'Indonésie. Ce n'est pas le cas de son successeur qui ne boude pas vraiment ces forums, car il participe bien aux réunions de l'ASEAN, de l'APEC et du G20, mais il y est plutôt discret et reste surtout concentré sur les affaires intérieures du pays et la poursuite de ses objectifs de développement économique et social. En fait, c'est par rapport à ces derniers que se définit désormais la politique étrangère indonésienne, qui revient à une conception plus nationaliste et populiste, proche de celle du père de la nation Sukarno, et qui accorde la priorité à la défense de la souveraineté nationale¹⁸. Elle procède de l'idée centrale chez Jokowi que l'Indonésie n'est pas seulement le plus grand pays de l'ASEAN et une puissance régionale émergente, mais aussi et surtout le plus vaste archipel du monde et qu'il a un poids maritime considérable car il contrôle une position stratégique dans la région Indopacifique. Correspondant à la célèbre formule classique consacrée de « pont entre l'Asie et l'Australie et porte entre les océans Indien et Pacifique », son pays est, dans le jargon moderne des technocrates qui le conseillent en la matière, un « pivot maritime global » (GMF ou *Global Maritime Fulcrum*). C'est cela qui doit déterminer sa politique extérieure. À ce titre, il doit donc exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national, sur ce que les Indonésiens appellent leur *Tanah Air* quand ils parlent de la nation, ce qui signifie justement « Terre (d') Eau ».

Photo 68 : Jokowi (2^e à droite) au sommet de l'ASEAN en 2019 à Bangkok



SOURCE : photo officielle (Secrétariat ASEAN)

- 41 Plus concrètement, cette politique de défense de la souveraineté nationale s'est surtout manifestée dans deux domaines particuliers : la lutte contre le trafic de drogue et celle contre la pêche illégale. On a vu que Jokowi avait inauguré son premier mandat en donnant son feu vert à l'exécution d'un certain nombre de trafiquants de drogue condamnés à mort, dont plusieurs ressortissants étrangers, n'hésitant pas faire souffler le froid sur ses relations diplomatiques avec des pays comme le Brésil, mais surtout les Pays-Bas, ancienne puissance coloniale dont le passé chargé pèse toujours lourd, et l'Australie, voisin proche et crucial à maints égards. De même, il n'a pas hésité à laisser son énergique ministre en charge de la mer et de la pêche dans son premier cabinet, Susi Pudjiastuti, entreprendre une campagne impitoyable de coulage des bateaux étrangers pris en flagrant délit de pêche illégale, pourtant principalement originaires des pays voisins et amis de l'ASEAN, la Thaïlande, le Vietnam et les Philippines en tête. La marine nationale n'a même pas hésité à s'attaquer à la puissante Chine, en arraisonnant en mai 2016 un bateau de pêche chinois près de l'archipel des Natuna, dans la province des Îles Riau, à la limite méridionale des eaux territoriales revendiquées par Pékin. Les tensions entre les deux pays se sont même fortement aggravées en janvier 2020 avec l'envoi de la marine de guerre indonésienne sur place. Dans les deux cas, ces mesures très populistes de lutte contre le trafic de drogue et la pêche illégale ont rapporté à Jokowi une large approbation de la part de la population, satisfaite de sa fermeté à faire respecter la souveraineté nationale.
- 42 Le lien étroit établi entre cette politique étrangère plus fermement nationaliste et les objectifs de développement économique se retrouve aussi au niveau des efforts entrepris pour améliorer les infrastructures du pays, notamment à travers l'aménagement d'une quinzaine de ports en eau profonde dans tout l'archipel. Enfin, il faut aussi placer ce changement de cap au niveau des relations extérieures de l'Indonésie dans la décision d'augmenter substantiellement le budget des forces armées, notamment de la marine, afin d'être mieux à même de vraiment contrôler l'immense zone économique exclusive du pays. La nomination de Prabowo comme

ministre de la défense dans le nouveau cabinet formé en octobre 2019, - avec la promesse d'avoir plus de ressources pour moderniser et professionnaliser une armée dont il a souvent critiqué la négligence depuis la chute de Suharto -, laisse à penser que la politique extérieure indonésienne va affirmer de manière encore plus nette son caractère nationaliste retrouvé dans le second mandat de Jokowi.

- 43 Malgré la prise de conscience d'être une puissance régionale émergente et un « pivot maritime global », il est peu probable que la nouvelle politique extérieure nationaliste et populiste de l'Indonésie sous Jokowi, surtout centrée sur la défense de la souveraineté nationale et des intérêts économiques du pays, l'amène à reprendre un rôle aussi actif sur la scène régionale et internationale que celui joué du temps de Suharto, dans la négociation de paix sur le Cambodge, ou de SBY, sur la résolution du conflit politique au Myanmar. Un retour à cette tradition de bons offices du chef de file des pays de l'ASEAN, et le seul de ses membres à faire partie du G20, serait pourtant très utile pour essayer de faire émerger des solutions pacifiques négociées aux conflits potentiels lourds de menaces qui opposent ou impliquent des pays de la région Asie-Pacifique, par ailleurs partenaires importants de l'Indonésie (et dont dépend en bonne partie son avenir). Mais Jokowi semble indécis et est probablement impuissant à le faire, notamment dans celui qui est pourtant le plus lourd de conséquences pour toute la région et s'envenime entre la Chine et les États-Unis.
- 44 Pour conclure ce dernier chapitre de notre ouvrage sans se répéter, on peut renvoyer le lecteur à ce qui a été dit dans l'introduction, où nous avons fait d'emblée le choix de présenter la situation de l'Indonésie au début de l'année 2020. Ce retour en arrière permet en effet de boucler la boucle. Comme nous l'avons alors vu, le pays, qui se prépare à fêter le 75^e anniversaire de son indépendance est dans une situation relativement favorable, même si elle comporte de sérieux éléments d'incertitude. En fait, il est à une nouvelle croisée décisive des chemins et le dilemme auquel il est confronté est simple à formuler, à défaut d'être facile à résoudre. Alors qu'il entame son second mandat, le président Joko « Jokowi » Widodo va-t-il persister dans la dérive illibérale où il s'est engagé depuis quelques années pour assurer tout à la fois le contrôle de ses adversaires (et alliés) politiques et stimuler la croissance afin d'atteindre à tout prix les objectifs de développement économique et social ambitieux qui sont la première de ses priorités ? Ou va-t-il au contraire revenir vers l'exigence d'approfondissement d'une démocratie qui va rentrer dans sa 23^e année d'existence et a largement dépassé l'âge de sa majorité, tout en étant encore fort loin d'avoir atteint sa maturité ? Les paris sont ouverts, mais la plupart des observateurs de la scène indonésienne penchent plutôt pour la première hypothèse.

NOTES

1. Le DPR compte 15 membres de plus qu'en 2014 pour tenir compte de certains ajustements du nombre de représentants pour chacune des 34 provinces du pays en fonction de leur population. Le DPD conserve le même nombre de membres fixé à 4 pour chacune de ces provinces, soit 136.

2. Pour cette dernière partie de notre ultime chapitre, nous nous sommes essentiellement appuyés comme indiqué précédemment sur la revue en ligne *New Mandala* et sur le dépouillement du *Jakarta Post*. Toutefois, nous avons aussi pu prendre en compte à la toute fin de la rédaction le très bon article de Edward Aspinall et Marcus Mietzner « Indonesia's Democratic Paradox : Competitive Elections amidst Rising Illiberalism », paru dans le numéro de décembre 2019 du *BIES* (295-317), ainsi, au moment de la relecture des chapitres et surtout de l'écriture de l'épilogue, que des actes de la conférence annuelle *Indonesia Update* de 2019 publiés en août 2020 sous la direction de Thomas Power and Eve Warburton (Eds.), *Democracy in Indonesia : from Stagnation to Regression ?*
3. Il est néanmoins battu à Madura, la grande île proche de Surabaya faisant partie de la province de Java Est, qui est peuplée par les Madurais, une ethnie de langue et de culture différente des Javanais qui a toujours pratiqué une forme plus rigoureuse et conservatrice de l'islam.
4. Voir notamment à ce sujet: Eve Warburton, « Polarisation in Indonesia : What if perception is reality », *New Mandala*, 16 April 2019 et Tom Pepinsky, « Religion, ethnicity, and Indonesia's 2019 presidential elections », *New Mandala*, 18 May 2019.
5. Voir le tableau 14 en annexe qui donne le résultat détaillé de ces élections législatives de 2019.
6. Le nombre de cas instruits par la KPK n'a cessé d'augmenter au fil des ans, passant de 44 en 2011 à 99 en 2016 puis 121 en 2017 et 178 en 2018. Un bon nombre de ces cas relève de ce que nous avons appelé la « décentralisation de la corruption » puisque pas moins de 120 *walikota* ou *bupati* sont en examen.
7. Sur la question de la Papua et le véritable problème de décolonisation qu'elle pose pour l'Indonésie, voir l'article récent très fouillé de Damien Kingsbury, « Increasing inroads and growing anger in West Papua », *New Mandala*, 22 October 2019.
8. Concernant la stratégie de la Jema'ah Islamiya, voir l'article très éclairant et passablement inquiétant de Alif Satria, « The Neo-JI threat : Jema'ah Islamiya's resurgence in Indonesia follows an old playbook », *New Mandala*, 16 August 2019.
9. La répartition de ces 17 ministères (confiés à des personnalités politiques) entre les six partis membres de la coalition gouvernementale est la suivante : 4 au PDI-P, 4 au GOLKAR, 3 au NASDEM, 3 au PKB, 2 au GERINDRA et 1 au PPP.
10. Le premier à avoir tenté une réflexion synthétique sur ce sujet est bien évidemment Benedict Anderson dans son superbe essai de 1965, *Mythology and the Tolerance of the Javanese*, mais on peut aussi consulter sur cette question le très récent et stimulant article de Aris Huang, « Jokowi-Prabowo political reconciliation as Javanese strategy », *New Mandala*, 4 September 2019.
11. Pour avoir une chance raisonnable d'être élu, on estime qu'un candidat à un poste de maire d'une ville moyenne ou de chef de district doit disposer en moyenne de 20 milliards de *rupiah* (environ US\$ 1,35 million) et que cette somme monte à 100 milliards (US\$ 6,75 millions) pour un poste de gouverneur ! Pour plus de détails sur cette question, voir : Marcus Mietzner, « Indonesia's electoral system : why it needs reform », *New Mandala*, 8 November 2019.
12. Tous ces points sont développés dans l'excellent article de Mietzner (2018).
13. L'Indonésie ne comptait pas moins de 142 *SOE* (*State Owned Enterprises*) en 2019 et il est fort probable que l'énergique nouveau ministre responsable, Erick Thohir, procède à des fusions.
14. En 2018, l'Indonésie se trainait en effet au-delà du 70^e rang mondial sur chacun des trois niveaux du test PISA (lecture, mathématiques et sciences), alors que la Chine était première partout, suivie de près par Singapour.
15. En fait, il s'agit de l'aéroport militaire Adisucipto, ouvert depuis toujours par l'armée de l'air à un trafic aérien civil très dense, non seulement en raison du fait que la région de Jogjakarta est l'une des plus densément peuplée de Java et que la ville est l'un des principaux centres universitaires et culturels du pays, mais aussi parce que plusieurs millions de touristes y débarquent chaque année pour visiter les temples hindouistes de Prambanan et le célèbre stupa bouddhiste de Borobudur, tout proches.

16. Comme le Métro avec le RER à Paris.

17. Pour plus de détails sur toute cette affaire du transfert de la capitale, voir notamment l'article de Laurens Bakker, « Moving the capital : a future in Kalimantan », *New Mandala*, 18 September 2019.

18. Pour plus de détails sur la politique étrangère de Jokowi, voir l'article de : Ludi Madu, « Indonesia's Foreign Policy Under President Jokowi: More Domestic and Nationalistic Orientations » (2017-189-197).

Conclusion générale et autres éléments conclusifs

Conclusion. Leçons à tirer de l'histoire en « 3D » de l'Indonésie et comparaison régionale

- 1 Quand s'achève la rédaction de cet ouvrage début 2020, l'Indonésie est véritablement à une nouvelle croisée des chemins, décisive. Le pays se retrouve confronté à un dilemme compliqué à surmonter, d'autant plus que les objectifs politiques et économiques de l'actuel président Jokowi sont contradictoires. La forte priorité qu'il accorde à l'accélération du processus de développement économique et social se heurte en effet aux exigences de l'approfondissement démocratique qu'attend de lui une bonne partie de la majorité citoyenne. C'est bien à cette majorité que Joko Widodo doit son élection en 2014 et le renouvellement de son mandat en 2019. Or, au fil des ans, les mesures prises pour atteindre les objectifs économiques et sociaux fixés ont au contraire débouché, par touches successives, sur un début de régression démocratique. Certes, la présidence de Jokowi n'est pas la seule en cause dans ce phénomène de régression. Cet approfondissement démocratique tant attendu avait déjà commencé à stagner entre 2004 et 2014, du temps de son prédécesseur, Soesilo Bambang Yudhoyono. Mais depuis, le pays semble s'acheminer lentement mais sûrement vers une nouvelle forme d'autoritarisme rampant qui rend la démocratie indonésienne toujours un peu plus plus « imparfaite » d'une année sur l'autre.
- 2 Pour mieux appréhender ce phénomène, nous devons d'abord prendre un peu de hauteur et le réinscrire dans une temporalité plus large : celle de l'histoire sur la longue durée du développement économique, social et politique de l'Indonésie, qui nous a occupé tout au long de cet ouvrage. Il s'agit de tirer des leçons plus générales de l'étude de ce processus complexe, en essayant surtout de clarifier la nature des liens existants (ou non) entre développement, dictature et démocratie – c'est à dire en remettant sur l'ouvrage l'approche en « 3D » que nous avons proposé au fil de ces pages. Ensuite, nous élargirons cette problématique en procédant à une rapide comparaison entre le cas de l'Indonésie et certains de ses pays voisins les plus proches en Asie du Sud-Est. Cet élargissement de la perspective confirme largement les conclusions auxquelles on a abouti à partir de l'étude du cas indonésien. Elle ouvre aussi des pistes de réflexion

intéressantes quant à la pertinence de l'analyse en « 3D » pour la compréhension des processus de changement global dans les sociétés.

Périodes précoloniale et coloniale

- 3 Il peut paraître étrange de commencer à dérouler le fil rouge de cette relation dès la période précoloniale, pour laquelle les termes de développement et surtout de dictature et de démocratie paraissent anachroniques. On peut toutefois déceler dans l'autoritarisme voire, le despotisme qui s'est exercé sur certaines îles et régions de l'archipel (alors qu'une large autonomie locale sinon une forme de « démocratie primitive » restait la norme dans beaucoup d'autres) des sortes de substrats sur lesquels différents modes d'organisation politique ont pu venir se greffer pendant la colonisation et surtout, après l'indépendance.
- 4 En effet, pendant l'époque précoloniale (Chapitre 1), le clivage a essentiellement opposé l'île de Java à la majeure partie du reste de l'archipel. D'un côté, dans l'île centrale, se sont développés dès le 7^e siècle de puissants royaumes indianisés à base agraire plutôt autarciques, dont la prospérité s'est construite sur une riziculture irriguée intensive nécessitant la mobilisation et l'organisation d'une forte population. À l'opposé, dans la plupart des autres grandes îles de l'archipel comme Sumatra, Kalimantan ou Sulawesi, de petits groupes humains souvent isolés ont continué à pratiquer une agriculture extensive, à l'écart des enclaves côtières largement ouvertes au commerce inter-asiatique.
- 5 Au centre, cela a débouché sur l'émergence au 10^e siècle, à Java Central, d'un premier État indianisé agricole et despotique comme Mataram, qui a mobilisé la paysannerie de manière autoritaire en la pressurant par des impôts et des corvées multiples pour étendre le périmètre irrigué, s'accaparer le surplus agricole et construire de grandioses monuments religieux. Ce type de formation étatique, représentatif de ce que Karl Wittfogel a décrit dans son célèbre ouvrage sur le « despotisme oriental »¹, s'est ensuite reproduit presque à l'identique pendant près d'un demi-millénaire. Le processus a culminé lors de la consolidation à Java Est de l'empire de Majapahit au 15^e siècle ; puis, après l'arrivée et l'extension de l'islam dans l'archipel, la dynamique initiale est revenue à son lieu d'origine, dans la partie centrale de l'île, avec la fondation du sultanat de Mataram.
- 6 Dans la périphérie, on a vu apparaître à la même époque des formations étatiques indianisées, dont la plus connue reste la thalassocratie de Srivijaya, au 10^e siècle, située sur la côte orientale de Sumatra Sud. Ensuite, avec l'arrivée de l'islam, les sultanats de Aceh (au nord de l'île), puis de Malacca (sur la côte occidentale de la péninsule malaise) ont pris le relais entre le 13^e et le 15^e siècles. Ces formations étatiques côtières ont toutes tiré leur prospérité de l'échange marchand inter-asiatique. Pour ce faire, elles écoulaient sur le marché mondial des produits tropicaux rares et précieux qu'elles obtenaient (par achat ou échange) auprès des populations de l'intérieur des îles à travers une relation de type *hulu-hilir* (amont-aval), dans laquelle ces dernières gardaient une large autonomie et continuaient à fonctionner selon les règles d'un système traditionnel tribal de « démocratie primitive ». Cela ressemble beaucoup à ce que Karl Marx a identifié dans son fameux « mode de production asiatique » (MPA), où des formations étatiques centralisées coexistent avec des petites communautés villageoises conservant une large autonomie. Ce MPA très controversé fera d'ailleurs

couler beaucoup d'encre parmi les spécialistes marxisants des questions de modernisation politique et de développement économique, dans les années 1960 et 1970².

- 7 Dans les deux cas, on a indéniablement assisté à l'émergence d'un véritable processus de développement économique et social important, - donnant naissance à ce que Pierre Gourou (1982 ; 2000) considérait comme une « civilisation », - mais organisé de manière verticale et autoritaire, dans le premier, et sous une forme plus horizontale et autonome, dans le second. Pour bien souligner la différence, on peut aussi dire - en utilisant les concepts forgés par James Scott, génial anthropologue américain ayant surtout travaillé sur les sociétés paysannes d'Asie du Sud-Est - que dans le premier cas de figure, la paysannerie opprimée ne peut résister qu'en ayant recours à ce qu'il appelle « l'arme des faibles » ; alors que dans le second, elle peut se contenter de continuer à pratiquer ce qu'il a décrit comme « l'art de ne pas être gouverné »³.
- 8 Avec l'irruption de la colonisation (Chapitre 2), la situation va radicalement changer. Toutefois, dans un premier temps, les nouveaux arrivants vont se contenter de se couler dans le modèle préexistant. L'enclave commerciale de Malacca est d'abord conquise par les Portugais en 1511, puis passe aux mains des Hollandais en 1641. Ils font alors de Batavia (sur la côte nord de Java) le nouveau port majeur de la région. Mais le temps de l'échange commercial pacifique et équilibré ne dure guère, faisant rapidement place à une domination autoritaire et violente.
- 9 Cela a notamment été le cas au début du 17^e siècle, sous le mercantilisme impitoyable de Jan Pieterzoon Coen, s'employant à imposer le monopole de Batavia sur la production de clou de girofle et de noix de muscade aux Moluques ; ou encore dans la première moitié du 18^e, à l'époque des « livraisons forcées » de café et de poivre dont la paysannerie de Java Ouest et Sumatra Sud devait s'acquitter, sous peine de représailles ; puis au début du 19^e, lors du bref intermède « républicain » du proconsul Daendels, construisant la route « transjavanaise » grâce à des travaux forcés, au prix d'un coût humain colossal ; et enfin, de 1830 à 1870, sous le « système des cultures » inventé par Johannes van den Bosch pour exploiter de la manière la plus systématique possible la terre et la force de travail des paysans javanais et faire de l'île le grenier à sucre du monde.
- 10 En fait, ce despotisme colonial a bien entraîné ce que l'on pourrait appeler une certaine forme de « développement économique unilatéral » dont le colonisateur a tiré d'énormes bénéfices, mais au détriment de la misère sociale croissante et concomitante de la population asservie. Cependant, en y regardant de plus près, la réalité est plus subtile. Son analyse fait apparaître des différences importantes entre les diverses phases de cette politique coloniale coercitive. Ainsi, le régime d'occupation mercantile et sanguinaire instaurée au début du 17^e siècle par Coen a généré un enrichissement immense pour la VOC, provoquant aussi l'un des premiers génocides de l'histoire et laissant les régions affectées dans un état de délabrement total. En revanche, le *Cultuurstelsel* de Van den Bosch a eu des effets plus mitigés. L'exploitation éhontée de la paysannerie javanaise sur lequel il était basé a surtout été à l'origine de vastes profits pour le trésor des Pays-Bas, mais il a également entraîné une certaine forme de développement économique à Java, de manière plus ambivalente, au niveau de l'amélioration des infrastructures ou du déclenchement de la transition démographique et du changement social en général. Cela a malgré tout aussi généré une paupérisation générale de la population. En ce qui concerne les phases plus

libérales de la politique coloniale hollandaise de la fin du 19^e et du début du 20^e siècles (hormis l'épisode antérieur du court interrègne de Raffles de 1811 à 1816), on observe les deux cas de figures. De 1870-75 à 1900, la croissance a été faible et le développement limité ; puis, de 1900 à 1930, on note une embellie économique, accompagnée d'une certaine amélioration du sort de la population sous l'effet de la « politique éthique ». Cette dernière a toutefois bientôt sombré dans la crise financière de 1929 qui a débouché sur une décennie de stagnation économique, de misère sociale et de répression politique du mouvement nationalisme naissant jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

- 11 Il convient donc de nuancer les bilans de la période coloniale, selon les périodes d'occupation et en distinguant les différents types de régimes en vigueur et la nature des politiques mises en œuvre. Mais au bout du compte, le bilan est bien « globalement négatif » (Ferro, 1994 ; 2003) : la colonisation s'est largement soldée par une violence extrême, l'asservissement, la pauvreté croissante, la misère accrue et parfois la mort à grande échelle au sein des populations autochtones⁴.

De la Démocratie dirigée à l'Ordre nouveau

- 12 Après l'indépendance, proclamée en 1945, et les quatre années de guerre de libération nationale avec la puissance coloniale qui s'en est suivie (Chapitre 3), l'Indonésie a vécu deux expériences politiques bien différentes sous la présidence de Sukarno, de 1950 à 1966 : la première, de nature plus démocratique et la seconde, nettement plus autoritaire. Aucune de ces deux expériences n'a véritablement permis de lancer le pays sur la voie du développement économique et social. Jusqu'en 1959, en dépit des énormes difficultés des débuts de l'indépendance, - dues à la lourdeur de l'héritage colonial, aux conditions de décolonisation iniques imposées par l'ancienne métropole et à l'état de délabrement de l'économie, - le pays semble d'abord s'engager, cahin-caha, sur le chemin d'un processus de développement prometteur. Toutefois, l'instabilité inhérente à la tentative méritoire mais probablement prématurée de mettre en place un régime de démocratie parlementaire libérale de type occidental, peu adapté à la culture politique traditionnelle indonésienne, va constituer un obstacle majeur. Ensuite, la rébellion dite *PRRI-PERESTA* des années 1957-58 va capter toutes les énergies et enrayer ce processus de développement. La démocratie parlementaire va donc se solder par un échec en matière de développement, malgré les compétences indiscutables de la plupart des ministres qui ont eu la responsabilité de redresser l'économie nationale et ont vainement essayé de l'orienter dans la bonne direction.
- 13 Puis en 1959, Sukarno impose son système de Démocratie dirigée : un régime présidentiel de plus en plus autoritaire et erratique qui accorde la priorité à des objectifs de politique extérieure d'affirmation de la souveraineté nationale ou de lutte contre le néocolonialisme et l'impérialisme, mais néglige largement les fondamentaux de l'économie. Cette dernière est alors victime d'une fuite en avant dans le nationalisme économique, une planification impérative aberrante et des choix stratégiques ineptes guidés par l'idéologie et l'ignorance ou l'indifférence du président et de ses ministres en la matière. La politique poursuivie précipite rapidement le pays dans le marasme économique et entraîne une grave détérioration des conditions sociales de vie de la population. Le bilan global de ces premières quinze années d'indépendance est donc celui d'un fiasco total : la démocratie balbutiante et fragile des

débuts laissait entrevoir la possibilité du développement, mais l'imposition d'un autoritarisme confus l'a tué dans l'œuf. La dégradation de la situation économique et sociale s'accompagne d'une montée des antagonismes politiques entre les communistes du PKI, qui appuient le président Sukarno, et la majeure partie des forces armées, soutenues par les milieux islamiques conservateurs. Elle débouche sur la polarisation d'une Indonésie qui se rapproche dangereusement du gouffre - dans lequel elle va sombrer corps et biens en 1965.

- 14 Ensuite, tout au long des trente-deux ans qu'a duré l'Ordre nouveau instauré par le général Suharto en mars 1966, l'Indonésie tombe sous la coupe d'un système politique autoritaire à tendance dictatoriale (Chapitre 4). Le nouveau régime politique, né dans une violence extrême et que l'on peut qualifier, au moins au début, de dictature militaire, use et abuse de l'autoritarisme pendant toute la durée de son existence. Cela dit, il a aussi initié un processus de développement économique et social difficilement contestable. L'Indonésie n'en avait pas connu de tel depuis son indépendance. Même s'il faut toujours les manipuler avec un sens critique et s'ils sont souvent réducteurs, les principaux indicateurs de développement indiquent que la croissance économique est restée très soutenue, variant, sauf exception, entre 5 et 10% par an, et s'accompagne d'avancées spectaculaires sur le plan social. C'est notamment le cas pour l'espérance de vie, l'amélioration de la santé et de l'éducation ou la baisse spectaculaire de la pauvreté, alors que les inégalités de revenus restent contenues dans une fourchette relativement modérée. Sur cette base, certains auteurs n'ont pas hésité à parler des « trente glorieuses » de l'économie indonésienne. C'est certainement exagéré et surtout inapproprié quand on sait quel a été le coût de cette expérience en termes de violence, de violation de l'état de droit et de privation des libertés politiques et individuelles, sans parler d'un environnement saccagé. Mais il est indéniable que ce régime autoritaire a réussi à sortir l'Indonésie de son sous-développement chronique. Il a su la placer, en moins d'un quart de siècle, dans le groupe des pays « émergents » participant à ce que la Banque mondiale a baptisé le « miracle de l'Asie orientale ».
- 15 Bref, l'autoritarisme qu'a subie l'Indonésie à cette époque semble avoir été relativement favorable au développement économique et social du pays. Cette dernière assertion est, on le sait, l'un des postulats de base des partisans de la théorie classique de la modernisation. Certains d'entre-eux ont même défendu l'idée que les forces armées pouvaient constituer un vecteur majeur dans ce processus. Cependant, ces résultats chiffrés favorables ne disent pas grand-chose sur la qualité de ce développement, ni surtout sur celle de la vie des citoyens indonésiens, privés pendant tout ce temps des libertés élémentaires mais fondamentales dont ils auraient pu jouir sous un régime démocratique. Les mascarades électorales organisées rituellement tous les cinq ans et scrupuleusement manipulées et encadrées par le gouvernement pendant toute la durée de l'Ordre nouveau, pour obtenir un résultat conforme à ses intérêts, ne peuvent nullement être considérées comme correspondant à une véritable forme d'expression démocratique de la volonté populaire, même si c'est un peu mieux que l'imposition d'une dictature pure et dure, sans consultation d'aucune sorte.
- 16 D'un autre côté, on peut aussi observer que différentes formes de contestation populaire du régime, certes timides au début, souvent isolées ou très disparates et durement réprimées à chaque fois qu'elles se sont exprimées, ont pris de l'ampleur au fil du temps. Elles ont culminé vers la fin de l'Ordre nouveau, quand le développement économique et social promis par Suharto n'était plus au rendez-vous. Mais c'est le

succès initial de ce processus qui a rendu possible le fait qu'elles puissent finalement se manifester avec une telle ampleur et entraîner sa chute. Dans une certaine mesure, le régime autoritaire a été victime de sa réussite. C'est en effet l'amélioration du niveau de vie des gens, de leurs conditions d'existence au quotidien (alimentation, habitat, transport, communication, information, etc.), de leur santé, de leur éducation ainsi que la baisse spectaculaire de la pauvreté qui ont permis l'émergence d'une classe moyenne capable de revendiquer plus de libertés et d'une masse populaire prête à prendre des risques pour obtenir de meilleures conditions de vie.

- 17 C'est bien ce qui est arrivé en 1998. La Crise financière asiatique (CFA) de 1997 a servi de catalyseur pour le mouvement de révolte qui a ouvert l'ère de la *Reformasi*, menant à la démocratisation du pays. C'est quand le miracle a tourné à la débâcle et que l'économie s'est effondrée, mettant en faillite des milliers d'entreprises et des millions de personnes au chômage, (re)plongées subitement dans la pauvreté, que le vent a tourné. La seule légitimité politique de l'Ordre nouveau résidant dans sa capacité à pouvoir assurer la continuation du processus de développement économique et social du pays, il s'est écroulé devant les revendications de démocratisation de la population et le général Suharto a piteusement démissionné en mai 1998 face à la pression populaire et au lâchage des ses affidés⁵.
- 18 En partant de l'expérience de l'Indonésie sous l'Ordre nouveau (et de celle de certains pays voisins), on peut donc, sans prendre trop de risques, en conclure que le développement économique et social devient surtout un accoucheur de démocratie quand il est en crise, quand le processus de changement global qu'il a déclenché tombe en panne ! Plus largement et pour en revenir à la relation en « 3D » sur laquelle on se concentre dans cette conclusion, cela démontre aussi qu'il existe bien une relation étroite entre le développement, la dictature et la démocratie, mais qu'elle est ténue, variable et changeante. En fait, le sens qu'elle prend et la forme qu'elle revêt dépendent surtout des circonstances particulières de l'histoire et des forces sociales en présence, ainsi que de l'adéquation des politiques mises en œuvre.

L'ère de la *Reformasi* et de la démocratie

- 19 Il est moins facile de tirer des conclusions sur la relation en « 3D » à propos de la période agitée de transition démocratique entre 1998 et 2004 (Chapitre 5). Cela revient en fait surtout à s'interroger, d'une part, sur la manière dont se déroule la transition entre une dictature et une démocratie et, de l'autre, sur les conditions du développement économique et social en période de crise.
- 20 Pour tenter de répondre à la première partie de la question, disons que ces six années de transition ont certainement été les plus difficiles et dangereuses pour la démocratie indonésienne. Le processus de démocratisation en cours aurait pu à tout moment être bloqué, et ramener le pays en arrière vers la dictature. Cela n'a pas été le cas. Grâce à l'action successive des trois présidents réformateurs qu'ont été B.J. Habibie, Abdurahman Wahid (*Gus Dur*) et Megawati Sukarnoputri, l'Indonésie a avancé, tant bien que mal, sur la voie ardue de la démocratisation. En fait, ces trois personnalités bien différentes, qui se sont succédées au pouvoir de manière inattendue et souvent éphémère, ont contribué à cette laborieuse consolidation démocratique, chacun à leur façon. Toutes les réformes institutionnelles qu'ils ont menées à bien ont fait progresser leur pays sur la voie de la démocratie. On peut même dire que le plus difficile a été fait

sous leur égide et que leur successeur a hérité d'une situation aussi favorable que possible.

- 21 Concernant la deuxième partie de la question sur les conditions du développement économique et social en période de transition entre la dictature et la démocratie, nous remarquons que l'effervescence, la gabegie et l'incertitude de ces quelques années n'ont pas été très favorables au rétablissement des équilibres requis et au retour à la normale. Comme le disent régulièrement de manière très irritante tous les commentateurs et experts financiers du monde, les sacro-saints « marchés » ont horreur de cela ! Cependant, rétrospectivement, en partant du véritable cataclysme qu'a constitué pour l'Indonésie la CFA de 1997-98, on peut aussi se dire que les choses auraient pu aller encore beaucoup plus mal et qu'il était alors presque inespéré que le pays retrouve une croissance économique stable de 5% six ans plus tard et une société qui remonte la pente. C'est peut-être aussi parce que cette période critique a permis de mieux mobiliser les efforts, de stimuler les imaginations et de faire émerger de nouveaux acteurs issus de la société civile et des talents jusque-là mis sous l'éteignoir. Les crises ont parfois du bon pour remettre sur la bonne voie un pays qui a failli dérailler. En tous les cas, là aussi, le successeur du trio improbable qui a présidé aux destinées de l'Indonésie pendant ces six années de transition hérite en 2004 d'une situation déjà grandement assainie qui lui permet d'entrevoir l'avenir avec optimisme.
- 22 Lors de la décennie où le président Soesilo Bambang Yudhoyono (SBY) a été au pouvoir, de 2004 à 2014 (Chapitre 6), on a d'abord assisté pendant son premier mandat quinquennal à un début d'approfondissement de la démocratie, avant de voir cette dernière commencer à stagner de manière inquiétante lors du second. Cela n'a pas vraiment eu d'impact sur la croissance économique qui s'est maintenue à un rythme de croisière annuel de 5 à 6%, accompagnée d'une reprise de la baisse de la pauvreté, mais également d'une hausse non négligeable des inégalités de revenus. Si l'on examine plus en détail l'évolution de la situation pendant cette décennie, quels sont les principaux enseignements à tirer par rapport à la relation en « 3D » au cœur de notre questionnement ?
- 23 D'une part, il apparaît que la démocratisation a été très favorable au développement économique et social, permettant le retour à la stabilité, une croissance respectable et une amélioration substantielle du niveau de vie de la majorité de la population. Mais s'inscrivant dans un contexte de libéralisation et de mondialisation accélérées, la même démocratisation a aussi favorisé la montée des inégalités sociales et le creusement du fossé entre une minorité de privilégiés, beaucoup plus riches, et la majorité d'une population, un peu moins pauvre.
- 24 D'autre part, cette démocratisation et la libéralisation de la société qu'elle a permis, avec le renforcement des libertés politiques et individuelles de la population, a aussi déclenché la montée d'une hostilité croissante au sein des milieux les plus conservateurs, voire réactionnaires, du pays. Ils y sont opposés et cultivent la nostalgie de l'autoritarisme - une période où l'ordre régnait en maître et où tout était plus clair, net et sans discussion possible, à défaut de ne pas donner lieu souvent à de graves excès. En fait, comme cela apparaît depuis lors clairement, un processus de démocratisation aussi soudain et rapide que celui qui a caractérisé l'Indonésie pendant les seize années agitées de la *Reformasi*, entre 1998 et 2014, sécrète son propre poison naturel. Ce phénomène politique est menacé par la réapparition de l'intolérance et du populisme ainsi que d'une certaine préférence pour l'autoritarisme et l'apparition de

pratiques répressives de nature « illibérale ». Le risque est d'autant plus grand que plusieurs des ténors politiques appartenant à cette tendance affichent déjà en sourdine l'idée selon laquelle la démocratie serait en fait un obstacle au développement, dont le rythme pourrait être plus soutenu et les résultats plus probants sous un régime plus autoritaire, comme au temps de l'Ordre nouveau. Le développement, tiraillé entre l'approfondissement de la démocratie et la tentation d'un retour à l'autoritarisme, c'est le dilemme auquel le pays commence alors à être confronté quand SBY achève son second mandat.

- 25 Depuis l'arrivée à la présidence de l'inattendu Joko Widodo (Jokowi) en 2014 et sa réélection en 2019 (Chapitre 7), le phénomène de stagnation démocratique entamé sous SBY s'est confirmé. La jeune démocratie indonésienne a même commencé à montrer des signes de régression dans certains domaines, comme le respect de l'état de droit ou la lutte contre la corruption. Ce que plusieurs observateurs attentifs de la scène politique locale ont qualifié de « dérive illibérale » n'a pas eu d'effet notable sur la croissance économique. Celle-ci est restée résolument bloquée sur la ligne des 5% l'an pendant toute la durée de son premier mandat, malgré les réformes entreprises par le président pour stimuler le développement, notamment par l'amélioration des infrastructures. Par ailleurs, la pauvreté a continué à diminuer et les inégalités ont cessé de s'aggraver et ont même légèrement fléchi. Néanmoins, ayant annoncé dès le début du second mandat que le développement serait la première de ses priorités et qu'il visait une augmentation de cette croissance économique à 7 ou 8% par an avant son terme, Jokowi a alors laissé s'instiller l'idée pernicieuse qu'un approfondissement de la démocratie constituait un obstacle pour atteindre son objectif de développement.
- 26 Cette position du président est préoccupante. Certains de ses principaux ministres vont même plus loin en considérant que la démocratie et ses conquêtes majeures, notamment les élections présidentielles et régionales directes au suffrage universel, le respect des libertés individuelles et collectives ou la lutte contre la corruption sont des freins au développement économique et social ou à la sécurité ! Pour l'instant, le gouvernement accorde d'ailleurs une priorité disproportionnée au maintien de la sécurité interne et au seul respect de la souveraineté nationale sur le plan extérieur. Cette position a débouché tout naturellement sur un retour en force de l'armée dans la politique ainsi qu'à une influence grandissante des partis islamiques conservateurs et a généré un national-populisme croissant accompagné d'un illibéralisme de plus en plus marqué. Cela correspond d'ailleurs à une certaine lassitude de la population devant les balbutiements et les promesses non tenues de la démocratie et à la résurgence d'une véritable nostalgie du « bon vieux temps » (*tempo dulu*), où tout marchait mieux et où la vie était plus facile et meilleure. Il s'agit pourtant en l'occurrence de l'Ordre nouveau dictatorial de Suharto, dont les exactions ont été oubliées par une population en majorité très jeune, qui ne les a pas connues.
- 27 On en arrive donc ainsi à un renversement paradoxal de l'histoire où, après avoir été le fruit d'un développement économique et social rapide et réussi, mené à la baguette par un régime autoritaire qui a tout fait pour en empêcher l'avènement, la démocratie en vient à être considérée, au bout de vingt ans d'existence, comme un obstacle à l'accélération du processus en question. Dans une telle vision, trop de démocratie tuerait le développement ! La question qui reste en suspens est donc de savoir si la démocratie indonésienne continuera à s'affaiblir et déléguera, au nom de la poursuite de ce même développement ? Peut-on imaginer que la quête d'un développement plus

soutenu débouche maintenant sur la fin de la démocratie, le retour à l'autoritarisme et, au final, à la dictature⁶ ? La boucle serait alors tristement bouclée ! Selon la tournure que prendront les événements d'ici la fin du second mandat de Jokowi, il n'est hélas pas impossible que cela soit le cas⁷.

Cinq enseignements majeurs du processus de développement indonésien

- 28 Avant de tirer les leçons plus générales de notre analyse en « 3D », il nous semble utile au préalable d'évoquer celles qui ressortent de l'étude en soi du processus de développement économique, social et politique qui a transformé l'Indonésie depuis son indépendance. Les cinq enseignements majeurs qu'inspirent cette expérience de développement particulière, mais qui ont selon nous une valeur d'application plus large, sont les suivants :
- 29 Premièrement, notre étude montre que tout pays pourvu d'une base agricole favorable a effectivement avantage à lancer son processus de développement en accordant la priorité à ce secteur de l'économie, qui occupe et fait vivre la vaste majorité de la population, et à s'atteler à sa modernisation⁸. La transition agricole, même inachevée comme c'est le cas en Indonésie, constitue en effet une étape préalable incontournable.
- 30 Deuxièmement, elle illustre également le fait qu'un pays aussi riche en ressources naturelles minérales et végétales que l'Indonésie a beaucoup de mal à échapper à la malédiction éponyme concomitante, le fameux « dutch disease » (le « mal hollandais ») symptomatique de la « malédiction des ressources naturelles ». Dans le cas précis, cela semblerait presque revêtir un caractère fatidique pour un pays qui a subi pendant si longtemps le joug des Pays-Bas !
- 31 Troisièmement, notre étude semble apporter a priori de l'eau au moulin des théories de la modernisation qui soutiennent que la démocratie n'est pas nécessairement une condition préalable au développement économique et social, mais que ce dernier débouche, tôt au tard, sur une ouverture politique et une certaine démocratisation, sous peine de voir tout le processus se bloquer et risquer de dégénérer sur des crises et des violences. Cependant, elle montre aussi que ce processus n'est pas irréversible : une démocratie peut stagner voire, régresser, notamment quand les exigences de son approfondissement sont perçues comme devenant un obstacle à la poursuite du développement et aux intérêts des groupes dominants.
- 32 Quatrièmement, elle met en évidence que la croissance économique spectaculaire des pays asiatiques comme l'Indonésie, qui ont participé au soi-disant « miracle de l'Asie orientale », a été beaucoup plus forte, stable et surtout équitable avant le début de la vague de libéralisation accélérée induite par la « révolution conservatrice » de Thatcher et Reagan, la fin de la guerre froide et le règne du Consensus de Washington, que lors des trois décennies suivantes.
- 33 Cinquièmement et plus généralement, elle confirme que ce sont bien les politiques de développement, leur juste définition, leur adoption au bon moment et leur application et articulation correctes qui sont déterminantes dans le succès ou l'échec des stratégies entreprises en la matière. Bref, quelles que soient les difficultés à surmonter : la volonté politique prime toujours sur toute autre considération, comme le soutenait Antonio Gramsci, laissant peu de place à la fatalité.

Conclusions générales sur la relation entre développement, dictature et démocratie

- 34 Au terme de cette approche en « 3D » sur la relation entre le développement, la dictature et la démocratie à travers les différentes phases de l'histoire indonésienne, il apparaît difficile de tirer des conclusions claires et définitives à ce sujet. En fait, l'exemple de l'Indonésie démontre que des formes de développement économique et social peuvent se produire ou non, sous la dictature comme sous la démocratie. C'est d'ailleurs l'avis de la plupart des auteurs qui se sont penchés sur la question⁹. En recoupant leurs travaux, nous arrivons à la conclusion que cela dépend essentiellement de cinq facteurs déterminants. Le premier est la pertinence et l'adéquation des politiques de développement adoptées, que le régime soit autoritaire ou démocratique, et sa capacité à faire preuve de pragmatisme pour s'adapter au changement sans a priori idéologiques. Le deuxième réside dans la stabilité, la solidité et la pérennité de l'alliance entre les acteurs politiques et les forces sociales qui soutiennent le processus de développement en cours et lui donne sa légitimité. Le troisième découle du précédent et résulte de la confiance de la population dans les pouvoirs publics et dans les politiques mises en œuvre. Le quatrième tient au fait que la paix et l'ordre régissent dans le pays et qu'il ne soit pas affaibli par des conflits sociaux, religieux ou ethniques coûteux et difficiles à résoudre, ni à des tensions régionales centrifuges le mettant en péril. Le cinquième est tout bonnement lié à la bonne fortune, la chance que le pays concerné ne soit pas confronté trop fréquemment à des catastrophes naturelles ou sanitaires majeures, à des crises financières régionales ou internationales dévastatrices comme celles de 1997 ou 2008, ou à des tensions voire, des conflits latents affectant les voisins ou les alliés (comme pour tous les pays d'Asie du Sud-Est celui qui monte entre les États-Unis et la Chine). On ajoutera à cette liste de facteurs déterminants du succès en matière de développement le fait qu'il a été préférable pour l'Indonésie d'avoir basculé en 1966 dans le camp des futurs vainqueurs de la guerre froide, où elle a rejoint ses voisins immédiats, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines, pour former en 1967 une ASEAN qui a toujours bénéficié depuis lors d'un appui sans réserve de la part des États-Unis et de l'Union européenne.
- 35 Ces conclusions sont en bonne partie partagées par l'auteur ayant publié le plus récemment une analyse approfondie sur la relation en « 3D » qui nous intéresse entre le développement, la dictature et la démocratie. Il s'agit de l'économiste américain Michael T. Rock dans son étude comparative sur le trio de pays qu'il baptise IMT (Indonésie-Malaisie-Thaïlande)¹⁰, les trois membres de l'ASEAN considérés comme ayant participé au prétendu « miracle de l'Asie orientale ». Dans sa conclusion intitulée « Lessons for the Rest », il insiste notamment sur le fait que le succès des stratégies de développement des pays concernés a beaucoup dépendu de la capacité des élites politiques au pouvoir à définir un projet de construction nationale qui a pu rallier une majorité de la population et forger une alliance forte entre les groupes sociaux considérant qu'il allait dans le sens de leurs intérêts¹¹. Il souligne aussi que ces pays ont tous adopté une stratégie de croissance et de développement pragmatique et mixte d'inspiration capitaliste, mais hostile à l'idée du marché libre, ouverte à l'échange international, mais pas au libre commerce, dans laquelle l'État « gouverne le marché », pour reprendre le titre de l'étude clé de Robert Wade (1990) sur l'industrialisation de l'Asie Orientale, mais ne le subit pas. De manière plus troublante et controversable, il

soutient l'idée que la corruption forte dans les trois pays considérés, n'a pas véritablement constitué un obstacle au développement, contribuant même, dans une certaine mesure, à « mettre de l'huile dans les rouages » pour faciliter les procédures face à des systèmes bureaucratiques lourds et tatillons qui découragent les investissements étrangers. Dans ce domaine, il ne tient selon nous pas assez compte des effets pervers non-économiques de la corruption sur le moral d'une nation et la perte de légitimité progressive des régimes qui s'y adonnent. Nous le rejoignons en revanche entièrement sur la dernière des leçons qu'il tire de la comparaison de ces trois pays en soulignant que la croissance économique a été aussi forte sous la dictature que sous la démocratie et que cette dernière ne la freine donc absolument pas a priori.

Analyse comparative avec les autres pays membres fondateurs de l'ASEAN

- 36 Après avoir consacré autant de pages à l'Indonésie, la lecture de l'ouvrage susmentionné nous a donné l'idée de boucler notre conclusion en prenant de la distance et en ouvrant l'analyse en « 3D » à ceux de ses voisins d'Asie du Sud-Est qui partagent largement la même histoire. Cela peut en effet nous permettre de confirmer (ou d'infirmer) les conclusions sur le lien entre le développement, la dictature et la démocratie auxquelles nous avons abouti dans le cas indonésien. Dans cette analyse rapide, nous nous contenterons toutefois de concentrer notre attention sur les quatre autres pays fondateurs de l'ASEAN aux côtés de l'Indonésie : la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et les Philippines.
- 37 Pour sa part, la Thaïlande, seul pays d'Asie du Sud-Est à ne pas avoir été formellement colonisé, vit depuis 1932 sous un régime de monarchie constitutionnelle suite au coup d'État qui a aboli le pouvoir absolu du roi. Depuis lors, elle a subi une vingtaine d'autres coups semblables et dispute à la Bolivie le triste privilège de détenir le record du monde en la matière ! En fait, depuis le couronnement en 1950 du prince Bhumibhol Adulyadej sous le nom de Rama IX, la Thaïlande a eu une vie politique particulièrement mouvementée, dominée par de longues périodes de dictature militaire entrelardées de courts épisodes démocratiques. Cela ne l'a pas empêché, en dépit de soubresauts occasionnels, de mener un processus de développement économique et social couronné de succès qui a fait d'elle le troisième pays le plus prospère de l'ASEAN, après Singapour et la Malaisie. Le premier de ces brefs épisodes démocratiques a eu lieu de 1973 à 1976, commençant avec la chute du dictateur Thanom Kittikachorn et se terminant avec la reprise en main sanglante par les militaires et le massacre à Bangkok des étudiants de l'Université Thamassat. Au bout de quatre ans de répression, c'est le modéré général Prem Tinsulanonda qui s'est retrouvé en 1980 au poste de premier ministre où il a mené une expérience de semi-démocratie jusqu'en 1988. Puis, après deux nouveaux coups d'État militaires, s'est ouvert en 1992 un deuxième épisode démocratique avec l'élection d'un gouvernement dirigé par Chuan Lekpai qui est tombé en 1997, victime de la CFA ayant plongé le pays dans une récession sans précédent. Après une certaine période de flottement, le pays va alors vivre une expérience populiste sous la houlette de Thaksin Shinawatra, un ancien officier de police devenu richissime homme d'affaires que certains ont appelé le « Berlusconi thaïlandais », qui a mené son parti *Thai Rak Thai* (Les Thaïs qui aiment les Thaïs) à la victoire et s'empare en 2001 du poste de premier ministre. Il sera renversé en 2006 par un nouveau coup d'État militaire, avec l'aval de l'entourage du roi qui le

déteste, et forcé de partir en exil. Les élections de 2011 redonneront toutefois la victoire au nouveau parti qu'il a créé mais, interdit de séjour dans son pays, c'est sa sœur, Yingluck Shinawatra qui occupera le poste de premier ministre jusqu'en 2014. Elle sera chassée à son tour par les militaires qui porteront au pouvoir l'actuel premier ministre, le général Chan-o-cha. Au terme d'un tel résumé, on se demande franchement comment la Thaïlande a pu avoir le succès qu'elle a connu dans son développement économique et social en dépit de cette vie politique totalement erratique ! La mort en 2016 du roi Bumibhol, adulé par son peuple, et le couronnement, sous le nom de Rama X, de son fils, le prince Vajiralongkorn, aussi impopulaire et incompetent qu'autoritaire et violent, ne présage a priori rien de très bon pour l'avenir de la démocratie en Thaïlande. Néanmoins, la contestation contre le régime militaire et les demandes de réformes de la monarchie sont de retour dans les rues de Bangkok en cette fin d'année 2020. Quoi qu'il advienne, cela ne devrait cependant pas vraiment menacer la poursuite du processus de développement du pays si l'on se fie à son passé.

- 38 Quant à la Malaisie, monarchie parlementaire fédérale à laquelle les Britanniques ont octroyé l'indépendance pacifiquement en 1957, c'est un régime politique hybride largement autoritaire, avec un vernis de démocratie parlementaire. Chacun des sultans héréditaires de la quinzaine d'États formant la fédération de Malaisie préside à tour de rôle cette dernière (un peu comme en Suisse l'un des sept conseillers fédéraux), mais c'est un premier ministre qui exerce le pouvoir exécutif. Depuis son indépendance, le pays est dirigé par la même coalition politique unanimiste, le *Barisan Nasional* (Front national), elle-même dominée par l'UMNO (United Malay National Organization), parti nationaliste représentant la majorité malaise de la population de religion musulmane. Le poste de premier ministre a donc toujours été dans les mains du chef de ce parti, et souvent pour de très longues périodes. Ce fut d'abord le cas de Tunku Abdul Rahman, qui négocia l'indépendance du pays et resta en place de 1957 à 1970. Après une période de transition, au cours de laquelle deux autres premiers ministres ayant laissé une moindre trace dans l'histoire lui succédèrent plus brièvement, c'est le Dr. Mohamad Mahathir qui arriva au pouvoir. Il a dominé la vie politique du pays depuis lors, puisqu'il fut d'abord premier ministre de 1981 à 2003 et à nouveau de 2018 à 2020, à plus de 90 ans ! Bien que des circonstances historiques plus favorables que l'Indonésie aient permis à la Malaisie d'entamer son processus de développement dès son indépendance, c'est bien sous l'égide de cet homme compétent, mais autoritaire, manipulateur et impitoyable, avec ses adversaires comme ses partisans (et tout particulièrement envers Anwar Ibrahim, son fils spirituel et héritier présomptif, répudié et emprisonné en 2008 pour crime supposé de sodomie !), que le pays a pris son envol pour devenir, loin derrière Singapour, le deuxième plus prospère de l'ASEAN. Les péripéties compliquées qui ont amené à la démission du second des premiers ministres qui lui ont succédé et auquel Mahathir a repris le pouvoir en 2018 dépassent le cadre de cette brève analyse comparée, mais il faut savoir que l'intéressé est englué dans une affaire de corruption gigantesque où il s'est énormément enrichi à titre personnel et qu'il risque bien de finir tôt ou tard sous les barreaux lui aussi. Malgré tout cela, la Malaisie est bien représentative d'un pays ayant réussi son développement économique sous un régime politique hybride à dominante autoritaire, comme la Thaïlande, mais caractérisé par une beaucoup plus grande stabilité, en dépit des guerres internes picrocholines au sein de la coalition au pouvoir.

- 39 En élargissant la réflexion aux deux autres pays fondateurs de l'ASEAN que sont Singapour et les Philippines, on trouve confirmation que le succès d'une politique de

développement économique et social ne dépend pas de la nature plus ou moins autoritaire ou démocratique du régime en place. Dans le brillant exemple de réussite universellement salué que constitue Singapour, devenu en un demi siècle l'un des pays les plus prospères du monde, c'est un régime ouvertement autoritaire et népotique, aux mains de la même formation politique, le PAP (People's Action Party ou Parti d'action populaire), qui est au pouvoir depuis l'indépendance proclamée en 1965 par son génial fondateur Lee Kuan Yew. Il a en effet dirigé le pays jusqu'en 1990, quand il a transmis le pouvoir à son principal protégé Goh Chok Tong de 1990 à 2004, avant que son propre fils, Lee Hsien Loong, n'en hérite depuis lors.

- 40 L'expérience des Philippines est diamétralement opposée. En effet, le pays n'a pas mieux réussi à régler ses lancinants problèmes de développement sous la dictature de Ferdinand Marcos, de 1965 à 1986, que sous le régime démocratique de Cory Aquino, de 1986 à 1992, ou de son fils, Benigno Aquino III, de 2010 à 2016. Ceux qui les ont précédé ou leur ont succédé n'ont guère eu plus de succès, que ce soit l'honnête général réformateur Fidel Ramos, de 1992 à 1998, suivi du fantaisiste sénateur populiste et acteur de cinéma Josef Estrada, destitué en 2001 au profit de la vice-présidente, Gloria Macapagal-Arroyo (une pure représentante de la vieille oligarchie foncière), qui a gouverné jusqu'en 2009, dans un parfum de scandale et de corruption, ou du brutal président actuel, Rodrigo Duterte (auprès duquel Donald Trump semble être une personne raisonnable et un parangon de politesse et de raffinement).
- 41 Si l'on appliquait l'analyse aux autres pays d'Asie du Sud-Est ou orientale pour lesquels elle est pertinente¹², on trouverait d'ailleurs confirmation que le succès d'une politique de développement économique et social ne dépend donc pas de manière déterminante de la nature plus ou moins autoritaire ou démocratique du régime en place. Au terme de ce vaste tour d'horizon régional visant à comparer l'expérience de l'Indonésie avec celle de ses voisins asiatiques pour ce qui est du lien en « 3D » existant (ou non) entre le développement, la dictature et la démocratie¹³, la principale leçon à en tirer est qu'il n'y a pas de règle fixe et établie en la matière. Tout et son contraire s'est produit au fil du temps. Comme en Indonésie, dans la majorité des pays concernés, un développement économique et social accéléré a pris place à certains moments de leur histoire autant sous un régime politique autoritaire voire, dictatorial (Chine, Taiwan, Corée du Sud, Vietnam, Cambodge, Philippines, Singapour, Malaisie et Thaïlande) que pendant les périodes où la démocratie a primé (Taiwan, Corée du Sud, Philippines et Thaïlande). En revanche, la stagnation voire la récession économique, accompagnés de la pauvreté et de la misère sociale qui vont avec, ont surtout existé sous la dictature, mais dans un nombre moins important de pays (Chine, Corée du Sud, Vietnam, Laos, Cambodge, Philippines et Myanmar), alors que cela n'a pratiquement pas été le cas sous la démocratie ou de manière très marginale et éphémère - en l'occurrence seulement en Indonésie, au tout début de son indépendance et pour des raisons très particulières.
- 42 Comme on l'a vu, c'est ailleurs que dans la nature dictatoriale ou démocratique du régime politique d'un pays qu'il faut chercher les principaux déterminants du succès ou de l'échec de son développement économique et social. Reste à voir, maintenant que le développement de l'Indonésie semble plafonner, et encore plus s'il venait à se retourner, si la démocratie pourra perdurer ou si, considérée comme un obstacle à la poursuite du processus en cours, elle s'affaiblira, au risque de ramener le grand archipel à ses vieux démons.

NOTES

1. Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental* (1977).
2. CERM, Sur le 'mode de production asiatique' (1974).
3. James C. Scott, *Weapons of the Weak* (1985) ainsi que *The Art of Not Being Governed* (2009).
4. À travers la lecture des ouvrages relatifs à la période précoloniale cités dans la bibliographie qui portent sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, et en dépit des différences marquées dans les politiques adoptées par les autres puissances coloniales (d'abord rivales puis alliées des Pays-Bas), on peut faire à peu près le même constat pour les pays dominés par les Britanniques (en Malaisie ou en Birmanie), les Français (en Indochine : au Vietnam, au Cambodge et au Laos), ou les Espagnols puis les Américains (aux Philippines).
5. Cette crise financière profonde a d'ailleurs eu à peu près le même genre d'effet dans les deux autres pays d'Asie orientale qui ont été le plus durement touchés après l'Indonésie : la Thaïlande, où elle a entraîné un changement de gouvernement, et la Corée du Sud, où elle a débouché sur un changement de président. Concernant la corrélation possible entre les crises économiques et la fin des régimes autoritaires, l'ouvrage de référence est le très remarquable essai de Thomas B. Pepinsky, *Economic Crisis and the Breakdown of Authoritarian Regimes, Indonesia and Malaysia in Comparative Perspective* (2006). L'auteur y analyse effectivement le cas de ces deux pays touchés par la crise financière asiatique de 1997-98, en montrant pourquoi et comment elle a débouché sur la chute de Suharto et le début d'un processus de démocratisation en Indonésie, alors qu'elle a au contraire permis au premier ministre Mohamad Mahathir, au pouvoir depuis plus de vingt ans, de renforcer sa mainmise sur la Malaisie, en ayant recours à une politique que l'on qualifierait aujourd'hui de type « national-populiste ».
6. Concernant cette question d'un éventuel retour de l'autoritarisme, la décision sur le maintien ou l'abolition des élections directes au suffrage universel nous paraît cruciale. Si les partisans d'un retour au système antérieur, - dans lequel le couple présidentiel ainsi que les élus locaux étaient désignés par leurs parlements respectifs, - avaient gain de cause, cela ouvrirait la porte au scénario le plus sombre.
7. Cela dit, on peut aussi voir les choses avec plus de distance et de relativisme, comme le souhaitent notamment de nombreux Indonésiens. Selon les critères en vigueur dans la communauté internationale, l'Indonésie est en effet classée, comme nous l'avons vu, dans la catégorie des démocraties dites « imparfaites » (flawed). Mais on peut aussi avoir un autre regard, moins occidental-centré, voire ethnocentrique, sur cette « démocratie à l'indonésienne ». Elle reste en relativement assez éloignée des règles de fonctionnement de la démocratie libérale parlementaire occidentale classique, avec une opposition ouverte et une alternance tranchée au pouvoir, et continue à fonctionner plutôt sur la base des valeurs traditionnelles de recherche de consensus et de partage de ce même pouvoir. C'est donc une démocratie imparfaite selon ces critères, mais c'est tout de même bel et bien une démocratie, différente. Cela montre que cinquante ans de développement économique et social accéléré ne suffisent pas à changer radicalement la culture politique d'un pays. Peut-être même, peut-on s'en réjouir, au moment où la globalisation entre dans une phase de triomphe absolu, portant de rudes coups à la diversité culturelle du monde et entraînant une uniformisation appauvrissante et affligeante de ce dernier. Par ailleurs, de nombreuses démocraties parlementaires occidentales ne donnent pas d'elles une image des plus exemplaires ces derniers temps, comme vient de le montrer le comportement quasi séditieux de Donald Trump et de ses partisans du Parti républicain lors des récentes élections présidentielles américaines. Il est donc difficile dans ces conditions de donner des leçons de démocratie aux autres !

8. Cette assertion assez catégorique s'appuie évidemment sur les recherches approfondies que nous avons fait à partir du début des années 1970 sur la question de la modernisation agricole de l'Indonésie, d'abord dans le cadre de notre thèse de doctorat, puis dans de travaux ultérieurs. Ces recherches ont débouché sur un certain nombre de publications dont les plus importantes sont citées dans la bibliographie.

9. Le meilleur article de synthèse disponible en français sur cette question est celui de Philippe Marchesin, « Démocratie et développement », *Revue Tiers Monde*, 2004, No 3, pp. 487-513. L'auteur y cite dans sa bibliographie très complète les principaux auteurs ayant écrit sur cette question cruciale, à commencer par les pionniers de la sociologie du développement américaine que sont Gabriel Almond, James Coleman, Barrington Moore Jr., Alexander Gerschenkron et Albert Hirschman. Ce dernier a donné son nom au Centre de recherche sur la démocratie auquel nous sommes attachés au sein du Graduate Institute de Genève et qui a généreusement soutenu la publication de notre ouvrage.

10. Michael T. Rock, *Dictators, Democrats, and Development, in Southeast Asia*, (2017).

11. Comme on l'a déjà évoqué précédemment, l'ouvrage d'un autre politologue spécialiste de l'Asie du Sud-Est, Thomas Pepinsky (2006), reprend aussi cet argument de la solidité du projet de développement national et surtout, de l'alliance politique qui le soutient pour expliquer pourquoi le régime autoritaire en place a été plus efficace en Malaisie pour faire face à la CFA de 1997-98 et y survivre qu'en Indonésie, où il s'est effondré et a laissé place à la démocratie. Il est aussi intéressant de noter à cet égard que, contrairement à l'Indonésie, la Malaisie a refusé alors le paquet d'aide financière du FMI et s'est paradoxalement rétablie beaucoup plus vite que son grand voisin !

12. Ce que nous avons d'ailleurs fait dans la version initiale de cet ouvrage en traitant aussi du cas des autres pays de l'ASEAN (Vietnam, Cambodge, Laos et Myanmar, à l'exception du sultanat de Brunei, où l'analyse n'a pas grand sens), et de deux des trois autres « petits dragons » historiques (que sont, à côté de Singapour, la Corée du Sud et Taiwan, en laissant de côté Hong Kong, où l'analyse est peu pertinente), ainsi que de la Chine. Or, tant l'évaluation externe de ce manuscrit que l'avis des experts qui se sont chargés de sa correction concordaient pour estimer que cette conclusion était trop longue et qu'il fallait la réduire pour la rendre plus percutante. C'est ce qui a été fait. Toutefois, nous avons décidé de ne pas supprimer le Tableau 15 en annexe dans lequel nous avons regroupé les cinq principaux indicateurs du développement et de la démocratie pour les 12 pays inclus au préalable dans cette analyse, afin que le lecteur puisse prendre connaissance des différences importantes qui les caractérisent.

13. Alors que nous procédions aux corrections de cette conclusion, les actes de la conférence annuelle organisée par l'ANU de Canberra dite *Indonesia Update* de 2019 sont parus en août 2020 dans un ouvrage dirigé par Thomas Power and Eve Warburton (Eds.), *Democracy in Indonesia* (2020). Les articles réunis traitent de manière beaucoup plus détaillée que dans le dernier chapitre de notre ouvrage de tous les aspects du déclin préoccupant de la démocratie indonésienne sous Jokowi. Près de la moitié d'entre eux sont écrits par des auteurs indonésiens souvent plus critiques et pessimistes que certains de leurs homologues étrangers plus nuancés. C'est notamment le cas du politologue américain Allen Hicken qui, dans son article « Indonesia's democracy in a comparative perspective » (pp. 23-44) fait une analyse comparative semblable et concordante mais beaucoup plus détaillée que la mienne, en mettant aussi en application le vieux principe du « quand je me regarde, je me désole, mais quand je me compare, je me console ». Dans ce registre, il est aussi intéressant de se reporter à l'article antérieur de dix ans de Larry Diamond, « Indonesia's Place in Global Democracy » in Edward Aspinall and Marcus Mietzner (Eds.), *Problems of Democracy in Indonesia* (2010), ouvrage issu de cette même conférence en 2009.

Épilogue. L'Indonésie face à la pandémie de COVID-19 : risques accrus de dérive illibérale

- ¹ Tant dans l'introduction de notre ouvrage, où nous avons choisi de présenter d'emblée au lecteur une photo instantanée de l'Indonésie au début de l'année 2020, que dans la conclusion du dernier chapitre, où on a bouclé la boucle en le ramenant au point de départ, l'accent a été mis sur le fait que le pays était dans une situation relativement favorable mais comportant des éléments importants d'incertitude. Or, l'irruption dès le mois de mars, puis l'extension rapide dans l'archipel, de la pandémie de COVID-19 va tout bouleverser. Comme partout ailleurs dans le monde, elle va mettre l'économie à l'arrêt, avec son cortège de graves conséquences sociales, mais aussi renforcer certaines des principales évolutions politiques en cours, à commencer par la dérive illibérale qui caractérisait la présidence de Joko Widodo depuis quelques années. Agissant comme un révélateur et un accélérateur, cette pandémie confirme en fait largement la justesse des conclusions auxquelles nous étions arrivés à ce propos avant qu'elle ne survienne, ce qui fournit donc bien matière à un épilogue au sens propre du terme.

Une stratégie tardive, confuse et peu efficace pour enrayer l'extension du virus

- ² Apparue en Chine, dans la grande ville de Wuhan, vers le milieu du mois de novembre 2019, l'épidémie de SRAS¹-Coronavirus 2, bientôt baptisée COVID-19², va s'y propager, ainsi que dans la province voisine du Hubei. Cela se passe plusieurs semaines avant que la communauté mondiale ne soit informée de la gravité du problème par Taiwan, le 31 décembre, et bien avant que Pékin ne reconnaisse enfin, le 7 janvier 2020, la virulence de la propagation du virus, qui a alors déjà tué une soixantaine de personnes. Le 9 janvier, l'OMS lance une alerte internationale. Dès la fin du mois, certains pays voisins immédiats ou proches de la Chine comme Taïwan, Hong Kong, la Corée du Sud et Singapour sont touchés et adoptent des mesures drastiques pour lutter contre cette nouvelle épidémie de SRAS COVID³.

- 3 Pendant ce temps, l'Indonésie, comme beaucoup d'autres pays dans le monde, notamment en Europe ou en Amérique, ne s'alarme absolument pas et s'installe dans une sorte de déni. Jusqu'à fin février, elle se déclare en effet encore libre de toute infection. Le président Jokowi a même l'idée saugrenue et choquante, pour venir au secours d'un secteur touristique déjà fortement affecté par la crise et vital pour le pays, d'annoncer l'adoption d'un programme d'aide de 5 millions de US\$ pour investir en publicité dans des grands médias internationaux, afin d'inciter les touristes étrangers à venir visiter un archipel... qui serait épargné par l'épidémie⁴ ! La chose est évidemment impossible, vu la très grande ouverture de l'Indonésie à la région et au reste du monde. D'abord, le pays attire en effet déjà des millions de visiteurs chaque année⁵. Par ailleurs, des centaines de milliers de travailleurs indonésiens immigrés sont employés à Singapour, en Malaisie, à Hong Kong, en Corée du Sud ou sur les bateaux de croisière qui sillonnent les mers du globe, et rentrent régulièrement dans leur pays, surtout pour les fêtes marquant la fin du *ramadan* fixé à la fin du mois de mai en 2020. Pourtant, quand ce déni absurde est critiqué à la mi-février par une équipe de recherche de l'Université de Harvard, le ministère de la santé indonésien exprime son indignation en dénonçant une « déclaration insultante » ! Alors que l'épidémie flambe déjà dans de nombreux pays, l'Indonésie commence toutefois aussi à enregistrer ses premiers cas d'infection au tout début mars - et reconnaît finalement une première victime le 11 mars, le jour même où l'OMS déclare un état de pandémie mondiale.
- 4 La situation prêterait presque à l'ironie, si elle n'était pas aussi sérieuse. C'est justement à ce moment-là que se déroule, du 10 au 13 mars, la visite protocolaire du roi des Pays-Bas, Willem-Alexander, prévue depuis fort longtemps. La longue histoire douloureuse entre les deux pays a laissé des blessures qui ne se sont jamais refermées du côté indonésien. L'espoir est que cette visite permette d'y remédier pour tourner enfin la page et regarder l'avenir sans amertume, ni rancune. Cette espérance est en partie exaucée, puisque le roi présente les excuses de son pays pour les souffrances inutiles infligées de 1945 à 1949 au peuple indonésien, lors de la tentative sanglante de reconquête coloniale. Surtout, il fait aussi (et enfin) le geste symbolique attendu depuis 75 ans en reconnaissant pour la première fois la date du 17 août 1945 comme celle de l'indépendance officielle du pays. En effet, La Haye avait toujours obstinément refusé de le faire, en prétextant que la proclamation de Sukarno avait été unilatérale et que cette indépendance n'était devenue effective qu'après avoir été « octroyée » lors des accords du 27 décembre 1949. Cela ferme donc la parenthèse de la longue période postcoloniale et en constitue d'ailleurs également de facto un épilogue spécifique important. Certaines voix s'élèveront ensuite pour regretter que le souverain néerlandais n'ait pas été plus loin, en demandant un pardon pour l'ensemble de l'œuvre de ses ancêtres : les 350 années de domination et d'exploitation éhontées du grand archipel et de ses habitants⁶.
- 5 Ayant perdu deux bons mois à nier la réalité puis à procrastiner, le président Jokowi et son gouvernement vont alors enfin commencer à prendre conscience du problème et à adopter certaines des mesures requises pour enrayer la pandémie. Toutefois, cela va se faire bien trop lentement et dans une grande confusion. Cette dernière s'explique aussi par l'organisation administrative trop centralisée et bureaucratique de l'État indonésien dans le domaine de la gestion des catastrophes, naturelles ou non, régies par une législation lourde et peu appropriée, sans coordination efficace avec les autorités locales, en accordant un rôle central accru à l'armée et à la police, au risque

de renforcer la dérive autoritaire et illibérale déjà marquée du pays⁷. De plus, l'Indonésie est mal préparée pour faire face à une pandémie, en raison des multiples vulnérabilités de son système de santé. Parmi ces faiblesses, il faut ajouter la profonde incompétence de son ministre de la santé, le général Terawan Agus Putranto, dont on a déjà évoqué le palmarès édifiant. Jusqu'à la mi-février, il a ainsi continué à minimiser la gravité du problème en disant à ses concitoyens de ne pas paniquer, déclarant que les Indonésiens ont une nature résistante, que le climat tropical du pays les préserve du danger ou que les médicaments traditionnels (*jamu*) sont efficaces pour lutter contre le virus. Il leur a simplement recommandé...de s'alimenter correctement et de prier pour l'éloigner !

- 6 Le 15 mars, alors que les gouverneurs des provinces les premières et plus gravement affectées (Jakarta, Banten et Java Ouest) commencent à évoquer la nécessité de devoir imposer un confinement partiel, Jokowi s'y oppose résolument et demande juste à ses concitoyens de rester chez eux s'ils le peuvent. Sans le dire aussi ouvertement ni surtout, aussi vulgairement qu'un Trump ou un Bolsonaro, il semble en effet d'abord privilégier la santé de l'économie. Il se refuse à imposer des mesures qui vont inmanquablement nuire à la réalisation de son objectif prioritaire et obsessionnel de stimulation de la croissance et d'accélération du développement économique et social. En fait, il voit essentiellement la pandémie par le prisme de l'économie, mais aussi de la sécurité, n'ayant pas oublié qu'un président peut devoir démissionner et un régime politique tomber à la suite d'une crise sociale majeure, - comme ce fut le cas pour Suharto en 1998. Mais il ne peut pas non plus continuer à rester inactif face à l'opinion publique et aux gouverneurs en question, ceci, d'autant plus qu'il y a là aussi des enjeux de préséance ou de rivalités politiques. Plusieurs de ces gouverneurs sont en effet pressentis comme candidats à sa succession en 2024 et pourraient profiter de la situation pour critiquer son indécision et promouvoir leur image. Il annonce donc la création d'une nouvelle instance de type « task force » (*Gugus Tugas Percepatan Penanganan COVID-19* ou Unité spéciale pour accélérer la réponse au COVID-19) placée sous la responsabilité du général Doni Monardi qui dirige la *BNPB* (*Badan Nasional Penanggulangan Bencana*, l'Agence nationale de lutte contre les catastrophes). Cette unité spéciale doit coordonner et superviser les actions du ministère de la santé, de l'armée (*TNI*) et de la police (*POLRI*) pour lutter contre la pandémie. Cela revient de fait à une mise sous tutelle du ministère de la santé et à une forte militarisation de cette lutte, placée dans les mains d'officiers de l'armée dans lesquels Jokowi semble placer toute sa confiance - confirmant ainsi le risque de dérive illibérale accrue dans le pays.
- 7 Dans l'intervalle, la pandémie a commencé à s'étendre et aurait déjà (officiellement) infecté 1 414 personnes et fait 122 morts le 31 mars, le jour où la presse commence à faire quotidiennement part du lugubre bilan statistique en la matière. Le même jour, Jokowi, de plus en plus critiqué par ses opposants et dans les médias pour son manque de leadership, impose enfin un décret présidentiel signé la veille. Ce décret s'appuie sur la loi de 2018 régissant les questions de quarantaines sanitaires et précise les mesures de distanciation physique que les gens devront désormais respecter. Ces dernières, baptisées *PSBB* (*Perbatasan Sosial Berskala Besar* ou Restrictions sociales à grande échelle), un sigle qui va désormais faire florilège dans la presse nationale, entrent en application le 1^{er} avril. Elles incluent des mesures de base adoptées par tous les pays comme l'hygiène des mains, une distanciation minimale entre les gens, le travail ou l'étude à domicile dans toute la mesure du possible et la recommandation de ne pas se réunir en grand nombre dans les lieux publics ou de culte et de prier chez soi. Mais cela permet

également, si nécessaire, d'imposer notamment le confinement partiel des quartiers les plus infectés, la fermeture des écoles et des lieux publics habituels (stades, centres commerciaux, restaurants, etc.), l'interdiction du transport de passagers par motos-taxis, l'obligation faite aux hôtels désormais vides de clients d'accepter les personnes contaminées pour effectuer leur quarantaine, la limitation des autorisations pour franchir les frontières municipales ou régionales et le port du masque obligatoire quand la situation l'exige. Bref, c'est en fait un confinement partiel, modulable et doux qui ne dit pas son nom. Toutefois, le problème est que les gouverneurs de province ou les maires de municipalités urbaines et chefs de district ruraux ne peuvent imposer ces mesures que s'ils obtiennent l'autorisation formelle du ministère de la santé, sur la base d'un dossier étayé justifiant cette nécessité. Ce dernier, englué dans ses pratiques bureaucratiques habituelles et dirigé par un ministre incompétent ayant perdu toute légitimité, s'avère vite débordé par les demandes et n'arrive pas à y répondre avec la célérité voulue.

- 8 L'Indonésie perd donc encore du temps face à la pandémie, mais le *DKI* Jakarta est enfin autorisé le 10 avril à appliquer ces fameuses *PSBB*, qu'il impose trois jours plus tard pour une période renouvelable de deux semaines. Puis, le 22 avril, c'est le tour de la troisième ville du pays, Bandung, bientôt suivie par la deuxième, Surabaya, et d'autres de moindre importance, surtout à Java mais aussi dans le reste de l'archipel. Le cocktail de mesures adoptées inclut en général la plupart de celles qui ont été évoquées plus haut, ce qui revient à imposer un confinement partiel à la population. Cela va entraîner un certain chaos au départ, mais il va surtout s'avérer difficile de le mettre en œuvre et de le faire respecter. Les mesures en question ne sont pourtant pas plus coercitives que partout ailleurs dans le monde ; et même moins, comparées à la plupart des pays voisins et notamment les Philippines, où le président Rodrigo Duterte se surpasse dans l'ignominie en disant qu'il faut « tirer à vue » sur les gens qui ne respectent pas le confinement beaucoup plus drastique qui a été imposé ! Mais comment obliger les gens à rester chez eux et à ne pas travailler dans un pays où 60% de la population vit des activités du secteur informel, et où ne pas gagner sa vie quotidienne signifie ne pas pouvoir survivre à court terme ? Par ailleurs, il n'est guère étonnant que cela soit plus compliqué dans un archipel aussi éclaté et divers que l'Indonésie, dont certaines villes et campagnes sont parmi les zones urbaines et rurales les plus densément peuplées de la planète. Comment arriver à gérer un confinement, même partiel, dans une mégalopole de 30 millions d'habitants comme Jakarta, grouillante de vie à tout moment du jour et de la nuit, ou dans une île de Java qui compte plus de 150 millions d'âmes, une densité moyenne de plus de 1 000 par kilomètre carré ? C'est un peu « mission impossible »⁸ ! Cela dit, le principal problème réside dans le fait que ces mesures, qui sont arrivées tardivement et ne suffisaient probablement déjà pas à pouvoir enrayer la pandémie, ont aussi été mal appliquées et peu respectées. Autrement dit, tout cela correspond à la formule du « trop tard, trop peu et pas assez bien ». La plupart des observateurs de la scène indonésienne en attribuent la responsabilité à Jokowi et au gouvernement central, qui n'ont pas été capables d'établir une ligne de commandement claire et d'assurer une coordination efficace entre les trop nombreuses instances administratives impliquées.
- 9 Il n'est guère étonnant dans ces conditions que la pandémie s'aggrave rapidement. À la mi-avril, le pays compte déjà près de 5 000 cas d'infection et de 500 morts, un quasi quadruplement en tout juste deux semaines. Face à cela, le président franchit un pas supplémentaire pour essayer de freiner le processus en prenant le 24 avril la décision

difficile d'interdire à la population d'entreprendre le traditionnel *mudik*, l'exode massif qui amène des millions d'indonésiens à voyager dans le pays pour passer la fin du *ramadan* dans leur famille⁹ et fêter *Idul Fitri*, l'ouverture du jeûne, au soir du 23 mai. Il leur recommande à la place de rester chez eux et d'y faire leurs prières pour que la pandémie s'arrête! Mais le virus continue à se propager : au 30 avril, il a contaminé près de 10 000 personnes et en a tué 784 ; à la mi-mai, Java est déclaré en « alerte rouge », alors que le nombre de morts dans le pays dépasse la barre symbolique des 1 000 victimes, dont près de la moitié à Jakarta et plus de 80% sur l'île centrale¹⁰. En fait, il est plus que probable que ce chiffre est déjà beaucoup plus élevé, certains parlant même d'un bilan deux à trois fois plus grave. Il faut dire que l'Indonésie ne fait pas exception à la règle quasi universelle dans ce domaine qui consiste à sous estimer le nombre de victimes de la pandémie¹¹. Fin mai, alors que le pays compte désormais plus de 25 000 cas d'infection et de 1 500 morts, la plus grande communauté musulmane du monde célèbre donc *Idul Fitri* de manière inhabituelle, peu démonstrative et plutôt triste, les habitants de la capitale étant même formellement confinés à leur domicile¹².

10 Après le *lebaran*, le président décrète début juin que l'on doit désormais passer à une phase de « nouvelle normalité » : les activités vont reprendre progressivement, tout en respectant les règles de prudence requises. Il espère que la pandémie a commencé à se calmer au bout de deux mois d'imposition des *PSBB* et de confinement partiel dans les plus grandes villes. Mais il considère surtout qu'il est urgent de relancer l'économie du pays largement à l'arrêt pour enrayer le désastre social en cours. À l'instar de beaucoup d'autres pays du monde, ce déconfinement partiel mais sûrement prématuré n'a pas non plus marché aussi bien qu'il eut été souhaitable, même si les gens pensaient comme ailleurs que les choses allaient enfin mieux et que l'on pouvait reprendre la vie d'avant. La pandémie a donc repris de plus belle pour atteindre 41 431 cas d'infection et 2 276 morts le 18 juin et encore doubler ces chiffres en un seul mois à 86 521 cas 4 143 morts le 18 juillet, dépassant alors le bilan (officiel) de la Chine. À cette date, 464 des 514 municipalités urbaines et district ruraux du pays sont affectés et la pandémie tue en moyenne 77 personnes par jour. Pour faire face à cette nouvelle flambée et comme dans moult autres situations comparables, un reconfinement partiel est (ré)imposé, notamment à Jakarta, et les mesures de *PSBB* renforcées, malgré leur impopularité. Toutefois, le cap des 100 000 cas d'infection est franchi fin juillet et celui des 5 000 morts, début août. Le 17 août, le pays enregistre déjà 141 370 cas et 6 207 décès, fêtant dans la retenue, la tristesse et le deuil les 75 ans de son indépendance¹³.

11 Ensuite, la situation a hélas continué à s'aggraver car la pandémie est repartie de plus belle, obligeant le gouverneur de Jakarta Anies Basdewan à réimposer le 11 septembre un confinement strict, un peu contre l'avis de Jokowi qui recommande alors quant à lui une « approche mesurée » en la matière. Le combat feutré entre le président et l'un des principaux prétendants à sa succession en 2024 se poursuit donc sur fond de désaccord sur la manière de gérer l'urgence face à la pandémie. Le gouverneur, plus proche du terrain et conscient de la dangerosité de la situation (comme tous ses homologues dans d'autres provinces), fait face à l'attitude contradictoire et irrésolue du chef de l'État. Sa position plus claire et ferme est louée par le *PKS*, seul parti islamique resté dans l'opposition, ainsi que par les islamistes du *FPI* et du Mouvement 212 qui ont soutenu son élection face à Ahok en 2016-17 et voient plus que jamais en lui, depuis que Prabowo les a « trahis » et s'est rallié à Jokowi, le meilleur candidat pour les représenter lors des présidentielles de 2024 auxquelles ils s'affairent déjà¹⁴.

Photo 69 : Anies Basdewan (1969-), gouverneur du DKI Jakarta élu en avril 2018



SOURCE : Wulandan Wulandan

- 12 Pourtant, tout cela est encore bien loin. Il y a pour l'instant surtout urgence à accorder les violons et à adopter une politique univoque plus ferme et cohérente, car le virus se répand à grande vitesse dans l'archipel. Le 25 septembre, l'Indonésie compte en effet déjà plus de 262 000 cas officiels et franchit le seuil des 10 000 décès, un doublement du nombre de victimes en seulement deux mois, rejoignant ainsi le club des 17 pays de la planète qui ont le triste privilège d'avoir enregistré autant de morts. À cette date, 494 des 514 *kabupaten* et *kotamadya* du pays sont infectés. C'est bien sûr la capitale Jakarta qui est proportionnellement la plus touchée avec 1 661 décès, un taux de mortalité d'environ 160 par million d'habitants quatre fois plus élevé que la moyenne nationale, alors encore inférieure à 40. En chiffres absolus, c'est toutefois la province de Java Est qui paye le plus lourd tribut avec plus de 3 000 décès, loin devant Java Central (qui en compte environ 1400) et de Java Ouest, Sumatra Nord, Sulawesi Sud et Kalimantan Sud (avec un peu plus de 400 victimes chacune). Le corps médical est particulièrement décimé, plus de 100 médecins ayant déjà perdu la vie depuis le début de la pandémie. Bref, la situation continue à se dégrader de manière alarmante puisque le pays franchit le cap des 12 000 morts à la mi-octobre¹⁵.

Les conséquences économiques, sociales et politiques de la crise sanitaire

- 13 Comme partout ailleurs dans le monde, les conséquences économiques, sociales et politiques de cette pandémie sont bien évidemment catastrophiques. Avec l'application des *PSBB*, la limitation des déplacements et des transports aériens, routiers et maritimes ainsi que la fermeture totale ou partielle de très nombreuses entreprises et de l'administration, l'économie a fortement ralenti à partir du mois de mars. La croissance, qui s'était déjà effondrée à 2,97% lors du premier trimestre est tombée à

-5,32%¹⁶ au second, donnant un chiffre consolidé de seulement 1,23% pour l'ensemble du premier semestre. Cette croissance négative a perduré et s'est finalement établie à -3,5% au troisième trimestre¹⁷. L'exercice 2020 risque donc, selon la Banque mondiale et le FMI, de se solder par une contraction de -1,5%¹⁸. Ce serait la première depuis 1998, lors de la plongée abyssale enregistrée à la suite de la crise financière asiatique. Lucide, le gouvernement indonésien espère toutefois une contraction moindre qui pourrait varier entre -0,6% et -1,7%. Mais de son côté, l'OCDE est encore plus pessimiste et table sur une contraction de -2,8% si la pandémie se calme et même de -3,9% si le pays est confronté à une deuxième vague, comme cela semble malheureusement se confirmer. Cela compromet donc largement le rêve de Jokowi qui, considérant que la croissance moyenne de 5% qu'avait connue le pays depuis le début de son premier mandat en 2014 était trop faible, avait pour principal objectif annoncé lors de sa réélection en 2019 de la faire passer à 7 ou 8% avant 2024, en faisant les réformes nécessaires pour attirer les investissements étrangers. Avec le ralentissement de l'économie mondiale, ces derniers ont au contraire chuté de près de 10% lors du premier trimestre 2020. En revanche, vu la baisse de la consommation, l'inflation est tombée en dessous de 2% par mois en juin et juillet et le pays se dirige aussi vers la déflation.

- 14 Pour tenter d'enrayer ce désastre, Jokowi a réagi de manière traditionnelle en formant le 20 juillet, par décret présidentiel, une instance administrative supplémentaire affublée du nom compliqué d'« Équipe de rétablissement économique nationale et de réponse au COVID-19 ». Il en a confié la responsabilité conjointe à Airlangga Hartato, ministre coordinateur de l'économie et président du GOLKAR, et à Erik Thohir, le jeune et dynamique ministre des entreprises d'État - un homme d'affaire comme lui, en qui il semble avoir toute confiance et pour lequel il voit, semble-t-il, un bel avenir politique. En dehors d'embrouiller encore un peu plus l'organigramme déjà incompréhensible de la lutte contre la pandémie, cela n'a évidemment guère eu d'effet sur la réalité. Certes, si la pandémie se calme, qu'un traitement ou un vaccin sont trouvés avant la fin de l'année, la croissance rebondira fortement, comme c'est toujours le cas après une crise de cette envergure. Elle pourrait être supérieure à 6% en 2021. Toutefois, cela ne compensera pas la perte enregistrée en 2020 au niveau du PIB, d'autant plus que le gouvernement tablait déjà sur un chiffre irréaliste de 8,2%. C'est d'autant plus rageant que l'Indonésie venait tout juste de rentrer en 2019, avec un RNB par habitant de 4 050 US\$, dans la catégorie supérieure des pays à revenus intermédiaires¹⁹. Elle risque fort d'en ressortir *illico presto* en 2020 ! En tous les cas, cela remet totalement en question une bonne partie des projets que Jokowi voulait entreprendre sous son second mandat, notamment le plus onéreux et grandiose, - celui du transfert de la capitale à Kalimantan Est, - qui a été suspendu *sine die* fin septembre.
- 15 Cette dégringolade économique a bien sûr entraîné tout un cortège d'effets sociaux désastreux²⁰. Avec une diminution de moitié des transports, la fermeture de la plupart des usines et des entreprises ainsi que celle des frontières aux touristes étrangers, des millions d'Indonésiens ont perdu leur emploi. D'après les estimations, environ 5,5 millions de personnes sont venues grossir les rangs du chômage depuis le début de l'année ; ce chiffre pourrait doubler pour atteindre les 10 millions d'ici sa fin. Cela ferait remonter le taux de chômage à 8-9%, alors qu'il était tombé à son plus bas niveau en 2019, autour de 4%. La pauvreté sous sa forme la plus sévère, telle que mesurée selon le critère national, qui venait enfin de passer en 2019 sous la barre des 10%, va donc repartir à la hausse et repasser au-dessus en 2020. Plus de 1 million de personnes en

auraient en effet déjà rejoint les rangs à la fin juin et le gouvernement s'attend à ce que ce chiffre puisse être multiplié par quatre d'ici la fin de l'année²¹. Par ailleurs, les inégalités de revenus et plus généralement sociales, en termes d'accès à la santé et à l'éducation notamment, qui avaient commencé à diminuer légèrement, après avoir atteint un sommet sous la présidence de SBY, vont évidemment à nouveau s'aggraver. Alors que tous les économistes du monde débattent sur le fait de savoir si la reprise post-COVID sera en forme de V ou de U, il semble de plus en plus probable qu'elle revête plutôt en Indonésie celle du K, signe d'une hausse des inégalités et d'un creusement du fossé entre riches et pauvres²². Confronté à un tel maelström, le gouvernement à adopté - et il faut le dire, avec une grande rapidité contrairement aux mesures sanitaires - un très vaste programme financier d'urgence de 47,5 milliards de US\$ afin de soutenir l'économie dans son ensemble, les entreprises en difficulté, le système hospitalier et les personnes les plus vulnérables, auxquelles il faut assurer un filet de sécurité. Le fait que cela va creuser le déficit budgétaire, qui atteindra probablement 6 à 7% du PIB en 2020, a été, comme partout ailleurs dans le monde, considéré comme secondaire, le président ayant d'ailleurs levé dès le mois d'avril par décret la sacro-sainte limite de 3% inspirée des critères européens en la matière. Mais le principal problème se situe à un autre niveau : à peine plus d'un quart de cette somme avait été déboursé fin juillet et seulement 36,6% à la mi-septembre, en raison des lourdeurs bureaucratiques habituelles et des craintes justifiées que la corruption ne se glisse dans le système, stimulée par de si vastes sommes. Cela a d'ailleurs amené Jokowi à taper sur la table du gouvernement et à demander à ses ministres de se mobiliser pour débloquent les fonds aussi vite que possible, en menaçant de procéder à un prochain remaniement du cabinet. Quoi qu'il en soit, ce programme de sauvetage n'est pas suffisant. Comme les mesures sont provisoires, la situation sociale risque bien de se dégrader encore plus dans les mois qui viennent, en particulier sur le plan sanitaire et alimentaire.

- 16 Mais c'est au niveau politique que se situent les principales leçons à tirer de la crise pour nourrir cet épilogue. La vie du pays a en effet également été fortement bouleversée depuis le mois de mars, le parlement, les partis et les tribunaux réduisant tout d'abord leurs activités et laissant à l'exécutif, présidence et gouvernement réunis, le soin de diriger le pays par décret, comme le permet une telle situation d'urgence. Même si c'est provisoire, cela n'est évidemment jamais bon pour une démocratie car on sait par l'histoire que les mauvaises habitudes prises en temps de crise ont tendance à perdurer et rendre difficile le retour à la normale. On peut ainsi s'inquiéter du rôle coercitif accru de l'armée et de la police dans la gestion de la pandémie, ainsi que des atteintes de plus en plus fréquentes à la liberté de presse et d'expression pour faire taire les critiques envers la politique gouvernementale ou au nom de la lutte contre la propagation des fausses informations sur les réseaux sociaux (les « fake news trumpiennes », de triste réputation). Parmi les premières victimes collatérales du COVID-19 figurent les élections régionales. Début mai, après des semaines de tergiversations, elles ont finalement été repoussées du 23 septembre au 9 décembre. Cela n'est pas en soi scandaleux compte tenu de la situation. D'ailleurs, l'Indonésie n'est pas le seul pays où les échéances électorales ont dû être reportées pour cause de COVID. On ne peut même pas soupçonner que cette mesure ait été prise pour avantager un gouvernement et les partis politiques de la coalition qui le soutient, confrontés aux difficultés de la gestion d'une crise aussi grave, car la cote de popularité de Jokowi et de plusieurs de ses principaux ministres particulièrement exposés, comme Prabowo ou Sri

Mulyani, reste étonnement haute compte tenu des circonstances²³. En dehors des élections, il est intéressant de noter que parmi les principaux projets de lois qui étaient en cours d'examen avant la pandémie, les délibérations du parlement sur celui très contesté de révision du code pénal et d'adoption d'un véritable « mode de conduite familial » (baptisé ironiquement par d'aucun « bedroom bill » !) ont été interrompues, avant qu'il ne soit purement et simplement abandonné fin novembre. Cela révèle apparemment une prise de conscience salubre d'une majorité de députés devant l'absurdité et l'iniquité d'une telle loi. C'est d'autant plus significatif que, dans l'intervalle, les manifestations fréquentes qui s'y opposaient, dénonçant en même temps la nouvelle loi sur la lutte contre la corruption, avaient pris fin en raison des mesures de distanciation sociale et ne constituaient donc plus un élément de pression gênant.

- 17 Pour ce qui est de la corruption, malgré la nomination d'un Conseil de supervision de la KPK formé de personnalités respectées, les quelques décisions prises par cette dernière depuis le début de l'année, notamment la suspension des poursuites envers des personnes à l'innocence douteuse voire leur acquittement, ont démontré qu'elle avait perdu une bonne partie de l'autonomie et de la pugnacité qui étaient les siennes avant l'adoption de cette nouvelle loi. La grande majorité des Indonésiens le regrettent beaucoup et ne lui accordent plus le même crédit²⁴. Ils se montrent souvent désabusés face au déclin de la lutte contre ce fléau. Leur mécontentement se renforce du fait que la Cour suprême prononce de plus en plus systématiquement des réductions de peine substantielles pour certains coupables des cas les plus graves et scandaleux. De son côté, le président leur accorde lui aussi fréquemment de généreuses rémissions. Les gens continuent également à ne pas avoir confiance dans leur police, fortement compromise dans l'affaire qui a agité le pays en juin-juillet, entre son déconfinement partiel et le début de son reconfinement, avec la libre circulation avérée et protégée d'un fugitif recherché depuis 11 ans (!) pour son implication dans l'énorme affaire de corruption de la Banque Bali, survenue dans la foulée de la crise financière asiatique²⁵. Cela dit, la KPK semble avoir enfin pris conscience de la défiance populaire à son égard car elle a démontré un regain surprenant d'énergie et de courage en arrêtant deux ministres en vue fin novembre/début décembre. Le premier n'est autre que Edhy Prabowo, ministre des affaires maritimes et de la pêche et seul autre membre du GERINDRA (de son patron et homonyme, Prabowo Subianto) dans le cabinet. Il est accusé d'avoir tiré profit de sa position pour distribuer à des proches des licences d'exportation en relation avec le lucratif commerce des larves de langoustes et de s'être enrichi à titre personnel. Le second ministre en question est Juliari Batubara, en charge des affaires sociales, un membre en vue du PDI-P, le parti du président et de Megawati. Comble de l'indécence, il est accusé d'avoir siphonné 1,5 million de US\$ dans les fonds spéciaux mis en place pour aider les plus vulnérables à faire face à la pandémie de COVID ! C'est un problème très embarrassant, tant pour Prabowo que Jokowi. La presse ressort alors son leitmotiv sur l'urgente nécessité de procéder à un remaniement ministériel.
- 18 L'autre chantier législatif majeur entrepris avant le début de la pandémie concernant la loi dite « omnibus » a continué en revanche à avancer en sourdine. Censée simplifier la bureaucratie tentaculaire indonésienne pour attirer les investissements étrangers et accélérer le développement du pays²⁶, elle avait principalement occupé la classe politique et la presse jusqu'à fin février. On a vu que les nouvelles dispositions législatives envisagées, notamment pour assouplir le code du travail et les normes de

protection en matière environnementale, soulevaient l'hostilité des milieux syndicaux et associatifs²⁷. Ils avaient protesté avec force pour s'y opposer jusqu'au début du confinement et de l'imposition des *PSBB*, à travers de grandes manifestations qui ont évidemment pris fin par la force des choses. En Indonésie comme ailleurs dans le monde, la pandémie de COVID-19 a effectivement permis aux régimes politiques en place, qu'ils soient autoritaires, hybrides et même démocratiques, de mettre opportunément un terme à ce type de protestation²⁸. Avec le retour à la « nouvelle normalité » annoncée par Jokowi début juin, le *DPR* a repris ses travaux avec pour objectif d'adopter cette loi aussi vite que possible pour aider le pays à sortir de la crise économique en créant le grand nombre d'emplois espérés par l'arrivée des investissements étrangers qu'elle devrait attirer. Pourtant, elle porte aussi atteinte aux droits du travail d'une classe ouvrière qui souffre déjà beaucoup de cette crise.

19 Jusqu'à fin août, il semblait que les choses étaient trop conflictuelles pour qu'une décision soit prise rapidement, peut être même pas avant la fin de l'année²⁹. Cela n'arrangeait évidemment pas les affaires d'un président dont le principal objectif était de pouvoir relancer la machine économique le plus vite possible en espérant que l'Indonésie puisse bénéficier de la relocalisation de certains maillons des chaînes de valeur qui vont se réorganiser à l'échelle planétaire, avec la montée de l'antagonisme entre les États-Unis et la Chine - et l'étiquette de paria du capitalisme mondialisé que Washington s'ingénie à coller à Pékin. La situation était donc délicate. Un observateur très attentif de la scène indonésienne et internationale a même écrit avec perspicacité avant le début de la pandémie que Jokowi était confronté au même dilemme que le président français Macron³⁰ : passer rapidement en force, ou prendre plus de temps pour négocier. Fort de sa majorité parlementaire écrasante et du soutien du patronat, l'urgence l'a finalement fait pencher pour la solution la plus expéditive, puisque la « Loi de création d'emplois », sa nouvelle appellation, a été adoptée par le *DPR* le 5 octobre. En dépit des mesures de *PSBB*, cela a immédiatement entraîné une vague de manifestations à Jakarta et dans la plupart des grandes villes du pays. Organisées dans un premier temps par les syndicats, mais bientôt infiltrées par l'opposition islamiste radicale menée par le *FPI*, les vestiges du Mouvement 212 et la nouvelle coalition *KAMI*³¹, elles ont donné lieu à des violences et à la destruction de mobilier urbain. La répression policière a été plus que musclée et, pour beaucoup d'observateurs, disproportionnée, avec l'arrestation de centaines de manifestants³². La liberté d'expression a aussi subi un nouveau tour de vis, Jokowi écartant d'un revers de main les critiques formulées contre cette nouvelle loi comme étant alimentées par des « fake news ». Tout cela renforce la dérive illibérale du pays et indique qu'il est peut être sur le point de retomber dans les affres de sa polarisation politique. La crise sanitaire ne fait donc bien là aussi que confirmer la tendance qui était à l'œuvre au préalable.

20 La seule chose que la pandémie ne semble pas avoir affecté ni infecté est l'ambition de nombreux candidats à succéder à Jokowi en 2024 ! C'est notamment, comme on l'a évoqué précédemment, le cas des gouverneurs de trois des quatre provinces les plus peuplées du pays. Il s'agit de Anies Basdewan pour le *DKI* Jakarta, de Ridwan Kamil pour Java Ouest ou de Khofifah Indar Parawansa pour Java Est, qui ont fait ce qu'il fallait pour lutter contre la pandémie et vu leur cote de popularité s'envoler dans les sondages. Mais c'est bien sûr aussi le cas de Prabowo Subianto, l'éternel candidat présidentiel, par deux fois adversaire de Jokowi, que ce dernier a coopté comme ministre de la défense pour le neutraliser et qui profite de sa position pour soigner sa popularité. Il est en effet, de manière étonnante, le plus apprécié des membres du

gouvernement, devant Sri Mulyani, la compétente ministre des finances, qui n'a apparemment pas d'ambition présidentielle. Dans les sondages où la question de l'échéance de 2024 est soulevée, Prabowo sort régulièrement premier, devant Anies Basdewan. Il faut dire qu'il occupe une position stratégique très en vue : l'armée est littéralement en première ligne dans la lutte contre la COVID-19 et il y conserve de nombreux partisans. C'est d'autant plus le cas qu'il se démène beaucoup pour dépenser le budget important qui lui a été alloué afin d'assurer le renouvellement de l'équipement militaire du pays. Cela se passe en plus à un moment où la Chine a montré encore clairement, au début du mois de janvier, que ses ambitions de contrôle maritime régional s'étendaient jusqu'à l'archipel indonésien des Natuna, ce qui ravive la fibre nationaliste du pays et redonne de l'importance aux questions de défense compte tenu de la position imprévisible des États-Unis³³. C'est ce qui avait d'ailleurs amené Prabowo à dépêcher sur place quelques navires de guerre et Jokowi à y faire une visite impromptue.

- 21 En tous les cas, le rapprochement entrepris avant le début de la pandémie entre le *PDI-P* et le *GERINDRA* en vue de la constitution d'un ticket présidentiel Prabowo-Puan Maharani en 2024 semble bien toujours être à l'ordre du jour. Le fait que le principal intéressé ait fait le forcing en septembre pour conserver la présidence du *GERINDRA* est un signe probant à cet égard. D'autres personnes que lui pensent déjà sûrement aussi aux élections de 2029. C'est peut être le cas de Gibran Rakabuming Raka, le propre fils du président, qui a forcé la main du *PDI-P*, fort du soutien paternel, pour lui offrir sur un plateau, lors des élections municipales du 9 décembre, la candidature au poste de maire de Surakarta qu'occupait son père au début de sa carrière³⁴. Le sentiment majoritaire dans le pays est qu'une nouvelle dynastie politique est en formation, après celle de Sukarno, qui dure depuis trois générations, et, dans une moindre mesure, de Suharto, qui essaye de revivre par l'intermédiaire de son fils maudit Tommy, ou de SBY, dont le rejeton, Agus Harimurti, a repris récemment la tête du Parti démocrate qui avait permis à son père d'accéder à la présidence et a déjà annoncé qu'il brigait le poste. Cela semble d'autant plus patent que Bobby Nasution, le beau-fils de Jokowi, est aussi candidat au poste de maire d'une grande ville (en l'occurrence Medan, la capitale de Sumatra Nord)³⁵. Dans ce domaine, on ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment que « plus cela change, plus c'est la même chose ! » en Indonésie³⁶. Cela alimente clairement la tonalité de cet épilogue dans lequel la continuité prend nettement le pas sur le changement.
- 22 Pour conclure dans la même veine, cette crise a surtout mis crûment en évidence les faiblesses de l'Indonésie en termes d'organisation administrative déficiente, de faible capacité de coordination horizontale entre les ministères et verticale avec les provinces ou les autres instances locales. Elle a confirmé l'urgente nécessité de procéder aux réformes qui guérirait le pays de son goût immodéré pour une complexité bureaucratique digne d'une « machine de Tinguely »³⁷. C'est d'ailleurs bien le projet du président et il lui reste tout de même quatre ans pour le faire avant la fin de son mandat³⁸. Il doit aussi pour cela pallier aux carences de son gouvernement en procédant au remaniement ministériel qu'il a évoqué fin juillet pour se débarrasser des quelques ministres qui ont fait preuve de leur incompétence crasse dans la crise (notamment celui de la santé) ou de leur vénalité (en particulier les deux inculpés pour corruption)³⁹. Ensuite, il faudra voir si le pays pourra surmonter aussi vite que possible la crise économique et sociale résultant de cette pandémie, ou si cette dernière va repartir et durer, rendant vain tout espoir d'amélioration rapide de la situation. Si tel

est le cas, il n'est pas impossible que la stabilité politique soit remise en cause, comme en 1998.

- 23 De toute façon, il faudra observer attentivement la manière dont Jokowi s'y prendra. Profitera-t-il des circonstances comme de nombreux autres responsables politiques aux tendances illibérales de par le monde, pour renforcer son pouvoir et continuer à passer en force les réformes qui lui tiennent à cœur, comme il vient de le faire avec la loi sur « la création d'emplois »⁴⁰ ? C'est la crainte de beaucoup d'Indonésiens qui redoutent de voir leur pays émerger de la pandémie de COVID-19 avec une démocratie plus altérée qu'elle ne l'était avant d'y être confrontée et que ce terrible épisode ne se solde par l'aggravation d'un processus de régression démocratique vers un régime présidentiel à l'illibéralisme encore plus marqué. Dans cette perspective, ils frémissent à l'idée que Jokowi puisse laisser le pouvoir en 2024 à un successeur aux tendances national-populistes encore plus autoritaires que lui, comme Prabowo (ou encore pire !), qui pourrait ramener l'Indonésie vers les vieux démons de l'Ordre nouveau de Suharto, dont il fut l'un des pires sbires et dont il est nostalgique)⁴¹. Mais on peut aussi imaginer que la crise soit salutaire et que le président choisisse d'en sortir en relançant la négociation avec le monde du travail et la société civile pour définir un modèle de développement plus participatif, durable et équitable pour son pays. Après tout, il pourrait peut-être aussi souhaiter de passer à la postérité comme celui qui a sauvé la démocratie indonésienne plutôt que précipité son déclin ? Le ton du discours annuel sur l'état de la nation qu'il a prononcé le 14 août devant les deux chambres réunies au sein de l'Assemblée consultative du peuple à l'occasion du 75^e anniversaire de l'indépendance pouvait laisser penser que cela puisse être le cas. Il a en effet eu des mots forts sur la nécessité de profiter de cette crise terrible pour repartir d'un bon pied et inverser le processus de régression démocratique en cours. Mais peu de temps après, il a pourtant encouragé l'adoption précipitée de la loi cruciale et controversée sur la « création d'emploi » par un DPR s'étant bien gardé d'ouvrir le débat, qui aurait pourtant été indispensable sur une telle question. C'est évidemment très contradictoire, mais semble relever du type de comportement que certains considèrent comme le principal trait de caractère de Jokowi⁴². On verra comment il continuera à agir dans les mois à venir et d'ici la fin de son mandat. Le pire n'est heureusement pas certain, mais le meilleur est peu probable. C'est plus vraisemblablement dans un entre-deux fait d'avancées et de reculades qu'il va continuer à louvoyer. La seule chose que l'on peut dire sans risque de se tromper, au moment de mettre un point final à cet épilogue et à cet ouvrage, est que situation de l'Indonésie est nettement moins favorable et beaucoup plus incertaine encore qu'elle ne l'était voilà seulement quelques mois, au début de l'année 2020.

Photo 70 : Jokowi confronté à l'épidémie de Covid-19



SOURCE : Hapelinium

NOTES

1. L'acronyme de SARS signifie Severe Accute Respiratory Syndrome ou SRAS en français pour Syndrome respiratoire aigu sévère. C'est en 2002 qu'une première épidémie de SRAS est apparue dans la province de Guandong en Chine, touchant rapidement Hong Kong et Taiwan voisins ainsi que plusieurs pays d'Asie du

Sud-Est, principalement le Vietnam. Cette épidémie est restée finalement circonscrite à l'Asie orientale, infectant plus de 8 000 personnes et faisant tout de même près de 800 morts entre 2003 et 2004.

2. COVID signifie Corona Virus Disease ou maladie du coronavirus, le chiffre de 19 qui lui a été accolé correspondant simplement au fait qu'elle est apparue en 2019.

3. La première épidémie de SARS qu'ils avaient connu en 2002-04 explique pourquoi ces pays voisins de la Chine étaient en alerte, préparés à faire face à une nouvelle épidémie, et ont réagi aussi rapidement et énergiquement qu'ils l'ont fait. Il est vrai qu'ils appartiennent tous à cette Asie sinisée ou les valeurs confucianistes restent fortes, avec la discipline sociale qui l'accompagne. Par ailleurs, plusieurs d'entre eux, comme Singapour ou le Vietnam, sont dirigés par un régime politique autoritaire, voire totalitaire, où le contrôle social de la population est, sous des formes différentes, particulièrement rigoureux et efficace.

4. Toutes les informations et les données chiffrées fournies dans cet épilogue proviennent pour l'essentiel du *Jakarta Post*, le grand quotidien anglophone indonésien, que j'ai dépouillé systématiquement depuis le début de l'année 2020, notamment pour suivre l'évolution de la pandémie dans le pays.

5. L'Indonésie a reçu plus de 16 millions de touristes ou visiteurs étrangers en 2019.

6. Il faut cependant reconnaître que les Pays-Bas partagent ce déni de responsabilité historique avec toutes les autres anciennes puissances coloniales, à commencer par la France vis-à-vis de l'Algérie.

7. À ce propos, j'ai publié dès fin mai 2020 un article intitulé « Indonésie : la démocratie à l'épreuve de la pandémie » sur le site du Centre de recherche Albert Hirschman sur la démocratie du Graduate Institute de Genève, suivi d'un second plus général comparant le niveau de l'indice démocratique des pays et leur efficacité dans la lutte contre le virus intitulé « Nature des régimes politiques et bilan de la mortalité de la pandémie de COVID-19 ». Le lecteur intéressé par les aspects politique et économique de la pandémie de COVID-19 dans le monde peut aussi consulter sur le site du même Centre le très bon dossier de la revue de recherche en ligne *Global Challenges* intitulé « Politics of the Coronavirus Pandemic » qu'il a coordonné.

8. Ce d'autant plus que les Indonésiens sont en général plutôt d'esprit grégaire : la plupart d'entre eux aiment beaucoup la foule et son animation, car c'est *ramai* (animé, bruyant, gai, joyeux, amusant) comme ils disent, et ils apprécient modérément les endroits calmes, silencieux ou tranquilles, que certains qualifient parfois avec un air consterné de *sepi* (vides).

9. On parle tout de même d'un exode de 20 à 25 millions de personnes, dont la moitié quittent alors Jakarta et ses environs pour regagner leur lieu d'origine aux quatre coins de l'archipel!

10. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la presse internationale, qui relate alors chaque jour les progrès de la pandémie de COVID-19 dans le monde entier, pays par pays, ne parle guère de l'Indonésie qui est pourtant alors, d'ores et déjà, le plus durement affecté en Asie du Sud-Est. Le plus méconnu et ignoré des grands pays du monde le reste donc, même en temps de pandémie!

11. L'un des représentants de la profession habituellement discrète des épidémiologistes, dont de nombreux membres sont devenus la coqueluche des ondes radiophoniques et des plateaux de télévision depuis le début de la pandémie, a eu une formule lapidaire qui résume bien la situation sur cette question: « Les démocraties ne savent pas compter et les régimes autoritaires mentent ! ». Cela dit, on a même vu des démocraties entretenir sciemment le mensonge ou, pour le moins, cacher la vérité aussi longtemps que possible, comme cela a notamment été le cas pour la Grande-Bretagne quand son premier ministre Boris Johnson minimisait totalement la gravité de la pandémie, avant d'en être lui-même victime et de changer de ton et de stratégie ! La France n'a pas brillé non plus par sa franchise en déclarant d'abord que les masques n'étaient pas vraiment utiles (parce qu'il n'y en avait pas assez) pour affirmer ensuite (une fois le stock reconstitué) qu'il était vivement recommandé de les porter.

12. Le gouvernement prendra même un peu plus tard une mesure additionnelle tout aussi difficile à avaler pour les musulmans en interdisant le pèlerinage (*hadj*) en 2020. Son acceptation a toutefois été facilitée par le fait que l'Arabie saoudite, elle-même très affectée par la pandémie, a largement fermé ses portes aux pèlerins étrangers.

13. De fait, l'Indonésie est le pays d'Asie du Sud-Est qui a été le plus durement touché par la pandémie de COVID-19. À la date du 5 août, elle comptait en effet 116 871 cas d'infection et 5 452 décès, soit, compte tenu de sa population de 270 millions, des taux de respectivement 432 et 20 personnes par million d'habitants. En deuxième position, on trouvait les Philippines, avec 115 980 cas et 2 123 morts, qui, comptant une population d'environ 110 millions, avaient donc un taux d'infection deux fois plus élevé pour une mortalité un peu moindre, ce qui traduisait a priori un confinement guère plus efficace mais un système de santé de meilleure qualité. Ensuite venait Singapour, avec 54 254 cas d'infection, un chiffre très élevé étant donné sa population de moins de 6 millions d'habitants, mais « seulement » 27 morts, une performance reflétant l'efficacité des mesures de confinement adoptées et l'excellence de son système hospitalier. Les trois pays suivants étaient beaucoup moins affectés, la Malaisie, avec 9 023 cas et 125 morts, la Thaïlande, avec 3 328 cas et 58 morts, et le Vietnam avec 685 cas et « seulement » 8 morts, probablement grâce à son contrôle social totalitaire comparable à celui de la Chine. Enfin venaient les pays dont on peut douter des chiffres qui semblent bien bas : le Myanmar, avec 355 cas et 6 morts, mais

surtout le Cambodge et le Laos, avec respectivement 243 et 28 cas mais zéro morts chacun ! Comme d'habitude, il n'y avait aucune donnée disponible pour Brunei. Rappelons juste, à titre de comparaison, que la France avait franchi début août la barre des 30 000 morts, soit un taux de létalité supérieur à 450, par rapport à sa population d'environ 67 millions, qui était 22 fois plus élevé que celui de l'Indonésie !

14. Concernant l'impact de la pandémie sur les tensions religieuses et politiques, voir l'article très éclairant de Suhadi, « Is COVID-19 muting or fueling religious polarization in Indonesia ? », *New Mandala*, 28 September 2020. L'auteur y soutient qu'en dépit des apparences et du fait que le NU, la Muhammadiyah et les principaux partis politiques islamiques ont soutenu les mesures particulièrement difficiles à accepter pour les musulmans imposées par le gouvernement dans la lutte contre la pandémie, les islamistes plus radicaux continuent à se mobiliser pour préparer les prochaines échéances électorales, avec la présidentielle comme principal point de mire. Preuve que la polarisation religieuse du pays est toujours à l'œuvre, il évoque le lancement récent d'une nouvelle initiative appelée KAMI (*Koalisi Aksi Menyelamatkan Indonesia* ou Coalition d'action pour sauver l'Indonésie) menée par des personnalités de tendance islamiste reconnue comme Din Syamsuddin, l'ancien président de la Muhammadiyah, ou le général à la retraite Gatot Nurmyanto. Elle a pour but de s'opposer au projet de loi visant à renforcer le respect des *Pancasila*, qu'ils interprètent comme une tentative d'imposer une sécularisation renforcée dont ils veulent « sauver » le pays. À noter que l'acronyme de cette coalition est identique à celui que les « étudiants de l'Ordre nouveau », demandant l'interdiction du PKI et la démission de Sukarno, avaient adopté en 1965-66 (Raillon : 1984), ce qui n'est pas fait pour rassurer. D'autres observateurs de la scène politique ont même évoqué le scénario épouvantail qui verrait se former un ticket présidentiel entre Anies Basdewan et Habib Rizieq Shihab, le fondateur du FPI. Ce dernier est en effet revenu fin novembre en Indonésie de son exil de trois ans en Arabie saoudite, après que les diverses charges retenues contre lui aient (étrangement) été abandonnées. Il a été accueilli triomphalement à l'aéroport Sukarno-Hatta par des milliers de ses partisans, bafouant allègrement les règles sanitaires en vigueur. Et Anies Basdewan s'est dépêché de venir lui rendre hommage le lendemain à son domicile ! Une alliance entre ces deux hommes renforcerait la polarisation politico-religieuse du pays et pourrait déboucher sur une campagne encore plus conflictuelle que précédemment, avec le risque accru que cela représente pour la démocratie indonésienne.

15. Le bilan a ensuite continué à s'aggraver avec une accélération du nombre de décès qui a dépassé le seuil de 15 000 à la mi-novembre 2020 et atteint tout juste le chiffre de 18 000 le 8 décembre 2020. À cette date, le corps médical avait quant à lui perdu 192 médecins, 14 dentistes et 136 infirmières. Trois jours avant Noël 2020, l'Indonésie a atteint et dépassé le nombre de 20 000 morts officiellement enregistrés et le 15 janvier 2021, elle a franchi le seuil des 25 000 victimes.

16. Pour une meilleure compréhension de l'impact de la pandémie sur l'économie, il est intéressant de désagréger ce chiffre de « croissance négative » du PIB de 5,32% au deuxième trimestre en ses différentes composantes. En fait, la consommation des ménages, qui représente près de 60% au PIB, n'a chuté « que » de 5,51%, alors que celle des investissements, qui en représente quant à elle plus de 30%, tombait de 8,61% et que celle des dépenses gouvernementales, censées « booster » l'économie pour la sortir de son marasme, plongeait de 6,9%. Les exportations et les importations se sont respectivement contractées de 11,66% et 16,97%, mais du fait que les secondes ont chuté plus gravement que les premières, cela a eu un effet positif sur le PIB. Source : *Jakarta Post*, 6 August 2010.

17. Ce qui a fait officiellement entrer l'Indonésie en récession, puisque cette dernière se définit par la succession de deux trimestres de croissance négative.

18. Fin décembre la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont encore revu leurs estimations à la baisse et prévoient que l'Indonésie enregistrera une récession plus sévère

de - 2,2% en 2020. La croissance devrait ensuite redevenir positive et atteindre 4,4% en 2021 et 4,8% en 2022, pour autant que la pandémie se calme.

19. Il faut souligner le fait qu'elle y entrerait de justesse puisque cette catégorie regroupe les pays qui ont un RNB par habitant entre 4 046 et 12 535 US\$, la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaire se situant actuellement entre 4 045 et 1 036 US\$, chiffre en-dessous duquel on est dans celle des bas revenus. Profitons-en pour rappeler ici que les ambitions de Jokowi sont très hautes dans ce domaine puisque dans sa « Vision 2045 » il espère qu'au moment où l'Indonésie fêtera le centenaire de son indépendance, le pays aura atteint un PIB par habitant de 22 000 US\$ et appartiendra donc depuis longtemps à la catégorie des pays à revenus élevés. Le PIB du pays serait alors de 7 trillions de US\$, sept fois plus qu'en 2018, et l'Indonésie serait devenue la quatrième ou cinquième plus grande économie du monde ! La pauvreté y aurait bien sûr été entièrement éradiquée.

20. Cela a fait l'objet de la conférence annuelle dite Indonesia Update intitulée « Economic Dimensions of COVID-19 in Indonesia : Responding to the Crisis » qui a été organisée en ligne depuis l'ANU de Canberra du 7 au 10 septembre et que j'ai pu suivre. Les différents conférenciers, en majorité indonésiens, ont été particulièrement critiques envers la politique erratique suivie pour faire face à la pandémie et plutôt pessimistes sur l'avenir du pays à court terme. À cet égard, il est intéressant de noter que les interventions les plus sévères ont une nouvelle fois été le fait de participants indonésiens. Le cas le plus remarqué a été celui d'Emil Salim, le « vieux sage » âgé de 90 ans, membre éminent de la « Mafia de Berkeley », plusieurs fois ministre sous Suharto et converti aux bienfaits de la démocratie et du développement soutenable depuis le début de la *Reformasi*. Sur les effets économiques et sociaux de la pandémie, on peut aussi consulter deux articles parus dans la livraison du *BIES* de juillet 2020 (Volume 56, Numéro 2) : Susan Olivia, John Gibson & Rus'an Nasrudin, « Indonesia in a Time of Covid-19 », et Asep Suryahadi, Ridho Al Izzati & Daniel Suryadarma, « Estimating the Impact of COVID-19 Outbreak on Poverty ».

21. Asep Suryahadi et ses collègues, cités à la note précédente, estiment que le taux de pauvreté va augmenter au minimum d'un demi point, de 9,2% en septembre 2019 à 9,7% à la fin 2020, précipitant 1,3 million de personnes de plus dans la précarité. Mais des projections plus alarmistes les amènent à penser que ce taux pourrait atteindre jusqu'à 17,9% d'ici la fin de l'année, ce qui signifierait que 24,4 millions de personnes de plus seraient plongées dans la pauvreté. Cela constituerait un grand bond en arrière catastrophique de presque vingt ans pour le pays, puisque son taux de pauvreté était de 18,2% en 2002, juste au sortir de la crise financière asiatique.

22. La branche supérieure du K représentant ceux qui s'enrichissent dans le processus et la branche inférieure ceux qui s'appauvrissent. Contrairement à la CFA de 1997-98, qui avait aussi beaucoup affecté la classe moyenne et supérieure, réduisant par la même les inégalités, cette pandémie risque au contraire de les renforcer car se sont surtout les plus pauvres et vulnérables qui en payent le plus lourd tribut, les gens aisés dépensant moins et épargnant beaucoup. Bien qu'elles aient sensiblement diminué avant le début de la pandémie, une seule estimation rapportée par le *Jakarta Post* dans son édition du 14 décembre montre combien les inégalités restent colossales en Indonésie : la richesse des 50 personnes les plus fortunées du pays est équivalente à plus de 48% du PIB national !

23. De nombreuses voix se sont élevées depuis lors au sein de la société civile, émanant notamment des deux grandes organisations islamiques du *Nahdlatul Ulama* et de la *Muhammadiyah*, pour demander que ces élections soient repoussées une nouvelle fois, quand la pandémie, que leur tenue risque fort d'aggraver, aura été jugulée grâce au vaccin que tout le monde espère pour 2021. Mais le président, le DPR et les principaux partis politiques s'y sont opposés cette fois, en soutenant que le respect des règles et rythmes de la démocratie primait sur les mesures de protection sanitaires. Le 9 décembre, quelque 106 millions d'Indonésiens se sont donc rendus aux urnes pour élire leurs représentants dans 9 provinces, 224 districts ruraux

(*kabupaten*) et 37 municipalités (*kotamadya*). Il y a fort à craindre que cela ne contribue à accélérer la diffusion du virus, notamment parmi 2,7 millions de scrutateurs qui ont officié. C'est d'autant plus probable que la pandémie ne semble pas avoir retenu les gens d'aller voter puisque le gouvernement annonce un taux de participation étonnement élevé compte tenu des circonstances de plus de 75%, presque 6 point de mieux qu'en 2015 ! Pour ce qui est des résultats, encore très fragmentaires au moment de mettre cet ouvrage en ligne, il n'apparaît pas non plus que les électeurs soient enclins à tenir rigueur au pouvoir de sa piètre performance pour gérer la pandémie car les principaux partis politiques membres de la coalition gouvernementale soutenant Jokowi confortent a priori leurs scores habituels et gardent la plupart leurs places fortes, le *PDI-P* et le *GOLKAR* en tête.

24. Le fait que le nouveau président de la *KPK*, Firli Bahuri, ait reçu fin septembre un blâme pour avoir dérogé au « code de conduite éthique » que lui impose sa fonction en louant un hélicoptère pour se rendre à titre privé dans sa région d'origine à Sumatra Sud ne fait rien pour améliorer cette image !

25. Trois officiers supérieurs de la police furent toutefois finalement relevés de leurs fonctions fin juillet pour leur rôle dans cette affaire. Nous ne résistons pas au plaisir de mentionner le nom en l'occurrence assez « exotique » du plus mémorable sinon du plus compromis d'entre eux : Napoleon Bonaparte ! L'empereur est tombé en Indonésie encore plus bas qu'à Sainte-Hélène !

26. Elle ne vise pas moins qu'à réviser 79 lois et 1 200 articles et fait quelque 1 000 pages !

27. Certains aspects de ces lois « omnibus » soulèvent aussi la farouche opposition des instances politiques régionales et locales qui y voient un exercice de recentralisation administrative du pouvoir de décision dans les mains du gouvernement et surtout du président, accusé à nouveau par quelques uns de vouloir revenir à l'époque de l'Ordre nouveau. Il faut dire qu'elles risquent d'y perdre de juteuses sources de revenus légaux et de profits illégaux, notamment dans les régions minières et forestières où elles sont en charge de l'attribution des concessions. Par ailleurs, cette affaire est à l'origine d'un clivage qui affaiblit la coalition gouvernementale unanimiste soutenant Jokowi puisque les deux plus grandes formations politiques qui en font partie sont en désaccord sur cette question de recentralisation, le *PDI-P* s'y opposant et le *GOLKAR* y étant favorable.

28. C'est bien évidemment le cas à Hong Kong, où la Chine a profité de la crise pour mettre un terme aux manifestations pro-démocratie et abolir prématurément le système « un État, deux systèmes » qui était en place depuis les accords de rétrocession de 1999 avec la Grande-Bretagne. Mais cela a aussi été le cas dans des contextes politiques nationaux aussi différents que ceux de l'Algérie, avec l'interruption du *hirak* (« mouvement » en berbère) demandant la fin du régime militaire, du Chili, où la population était dans la rue depuis novembre pour demander une nouvelle constitution, ou de la France, où les syndicats étaient « vent debout » contre l'adoption de la nouvelle loi sur le régime des retraites.

29. Toutefois, Chris Manning, le meilleur spécialiste des questions d'emploi en Indonésie, que j'ai interrogé directement en ligne sur ce sujet lors de la conférence Indonesia Update de fin septembre, m'a répondu qu'il était moins pessimiste sur la possibilité de voir cette « loi omnibus » être adoptée dans des délais raisonnables en raison du fait que c'était un « paquet législatif » dans lequel chacun devrait faire des concessions, mais obtiendrait aussi des avantages.

30. Jefferson Ng, « Jokowi's Macron moment, moving fast or moving together », *New Mandala*, 29 January 2020.

31. Voir *supra* note 14 de cet épilogue.

32. Après le retour triomphal au pays à la mi-novembre de Riziek Shihab mentionné dans la même note 14, des poursuites ont été engagées contre lui en tant que responsable du *FPI* pour avoir bafoué les règles sanitaires en vigueur dans les grands rassemblements de ses partisans. Il a été convoqué le 7 décembre par la police pour interrogatoire, et la mobilisation des membres du *FPI* pour l'accompagner a débouché sur une altercation avec la police sur un tronçon autoroutier

aux portes de Jakarta qui fait six morts dans leurs rangs, tués par les balles des forces de l'ordre. Ce type de répression brutale confirme une nouvelle fois la dérive sécuritaire et autoritariste du gouvernement. À la veille d'élections régionales déjà tendues dans de nombreux endroits, cela risquait fort de contribuer à dégrader encore plus l'atmosphère et à aggraver la polarisation politique du pays.

33. À cet égard, il faut mentionner la visite officielle que Prabowo a entreprise à la mi-octobre à Washington en tant que ministre de la défense, sur invitation de son homologue américain. Il s'agit essentiellement pour les États-Unis d'essayer d'éloigner l'Indonésie de la Chine, avec laquelle elle partage d'importants intérêts économiques et, à défaut de pouvoir l'enrôler dans sa croisade contre Pékin, de la neutraliser en lui proposant l'achat, à des conditions avantageuses, du matériel militaire qu'elle envisageait de se procurer auprès de la Russie. Mais cette visite constitue aussi une réhabilitation personnelle pour Prabowo qui était interdit de séjour aux États-Unis depuis 1998, principalement pour ses atteintes aux droits humains et les accusations de crimes de guerre commis comme responsable des commandos KOPASSUS au Timor Oriental. Il s'était d'ailleurs vu refuser par deux fois son visa en 2000 et 2012, alors qu'il voulait s'y rendre pour des raisons personnelles. Il est évident que cette réhabilitation a aussi une portée politique et que Prabowo, dont la personnalité correspond fort bien aux préférences de Donald Trump pour les leaders autoritaires de son acabit, en tirera profit au service de ses ambitions politiques sur la scène nationale dans la perspective des élections présidentielles de 2024. Cela constitue d'ailleurs aussi une forme d'épilogue personnel par rapport à sa chaotique saga.

34. Les premiers comptages montrent qu'il sera sûrement élu triomphalement avec plus de 80% des voix !

35. Il semble également devoir être élu avec une confortable majorité.

36. Il est peu probable que les membres de l'oligarchie et de la classe politique indonésienne aient lu le chef d'œuvre immortel de Giuseppe Tomasi di Lampedusa « Le guépard », paru en 1958, mais on peut se demander s'ils n'ont pas tous au moins entendu parler du magnifique film qu'en a fait en 1963 Luchino Visconti dans lequel le jeune Tancredi (interprété par Alain Delon) dit à son vieil oncle le prince de Salina (interprété par Burt Lancaster) la célèbre phrase passée à la postérité : « Si l'on veut que tout reste pareil, il faut que tout change ! ».

37. Mais il faut également dire que cette atroce pandémie a en revanche aussi mis en évidence certains aspects particulièrement positifs de la société indonésienne. Il en va ainsi pour la modération dont ont fait preuve les musulmans, y compris les plus radicaux d'entre eux, en acceptant jusque-là sans rechigner, grâce à des *fatwa* prononcées par le MUI et l'appui du NU et de la *Muhammadiyah*, les mesures coercitives qui leur étaient imposées pour ne pas aller prier dans les mosquées ou se plier à l'interdiction du *mudik* lors du *lebaran*, alors que cela portait atteinte à la pratique de leur foi et à la manière traditionnelle de fêter le principal événement religieux de leur calendrier annuel. Une nouvelle *fatwa* du MUI est d'ailleurs aussi envisagée pour certifier que la vaccination, qui devrait commencer début 2021, n'est pas *haram* ou contraire aux règles de l'islam ! On a aussi vu, comme cela a été le cas dans toutes les grandes villes de la planète, s'exprimer une forte gratitude envers le personnel soignant, dont la pandémie a beaucoup décimé les rangs, ainsi que des manifestations réconfortantes de solidarité et de créativité face à l'adversité.

38. Il a d'ailleurs entrepris fin novembre une vaste opération de « débureaucratization » avec l'annonce de la fermeture en 2021 d'une trentaine d'agences gouvernementales mineures jugées superfétatoires.

39. Ce remaniement a finalement eu lieu à la veille de Noël. Le président ne pouvait pas continuer à temporiser. Tout d'abord, il lui fallait bien remplacer ses deux ministres arrêtés pour corruption ! Afin de respecter les savants équilibres entre les partis politiques soutenant sa coalition, il a nommé à leur place des personnalités de même obédience : Tri Rismaharini pour le PDI-P, la très respectée mairesse de Surabaya, aux affaires sociales, et, de manière assez

étonnante, Sandiaga Uno pour le GERINDRA, l'ancien vice-gouverneur de Jakarta et surtout colistier de Prabowo sur le ticket présidentiel de ce dernier, chargé, en tant que businessman à succès, de relancer le tourisme et l'économie créative. Ce gouvernement est donc le plus unanimiste de l'histoire indonésienne puisqu'il comporte désormais les membres des deux tickets présidentiels qui se sont âprement disputé l'élection en 2019 ! Cela dit, Jokowi en a aussi et enfin profité pour se débarrasser de son calamiteux ministre de la santé, le général (en retraite) Terawan Agus Putranto, en le remplaçant par un gestionnaire n'appartenant pas à la branche médicale, Budi Gunadi Sadikin. Ce dernier est surtout chargé d'accélérer le déboursement des fonds d'aide spéciaux mis en place pour aider le système de santé à faire face à la situation, (encore moins qu'à moitié utilisés fin décembre !), et de gérer au mieux la fin de la pandémie et la distribution problématique des vaccins à travers tout l'archipel. Le président a également remercié à cette occasion Fachrul Razi, un autre général (en retraite) auquel il avait confié, à la surprise générale et au grand dam des principaux leaders islamiques du pays, le délicat ministère des affaires religieuses. À sa place, il a nommé Yaquut Cholil Koumas, un député du PKB, ancien responsable de la branche de la jeunesse ANSOR du NU, la grande organisation islamique à laquelle à traditionnellement presque toujours échoué le ministère en question. Les deux autres ministres nommés sont des professionnels sans appartenance partisane, de même que les sept vice-ministres appointés dans la foulée, faisant de ce gouvernement le plus pléthorique de l'histoire du pays, ce qui risque fort de se payer en terme de coordination et d'efficacité.

40. Cela a tout de même été le cas depuis le début de la pandémie pour une belle brochette de leaders aux tendances national-populistes parmi lesquels Victor Orban en Hongrie, Jaroslaw Kaczynski en Pologne, Vladimir Poutine en Russie, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Narendra Modi en Inde, Jair Bolsonaro au Brésil et, last but not least, Xi Jinping en Chine et Donald Trump aux États-Unis.

41. L'hypothèse est plausible. Au moment de procéder fin décembre aux ultimes retouches et corrections à cet ouvrage, on peut avancer un certain nombre d'hypothèses qui relèvent du bon sens et ne devraient pas être démenties par les faits. Tout d'abord, il est peu probable que l'élite politique et oligarchique du pays, échaudée par ce qui s'est passé en 2014, commette les mêmes erreurs et laisse à nouveau un outsider comme Jokowi arriver au pouvoir. Quelle que soit la personnalité issue de ses rangs et appartenant à l'un des cinq partis séculiers qui soit élu(e) à la présidence, - Puan Maharani pour le PDI-P, qui compte garder la première place; Airlangga Hartarto ou quelqu'un d'autre pour le GOLKAR, qui veut la reprendre; Surya Paloh ou l'un de ses proches pour le NASDEM, qui a l'ambition affichée de supplanter les deux premiers; Sandiaga Uno pour le GERINDRA, qui espère la même chose; Agus Harimurti Yudhoyono pour le PD, qui rêve d'un retour au premier plan -, cela ne fera que renforcer la mainmise d'une élite politique oligarchique et dynastique sur la vie du pays. Toutefois, à ce stade, c'est bien Prabowo qui semble le mieux placé. Certes, il aura 73 ans en 2024 et ne bénéficiera probablement plus du soutien des islamistes les plus radicaux après son ralliement à Jokowi, considéré comme une trahison. Mais en revanche, on peut supposer que les cinq années passées dans le gouvernement auront contribué à modérer ses ardeurs et qu'il sera moins outrancier dans ses positions et donc plus acceptable pour beaucoup d'Indonésiens. En tous les cas, il profite de son poste de ministre de la défense pour renforcer sa popularité et se préparer à l'échéance. Il s'est en effet fait réélire à la tête de son parti politique le GERINDRA, un signe qui ne trompe pas. Le rapprochement amorcé depuis quelque temps avec le PDI-P donne aussi l'impression de se renforcer à travers de nombreux points de convergence. Cela confirme bien l'idée qui est dans l'air de le voir constituer pour 2024 un ticket

présidentiel avec Puan Maharani comme colistière. Une alliance entre la petite-fille de Sukarno et l'héritier de Suharto, consacrerait vraiment le triomphe de l'oligarchie politique du pays ! De leur côté, les islamistes les plus radicaux semblent pour l'instant vouloir soutenir la candidature d'Anies Basdewan, l'actuel gouverneur de Jakarta, qui les courtise, mais ils auront du mal à rallier les partis islamiques conservateurs plus modérés pour faire le poids. Quant à ceux-là, PKB, PAN et PPP, ils resteront sûrement divisés par leurs querelles idéologiques et obnubilés par leurs agendas respectifs. Au bout du compte, l'islam politique, toutes tendances confondues, ne devrait pas pouvoir dépasser de beaucoup son étiage habituel du tiers de l'électorat, ce qui ne lui laissera guère plus de possibilités que de pouvoir imposer un de ses candidats à la vice-présidence, comme en 2019. Ce sera aussi le cas de l'armée, à moins que la situation politique, économique ou sociale du pays ne se dégrade trop et qu'elle arrive à faire émerger de ses rangs un nouveau personnage consensuel comme SBY en 2004 ou inattendu comme Suharto en 1966. Enfin, il y a aussi l'hypothèse selon laquelle Jokowi céderait aux sirènes des plus farouches de ses partisans qui souhaitent le voir effectuer un troisième mandat. Cela impliquerait qu'il arrive à faire modifier la constitution à cet effet et constituerait évidemment une grave régression pour la démocratie indonésienne. Cette solution semble toutefois difficilement envisageable, ce d'autant que l'intéressé a fait savoir qu'il y était fermement opposé. Bref, il n'y a probablement pas de grand changement à attendre des élections de 2024. En fait, l'hypothèse la plus probable et la moins lourde de conséquences négatives à ce stade est certainement d'imaginer que l'Indonésie continue à progresser lentement sur une ligne national-populiste modérée dans la voie d'un développement plus durable et vers la catégorie des pays à revenus supérieurs, en restant une démocratie imparfaite, comme tant d'autres dans le monde, mais une démocratie tout de même.

42. C'est d'ailleurs le titre de la très intéressante biographie qui est parue sur lui en septembre : Ben Bland, *Man of Contradictions*, Joko Widodo and the Struggle to Remake Indonesia (2020).

Annexes

Tableau 2 : Relation entre territoire et population en 2019 par provinces (34) et principales îles ou archipels

Provinces Iles et archipels	Superficie (km 2)	% superficie totale	Population (000)	% population	Densité (hab./km 2)	Nombre d'îles	Capitale provinciale
Aceh (NAD +)	57 956,00	3,02	5 371,5	2	93	331	Banda Aceh
Sumatra Nord	72 981,13	3,81	14 562,5	5,13	200	232	Medan
Sumatra Ouest	42 012,89	2,19	5 441,2	2,03	130	211	Padang
Riau	87 025,66	4,51	6 971,7	2,6	80	161	Pekanbaru
Jambi	30 058,16	1,61	3 624,6	1,35	22	13	Jambi
Sumatra Sud	91 592,43	4,67	8 470,7	3,16	92	23	Palembang
Bengkulu	19 019,33	1,00	1 901,8	0,71	100	10	Kengeling
Lampung	34 623,80	1,81	8 447,7	3,05	244	152	Bandar Lampung
Bangko et Heltang	16 124,06	0,86	1 888,8	0,56	91	55	Pangkal Pinang
Archipel îles Riau	8 201,72	0,43	2 189,7	0,82	267	1 594	Tanjung Pinang
SUMATRA	180 793,18	25,08	58 560,2	21,81	122	5 665	
DKI Jakarta	661,01	0,03	10 557,8	3,91	15 000	110	Jakarta
Java Ouest	35 377,76	1,85	49 316,7	18,4	1 394	36	Bandung
Java Central	32 805,69	1,71	34 718,2	12,95	1 058	72	Semarang
DIY Yogyakarta	3 153,15	0,16	3 843,9	1,43	1 217	35	Yogyakarta
Java Est	47 803,49	2,49	39 698,6	14,81	831	431	Surabaya
Banten	9 662,92	0,5	15 927,5	6,02	1 536	81	Serang
JAVA	129 442,02	6,75	151 061,5	56,25	1 167	757	
BALI	5 780,06	0,3	4 336,9	1,62	750	33	Dempasar
Nusa Tenggara Ouest	18 572,32	0,97	5 070,4	1,89	273	407	Mataram
Nusa Tenggara Est	48 718,12	2,54	5 456,2	2,04	112	532	Kupang
NUSA TENGARA	67 290,44	3,51	10 526,6	3,92	156	939	
Kalimantan Ouest	147 307,00	7,68	5 069,1	1,89	34	245	Pontianak
Kalimantan Central	153 564,50	8,01	2 714,5	1,01	18	64	Pangkalaya Raya
Kalimantan Sud	58 744,23	3,02	4 214,1	1,56	110	172	Bandjarmasin
Kalimantan Est	129 666,64	6,75	3 721,4	1,39	29	419	Samarinda
Kalimantan Nord	75 467,70	3,94	2 432,2	0,9	10	30	Pohungon
KALIMANTAN	544 150,07	28,38	16 491,7	6,15	30	932	
Sulawesi Nord	13 892,47	0,72	2 507,0	0,94	181	287	Manado
Sulawesi Central	61 481,29	3,23	3 054,0	1,14	49	1 632	Palu
Sulawesi Sud	46 717,48	2,44	3 851,2	1,33	180	310	Macassar
Sulawesi Sud-Est	38 067,70	1,99	2 704,2	1,01	71	52	Kecandian
Gorontalo	11 257,07	0,59	1 202,6	0,45	107	123	Gorontalo
Sulawesi Ouest	16 787,18	0,88	1 380,3	0,51	82	41	Manauju
SULAWESI	188 203,11	9,81	19 709,8	7,35	105	2 924	
Moluké	46 914,03	2,45	1 802,9	0,67	26	1 286	Ambon
Maluké Nord	31 982,50	1,67	1 255,8	0,47	39	836	Sulifi
MALUKU	78 896,53	4,07	3 058,7	1,14	50	2 122	
Papua Ouest	102 955,15	5,37	956,6	0,36	9	4 108	Manokwari
Papua	319 036,05	16,61	5 579,3	2,06	11	55	Jayapura
PAPUA	421 991,20	22,01	4 435,9	1,65	10	4 664	
INDONÉSIE	1 916 906,77	100	268 074,6	100	140	16 056	Jakarta

Source : *Statistik Indonesia*, Statistical Yearbook of Indonesia 2020, Jakarta, Badan Pusat Statistik, 2020, pp. 10 et 89-90.

- Explications : Les chiffres de la population 2019 résultent d'un exercice de projection sur la période 2010-2035 et non du recensement qui a eu lieu en 2020 mais dont je n'avais pas encore les résultats au moment de publier cet ouvrage. Par ailleurs, les chiffres totaux de la superficie et de la population ne sont pas tout à fait exacts. J'arrive quant à moi à une superficie de 1 916 546,64 km² et une population de 268 181 300.

Tableau 3 : Évolution estimée de la population indonésienne à Java et dans les principales « Îles extérieures » pendant la colonisation, 1600-1930 (en milliers d'habitants)

Image

100157E4000036AA00002D576F7069AE7CE314BC.emf

Régions et îles	1600	1800	1900	1920	1930
Indonésie	9,145-10,745	13,500-18,300	40,15	49,155	60,727
Java	3,400-5,000	5,200-10,000	29	34,984	41,718
Îles extérieures	5,745	8,3	11,15	14,171	19,009
dont :					
- Bali	600	700	800	947	1,101
- Sumatra	2,4	3,5	4,5	6,298	8,255
- Sulawesi	1,2	1,8	2,5	3,108	4,232
- Kalimantan	670	1	1,3	1,626	2,169
- Petites Sundas	600	900	1,4	1,764	2,359
- Maluku	275	400	500	427	893
Proportion sur l'île de Java (%)	37-47	38-55	72	71	69

Source : Graeme J. Hugo, Terence H. Hull, Valerie J. Hull Gavin W. Jones, *The Demographic Dimension in Indonesian Development*, Singapore-Oxford-New York, Oxford East Asian Social Sciences Monographs, Oxford University Press, 1987, p.31. Le tableau que les auteurs ont assemblé est basé sur différentes sources : pour 1600 et 1800, sur des estimations tirées d'un papier de séminaire non-publié du grand historien de l'Indonésie Anthony Reid ; pour 1900, sur le 'recensement' (en fait simple comptage) de la population réalisé cette année là par les autorités coloniales et ajusté à la hausse pour s'assurer que le taux de croissance de la période suivante (1900-30) reste sous la barre de 2% par année ; pour 1920 et 1930, sur les recensements de population officiels. Ces données excluent la Nouvelle Guinée hollandaise pour laquelle elles sont extrêmement incertaines. La population inclus à la fois les indigènes et les étrangers. Les chiffres peuvent ne pas s'additionner exactement en raison du fait qu'ils sont arrondis.

Tableau 4 : Résultat des élections législatives de 1955

Partis politiques	Nombre de voix	% en voix	Nombre de sièges	% en sièges
PNI	8 434 653	22,3	57	22,2
MASYUMI	7 903 886	20,9	57	22,2
NU	6 955 141	18,4	45	17,5
PKI	6 176 914	16,4	39	15,2

PSII	1 091 160	2,9	8	3,1
PARKINDO	1 003 325	2,6	8	3,1
KATOLIK	770 740	2,0	6	2,3
PSI	753 191	2,0	5	1,9
IPKI	541 706	1,4	4	1,5
PERTI	483 014	1,3	4	1,5
Autres	3 671 569	9,7	24	9,3
Total	37 785 299	100,0	257	100,0

Légende :

PNI - Partai Nasional Indonesia ou Parti nationaliste indonésien

MASYUMI - Majelis SYUro Muslimin Indonesia ou Assemblée des musulmans d'Indonésie

NU - Nahdlatul Ulama ou Renaissance des oulémas

PKI - Partai komunis Indonesia ou Parti communiste indonésien

PSSI - Partai Sarekat Islam Indonesia ou Parti de l'association islamique d'Indonésie

PARKINDO -PARTai kristen INDONESIA ou Parti chrétien indonésien

KATOLIK - Partai Katolik ou Parti catholique

PSI - Partai Socialis Indonesia ou Parti socialiste indonésien

IPKI –Ikatan Pengikut Kemerdekaan Indonesia ou Ligue des partisans de l'indépendance indonésienne

PERTI - PERgerakan Tarbijah Indonesia ou Mouvement Tarbijah indonésien

Tableau 5 : Résultat du recensement de population de 1961 (par provinces et principales îles ou archipels)

Provinces et îles ou archipels	Population (en milliers - 000)	Superficie (en km ²)	Densité (habitants/k m ²)
Jakarta Raya (Grand Jakarta)	2 907	577	5 038
Java Ouest	17 615	46 300	380
Java Central	18 407	34 206	538
DI Jogjakarta (Région Spéciale)	2 241	3 169	707
Java Est	21 823	47 922	455
JAVA	62 993	132 174	477
Sumatra Sud	4 847	158 163	31
Riau	1 235	94 562	13
Jambi	744	44 924	17
Sumatra Ouest	2 319	49 778	47
Sumatra Nord	4 965	70 787	70
Aceh	1 629	55 392	29
SUMATRA	15 739	473 606	33
Kalimantan Ouest	1 581	146 760	11
Kalimantan Central	497	152 600	3,3
Kalimantan Sud	1 473	37 660	39
Kalimantan Est	551	202 440	2,7
KALIMANTAN	4 101	539 460	7,6
Sulawesi Nord	2 003	88 578	23
Sulawesi Sud	5 076	100 457	51
SULAWESI	7 079	189 035	37
BALI	1 783	5 561	321
Nusa Tenggara Ouest	1 808	20 177	90
Nusa Tenggara Est	1 967	47 876	41
NUSA TENGGARA	3 775	68 053	55
MALUKU	790	74 505	11
IRIAN BARAT	758	421 951	1,8
INDONÉSIE	97 019	1 904 345	51

Source: Widjojo Nitisastro, *Population Trends in Indonesia*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1970, p. 174.

- 2 Explications et commentaires : En fait l'Irian Barat ne faisait pas encore partie de l'Indonésie au moment du recensement de 1961. Il était l'objet d'un litige avec les Pays-Bas depuis les accords de paix de 1949 mettant fin au conflit de décolonisation dans lesquels ces derniers reconnaissaient la souveraineté de la République d'Indonésie sur l'ensemble du territoire de leur ancien empire des Indes néerlandaises, hormis sur la Nouvelle-Guinée occidentale dont le cas devait être réglé ultérieurement. Grâce à l'intermédiation des États Unis, cet immense territoire sera placé en 1962 sous l'administration des Nations unies et deviendra la 23^e province indonésienne en 1963 sous le nom de Irian Barat (ouest), qui sera rebaptisée Irian Jaya (glorieux ou triomphant) en 1973, suite à l'unique « acte de libre choix » organisé en 1969 sous l'égide de l'Ordre nouveau de Suharto. Toutefois, anticipant sur le retour tant attendu de la Nouvelle-Guinée occidentale dans le giron national, Sukarno décida qu'elle serait déjà incluse dans le recensement de population de 1961.
- 3 Il faut aussi noter que les chiffres de la superficie des provinces et des îles ou archipels, ainsi que celle de l'Indonésie dans son ensemble, ne sont pas exactement les mêmes en 1961 que ceux qui apparaissent dans le Tableau 2 dont les données sont de 2019. Par exemple, la superficie totale du pays est de 1 904 345 km² en 1961 et de 1 916 906 km² en 2019 ou celle de Java de 132 174 en 1961 contre 129 442 km² en 2019. Les différences ne sont donc pas négligeables. L'explication de ce problème est que, dans l'intervalle, les frontières des provinces ont parfois un peu changé et que ces superficies ont surtout été calculées de manière beaucoup plus précise. Ce sont donc bien sûr les derniers chiffres en date qui font foi. Cela dit, le problème est quasi permanent en Indonésie et

on a toujours eu la surprise de constater que les chiffres de superficies variaient de manière significative, parfois même d'un annuaire statistique annuel au suivant. Il faut en prendre son parti et simplement considérer que les derniers sont toujours les plus précis.

Tableau 6 : Résultat des six élections législatives tenues de 1971 à 1997 sous l'égide de l'Ordre nouveau (en pourcentage des voix obtenues)

Partis politiques	1971	1977	1982	1987	1992	1997
GOLKAR	62,8	62,1	64,3	73,2	68,1	74,5
NU	18,67	intègre PPP	.....	.....	.....	.....
PNI	6,94	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
PARMUSI	5,36	intègre PPP	.....	.....	.....	.....
PSII	févr.39	intègre PPP	.....	.....	.....	.....
PARKINDO	1,34	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
KATOLIK	1,1	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
PERTI	0,7	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
IPKI	0,62	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
MURBA	0,09	intègre PDI	.....	.....	.....	.....
PPP	inexistant	29,3	27,8	16	17	22,5
PDI	inexistant	8,6	7,9	10,9	14,9	11,9
Taux de participation	94	90,6	91,2	91,3	90,9	88,9

Source : Merle C. Ricklefs, *A History of Modern Indonesia Since c. 1200*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, Fourth Edition, 2008, partie VI, chapitres 21, 22, 23 consacrés à l'Ordre nouveau, pp. 322-343, 344-362 et 363-381.

- 4 Légende et explications : En 1973, il fut décidé de regrouper tous les partis politiques en trois grandes coalitions :
- 5 - le GOLKAR (GOLongan KARya en général traduit par Groupes fonctionnels) était le parti gouvernemental auquel tous les fonctionnaires avaient obligation de s'affilier ;
- 6 - le PPP (Partai Persatuan Pembangunan ou Parti uni pour le développement), réunissant tous les partis politiques d'obédience islamique (NU, PARMUSI, PSSI et autres plus petits);

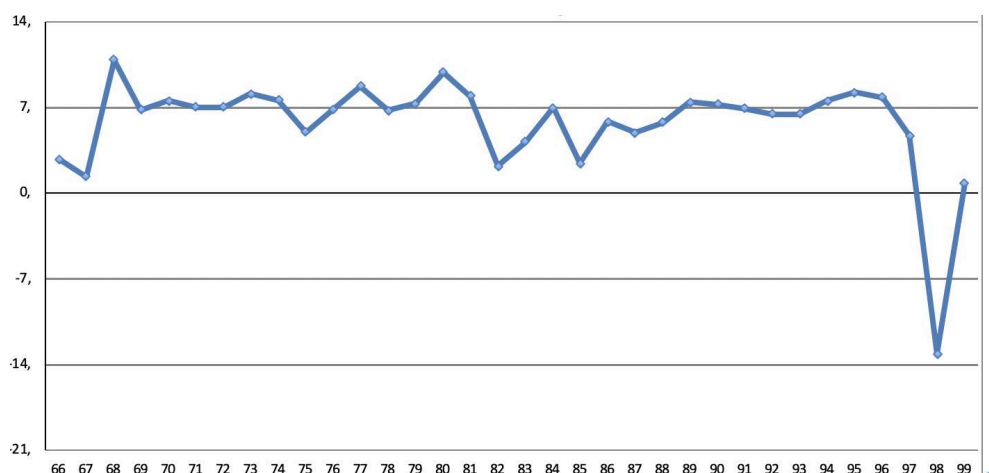
- 7 - le PDI (Partai Demokrat Indonesia), amalgamant l'ancien PNI et toutes les autres formations politiques ne se réclamant pas de l'islam (PARKINDO, KATOLIK, IPKI, MURBA et autres).

Tableau 7 : Évolution de la situation économique et sociale de l'Indonésie en 17 indicateurs clés du développement du début (1966) à la presque fin (1996) de l'Ordre nouveau

Indicateurs	1966	1996
1. Espérance de vie à la naissance (en années)	50,2	64,6
2. Taux de naissance brut (par millier d'habitants)	42,2	22,4
3. Taux de fertilité (nombre d'enfants par femme)	5,6	2,6
4. Taux de mortalité infantile (par milliers de naissances)	131,1	48,5
5. Taux d'alphabétisme (%)	< 50	> 85
6. Taux d'achèvement de l'école primaire (%)	51,9 (1972)	94,5
7. Taux net d' enrôlement au niveau de l'école secondaire (%)	16,3 (1972)	41,8 (1995)
8. Taux de croissance annuel du PIB (en %)	1,9 (moyenne 1965-66)	8 (moyenne 1995-96)
9. PIB par tête (courant en US \$)	53	1 137
10. Pourcentage de la population active employée dans l'agriculture	73 (1961)	44
11. Parts de l'agriculture et de l'industrie dans le PIB (%)	53 versus 11 (1965)	17 versus 42 (1995)
12. Taux annuel d'inflation (indice des prix à la consommation en %)	516 (moyenne 1965-67)	7,9 (moyenne 1995-97)
13. Dette extérieure en % de la valeur des exportations	524 (1965)	30 (1995)
14. Production de riz (mt paddy)	13,65	51,1
15. Rendement rizicole moyen (quintaux de paddy/hectare)	17,7	44,1
16. Taux moyen de pauvreté (%) (ligne de pauvreté nationale)	± 70	± 15
17. Taux d'urbanisation (%)	16	37,2

Sources : adapté du tableau élaboré par Hal Hill, *The Indonesian Economy since 1966*, Southeast Asia's Emerging Giant, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.5 et actualisé en puisant dans la base de données de la Banque mondiale et de la FAO, ainsi que sur le site du *Badan Pusat Statistik* (Office national de la statistique) indonésien.

Graphique 1: Évolution du taux de croissance annuel du PIB de l'Indonésie pendant la période de l'Ordre nouveau, 1966-98



Données précises du Graphique 1 : Taux de croissance annuel du PIB de l'Indonésie pendant la période de l'Ordre nouveau, 1966-98

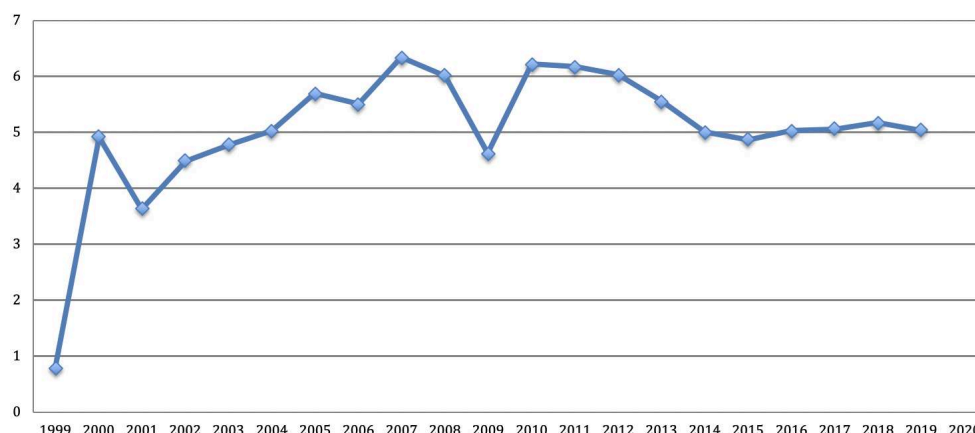
Tableau 8 : Résultat des trois recensements de population de 1971, 1980 et 1990 faits sous l'Ordre nouveau

Provinces îles et archipels	Population (000) 1971	Population (000) 1980	Population (000) 1990	Croissance (taux annuel moyen 1971- 1980)	Croissance (taux annuel moyen 1980- 1990)	% de la population 1990	Densité 1990 (hab/km2)
DI Aceh	2 009	2 611	3 416	2,93	2,72	1,91	62
Sumatra Nord	6 623	8 361	10 256	2,6	2,06	5,72	143
Sumatra Ouest	2 793	3 407	4 000	2,21	1,62	2,23	93
Riau	1 642	2 168	3 304	3,11	4,3	1,84	35
Jambi	1 006	1 446	2 020	4,07	3,4	1,13	38
Sumatra Sud	3 444	4 630	6 313	3,32	3,15	3,52	58
Bengkulu	519	768	1 179	4,39	4,38	0,66	60
Lampung	2 777	4 625	6 018	5,77	2,67	3,36	170
SUMATRA	20 813	28 016	36 506	3,46	3,03	20,35	76
DKI Jakarta	4 576	6 503	8 259	3,93	2,42	4,59	12 392
Java Ouest	21 633	27 454	35 384	2,66	2,57	19,74	819
Java Central	21 877	25 373	28 521	1,64	janv. 18	15,91	876
DI Yogyakarta	2 490	2 751	2 913	1,1	0,57	1,62	914
Java Est	25 527	29 189	32 504	1,49	1,08	18,12	678
JAVA	76 103	91 270	107 581	1,99	1,79	59,99	843
BALI	2 120	2 470	2 778	1,65	1,18	1,55	493
Nusa Tenggara Ouest	2 202	2 725	3 370	2,36	2,15	1,88	167
Nusa Tenggara Est	2 295	2 737	3 298	1,95	1,79	1,82	69
Timor Oriental	.....	555	748	.....	3,02	0,42	51
NUSA TENGARA	4 497	6 017	7 416	2,15	2,32	4,13	116
Kalimantan Ouest	2 020	2 486	3 229	2,31	2,65	1,8	
Kalimantan Central	700	954	1 396	3,43	3,88	0,78	22
Kalimantan Sud	1 699	2 065	2 597	2,16	2,32	1,45	9
Kalimantan Est	734	1 218	1 877	5,73	4,41	1,05	71
KALIMANTAN	5 153	6 723	9 099	3,04	3,53	5,07	17
Sulawesi Nord	1 718	2 115	2 478	2,31	1,6	1,38	
Sulawesi Central	914	1 290	1 711	3,86	2,82	0,95	90
Sulawesi Sud	5 189	6 062	6 982	1,74	1,42	3,89	27
Sulawesi Sud-Est	714	942	1 350	3,09	4,33	0,75	112
SULAWESI	8 535	10 409	12 521	2,19	2,02	6,98	65
MALUKU	1 089	1 411	1 858	2,88	2,79	1,03	24
IRIAN BARAT (JAYA)	923	1 174	1 649	2,67	3,48	0,91	4
INDONÉSIE	119 233	147 490	179 408	2,32	1,98	100	93

Sources : Les chiffres du recensement de 1971 sont tirés de Graeme Hugo, Terence Hull, Valerie Hull and Gavin Jones, *The Demographic Dimension in Indonesian Development*, Singapore, Oxford University Press, East Asian Social Science Monographs, 1987, pp. 42-43. Ceux des recensements de 1980 et 1990 proviennent du *Statistical Yearbook of Indonesia 1999*, Jakarta, Badan Pusat Statistik, 2000, pp. 45-46.

- 8 Explications et commentaires : Par rapport au recensement de 1961 dont les résultats sont donnés dans le Tableau 5, plusieurs nouvelles provinces ont été créées au fil des ans qui apparaissent dans les recensements de 1971, 1980 et 1990.
- 9 Cela a déjà été le cas pour quatre d'entre elles du temps de Sukarno. Tout d'abord, en 1963, la Nouvelle-Guinée occidentale néerlandaise a été intégrée à l'Indonésie sous le nom de Irian Barat, nom qui sera changé en Irian Jaya en 1973. Puis en 1964, trois nouvelles provinces seront créées : Lampung depuis Sumatra Sud, Sulawesi Central depuis Sulawesi Nord, et Sulawesi du Sud- Est depuis Sulawesi Sud.
- 10 Ensuite, sous le régime de l'Ordre nouveau de Suharto, les choses resteront largement en l'état pour ce qui est de la formation de nouvelles provinces par division des anciennes, excepté pour la province de Bengkulu qui sera créée en 1967 depuis Sumatra Sud. Mais il y aura aussi bien sûr le cas tragique de l'annexion en 1976 de l'ancienne colonie portugaise de Timor Oriental. Considérée comme appartenant à l'archipel des Nusa Tenggara, la nouvelle province, baptisée Timor Est, apparaît donc comme telle dans les recensements de 1980 et 1990. En revanche, elle disparaîtra de celui de 2000 puisque, dans l'intervalle, Timor Oriental aura choisi de se séparer de l'Indonésie en se prononçant en 1999 par referendum sur son indépendance comme nous le verrons dans le chapitre 5. Pour essayer d'intégrer le moins mal possible ces événements géopolitiques majeurs, le taux de croissance démographique annuel moyen de 1971 à 1980 de 2,32% pour l'Indonésie et de 2,15% pour Nusa Tenggara exclu donc Timor Oriental.
- 11 Le nombre de province indonésiennes sera donc passé de 21 en 1961 à 22 en 1963, 25 en 1964, 26 en 1967 puis 27 en 1976. Il reviendra à 26 en 1999 puis, après la chute du régime de l'Ordre nouveau, l'avènement de l'ère de la *Reformasi* et l'adoption des lois de décentralisation en 1999, il augmentera rapidement par divisions de plusieurs provinces. En fait, il repassera déjà à 27 dès 1999 (Maluku Nord à partir des Maluku) ; à 30 en 2000 (Bangka Belitung à partir de Sumatra Sud, Banten à partir de Java Ouest et Gorontalo à partir de Sulawesi Nord) ; à 31 en 2002 (Îles Riau à partir de Riau) ; à 32 en 2003 (la Papua Ouest à partir de la Papua, le nouveau nom donné en 2001 à l'Irian Jaya dans le cadre d'une autonomie élargie à la province) ; à 33 en 2004 (Sulawesi Ouest à partir de Sulawesi Sud) ; et enfin à 34 en 2014 (Kalimantan Nord à partir de Kalimantan Est).
- 12 A noter que le sigle de *DKI* placé devant Jakarta signifie *Daerah Khusus Ibukota*, ou district spécial de la capitale, et que celui de *DI* placé devant les deux provinces de Aceh et Yogyakarta signifie *Daerah Istimewa*, ou district spécial, reflétant leur statut particulier de plus grande autonomie. Le nom du *DI* Aceh sera d'ailleurs transformé en NAD, pour Nanggroe Aceh Darussalam ou « Pays d'Aceh havre de paix », après la signature des accords de paix de 2005 ayant suivi le terrible tsunami qui a ravagé la province en décembre 2004 et a mis ainsi un terme au lancinant conflit existant depuis des lustres avec le pouvoir central en accordant à la province une autonomie encore plus large.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance annuel du PIB de l'Indonésie depuis le début de la démocratie, 1999-2020



Données précises du Graphique 2 : Taux de croissance annuel du PIB de l'Indonésie depuis le début de la démocratie, 1999-2020

- 13 NB. En 2020, la croissance va s'effondrer et sera vraisemblablement négative en raison de la pandémie de COVID-19. Tout dépendra bien sûr de la durée et de la sévérité de cette dernière. Au moment de publier cet ouvrage, les projections de contraction vont d'un minimum de - 0,6% à un maximum - 3,9%.

Tableau 9 : Comparaison du résultat des élections législatives de la période de transition en 1999 et 2004

Partis politiques	1999				2004			
	Suffrages exprimés		Sièges obtenus		Suffrages exprimés		Sièges obtenus	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<i>PDIP</i>	35 706 618	33,7	153	33,1	21 026 629	18,5	110	20
<i>GOLKAR</i>	23 742 112	22,4	120	26	24 480 757	21,6	128	23,3
<i>PPP</i>	11 330 387	10,7	58	12,6	9 248 764	8,2	57	10,4
<i>PKB</i>	13 336 963	12,6	51	11	11 989 564	10,6	53	9,6
<i>PAN</i>	7 528 936	7,1	34	7,4	7 703 324	6,4	54	9,8
<i>PD</i>	.....	.....	.....	.....	8 455 225	7,5	58	10,5
<i>PKS</i>	.....	.....	.....	.....	8 325 020	7,3	45	8,2
Autres	14 200 921	13,4	46	10	22 633 131	19,9	45	8,2
Total	105 845 937	100	462	100,0	113 462 414	100	550	100

Source : Merle C. Ricklefs, *A History of Modern Indonesia since c. 1200*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, 4th edition, pp. 391 et 402.

- 14 Légende et explications : Lors des élections législatives de 1999, les premières à être organisées depuis la chute de Suharto et le début de la *Reformasi* et les seules que l'on peut considérer comme vraiment libres depuis celles de 1955, cinq partis se partagèrent l'essentiel des voix :
- 15 - le *GOLKAR*, établi au début de l'Ordre nouveau comme machine de guerre politique au service de Suharto et qui lui avait survécu ;
- 16 - le *PDI-P* (*Partai Demokrat Indonesia-Perjuangan* ou Parti démocrate indonésien de lutte), recouvrant essentiellement l'ancien *PNI* (*Partai Nasional Indonesia* ou Parti nationaliste

indonésien) de Sukarno et ayant ajouté la particule *P* au sigle de la coalition hétéroclite du *PDI* formée sous la contrainte en 1973 et désormais dissoute ;

- 17 - le *PKB* (*Partai Kebangkitan Bangsa* ou Parti du réveil national), bras armé politique de la grande organisation islamique traditionnaliste du *NU* (*Nahdlatul Ulama*) et du parti qui portait le même nom jusqu'en 1973, quand il avait été obligé à se fondre dans la coalition islamique du *PPP* dont il était maintenant séparé ;
- 18 . le *PAN* (*Partai Amanat Nasional* ou Parti du mandat national), très proche de la grande organisation islamique moderniste de la *Muhammadiyah* et recouvrant en grande partie l'ancien *MASYUMI* des élections de 1955 devenu *PARMUSI* lors de celle de 1971 qui avait aussi été amalgamé en 1973 dans la coalition islamique du *PPP* qu'il avait également quitté ;
- 19 . le *PPP* (*Partai Pembangunan Indonesia* ou Parti du développement indonésien), dépouille de la coalition éponyme en question, largement affaibli par la création du *PKB* et du *PAN* mais bénéficiant d'un soutien encore important dans certaines des provinces les plus islamiques du pays à Sumatra et Kalimantan.
- 20 Il est intéressant de noter que l'ensemble des voix s'étant porté sur les trois grands partis d'obédience islamique en 1999 représentent 30,4% des voix, c'est à dire beaucoup moins que le score de 43,5% obtenu par les cinq formations se réclamant de l'islam aux élections de 1955, les dernières à avoir été organisées librement avant l'avènement de l'Ordre nouveau et qui supportent par conséquent la comparaison (voir Tableau 4). Avec 33,7% des voix en 1999, le *PDI-P* fait quant à lui un score beaucoup plus élevé que celui du *PNI* en 1955 qui avait seulement recueilli 22,3% des suffrages. Il est vrai que dans l'intervalle le *PKI* a disparu et qu'il a vraisemblablement attiré les voix de nombreux électeurs laïques progressistes.
- 21 Lors des élections de 2004, deux nouvelles formations majeures font leur apparition sur l'échiquier et obtiennent de très bons scores:
- 22 - le *PD* (*Partai Demokrat* ou Parti démocratique), fondé par Soesilo Bambang Yudhoyon pour conquérir le pouvoir qui va lui échoir au terme des élections présidentielles qui vont suivre ;
- 23 - le *PKS* (*Partai Keadilan Sejahtera* ou Parti de la justice prospère), représentant une tendance islamique plutôt fondamentaliste mais ayant surtout fait campagne sur la lutte contre la corruption, la défense de la justice sociale et la promotion du bien-être économique.

Tableau 10 : Résultat du recensement de population de 2000

Provinces, îles et archipels	Population (en 000)	Croissance (taux annuel moyen 1990- 2000)	% de la population	Densité (hab/km ²)
Nangroe Aceh Darussalam	3 929	1,46	1,91	76
Sumatra Nord	11 642	1,32	5,65	158
Sumatra Ouest	4 249	0,63	2,06	99
Riau	4 948	4,35	2,4	52
Jambi	2 407	1,84	1,17	45
Sumatra Sud	6 899	2,39	3,34	74
Bengkulu	1 564	2,97	0,76	79
Lampung	6 731	1,17	3,27	191
Bangka Belitung	900	0,97	0,44	56
SUMATRA	43 269	1,85	21	90
DKI Jakarta	8 361	0,17	4,07	12 635
Java Ouest	35 724	2,03	17,32	1 033
Java Central	31 223	0,94	15,14	959
DI Yogyakarta	3 121	0,72	1,51	980
Java Est	34 766	0,7	16,86	726
Banten	8 098	3,21	3,93	936
JAVA	121 293	1,28	58,83	951
BALI	3 150	1,31	1,53	559
Nusa Tenggara Ouest	4 009	1,82	1,94	199
Nusa Tenggara Est	3 823	1,64	1,92	83
NUSA TENGGARA	7 832	0,56	3,86	141
Kalimantan Ouest	4 016	2,29	1,95	27
Kalimantan Central	1 855	2,99	0,9	12
Kalimantan Sud	2 984	1,45	1,45	69
Kalimantan Est	2 452	2,81	1,19	11
KALIMANTAN	11 307	2,42	5,49	20
Sulawesi Nord	2 001	1,33	0,98	132
Sulawesi Central	2 176	2,57	1,06	35
Sulawesi Sud	8 051	1,49	3,91	129
Sulawesi Sud-Est	1 820	3,15	0,88	48
Gorontalo	833	1,59	0,4	68
SULAWESI	14 881	1,88	7,25	78
Maluku	1 163	0,08	0,58	26
Maluku Nord	732	0,48	0,38	25
MALUKU	1 895	0,2	0,96	25
PAPUA	2 214	3,22	1,08	6
INDONÉSIE	205 843	1,49	100	109

Source : *Statistical Yearbook of Indonesia 2001*, Jakarta, Badan Pusat Statistik, 2002, pp. 46-47

- 24 Explications et commentaires : Le recensement de 2000 a comporté un nombre plus important d'erreurs que d'habitude du fait de la situation politique et sécuritaire très troublée dans laquelle il a été réalisé dans plusieurs provinces comme Aceh, Kalimantan Ouest et Central ou les Maluku. En conséquence, il apparaît que la population totale indonésienne a probablement été largement sous-estimée. Comme cela est souligné dans la note 24 du chapitre 5, notre collègue et ami Terence Hull a estimé qu'elle était certainement plus proche de 213 que de 205 millions, ce qui correspondrait à un taux de croissance annuel moyen de 1,9%, plus crédible le surprenant 1,5% affiché.
- 25 Comme mentionné dans le Tableau 8, le recensement de 2000 compte 30 provinces, 4 de plus que celui de 1990, Bangka & Belitung, Banten, Gorontalo et Maluku Nord, créés peu de temps avant qu'il ne soit réalisé. En revanche Timor Est n'y figure plus du fait que sa population a opté pour la séparation d'avec l'Indonésie et l'indépendance en 1999.

Tableau 11 : Comparaison du résultat des élections législatives de la décennie SBY en 2009 et 2014

Partis politiques	2009				2014			
	Suffrages exprimés		Sièges obtenus		Suffrages exprimés		Sièges obtenus	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<i>PDIP</i>	14 576 388	14	94	16,8	28 681 471	18,9	109	19,5
<i>GOLKAR</i>	15 031 497	14,5	106	18,9	18 432 312	14,7	91	16,3
<i>PPP</i>	5 544 332	5,3	38	6,8	8 157 488	6,5	39	7
<i>PKB</i>	5 146 302	4,9	28	5	11 298 957	9	47	8,4
<i>PAN</i>	6 273 462	6	46	8,2	9 481 621	7,6	49	8,7
<i>PD</i>	21 655 295	20,9	148	26,4	12 728 913	10,2	61	10,9
<i>PKS</i>	8 204 946	7,9	57	10,2	8 480 204	6,8	40	7,1
<i>GERINDRA</i>	4 462 795	4,5	26	4,6	14 760 371	11,8	73	13
<i>HANURA</i>	3 925 620	3,8	17	3	6 579 498	2,4	16	2,9
<i>NASDEM</i>	.....	.....	.....	.....	8 402 812	6,7	35	6,2
Autres	19 047 491	18,2	0	0	2 968 844	2,4	0	0,0
Total	104 048 118	100	560	100,0	124 972 491	100	560	100

Sources : Pour les élections de 2009, les données proviennent de l'article de Rizal Sukma, « Indonesia's 2009 Elections : Defective System, Resilient Democracy » in Edward Aspinall and Marcus Mietzner (Eds.), *Problems of Democratization in Indonesia, Elections, Institutions and Society*, Singapore, ISEAS, Indonesia Update Series, CAP/ANU, 2010, p.56. Pour les élections de 2014, les données chiffrées ont été prises sur Wikipedia.

- 26 **Légende et explications :** Lors des élections législatives de 2004, l'échiquier des principaux partis politiques en lice compte deux nouveaux venus par rapport à 2004. Tous deux sont, comme le PD (*Partai Demokrat* ou Parti démocratique) fondé par Soesilo Bambang Yudhoyono pour conquérir le pouvoir en 2004, des formations entièrement consacrées à l'ambition politique d'un seul homme, en l'occurrence deux anciens généraux ayant joué un rôle de premier pendant et après l'Ordre nouveau et connus pour avoir développé une rivalité haineuse.
- 27 Le premier est le GERINDRA (*Partai GERakan INDONESIA RAYA* ou Parti du mouvement de la grande Indonésie) créée par Prabowo Subianto, dont on a vu le palmarès édifiant en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité ainsi que le rôle pour le moins trouble lors de la chute de son ex-beau père Suharto en 1998.
- 28 Le second est le HANURA (*Partai HARI NURai RAKyat* ou Parti de la conscience populaire) créée par Wiranto, dont on a aussi passé en revue la carrière militaire chargée du temps de l'Ordre nouveau et le rôle politique majeur au moment de la transition et depuis le début de la *Reformasi*.
- 29 Lors des élections législatives de 2014, une seule nouvelle formation majeure vient s'ajouter à la liste des neuf qui s'étaient partagés les sièges du DPR en 2009. Il s'agit du parti NASDEM (*NASional DEMokrat*) ou Parti national démocrate fondé par Surya Paloh, un riche homme d'affaire originaire de Aceh ayant fait sa fortune depuis le début de la *Reformasi* dans la floraison des médias et étant devenu l'un des principaux « moghols » de la presse du pays.

Tableau 12 : Évolution de la situation économique et sociale de l'Indonésie en 30 indicateurs clés du développement pendant la décennie de SBY au pouvoir (2004-2014)

Indicateurs	2004	2014
1. Espérance de vie à la naissance (en années)	67	70,5
2. Taux de naissance brut (par millier d'habitants)	21,9	19,5
3. Taux de fertilité (nombre d'enfants par femme)	2,5	2,4
4. Taux de mortalité infantile (par milliers de naissances)	36,3	24,3
5. Taux d'alphabétisme (%)	90,4	95,1
6. Taux net d'inscription au niveau de l'école primaire (%)	89,7	90
7. Taux net d'inscription au niveau de l'école secondaire (%)	54,9	75,2
8. Taux de croissance annuel du PIB (en %)	5	5
9. PIB par tête (courant en US\$)	1 150,3	3 491,6
10. PIB par tête (constant US\$ 2010)	2 420,4	3 693,0
11. Pourcentages de la population active employée dans l'agriculture, l'industrie et les services	43,3/18,0/38,7	34,3/21,4/44,3
12. Parts de l'agriculture et de l'industrie dans le PIB (%)	14,3 versus 44,6	13,3 versus 41,9
13. Taux annuel d'inflation (indice des prix à la consommation en %)	6,1	6,4
14. Dette extérieure en % de la valeur des exportations	14,4	14,1
15. Service de la dette (% GNI)	8,4	7
16. Production de riz (Mt paddy)	54,08	70,84
17. Rendement rizicole moyen (quintaux de paddy/hectare)	45,3	51,3
18. Taux moyen de pauvreté (% de la ligne de pauvreté nationale)	16,7	11,3
19. Population avec < 1,90 US\$/jour	23,9	7,9
20. Population avec < 3,20 US\$/jour	62,9	37,9
21. Population avec < 5,50 US\$/jour	88,6	69
22. Indice de GINI (mesurant les inégalités de revenus)	34,8	40,8
23. Part du revenu allant au quintile supérieur (20% les plus riches)	28,3	33,0
24. Part du revenu allant au quintile inférieur (20% les plus pauvres)	7,9	6,9
25. Indice de développement humain	0,629	0,691
26. Taux de chômage	7,3	4
27. Part des revenus de l'État provenant de la taxation (%)	12,3	10,8
28. Accès à l'électricité (% de la population)	89	97
29. Taux d'urbanisation (%)	45,1	52,6
30. Nombre de touristes internationaux (millions)	5,32	9,43

Sources : Banques de données de la Banque mondiale, de la FAO et du PNUD.

Tableau 13 : Résultat du recensement de population de 2010

Provinces, îles et archipels	Population	Croissance (taux annuel moyen 2000-2010)	% de la population	Densité (hab/km ²)
Aceh (NAD)	4 494,4	2,36	1,9	78
Sumatra Nord	12 982,2	1,1	5,46	179
Sumatra Ouest	4 846,9	1,34	2,04	116
Riau	5 538,4	3,58	2,34	64
Jambi	3 092,3	2,56	1,3	62
Sumatra Sud	7 450,4	1,85	3,14	82
Bengkulu	1 715,5	1,67	0,72	86
Lampung	7 608,4	1,24	3,2	220
Bangka Belitung	1 223,3	3,14	0,52	75
Archipel des îles Riau	1 679,2	4,95	0,71	206
SUMATRA	50 631,0	1,7	21,3	105
DKI Jakarta	9 607,8	1,41	4,04	14 518
Java Ouest	43 053,7	1,9	18,12	1 222
Java Central	32 382,7	0,37	13,6	989
DI Yogyakarta	3 457,5	1,04	1,45	1 107
Java Est	37 476,8	0,76	15,75	786
Banten	10 632,2	2,78	4,48	1 106
JAVA	133 610,7	1,01	56,22	1 032
BALI	3 890,8	2,15	1,64	676
Nusa Tenggara Ouest	4 500,2	1,17	1,89	243
Nusa Tenggara Est	4 683,8	2,07	1,97	97
NUSA TENGGARA	9 184,0	1,72	3,86	136
Kalimantan Ouest	4 396,0	0,91	1,85	30
Kalimantan Central	2 212,1	1,79	0,93	14
Kalimantan Sud	3 626,6	1,99	1,53	94
Kalimantan Est	3 551,1	3,81	1,5	17
KALIMANTAN	13 785,8	2,19	5,8	25
Sulawesi Nord	2 270,6	1,28	0,95	164
Sulawesi Central	2 635,0	1,95	1,11	43
Sulawesi Sud	8 034,8	1,17	3,38	173
Sulawesi Sud-Est	2 232,6	02 août	0,94	59
Gorontalo	1 040,2	2,26	0,44	93
Sulawesi Ouest	1 158,6	2,68	0,49	69
SULAWESI	17 371,8	1,67	7,31	92
Maluku	1 533,5	2,8	0,65	33
Maluku Nord	1 038,1	2,47	0,44	33
MALUKU	2 571,6	2,63	1,09	33
Papua Ouest	760,4	3,71	0,32	8
Papua	2 833,4	5,39	1,2	9
PAPUA	3 593,8	4,55	1,52	8
INDONÉSIE	237 641,3	1,49	100,00	124

Source : *Statistik Indonesia*, Statistical Yearbook of Indonesia 2020, Jakarta, Badan Pusat Statistik, 2020, pp. 89-90.

- 30 Explications et commentaires : Le recensement de 2010 porte sur 33 provinces, 3 de plus qu'en 2000, l'archipel des îles Riau, la Papua Ouest et Sulawesi Ouest. La 34^e, Kalimantan Nord, ne sera créée qu'en 2014 et n'apparaîtra donc formellement que dans le recensement de 2020 qui n'était une nouvelle fois pas encore disponible au moment où ce livre est parti chez l'éditeur.
- 31 Compte tenu des difficultés rencontrées lors du recensement de 2000 et mentionnées dans le Tableau 10, qui ont débouché sur une large sous-estimation de la population dans certaines provinces en proie à des conflits armés comme Aceh, Kalimantan Ouest ou les Maluku, leur taux de croissance moyens sont le résultat d'une estimation à la hausse effectuée à posteriori et ne sont donc pas totalement fiables.

Tableau 14 : Résultat détaillé des élections législatives de 2019

Partis politiques	Nombre de voix	% des voix	Gain/perte en voix (%)	Nombre de sièges	% des sièges	Gain/perte de sièges
PDIP	27 053 961	19,33	+ 0,38	128	22,26	+19
GERINDRA	17 594 839	12,57	+ 0,76	78	13,56	+ 5
GOLKAR	17 229 789	12,31	- 2,44	85	14,78	- 6

PKB	13 570 097	9,69	+ 0,65	58	10,08	+ 11
NASDEM	12 661 792	9,05	+ 2,33	59	10,26	+ 23
PKS	11 493 663	8,21	+ 1,42	50	8,69	+ 10
PD	10 876 507	7,77	- 2,42	54	9,39	- 7
PAN	9 572 623	6,84	- 0,75	44	7,65	- 4
PPP	6 323 147	5,52	- 2,01	19	3,30	- 20
PERINDO	3 378 320	2,67	Non valable	0	0	Non valable
BERKARYA	2 929 495	2,09	Non valable	0	0	Non valable
PSI	2 650 361	1,89	Non valable	0	0	Non valable
HANURA	2 161 507	1,54	- 3,72	0	0	- 16
PBB	1 099 848	0,79	- 0,67	0	0	Non valable
GARUDA	702 536	0,50	Non valable	0	0	Non valable
PKPI	312 775	0,22	- 0,69	0	0	Non valable
Suffrages exprimés	139 971 260	88,88			100,0	
Votes blancs et invalides	17 503 953	11,12				
TOTAL	157 475 213	100,00		575		+ 15
Abstentions	30 306 671	16,14				
Inscrits et % participation	187 781 884	83,86				

Source : Hasil Suara Parplu Pemilu 2019, Jakarta, Komisi Pemilihan Umum (KPU), 2019

- 32 Légende et explications : sur les 16 partis politiques ayant obtenu des voix, 12 avaient participé aux précédentes élections de 2014, les 10 plus grands, dont le sigle nous est déjà familier, et deux plus petites formations, le PBB (*Partai Bintang Bulan* ou Parti de l'étoile et du croissant), d'obédience islamiste, et le PKPI (*Partai Keadilan Persatuan Indonesia* ou Parti indonésien de la justice et de l'unité), de sensibilité nationaliste, qui ont obtenu des voix mais en nombre insuffisant pour avoir des sièges. Il en va de même pour les quatre nouvelles petites formations ayant participé à ces élections de 2019 : le PERINDO (*Partai PERSatuan INDOnesia* ou Parti de l'unité indonésienne), le BERKARYA (*Partai BERKARIA* ou Parti des groupes de travail), le PSI (*Partai Solidaritas Indonesia* ou Parti de la solidarité indonésienne) et le parti GARUDA (la monture de Vishnu et l'emblème national indonésien), tous plutôt de sensibilité nationaliste.

Tableau 15 : Comparaison des cinq principaux indicateurs internationaux de mesure du développement et de la démocratie en 2017-18 pour les douze pays d'Asie du Sud-Est et orientale analysés

Pays analysés	PIB per capita (US \$ PPA)		Développement humain en 2017		Perception de la corruption en 2018		État de santé de la démocratie en 2018		Situation de la liberté de la presse en 2018	
	Valeur	Rang (sur 192)	Indice de DH	Rang (sur 189)	Score	Rang (sur 180)	Indice	Rang (sur 180)	Score	Rang (sur 180)
INDONÉSIE	12 378	100	0,694	116	38	89	6,39	65	39,68	124
MALAISIE	28 871	49	0,802	57	47	61	6,88	52	47,41	145
PHILIPPINES	8 929	122	0,699	113	36	99	6,71	53	42,53	133
SINGAPOUR	90 531	4	0,932	9	85	3	6,38	66	50,95	151
THAÏLANDE	17 786	75	0,755	84	36	99	4,63	106	44,31	140
VIETNAM	6 876	129	0,694	117	33	117	3,08	139	75,05	175
LAOS	7 367	125	0,601	139	29	132	2,37	151	66,41	170
MYANMAR	6 285	133	0,578	148	29	132	3,83	118	43,15	137
CAMBODGE	4 010	146	0,582	146	20	161	3,59	125	44,31	142
CORÉE DU SUD	39 387	32	0,903	23	57	45	8	21	23,51	43
TAÏWAN	49 800	30	0,907	33	63	31	7,73	32	23,36	42
CHINE	16 624	82	0,752	86	39	87	3,32	130	78,29	176

Sources : Pour le PIB per capita, les chiffres viennent de la banque de donnée du FMI, excepté pour Taiwan où il s'agit de celle de la CIA ; concernant le développement humain, les données sont celles du rapport annuel du PNUD ; pour ce qui est du niveau de (perception de la) corruption, la performance des pays est mesurée chaque année par l'ONG *Transparency International* ; concernant l'état de santé de la démocratie, l'indice composite est élaboré aussi chaque année par une cellule de recherche de l'hebdomadaire britannique *The Economist* ; enfin pour la situation de la liberté de la presse, c'est l'ONG *Reporters sans Frontières* qui se charge également chaque année de l'évaluer.

- 33 **Commentaires : Les indicateurs de développement économique (PIB per capita) et social (IDH) se sont améliorés pratiquement chaque année depuis 2009 pour l'Indonésie comme pour tous les autres pays de la région. Il n'en va pas toujours de même pour les indicateurs de démocratie.**
- 34 **Ainsi, pour se concentrer sur le cas l'Indonésie, l'indice de démocratie s'est fortement dégradé depuis 2015. Il avait alors atteint 7,03 et encore 6,97 en 2016, pour tomber à brusquement à 6,39 en 2017, l'année où les islamistes ont réussi à obtenir la démission puis la condamnation à deux ans de prison du gouverneur de Jakarta Basuki Tjahaja Purnama dit Ahok pour blasphème envers la religion. Cet indice est resté au même niveau en 2016 et est très légèrement remonté à 6,48 en 2019. En revanche la performance de l'Indonésie s'est passablement améliorée entre 2015 et 2018, tant pour ce qui est de la perception de la corruption que de la liberté de la presse.**
- 35 **Plus largement, il est intéressant de noter que :**
- 36 **Singapour affiche des indicateurs exceptionnels en termes de richesse économique (4^e PIB per capita le plus élevé du monde), de développement social (9^e rang pour son IDH), et de corruption (3^e pays le moins corrompu de la planète), mais n'est pas beaucoup plus performant que ses quatre voisins co-fondateurs de l'ASEAN (Malaisie, Philippines, Thaïlande et Indonésie) en ce qui concerne l'indice de démocratie et est nettement pire qu'eux tous pour ce qui est du respect de la liberté de la presse.**
- 37 **Sans surprise, tous les pays dirigés par des régimes autoritaires voire dictatoriaux à parti unique (Chine, Vietnam, Laos et même Cambodge) ont les plus mauvais scores en matière de démocratie et de respect de la liberté de la presse.**
- 38 **Pour ce qui est de la corruption, le Vietnam, le Laos et le Myanmar, malgré leur passé et même leur présent socialiste, ne brillent guère non plus, mais c'est le Cambodge qui remporte de loin la palme dans ce domaine.**

- 39 Enfin, on voit nettement que les deux pays les plus avancés sur le plan économique et démocratique sont la Corée du Sud et Taiwan, même s'ils ne font pas encore tout à fait partie des « full democracies » (démocraties pleines) dont le score en la matière doit être supérieur à 8.

Liste des personnes interviewées

- 40 J'ai eu la chance de pouvoir rencontrer de très nombreuses personnes spécialistes des problèmes économiques, sociaux et politiques de l'Indonésie contemporaine et d'avoir avec elles des entretiens parfois très approfondis pendant la préparation de cet ouvrage et au fil de sa très longue et chaotique rédaction de 2012 à 2020. Cela a notamment été le cas au tout début lors de deux séjours de quelques semaines à l'Australian National University de Canberra en mars 2012 et septembre 2014 et de trois mois de recherche sur le terrain en Indonésie de mars à juin 2012, essentiellement passés à Jogjakarta et Jakarta, suivies de visites plus courtes dans plusieurs autres régions de l'archipel pratiquement chaque année de 2013 à 2018. J'ai aussi pu m'entretenir avec d'autres collègues « indonésianistes » en particulier à Singapour, Paris, Londres, Amsterdam, Leiden, et La Haye, lors de visites académiques pour le compte de l'IHEID ou de l'EADI et de conférences ou colloques scientifiques de 2012 à 2016. Je remercie tous ces enseignants et chercheurs renommés pour le temps consacré, les analyses partagées et les informations fournies qui m'ont permis de clarifier mes idées sur de nombreux points et ont donc indirectement contribué à l'élaboration de cet ouvrage.

Indonésie

Jogjakarta

- 41 Irwan Abdullah
- 42 Anggito Abymanyu
- 43 Hans Antlöv
- 44 Henri Chambert-Loir
- 45 Sofian Effendi
- 46 Tadjudin Effendi
- 47 Muhadjir Darwin
- 48 Mudradjat Kuncoro
- 49 Mohtar Mas'ood
- 50 Abdul Munir Mulkhan
- 51 Pratikno
- 52 Bambang Purwanto
- 53 Pudjo Semedi
- 54 Anton Soedjarwo
- 55 Wening Udasmoro

Jakarta

- 56 Heri Akhmadi
- 57 Michael Buehler
- 58 Daniel Dhakidae
- 59 Widjajanti Isdijoso
- 60 Petrarca Karetji
- 61 Hassan Kartadjoemena
- 62 Hermien Kleden
- 63 Franz Magnis-Suseno
- 64 Chris Manning
- 65 Peter McCawley
- 66 Wahyu Muryadi
- 67 Thee Kian Wie

Bali

- 68 Georges Capt
- 69 Jean Couteau
- 70 Par ailleurs, j'ai eu des entretiens avec des groupes d'étudiants de deux des principales universités de Jogjakarta et aussi pu conduire un grand nombre d'interviews auprès de simples citoyens indonésiens représentant l'éventail des classes sociales, des activités socio-professionnelles et des obédiences religieuses.

Australie (Canberra)

- 71 Ed Aspinall
- 72 Colin Barlow
- 73 Marshall Clark
- 74 Greg Fealy
- 75 Hal Hill
- 76 Terry Hull
- 77 Valerie Hull
- 78 Peter McDonald
- 79 Andrew McIntyre
- 80 Ross McLeod
- 81 Andrew McWilliam
- 82 Marcus Mietzner
- 83 Anthony Reid
- 84 Budi Resosudarmo
- 85 Quinton Temby

86 Iwu Utomo

Singapour

87 Aris Ananta

88 Evi Nurvidya Arifin

89 Robin Bush

90 Scott Fritzen

91 Gavin Jones

92 Rosalia Sciortino

Japon (Kyoto)

93 Ariel Heryanto

94 Hiroyoshi Kano

95 Kozuke Mizuno

Pays Bas

Amsterdam

96 Jan Breman

97 Juliette Koenig

98 Gerben Nootebom

99 Mario Rutten

Leiden

100 Peter Boomgaard

101 Gerry van Klinken

La Haye

102 Ratna Saptari

103 Ben White

France (Paris)

104 Muriel Charras

105 Andrée Feillard

106 Rémy Madinier

107 François Raillon

Royaume Uni (Londres)

108 Anne Booth

109 Michael Hopkins

Glossaire

A

abangan signifie littéralement frère aîné mais aussi la couleur rouge et désigne à Java un musulman ne pratiquant pas rigoureusement sa religion islamique ou qui est adepte d'une certaine hétérodoxie

ABRI *Angkatan Bersenjata Republic Indonesia* ou Forces armées de la République d'Indonésie

adat tradition, coutume, droit coutumier

AEC Asean Economic Community

agama religion

Ahmadiyah mouvement réformiste musulman messianique

aliran courant ou école de pensée politique

ANU Australian National University

APEC Asia-Pacific Economic Community

APODETI *Associação POpular DEMocratica TIMorens*

ASEAN Association of South-East Asian Nations ou Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE)

B

bahasa indonesia langue indonésienne

BAKORSTANAS *BADan KORDinasi bantuan pemantapan STAbilitas NASional* ou Agence de coordination pour le maintien de la stabilité nationale

Banser milice des jeunesses de l'organisation et parti politique islamique du *Nahdlatul Ulama*

Bapak ou *Pak* signifie simplement père, mais est aussi le terme habituellement utilisé pour s'adresser ou se référer avec politesse à un homme plus âgé ou de rang supérieur

BAPPENAS *BADan Perencanaan PEmangunan NASional* ou Agence nationale de planification du développement

batik tissu traditionnel javanais dont les motifs colorés sont imprimés en utilisant la technique de réserves à de la cire avant teinture

BCA *Bank Central Asia* ou Banque centrale d'Asie, une banque privée

Beamtensstaat qualificatif utilisé pour se référer à l'état bureaucratique du temps de la colonisation hollandaise

beras riz décortiqué que l'on achète au marché

BI *Bank Indonesia* ou Banque d'Indonésie

BIES Bulletin of Indonesian Economic Studies

BIMAS-INMAS *Bimbingan MASSal-INTensifikasi MASSal*, acronyme du programme d'intensification de la riziculture lancé par le gouvernement de l'Ordre nouveau au début des années 70

BIN *Badan Intellijen Negara*, l'Agence d'intelligence nationale chargé du renseignement

BIT Bureau International du Travail

BKPM *Badan Koordonasi Penanaman Nasional* ou Office de coordination des investissements

BLT *Bantuan Langsung Tunai* ou transfert inconditionnel d'argent en cash

blusukan visites imprévisibles sur le terrain tel que les a popularisé le président Jokowi quand il a été maire de Solo puis gouverneur de Jakarta

BNI *Bank Nasional Indonesia* ou Banque nationale d'Indonésie

BNPB *Badan Nasional Penanggulangan Bencana* ou Agence nationale de lutte contre les catastrophes

BNPT *Badan Nasional Penanggulangan Terorisme* ou Agence nationale de lutte contre le terrorisme

BPS *Badan Pusat Statistik* ou Office central des statistiques

BRI *Bank Rakyat Indonesia* ou Banque du peuple indonésien

BRICS acronyme du groupe de pays émergents Brésil-Russie-Inde-Chine-South Africa (Afrique du Sud)

BSM *Bantuan Siswa Miskin* ou Assistance aux étudiants pauvres

BTI *Barisan Tani Indonesia* ou Front des paysans d'Indonésie proche du Parti communiste indonésien avant les événements du G30S

BULOG *Badan Urusan LOGistik* ou Bureau pour les affaires logistiques chargé de la gestion des stocks alimentaires du pays

bupati chef d'un *kabupaten* ou district rural (appelé aussi régent sous la colonisation, quand les provinces étaient divisées en régences)

C

camat chef d'un *kecamatan* ou sous-district rural

CFA ou **AFC** Crise Financière Asiatique de 1997-98 ou Asian Financial Crisis

CGI Consultative Group on Indonesia

CIVETS acronyme du groupe de pays émergents Colombie-Indonésie-Vietnam-Égypte-Turquie-Afrique du Sud (South Africa)

COVID-19 **CO**rona **VI**rus **D**isease **2019** ou maladie du coronavirus 2019

cukong homme d'affaires chinois en relation avec les élites politiques

cukup notion qui signifie « avoir (juste) suffisamment pour vivre »

Cultuurstelsel Système des cultures imposé par les Hollandais de 1830 à 1880

D

daerah région

dakwah action de prosélytisme pour étendre et renforcer la pratique de l'islam et le respect de ses cinq principes

dalang maître de cérémonie qui manipule les marionnettes et fait les récitatifs lors d'une représentation de *wayang kulit*, le théâtre d'ombres javanais

Dana Desa Fonds villageois

Darul Islam mouvement de rébellion islamique des années 50-70

demokrasi démocratie

DENSUS 88 *DETasemeN khuSUS 88* ou Détachement spécial 88

desa village

DDC Direction du Développement et de la Coopération du Département des affaires étrangères de la Confédération helvétique

DI *Ibukota Daerah Istimewa Ibukota* ou Région spéciale de la capitale Jakarta

DIY *Daerah Istimewa Yogyakarta* ou Région spéciale de Yogyakarta (qui s'écrit aussi Jogjakarta ou Jogyakarta)

DOM *Daerah Operasi Militer* ou zone d'opération militaire s'accompagnant de l'imposition de l'état d'urgence dans une région particulière

DPD *Dewan Perwakilan Daerah* ou Assemblée des représentants des régions, chambre haute nationale qui est l'équivalent du Sénat français

DPR *Dewan Perwakilan Rakyat* ou Assemblée des représentants du peuple, chambre basse nationale qui est l'équivalent de l'Assemblée nationale française ou chambre des députés

DPD *Dewan Perwakilan Rakyat Daerah* ou Assemblée des représentants du peuple aux niveau sub-nationaux des provinces (*propinsi*), des municipalités urbaines (*kotamadya*) et des districts ruraux (*kabupaten*)

dwifungsi doctrine et pratique élaborées dans les années 50-60 par le général Nasution signifiant la double fonction militaire et civile de l'armée

DWIKORA **DWI** *KOmando RAKjat* ou Double commandement du peuple, nom du Cabinet ministériel de Sukarno du temps de la *Konfrontasi*

E

EAGLE acronyme pour **E**merging **A**nd **G**rowth **L**eadng **E**conomies, un groupe de pays émergents qui inclus à la fois les **BRICS** (cf. *supra*) et des membres du **MIST** (cf. *infra*) ainsi que Taiwan.

EAPH ou **HPAE** Économies Asiatiques Hautement Performantes, traduction de **HPAE** ou **H**igh **P**erforming **A**sian **E**conomies, terme forgé par la Banque mondiale dans son rapport sur le « Miracle asiatique »

ENSO El Niño Southern Oscillation, nom savant du phénomène climatique éponyme

ESSJN European Social Sciences Java Network

EUROSEAS European Association of South-East Asian Studies

F

FAO Food and Agriculture Organization, organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA Fonds International pour le Développement Agricole

FMI Fonds Monétaire International

FPI *Front Pembela Islam* ou Front des défenseurs de l'islam

FRETILIN *Frente REvolutionária de TIMor Leste INdependente* ou Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor Oriental

G

G30S *Gerakan 30 September* ou Mouvement du 30 septembre (1965)

GAM *Gerakan Aceh Merdeka* ou Mouvement de libération d'Aceh

Ganti Presiden campagne orchestrée par les islamistes radicaux contre Jokowi pour « changer de président » en 2019, aussi abrégée

Garuda monture mythique de Vishnu ayant la forme d'un très grand aigle, emblème national du pays et nom de la compagnie aérienne nationale indonésienne

GBHN *Garis-garis Besar Haluan Negara*, Grandes orientations de la politique de l'État

Gerakan 212 Mouvement islamiste du 2 décembre (12) 2017

GERINDRA *Partai GERakan INDONESIA RAYa* ou Parti du mouvement de la grande Indonésie

GERWANI *GERakan WANita Indonesia*, Mouvement des femmes communistes indonésiennes faisant parti du Parti communiste indonésien (**PKI**)

GESTAPU *GERakan September TigA PULuh* ou Mouvement du 30 septembre

Gini coefficient de Gini mesurant les inégalités de revenus (ou autres)

GNPF-MUI *Gerakan Nasional Pembela Fatwa Majelis Ulama Indonesia* ou Mouvement national pour défendre les fatwa du Conseil des oulémas d'Indonésie

GNPF-U *Gerakan Nasional Pembela Fatwa Ulema* ou Mouvement national pour défendre les fatwa des oulémas

GOLKAR *Partai GOLongan KARya* ou Parti des groupes fonctionnels

GOLPUT *GOLongan PUTih* ou Mouvement des (votes) blancs faisant référence aux abstentionnistes lors des élections

gotong royong pratique d'entraide mutuelle traditionnelle indonésienne

GP 2019 *Ganti Presiden 2019*, mouvement pour changer de président en 2019

gubernur gouverneur de province

guilden devise néerlandaise du temps de la colonisation

H

hadj grand pèlerinage musulman à La Mecque

HANURA *Partai HATi NURani RAKjat* ou Parti de la conscience populaire

haram interdit, impur selon les règles de l'islam

hijab foulard ou voile léger porté par les femmes musulmanes pieuses

HKTI *Himpunan Kesatuan Tani Indonesia* ou Association unitaire des paysans d'Indonésie

HMI *Himpunan Mahasiswa Islam* ou Association des étudiants islamiques

HTI *Hizbut Tahrir Indonesia*, branche indonésienne du mouvement islamique radical
Hizbut Tahrir qui lutte pour un califat mondial

hulu-hilir amont-aval (relation entre la région côtière et l'intérieur des îles)

HYV *High Yielding Variety* ou variété (de riz) à haut rendement

I

IBRA *Indonesian Bank Restructuring Agency* ou Agence de restructuration des banques indonésiennes

IBRD ou **BIRD** *International Bank for Reconstruction and Development* ou Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement plus connue sous le nom de Banque mondiale

Ibu signifie simplement mère, mais est le terme habituellement utilisé pour s'adresser ou se référer avec politesse à une femme plus âgée ou de rang supérieur

ICMI *Ikatan Cendekiawan Muslim Indonesia* ou Association des intellectuels musulmans indonésiens

IDH Indice de Développement Humain du PNUD

Idul Fitri fête marquant la fin du jeûne du mois de *Ramadan* (*Aïd el-Fitr* en arabe littéraire)

IGGI *Inter-Governmental Group on Indonesia*

IHEID *Institut de Hautes Études Internationales et du Développement* ou Graduate Institute of International and Development studies, plus connu sous le nom simplifié de Graduate Institute

ikat tissage indonésien traditionnel coloré dans la fibre

Indos métis descendant d'intermariages entre des personnes d'origine autochtone et des colons hollandais ou européens

INPRES *INstruksi PRESident* ou Instruction présidentielle

INTERFET *INTERnational Force on East Timor* ou Force internationale pour le Timor Oriental

IPSI *Ikatan Pancak Silat Indonesia* ou Association indonésienne de *Pancak Silat*, le sport de combat traditionnel du pays

IPTN *Industri Pesawat Terbang Indonesia* ou Industrie aérienne d'Indonésie dont le nom a été transformé en 2000 en *PT Dirgantara Indonesia*

IRRI *International Rice Research Institute*

ISIS *Islamic State of Iraq and Syria*, aussi appelé Daech

Islam Nusantara Manière de se référer à l'islam indonésien en soutenant l'idée qu'il est différent de celui du Moyen Orient dont la religion est originaire

ITB *Institut Teknologi Bandung* ou Institut de technologie de Bandung

IUED Institut Universitaire d'Études du Développement

IUHEI Institut Universitaire de Hautes Études Internationales

J

JABOTABEK acronyme de la mégapole de 30 millions d'habitants formée de l'union des municipalités de *JA*karta-*BO*gor-*TA*ngerang-*BE*Kasi

JAD *Jamaat Ansharut Daulah*, mouvement islamique radical ayant fait allégeance à l'**ISIS** (cf. *supra*)

jamu médicaments traditionnels indonésiens à base de plantes

JI *Jemah Islamiya*, mouvement islamique radical

*ji*had guerre sainte menée pour défendre ou propager l'islam

JIL *Jaringan Islam Liberal* ou Réseau de l'islam libéral

jilbab habit islamique intégral porté par les femmes musulmanes les plus conservatrices comparable au *tchador* en Iran

JKN *Jaminan Kesehatan Nasional* ou Assurance nationale de santé

JP Jakarta Post

K

kabupaten district rural (dont le chef est appelé *bupati*)

KAMI *Kesatuan Aksi Mahasiswa Indonesia* ou Front d'action uni des étudiants indonésiens

kampung village, hameau, bourg rural ou même quartier urbain

KAPPI *Kesatuan Aksi Pelajar Pemuda Indonesia* ou Front d'action uni de la jeunesse étudiante indonésienne

kebatinan méditation

kebudayaan culture

kecamatan sous-district rural (dont le chef est appelé *camat*)

kelurahan village rural (dont le chef est appelé *lurah*)

keterbukaan ouverture politique équivalent à la *Glasnost* russe

KJP *Kartu Indonesia Pintar* ou Carte Indonésie intelligente

KJS *Kartu Indonesia Sehat* ou Carte Indonésie en bonne santé

KKN *Korupsi-Kolusi-Nepotisme* ou Corruption-Collusion-Népotisme

KNIL *Koninklijke Nederlandsch Indisch Leger* ou Armée royale des Indes néerlandaises

K(NI)LM *Koninklijke (Nederlandsch Indisch) Luuchtvaart Maatschappij* ou Compagnie royale d'aviation (des Indes néerlandaises)

kolonisatie programme de colonisation agraire mis en place par les Hollandais au début du 20^e siècle

KOMNAS-HAM *KOMisi NASional Hak Asasi Manusia* ou Commission nationale des droits de l'homme

Konfrontasi Politique de confrontation lancée par Sukarno au début des années 60 contre la création de la fédération de Malaysia

KOPASSUS *KO*mando *PAS*ukan *khuSUS* ou Commando des forces spéciales de l'armée

KOPKAMTIB *Ko*mando *Operasi Pemulihan KeAManan dan KeterTIBan* ou Commandement opérationnel pour le rétablissement de la sécurité et de l'ordre mis en place au début de l'Ordre nouveau de Suharto

KOSTRAD *KO*mando *Candangan STRategis Angkatan Darat* ou Commando stratégique de l'armée de terre

kota ville

kotamadya municipalité urbaine

KPK *Komisi Pemberantasan Korupsi* ou Commission pour l'éradication de la corruption

KPM *Koninklijke Paketvaart Maatschappij* ou Compagnie royale de navigation du temps des Indes néerlandaises

KPU *Komisi Pemilihan Umum* ou Commission des élections générales

kretek cigarettes indonésiennes très prisées dans lesquelles le tabac est mélangé avec des brisures de clous de girofle

KRISMON *KRISis MONeter* ou Crise monétaire (de 1997-98)

L

ladang champ non irrigué

Laskar Jihad groupes armés des Combattants de la guerre sainte

Laskar Mujahiddin groupes armés de Combattants de l'islam engagés dans le *jihad*

LDC's *Less Developed Countries* ou **Pays les Moins Avancés** (PMA)

lebaran mot indonésien pour *Idul Fitri*, la fête marquant l'ouverture du jeûne à la fin du mois de *ramadan*

LEKRA *LEmbaga Kebudayaan RAKjat* ou Institut pour la culture populaire

LIPI *Lembaga Ilmu Pengatahuan Indonesia* ou Institut indonésien des sciences

LNG *Liquefied Natural Gas* ou gaz naturel liquéfié

lurah chef de village (*kelurahan*)

madrasah école religieuse islamique au niveau primaire et secondaire

Makamah Konstitusi Cour constitutionnelle

MALARI *MALapetaka LimAbelas JanuaRI* ou désastre du 15 janvier (1974)

MANIPOL-USDEK *MANifesto POLitik-Udang2 Dasar, Socialisme Indonesia, Demokrasi Terpimpin, Ekonomi Terpimpin, Keprabadian Indonesia* signifiant Manifeste politique-Constitution de base, Socialisme indonésien, Démocratie dirigée, Économie dirigée, Identité indonésienne qui a été énoncé par Sukarno à la fin des années 50 pour servir de lignes directrices au nouveau régime proclamé de Démocratie dirigée

MASJUMI *MAJelis SJUro Muslimin Indonesia* ou Conseil consultatif des musulmans d'Indonésie

merantau pratique d'émigration traditionnellle dans certains groupes ethniques comme les Minangkabau de Sumatra Ouest

merdeka liberté

M

MDG's Millenium Development Goals ou Objectifs de développement du millénaire

MIC Middle Income Country ou Pays à revenu intermédiaire

MIST acronyme du groupe de pays émergents Mexique-Indonésie-Corée du Sud (South Korea)-Turquie

MK Mahkamah Konstitusi ou Cour constitutionnelle

MMI Majelis Mujahiddin Indonesia ou Conseil des combattants de l'islam indonésien

MNA/NAM Mouvement des (pays) Non-Alignés ou Non-Aligned Movement

MPR Majelis Permusyawaratan Rakjat ou Assemblée consultative du peuple

MPRS Majelis Permusyawaratan Rakjat Sementara ou Assemblée consultative provisoire du peuple

MRT Moda Rakjat Terpadu ou Système de transit rapide (de Jakarta)

mt millions de tonnes

mufakat délibération collective afin de trouver un consensus (*musjawarah*)

Muhammadiyah grand mouvement islamique représentant la tendance moderniste

MUI Majelis Ulama Indonesia ou Conseil des oulémas d'Indonésie

mujahiddin combattant de l'islam engagé dans le *jihad*

musjawarah consensus auquel on arrive après délibération collective (*mufakat*)

N

NAD Nanggroe Aceh Darussalam ou Pays d'Aceh havre de paix, nouveau nom de la province d'Aceh depuis 2001

NASAKOM NASionalisme-Agama-KOMunisme ou nationalisme-religion-communisme

NASDEM Partai NASional DEMokrat ou Parti national démocrate

nasi riz cuit prêt à être consommé

Negara Kesatuan État unitaire (par opposition à une fédération)

NEKOLIM NEoKOLonialisme dan IMperialisme, néocolonialisme et impérialisme

NIC/NPI New Industrialized Country ou Nouveau Pays Industriel

NTB Nusa Tenggara Barat ou Petites îles occidentales de la Sonde

NTT Nusa Tenggara Timur ou Petites îles orientales de la Sonde

NU Nahdlatul Ulama ou Renaissance des oulémas, grand mouvement et parti politique représentant la tendance traditionaliste de l'islam

O

OCDE Organisation de Coopération et de Développement Économique

OMS Organisation Mondiale de la Santé

OPEP Organisation des Producteurs et Exportateurs de Pétrole

OPM Organisasi Papua Merdeka ou Organisation de libération de la Papua

OPSUS OPerasi KhusUS ou Opération spéciale

ORBA *ORde BARu* ou Ordre nouveau institué par Suharto en 1966

ORLA *ORde LAmA* ou Ordre ancien (par opposition l'Ordre nouveau)

P

P4 *Pedoman Penghayatan dan Pengalaman Pancasila* ou Guide pour l'assimilation et la mise en pratique du Pancasila

padi riz cultivé dans le champ ou avant d'être décortiqué (devenu paddy en anglais)

palawija culture vivrière secondaire (maïs, soja, arachide, manioc, etc.)

Pancasila les cinq principes de base de l'idéologie nationale indonésienne

PARMUSI *PARTai MUSlimin Indonesia* ou Parti des musulmans indonésiens

PBB *Partai Bulan Bintang* ou Parti du croissant de lune et de l'étoile

PBI *Penerima Bantuan Iuran* ou Bénéficiaires d'une assistance majorée

PD *Partai Demokrat* ou Parti démocrate

PDI *Partai Demokrasi Indonesia* ou Parti démocratique indonésien

PDI-P *Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan* ou Parti démocratique indonésien de lutte

PDS *Partai Damai Sejahtera* ou Parti de la paix prospère

pedukuhan hameau d'un village en zone rurale aussi appelé *dukuh*

pekarangan jardin d'habitation entourant la maisonnée villageoise

pembangunan développement

pemekaran signifie littéralement floraison et fait référence au processus de division et de multiplication des provinces, des municipalités urbaines et des districts ruraux en nouvelles unités administratives qui a été particulièrement important au débu de la *Reformasi*

Pemuda Rakjat Jeunesse populaire, l'organisation de la jeunesse du **PKI**

PERMESTA *Piagam PERjuangan SeMESTA* ou Charte de combat universel

PERPPU *PERaturan Pemerintah Penganti Undang-Undang* ou Réglementation gouvernementale remplaçant une loi

PERTAMINA *PERusahaan PerTambangan MINjak dan Gas Bumi NegarA* ou Entreprise d'État pour l'exploitation du pétrole et du gaz naturel

perubahan changement (*perubahan sosial* signifie changement social)

pesantren pensionnat coranique ou des étudiants (*santri*) approfondissent leur connaissance de l'islam

PETA *Soekarela Tentara PEmbela Tanah Air* ou Armée des volontaires défenseurs de la patrie

PETRUS *PEnambakan MisTeRiUS* ou Tueries mystérieuses, série d'exécutions extra-judiciaires de délinquants organisées sous l'Ordre nouveau en 1983-85 et faisant référence au nom de l'un des quatre clowns très populaire du théâtre d'ombres (*wayang kulit*)

Piagam Jakarta Charte de Jakarta imposant la *shariah* pour les musulmans

PIB *Produit Intérieur Brut*

PILKADA *PemILihan Kepala DAerah* ou élections régionales des chefs d'exécutifs locaux (régions, municipalités et districts ruraux)

PKB *Partai Kebangkitan Bangsa* ou Parti du réveil national
PKH *Program Keluarga Harapan* ou Programme de l'espoir des familles
PKI *Partai Komunis Indonesia* ou Parti communiste indonésien
PKS *Partai Keadilan Sejahtera* ou Parti de la justice prospère
PNG Papua New-Guinea ou Papouasie Nouvelle-Guinée
PNI *Partai Nasional Indonesia* ou Parti nationaliste indonésien
PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
POLRI *POLisi Republik Indonesia* ou Police de la République d'Indonésie
PPP *Partai Persatuan Pembangunan* ou Parti uni du développement
pribumi entrepreneur indigène
priyayi membre de l'aristocratie
propinsi province
PRD *Partai Rakjat Demokratik* ou Parti du peuple démocratique
PRRI *Pemerintah Revolutioner Republik Indonesia* ou Gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie
PSBB *Perbatasan Social Berskala Besar* ou Restrictions sociales à grande échelle adoptées pour lutter contre la pandémie de COVID-19
PSI *Partai Socialis Indonesia* ou Parti socialiste indonésien
PT *Perusahann Terbatas* ou entreprise à responsabilité limitée
PUSKESMAS *PUSat KESahatan MASyarakat* ou Centre de santé communautaire

R

rakjat peuple
ramadan mois du jeûne dans le calendrier hégirien des musulmans
RASTRA *beRAS sejahTeRA* ou « riz prospère », programme de fourniture de riz pour les personnes à bas revenus qui a remplacé l'ancien programme connu sous le nom un peu jéroratif de **RASKIN**, *beRAS (orang) misKIN*, ou riz pour les pauvres
Ratu adil roi juste (mythe du)
Reformasi réforme (ère de la « Réforme » commençant en 1998)
REPELITA *REncana PEmbangunan Lima TAHUN* ou Plan quinquennal de développement
Revolusi révolution (époque de la « Révolution » de 1945 à 1949)
RI *Republik Indonesia* ou République d'Indonésie
RNB Revenu National Brut
romusha mot japonais signifiant « travailleurs », en l'occurrence la main d'œuvre indonésienne recrutée de force pendant l'occupation japonaise de 1942 à 1945
Rp. /rupiah Abréviation de la devise indonésienne dénommée *rupiah*
RPKAD *Resimen Para Komando Angkatan Darat* ou Régiment des para-commandos de l'armée de terre
RRI *Radio Republik Indonesia* ou Radio de la République d'Indonésie
RSM Republic of South Maluku ou République des Moluques du Sud
RUSI Republic of the United States of Indonesia

S

santri au sens étroit du terme, élève d'une école coranique (*pesantren*) et, par extension, musulman pratiquant et très pieux

sarong pièce de tissu d'habillement dans laquelle les femmes et les hommes s'enroulent le corps à partir de la poitrine ou de la taille mais qui a aussi d'autres usages multiples (foulard, serviette, etc.)

sawah rizière irriguée

SBSI *Syarikat Buruh Seluruh Indonesia* ou Syndicat des ouvriers de toute l'Indonésie

SBY Soesilo Bambang Yudhoyono, 5^e président de l'Indonésie

SDG's Sustainable Development Goals ou Objectifs du développement durable ou soutenable

SESKOAD *SEkolah Staff dan KOmando Angkatan Darat* ou Collège de commandement et d'état major de l'armée de terre indonésienne

shariah loi islamique

SI *Sarekat Islam* ou Union islamique

SJSN *Sistem Jaminan Sosial Nasional* ou Système de sécurité sociale nationale

SOBSI *Sentral Organisasi Buruh Seluruh Indonesia* ou Organisation centrale des travailleurs de toute l'Indonésie

SOE's State Owned Enterprises ou Entreprises d'État

SRAS Syndrome Respiratoire Aigu Sévère, traduction en français du sigle anglais de

SARS pour Severe Accute Respiratory Syndrome

Sumpah Pemuda Serment de la jeunesse indonésienne de 1928

SUPERSEMAR *SURat PERintah SEbelas MARet* ou Ordonnance du 11 mars (1966) qui fait référence au nom de Semar, le principal et très populaire clown du théâtre d'ombres (*wayang kulit*)

T

TAPOL *TAhanan POLitik* ou prisonnier politique

tempo dulu expression indonésienne pour évoquer le « bon vieux temps »

TIMBI acronyme du groupe de pays émergents Turquie-Inde-Mexique-Brésil-Indonésie

Tingkat 1 niveau administratif des provinces (*propinsi*)

Tingkat 2 niveau administratif des municipalités urbaines (*kotamadya*) et districts ruraux (*kabupaten*)

TIPIKOR *Pengadilan Tindak Pidana KORupsi* ou Cour pour les délits de corruption

TNI *Tentara Nasional Indonesia* ou Armée nationale indonésienne

TVRI *TeleVisi Republik Indonesia* ou Télévision de la République d'Indonésie

U

UDT *União Democrática Timorese* ou Union démocratique timoraise

UGM/GAMA *Universitas GAdjah MAdA* ou Université Gadjah Mada à Jogjakarta

UI *Universitas Indonesia* ou Université d'Indonésie à Jakarta

ULMWP **United Liberation Movement for West Papua** ou Mouvement de libération nationale de la Papua Occidentale

ummah communauté des musulmans

UNAMET **United Nations Mission in East Timor** ou Mission des Nations unies à Timor-Oriental

UNTAET **United Nations Transitory Authority on East Timor** ou Autorité transitoire des Nations unies à Timor Oriental

usroh petit pèlerinage musulman à La Mecque

V

VOC *Vereenigde Oost-Indische Compagnie* ou Compagnie unie des Indes orientales

W

walikota maire d'une municipalité urbaine (*kotamadya*)

wayang kulit théâtre d'ombre javanais

wong cilik les petites gens

Y

yayasan fondations

Z

zakat taxe religieuse dont doivent s'acquitter les musulmans

ZEE **Zone Économique Exclusive**

Bibliographie

Cette bibliographie est organisée par chapitres afin de la rendre plus facilement utilisable pour le lecteur qui souhaiterait approfondir plus particulièrement certains des problèmes abordés dans chacun d'entre eux. Tous les ouvrages consultés qui sont mentionnés sous une forme succincte dans les notes infrapaginales des différents chapitres y figurent donc. Toutefois, on y a aussi inclus un certain nombre d'autres ouvrages qui sont incontournables et doivent être mentionnés dans un travail pluridisciplinaire tel que celui-ci. Il peut arriver qu'un ouvrage apparaisse plus d'une fois dans le cas où il couvre la matière de plusieurs chapitres. Je les ai toutefois placés pour le plus grand nombre d'entre-eux dans la catégorie des ouvrages généraux. Comme cela a été indiqué dans la note technique du préambule, les cinq premiers chapitres ne comportent presque pas d'articles, car les connaissances nouvelles qu'ils ont pu apporter au moment de leur parution dans des revues spécialisées ont été intégrées dans les nombreux ouvrages publiés ultérieurement. J'ai toutefois fait des exceptions pour certains articles « historiques » qui ont marqué leur temps. En revanche, les articles de périodiques deviennent plus nombreux dans les chapitres 6 et surtout 7, sur lesquels il y a encore peu d'ouvrages disponibles. Pour le dernier chapitre, j'ai même eu recours à de nombreux articles de presse parus sur l'excellent site de la revue en ligne australienne *New Mandala*, spécialisée sur l'analyse des problèmes politiques, économiques et sociaux des pays d'Asie du Sud-Est et en particulier de l'Indonésie.

Ouvrages généraux

Bellwood Peter

1978 **Man's Conquest of the Pacific**. The Prehistory of Southeast Asia and Oceania. Auckland, Collins, 462 pages.

Bellwood Peter, James Fox and Darell Tyron (Eds.)

1995 **The Austronesians**. Historical & Comparative Perspectives. Canberra, The Australian National University (ANU), Research School of Pacific and Asian Studies (RSPAS), Department of Anthropology, 359 pages.

Boserup Esther

1970 **Évolution agraire et pression démographique**. Paris, Flammarion, Nouvelle bibliothèque scientifique, 221 pages.

Bray Francesca

1986 **The Rice Economies.** Technology & Development in Asian Societies. Oxford and New York, Basil Blackwell, 254 pages.

Bresnan John (Ed.)

2005 **Indonesia: The Great Transition.** Lanham and Boulder/ Rowman& Littlefiels Publishers, Inc, 318 pages.

Brown Colin

2003 **A Short History of Indonesia.** The Unlikely Nation. Crows Nest (NSW) Allen & Unwin, 290 pages.

Bruneau Michel

2006 **L'Asie d'entre Inde et Chine.** Logique territoriale des États. Paris, Belin, 317 pages.

Elson Robert E.

1997 **The End of the Peasantry in Southeast Asia.**

A Social and Economic History of Peasant Livelihood, 1800-1990's.

London and New York, Macmillan and St. Martin's Press, in association with the Australian National University/Canberra, 335 pages.

Evers Hans-Dieter (Ed.)

1980 **Sociology of South-East Asia.** Readings on Social Change and Development. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 282 pages.

Frank Andre-Gunder

1998 **Re-Orient.** Global Economy in the Asian Age. Berkeley, University of California Press, 416 pages.

Friend Theodore

2003 **Indonesian Destinies.** Cambridge and London, The Belknap Press, Harvard University Press, 628 pages.

Fukuyama Francis

1992 **The End of History and the Last Man.** London, Penguin Books, 418 pages.

Gourou Pierre

1947 **Les pays tropicaux.** Principes d'une géographie humaine et économique. Paris, PUF, Pays d'Outre-Mer, 271 pages.

1964 **L'Asie.** Paris, Hachette, 608 pages.

1982 **Terres de bonne espérance.** Le monde tropical. Paris, Plon, Terre Humaine, 1982, 456 pages.

2000 **Riz et civilisations.** Paris, Fayard, 299 pages.

Hadiz Vedi R. and Daniel Dhakidae (Eds.)

2005 **Social Sciences and Power in Indonesia.** Singapore and Jakarta, ISEAS and Equinox Publishing, 281 pages.

Hall Daniel G.E.

1970 **A History of South-East Asia.** London and New York, Martin and St Martin Press, 1019 pages.

Hefner Robert W. (Ed.)

2018 **Routledge Handbook of Contemporary Indonesia.** Abington and New York, Routledge, 442 pages.

Huntington Samuel P.

- 1991 **The Third Wave**. Democratization in the Late Twentieth Century.
Norman, University of Oklahoma Press, 366 pages.
- Lipset Seymour Martin
- 1959 **Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy**. Indianapolis, Bobbs-Merrill Company, Reprints Series, 105 pages.
- Madinier Rémy (sous la direction de)
- 2016 **Indonésie contemporaine**. Bangkok et Paris, IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine) et Les Indes Savantes, 629 pages.
- McVey Ruth T. (Ed.)
- 1963 **Indonesia**. New Haven, Yale University, HRAF Press, Survey of World Cultures, Southeast Asia Studies, 600 pages.
- Osborne Milton
- 2010 **Southeast Asia**. An Introductory History. Crows Nest (NSW), Allen & Unwin, Tenth Edition, 351 pages.
- Oshima Harry T.
- 1987 **Economic Growth in Moonsoon Asia**. A Comparative Survey. Tokyo, University of Tokyo Press, 371 pages.
- Pelzer Karl J.
- 1948 **Pioneer Settlement in the Asiatic Tropics**. Studies in Land Utilization and Agricultural Colonization in Southeastern Asia. New York, American Geographical Society, Special Publication No 29, 288 pages.
- Pisani Elizabeth
- 2014 **Indonesia: Exploring the Improbable Nation**. London, Granta, 404 pages.
- Purdey Jemma, Antje Missbach and Dave McRae
- 2020 **Indonesia: State and Society in Transition**. London and Boulder, Lynne Rienner Publishers, 260 pages.
- Reid Anthony
- 1993 **Southeast Asia in the Age of Commerce 1450-1680**. New Haven and London, Yale University Press, Two volumes (Volume One: The Lands below the Winds; Volume Two: Expansion and Crisis), 275 + 390 pages.
- 2015 **A History of Southeast Asia**. Critical Crossroads. Oxford and Chichester, Wiley Blackwell, 450 pages.
- Ricklefs Merle C.
- 2008 **A History of Modern Indonesia since c. 1200**. London, Palgrave Macmillan, Fourth Edition, 492 pages.
- Robequain Charles
- 1946 **Le monde malais**. Paris, Payot, 510 pages.
- Rock Michael T.
- 2017 **Dictators, Democrats, and Development in Southeast Asia**. Implications for the Rest. Oxford, Oxford University Press, 342 pages.
- Rostow Walt W.
- 1963 **Les étapes de la croissance économique**. Paris, Éditions du Seuil, 203 pages.
- Scott James C.

1976 **The Moral Economy of the Peasant**. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia. New Haven and London, Yale University Press, 246 pages.

Sievers Allen M.

1974 **The Mystical World of Indonesia**. Culture and Economic Development in Conflict. Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 425 pages.

Somers Heidhues Mary

"Indonesia" in Lynn Pan (Ed.), **The Encyclopedia of Chinese Overseas**. Singapore, Archipelago Press and Landmark Books, pp. 151-168.

Tate, Donna J.M.

The Making of Modern South-East Asia. 1971 Volume 1 : The European Conquest. 1979 Volume 2 : The Western Impact. Economic and Social Change. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 582 + 618 pages.

Tarling Nicholas (Ed.)

1992 **The Cambridge History of Southeast Asia**. Cambridge, Cambridge University Press, 2 volumes (Volume 1 : From Early Times to c. 1800; Volume 2 : the 19th and 20th Centuries), 655 + 706 pages.

Todd Emmanuel

2011 **L'origine des systèmes familiaux**. Paris, Gallimard, NRF Essais, Tome 1 : l'Eurasie, Chapitre VI : L'Asie du Sud-Est, pp. 255-302.

Vickers Adrian

2013 **A History of Modern Indonesia**. New York, Cambridge University Press, Second Edition, 306 pages.

Vlekke Bernard H.M. 1965 **Nusantara**. A History of Indonesia. The Hague, W. van Hoeve Ltd, 479 pages.

Wallace Alfred Russel

1886 **The Malay Archipelago**. London and New York, Macmillan and Co., 653 pages.

Waterson Roxana

1990 **The Living House**. An Anthropology of Architecture in South-East Asia. Singapore, Oxford University Press, 263 pages.

Chapitre 1

Anderson Benedict R. O'G.

1965 **Mythology and the Tolerance of the Javanese**. Ithaca, Cornell University, SEAP, Modern Indonesia Project, 77 pages.

CERM (Centre d'Études et de Recherches Marxistes) (Ed.)

1974 **Sur le « mode de production asiatique »**. Paris, Éditions Sociales, Préface de Jean Suret-Canale, 400 pages

Charras Muriel

1995 « Indonésie : le premier archipel du monde » in Benoît Antheaume, Joël Bonnemaïson, Michel Bruneau et Christian Taillard (Eds.), **Asie du Sud-Est, Océanie**, Géographie Universelle sous la direction de Roger Brunet. Paris, Belin-Reclus, 480 pages, pp. 42-76.

Coèdes Georges

1964 **Les états hindouisés d'Indochine et d'Indonésie**. Paris, Éditions E. de Boccard, 494 pages + annexes.

Cribb Robert

2000 **Historical Atlas of Indonesia**. Richmond, Curzon, 256 pages.

2010 **Digital Atlas of Indonesian History**. Copenhagen, NIAS (Nordic Institute of Asian Studies), CD + 70 pages.

D'Arcy Wood Gillen

2015 **Tambora**. The Eruption that Changed the World. Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2015.

De Koninck Rodolphe

2005 « L'Indonésie » in **L'Asie du Sud-Est**. Paris, Armand Colin, Collection U, 2^e édition, 361 pages, pp. 138-180.

Fisher Charles A.

1966 « The Equatorial Archipelago : Indonesia » in Charles A. Fisher, **South-East Asia, A Social, Economic and Political Geography**. London, Methuen & Co. Ltd., Second Edition, 831 pages, pp. 205-404.

Geertz Hildred

1961 **The Javanese Family**. A Study of Kinship and Socialization, New York, The Free Press of Glencoe, 174 pages.

1963 « Indonesian Cultures and Communities » in Ruth T. Mc Vey (Ed.), **Indonesia**, New Haven, Yale University, HRAF Press, Survey of World Cultures, Southeast Asia Studies, pp. 24-96.

Gittinger Mattiebelle

1990 **Splendid Symbols**. Textiles and Tradition in Indonesia. Singapore, Oxford University Press, 1990, 243 pages.

Hall Kenneth

1992 "Economic history of Early Southeast Asia" in Nicholas Tarling (Ed.). **The Cambridge History of South-East Asia**. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 183-275.

Hitchcock Michael

1991 **Indonesian Textiles**. New York, HarperCollins Publishers, 192 pages.

Keeler Ward

1987 **Javanese Shadow Plays, Javanese Selves**. Princeton, Princeton University Press, 282 pages.

Koentjaraningrat

1975 **Introduction to the Peoples and Cultures of Indonesia and Malaysia**. Menlo Park, California, Cummings Publishing Company, 193 pages.

1985 **Javanese Culture**. Singapore, Oxford University Press, ISEAS (Institute of Southeast Asian Studies), 550 pages.

Lombard Denys

1990 **Le carrefour javanais**. Essai d'histoire globale.

Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Histoire et Civilisations 79, 3 volumes (1: Les limites de l'occidentalisation; 2: Les réseaux asiatiques; 3: L'héritage des royaumes concentriques), 267 + 423 + 337 pages.

Missen Geoff

1972 **Viewpoint on Indonesia**. A Geographical Study. Melbourne, Thomas Nelson Ltd, 360 pages.

Peacock James L.

1973 **Indonesia : An Anthropological Perspective**. Pacific Palisades, California, Goodyear Publishing Company, 168 pages.

Pelzer Karl J.

1963 « Physical and Human Resource Patterns » in Ruth T. McVey (Ed.), **Indonesia**, New Haven, *op. cit.*, pp. 1-23, and « The Agricultural Foundation », *ibid*, pp. 118-154.

Scott James C:

1985 **Weapons of the Weak**. Everyday Forms of Peasant Resistance. New Haven and London, Yale University Press, 389 pages.

2009 **The Art of Not Being Governed**. An Anarchist History of Upland Southeast Asia. New Haven and London, Yale University Press, 442 pages.

Slametmuljana

1976 **A Story of Majapahit**. Singapore, Singapore University Press, 301 pages.

Ulbricht Heinrich

1970 **Wayang Purwa**. Shadows of the Past. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 114 pages.

Van Setten van der Meer Nancy C.

1979 **Sawah Cultivation in Ancient Java**. Aspects of Development during the Indo-Javanese Period, 5th to 15th Century. Canberra, Australian National University (ANU), Faculty of Asian Studies, Oriental Monograph Series No 22, 168 pages.

Winchester Simon

2003 **Krakatoa**. The Day the World Exploded, 27th August 1883. London, Penguin Book, Viking, 432 pages.

Wittfogel Karl A.

1977 **Le despotisme oriental**. Étude comparative du pouvoir total. Paris, Les Éditions de Minuit, 655 pages.

Wolters Oliver W.

1967 **Early Indonesian Commerce**. A Study of the Origin of Srivijaya. Ithaca, Cornell University Press, 404 pages.

Chapitre 2

Abdullah Taufik (Ed.)

1997 **The Heartbeat of the Indonesian Revolution**. Jakarta, P.T. Gramedia Pustaka Utama in cooperation with LIPI (Lembaga Ilmu Pengatahuan Indonesia), Program of Southeast Asian Studies, 346 pages.

Abeyasekere Susan

1987 **Jakarta : A History**. Singapore, Oxford University Press, 298 pages.

Alexander Paul, Peter Boomgaard and Ben White (Eds.)

1991 **In the Shadow of Agriculture**. Non-Farm Activities in the Javanese Economy, Past and Present. Amsterdam, KIT (Royal Tropical Institute) 154 pages.

Allen Georges C. and Audrey Donnithorne

1954 **Western Enterprise in Indonesia and Malaysia**. London, George Allen & Unwin Ltd, 321 pages.

Anderson Benedict

1983 **Imagined Communities**. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism. London and New York, Verso, 224 pages.

Angoulvant Gabriel

1926 **Les Indes Néerlandaises**. Leur rôle dans l'économie internationale. Paris, Le Monde Nouveau, 842 pages en 2 volumes.

Archipel,

1980 **Pantjasila**. Trente années de débats politiques en Indonésie. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme et CERI (Centre d'études et de recherches internationales), Études insulindiennes/Archipel 2, 428 pages.

Baum Vicky

1948 **Sang et volupté à Bali**. Paris, Éditions Stock, 443 pages.

Bertrand Romain

2011 **L'histoire à parts égales**. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVIe-XVIIe siècles). Paris, Éditions du Seuil, 664 pages.

Blussé Leonard

1988 **Strange Company**. Chinese settlers, mestizo women and the Dutch in VOC Batavia. Dordrecht/Holland and Providence/USA, Foris Publications and KITLV (Royal Netherlands Institute of Southeast Asian and Caribbean Studies), 302 pages.

Boeke Julius H. (principaux écrits réunis avec ceux d'autres auteurs)

1961 **Indonesian Economics**. The Concept of Dualism in Theory and Practice. The Hague, W. van Hoeve Publishers Ltd, 443 pages.

Boomgaard Peter

1989 **Children of the Colonial State**. Population Growth and Economic Development in Java (1795-1880). Amsterdam, Free University Press, Center for Asian Studies Amsterdam (CASA), Monographs 1, 247 pages.

Boomgaard Peter and Abrahamine J. Gooszen

1991 « Population Trends 1795-1942 » in Peter Boomgaard (Ed.), **Changing Economy in Indonesia** (*op.cit.*), Volume 11. Amsterdam, KIT (Royal Tropical Institute), 256 pages.

Booth Anne

1988 **Agricultural Development in Indonesia**. Sydney, Allen & Unwin, ASAA (Asian Studies Association of Australia), 295 pages.

1998 **The Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries**. A History of Missed Opportunities. London, Macmillan Press in association with the ANU (Australian National University), Canberra, 377 pages.

2007 **Colonial Legacies**. Economic and Social Development in East and Southeast Asia. Honolulu, University of Hawai'i Press, 241 pages.

Booth Anne, William O' Malley and Anna Weidemann (Eds.)

1990 **Indonesian Economic History in the Dutch Colonial Era**. Newhaven, Yale University, Yale University Southeast Asia Studies, Monographs Series 35, 367 pages.

Boxer Charles P.

1965 **The Dutch Seaborne Empire, 1600-1800**. London, Hutchinson, 326 pages.

Breman Jan

1989 **Taming the Coolie Beast**. Plantation Society and the Colonial Order in Southeast Asia. Oxford, Oxford University Press, 321 pages.

Burger D.H.

1957 **Structural Change in Javanese Society: the village sphere**. Ithaca, Cornell University, SEAP (Southeast Asia Program), Modern Indonesia Project, 17 pages.

CEI **Changing Economy in Indonesia**.

1975 A Selection of Statistical Source Material from the Early 19th Century up to 1942.

1996 Initiated by W.F.M Mansvelt and continued by P. Creutzberg and P. Boomgaard. Amsterdam, Royal Tropical Institute, 16 volumes published from 1975 to 1996.

Chailley-Bert Joseph

1907 **Java et ses habitants**. Paris, Librairie Armand Colin, 391 pages.

Day Clive

1966 **The Dutch in Java** (The policy and Administration of). Kuala Lumpur, Oxford University Press, Oxford in Asia Historical Reprints (first published in New York by the Macmillan Company in 1904), 434 pages.

Dick Howard, Vincent J.H. Houben, J. Thomas Linblad and Thee Kian Wie

2002 **The Emergence of a National Economy**. An Economic History of Indonesia 1800-2000. Leiden, KITLV Press with ASAA, 286 pages.

Elson Robert

1994 **Village Java under the Cultivation System 1830-1870**. Sydney, Allen & Unwin for ASAA, 532 pages.

Fanon Frantz

1961 **Les damnés de la terre**. Paris, La Découverte, 251 pages.

Fasseur, Cornelis

1992 **The Politics of Colonial Exploitation**. Java, the Dutch and the Cultivation System. Ithaca, Cornell University, SEAP Publications, 266 pages.

Ferro Marc

1994 **Histoire des colonisations**. Des conquêtes aux indépendances (XIII-XXe siècles). Paris, Seuil, Collection L'Univers Historique, 540 pages.

2003 **Le livre noir du colonialisme (XVI-XXIe siècles)**. De l'extermination à la repentance. Paris, Robert Laffont, 843 pages.

Franck Manuelle

1993 **Quand la rizière rencontre l'asphalte**. Semis urbains et processus d'urbanisation à Java-Est. Paris, EHESS, Études insulindiennes/Archipel No 10, 282 pages

Furnivall, John S.

1939 **Netherlands India**. A Study of Plural Economy. Cambridge at the University Press, 502 pages.

1948 **Colonial Policy and Practice**. A Comparative Study of Burma and the Netherlands India. Cambridge, Cambridge at the University Press, 569 pages.

Geertz Clifford

1963 **Agricultural Involution**. The Processes of Ecological Change in Indonesia. Berkeley, Los Angeles and London, University of California Press, 176 pages.

Gooszen Hans

1999 **A Demographic History of the Indonesian Archipelago, 1880-1942**. Leiden, KITLV Press, 274 pages.

Hugo Graeme J., Terence H. Hull, Valerie J. Hull, Gavin W. Jones

1987 **The Demographic Dimension in Indonesian Development**. Singapore, Oxford University Press, East Asian Social Sciences Monographs, 417 pages.

Ingleson John

1979 **The Road to Exile**. The Indonesian Nationalist Movement, 1927-1934. Singapore, Heinemann Educational Books and ASAA, 254 pages.

Jay Robert R.

1960 **Javanese Villagers**. Social Relations in Rural Modjokuto. Cambridge, The Massachusetts Institute of Technology Press, 468 pages.

Kahin, George McTurnan

1952 **Nationalism and Revolution in Indonesia**. Ithaca and London, Cornell University Press, 490 pages.

Koentjaraningrat (Ed.)

1967 **Villages in Indonesia**. Ithaca, Cornell University Press, 445 pages.

Leclerc Jacques

2000 « La circonscription : remarques sur l'idéologie du territoire national en Indonésie » in Françoise Cayrac-Blanchard, Stéphane Doyet et Frédéric Durand, **Indonésie : un demi siècle de construction nationale**. Paris, L'Harmattan, Recherches asiatiques, pp. 15-48 (Publié en premier en 1975 dans la revue périodique de l'Université Catholique de Louvain *Cultures et développement*, Vol VII, No 2, pp. 283-317).

Levang Patrice

1997 **La terre d'en face**. La transmigration en Indonésie. Paris, ORSTOM, Collection à travers Champs, 419 pages.

Maddison Angus and Gé Prince (Eds.)

1989 **Economic Growth in Indonesia, 1820-1940**. Dordrecht/Holland and Providence/USA, Foris Publications, 300 pages.

Maurer Jean-Luc

1997 « A New Order Sketchpad of Indonesian History » in Michael Hitchcock and Victor T. King (Eds.), **Images of Malay-Indonesian Identity**, Oxford, Oxford University Press, pp. 209-227 + 18 photographs.

2006 **Les Javanais du Caillou**. Des affres de l'exil aux aléas de l'intégration. Sociologie historique de la communauté indonésienne de Nouvelle-Calédonie. Paris, EHESS, Cahier d'Archipel 35, 367 pages.

Memmi Albert

1957 **Portrait du colonisé précédé du Portrait du colonisateur**. Paris, Buchet/Castel, 176 pages.

Money James W.B.

1985 **Java** or How to Manage a Colony. Singapore, Oxford University Press, 311 pages (Historical Reprint of 1861).

Multatuli (Edouard Douwes Dekker)

1968 **Max Havelaar** (première publication en hollandais en 1860) Paris, Éditions universitaires, 325 pages.

Pluvier Jan

1974 **Southeast Asia from Colonialism to Independence**. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 571 pages.

Raffles Thomas Stamford

1978 **The History of Java**. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 2 volumes, 479 + 291 pages + annexes (Historical Reprint first published in 1817).

Reid Anthony

2010 **Imperial Alchemy**. Nationalism and Political Identity in Southeast Asia. Cambridge, Cambridge University Press, 248 pages.

2011 **To Nation by Revolution**. Indonesia in the 20th Century. Singapore, National University of Singapore Press, 348 pages.

Sartono Kartodirdjo

1973 **Protest Movements in Rural Java**. A Study of Agrarian Unrest in the Nineteenth and Early Twentieth Centuries. Singapore, Oxford University Press/P.T. Indira, 229 pages.

Schrieke Bertram J.O.

1955 **Indonesian Sociological Studies**. Selected writings of B. Schrieke. Part One. The Hague, W. van Hoeve Publishers Ltd, 313 pages

1957 Part two: Ruler and Realm in Early Java. The Hague, W. van Hoeve Publishers Ltd, 493 pages.

Sutherland Heather

1979 **The Making of a Bureaucratic Elite**. The Colonial Transformation of the Javanese Priyayi. Singapore, Heinemann Educational Books (Asia) Ltd, and ASAA, 182 pages.

Van der Eng Pierre

1996 **Agricultural Growth in Indonesia**. Productivity Change and Policy Impact since 1880. London and New York, Macmillan Press Ltd and St. Martin's Press Inc., 375 pages.

Van Niel Robert

1960 **The Emergence of the Modern Indonesian Elite**. The Hague, W. van Hoeve Publishers Ltd, 314 pages.

Wertheim Wilhelm F.

1956 **Indonesian Society in Transition**. The Hague, W. van Hoeve Publishers Ltd, 360 pages.

White Benjamin

1983 « 'Agricultural Involution' and its Critics. Twenty Years After ». *Critical Asian Studies*, Vol 15, No 2, pp.18-31.

Widjojo Nitisastro

1970 **Population Trends in Indonesia**. Ithaca and London, Cornell University Press, 266 pages.

Chapitre 3

ADAMS, Cindy

1966 Sukarno. An Autobiography as told to Cindy Adams. Jakarta, Gunung Agung, 324 pages.

ALISJAHBANA Takdir S.

1966 Indonesia. Social and Cultural Revolution. Singapore, Oxford University Press, 206 pages.

ANDERSON, Benedict R. and Ruth T. MC VEY

1971 A Preliminary Analysis of the October 1, 1965, Coup in Indonesia. Ithaca, Cornell University, SEAP, Modern Indonesia Project, 162 pages.

ANDERSON, Benedict R. O'G.

1972 « The Idea of Power in Javanese Culture » in Claire Holt (Ed.), Culture and Politics in Indonesia. Ithaca and London, Cornell University Press, pp. 1-69.

ARCHIPEL,

1980 Pantjasila. Trente années de débats politiques en Indonésie. Paris, *op.cit.*, 428 pages.

BEVINS Vincent

2020 The Jakarta Method. Washington's Anticommunist Crusade & the Mass Murder Program that Shaped Our World. New York, Hachette, Public Affairs, 307 pages.

BOLAND B.J.

1982 The Struggle of Islam in Modern Indonesia. The Hague, Martinus Nijhof, 283 pages.

BOOTH Anne

1998 The Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries. A History of Missed Opportunities. London and Canberra, Macmillan Press in association with the ANU, 377 pages.

BRACKMAN Arnold C.

1969 Indonesian Communism. A History. New York, Frederick A. Praeger, 336 pages.

CAYRAC-BLANCHARD Françoise

1973 Le Parti communiste indonésien. Paris, Armand Colin, Fondation nationale des sciences politiques, 217 pages.

CAYRAC-BLANCHARD Françoise

1991 Indonésie: l'armée et le pouvoir. De la révolution au développement. Paris, Éditions L'Harmattan, 214 pages.

CAYRAC-BLANCHARD Françoise, Stéphane DOVERT et Frédéric DURAND (Eds.)

2000 Indonésie: en demi-siècle de construction nationale. Paris, Éditions L'Harmattan, 352 pages.

COPPEL Charles C.

1983 Indonesian Chinese in Crisis. Kuala Lumpur, Oxford University Press and ASAA, 236 pages.

CRIBB Robert (Ed.)

1990 The Indonesian Killings of 1965-1966. Studies from Java and Bali. Clayton, Monash University Centre on Southeast Asian Studies, 279 pages.

CRIBB Robert

2001 « Genocide in Indonesia, 1965-1966 », *Journal of Genocide Research*, Vol. 3, No 2, 2001, pp. 219-239.

CROUCH Harold

1978 The Army and Politics in Indonesia. Ithaca and London, Cornell University Press, 377 pages.

DAHM Bernhard

1969 Sukarno and the Struggle for Indonesian Independence. Ithaca and London, Cornell University Press, 374 pages.

DEVILLERS Philippe et Françoise CAYRAC-BLANCHARD

1970 « Indonésie » in Françoise Cayrac-Blanchard, Philippe Devillers, Georges Fisher, Pierre Fistié, Lê Thành Khôi et Jean Perrin, *L'Asie du Sud-Est*, 2 volumes. Paris, Sirey, Tome 1, 465 pages, pp. 239-794.

DICK Howard

1987 The Indonesian Interisland Shipping Industry. An Analysis of Competition and Regulation. Singapore, ISEAS, 216 pages.

DICK Howard, Vincent J.H. HOUBEN, J. Thomas LINBLAD and THEE Kian Wie

2002 *The Emergence of a National Economy. An Economic History of Indonesia, 1800-2000*. Leiden, KITLV Press with ASAA, 286 pages.

FEILLARD Andrée

1995 *Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine. Les pionniers de la tradition*. Paris, Éditions L'Harmattan, Cahier d'Archipel 28, 379 pages.

FEILLARD Andrée et Rémy MADINIER

2006 *La fin de l'innocence ? L'Islam indonésien et la tentation radicale de 1967 à nos jours*. Bangkok et Paris, IRASEC/ Les Indes Savantes, 275 pages.

FEITH Herbert

1962 *The Decline of Constitutional Democracy in Indonesia*. Ithaca and London, Cornell University Press, 618 pages.

FEITH Herbert and Lance CASTLES (Eds.)

1970 *Indonesian Political Thinking, 1945-1965*. Ithaca and London, Cornell University Press, 505 pages.

GEERTZ Clifford

1960 *The Religion of Java*. Chicago and London, The University of Chicago Press, 396 pages.

1968 *Islam Observed. Religious Development in Morocco and Indonesia*. Chicago and London, The University of Chicago Press, 136 pages.

GLASSBURNER Bruce (Ed.)

1971 *The Economy of Indonesia. Selected Readings*. Ithaca and London, Cornell University Press, 443 pages.

HEFNER Robert

2000 *Civil Islam, Muslims and Democratization in Indonesia*. Princeton, Princeton and Oxford University Press, 286 pages.

HERYANTO Ariel

2006 *State, Terrorism and Political Identity in Indonesia. Fatally Belonging*.

London and New York, Routledge, 242 pages.

HIGGINS Benjamin

1957 *Indonesia's Economic Stabilization and Development*. New York, Institute of Pacific Relations, 179 pages.

1963 *Indonesia : the crisis of the millstones* (avec son épouse Jean Higgins) Princeton, D. van Nostrand Company, 144 pages.

HUGHES John

2002 *The End of Sukarno. A Coup that Misfired, a Purge that Ran Wild*. Singapore, Archipelago Press, 312 pages.

KAHIN Audrey R. and Georges McTurnan KAHIN,

1995 *Subversion as Foreign Policy. The Secret Eisenhower and Dulles Debacle in Indonesia*. New York, The New Press, 318 pages.

KAMMEN Douglas and Katherine MCGREGOR (Eds.),

2012 *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-68*. Honolulu, University of Hawai'i Press, 305 pages.

KOCH Christopher J.

1978 *The Year of Living Dangerously*. Melbourne, Nelson, 296 pages.

LEGGE John D.

1972 Sukarno. A Political Biography. Harmondsworth, Penguin Books, 431 pages.

MACKIE James A.C.

1971 « The Indonesian Economy, 1950-1963 » in Bruce Glassburner (Ed.), *The Economy of Indonesia, Selected Readings*. Ithaca and London, Cornell University Press, pp. 16-79.

1976 *The Chinese in Indonesia. Five Essays* (Ed.).

Melbourne, Nelson with Australian Institute of International Affairs, 282 pages

MADINIER Rémy

2012 *L'Indonésie entre démocratie musulmane et Islam intégral. Histoire du parti Masjumi (1945-1960)*. Paris, Karthala, 466 pages.

MARGOLIN Jean-Louis

2020 « 1965 ; l'heure de l'histoire ? ». *Archipel* 99, pp. 215-261.

MAURER Jean-Luc

1986 *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, la terre et l'homme à Java*. Paris, Presses Universitaires de France et IUHEI/Genève, 323 pages + 2 cartes.

MIETZNER Marcus

2009 *Military Politics, Islam and the State in Indonesia. From Turbulent Transition to Democratic Consolidation*. Singapore, ISEAS, 426 pages.

MORTIMER Rex

1974 *Indonesian Communism under Sukarno. Ideology and Politics, 1959-1965*. Ithaca and London, Cornell University Press, 464 pages.

NOER Deliar

1973 *The Modernist Muslim Movement in Indonesia 1900-1942*. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 390 pages.

PAAUW Douglas S.

1963 « From Colonial to Guided Economy ». in Ruth T. McVey (Ed.), *Indonesia*, New Haven, *op.cit.*, pp. 155-247.

PAGET Roger K (Translator and editor)

1975 *Indonesia Accuses ! Soekarno's Defense Oration in the Political Trial of 1930*. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 153 pages.

PAUKER Guy

1969 *The Rise and Fall of the Communist Party of Indonesia*. Santa Monica, Rand Corporation, 63 pages.

PENDERS Christian L.M.

1974 *The Life and Time of Sukarno*. Singapore and Kuala Lumpur, Oxford University Press, 224 pages.

PURCELL Victor

1980 « The Chinese in Indonesia » in Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia* Kuala Lumpur, Oxford University Press, (First published 1951), pp. 383-491.

RICKLEFS Merle C.

2012 *Islamization and its Opponents in Java. Circa 1930 to the Present. A Political, Social, Cultural and Religious History*. Singapore, ISEAS, 576 pages.

ROOSA John

2006 *Pretext for Mass Murder. The September 30th Movement & Suharto's Coup d'État in Indonesia*. Madison, The University of Wisconsin Press, 329 pages.

SELOSOEMARDJAN

1962 *Social Changes in Jogjakarta*. Ithaca, Cornell University, SEAP, Modern Indonesia Project, 440 pages.

SIMPSON Bradley R.

2008 *Economists with Guns. Authoritarian Development and U.S.-Indonesia Relations, 1960-1968*. Stanford, Stanford University Press, 367 pages.

SKINNER William G.

1963 « The Chinese Minority » in Ruth T. McVey (Ed), *Indonesia*. New Haven, Yale University, HRAF Press, Survey of World Cultures, Southeast Asia Studies, pp. 97-117.

SUNDHAUSEN Ulf

1982 *The Road to Power. Indonesian Military Politics, 1945-1967*. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 304 pages.

SURYADINATA Leo

1981 *Peranakan Chinese Politics in Java*. Singapore, Singapore University Press and ISEAS, 193 pages.

TAN T.K. (Ed.)

1967 *Sukarno's Guided Indonesia*. Melbourne, The Jacaranda Press, 196 pages. Notamment « Sukarnian Economics » in T.K. Tan, *op.cit.*, pp. 29-45.

THEE Kian Wie

2012 *Indonesia's Economy since Independence*. Singapore, ISEAS, 307 pages.

TÖRNQUIST Olle

1984 *Dilemmas of Third World Communism. The Destruction of the PKI in Indonesia*. London, Zed Books, 307 pages.

VAN BRUINSEN Martin (Ed.)

2013 *Contemporary Development in Indonesian Islam. Explaining the Conservative Turn*. Singapore, ISEAS, 240 pages.

VAN DER KROEF Justus

1971 *Indonesia since Sukarno*. Singapore, Asia Pacific Press, 253 pages.

WERTHEIM Wilhelm

1970 « Suharto and the Untung Coup. The Missing Link », *Journal of Contemporary Asia*, Volume 1, No 1, 1970, pp. 50-57.

1970 « Whose Plot ? New Lights on the 1965 Events », *Journal of Contemporary Asia*, Volume 9, No 2, pp. 197-215.

Chapitre 4

AMSDEN Alice

1989 **Asia's Next Giant**. South Korea and Late Industrialization. London, Oxford University Press, 402 pages.

2001 **The Rise of the Rest**. Challenges to the West from Late-Industrializing Economies. New York, Oxford University Press, 405 pages.

ANANTA Aris (Ed.)

2003 **The Indonesian Crisis**. A Human Development Perspective. Singapore, ISEAS, 448 pages.

ANTLÖV Hans and Sven CEDERROTH (Eds.)

1994 **Leaderchip on Java**. Gentle Hints, Authoritarian Rule. London and Copenhagen, Curzon Press and NIAS, 197 pages.

ARNDT Heinz

1984 **The Indonesian Economy**. Collected Papers. Singapore, Chopmen, 279 pages.

ARNDT Heinz and Hal HILL (Eds.)

1999 **Southeast Asia's Economic Crisis**. Origins, Lessons, and the Way Forward. Singapore, ISEAS, 182 pages.

ASPINALL Edward, Herbert FEITH and Gerry VAN KLINKEN (Eds.)

1999 **The last days of President Suharto**. Clayton, Monash Univesity, Monash Asia Institute, 171 pages

ASPINALL Edward

2005 **Opposing Suharto**. Compromise, Resistance, and Regime Change in Indonesia. Stanford, Stanford University Press, 328 pages.

BEESON Mark (Ed.)

2009 **Contemporary Southeast Asia**. Basingstoke and New York, Palgrave Macmillan, Second Edition, 320 pages.

BELO Walden and Stephanie ROSENFELD

1992 **Dragons in Distress**. Asia's Miracle Economies in Crisis. London, Penguin Books, 426 pages.

BOOTH Anne

1988 **Agricultural Development in Indonesia**. Sydney, Allen & Unwin, ASAA, 295 pages.

1998 **The Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries**. A History of Missed Opportunities. London and Canberra, Macmillan Press in association with the ANU, 377 pages.

BREMAN Jan and Gunawan WIRADI

2002 **Good Times and Bad Times in Rural Java**. Leiden, KITLV Press, 320 pages.

BRESNAN John

1993 **Managing Indonesia**. The Modern Political Economy. New York, Columbia University Press, The East Asian Institute, 375 pages.

CALDWELL Malcolm (Ed.)

1975 **Ten Years Military Terror in Indonesia**. Nottingham, Spokesman Books, 299 pages.

CAYRAC-BLANCHARD Françoise

1991 **Indonésie: l'armée et le pouvoir**. De la révolution au développement. Paris, Éditions L'Harmattan, 214 pages.

CHANG Ha-Joon

2002 **Kicking away the Ladder**. Development Strategy in Historical Perspective. London, Anthem Press, 196 pages.

2006 **The East Asian Development Experience**. The Miracle, the Crisis and the Future. London, Zed Books, 320 pages.

CROUCH Harold

1978 **The Army and Politics in Indonesia**. Ithaca and London, Cornell University Press, 377 pages.

DEFERT Gabriel

1992 **Timor Est : le génocide oublié**. Droit d'un peuple et raisons d'États. Paris, Éditions L'Harmattan, 323 pages.

DIRKSE Jan-Paul, Frans HÜSKEN and Mario RUTTEN (Eds.)

1994 **Indonesia's Experiences under the New Order**. Leiden, KITLV Press, 1993. 295 pages.

DURAND Frédéric

1994 **Les forêts en Asie du Sud-Est**. Recul et exploitation. Le cas de l'Indonésie. Paris, Éditions L'Harmattan, 411 pages.

DWIPAYANA G. and Nazaruddin SJAMSUDDIN (Eds.)

1991 **Among Friends: Pak Harto at 70**. A penetrating look at a unique leader by his closest associates. Jakarta, PT Citra Lamtoro Gung Persada, 914 pages.

ELSON Robert

2001 **Suharto**. A Political Biography. Cambridge, Cambridge University Press, 389 pages.

EMMERSON Donald K. (Ed.),

1999 **Indonesia Beyond Suharto**. Polity, Economy, Society, Transition. New York and London, M.E. Sharpe, An East Gate Book published in cooperation with the Asia Society, 395 pages

FEILLARD Andrée

1995 **Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine**. Les pionniers de la tradition. Paris, *op.cit.*, 379 pages.

FEILLARD Andrée et Rémy MADINIER

2006 **La fin de l'innocence ?** L'islam indonésien et la tentation radicale de 1967 à nos jours. Bangkok et Paris, *op.cit.*, 275 pages.

FORRESTER Geof and R.J. MAY (Eds.)

1998 **The Fall of Soeharto**. Bathurst, Crawford House Publishing, 261 pages.

GEERTZ Clifford

1960 **The Religion of Java**. Chicago and London, The University of Chicago Press, 396 pages.

HANSEN Gary E. (Ed.)

1981 **Agricultural and Rural Development in Indonesia**. Boulder/Colorado, Westview Press, Westview Special Studies in Social, Political and Economic Development, 312 pages.

HILL Hal

1989 **Unity and Diversity**. Regional Economic Development in Indonesia since 1970 (Ed.). Singapore, Oxford University Press, 610 pages.

1994 **Indonesia's New Order**. The Dynamics of Socio-economic Transformation (Ed.). St Leonard (NSW/Australia). Allen & Unwin, 364 pages.

1996 **The Indonesian Economy since 1966**. Southeast Asia's Emerging Giant. Cambridge, Cambridge University Press, 328 pages.

1997 **Indonesia's Industrial Transformation**. Singapore, ISEAS, 405 pages.

1999 **The Indonesian Economy in Crisis**. Causes, Consequences and Lessons. Singapore, ISEAS, 153 pages.

HILL Hal and THEE Kian Wie (Eds.)

1998 **Indonesia's Technological Challenge**. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS (Research School of Pacific and Asian Studies), Indonesia Update Series, 414 pages.

HUGO Graeme J., Terence H. HULL, Valerie J. HULL, Gavin W. JONES

1987 **The Demographic Dimension in Indonesian Development**. Singapore, *op.cit.*, 417 pages.

HULL Terence H. and Valerie J. HULL

2005 « From Family Planning to Reproductive Health Care: A Brief History » in Terence H Hull (Ed.), **People, Population, and Policy in Indonesia**, Singapore and Jakarta, ISEAS and Equinox Publishing, pp. 1-69.

JANUAR Achmad

1999 **Hollow Development**. The Politics of Health in Soeharto's Indonesia. Canberra, ANU, 220 pages.

JOMO K.S (Ed.)

1997 **Southeast Asia's Misunderstood Miracle**. Industrial Policy and Economic Development. Boulder, Westview Press, 196 pages.

1998 **Tigers in Trouble**. Financial Governance, Liberalization and Crisis in East Asia. London, Zed Books, 256 pages.

2003 **Southeast Paper Tigers ?** From Miracle to Debacle and Beyond. London and New York, Routledge Curzon, 298 pages.

JONES Gavin W. and Terence H. HULL (Eds.)

1997 **Population and Human Resources**. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS, Indonesia Assessment, 373 pages.

KINGSBURY Damien

1998 **The Politics of Indonesia**. Melbourne Oxford University Press, 286 pages.

LIDDLE William R.

1996 **Leadership and Culture in Indonesian Politics**. Sydney, Allen & Unwin for ASAA, 314 pages.

LLOYD PARRY Richard

2005 **In a Time of Madness**. London, Jonathan Cape, 315 pages.

LOWRY Robert

1996 **The Armed Forces of Indonesia**. St. Leonards (NSW/Australia), Allen & Unwin, 282 pages.

LUITEN VAN ZANDEN Jan and Dan MARKS

2012 **An Economic History of Indonesia, 1800-2012**. London and New York, Routledge, 288 pages.

MADINIER Rémy

2012 **L'Indonésie entre démocratie musulmane et Islam intégral**. Paris, *op.cit.*, 466 pages.

MANNING Chris

1998 **Indonesian Labour in Transition**. An East Asian Success Story ? Cambridge, Cambridge University Press, 323 pages.

MAURER Jean-Luc

1985 « La mutation de l'agriculture indonésienne », *Études Rurales*, Nos 99-100, pp. 87-113.

1986 **Modernisation agricole, développement économique et changement social**. Le riz, la terre et l'homme à Java. Paris, Presses Universitaires de France et IUHEI/Genève, 323 pages + 2 cartes.

1987 « L'Indonésie à la croisée des chemins », *Politique Internationale*, No 35, Printemps 1987, pp. 241-259.

1991 « Beyond the Sawah : Economic Diversification in Four Bantul villages, 1972

1987 » in Paul Alexander, Peter Boomgaard and Benjamin White (Eds.), **In the Shadow of Agriculture**, Non-Farm Activities in the Javanese Economy, Past and Present, Amsterdam, Royal Tropical Institute, pp. 92-112.

1992 « L'Indonésie » in Gilbert Etienne, Jean-Luc Maurer et Christine Renaudin, **Suisse-Asie, Pour un nouveau partenariat**, Inde-Pakistan-Chin-Indonésie, Genève, Éditions Olizane et CRAM (Centre de Recherche sur l'Asie Moderne), IUHEI/IUED, 1992, pp. 83-128.

1992 « Indonésie : le fin du profil bas », *Politique Internationale*, No 56, Été 1992, pp. 321-346.

1993 « L'Indonésie est plus vaste que Java : origines, résultats et dangers d'un développement à deux vitesses », *Revue canadienne d'études du développement*, Numéro Spécial sur l'Indonésie, 1993, pp. 33-61.

1994 « Pamong Desa or Raja Desa ? Wealth, Status and Power of Villages Officials » in Hans Antlöv and Sven Cederroth (Eds.), **Leadership on Java**. Gentle Hints, Authoritarian Rule. London and Copenhagen, Curzon Press and NIAS, pp. 97-118.

1995 « L'Ordre Nouveau et le monde rural indonésien », *Archipel*, No 46, pp. 131-152.

1998 « Fin de règne à Jakarta », *Politique Internationale*, No 79, Printemps 1998, pp. 81-102.

1998 « La déesse du riz et la 'révolution verte' à Java. Modernisation et développement d'une grande tradition agricole », **Tradition et modernisation des économies rurales**, Asie-Afrique-Amérique Latine, Paris, PUF, pp. 119-150.

2002 « Playing or Juggling with Words ? Jokes and Puns as Political Protests in Indonesia » in Frans Hüsken & Huub de Jonge (Eds.), **Violence and Vengeance**, Discontent and Conflict in New Order Indonesia, Saarbrücken, Verlag für Entwicklungspolitik, pp. 31-51.

MAY Brian

1978 **The Indonesian Tragedy**. Singapore, Graham Brash (Pte) Ltd, 438 pages.

MCCAWLEY Peter and Anne BOOTH (Eds.)

1981 **The Indonesian Economy during the Soeharto Era**. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 329 pages.

1992 **The Oil Boom and After**. Indonesian Economic Policy and Performance in the Soeharto Era. Singapore, Oxford University Press, 1992, 448 pages.

MCDONALD Hamish

1980 **Suharto's Indonesia**. Blackburn/Victoria, Fontana Books, 277 pages.

MCGLYNN John H., Oscar MOTULOH, Suzanne CHARLÉ *et.al.*

2005 **Indonesia in the Soeharto Years**. Issues, Incidents and Images. Jakarta, The Lontar Foundation, 2005, 483 pages.

MEARS Leon A.

1981 **The New Rice Economy of Indonesia**. Yogyakarta, Gadjah Mada University Press, 605 pages.

MIETZNER Marcus

2009 **Military Politics, Islam and the State in Indonesia**. From Turbulent Transition to Democratic Consolidation. Singapore, ISEAS, 426 pages.

MONTES Manuel

1999 **The Asian Crisis turns Global**. Singapore, ISEAS, 123 pages.

MORTIMER Rex (Ed.)

1973 **Showcase State**. The illusion of Indonesia's 'accelerated modernization'. London, Angus and Robertson Publishers, 164 pages.

NIEHOF Anke and Firman LUBIS

2003 **Two is Enough**. Family Planning in Indonesia under the New Order 1968-1998. Leiden, KITLV Press, 281 pages.

OYE Hong Lee (Ed.)

1974 **Indonesia after the 1971 Elections**. London and Kuala Lumpur, Oxford University Press for the University of Hull, 116 pages.

1975 « The emasculation of Political Parties » in Malcolm Caldwell (Ed.), **Ten Years' Military Terror in Indonesia**, Nottingham, Spokesman Books, 59-74.

OGAWA Naohiro, Gavin W. JONES and Jeffrey G. WILLIAMSON

1993 **Human Resources in Development along the Asia-Pacific Rim**. Singapore, Oxford University Press, 419 pages.

OSBORNE Robin

1985 **Indonesia's Secret War**. The Guerilla Struggle in Irian Jaya. Sydney, Allen & Unwin, 213 pages.

PALMER Ingrid

1978 **The Indonesian Economy since 1965**. London, Frank Cass, 196 pages.

PAPANKEK, Gustav (Ed.)

1980 **The Indonesian Economy**. New York, Praeger, 438 pages.

PEPINSKY Thomas B.

2006 **Economic Crisis and the Breakdown of Authoritarian Regimes**. Indonesia and Malaysia in Comparative Perspective. New York, Cambridge University Press, 326 pages.

POLOMKA Peter

1971 **Indonesia Since Sukarno**. Harmondsworth, Penguin Books, 228 pages.

PRAMOEDYA Ananta Toer

1999 **The Mute Soliloquy**. A Memoir. Jakarta, Hasta Mitra in cooperation with The Lontar Foundation, 374 pages.

RAILLON François

1984 **Les étudiants indonésiens de l'Ordre Nouveau**. Politique et idéologie du Mahasiswa Indonesia (1966-1974). Paris, Éditions de la Maison des Science de l'Homme, Études insulindiennes/Archipel:6, 351 pages.

RAMAGE Douglas E.

1995 **Politics in Indonesia**. Democracy, Islam and the Ideology of Tolerance. London and New York, Routledge, 272 pages.

REEVE David

1985 **GOLKAR of Indonesia**. An Alternative to the Party System. Singapore, Oxford University Press, 1985. 405 pages.

REID Anthony (Ed)

2006 **Verandah of Violence**. The Background of the Aceh Problem. Singapore, Singapore University Press, 397 pages.

RICKLEFS Merle C.

2012 **Islamization and its Opponents in Java**. Circa 1930 to the Present. A Political, Social, Cultural and Religious History. Singapore, ISEAS, 576 pages.

RIGG Jonathan

2003 **Southeast Asia**. The Human Landscape of Modernization and Development. London and New York, Routledge, Second Edition, 386 pages.

ROBISON Richatd

1986 **Indonesia: the Rise of Capital**. Sydney, Allen & Unwin, ASAA, 425 pages.

1990 **Power and Economy in Suharto's Indonesia**. Manila and Wollongong, Journal of Contemporary Asia Publishers, 207 pages

ROBISON Richard and Vedi R. HADIZ

2004 **Reorganizing Power in Indonesia**. The Politics of Oligarchy in an Age of Markets. London and New York, RoutledgeCurzon, 304 pages.

ROEDER ROLF O. G.

1969 **The Smiling General**. President Soeharto of Indonesia. Djakarta, Gunung Agung Ltd, 290 pages.

SCHWARTZ Adam

2004 **A Nation in Waiting**, Indonesia the 1990's. St Leonards, Allen & Unwin, 370 pages.

SIDEL John

2007 **Riots, Pogroms, Jihad**. Religious Violence in Indonesia. Singapore, NUS Press, 2007, 279 pages.

SIEGEL James

1969 **The Rope of God**. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 308 pages.

SOEHARTO

1989 **Pikiran, Ucapan, dan Tindakan Saya**. Otobiografi seperti dipaparkan kepada G. Dwipayana dan Ramadhan K.H. Jakarta, P.T. Citra Lamtoro Gung Persada, 599 pages.

STIGLITZ Joseph E. and Shahid YUSUF (Eds.)

2001 **Rethinking the East Asian Miracle**. Oxford and Washington, Oxford University Press and World Bank, 526 pages.

STUBBS Richard

2005 **Rethinking Asia's Economic Miracle**. Basingstoke and New York, Palgrave Macmillan, 276 pages.

TANTER Richard and Kenneth YOUNG (Eds.)

1990 **The Politics of Middle Class Indonesia**. Clayton/Victoria, Monash University, Centre of Southeast Asian Studies, Monash Papers on Southeast Asia No 19, 187 pages.

THEE Kian Wie

1998 « The Soeharto era and after: stability, development and crisis, 1966-2000 » in Howard Dick, Vincent Houben, Thomas Linblad and Thee Kian Wie, **The Emergence of a National Economy**. Leiden, *op.cit.*, pp. 194-243.

2012 **Indonesia's Economy since Independence**. Especially Part II: "The Soeharto Era: 1966-1998", pp. 69-106 and Part III: The Asian Financial Crisis and the Global Financial Crisis", pp. 109-138. Singapore, ISEAS, 307 pages.

VAN BRUINESSEN Martin (Ed.)

2013 **Contemporary Development in Indonesian Islam**. Singapore, *op. cit.*, 240 pages.

VAN LEEUWEN Lizzy

2011 **Lost in Mall**. An ethnography of middle-class Jakarta in the 1990's. Leiden. KITLV Press, 299 pages.

VATIKIOTIS Michael

1993 **Indonesian Politics under Suharto, Order**. Development and Pressure for Change. London and New York, Routledge, , 220 pages.

WADE Robert

1990 **Governing the Market**. Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization. Princeton, Princeton University Press, 438 pages.

WIDJOJO Nitisastro

2011 **The Indonesian Development Experience**. A Collection of Writings and Speeches. Singapore, ISEAS, 343 pages.

WINTERS Jeffrey A.

2011 **Oligarchy**. Cambridge, Cambridge University Press, 323 pages.

WORLD BANK

1993 **The East Asian Miracle**. Economic Growth and Public Policies. Oxford University Press for the World Bank, Washington, 389 pages.

Chapitre 5

ANANTA Aris, Evi Nurvidya ARIFIN and Leo SURYADINATA

2004 Indonesian Electoral Behavior. A Statistical perspective. Singapore, ISEAS, Indonesia's Population Series No 2, 427 pages.

2005 Emerging Democracy in Indonesia. Singapore, ISEAS, 2005, 166 pages.

ARCHIPEL

2002 Indonésie: retour sur la crise. Paris, EHESS avec CNRS et de l'INALCO, *Archipel* No 64, 2002, 428 pages.

ASPINALL Edward and Greg FEALY (Eds.)

2003 Local Power and Politics in Indonesia. Decentralization & Democratization. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS, Indonesia Update Series, 303 pages.

BAKER Richard W., M. Hadi SOEASTRO, J. KRISTIADI and Douglas E. RAMAGE (Eds.)

1999 Indonesia: The Challenge of Change. Leiden and Singapore, KITLV and ISEAS, 305 pages.

BUDIMAN Arief, Barbara HATLEY AND Damien KINGSBURY (Eds.)

1999 Reformasi. Crisis and Change in Indonesia. Clayton, Monash University, Monash Asia Institute, 402 pages.

CROUCH Harold

2010 Political Reform in Indonesia after Soeharto. Singapore, ISEAS, 390 pages.

DORMEIER-FREIRE Alexandre et Jean-Luc MAURER

2002 « Le dilemme de la décentralisation en Indonésie », *Archipel*, No 64, 2002, pp. 255-287.

EMMERSON Donald K. (Ed.)

1999 Indonesia beyond Suharto. Polity, Economy, Society, Transition. New York and London, M.E. Sharpe, An East Gate Book, 395 pages.

FORRESTER Geoff (Ed.)

1999 Post-Soeharto Indonesia: Renewal or Chaos ? Singapore, ISEAS and ANU-CAP, Indonesia Update Series, 255 pages.

FULLER COLLINS Elisabeth

2007 Indonesia Betrayed. How Development Fails. Honolulu, University of Hawai'i Press, 265 pages.

HAFIDZ Tatik S.

2006 Fading Away? The Political Role of the Army in Indonesia's Transition to Democracy, 1998-2001. Singapore, Nanyang Technological University, Institute of Strategic and Defense Studies, Monograph No 8, 212 pages.

HARDJONO Joan, Nuning AKHMADI and Sudarmo SUMARTO

2010 Poverty and Social Protection in Indonesia. Singapore and Jakarta, ISEAS and the SMERU Research Institute, 272 pages.

HOROWITZ Donald L.

2013 Constitutional Change and Democracy in Indonesia. Cambridge, Cambridge University Press, 346 pages.

KINGSBURY Damian and Arief BUDIMAN (Eds.)

2003 Indonesia.: the Uncertain Transition. Hindmarsh (South Australia), Crawford House, 372 pages.

LEINBACH Thomas R. (Ed.)

2004 The Indonesian Rural Economy. Mobility, Work and Enterprise. Singapore, ISEAS, 316 pages.

LLOYD Grayson and Shannon SMITH (Eds.)

2001 Indonesia Today. Challenges of History. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS, Indonesia Update Series,, 359 pages.

MANNING Chris and Peter VAN DIERMEN (Eds.)

2000 Indonesia in Transition. Social Aspects of Reformasi and Crisis. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS, Indonesia Update Series, 379 pages.

MAURER Jean-Luc

1999 « Indonésie : une mue douloureuse », *Politique Internationale*, No 86, Hiver 1999/2000, pp. 419-455

2003 « L'Indonésie survivra-t-elle ? », *Politique Internationale*, No 99, Printemps 2003, pp. 217-236.

MCDONALD Hamish

2014 Demokrasi. Indonesia in the 21st Century. Collingwood (Victoria) Black Inc., 312 pages.

MCLEOD Ross H. and Andrew MACINTYRE (Eds.)

2007 Indonesia : Democracy and the Promise of Good Governance. Singapore, ISEAS and ANU/RSPAS, Indonesia Update Series, 199 pages.

O'ROURKE Kevin

2002 Reformasi. The Struggle for Power in Post-Soeharto Indonesia. Crows Nest, Allen & Unwin, 2002, 499 pages.

REKSOSUDARMO Rudy P. and Frank JOTZO (EDS.)

2009 Working with Nature against Poverty. Development, Resources and the Environment in Eastern Indonesia. Singapore, ISEAS and Indonesia Project/ANU, 359 pages.

ROBISON Richard and Vedi R. HADIZ

2004 *Reorganizing Power in Indonesia. The Politics of Oligarchy in an Age of Markets*. London and New York, RoutledgeCurzon, 304 pages.

SCHULTE NORDHOLT Henk and Irwan ABDULLAH (Eds.)

2002 *Indonesia in Search of Transition*. Yogyakarta, Pustaka Pelayar, 199 pages.

SCHULTE NORDHOLT Henk and Gusti ASNAN (Eds.)

2003 *Indonesia in Transition. Wotk in Progress*. Yogyakarta, Pustaka Pelayar, 218 pages.

SCHWARTZ Adam and Johnathan PARIS (Eds.)

1999 *The Politics of Post-Suharto Indonesia*. Singapore, Council of Foreign Relations, SNP Edition, 120 pages.

SIDEL John T.

2007 *Riots, Pogroms, Jihad. Religious Violence in Indonesia*. Singapore, *op.cit.*, 279 pages.

SMITH Anthony L. (Ed.)

2001 *Gus Dur and the Indonesian Economy*. Singapore, ISEAS, 2001, 224 pages.

SOESASTRO Hadi, Anthony L. SMITH and HAN Mui Ling (Eds.)

2003 *Governance in Indonesia. Challenges Facing the Megawati Presidency*. Singapore, ISEAS, 335 pages.

STRAUSS John, Kathleen BEEGLE, Agus DWIYANTO, Yulia HERAWATI and others

2004 *Indonesian Living Standards. Before and After the Financial Crisis*. Singapore and Santa Monica, ISEAS and the Rand Corporation, 402 pages.

THE JAKARTA POST

2000 *Questioning Gus Dur*. Jakarta, The Jakarta Post, 240 pages

VAN DIJK Kees

2001 *A country in Despair Indonesia between 1997 and 2000*. Leiden. KITLV, 2001, 621 pages.

VAN KLINKEN Gerry

2009 *Communal Violence and Democratization in Indonesia . Small Town Wars*. London and New York, Routledge, 2009, 208 pages.

Chapitre 6

ANANTA Aris, Muljana SOEKARNI and Sjamsul ARIFIN (Eds.)

2011 *The Indonesian Economy. Entering a New Era*. Singapore, ISEAS and Bank Indonesia, 427 pages.

ANANTA Ananta and Richard BARICHELLO (Eds.)

2012 *Poverty and Global Recession in Southeast Asia*. Singapore ISEAS, 432 pages.

ASPINALL Edward and Marcus MIETZNER (Eds.)

2010 *Problems of Democratization in Indonesia. Elections, Institutions and Society*. Singapore, ISEAS and ANU/CAP (College of Asia and the Pacific), Indonesia Update Series, 363 pages.

ASPINALL Edward Marcus MIETZNER and Dirk TOMSA (Eds.)

2015 *The Yudhoyono Presidency. Indonesia's Decade of Stability and Stagnation*. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 359 pages.

Dont en priorité les contributions suivantes :

ANDERSON Patrick, Asep FIRDAUS and Avi MAHANINGTYAS, « Big commitments, small results : environmental governance and climate change mitigation under Yudhoyono », pp. 258-278.

- BAKER Jaqui, « Professionalism without reform: the security sector under Yudhoyono », pp. 114-135.
- BUSH Robin, « Religious politics and minority rights during the Yudhoyono presidency », pp. 239-257.
- BUTT Simon, « The rule of law and anti-corruption reforms under Yudhoyono : the rise of the KPK and the Constitutional Court », pp. 175-195.
- FEALY Greg, « The politics of Yudhoyono : majoritarian democracy, insecurity and vanity » , pp. 35-54.
- FITRIANI Evi, « Yudhoyono's foreign policy : is Indonesia a rising power? », pp. 73-90.
- HILL Hal, « The Indonesian economy during the Yudhoyono decade », pp. 281-302.
- JONES Sydney, « Yudhoyono's legacy on internal security: achievements and missed opportunities » , pp. 136-154.
- TOMSA Dirk, « Toning down the 'Big Bang' : the politics of decentralization during the Yudhoyono years », pp. 155-174.
- SUKMA Rizal, « Indonesia's 2009 Elections: defective system, resilient democracy », pp. 53-74.
- ERB Maribeth and Priyambudi SULISTYANTO (Eds.)
2009 Deepening Democracy in Indonesia ? Direct Elections for Local leaders. Singapore, ISEAS, 392 pages
- FORD Michele and Thomas B. PEPINSKY (Eds.)
2014 Beyond Oligarchy. Wealth, Power, and Contemporary Indonesian Politics. Ithaca, Cornell University, Southeast Asia Program Publications, 178 pages.
- HILL Hal M.E. KHAN and J. ZHUANG (Eds.)
2012 Diagnosing the Indonesian Economy. Towards Inclusive and Green Growth. Manila and London, Asian Development Bank and Anthem Press, 482 pages.
- HILL Hal (Ed.)
2014 Regional Dynamics in a Decentralized Indonesia. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 536 pages.
- MANNING Chris and Sudarno SUMARTO (Eds.)
2011 Employment, Living Standards and Poverty in Contemporary Indonesia. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 363 pages.
- MAURER Jean-Luc
2016 « La dimension humaine et sociale du développement économique indonésien : un bilan critique du début de l'«Ordre Nouveau» à l'ère de la *Reformasi* » in Rémy Madinier (Ed.), Indonésie contemporaine, Paris et Bangkok, *op.cit.*, pp. 511-539.
- MIETZNER Marcus
2013 Money, Power and Ideology. Political parties in Post-Authoritarian Indonesia. Singapore and Copenhagen, NUS Press and NIAS Press, 301 pages.
- MILANOVIC Branko
2019 Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances. Paris, La Découverte, 288 pages.
- PIKETTY Thomas
2013 Le capital au XXI^e siècle. Paris, Seuil, 976 pages.
- REID Anthony (Ed.)

2012 *Indonesia Rising , The Repositioning of Asia's Third Giant*. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 198 pages.

RIGG Jonathan and Peter VANDERGEEST (Eds.)

2012 *Revisiting Rural Places. Pathways to Poverty and Prosperity in Southeast Asia*. Singapore, National University of Singapore Press, 351 pages.

SUMNER Andy

2018 *Development and Distribution Structural Change in Southeast Asia*. Oxford and New York, Oxford University Press, 240 pages.

SURYADARMA Daniel and Gavin W. JONES (Eds.)

2013 *Education in Indonesia*. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 278 pages.

YUDHOYONO Soesilo Bambang

2014 *Selalu Ada Pilihan*, Jakarta, Kompas Gramedia, 807 pages.

Chapitre 7 (+ quelques références liées à la Conclusion et à l'Épilogue)

ANANTA Aris, Evi Nurvidya ARIFIN, M. Sairi Hasbullah *et.al*.

2015 *Demography of Indonesia's Ethnicity*. Singapore, ISEAS, 383 pages.

ASPINALL Edward and Marcus MIETZNER

2014 « Indonesian Politics in 2014 : Democracy Close Call », *Bulletin of Indonesian Economic Studies (BIES)*, Volume 50, No 3, pp. 347-369.

ASPINALL Edward

2015 "Oligarchic Populism: Prabowo Subianto Challenge to Indonesian Democracy", *Indonesia*, No 99, April, pp. 1-28.

ASPINALL Edward and Wawan MAS'UDI

2017 «The 2017 *Pilkada* (Local Elections) in Indonesia : Clientelism, Programatic Politics and Social Networks », *Contemporary Southeast Asia*, Volume 39, No 3, pp. 417-526.

ASPINALL Edward and Marcus MIETZNER

2019 «Indonesia's Democratic Paradox: Competitive Elections amidst Rising Illiberalism», *BIES*, Volume 55, No 3, pp. 295-317.

ASPINALL Edward and Ward BERENSCHOT

2019 *Democracy for sale : Elections, Clientelism, and the State in Indonesia*. Ithaca, Cornell University Press, 330 pages.

ASPINALL Edward, Diego FOSSATI, Burhanuddin MUHTADI and Eve WARBURTON

2020 « Elites, masses, and democratic decline in Indonesia », *Democratization*, Volume 27, No 4, pp. 505-526.

BLAND Ben

2020 *Man of Contradictions. Joko Widodo and the Struggle to Remake Indonesia*. Sydney, Lowy Institute, Published in penguin Specials, 133 pages.

BOURCHIER David M.

2016 *Illiberal Democracy in Indonesia. The Ideolgy of the Family State*. Abington, Routledge, 320 pages.

2019 « Two Decades of Ideological Contestation in Indonesia : From Democratic Cosmopolitanism to Religious Nationalism », *Journal of Contemporary Asia*, Volume 49, No 5, pp.713-733.

BURKE Paul J. and Martin D. SIYARANAMUAT

2019 « No One Left Behind in Indonesia ? », *BIES*, Volume 55, No 3, pp 269-293.

DAVIDSON Jamie S.

2018 Indonesia. Twenty Years of Democracy. Cambridge, Cambridge University Press, 78 pages.

DISPROSE Rachel, Dave MC RAE and Vedi R. HADIZ

2019 « Two Decades of Reformasi in Indonesia : its Illiberal Turn », *Journal of Contemporary Asia*, Volume 48, No 5, pp. 691-712.

FEALY GREG AND RONIT RICCI (Eds.)

2019 Contentious Belonging. The Place of Minorities in Indonesia. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 280 pages.

HADIZ Vedi. R.

2017 « Indonesia's Year of Democratic Setbacks: Towards a New Phase of Deepening Illiberalism ? », *BIES*, Volume 53, No 3, pp. 261-78.

HEFNER Robert W. Hefner (Ed.)

2018 Routledge Handbook of Contemporary Indonesia. Abington and New York, Routledge, 2018.

Dont en priorité les contributions suivantes :

ASPINALL Edward, « Democratization : travaux and achievements », pp. 83-94

HADIZ Vedi R., « Islamic populism in Indonesia : emergence and limitations », pp. 296-306.

HASAN Noorhaidi, « Salafism in Indonesia : transnational Islam, violent activism, and cultural resistance », pp. 246-256.

HEFNER Robert W. « Indonesia at the crossroads : imbroglios of religion, state, and society in an Asian Muslim nation », pp. 3-30.

HEFNER Robert W., « The religious field : plural legacies and contemporary contestations », pp. 211-225.

JONES Carla, « Consumption and the new middle class », pp. 187-196.

MIETZNER Marcus, « The Indonesian armed forces, coalitional presidentialism, and democratization : from praetorian guard to imagined balance of power », pp. 140-150.

TOMSA Dirk, « Parties and party politics in the post-Reformasi era », pp. 95-105.

WILSON Chris, « Ethnic, religious, and regional conflicts », pp. 118-128.

HILL Hal and Siwage Dharma NEGARA (Eds.)

2019 The Indonesian Economy in Transition. Policy Challenges in the Jokowi Era and Beyond. Singapore, ISEAS, Yusof Isahk Institute, 451 pages.

Dont en priorité les contributions suivantes :

HILL Hal and Siwage Dharma NEGARA, « Setting the Scene. The Indonesian Economy in Transition - the Jokowi Era and Beyond », pp. 1-33.

MANNING Chris and Devanto PRATOMO, « Labour Market Developments in the Jokowi Years », pp. 289-317.

PATUNRU Arianto, « Rising Economic Nationalism in Indonesia ? », pp. 149-179.

SURYAHADI Asep and Ridho AL IZZATI, « Cards for the Poor and Funds for Villages : Jokowi's Initiatives to Reduce Poverty and Inequality », pp. 318-333.

WARBURTON Eve, « A New Developmentalism in Indonesia ? », pp. 34-56.

MADINIER Rémy (sous la direction de)

2016 Indonésie contemporaine. Bangkok et Paris, IRASEC et Les Indes Savantes, 629 pages.

Dont en priorité les contributions suivantes :

ALLES DELPHINE, « L'Indonésie et le monde : d'une troisième voie à l'autre », pp. 213-237.

CABASSET Christine, « Le tourisme en Indonésie, un enjeu local et national en quête de gouvernance », pp. 449-480.

DURAND Frédéric, « Forêts et environnement en Indonésie : vers la prise de conscience des limites à l'exploitation », pp. 481-494.

FEILLARD Andrée, « Une démocratie musulmane ? La sécularisation en question », pp. 279-302.

KURNIAWAN Eko Budi, « Les inégalités régionales de développement en Indonésie : une approche statistique », pp. 79-95.

MADINIER Rémy, « De la *Revolusi* à la *Reformasi* : itinéraires d'une mutation politique inaboutie », pp. 139-185.

MAURER Jean-Luc, « La dimension humaine et sociale du développement économique indonésien : un bilan critique du début de l' 'Ordre Nouveau' à l'ère de la Reformasi », pp. 511-539.

SAMUEL Jérôme, « Les medias en Indonésie. Entre information et spectacle, État et conglomérat », pp. 187-212.

MADINIER Rémy

2016 « Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques », *Archipel*, No 91, 2016, pp. 259-280.

2018 « Le gouverneur, la sourate et l'islamiste adultère. Retour sur l'affaire Ahok », *Archipel*, No 95, pp. 173-93.

MADU Ludio

2017 « Indonesia's Foreign Policy Under President Jokowi : More Domestic and Nationalistic Orientations », *IJSRST*, Volume 3, No 1, pp. 189-197.

MCCARTHY John F. and Kathryn ROBINSON (Eds.)

2016 Land & Development in Indonesia. Searching for the People's Sovereignty. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series, 382 pages.

MENCHIK Jeremy

2017 Islam and Democracy in Indonesia: Tolerance without Liberalism. Cambridge, Cambridge University Press, 224 pages.

MIETZNER Marcus

2016 « Coercing Loyalty : Coalitional Presidentialism and Party Politics in Jokowi's Indonesia », *Contemporary Southeast Asia*, Volume 38, No 2, pp. 209-232.

2018 « Fighting Illiberalism with Illiberalism : Islamist Populism and Democratic Deconsolidation in Indonesia », *Pacific Affairs*, Volume. 91, No 2, pp. 261-282.

MUHTADI Burhanuddin

2015 « Jokowi's First Year : A Weak President Caught Between Reform and Oligarchic Politics », *BIES*, Volume. 51, No 3, pp. 349-68.

OLIVIA Susan, John GIBSON & Rus'an NASRUDIN

2020 « Indonesia in the Time of COVID-19 », *BIES*, Volume 56, No 2, pp. 143-174.

PATUNRU Arianto A., Mari PANGESTU and M. Chatib BASRI (Eds.)

2018 *Indonesia in the New World. Globalization, Nationalism and Sovereignty*. Singapore, ISEAS and ANU/CAP, Indonesia Update Series,, 333 pages.

POWER Thomas P.

2018 « Jokowi's Authoritarian Turn and Indonesia's Democratic Decline », *BIES*, Volume 54. No 3, pp. 307-38.

POWER Thomas P. and Eve WARBURTON (Eds.)

2020 *Democracy in Indonesia : from Stagnation to Regression* Singapore, ISEAS, 2019 Indonesia Update Conference Papers, 393 pages.

Dont en priorité les contributions suivantes :

HICKEN Allen, « Indonesia's democracy in a comparative perspective », pp. 23-44.

GAMMON Liam, « Is Populism a threat to Indonesian democracy ? », pp- 101-117.

POWER Thomas and Eve WARBURTON, « The decline of Indoneaian democracy », pp. 1-20.

SLATER Dan, « Indonesia's tenuous democratic success and survival », pp. 45-59.

TAPSELL Ross, « The media and democratic decline », pp. 210-227.

WARBURTON Eve, «How polarized is Indonesia and why does it matter ? », pp. 63-80.

SLATER Dan

2004 « Indonesia Accountability Trap : Party Cartels and Presidential Power after Democratic Transition », *Indonesia*, No 78, pp. 61-92.

SURYAHADI Asep, Ridho AL IZZATI & Daniel SURYADARMA

2020 « Estimating the Impact of COVID-19 Outbreak on Poverty », *BIES*, Volume 56, No 2, pp. 175-192.

TAPSELL Ross

2015 « Indonesia's Media Oligarchy and the 'Jokowi Phenomenon' », *Indonesia*, No 99, April, pp. 29-50.

WARBURTON Eve

2016 « Jokowi and the New Developmentalism », *BIES*, Volume 52, No 3, pp. 297-320.

YUSUF Arief Anshory and Andy SUMNER

2015 « Survey of Recent Developments: Growth, Poverty, and Inequality under Jokowi », *BIES*, Volume 51, No 3, pp. 323-348.

ZAKARIA Fareed

1997 « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, Volume 76, No 6, November/December, pp. 22-43.

2003 *The Future of Freedom. Illiberal Democracy at Home and Abroad*. New York, W.W. Norton & Company Inc., 301 pages.

Articles publiés en 2019 et 2020 sur le site de *New Mandala* par ordre de parution

GREALY KATE« Challenges to countering violent extremism in Indonesia », 7 March 2019.

FACHRUDIN Aziz Anwar « Questioning Prabowo's alliance with Islamists », 15 March 2019.

KORNA Johni« The view from Papua on the 2019 elections », 19 March 2019.

GUILD James « In defense of Jokonomics », 27 March 2019.

TAPSELL Ross « The polarization paradox in Indonesia 2019 election », 22 March 2019.

- KUIPERS Nick « Who's running on Islam in Indonesia ? », 26 March 2019.
- SUMAKTOYO Nathanael « How 'Moderate' are Indonesian Muslims ? », 27 March 2019.
- FACHRUDIN Azis Anwar « Jokowi and NU : the view from the *pesantren* », 11 April 2019.
- WARBURTON Eve « Polarisation in Indonesia : What if perception is reality », 16 April 2019.
- ASPINALL Edward « Indonesia's election and the return of ideological competition », 22 April 2019.
- PEPINSKY Tom « Religion, ethnicity, and Indonesia's 2019 presidential elections », 18 May 2019.
- WILSON Ian « Between throwing rocks and a hard place: FPI and the Jakarta riots », 2 June 2019.
- SHOFIA Naila and Tom PEPINSKY « Measuring the 'NU effect' in Indonesian election », 1st July 2019.
- FOSSATI Diego, Burhannudin MUHTADI and Eve WARBURTON « Follow the leader: personalities, policy and partisanship in Indonesia », 15 July 2019.
- FACHRUDIN Azis Anwar « NU after the elections: more nationalism, less democracy? », 15 July 2019.
- PRABOWO Aichiro Suryo « How Jokowi spends money better in a second term », 23 July 2019.
- ANUGRAH Iqra « Out of sight, out of mind? Political accountability and Indonesia's new capital plan », 23 July 2019.
- SATRIA Alif «The Neo-JI threat : Jema'ah Islamiya's resurgence in Indonesia follows an old playbook », 16 August 2019.
- HUANG Aris « Jokowi-Prabowo political reconciliation as Javanese strategy », 4 September 2019.
- BAKKER Laurens « Moving the capital : a future in Kalimantan », 18 September 2019.
- WARBURTON Eve « Indonesia's pro-democracy protests cut across deep political cleavages », 3 October 2019
- KINGSBURY Damian « Increasing inroads and growing anger in West Papua », 22 October 2019.
- FATHURRAHMAN Izzan « Development under Jokowi leaves human rights behind », 25 October 2019.
- GAMMON Liam « What was that election for again ? », 25 October 2019.
- GUILD James « Jokowinomics gambles with Indonesia's democratization », 30 October 2019.
- MIETZNER Marcus, « Why Indonesia's electoral system needs reform », 8 November 2019.
- ASPINALL Edward and Marcus MIETZNER « Indonesia's democratic paradox », 7 December 2019.
- GREALLY Kate « Politicising the label radical », 12 December 2019.
- NG Jefferson « Jokowi's Macron moment: moving fast or moving together? », 29 January 2020.
- HENLEY David and Giulia FRIGO « Lessons from Brasilia: on the empty modernity of Indonesia's new capital », 14 April 2020.
- NEILSON Jeffrey « Without social safety nets, Indonesia risks political instability over COVID-19 », 22 April 2020.
- NG Jefferson « Can Indonesia's fight against COVID-19 overcome troubled central-regional coordination? », 28 April 2020.
- BEXLEY Angie and Sharon BESSELL « Post COVID-19: Deepening deprivation for young people », 21 May 2020.
- DAVIES Sharyn « What's driving Indonesia's moral turn? », 25 May 2020.
- GRAHAM Colum « Indonesia's agro nationalism in the pandemic », 4 June 2020.
- WOODWARD Lisa « Coping with the economic fallout of COVID-19 in upland Java », 18 June 2020.
- KUIPERS Nick, Gareth NELLIS and Michael WEAVER « What Happens when Islamists win power locally in Indonesia », 4 August 2020.
- SUPRIANSYAH « Revisiting the myth of pluralism in the Nahdlatul Ulama », 24 August 2010.

SUHADI « Is COVID-19 muting or fueling religious polarization in Indonesia? », 28 September 2020.

HAMID Usman and Ary HERMAWAN « Indonesia's omnibus law is a bust for human rights », 9 October 2020.

ASPINALL Edward « Indonesian protests point to old patterns », 12 October 2020.

Homages et remerciements

Des sources d'inspiration aux soutiens décisifs

- 1 Au terme ce gros ouvrage, dont j'espère qu'il couronnera une vie entière d'expériences et de réflexion sur le développement en général et celui de l'Indonésie en particulier, il est temps de formuler des remerciements et de rendre hommage à tous ceux envers lesquels je suis redevable et sans lesquels je ne l'aurai pas écrit.
- 2 En tout premier lieu, c'est à mes parents Jean et Jacqueline que je dois la plus grande reconnaissance. Ils ont fait des sacrifices non négligeables pour financer mes études et pendant de longues années ont continué à soutenir financièrement ce fils prodigue qui faisait des recherches sur un sujet exotique dont ils n'ont jamais questionné le bien-fondé. Cet ouvrage, après plusieurs autres, en constitue l'aboutissement. Je pense en particulier à mon père, ce « flibustier au grand cœur » selon ses propres paroles exprimées à la veille de sa mort. Officier au long cours dans la marine marchande suisse pendant une première partie de sa vie, puis navigateur dans une compagnie aérienne américaine et pigeon-voyageur impénitent tout au long son existence, il m'a donné le goût de parcourir le vaste monde et s'est embarqué pour son dernier « grand voyage » en avril 2009. Ma chère mère, exemple d'amour et de patience sans limites pour sa famille, qui avait connu son amoureux à 14 ans et disait ne pas pouvoir ni vouloir lui survivre bien longtemps, a heureusement pour nous encore profité du bonheur que lui offraient ses trois enfants, ses six petits-enfants et ses huit arrière petits-enfants avant de le rejoindre en 2016. Mais avant-eux, c'est aussi à la seule et unique grand-mère que j'ai connu, Juliette, que va ma gratitude pour m'avoir largement élevé dans le respect des vraies valeurs humanistes, d'ardeur au travail, de sens du partage, de tolérance et de générosité, qu'elle a pratiqué pendant toute sa longue vie de quasi centenaire, en traversant un 20^e siècle pourtant particulièrement violent, cruel et désespérant parfois.
- 3 À tout seigneur tout honneur : je n'aurai jamais travaillé sur le développement de l'Indonésie si Gilbert Etienne, mon directeur de thèse, hélas décédé en 2014, ne m'y avait pas incité. Il m'a accordé sa confiance et, lui pourtant si impatient de nature, a fait preuve d'une infinie patience quand je n'en « finissais pas de terminer » ma thèse. Qu'il en soit remercié. J'espère lui avoir rendu l'amitié dont il m'a gratifié pendant toutes les années où nous avons travaillé ensemble. En tous les cas, je suis certain qu'il serait très heureux de voir cet ouvrage enfin paraître, lui qui me répétait sans-cesse que j'étais « assis sur une mine d'or » que je n'exploitais pas suffisamment. Je tiens aussi à avoir

une pensée pour Jacques Freymond, président de mon jury de thèse et surtout directeur, pendant 27 ans, de l'IUHEI (Institut Universitaire de Hautes Études Internationales) de Genève où j'ai fait toutes mes études universitaires. Sans sa vision large des relations internationales, je ne pense pas que Gilbert Etienne aurait pu être nommé professeur à en études de développement dans cet institut et que j'aurais pu y faire, sous sa direction, une thèse de doctorat sur la modernisation de l'agriculture indonésienne ! Pas plus que sa détermination n'aurait probablement vu le jour l'IUED (Institut Universitaire d'Études du Développement) de Genève, - où j'ai fait l'essentiel de ma carrière académique et dont je deviendrai le directeur de 1992 à 2004, - le beau centre de réflexion hétérodoxe qui a tant marqué tous ceux qui ont participé à sa belle aventure.

- 4 Un grand remerciement aussi à Henri-Philippe Cart, alors responsable des bourses à la Direction du développement et de la coopération à Berne et décédé en 2003, qui a financé mon premier séjour de recherche à Java ; ainsi qu'à Ruth Dreifuss, qui lui a succédé et m'a accordé un subside complémentaire. Elle a ensuite fait la brillante carrière syndicale et politique que l'on sait et est devenue la deuxième femme de l'histoire suisse à être élue Conseillère fédérale puis la première à devenir présidente de la Confédération helvétique en 1999. Puisque l'on parle de femmes d'exception, un souvenir ému aussi pour Ibu Romana Ratih Soesilo qui a non seulement essayé de m'inculquer avec patience les rudiments du *bahasa indonesia* à Genève, avant mon départ pour Java, mais chez qui j'ai toujours trouvé, quand j'en avais besoin, le gîte et un refuge réconfortant dans sa petite maison située derrière le Blok M, à Kebayoran Baru, le quartier résidentiel du sud de Jakarta.
- 5 Parmi les maîtres qui m'ont influencé, j'ai eu la chance d'en connaître personnellement deux dont la fréquentation a été déterminante et qui m'ont même fait l'honneur de siéger dans mon jury de thèse : Pierre Gourou, le « père » de la géographie tropicale française, et Denys Lombard, grand historien du carrefour insulindien et fondateur de la belle école française des études indonésiennes et de la revue *Archipel*. J'ai beaucoup appris de certains des membres de son équipe avec lesquels j'ai travaillé étroitement au fil des ans, notamment Marcel Bonneff, Henri Chambert-Loir, Pierre Labrousse et François Raillon, puis, plus tard, Rémy Madinier.
- 6 Du côté des universitaires anglo-saxons, il est évident que Clifford Geertz, que je n'ai rencontré qu'une seule fois, tardivement, à Princeton, m'a beaucoup influencé, comme tous les chercheurs qui ont repris la tradition des études de terrain en Indonésie au début des années 1970, même si leurs travaux les ont pratiquement tous amené à remettre en question, comme moi, les interprétations du « grand homme » sur l'involution agricole de Java. Ce fut notamment le cas de deux amis anthropologues proches, Benjamin White, professeur émérite à l'ISS de La Haye, et Frans Hüsken, professeur émérite à l'Université Radboud de Nijmegen, qui ont sillonné en même temps que moi les routes et les rizières des environs de Jogjakarta ou de Java Central. C'est avec eux et quelques autres que nous avons fondé, au début des années 1980, notre *European Social Science Java Network*, dont les travaux ont duré près de quinze ans et débouché sur la publication d'une série d'ouvrages collectifs remarqués chez les spécialistes de l'Indonésie. Ma pensée va tout spécialement à Frans, chercheur talentueux et rigoureux, mais surtout homme d'une grande générosité, dont j'ai beaucoup appris et qui, suprême injustice, a quitté brutalement ce monde fin avril 2009, quelques mois seulement avant de prendre sa retraite. Toutefois, c'est sûrement

envers mes ami(e)s Terence et Valerie Hull, démographes américains devenus australiens après s'être exilés « down under » au début des années 1970 afin d'y étudier l'Indonésie (et pour fuir l'Amérique de Nixon), que je suis le plus redevable pour avoir guidé mes premiers pas de chercheur à Java, pour m'avoir toujours accueilli à bras ouverts lors de mes visites à Jakarta, Jogjakarta ou Canberra et, surtout, pour être des personnes humaines aussi belles.

- 7 À ce stade, j'aimerais aussi remercier toutes les personnes dont la liste est donnée en annexe qui m'ont aimablement reçu et accordé de longs entretiens entre 2012 et 2016 pour discuter des problèmes de l'Indonésie, quand j'avançais péniblement dans la préparation puis le début de la rédaction de cet ouvrage. Parmi eux, ma gratitude est particulièrement grande envers ceux dont je cite le plus fréquemment les travaux dans les pages de mon livre et avec lesquels j'ai souvent établi des relations d'amitié au fil des ans et des rencontres. Je pense en particulier à Anne Booth, professeur émérite à la SOAS de Londres, ou Peter Boomgard, ancien directeur du KITLV de Leiden (hélas décédé en 2017), ainsi qu'à Hal Hill, Chris Manning, Peter McCawley, Ross McLeod et Anthony Reid, appartenant tous à la formidable école des « indonésianistes » de l'ANU de Canberra où ils coulent aujourd'hui, pour la plupart, une heureuse retraite en tant que professeurs émérites à des degrés divers. Enfin, je me dois de souligner combien cet ouvrage doit à celui que Merle Ricklefs a consacré à l'histoire de l'Indonésie moderne (2008), sur lequel je me suis passablement appuyé pour la rédaction de certains chapitres. C'est en effet la synthèse historique la plus complète existante à ce jour et j'en ai largement suivi la trame pour la chronologie des événements politiques jusqu'à la fin de l'Ordre nouveau. En revanche, c'est dans les travaux de nombreux autres auteurs (notamment de ceux qui sont cités plus haut) et dans mes propres écrits antérieurs que j'ai puisé pour l'époque la plus récente, surtout en ce qui concerne les faits relatifs aux questions économiques, sociales et démographiques qui sont relativement peu traités dans l'ouvrage en question. En fait, son auteur, lui aussi membre de la même fertile école australienne (et hélas décédé fin 2019), passera surtout à la postérité comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de l'islam indonésien.

Au retour de Java avec Terry et Val Hull en mars 2007 dans une petite rue de Singapour



Source : collection personnelle, auteur

- 8 En Indonésie, deux universitaires d'exception, hélas disparus depuis bien longtemps, professeurs à l'Université Gadjah Mada de Jogjakarta, mon alma mater adoptive, m'ont prît sous leur aile et m'ont montré le chemin. Il s'agit d'abord de Mubyarto, économiste agricole hétérodoxe, ayant toujours eu à cœur le sort de la petite paysannerie de Java Central et du milieu villageois pauvre dont il était issu ; ensuite de Masri Singarimbun, démographe engagé, mettant son énergie et le style direct propre aux membres de la branche Toba des Batak de Nord Sumatra, à laquelle il appartenait, au service de l'étude de la pauvreté, du planning familial et de la contraception pour améliorer la vie des femmes et des familles indonésiennes. J'aimerais aussi rendre hommage à mon vieil ami Thee Kian Wie, l'un des meilleurs économistes indonésiens, mais surtout impeccable intellectuel et homme de conviction au courage tranquille, qui a travaillé jusqu'à son décès en 2014 au *LIPI*, l'Institut indonésien des sciences sponsorisant les chercheurs étrangers, et a été, par sa générosité, sa lucidité et sa franchise, une grande source d'inspiration pour moi et bien d'autres « indonésianistes » de ma génération.
- 9 La magnifique amitié que nous ont accordée de très nombreux indonésiens à ma famille et à moi n'a pas été pour rien dans l'attachement que nous avons développé vis-à-vis de leur pays. Ne pouvant les nommer tous, je ne mentionnerai parmi eux que trois amis très proches. Par ordre chronologique des rencontres, ce sont d'abord Ludovic Yap-Dumanauw et son épouse Ine, hélas décédée en 2013, que je voudrais évoquer. Leur hospitalité spontanée a été précieuse dès notre arrivée à Jogjakarta et c'est même Yap qui m'a introduit aux autorités des deux villages du district de Bantul où j'ai commencé mon travail de recherche. C'est aussi par lui que j'ai fait la connaissance du deuxième ami que je veux mentionner, *Pak Hardjo*, parfait archétype du petit paysan javanais, fier de son art et de ses traditions, et personnalité nationaliste et mystique hors du

commun, avec lequel j'ai développé une relation profonde. Bien qu'ayant travaillé dans la rizière toute sa vie en fumant un paquet de *kretek* par jour, il a vécu jusqu'au grand âge de 89 ans et est mort en 2011, au moment où le volcan Merapi s'est à nouveau réveillé, faisant de nombreuses victimes et semant la désolation dans les hauteurs de Jogjakarta. Mais plus que personne, c'est Gunawan et son épouse Niniek, également connus à travers Yap, ainsi que toute leur belle et grande famille, que je tiens à remercier chaleureusement pour leur générosité et gentillesse sans limites. L'ami Gunawan a hélas quitté ce monde en 2014 et n'est plus là pour que je lui offre un exemplaire de cet ouvrage, mais il viendra s'ajouter à ceux que j'ai déjà écrits et qui sont présents dans la bibliothèque familiale. Béni soit le hasard qui a fait que nos chemins se sont croisés.

- 10 Sur le point de publier cet ouvrage, que j'ai mis tant de temps à rédiger, je me dois de remercier tout spécialement mon collègue Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, professeur au Graduate Institute (of International and Development Studies) de Genève, - qui a émergé en 2008 de la fusion de nos deux instituts frères IUHEID et IUED et où j'ai terminé ma carrière académique et suis encore professeur honoraire. Responsable du Département d'histoire internationale, auquel j'étais alors attaché, c'est lui qui m'a vivement encouragé, en mai 2019, à reprendre l'écriture de l'ouvrage que j'avais laissé en plan trois ans plus tôt pour des raisons personnelles. Sans lui, il serait sûrement resté dans les limbes. Je tiens aussi à exprimer toute ma reconnaissance et mon admiration envers Philippe Burrin, qui a pris en 2008 la direction du nouvel Institut et en a fait le magnifique outil de travail de réputation internationale qu'il est devenu aujourd'hui, alors qu'il vient de prendre une retraite bien méritée fin août 2020. Que la parution de mon livre sur un archipel indonésien qu'il connaît bien et apprécie dans la collection des ouvrages électroniques de l'Institut ouverte aux professeurs honoraires comme moi soit un modeste hommage à la qualité de son œuvre.
- 11 A un niveau plus concret et technique, ma gratitude est également grande à l'égard de plusieurs personnes. D'abord envers Marc Galvin, Directeur exécutif du Bureau de la recherche du Graduate Institute, qui m'a suggéré l'idée de publier cet ouvrage dans la collection des ouvrages électroniques qu'il supervise. Ensuite, envers le Centre de recherche Albert Hirschman sur la démocratie auquel j'appartiens, qui a généreusement financé la majeure partie des frais de correction du manuscrit et tout particulièrement à Christine Lütringer, sa directrice exécutive, et à la professeure Shalini Randeria, qui le dirige. Enfin, je dois également de sincères remerciements à Gilles Labarthe et Denis Gay, qui ont assuré la lourde tâche de corriger cet épais manuscrit et m'on donné d'excellentes recommandations éditoriales pour en améliorer la forme et même le fond, ainsi qu'à Marie Thorndahl et Catherine Fragnière, qui se sont chargées de le mettre en forme pour la publication électronique et imprimable.
- 12 Last but not least, rien n'aurait jamais été possible sans l'amour, la patience et le courage face à l'adversité, qui ne l'a pas épargné depuis quelques années, de ma chère et merveilleuse épouse Mihimana. Elle a aussi trouvé en Indonésie, - sa seule « rivale » comme elle l'a souvent appelée avec malice, - un autre archipel digne d'émerveillement bien plus grand et presque aussi beau que sa Polynésie natale. Alors que nous venons de franchir au premier jour du printemps 2020 le cap de nos noces d'or, - célébrées en simple tête-à-tête en raison du confinement imposé quelques jours plus tôt en France pour enrayer cette maudite pandémie de COVID-19, - je lui dédie ce nouvel ouvrage sur lequel elle m'a vu transpirer pendant des années et pour lequel elle a subi avec

abnégation mes angoisses et mes impatiences. À l'automne de ma vie, je dédie aussi ce livre à mes enfants Moana et Teiva et à mes petits-enfants, Joshua-Vaimana, Naumi, Ines-Mahina et Mani : puisse leur existence être aussi belle et enrichissante que celle que j'ai eu la chance d'avoir, en dépit du fait qu'ils vont devoir grandir et s'épanouir dans une époque beaucoup plus difficile et incertaine.